

Communauté de communes Ardèche des Sources et Volcans

Plan Local d'Urbanisme intercommunal

RAPPORT DE PRÉSENTATION

-TOME 1-

Certifié conforme et vu pour être annexé à la
délibération du conseil communautaire Ardèche
des Sources et Volcans en date du 31 mars 2022
approuvant le PLUi

Le Président
Cédric D'IMPERIO

Article R*123-2 du Code de l'urbanisme

Modifié par Décret n°2004-531 du 9 juin 2004 - art. 2 JORF 13 juin 2004

Le rapport de présentation :

1° Expose le diagnostic prévu au premier alinéa de l'article L. 123-1 ;

2° Analyse l'état initial de l'environnement ;

3° Explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, expose les motifs de la délimitation des zones, des règles qui y sont applicables et des orientations d'aménagement. Il justifie l'institution des secteurs des zones urbaines où les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement sont interdites en application du a de l'article L. 123-2 ;

4° Évalue les incidences des orientations du plan sur l'environnement et expose la manière dont le plan prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

En cas de modification ou de révision, le rapport de présentation est complété par l'exposé des motifs des changements apportés.



TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 : CADRAGE

6

1.1 Le cadre législatif et réglementaire du PLUi	7
1.2 L'historique de la démarche d'élaboration du PLUi Ardèche des Sources et Volcans	9
1.3 Le territoire Ardèche des Sources et Volcans	11
1.3.1 Son historique en matière de planification urbaine	11
1.3.2 Son environnement	12
1.3.3 Son fonctionnement, son armature urbaine	24

PARTIE 2 : DIAGNOSTIC

27

2.1 Diagnostic paysage, architecture, patrimoine, et caractéristiques urbaines	28
2.1.1 Le cadre géographique remarquable de l'Ardèche	28
2.1.1.1 Des paysages emblématiques	28
2.1.1.2 La forêt au cœur de l'identité ardéchoise	30
2.1.1.3 L'agriculture ardéchoise vecteur d'un paysage vernaculaire	33
2.1.1.4 Les unités paysagères	35
2.1.1.5 Les différentes formes urbaines, fruit de la géographie du territoire	45
2.1.2 Un territoire riche de ses ressources naturelles et culturelles	55
2.1.2.1 Les sites paysagers remarquables de la CCASV	55
2.1.2.2 Une architecture rurale emblématique	67
2.1.2.3 Un témoignage de l'Histoire de la CCASV	71
2.1.3 Les dynamiques territoriales en cours	81
2.1.3.1 Un territoire sous influences entraînant des mutations d'envergure des paysages	81
2.1.3.2 Une image de nature attrayante pour le tourisme	87
2.1.4 Les enjeux paysagers et patrimoniaux	91
2.1.4.1 Les principaux outils de planification et les enjeux associés	91
2.1.4.2 Synthèse des enjeux paysagers et patrimoniaux à l'échelle de la CCASV	96
2.2 Diagnostic socio-économique	102
2.2.1 Démographie	102
2.2.1.1 Dynamiques démographiques	102
2.2.1.2 Évolutions démographiques	103
2.2.1.3 Composition de la population / typologie des ménages	109
2.2.2 Habitat	115
2.2.2.1 Structure et évolution du parc de logements	115
2.2.2.2 Caractéristiques des résidences principales	118
2.2.2.3 Logements vacants	120
2.2.2.4 Constructions de logements	121
2.2.2.5 Parc en logements spécifiques	124
2.2.2.6 Marché de l'habitat	125
2.2.2.7 Adéquation du parc aux besoins	126
2.2.3 Emplois-activités	128
2.2.3.1 Données générales	128
2.2.3.2 La population active et l'emploi	129
2.2.3.3 Les entreprises et établissements du territoire	132
2.2.3.4 L'offre foncière dédiée aux activités économiques	135
2.2.3.5 Les carrières	141
2.2.3.6 Agriculture	143
2.2.3.7 Sylviculture	156
2.2.3.8 Tourisme	162

2.3 Diagnostic équipements et mobilités	171
2.3.1 Équipements publics	171
2.3.1.1 Accessibilité aux services aux publics	172
2.3.1.2 Accessibilité aux soins : couverture médicale	173
2.3.1.3 Équipements scolaires et enfance/jeunesse	174
2.3.1.4 Équipements culturels	176
2.3.1.5 Équipements sportifs et sites de loisirs de pleine nature	177
2.3.2 Accès au numérique	181
2.3.3 Transports et mobilités	183
2.3.3.1 Infrastructures routières	183
2.3.3.2 Mobilités	185
2.3.3.3 Transports en commun	190
2.3.3.4 Capacités de stationnement	190
2.4 Etat initial de l'environnement	197
2.4.1 Milieu physique	197
2.4.1.1 Un climat sous influence méditerranéenne	197
2.4.1.2 Qualité de l'air	199
2.4.1.3 Une géologie de nature relativement homogène	204
2.4.1.4 Le relief : structurant dans l'organisation territoriale	206
2.4.1.5 Réseau hydrographique	209
2.4.1.6 Documents cadre de gestion des eaux	216
2.4.1.7 Hydrogéologie	227
2.4.2 Milieu naturel	252
2.4.2.1 Les zones naturelles remarquables	252
2.4.2.2 Les grands ensembles écologiques	270
2.4.2.3 La Trame Verte et Bleue (TVB)	290
2.4.3 Milieu humain	313
2.4.3.1 Sports et sites de loisirs de pleine nature	313
2.4.3.2 Activités de pêche	315
2.4.3.3 Activités de chasse	317
2.4.3.4 Sylviculture	318
2.4.3.5 Gestion des déchets	320
2.4.3.6 Plan Climat Energie Territorial (PCET) et Agenda 21	323
2.4.3.7 L'énergie	325
2.4.3.8 Ressources des sous-sols	339
2.4.3.9 Les risques et nuisances	342
2.4.4 Synthèse des caractéristiques du territoire	373

PARTIE 3 : JUSTIFICATION DES CHOIX DU PLUi **TOME 2**

PARTIE 4 : DÉFINITION DES MODALITÉS DE SUIVI **TOME 2**

PARTIE 5 : ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU PLUi **TOME 3**

Partie 1 : Cadrage

1.1 Le cadre législatif et réglementaire du PLUi

Le plan local d'urbanisme (PLU), régi par les dispositions du code de l'urbanisme, a été instauré par la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU) du 13 décembre 2000 en remplacement des Plans d'Occupation des Sols (POS).

Plusieurs aspects du PLU ont été modifiés par la loi portant engagement national pour l'environnement (ENE) ou « Grenelle II » du 12 juillet 2010 : apparition des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), prise en compte de la trame verte et bleue (TVB) dans les documents d'urbanisme, etc. Cette loi instaure également l'élaboration du PLU à l'échelle intercommunale lorsque l'Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) en a la compétence.

Afin d'assurer une meilleure cohérence des différentes politiques publiques concernées, la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) du 24 mars 2014 incite à l'élaboration des plans locaux d'urbanisme intercommunaux (PLUi) en lieu et place des plans locaux d'urbanisme communaux.

Enfin, le décret relatif à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme a été publié le 29 décembre 2015 afin de clarifier et de rendre plus efficaces les outils réglementaires des PLU, et, notamment, de permettre une meilleure traduction spatiale du projet de territoire.

Le PLUi est ainsi le document cadre établissant les orientations pour le développement et l'aménagement de l'intercommunalité à l'horizon de 10-15 ans sur la base de son projet politique. Il fixe les règles d'urbanisme permettant de mettre en œuvre le projet de territoire, remplaçant les documents d'urbanisme en vigueur dans chaque commune (POS, PLU, carte communale). Il doit répondre aux objectifs de développement du territoire tout en préservant la biodiversité, les paysages et le cadre de vie. Son contenu doit assurer la cohérence de ce projet de territoire et ses spécificités locales avec les politiques supra-territoriales : le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), le Parc Naturel Régional (PNR) des Monts d'Ardèche, mais aussi les politiques départementales, régionales, nationales et européennes.

Le PLUi est composé du/des :

1. Rapport de présentation : portrait du territoire comprenant un diagnostic (géographique, démographique, économique...), des analyses de l'état initial de l'environnement, de la consommation des espaces naturels et agricoles, qui permet de dégager et d'expliquer les enjeux territoriaux, et les choix de développement et d'aménagement retenus dans le PLUi.
2. Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) : projet politique avec une approche spatiale et patrimoniale, traitant l'ensemble des problématiques liées à la gestion de l'espace (ressources, agriculture, espaces habités, déplacements, énergies et émissions de gaz à effet de serre (GES), etc.).
3. Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) : traduction réglementaire du projet sous forme d'orientations sectorielles et/ou thématiques.
4. Règlement et zonage : règles écrites et documents cartographiques.
5. Annexes.

Le contenu du PLUi est plus précisément décrit dans le code de l'urbanisme :

- Article L.151-4 : « Le rapport de présentation explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.

Il s'appuie sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces et de développement agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services.

En zone de montagne, ce diagnostic est établi également au regard des besoins en matière de réhabilitation de l'immobilier de loisir et d'unités touristiques nouvelles.

Il analyse la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années

précédant l'arrêt du projet de plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme et la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales. Il expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers. Il justifie les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale et au regard des dynamiques économiques et démographiques.

Il établit un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités. »

- Article L.151-5 :

« Le projet d'aménagement et de développement durables définit :

1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;

2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Il peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles. »

- Article L.151-6 :

« Les orientations d'aménagement et de programmation comprennent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports, les déplacements et, en zone de montagne, sur les unités touristiques nouvelles.

En l'absence de schéma de cohérence territoriale, les orientations d'aménagement et de programmation d'un plan local d'urbanisme élaboré par un établissement public de coopération intercommunale comprennent les dispositions relatives à l'équipement commercial et artisanal mentionnées à l'article L. 141-16 et déterminent les conditions d'implantation des équipements commerciaux qui, du fait de leur importance, sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'aménagement du territoire et le développement durable, conformément à l'article L. 141-17. »

- Article L.151-7 :

« I. - Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent notamment :

1° Définir les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment les continuités écologiques, les paysages, les entrées de villes et le patrimoine, lutter contre l'insalubrité, permettre le renouvellement urbain et assurer le développement de la commune ;

2° Favoriser la mixité fonctionnelle en prévoyant qu'en cas de réalisation d'opérations d'aménagement, de construction ou de réhabilitation un pourcentage de ces opérations est destiné à la réalisation de commerces ;

3° Comporter un échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants ;

4° Porter sur des quartiers ou des secteurs à mettre en valeur, réhabiliter, restructurer ou aménager ;

5° Prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et espaces publics ;

6° Adapter la délimitation des périmètres, en fonction de la qualité de la desserte, où s'applique le plafonnement à proximité des transports prévu aux articles L. 151-35 et L. 151-36.

II. - En zone de montagne, ces orientations définissent la localisation, la nature et la capacité globale d'accueil et d'équipement des unités touristiques nouvelles locales. »

• Article L.151-8 : « Le règlement fixe, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés aux articles L. 101-1 à L. 101-3. »

• Article L.151-43 : « Les plans locaux d'urbanisme comportent en annexe les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et figurant sur une liste dressée par décret en Conseil d'État. »

1.2 L'historique de la démarche d'élaboration du PLUi

Ardèche des Sources et Volcans

La communauté de communes Ardèche des Sources et Volcans a modifié ses statuts en décembre 2015 pour intégrer la compétence urbanisme et a prescrit l'élaboration de son PLUi afin de se doter d'un projet de territoire partagé à l'échelle intercommunale. La délibération prise lors du conseil communautaire du 15 décembre 2015 pour l'élaboration du PLUi fixe les objectifs suivants :

* « Maintenir et accueillir des habitants dans un environnement de qualité :

- Lutter contre le mitage de l'urbanisme sur notre territoire.
- Tendre à un développement harmonieux entre habitat permanent, résidences secondaires, hébergements touristiques et besoins liés aux activités économiques et touristiques de notre secteur.
- Favoriser l'implantation de nouvelles constructions en recherchant une utilisation optimale de la consommation foncière en tenant compte des réseaux existants.
- Conserver au territoire son caractère rural en privilégiant la rénovation du bâti existant.
- Prévoir un développement démographique raisonné et maîtrisé avec l'accueil de populations nouvelles réparties harmonieusement en favorisant la mixité sociale.
- Prévoir et définir les besoins du territoire notamment en termes d'équipements publics en permettant à la population d'accéder à des services de qualité dans les domaines de la santé, de la jeunesse, de la culture, et des sports.
- Favoriser le développement des réseaux de communications électroniques.

* Favoriser un développement économique basé sur les qualités spécifiques du territoire :

- Favoriser le développement des activités économiques et commerciales en prévoyant un aménagement concerté des zones d'activités répondant aux besoins du territoire.
- Valoriser l'activité touristique de notre territoire.
- Soutenir et favoriser l'attractivité du territoire en permettant aux différentes filières (agricoles, forestières, économiques, commerciales, artisanales, touristiques) de pouvoir se développer.

* Préserver et valoriser les ressources locales (naturelles, agricoles, bâties, paysagères) en tant que socle du développement de la communauté de communes et élément majeur d'attractivité :

- Réfléchir à un développement harmonieux et concerté des énergies renouvelables.
- Mettre en place une gestion concertée de la ressource en eau.

- Soutenir les actions de gestion de l'espace agro-sylvo-pastoral permettant le soutien et l'installation d'agriculteurs notamment dans le but d'une mise en place de circuits courts de distribution et de l'entretien des paysages.
- Maintien et restauration des sentiers de randonnée.
- Préserver l'environnement et le cadre de vie et prendre en considération les trames vertes et bleues, zones humides, forêts espaces boisés classés.
- Préserver et mettre en valeur les paysages de pentes et affirmer le caractère particulier des villages, ses sites naturels et géologiques remarquables.
- Réfléchir aux déplacements et favoriser la création d'aires de covoiturage et la mise en place de bornes de recharge pour véhicules électriques.
- Protéger et mettre en valeur le patrimoine bâti, non bâti, historique, industriel. »

Les modalités de concertation ont également été précisées :

- « Les informations seront publiées tout au long de la procédure sur le site internet de la communauté de communes.
- Des réunions publiques seront organisées afin de présenter les documents réalisés, notamment présentation du diagnostic et de ses enjeux, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), le plan local d'urbanisme avant arrêt.
- Un registre de concertation sera mis à disposition du public à la communauté de communes pendant toute la durée de la concertation.
- Les informations relatives aux principales étapes du projet seront affichées à la communauté de communes.
- Des informations pourront être publiées par la communauté de communes dans la presse locale.
- Mise en place d'une adresse courriel dédiée pour favoriser les échanges. »

1.3 Le territoire Ardèche des Sources et Volcans

La communauté de communes « Ardèche des Sources et Volcans » a été créée le 1^{er} janvier 2014 de la fusion des communautés de communes « Source de l'Ardèche », « Les Grands Serres » et « Porte des Hautes Cévennes Ardéchoises ». Le 1^{er} janvier 2017, la commune d'Astet la quitte pour rejoindre la communauté de communes de la « Montagne d'Ardèche ».

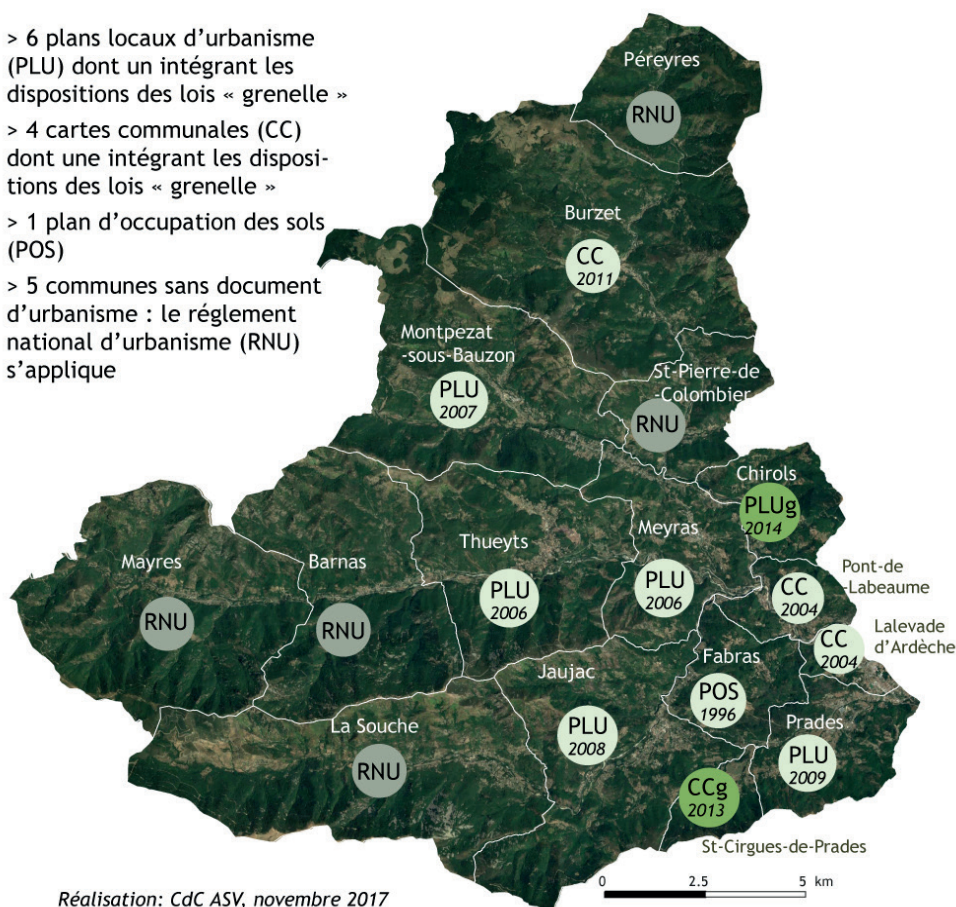
Le territoire intercommunal se compose ainsi de 16 communes (Barnas, Burzet, Chirols, Fabras, Jaujac, Lalevade-d'Ardèche, La Souche, Mayres, Meyras, Montpezat-sous-Bauzon, Péreyres, Pont-de-Labeaume, Prades, Saint-Cirgues-de-Prades, Saint-Pierre-de-Colombier, et Thueyts), s'étalant sur 268,5 km².

D'après le dernier recensement (données INSEE population municipale 2016), le nombre d'habitants sur le territoire s'élève à 9 627. La densité de population enregistrée en 2016 est de 36 habitants/km².

1.3.1 Son historique en matière de planification urbaine

Pendant l'élaboration du PLUi, les communes de l'intercommunalité conservent leur document d'urbanisme en vigueur. La carte ci-après montre l'état des lieux des documents d'urbanisme en vigueur dans les différentes communes lors de la prescription du PLUi.

- > 6 plans locaux d'urbanisme (PLU) dont un intégrant les dispositions des lois « grenelle »
- > 4 cartes communales (CC) dont une intégrant les dispositions des lois « grenelle »
- > 1 plan d'occupation des sols (POS)
- > 5 communes sans document d'urbanisme : le règlement national d'urbanisme (RNU) s'applique



Réalisation: CdC ASV, novembre 2017

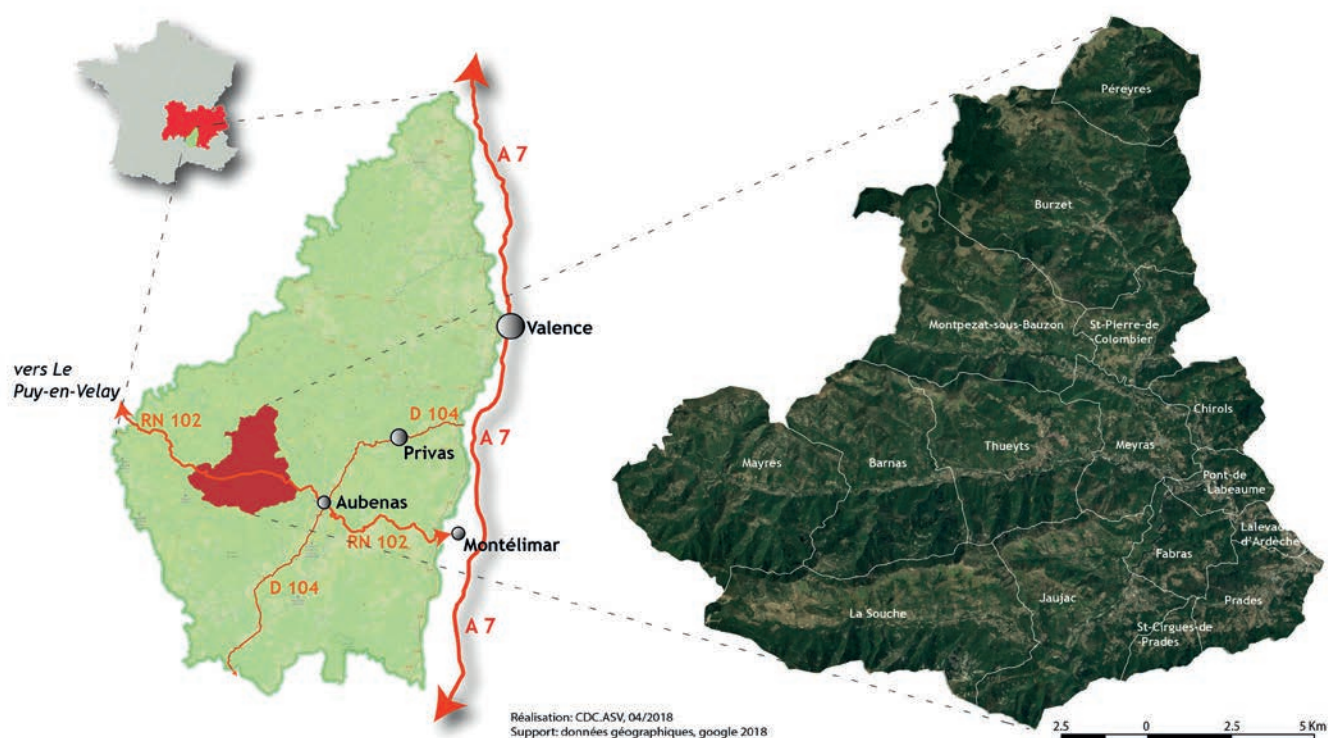
A noter :

- La commune de Pont-de-Labeaume avait travaillé depuis 2010 à l'élaboration d'un PLU, arrêté en septembre 2015. Celui-ci n'a finalement jamais fait l'objet de l'enquête publique suite à la consultation des Personnes Publiques Associées.
- Le POS de Fabras est devenu caduc le 1^{er} janvier 2021.

1.3.2 Son environnement

La communauté de communes Ardèche des Sources et Volcans se situe au sud de la région Auvergne Rhône-Alpes, au cœur du département de l'Ardèche, du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de l'Ardèche Méridionale et du Parc Naturel Régional (PNR) des Monts d'Ardèche, et aux portes du bassin économique de l'agglomération Aubenas/Vals-les-Bains. Située aux contreforts du massif central, elle est entièrement soumise à la loi du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne, dite « loi Montagne ».

A mi-chemin entre le massif central et la vallée du Rhône, la communauté de communes est uniquement desservie par des axes de communication routiers, et notamment par la RN 102 qui traverse Mayres, Barnas, Thueyts, Meyras, Pont-de-Labeaume et Lalevade-d'Ardèche. Le pôle central de Thueyts se trouve ainsi à environ 1h15 du Puy-en-Velay, 1h de Montélimar, et 1h30 de Valence. Il est aussi situé à 50 minutes environ du chef-lieu du département de l'Ardèche, Privas, et à 25 minutes du bassin économique d'Aubenas (à mi-chemin entre Thueyts et Privas).



En cohérence avec son environnement extérieur, le PLUi Ardèche des Sources et Volcans s'articule avec de nombreuses normes supra-communales de gestion de l'espace*. Néanmoins, du fait de son caractère intégrateur, le Schéma de Cohérence Territoriale de l'Ardèche Méridionale (arrêté le 17/02/2020) représente le cadre réglementaire unique avec lequel le PLUi doit être compatible.

Créé par la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains du 13 décembre 2000, le SCoT est un outil de planification qui définit, à l'échelle de plusieurs communautés de communes et pour le long terme (une vingtaine d'années), les grandes orientations d'aménagement et de développement d'un territoire. C'est aussi un document d'urbanisme à valeur réglementaire.

* La conformité impose la retranscription à l'identique de la règle, son respect à la lettre. La compatibilité implique de respecter l'esprit de la règle, tandis que la prise en compte induit de ne pas s'écarter de la règle.

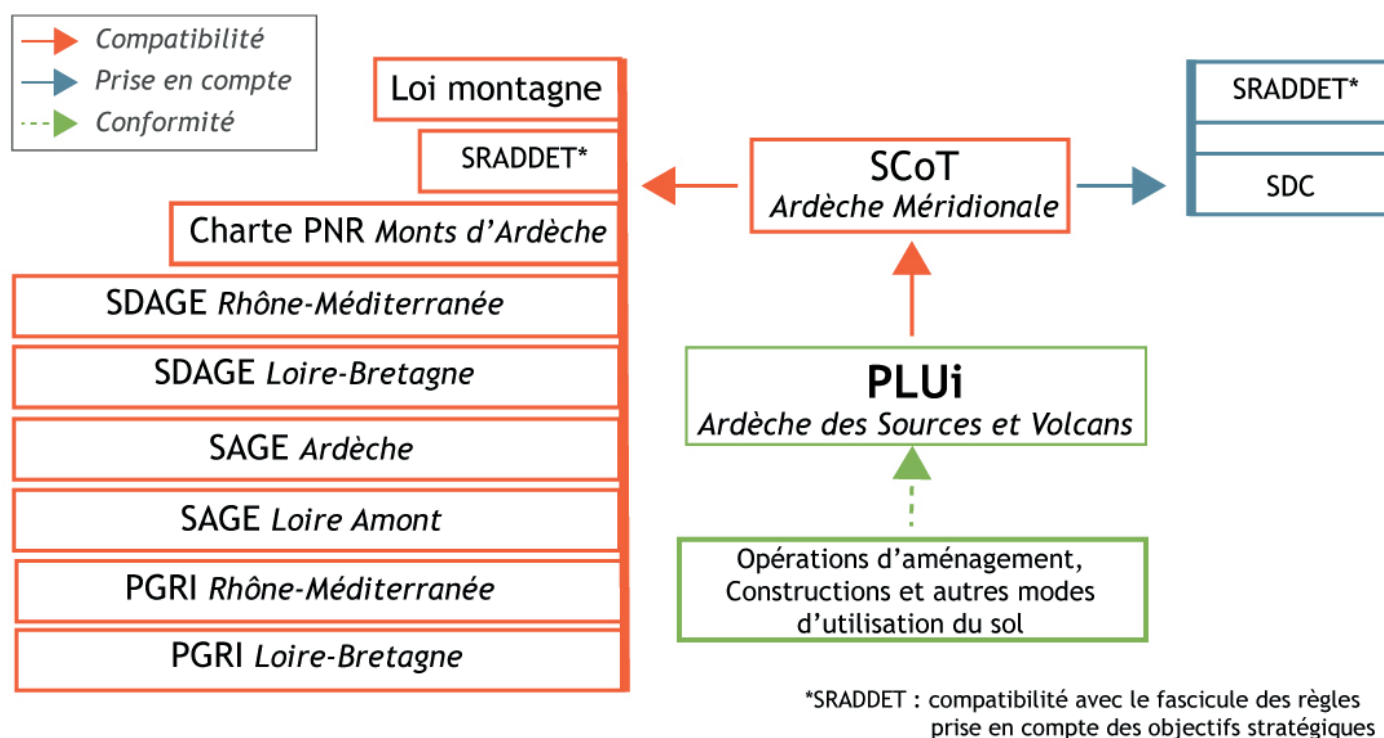
Celui-ci doit être compatible avec ... :

- La loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne, dite « loi Montagne », et complétée en décembre 2016 par la loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne, dite « loi Montagne II »
- Le fascicule des règles du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) de la Région Auvergne Rhône-Alpes (approuvé le 20/12/2019)
- La charte du Parc Naturel Régional des Monts d'Ardèche (approuvée le 18/03/2013)
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée (approuvé le 03/12/2015)
- Le SDAGE Loire Bretagne 2016-2021 (approuvé le 18/11/2015)
- Le Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) du bassin versant de l'Ardèche (approuvé le 22/08/2012)
- Le SAGE Loire amont (approuvé le 22/12/2017)
- Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) du bassin Rhône-Méditerranée (approuvé le 07/12/2015)
- Le PGRI du bassin Loire-Bretagne (approuvé le 23/11/2015)

... et prendre en compte l'ensemble des documents cadres cités ci-dessous :

- Les objectifs stratégiques du SRADDET de la Région Auvergne Rhône-Alpes (approuvé le 20/12/2019)
- Le Schéma Départemental des Carrières (SDC) de l'Ardèche

A noter : Si un document cadre est approuvé après l'approbation du PLUi, ce dernier devra être rendu compatible dans un délai d'un an, sauf si la mise en compatibilité implique une révision. Dans ce cas, le délai est de trois ans.



Les PGRI Loire-Bretagne et Rhône-Méditerranée 2022-2027 ont fait l'objet d'une consultation du public du 1^{er} mars au 1^{er} septembre 2021. Ils devraient être approuvés dans leur version définitive au cours du 1^{er} semestre 2022.

*** Zoom sur deux partenaires fondamentaux du PLUi Ardèche des Sources et Volcans et leurs orientations et objectifs de gestion de l'espace ; le PNR des Monts d'Ardèche et le SCoT de l'Ardèche méridionale :**

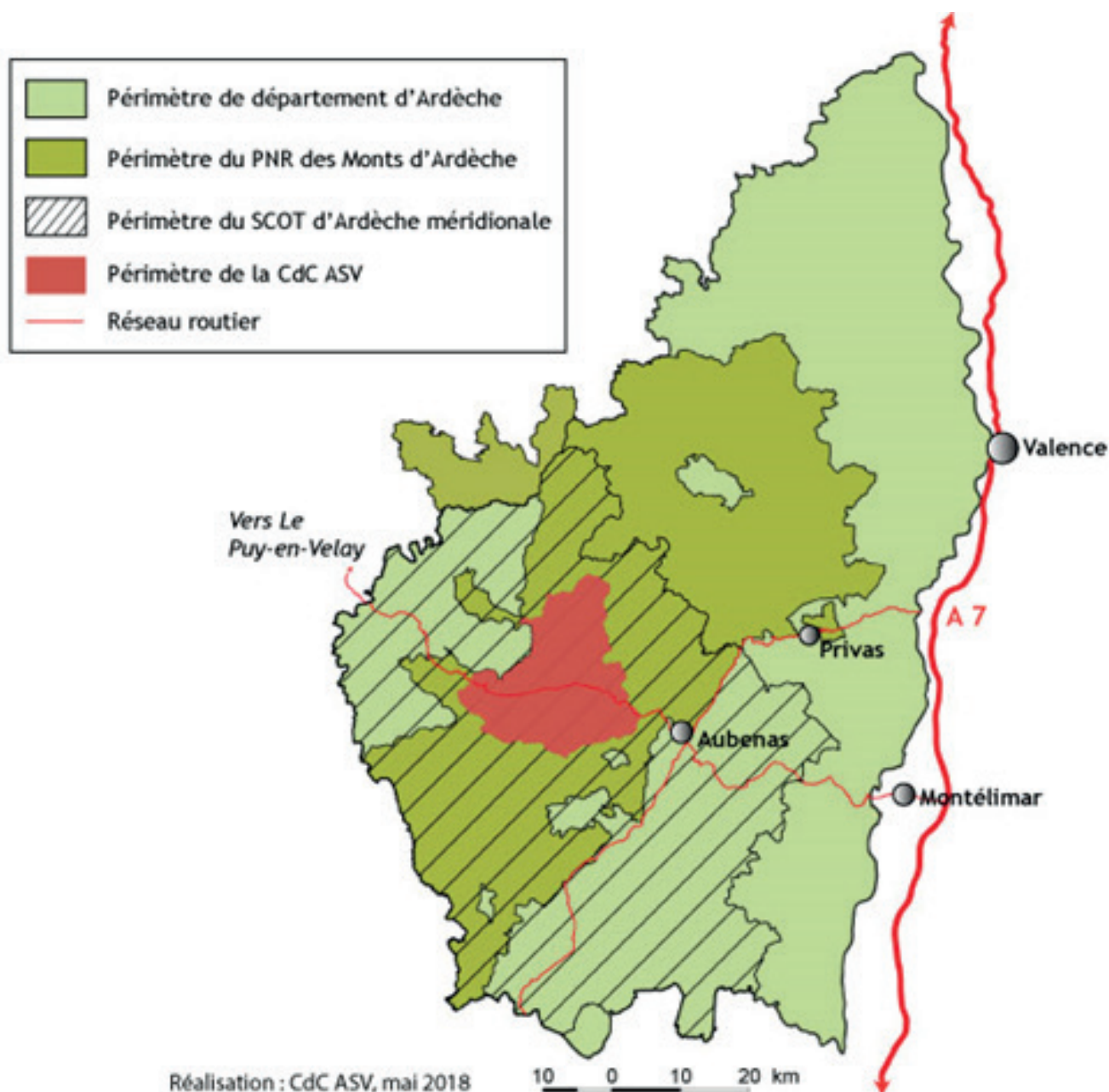
- Le Parc Naturel Régional des Monts d'Ardèche

Toutes les communes de la communauté de communes Ardèche des Sources et Volcans adhèrent à la charte 2013-2025 du PNR dont le siège se situe à Jaujac. Le Parc porte une attention particulière à ce que le document d'urbanisme concilie le maintien et l'accueil de nouveaux habitants et de nouvelles activités avec la préservation et la valorisation des patrimoines (paysagers, bâtis, environnementaux et agricoles).

La charte se décline autour de trois grandes vocations :

1. Un territoire remarquable à préserver
2. Un territoire productif, qui valorise durablement ses ressources
3. Un territoire attractif et solidaire.

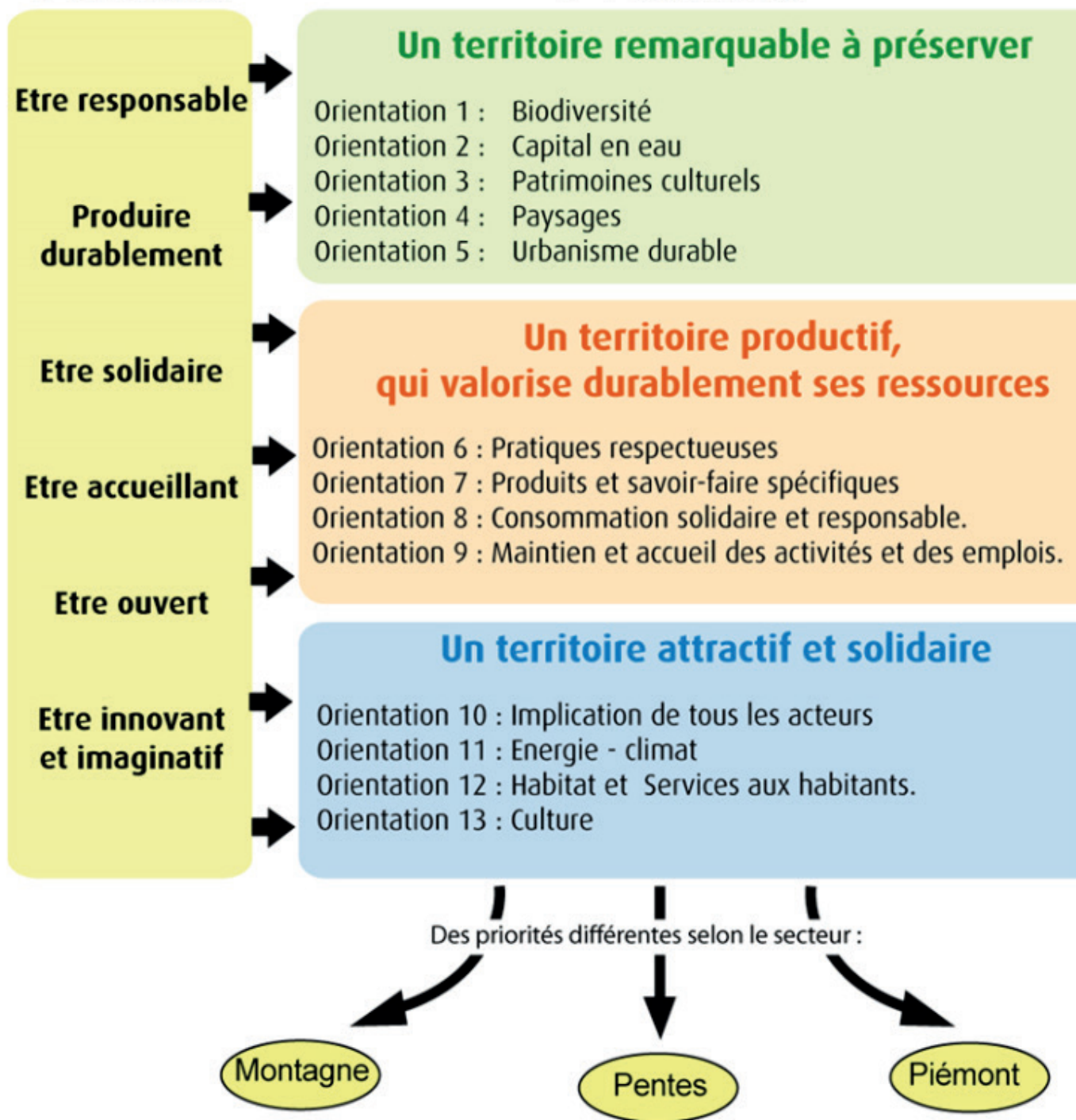
Des orientations, comptant chacune plusieurs mesures, sont définies (cf. page suivante).



L'avenir des Monts d'Ardèche se construit autour de ...

6 VALEURS

3 VOCATIONS



L'orientation 5 de la vocation « Un territoire remarquable à préserver » concerne plus particulièrement l'urbanisme durable. Elle se décline en trois mesures dont le contenu est présenté ci-après.

Orientation 5 de la Charte du PNR des Monts d'Ardèche, « Développer un urbanisme durable, économe et innovant » :

Mesure 5.1 Doter le territoire d'outils stratégiques de planification pour une politique d'urbanisme économe

- Sur les zones prioritaires d'optimisation de l'espace :
 - Élaborer dans le court terme des documents d'urbanisme à portée réglementaire et à échelle intercommunale, de type Schéma de Cohérence Territoriale ou Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.
 - Préserver « les respirations agricoles et naturelles entre noyaux bâtis » identifiées au Plan de Parc : éviter l'effet de « *continuum* urbain » généré par l'urbanisation des derniers espaces agricoles et naturels qui subsistent entre noyaux bâtis (villages et hameaux). Les espaces concernés participent à la qualité des paysages et du cadre de vie, tout en constituant des supports de production agricole existants ou potentiels et des supports de biodiversité.
- > Soumettre à condition toute extension d'urbanisation :
 - d'une part, mener une réflexion préalable sur les possibilités de densification des parties urbaines existantes ;
 - d'autre part, élaborer des opérations d'aménagement qui répondent aux objectifs suivants : limiter la consommation des terres agricoles ; prévoir des formes urbaines dont la densité des constructions soit respectueuse des typologies traditionnelles locales (centres bourgs, villages et hameaux).
- Sur l'ensemble du territoire :
 - Faire que tout document d'urbanisme réponde aux six principes d'urbanisme durable suivants, adaptés aux enjeux patrimoniaux et socio-économiques du Parc des Monts d'Ardèche :
 - 1 - Préserver les trames vertes et bleues : protéger, par des zonages adaptés (zones A et N), les réservoirs de biodiversité, les corridors écologiques, ainsi que les rivières et milieux aquatiques, notamment ceux identifiés au Plan de Parc.
 - 2 - Limiter la consommation des espaces agricoles et forestiers : optimiser les espaces urbanisés existants et futurs, éviter l'urbanisation linéaire et éparse.
 - 3 - Considérer la structuration du territoire autour de pôles de proximité pour construire les objectifs de planification concernant l'habitat, les services, les activités économiques et les déplacements.
 - 4 - Préserver et valoriser les éléments structurants des paysages, en accordant une attention particulière aux paysages de référence.
 - 5 - Adapter le territoire au changement climatique : s'assurer de la cohérence des objectifs de développement urbain au regard des risques liés aux aléas climatiques (incendies, inondations, etc.), de la disponibilité de la ressource en eau, et enfin des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre.
 - 6 - Consolider les choix d'urbanisme par des démarches participatives.
 - S'appuyer sur des Schémas Intercommunaux d'Aménagement et de Gestion de l'Espace (SIAGE) pour amener progressivement le territoire vers l'urbanisme de projet à échelle intercommunale.

Mesure 5.2 Porter une attention particulière à la préservation des terres agricoles

- Systématiser les diagnostics agricoles préalables à l'élaboration des documents d'urbanisme (SCoT, PLU, carte communale).
- Mesurer, afficher et attribuer la consommation d'espaces agricoles par l'urbanisation, les infrastructures, les carrières...
- Renforcer la maîtrise publique et para-publique des orientations foncières sur l'espace agricole

« péri-urbain ».

- Rechercher des alternatives au prélèvement des terres agricoles.
- Consolider les espaces agricoles à potentiel économique présent ou futur par une meilleure assise foncière.
- Améliorer la connaissance des marchés du foncier à vocation agricole et à vocation d'habitat.

Mesure 5.3 Développer un urbanisme opérationnel répondant aux enjeux sociaux et patrimoniaux des Monts d'Ardèche

- Sensibiliser aux enjeux d'un urbanisme économe et innovant.
- Optimiser l'utilisation des outils de maîtrise foncière.
- Faciliter la mobilisation des outils opérationnels d'aménagement.
- Utiliser un fonds d'urbanisme pour favoriser l'émergence de démarches exemplaires (respectant les principes de l'urbanisme durable).
- S'appuyer sur un « Pôle de compétences en urbanisme, aménagement et architecture dans les Monts d'Ardèche ».

Ainsi, dans la mise en œuvre opérationnelle du PLUi, les opérations d'urbanisme devront répondre aux principes suivants :

- 1 - Reconquérir et réhabiliter prioritairement le bâti dans les cœurs de villages et hameaux existants.
- 2 - Privilégier un habitat groupé, facilitant les économies (énergies, réseaux, déplacements, gestion des déchets...), limitant la consommation d'espaces agricoles et préservant les espaces d'intérêt écologique identifiés.
- 3 - Prévoir une gestion exemplaire de la ressource en eau (gestion des eaux usées, récupération des eaux pluviales, limitation de l'imperméabilisation des sols, maintien des mares et zones humides).
- 4 - Préserver les silhouettes villageoises remarquables.
- 5 - S'inspirer des formes d'habitat et des typologies architecturales locales.
- 6 - Intégrer la mixité sociale et fonctionnelle dans les formes urbaines et architecturales : innover en faveur du lien social et du « bien vivre ensemble » (habitat, services...) en tenant compte du vieillissement de la population et de l'installation de jeunes ménages.

En outre, la charte du PNR des Monts d'Ardèche 2013-2025 territorialise un certain nombre d'enjeux concernant les zones de piémont et de pentes, auxquelles appartiennent les communes du territoire, et pour lesquelles les priorités sont différentes :

> Le secteur des pentes (Mayres, Barnas, Péreyres, Burzet, Saint-Cirgues-de-Prades, Saint-Pierre-de-Colombier, Chirols)

- Renforcer la protection sur les espaces naturels jouant un rôle exceptionnel de « réservoir de biodiversité » (protection réglementaire, démarches partenariales de gestion, maîtrise des usages et fréquentations, etc.).
- Valoriser les produits et productions spécifiques des pentes et accompagner les professionnels (de l'agriculture, de la sylviculture, du tourisme, de l'artisanat et de l'industrie) vers des pratiques écologiquement compatibles, participant à l'image de marque du territoire.
- Développer des actions innovantes pour un habitat de qualité (respectueux des caractères patrimoniaux, architecturaux et paysagers des pentes), au sein et en continuité des bourgs existants dont la centralité doit être renforcée.
- Développer un travail spécifique avec les collectivités nouvellement intégrées de connaissance mutuelle et de coopération.

- > Le secteur de piémont (Jaujac, La Souche, Montpezat-sous-Bauzon, Thueyts, Meyras, Fabras, Prades, Lalevade-d'Ardèche, Pont-de-Labeaume)
 - Mettre en place des outils forts de planification intercommunale, de maîtrise de l'urbanisation et de maîtrise du foncier.
 - Développer un rôle pro-actif du Parc et des collectivités en matière d'affichage publicitaire.
 - Consolider et développer un maillage de maisons et musées du Parc, ainsi qu'une offre de découverte du patrimoine incitant habitants et visiteurs à parcourir les Monts d'Ardèche.

De ces enjeux découlent ainsi des prescriptions différentes pour les zones de pente et les zones de piémont :

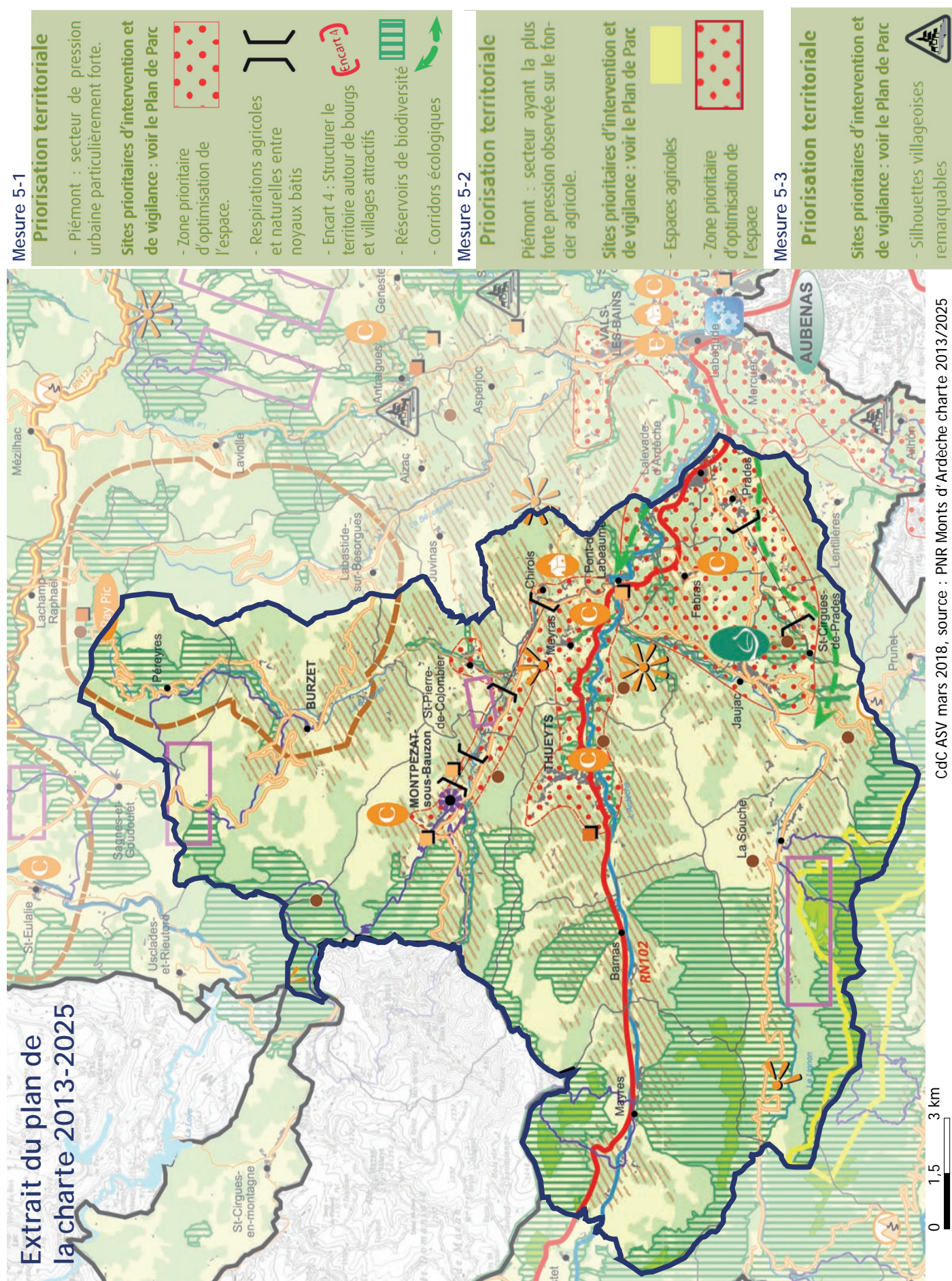
> En zone de pente

- Volet préservation du territoire
 - Construire des stratégies paysagères intercommunales et s'assurer de leur portage local.
 - Maintenir les terres et les pratiques agricoles (châtaigneraie, myrtilleraie...) et lutter contre la désertification agricole de certaines zones.
 - Veiller à une gestion des surfaces fourragères et un maintien des prairies de fauche.
 - Initier ou accompagner des projets de sauvegarde ou de valorisation des savoir-faire agricoles et espèces domestiques emblématiques.
- Volet forêt
 - Améliorer la gestion forestière.
 - Exploiter plus et mieux. Développer la filière du Châtaignier. Maintenir les entreprises de l'amont.
 - Préserver des réserves à haute naturalité. Préserver la qualité des cours d'eau et de leurs abords. Valoriser la multifonctionnalité de la forêt.
- Volet agriculture
 - Favoriser le maintien et l'installation d'exploitations (mobilisation du foncier...), tout en accompagnant les agriculteurs vers des pratiques écologiquement compatibles.
 - Travailler au redéploiement pastoral. Préserver les ressources fourragères en zones plates.
 - Poursuivre le travail sur les potentiels autour de la châtaigneraie : fruits et filière (AOC Châtaigne d'Ardèche).
 - Gérer durablement la problématique sanglier.
 - Soutenir les productions emblématiques : myrtilles sauvages, variétés fruitières et légumières, filières animales (AOC Picodon, apiculture...).

> En zone de piémont

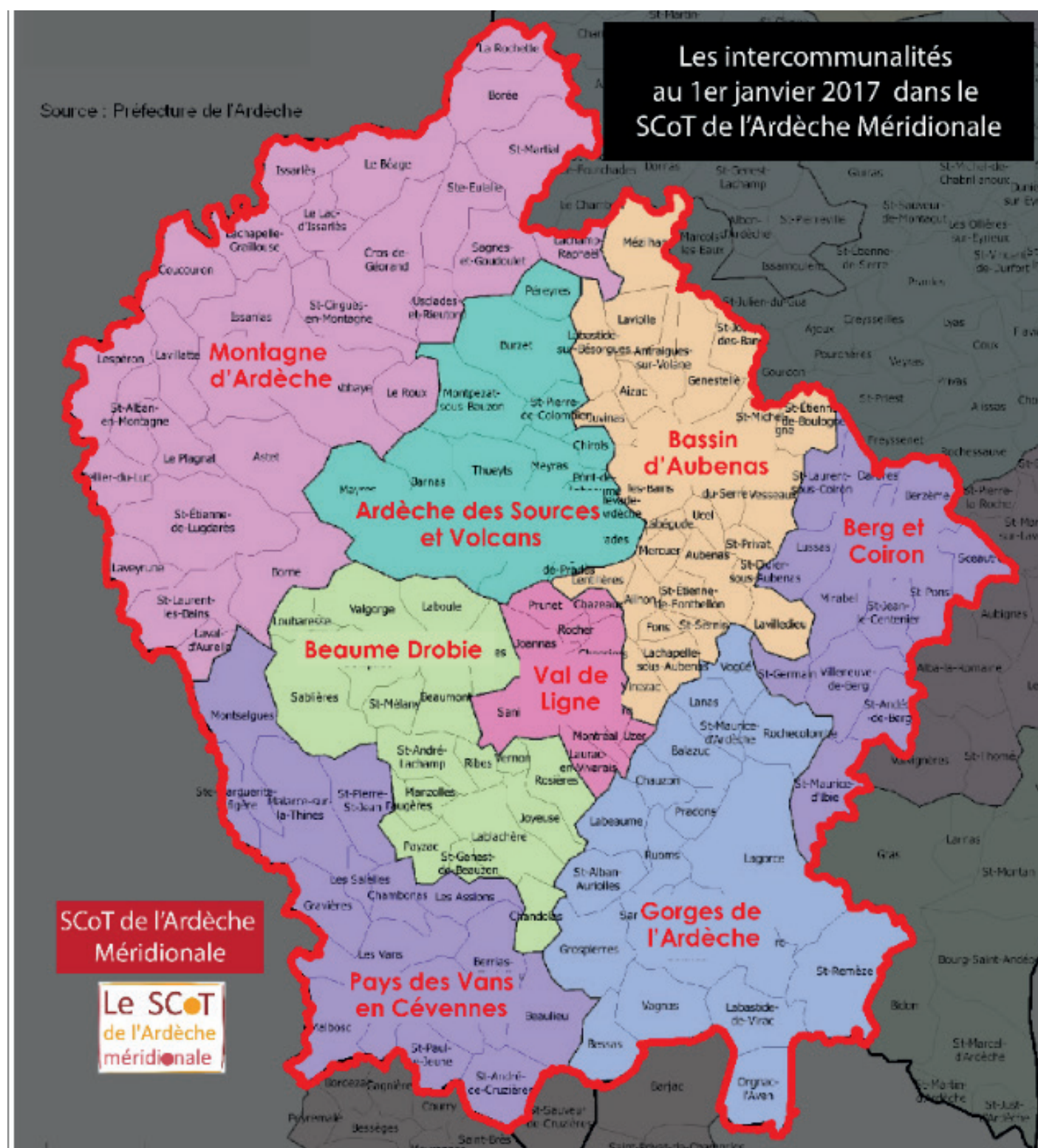
- Volet préservation du territoire
 - Une vigilance affirmée et permanente sur la qualité paysagère et patrimoniale des portes d'entrée du parc : une gestion exemplaire de l'espace, une préservation renforcée du paysage et du cadre de vie, une maîtrise rigoureuse de l'affichage publicitaire.
 - Le maintien des espaces agricoles à fort potentiel et des espaces naturels sous pression participant à la fonctionnalité des milieux.
 - La gestion de la dynamique touristique pour faire du piémont un secteur d'appel et une vitrine des Monts d'Ardèche.
- Volet forêt
 - Améliorer la gestion du pin maritime. Préserver le pin de Salzmann.
 - Faire le lien entre la première transformation locale et la seconde transformation en place.
 - Prendre en compte le risque incendie sur les secteurs périurbains.
- Volet agriculture
 - Favoriser le maintien et l'installation d'exploitations (mobilisation du foncier...).
 - Favoriser le développement de filières de qualité : viticulture, arboriculture, maraîchage...
 - Soutenir les productions emblématiques : olivier du piémont cévenol, châtaigniers...

La spatialisation des mesures de l'orientation 5 « Développer un urbanisme durable, économe et innovant » figure sur l'extrait du plan de la charte du PNR ci-dessous.



- Le SCoT de l'Ardèche Méridionale

Le SCoT de l'Ardèche Méridionale, dont l'élaboration a été prescrite en novembre 2014, fédère 150 communes réparties sur huit communautés de communes, dont Ardèche des Sources et Volcans. Il totalise plus de 100 000 habitants sur une superficie de 2 630 km².



Le SCoT oriente l'évolution d'un territoire autour de dix grandes thématiques :

- L'organisation de l'espace et la restructuration des espaces urbanisés ;
- Les espaces et sites naturels ou urbains à protéger, dont il peut définir la localisation ou la délimitation ;
- Les grands équilibres entre les espaces urbains et à urbaniser, d'une part, et les espaces naturels, agricoles ou forestiers d'autre part ;
- L'équilibre social de l'habitat et la construction de logements sociaux ;
- La cohérence entre l'urbanisation et la création de dessertes en transports collectifs ;
- L'équipement commercial et artisanal, ainsi que les localisations préférentielles des commerces et aux autres activités économiques ;
- La protection des paysages et la mise en valeur des entrées de ville ;
- La préservation des ressources naturelles et le maintien de la biodiversité ;
- La prévention des risques ;
- Les conditions permettant de favoriser le développement de l'urbanisation prioritaire dans les secteurs desservis par les transports collectifs.

Le diagnostic du SCoT, élaboré en 2015-2016 et actualisé en 2019, a permis d'identifier les grands enjeux du territoire. Ils sont les suivants :

- Une ruralité attractive mais vieillissante
 - L'attractivité du territoire pour des populations variées, en particulier les jeunes actifs, concourant à une démographie diversifiée et au maintien de la vie dans les villages
 - Des politiques communales et intercommunales en faveur de l'accueil de nouvelles populations, à même de lisser les déséquilibres territoriaux et de limiter les concurrences infra-SCoT
 - L'équilibre entre populations permanente et occasionnelle
 - Une offre de logements, notamment locative, adaptée aux besoins des différentes catégories de population (notion de « parcours résidentiel »)
 - La maîtrise, notamment publique, de l'offre foncière dédiée à l'habitat, de façon à orienter la production en fonction des besoins des différents secteurs du territoire
 - L'attractivité de l'habitat dans les cœurs de villes-villages
 - La vacance dans les centre-bourgs
 - La mixité sociale et générationnelle dans le parc de logements
- Une armature territoriale complexe
 - La complémentarité des bassins de vie, en lien avec la centralité albenassienne
 - La prise en compte des polarités hors SCoT
 - Une accessibilité adaptée aux services et équipements en fonction de la gamme considérée
 - La saisonnalité des usages et son impact sur le dimensionnement de certains équipements (secteurs à forte fréquentation touristique)
 - La place des espaces de faible densité, notamment montagnards, dans l'organisation territoriale de demain
 - La facilité d'accès aux services et équipements publics, dans un objectif de réduction des temps de déplacement des habitants
 - L'accessibilité à l'offre de santé sur l'ensemble du territoire
 - La mise en adéquation de l'offre d'équipements et de services avec la dynamique de vieillissement du territoire
 - Une offre éducative en adéquation avec le marché local de l'emploi, notamment pour l'enseignement supérieur et la formation professionnelle
 - Le désenclavement routier et numérique du territoire
 - La complémentarité des mobilités numérique et physique

- Une économie en voie de tertiarisation
 - Le rééquilibrage des moteurs de développement économique de l'Ardèche méridionale
 - La qualité des ressources humaines
 - L'attractivité du territoire pour des implantations exogènes
 - La cohérence de l'armature commerciale, entre grande distribution et petit commerce
 - Le devenir des friches industrielles et commerciales
 - L'offre commerciale dans les centre-bourgs
 - La répartition spatiale du foncier d'activités économiques et son adaptation aux besoins du territoire
 - L'intégration architecturale et paysagère des ZAE
 - La multifonctionnalité des espaces, en lien avec les différents types d'organisation territoriale (urbain, péri-urbain, rural)
 - L'installation de nouveaux agriculteurs
 - La cohabitation « agriculture-bâti existant »
 - La localisation des outils collectifs de transformation
 - La maîtrise des terres agricoles à potentiel soumises à la pression urbaine et à la rétention foncière
 - Le logement de fonction à proximité du lieu de travail
 - Le morcellement du foncier sylvicole
 - La valorisation locale de la ressource forestière
 - Le devenir du modèle touristique du Sud Ardèche
 - Le positionnement touristique des autres secteurs (pentes, montagne, Aubenas, ...)
 - La concurrence foncière/immobilière entre habitat permanent et logements touristiques
- Une mobilité contrainte, caractérisée par le « tout voiture »
 - La fonctionnalité des axes de transit structurants
 - Le stationnement dans les villages
 - La place du covoiturage dans les déplacements quotidiens
 - Le réseau de voies douces
 - La qualité de la connexion avec les grandes infrastructures hors SCoT (autoroutes, gares TGV, ports fluviaux, aéroports)
 - Le devenir de l'aérodrome d'Aubenas-Ardèche méridionale
 - L'articulation entre l'offre de transport collectif et le développement de l'urbanisation (résidentielle et économique)
- Des milieux naturels qui fondent l'identité de l'Ardèche Méridionale
 - La diversité et la richesse des milieux naturels
 - L'environnement naturel du cadre du vie
 - La fréquentation touristique des espaces naturels
 - Le changement climatique au regard de certaines problématiques locales
- Une qualité patrimoniale et paysagère menacée
 - L'insertion des nouvelles formes urbaines dans le bâti traditionnel
 - La qualité des paysages
 - La conservation des paysages emblématiques
 - L'entretien des paysages ruraux traditionnels (terrasses, ...)
 - La qualité des entrées de ville et de village
 - Le rôle de l'agriculture dans le maintien de la biodiversité
 - La contribution de l'agriculture à l'entretien et à l'ouverture des paysages, notamment au travers du pastoralisme
 - La qualité du paysage forestier

- Des ressources naturelles exploitées
 - La maîtrise de l'urbanisation, notamment dans les secteurs sous pression
 - L'urbanisation des dents creuses dans les secteurs attractifs, pour densifier les tissus lâches
 - Le maintien ou l'amélioration de la qualité des cours d'eau
 - L'adéquation entre développement urbain et disponibilité de la ressource en eau
 - La sécurisation de la ressource en eau
 - Le développement des énergies renouvelables
 - Une urbanisation économe en énergie
 - L'impact environnemental de l'exploitation éventuelle des gaz de schiste
- Un territoire fortement exposé aux risques naturels
 - La vulnérabilité du bâti existant au risque d'inondation
 - L'interface « forêt-habitat »
 - Le ruissellement des eaux pluviales en lien avec l'imperméabilisation des sols
 - La capacité locale de traitement et de valorisation des déchets

Ceux-ci ont conduit à l'élaboration du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) débattu le 12 novembre 2018 et le 5 juin 2019 en comité syndical. L'ambition politique du SCoT est de concilier une ruralité à la fois préservée, vivante et attractive. Cette vision stratégique s'appuie sur quatre principes fondateurs (la solidarité, l'anticipation, l'exemplarité et la diversité) et se décline en quatre axes :

1. Construire une armature territoriale solidaire et fonctionnelle
2. Dynamiser et diversifier l'économie locale
3. Mettre en place une mobilité durable et accessible à tous
4. Préserver un territoire à haute valeur environnementale et patrimoniale

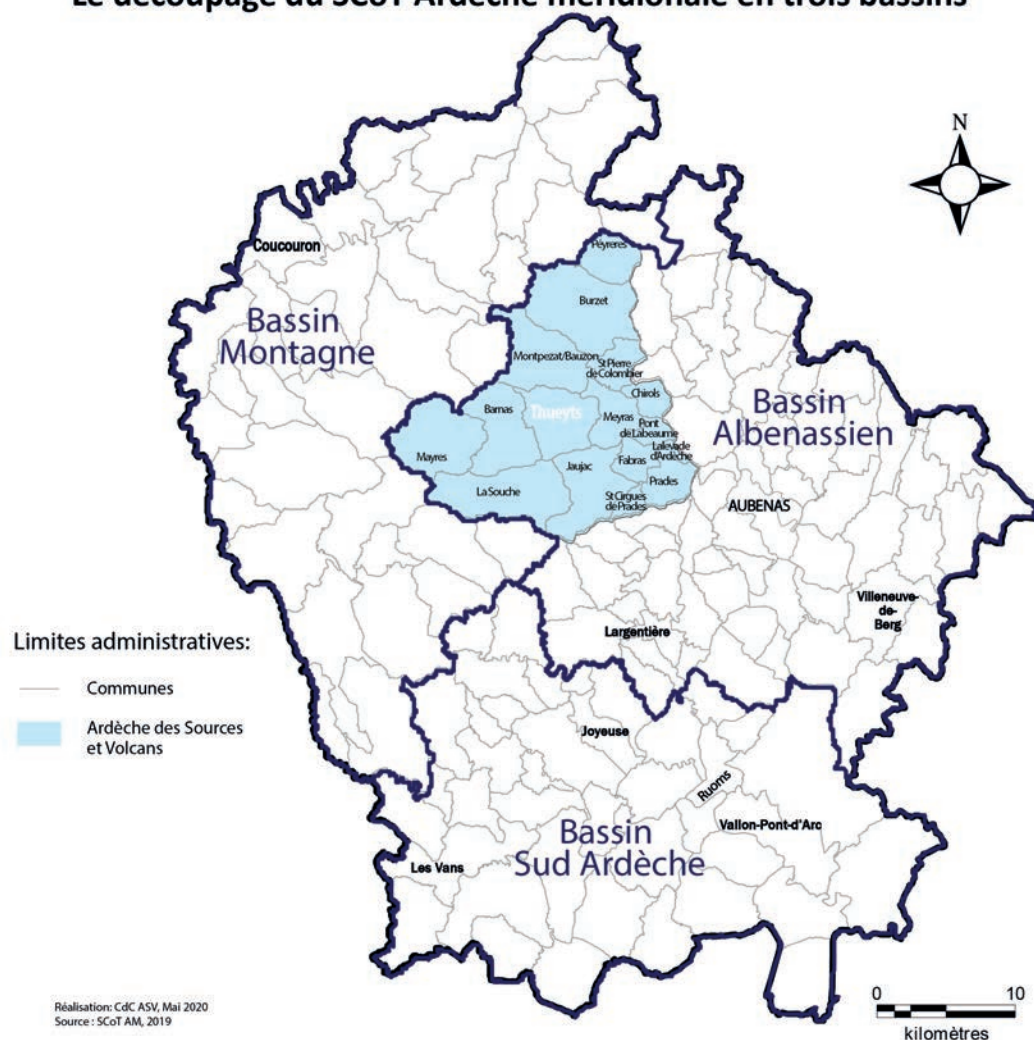
1.3.3 Son fonctionnement, son armature urbaine

Trois constats principaux sont dressés :

- L'organisation du territoire Ardèche des Sources et Volcans est largement influencée par le pôle albenassien.
- Le fonctionnement du territoire est marqué par la géographie de celui-ci : trois vallées (Lignon / Haute Ardèche / Fontaulière-Bourges) et une centralité autour du regroupement de celles-ci, en périphérie de l'aire urbaine d'Aubenas.
- La RN102 structure également le territoire autour de cet axe.

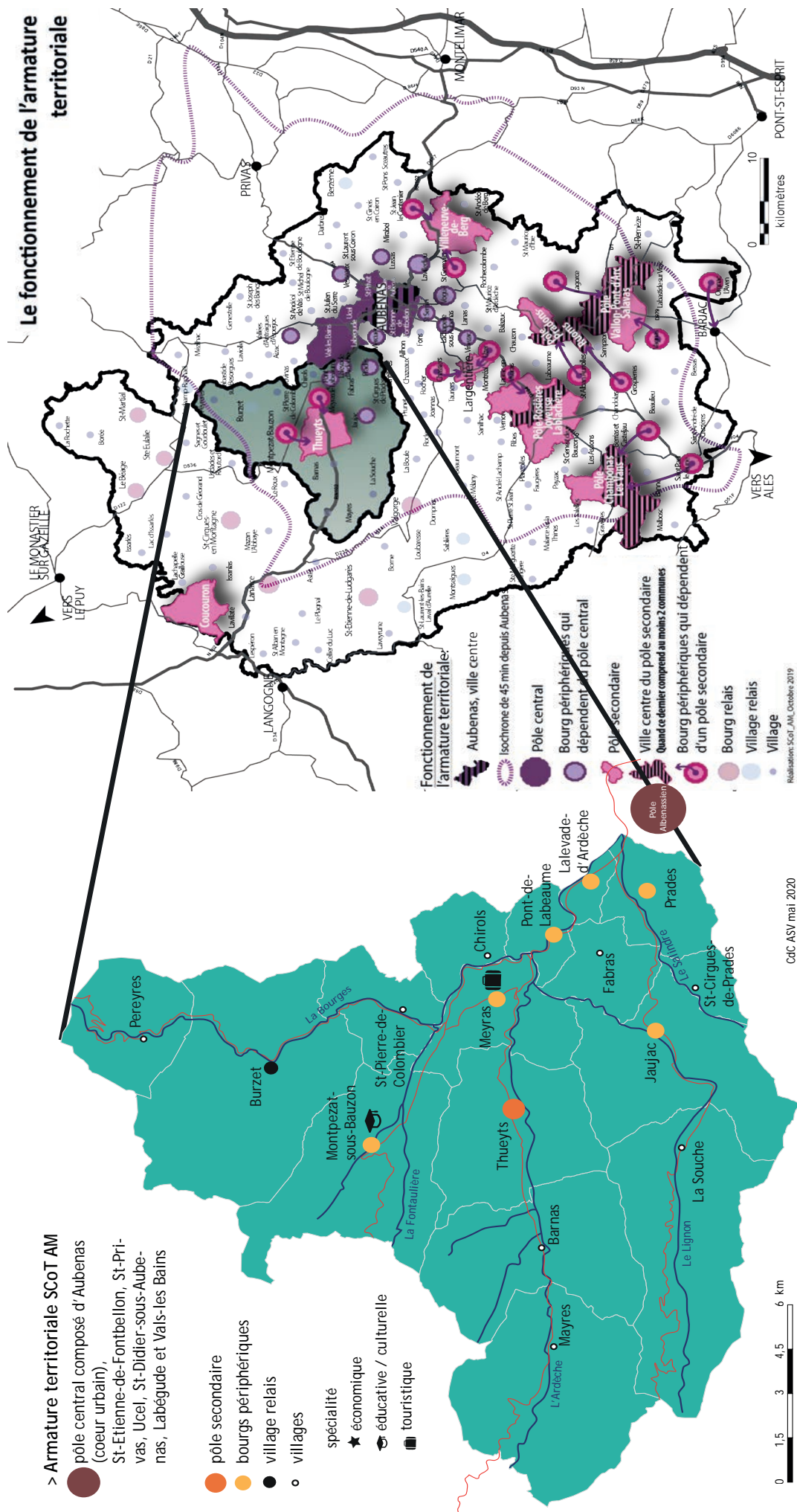
Dans le découpage des trois bassins définis par le SCoT de l'Ardèche méridionale, le territoire Ardèche des Sources et Volcans est intégralement rattaché au bassin albenassien. Au regard de l'armature territoriale du SCoT, Thueyts est classée comme polarité secondaire. Elle bénéficie du rayonnement du pôle central qui est composé d'Aubenas (ville centre) et de six autres communes périurbaines car elle en est située à moins de 45 minutes.

Le découpage du SCoT Ardèche méridionale en trois bassins



Six bourgs périphériques (soit sous influence de Thueyts ou du pôle central du SCoT) ont été identifiés (Jaujac, Lalevade-d'Ardèche, Meyras, Montpezat-sous-Bauzon, Pont-de-Labeaume, et Prades). Ils permettent d'équilibrer et de compléter le maillage de services et d'équipements.

Le reste du territoire est composé d'un réseau de villages. Seule la commune de Burzet est classée comme village relais de par sa situation enclavée en haut de vallée.

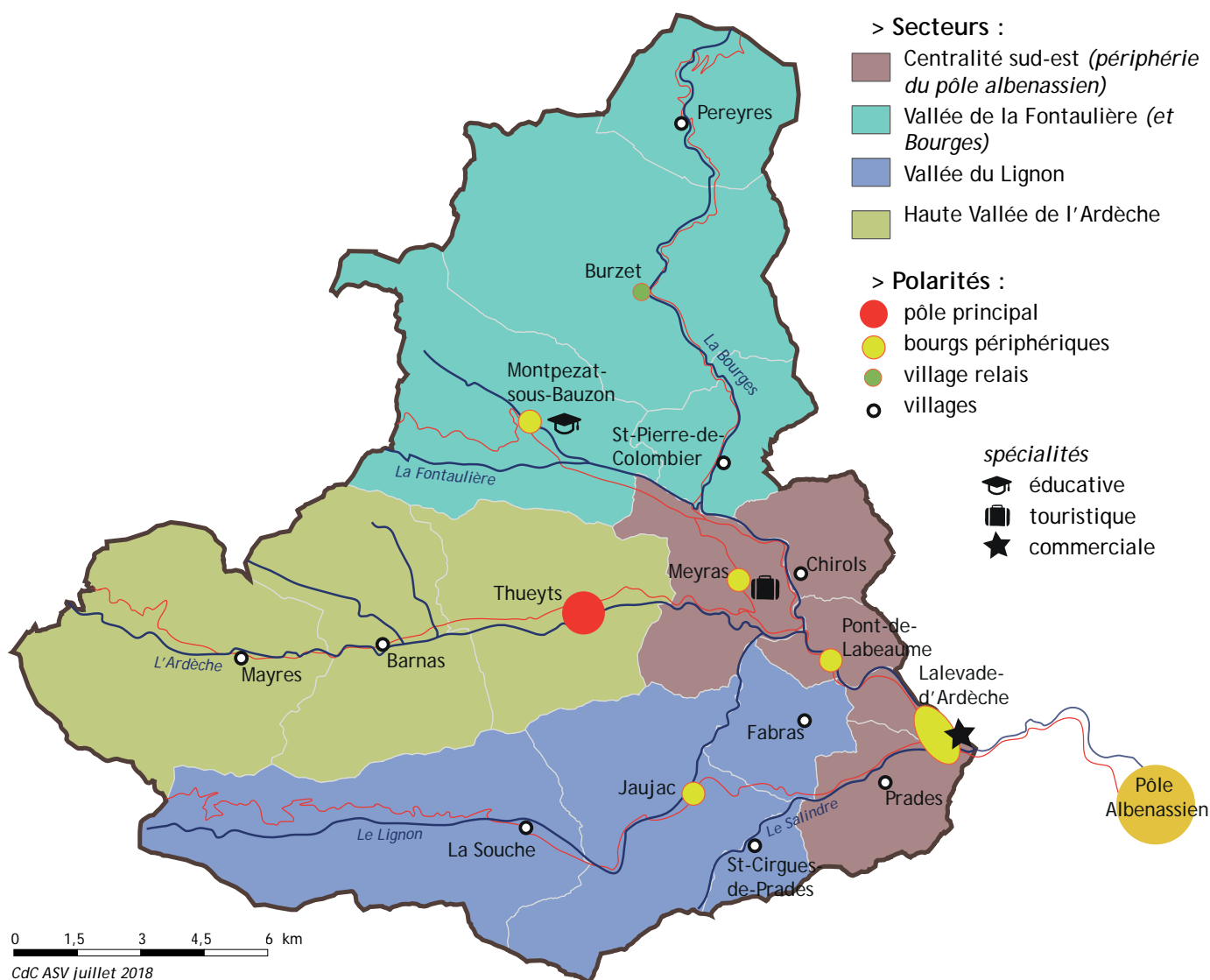


Ainsi, la communauté de communes se situe globalement dans l'aire d'influence albenassienne et se caractérise par un fonctionnement multi-polarisé, un découpage du territoire par vallée correspondant globalement aux aires d'influence des différents pôles. Dans son organisation interne, on observe des fonctionnements par vallée/bassin de vie justifiant les quatre secteurs cartographiés selon des territoires « vécus » par les habitants :

- la Centralité sud-est ;
- la Vallée de la Fontaulière ;
- la Vallée du Lignon ;
- la Haute Vallée de l'Ardèche.

L'armature territoriale de la communauté de communes décline celle du SCoT à son échelle et le découpage en secteur a pris en compte la notion de bassin de vie. Ainsi, sont identifiées différentes catégories hiérarchisées selon la taille et la fonction des communes (niveau d'équipements, de services, rayonnement...) :

- le pôle principal de Thueyts,
- les bourgs périphériques (Jaujac, Pont-de-Labeaume, Montpezat-sous-Bauzon, Meyras et la continuité urbaine Lalevade-Prades) dont deux avec une spécificité éducative ou touristique,
- les villages,
- et le village-relais de Burzet.

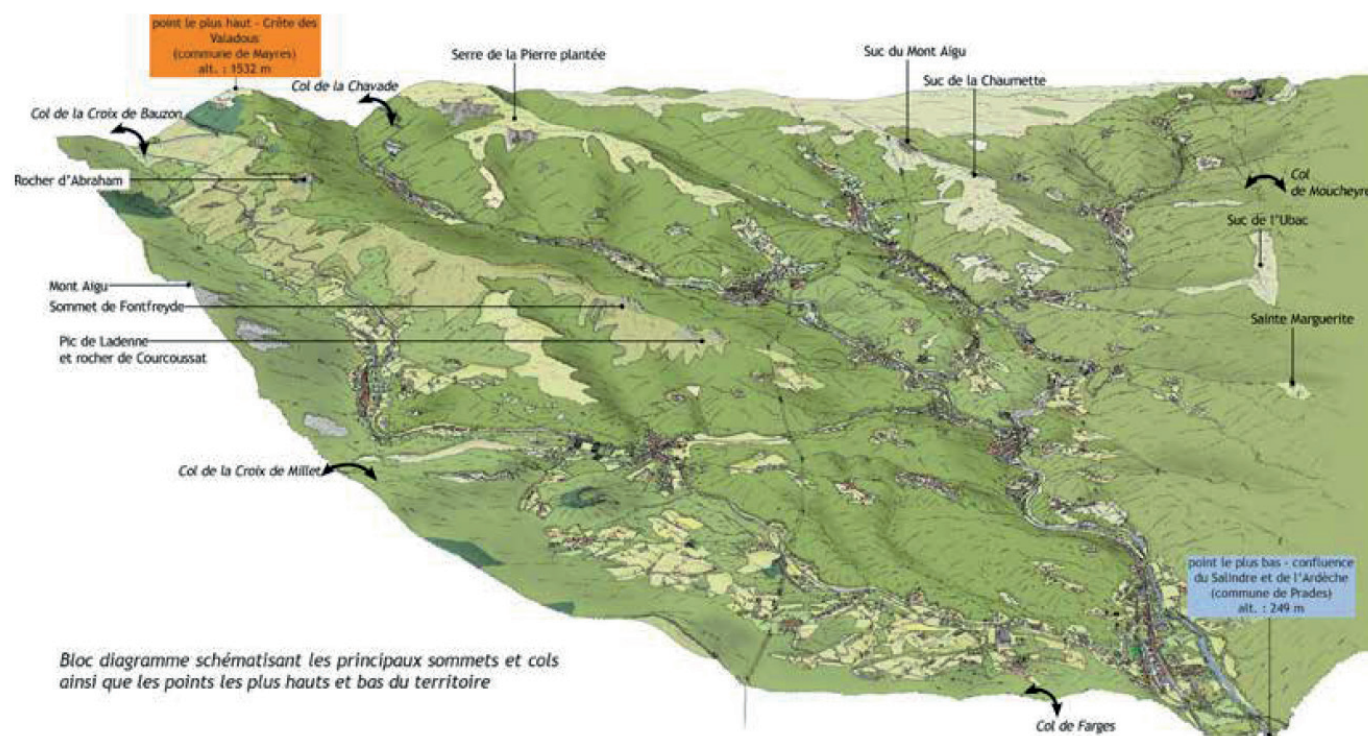


Partie 2 : Diagnostic

2.1 Diagnostic paysage, architecture, patrimoine, et caractéristiques urbaines

2.1.1 Le cadre géographique remarquable de l'Ardèche

2.1.1.1 Des paysages emblématiques



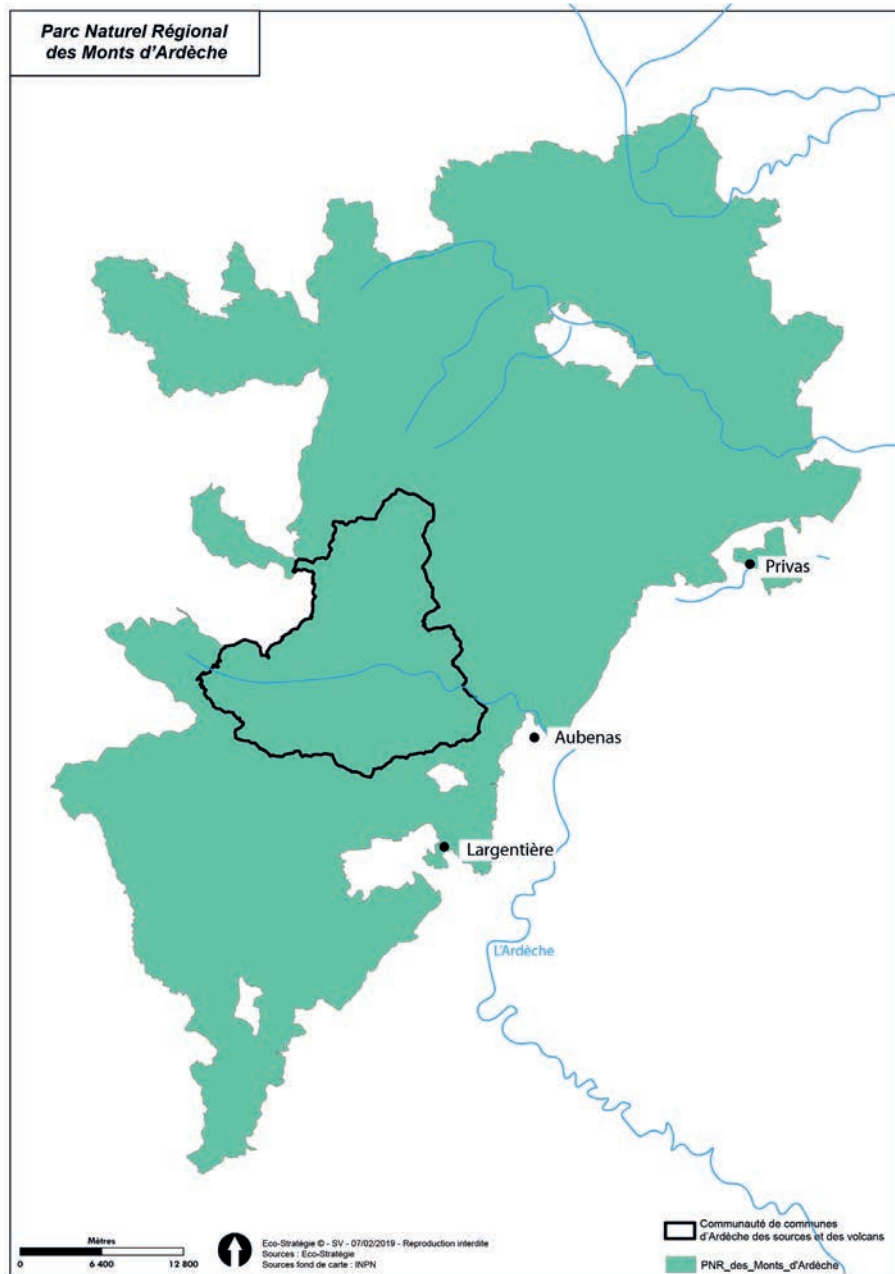
Bloc diagramme représentant la situation géographique de la CCASV (source : approche diagnostique de la stratégie paysagère)

Le territoire d'Ardèche des Sources et des Volcans se caractérise par son relief et son organisation valléenne. Il se trouve à la convergence de quatre vallées encaissées que sont le Lignon, l'Ardèche, la Fontaulière et la Bourges comprenant peu d'étendues planes. Trois importants attributs constituent les paysages d'Ardèche des Sources et des Volcans :

- l'amplitude altitudinale considérable (entre 249m à la confluence du Salindre et de l'Ardèche à Prades, et 1 532m sur la crête des Valadous, à Mayres). Ce différentiel se trouve à la base d'une diversité de milieux naturels particulièrement riches et démultipliée par les situations de pente inhérentes à la géomorphologie valléenne du territoire et aux climats et microclimats correspondants ;
- le passé géologique et volcanique mouvementé a façonné le territoire avec une grande diversité de phénomènes géologiques marqueurs des paysages ;
- l'identité naturelle et forestière aux influences méditerranéennes confère un atout paysager remarquable.

L'espace naturel couvre 92% du territoire intercommunal répartis entre forêts (16 619 hectares) et friches/maquis (7 938 hectares). Une faible part de l'espace agricole est constatée avec un recul important des espaces de vergers.

* Le Parc Naturel Régional des Monts d'Ardèche



Situation de la CCASV vis-à-vis du PNR des Monts d'Ardèche (source : PNR des Monts d'Ardèche)

Le PNR des Monts d'Ardèche s'appuie sur diverses caractéristiques que sont les paysages, les savoir-faire ruraux, le volcanisme, les rivières, les productions de myrtilles et de châtaignes, l'histoire religieuse, les moulins et moulinaages, les terrasses, *etc.* Les signataires de la charte se sont engagés pour la protection des patrimoines *via* une gestion adaptée des milieux naturels et des paysages. Ceci contribuant au développement économique, social, culturel et à la qualité de vie du territoire ardéchois. Le Parc assure également l'accueil, l'éducation et l'information du public. Le PNR met en place des outils stratégiques (charte paysagère donnant des orientations pour l'élaboration du PLUi) et pratiques (guides de recommandations).

L'un des objectifs de la charte se trouve dans la préservation de la qualité paysagère des Monts d'Ardèche et dans la construction des paysages de demain.

* Le Géoparc des Monts d'Ardèche, un label Unesco

Afin de valoriser son patrimoine géologique, le Parc Naturel Régional des Monts d'Ardèche est bénéficiaire depuis septembre 2014 du label Géoparc mondial de l'Unesco. Le label Géoparc est attribué par l'Unesco et le réseau mondial des Géoparcs à un territoire présentant un patrimoine géologique remarquable. Il offre une reconnaissance internationale du patrimoine géologique.

Le label s'appuie sur trois piliers :

- **Préservation** : une meilleure connaissance scientifique des sites permet d'orienter et d'adopter, si nécessaire, des mesures de gestion pour la préservation des richesses géologiques ;
- **Education** : dans un Géoparc, la géologie est la porte d'entrée privilégiée pour la sensibilisation à l'environnement et au territoire ;
- **Tourisme durable** : le géotourisme participe au développement local à travers un tourisme durable orienté sur la thématique de la géologie.

La géologie est la toile de fond de la majorité des sites emblématiques du Parc. Le Parc a identifié à l'aide de géologues locaux et des universitaires, des géosites, sites géologiques remarquables grâce à leur qualité esthétique, pédagogique et à leur rareté : le volcanisme mais également les paysages granitiques ou sédimentaires, vestiges miniers et activités thermales.

L'histoire du relief ardéchois est révélée par l'érosion des rivières qui entaille le socle, la couverture sédimentaire et les formations volcaniques. Elles offrent des points de vue d'ensembles remarquables et des affleurements qui permettent une lecture approfondie de l'histoire de la terre. Le Géoparc correspond aux limites administratives du Parc Naturel Régional des Monts d'Ardèche.

2.1.1.2 La forêt au cœur de l'identité ardéchoise

* Les châtaigneraies comme patrimoine identitaire ardéchois

Le châtaignier est présent, à l'état naturel, en Ardèche, depuis toujours. Le développement de sa culture remonte au 13^{ème} siècle avec l'apparition de la technique du greffage. L'âge d'or se situe aux alentours de 1860 avec une production de 40 000 tonnes de châtaignes. Le châtaignier commence à être délaissé dès la fin du 18^{ème} siècle. La châtaigneraie ardéchoise passe alors de 60 000 hectares en 1870 à 6 000 hectares en 1960 à cause de l'apparition des maladies, de l'exode rural et de l'industrie des tanins. A partir de 1960, des opérations de sauvegarde se mettent en place (replantation, création d'un syndicat de producteur, congrès national du châtaignier...). Aujourd'hui, l'Ardèche est le premier producteur de châtaignes avec 5 000 tonnes par an, soit la moitié de la production française. Tous les maillons de la filière, de la production à la transformation, sont présents en Ardèche (cf. « Part de la châtaigneraie à l'échelle du PNR des Monts d'Ardèche »).

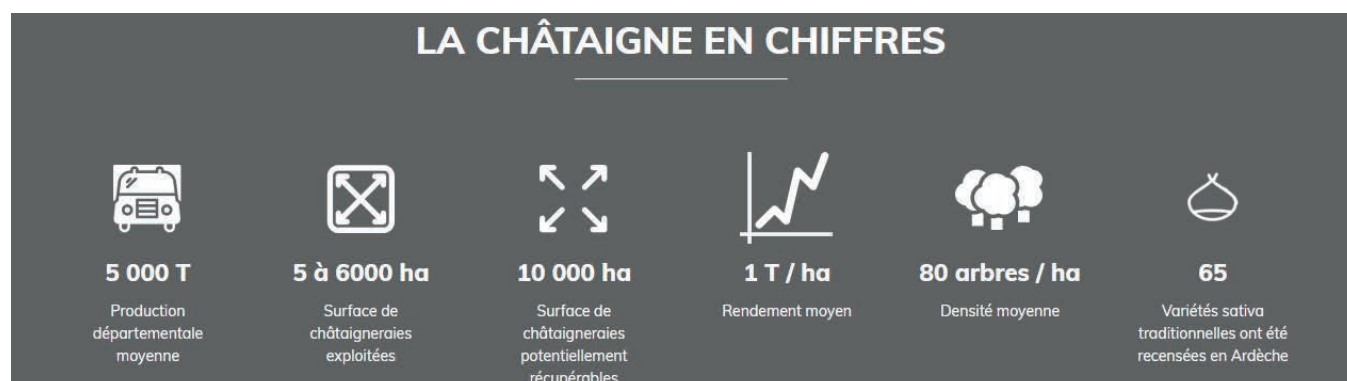


Illustration des chiffres clés de la châtaigne dont sa proportion géographique au sein des paysages (source : www.chataigne-ardeche.com)

Le signe AOC signifie Appellation d'Origine Contrôlée. C'est un sigle officiel de qualité français qui protège les produits ayant un lien fort avec leur origine géographique. Les caractéristiques du produit sont dû exclusivement à son terroir (facteurs naturels et savoir-faire humain).

La « Châtaigne Ardèche » a obtenu son AOC en 2006 et l'AOP en 2014. L'AOC doit assurer la péren-

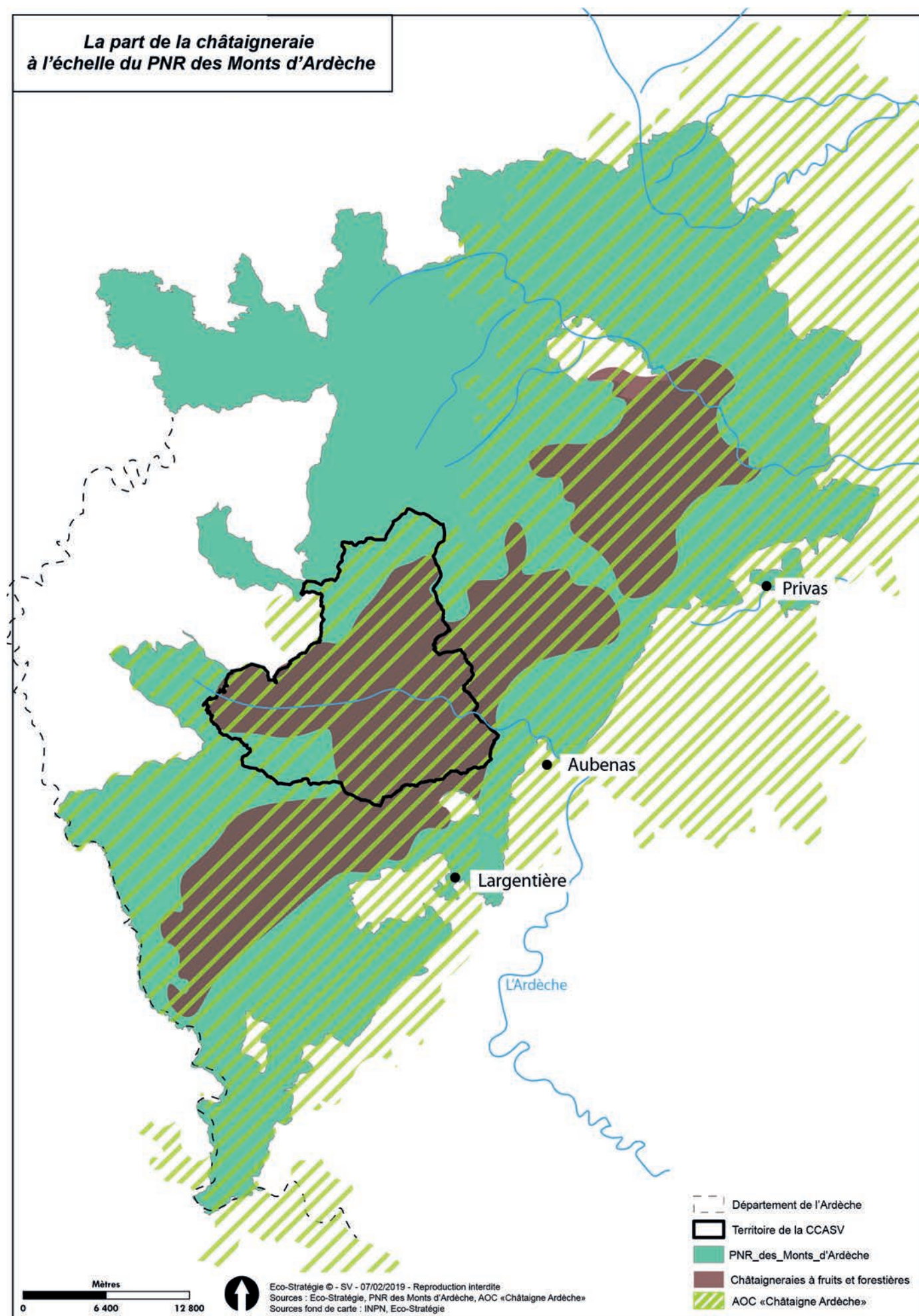
nité de la castanéculture en Ardèche. L'aire géographique de l'AOP Châtaigne d'Ardèche s'étend sur 197 communes : 188 en Ardèche correspondant à la zone castanéicole traditionnelle. Par ailleurs, la castanéculture tisse un lien social fort à l'image des « Castagnades », fête ardéchoise emblématique présente notamment à Jaujac.

* La forêt ardéchoise

Avec 56% de sa surface couverte par la forêt, l'Ardèche est le département le plus boisé de Rhône-Alpes. La forêt privée en Ardèche s'étale sur 264 000 hectares, soit 90% de l'ensemble des forêts. La forêt est un enjeu de l'aménagement du territoire et de son développement. Elle représente un atout économique considérable pour l'Ardèche dans un contexte de recherche d'éco-matériaux pour la construction et de sources d'énergies renouvelables diversifiées. Par ailleurs, cette forêt diversifiée façonne les paysages qui concourent à l'attractivité touristique et produit de nombreux services écosystémiques (stockage du carbone, préservation de la qualité de l'eau, prévention des glissements de terrain, qualité de l'air, etc.).

Le Département soutient l'ensemble de la filière forêt-bois à travers la mise en place d'actions coordonnées. Après un premier plan généraliste permettant de poser les bases d'une stratégie et un deuxième axé sur la structuration de la filière, le regroupement des acteurs et un soutien à leur développement, le troisième plan départemental forêt-bois (2018-2022) est axé sur l'encouragement des groupements des entreprises autour de la transformation du bois. L'enjeu mis en avant par le plan est de « rendre le bois local attractif, au niveau de ses valeurs mais aussi de ses prix et des solutions techniques proposées. Un objectif de (re)création de la filière de l'amont à l'aval pour réaffirmer son importance et son intérêt pour ses acteurs et ses clients ». A travers ce troisième plan, le Département entend contribuer à la transition écologique et solidaire. Pour cela, le document est articulé autour de sept enjeux :

- Assurer la protection de la forêt contre le risque incendie ;
- Renforcer la mise en gestion et la valorisation de la forêt ;
- Faciliter la mobilisation et le transport des bois ardéchois ;
- Développer la transformation locale du bois, en quantité et en qualité ;
- Renforcer la demande en bois local ;
- Sensibiliser et éduquer aux enjeux forêt/bois ;
- Préserver la ressource forestière et sa biodiversité, dans un contexte de changement climatique.



Part de la châtaigneraie à l'échelle du PNR des Monts d'Ardèche (source : PNR des Monts d'Ardèche)

2.1.1.3 L'agriculture ardéchoise vecteur d'un paysage vernaculaire

L'Ardèche, territoire majoritairement de montagnes, présente de fortes contraintes topographiques et une diversité climatique qui ont façonné son agriculture, qui se caractérise par une grande diversité de productions. « De ces contraintes, l'agriculture ardéchoise a su développer des produits de qualité, un contrôle de la valeur ajoutée en maîtrisant sa commercialisation, tout en maintenant un niveau élevé d'intégration environnementale. L'agriculture ardéchoise tend ainsi à se placer au cœur des enjeux de société et de territoire, ce qui lui est indispensable pour faire émerger une nouvelle gouvernance sur la gestion et le partage de la ressource en eau et du foncier. » (Congrès des maires de l'Ardèche, le 18 octobre 2018, source : DDT Ardèche).

L'intense activité agricole des siècles passés a laissé de multiples empreintes sur le territoire, liées à une capacité à s'adapter à la pente (terrasses, murets, calades...) ou à gérer l'eau (béalières, canaux, sources...). D'autre part, la diversité variétale (châtaignes, pommes, poires...) et les savoir-faire traditionnels, notamment en matière de castanéculture, d'élevage, d'apiculture, de viticulture et d'arboriculture font la renommée du territoire.

Compte tenu du relief, l'espace agricole du département de l'Ardèche ne représente que 22% du territoire. La préservation des espaces agricoles et naturels représente donc des enjeux forts en termes de maintien des emplois et de l'économie agricole, d'accès au foncier pour l'installation de jeunes agriculteurs, de conservation des paysages et de la biodiversité.

Deux enjeux forts ressortent du congrès des maires de 2018 :

- Une agriculture fortement exposée à la rareté de l'eau : la vulnérabilité de l'Ardèche vis-à-vis de la ressource en eau est importante et s'accroît progressivement avec le changement climatique qui s'opère ;
- Une consommation importante des espaces agricoles : le département figure parmi ceux qui ont perdu le plus de surfaces agricoles entre 2000 et 2010 au profit de l'urbanisation.

Le Département met en œuvre un outil juridique de « Périmètre de protection et de valorisation des espaces agricoles et naturels en zone péri-urbaines », appelé PANDA en Ardèche. Celui-ci comprend :

- Un périmètre au sein duquel les parcelles sont classées comme espaces agricoles ou naturels dans les documents d'urbanisme ;
- Un programme d'actions afin, par exemple, de promouvoir l'agriculture locale.

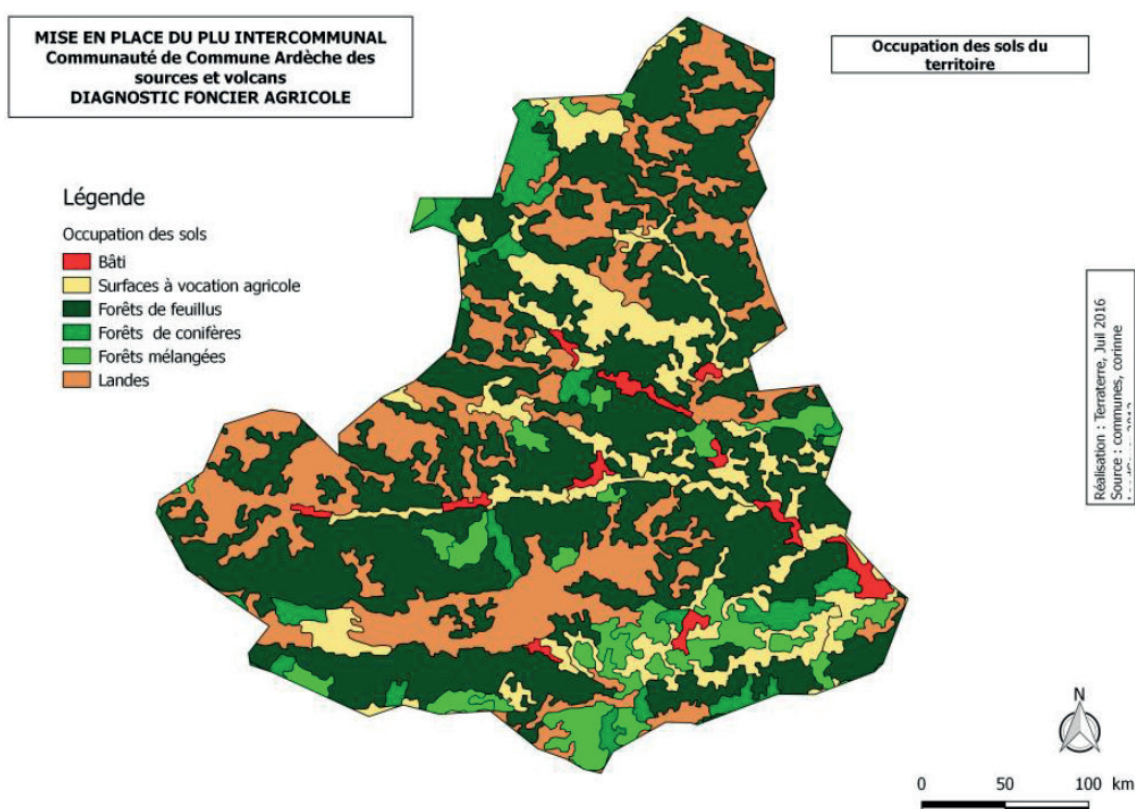
L'agriculture ardéchoise tend ainsi à se placer au cœur des enjeux de société et de territoire, ce qui lui est indispensable pour faire émerger une nouvelle gouvernance sur la gestion et le partage de la ressource en eau et du foncier.

Par ailleurs, de nombreuses images s'attachent à ce paysage : pays du châtaignier, de la chèvre et du Picodon, pays des terrasses, des murs de schiste et de granite... Ce sont ces différentes représentations qui ont en particulier justifié la création du Parc Naturel Régional des Monts d'Ardèche.



Aubenas. A. Joanne, gravure 1881. Cette gravure montre les terrasses cultivées et les oliviers qui ont disparu pour la plupart, remplacés par les constructions.

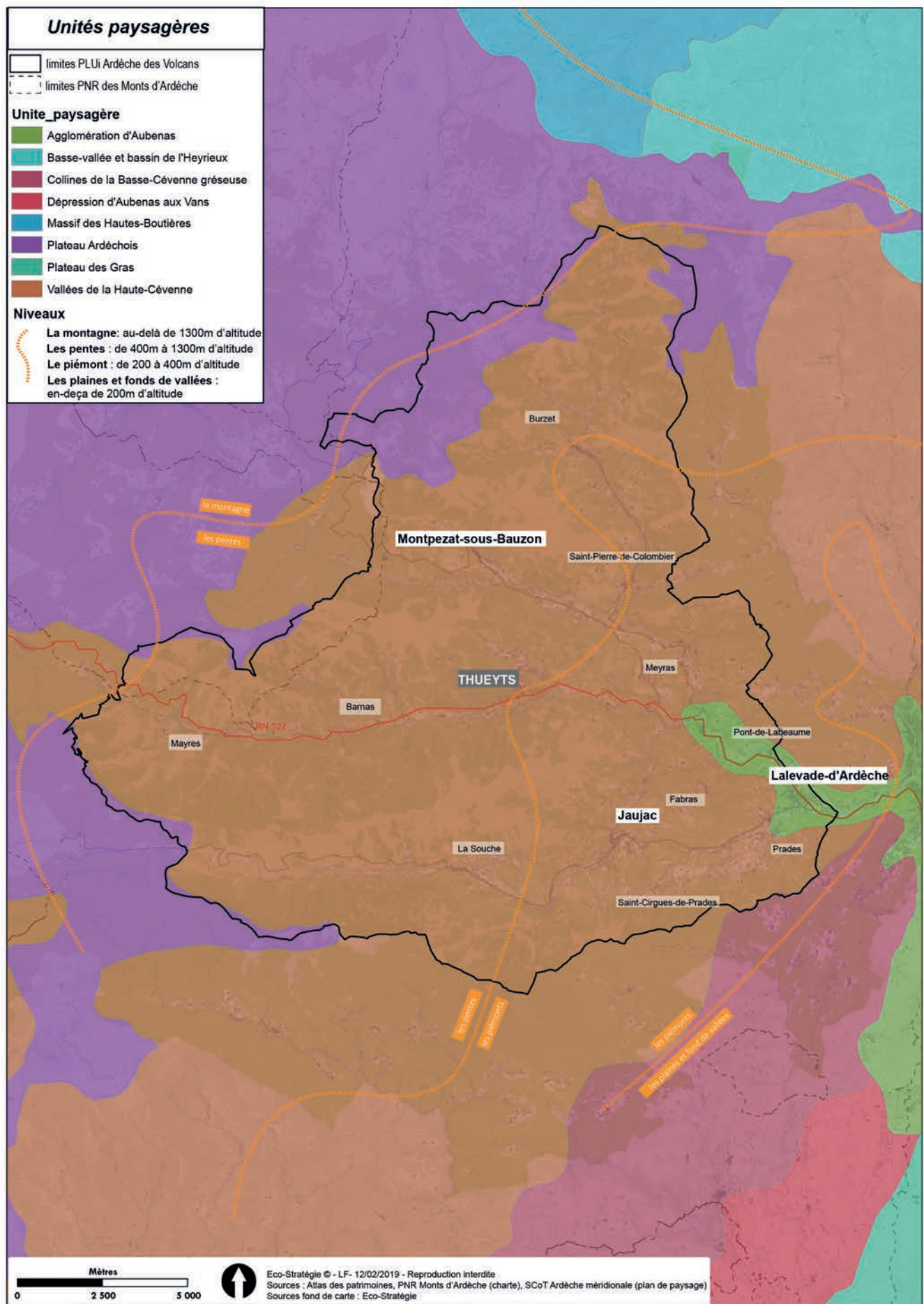
Illustration de A. Joanne, gravure de 1881 montrant les terrasses cultivées et les oliviers disparus pour la plupart, à Aubenas (source : Plan de paysage de l'Ardèche)



Répartition de l'occupation des sols (source : OCS-2011, DDT 07)

Les surfaces à vocation agricole représentent 3,9% de la surface totale du territoire Ardèche des Sources et Volcans en 2011.

2.1.1.4 Les unités paysagères



Unités paysagères de la CCASV (source : DREAL Auvergne-Rhône-Alpes)

* Un territoire de contrastes

La communauté de communes réunit plusieurs unités paysagères dont la part la plus vaste est représentée par les vallées de la Haute-Cévenne. Cette unité paysagère est encadrée de deux autres unités au différentiel altitudinal d'importance ; au nord-ouest, le Plateau ardéchois^{*} et au sud-est, l'agglomération d'Aubenas^{**} (cf. Unités paysagères de la CCASV).

Le territoire d'Ardèche des Sources et Volcans est avant tout un territoire de contrastes, et un territoire historiquement organisé et optimisé. Ce paysage était autrefois entièrement cultivé : vignes, oliviers, mûriers pour l'élevage du vers à soie, élevages de moutons et de chèvres et vergers de châtaigniers. Cette économie traditionnelle a modelé un paysage de terrasses caractéristique et exceptionnel par son ampleur. En effet, l'habitat et les activités ont été organisés suivant une logique s'appuyant sur une intelligence pratique très visible et compréhensible dans les paysages :

- organisation sociale suivant les vallées,
- mise en défens des risques,
- domestication de la pente (habitat intégré, terrasse, parcours, châtaigneraie, verger, béal...),
- optimisation et multifonctionnalité des espaces en étagement,
- utilisation inventive de la ressource en eau,
- préservation et valorisation des plaines (ressources de terrains plats pour l'agriculture, habitat compact),
- image de belle campagne des vallons,
- large ouverture des crêtes et des plateaux,
- typologie d'implantation bâtie historique, voire patrimoniale (bourg, hameau, construction isolée),
- deux structures dominantes dans l'organisation des bourgs (la traverse, le noyau),
- une intelligence urbaine au regard des éléments naturels (relief, présence de l'eau, orientation, densité...),
- implantations intégrant finement les données climatiques (voire micro-climatiques),
- fort potentiel d'espaces publics/collectifs...

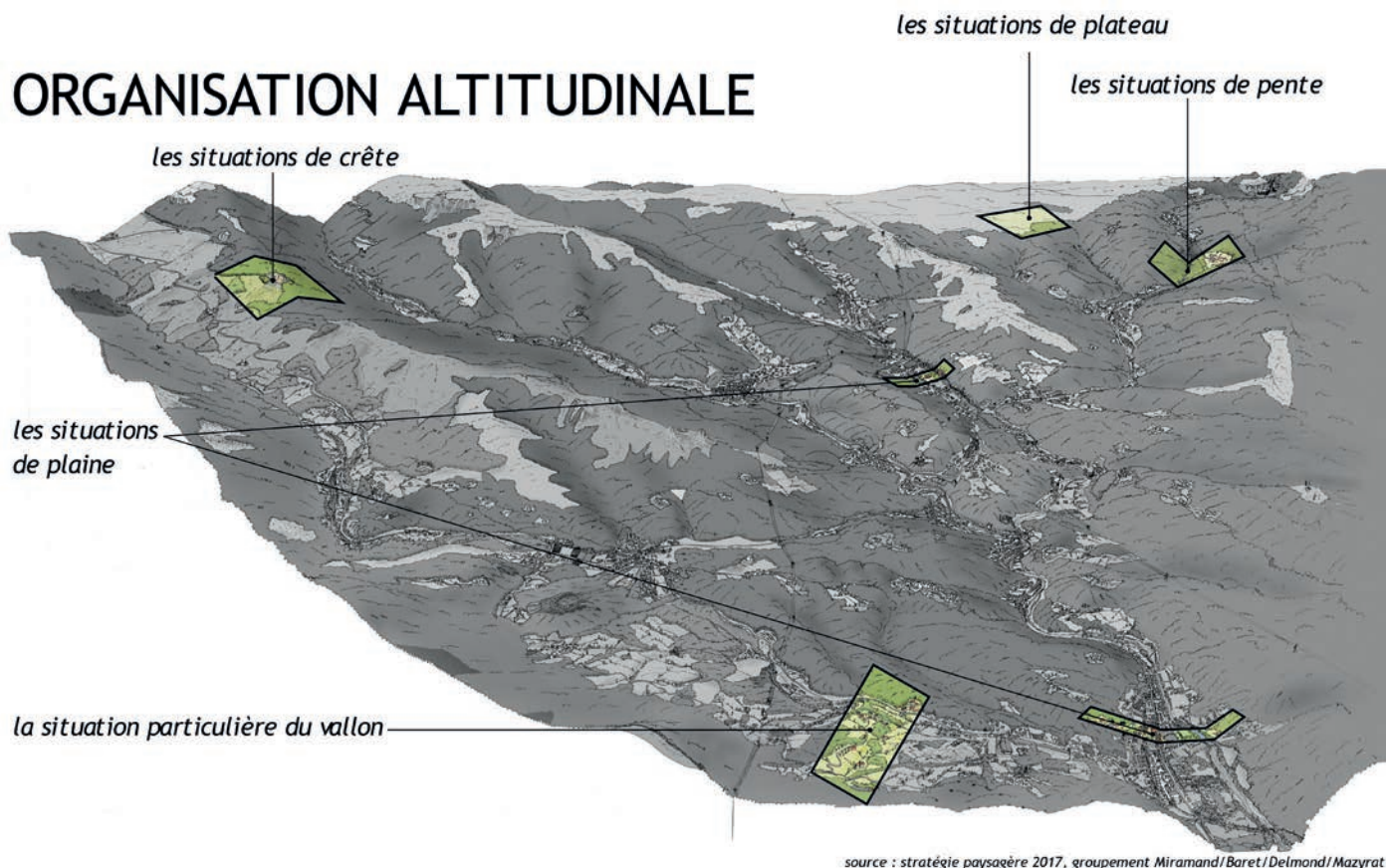
Avec la déprise, l'espace entretenu s'est réduit considérablement. La friche puis la forêt ont progressivement gagné tous les versants, ne laissant que des clairières autour des hameaux. Cependant, les vestiges demeurent. Ainsi, cette occupation de l'espace est de moins en moins lisible et ce sont les caractéristiques du relief qui structurent le paysage : l'axe des rivières, les deux versants aux orientations différentes, les crêtes, les ensembles bâtis, soit installés en fond de vallée soit à mi-pente.

L'organisation du territoire Ardèche des Sources et Volcans façonnée par ces unités paysagères et ses caractéristiques sont ainsi présentées ci-dessous.

** Le plateau ardéchois correspond à l'extrémité sud-est du Massif Central. Il se compose nettement en deux sous-unités dont le Pays des Sucs caractérisé par un paysage très ouvert de pâturages ponctués par les différents sucs d'origine volcanique dont le Massif du Mézenc (point culminant) et le Mont Gerbier de Jonc (sources de la Loire). Notons la force de la ligne de partage des eaux qui offre des panoramas lointains sur tout le territoire des vallées de la Haute-Cévenne.*

*** Aubenas est située à cheval sur la vallée de l'Ardèche et sur les Monts d'Ardèche qui s'étendent à l'ouest. L'agglomération est complexe à appréhender par sa taille importante (5 500 ha) mais aussi par la diversité des paysages qui la composent, diversité due à sa position de carrefour. Sa position géographique stratégique et son attractivité touristique et résidentielle d'importance ont une influence directe sur le piémont cévenol qui voit croître progressivement son aire urbaine.*

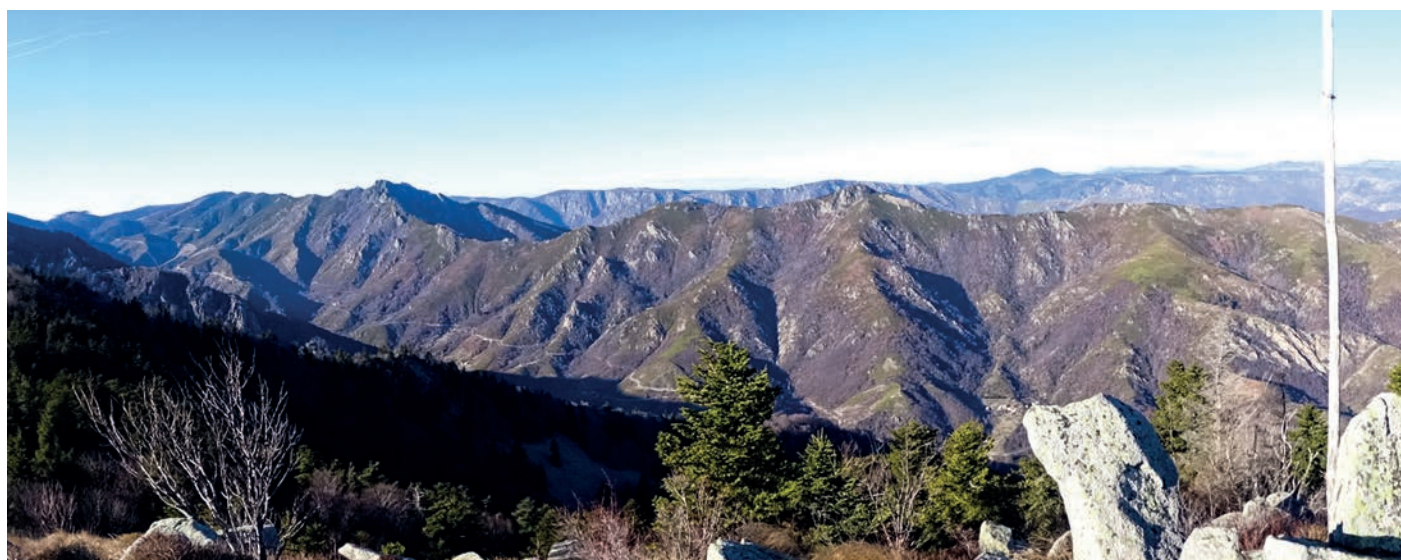
ORGANISATION ALTITUDINALE



Les crêtes

La situation de crête ne concerne pas directement les implantations bâties. Ce ne sont pas à proprement parler des espaces habités. Pour autant, la gestion et les aménagements de ces crêtes entrent évidemment dans nos préoccupations, dans la mesure où ces crêtes font partie intégrante du cadre de vie des habitants : à la fois, spectacle quotidien lorsqu'on lève le regard vers les sommets, lieu d'excursion pour les randonneurs, espaces de parcours pour les éleveurs, lieu d'installation stratégique pour divers prestataires de services (téléphonie mobile, réseaux, production d'énergie...).

A ce titre, un regard précis doit être porté sur ces espaces apparemment isolés. Une vigilance doit être maintenue pour préserver cette très grande qualité. Les crêtes constituent des lieux spectaculaires d'un point de vue des expériences paysagères offertes aux visiteurs depuis ces hauteurs (horizons lointains, escarpements vertigineux, forte naturalité...).



Point de vue depuis le Mont Aigu sur les crêtes de Bauzon (source : Thibault Soltys, Eco-Stratégie, janvier 2018)

Les plateaux

Une petite partie du territoire communautaire se trouve en situation de plateau. Il s'agit des rebords est du Haut Vivarais qui viennent buter sur les vallées de la Fontaulière et de la Bourges, sur le haut des communes de Montpezat-sous-Bauzon, Burzet et Péreyres. En belvédère sur les vallées, les horizons sont lointains et donnent à embrasser le quart sud-est de la France, des Alpes au Mont Ventoux par-delà la vallée du Rhône.

Il s'agit ici de terres d'élevage ou de plantations résineuses. Le bâti s'y apparente au modèle de la ferme bloc du Mézenc-Gerbier isolé en écarts, abandonnant le caractère cévenol du reste du territoire.

Ici aussi, les espaces deviennent stratégiques pour les prestataires de services (téléphonie mobile, réseaux, production d'énergie...).



Non loin du Pal - Commune de Montpezat-sous-Bauzon

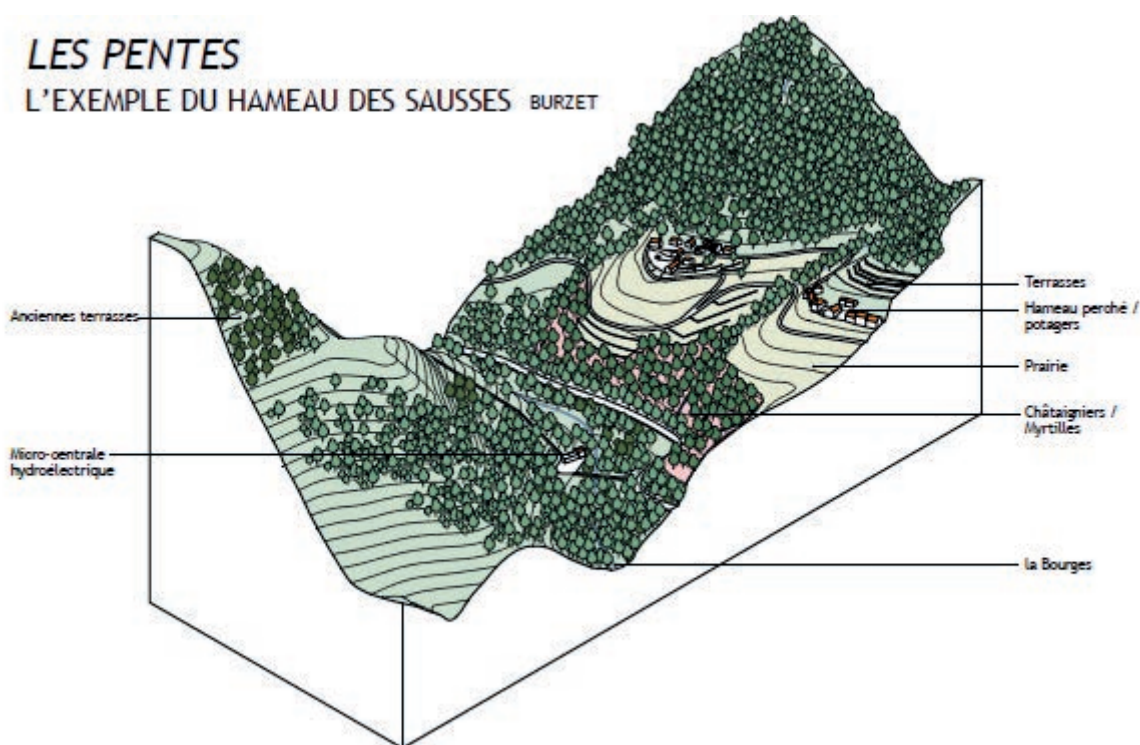
Les pentes des Cévennes

C'est une zone très accidentée dont l'altitude moyenne des vallées varie de 400 à 900m et celles des sommets de 600m à 1 300m. Les rivières sont très encaissées. La pente des versants avoisine souvent les 40% à 50% et les crêtes sont élevées et étroites (serres). Les replats de mi-pente sont très rares. Ici, l'érosion est encore plus puissante qu'ailleurs à cause de la raideur très forte des pentes, d'une roche imperméable et fissible (socle schisteux) et d'une pluviométrie violente (épisodes cévenols). Les sols des versants sont très peu profonds et peu cultivables, la roche est souvent apparente. Les bas des versants ont des sols relativement plus profonds et plus riches grâce aux argiles provenant de l'altération des roches du haut du versant. Toutefois les fonds de vallée étroits ne laissent guère de place aux plaines cultivables. De 400m à 800m, les châtaigniers qui apprécient les sols acides et filtrants sont presque omniprésents sur les versants, parfois en vergers exploités, le plus souvent en taillis enfrichés. Ça et là, on rencontre aussi des bois de chênes et de pins sylvestres et quelques plantations de résineux (type Douglas). Au-dessus de 800m, les châtaigniers se raréfient, remplacés par les hêtres et épicéas, puis par la lande à genêts sur les crêtes.

L'organisation en situation de pente est héritée des périodes dites de « pics démographiques » (souvent positionnés au 19^{ème} siècle, juste avant les premiers phénomènes d'industrialisation) durant lesquelles une population quasi-exclusivement rurale et paysanne a, par nécessité, exploité le territoire dans son ensemble, avec une utilité vitale d'optimiser le moindre espace. Le surcroît de main d'œuvre et la logique économique vivrière (de subsistance) de l'époque ont ainsi permis

des aménagements spectaculaires que l'on considère aujourd'hui comme étant le patrimoine vernaculaire rural.

Ce patrimoine véhicule notamment l'image archétypale du paysage dit « cévenol » : logique de hameaux accrochés dans la pente, organisation des terroirs agricoles dans la pente (cultures, maraîchage et vergers en terrasses, parcours sur les hauteurs, châtaigneraie, espaces de prairie et bois...), système de dérivation des cours d'eau (béals) à des fins d'irrigation, *etc.* A ce titre, les traces visibles de cette organisation se retrouvent aujourd'hui autour des hameaux. Ce modèle paysager représentatif repose sur l'agencement fin entre les implantations bâties des hameaux et une ouverture en clairière, résultant de pratiques agricoles encore vivaces et entretenant les espaces de terrasses et autres prairies, jardins ou champs de proximité. Globalement, ces lieux de vie sont assez bien conservés sur le territoire communautaire. Le bâti notamment a fait l'objet de restauration et réhabilitation récente (ces dernières décennies, souvent à vocation de résidences secondaires) tout en conservant le caractère vernaculaire de l'architecture rurale et des logiques urbaines (compacité des implantations, déambulations internes piétonnes...). En revanche, l'ouverture des clairières est en sursis. Nombres de hameaux, jadis ouverts en balcon sur la vallée, se retrouvent enfouis sous le couvert forestier par défaut d'utilisation agricole de ces secteurs de pente.



Implantation en situation de pente (source : approche diagnostique de la stratégie paysagère)



Non loin des Chaudouards - Commune de Monpezat



Célas - Commune de Saint Pierre-de-Colombier



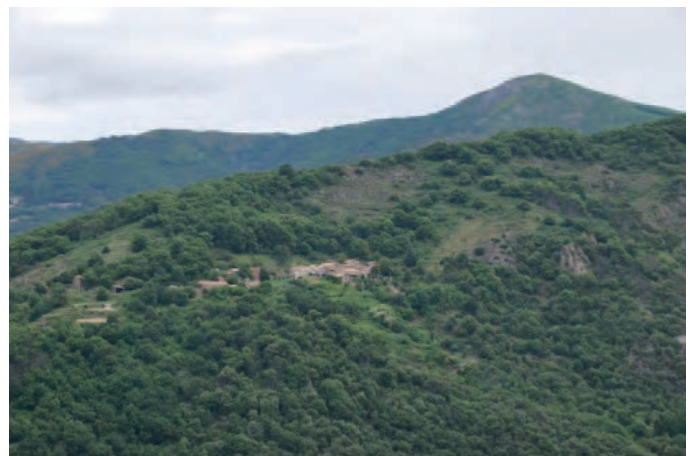
Arzalier - Commune de Saint Pierre-de-Colombier



Leyronac - Commune de Pont-de-Labeaume



Le Souliol - Commune de Meyras



Le Ranc - Commune de Saint Pierre-de-Colombier



La Sautellerie et le Mazel - Commune de La Souche

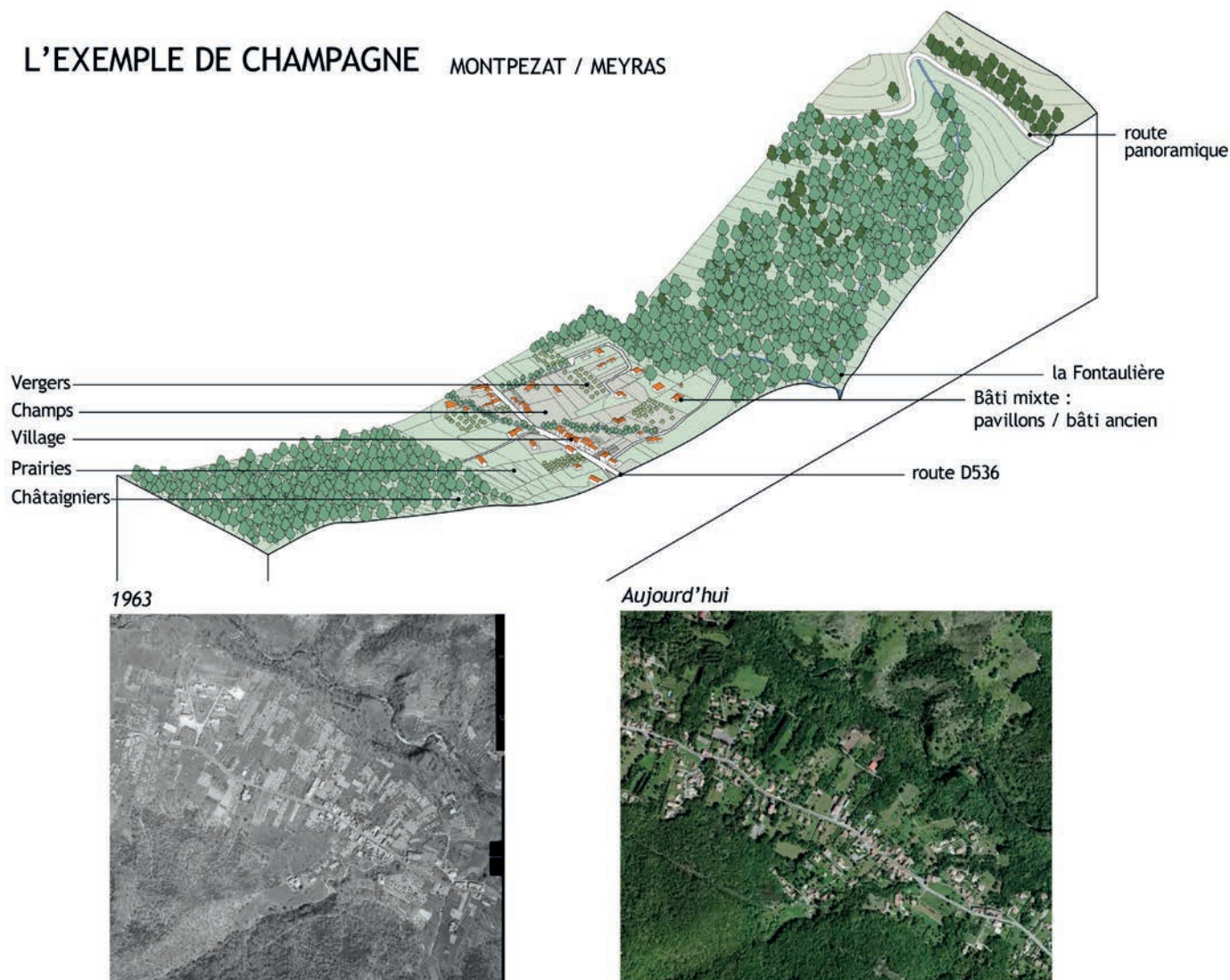
Le piémont cévenol/les plaines

Cette zone de basse altitude de 200 à 400m est large d'une quinzaine de kilomètres. Le relief est collinaire. Les ubacs et le haut des collines sont boisés de pins maritimes, chênes verts, pins d'Alep et châtaigniers. La plupart des bourgs et des hameaux sont bordés de terrasses et de prairies destinées aux ressources locales. Ces espaces étaient historiquement à vocation agricole. L'aménagement des systèmes d'irrigation (notamment à Champagne et Lalevade-d'Ardèche) et l'organisation des noyaux bâtis faisaient en sorte de valoriser au maximum les espaces de culture et d'élevage. L'urbanisation originelle se limitait à une implantation bâtie compacte, souvent alignée le long des axes de communication, libérant ainsi le foncier.

Aujourd'hui, nombreux sont les sites de terrasses en friche, envahis par les pins maritimes. Formés par des territoires de collines à faible déclivité s'élevant au-dessus des plaines et fonds de vallées, les paysages des piémonts apparaissent aujourd'hui comme le cadre de vie le plus attractif et le plus recherché par les populations souhaitant s'installer. On trouve sur le territoire intercommunal :

- Champagne de Meyras et Montpezat,
- Lalevade-d'Ardèche et Prades,
- le secteurs des Plots de Fabras et Jaujac,
- la petite plaine de Barnas entre Chaudons et le Bouix.

L'EXEMPLE DE CHAMPAGNE MONTPEZAT / MEYRAS



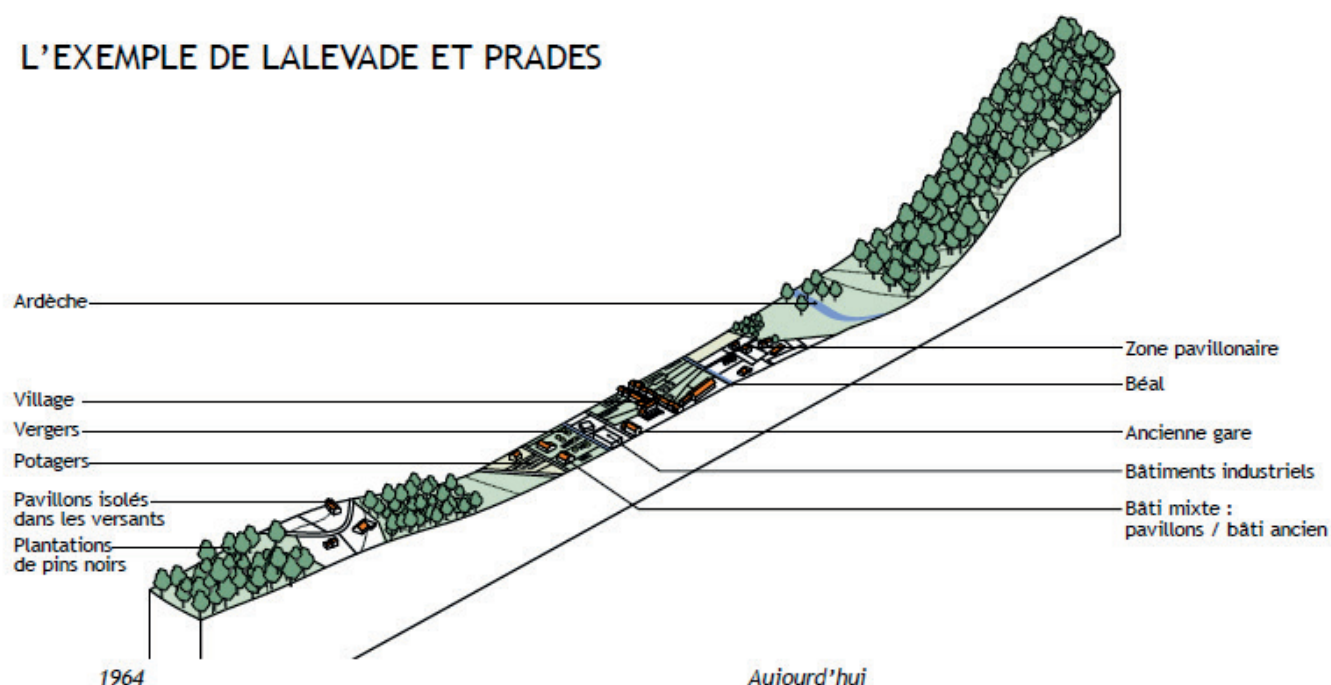
Implantation en situation de piémont (source : approche diagnostique de la stratégie paysagère)

Sur la plaine de Lalevade-d'Ardèche et Prades, le phénomène paraît encore plus avancé, dynamisé par la pression urbaine albenassienne. Pour autant, l'organisation complexe de cette plaine jadis agricole, au parcellaire laniéré, limité de béals irriguant l'ensemble de cette première petite terrasse alluviale de l'Ardèche, reste perceptible.



Lalevade-d'Ardèche vue depuis le col de Farges

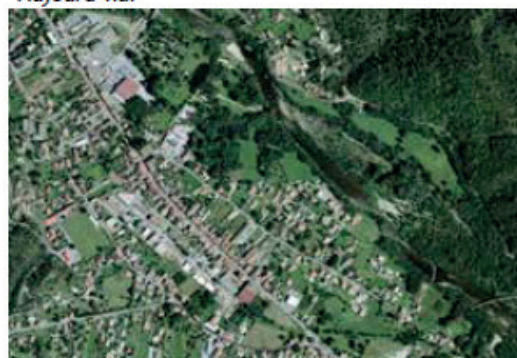
L'EXEMPLE DE LALEVADE ET PRADES



1964



Aujourd'hui



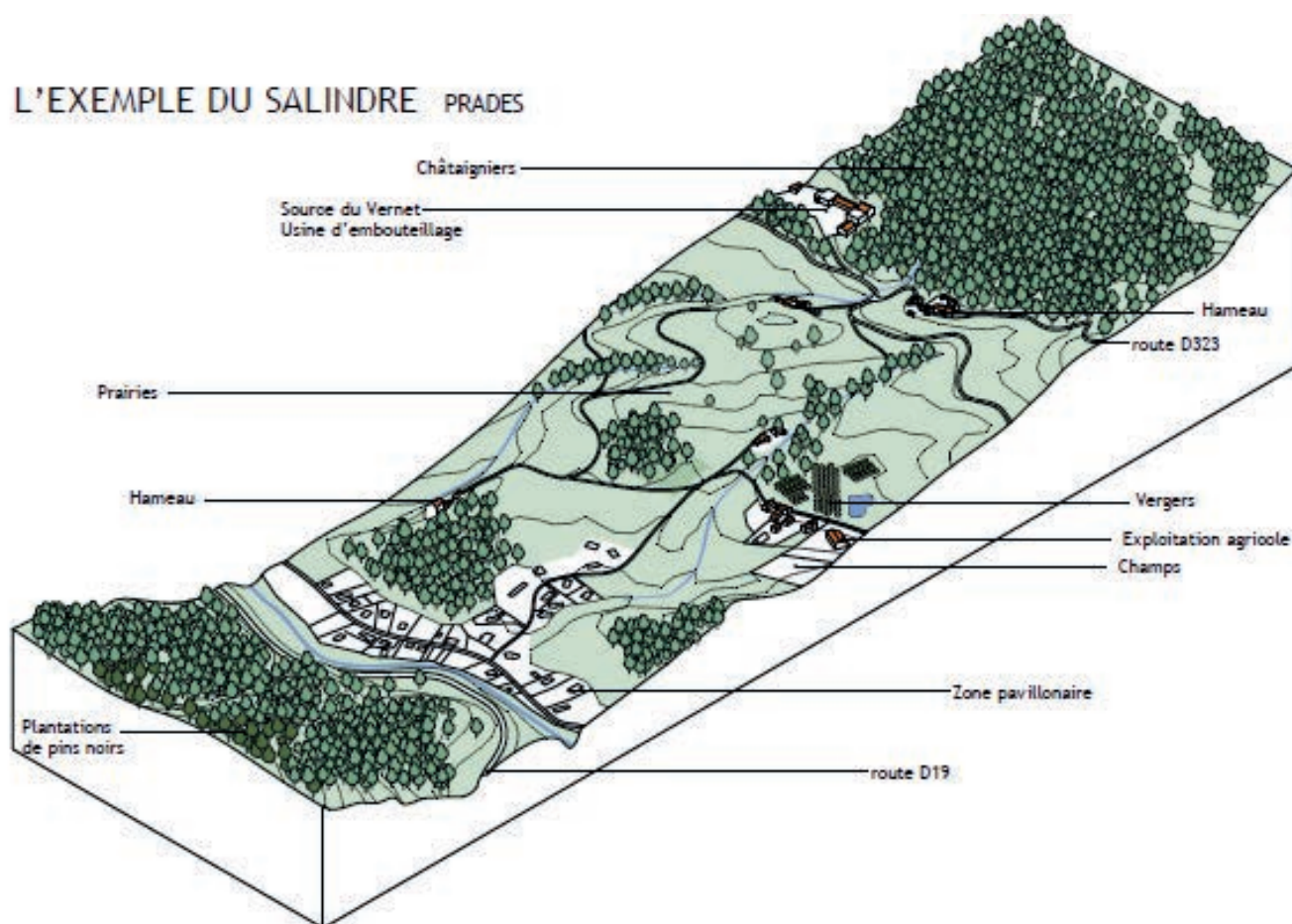
Implantation en situation de plaine (source : approche diagnostique de la stratégie paysagère)

Les vallons du Salindre, une organisation particulière

Les vallons du Salindre proposent une organisation intermédiaire, une sorte d'hybride entre les situations de pente et de piémonts/plaines détaillées ci-avant. Comme les situations précédentes, nous héritons d'un ancien terroir agricole, jadis intégralement exploité en champs, prairies, vergers, maraîchage avec des ensembles bâtis compacts, implantés sur des espaces ne portant pas préjudice aux diverses activités (souvent dans la pente, à bonne exposition). Les vocations agricoles et forestières des espaces s'étagaient dans la pente depuis les bords du Salindre jusqu'aux crêtes en passant par les prairies, champs, vergers, châtaigneraie, bois, parcours...

Aujourd'hui, l'exploitation agricole a reculé mais elle est encore bien présente. Même si elle n'offre vraisemblablement plus la diversité de productions qu'elle a pu jadis connaître, elle valorise notamment par l'élevage (mais aussi ponctuellement par les vergers et les cultures) une part importante de la surface de la vallée. C'est sur cette dernière que s'appuie sa grande qualité paysagère et, précisément, l'ouverture d'un paysage à la fois campagnard et pastoral dans un écrin forestier et montagnoux.

Cette grande qualité paysagère rend évidemment ces espaces attractifs pour le développement pavillonnaire, à proximité d'Aubenas et dans un cadre de vie préservé.



Implantation en situation de piémont (source : approche diagnostique de la stratégie paysagère)



Vergers dans le secteur de Sausses - Commune de Prades



Prairies et vallons ouverts - Commune de Prades



Implantation en crête du hameau de Sausse - Commune de Prades



Nouvelle construction - Commune de Prades



Depuis le village - Commune de Saint Cirgues-de-Prades



Le versant des Souillets - Commune de Fabras



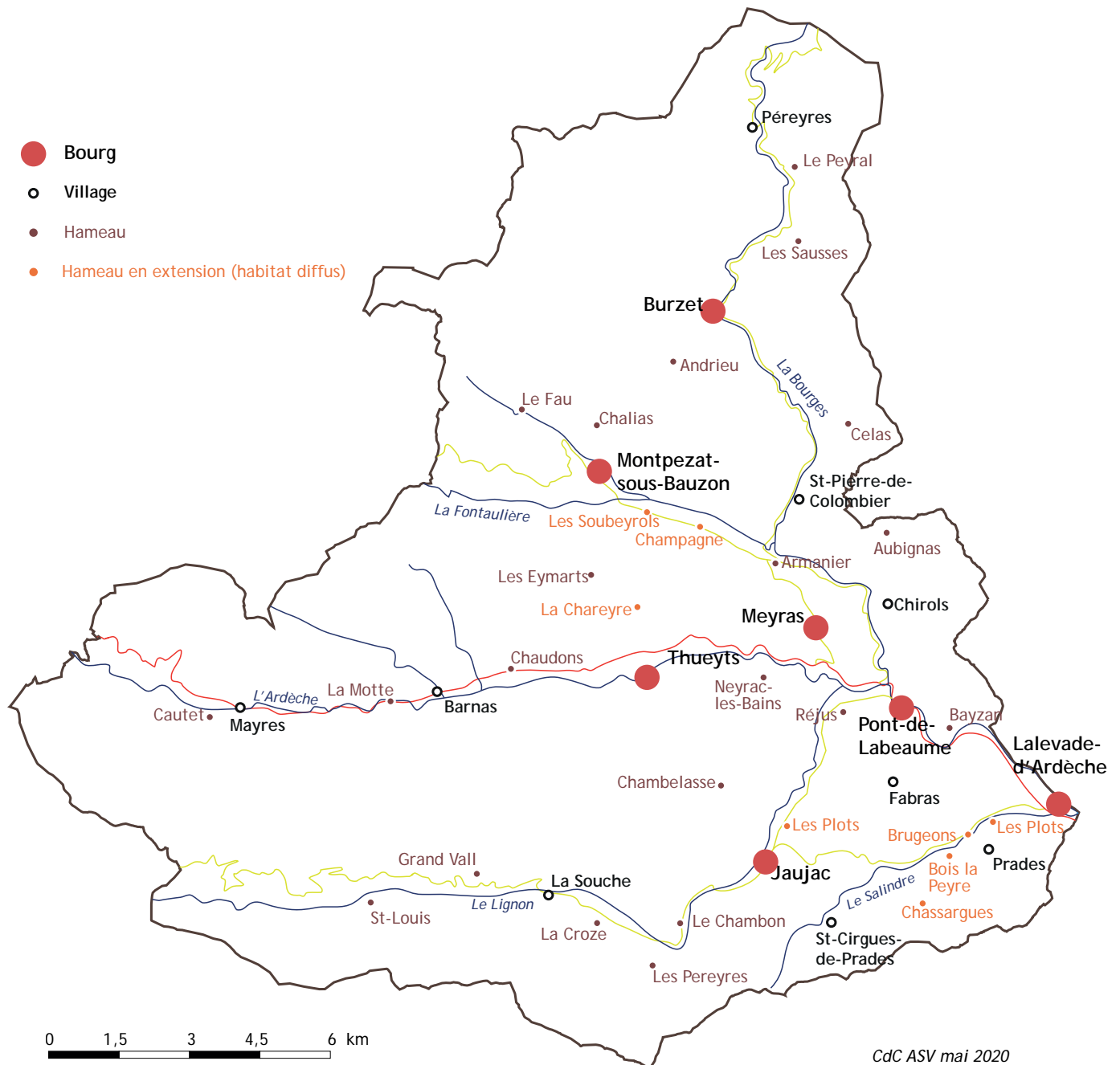
Ancienne mine de Champ Gontier - Commune de Prades

2.1.1.5 Les différentes formes urbaines, fruits de la géographie du territoire

Les formes bâties et leur implantation sur le territoire sont directement liées au relief, à la structuration des vallées, à la proximité des cours d'eau ou des sources, et aux voies de desserte. Les espaces propices à l'agriculture étaient préservés et l'implantation se faisait sur des sites préférentiellement bien exposés (par rapport au soleil, au vent...). L'abondance de la ressource en eau sur le territoire a permis une dispersion des implantations bâties.

Le bâti est implanté sur le territoire sous différentes formes : bourgs de type noyau ou de type traverse, hameaux anciens denses, écarts (habitat isolé ancien), et habitat récent (diffus ou de type lotissement).

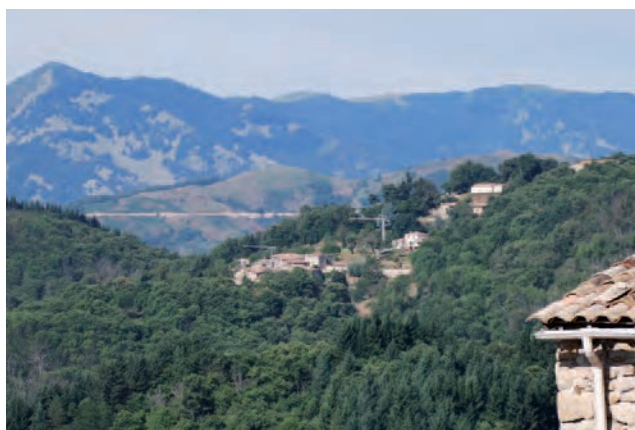
Sauf spécification explicite, les schémas de cette partie 2.1.1.5 sont issus de l'approche diagnostique de la stratégie paysagère, cette dernière ayant été confiée par la communauté de communes Ardèche des Sources et Volcans à une équipe pluridisciplinaire de paysagistes et d'architectes-urbanistes.



Les implantations bâties : principaux bourgs, villages et hameaux de la CCASV (source : communauté de communes ASV)



Pavillon récent à Meyras



Constructions en cours entre Fabras et Pont-de-Labeaume



Etalement urbain sur les «plots», ici à Fabras et Pont-de-Labeaume



Résidence principale pour travailleur albenassien restaurée dans du bâti ancien



Traversée de la ville-rue de Lalevade-d'Ardèche par la N102



Pont-de-Labeaume, limite théorique de l'influence urbaine d'Aubenas



Développement urbain de la plaine de Lalevade - Prades

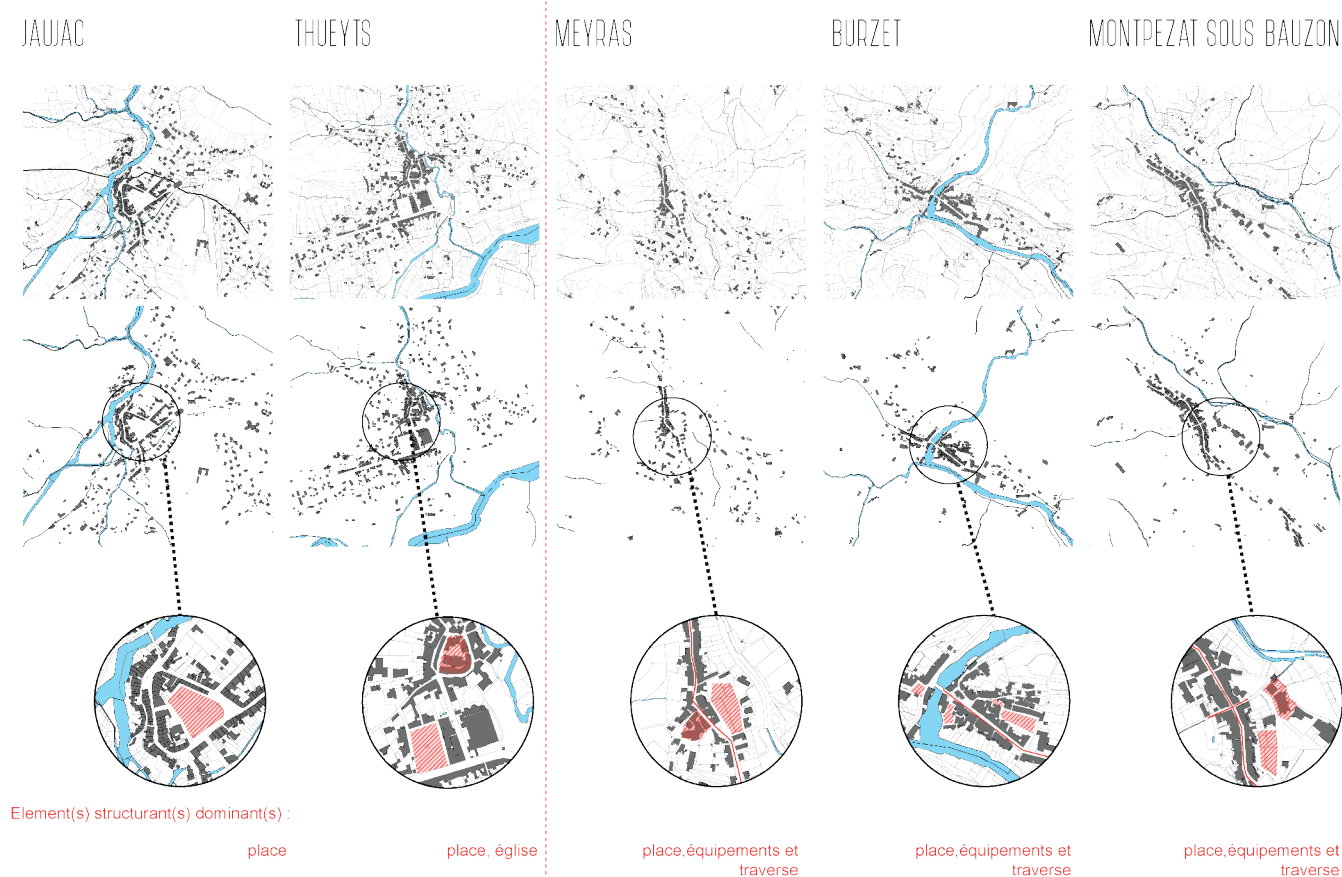


Thueyts, «bourg-relais»

* Regroupement de type bourg

Généralement, les implantations des habitations dans les centre-bourg sont alignées aux rues (faîtage parallèle à la route), formant un front bâti avec un jardin à l'arrière des parcelles. Elles se composent à l'origine de commerces en rez-de-chaussée et de logements aux étages. Ce type d'habitat ancien ne correspond plus à un certain nombre de critères de confort actuels (absence de garage, peu de luminosité, plusieurs niveaux...).

Structure dominante : noyau

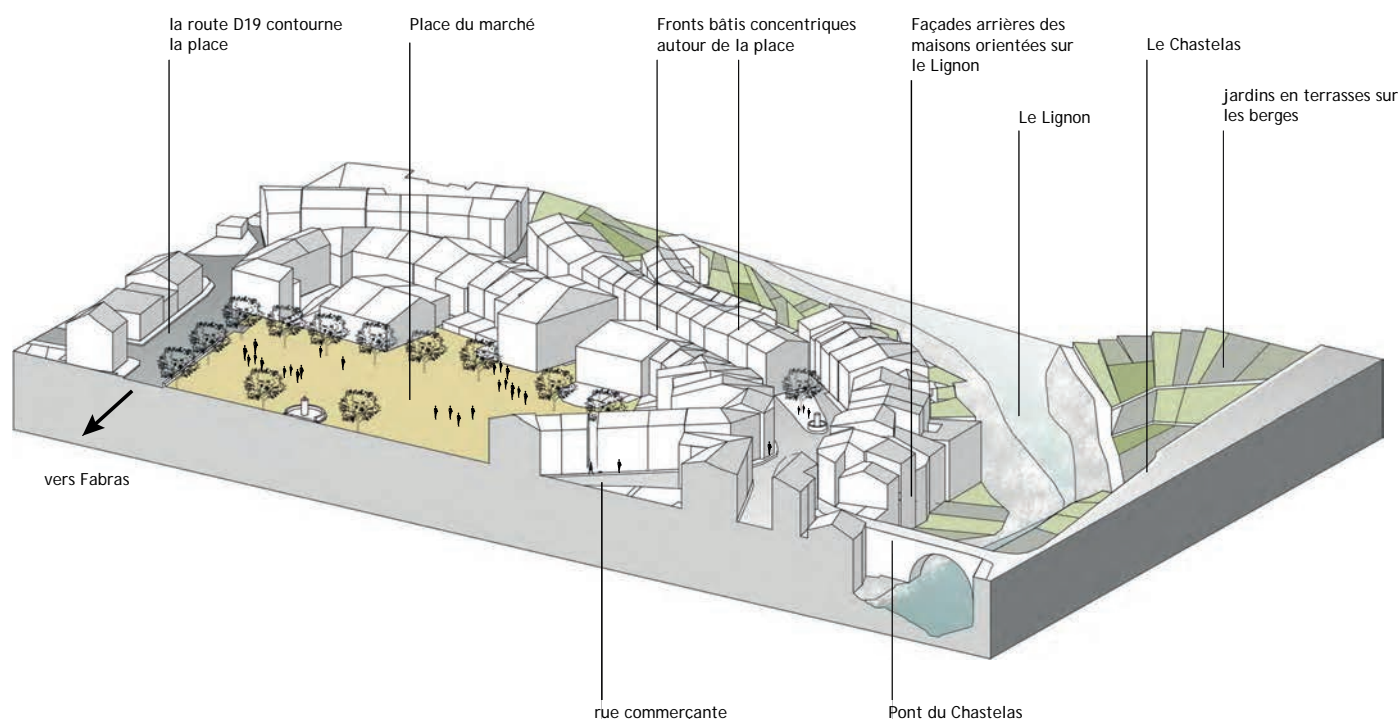


^ Meyras



Jaujac >

L'exemple de Jaujac et sa place

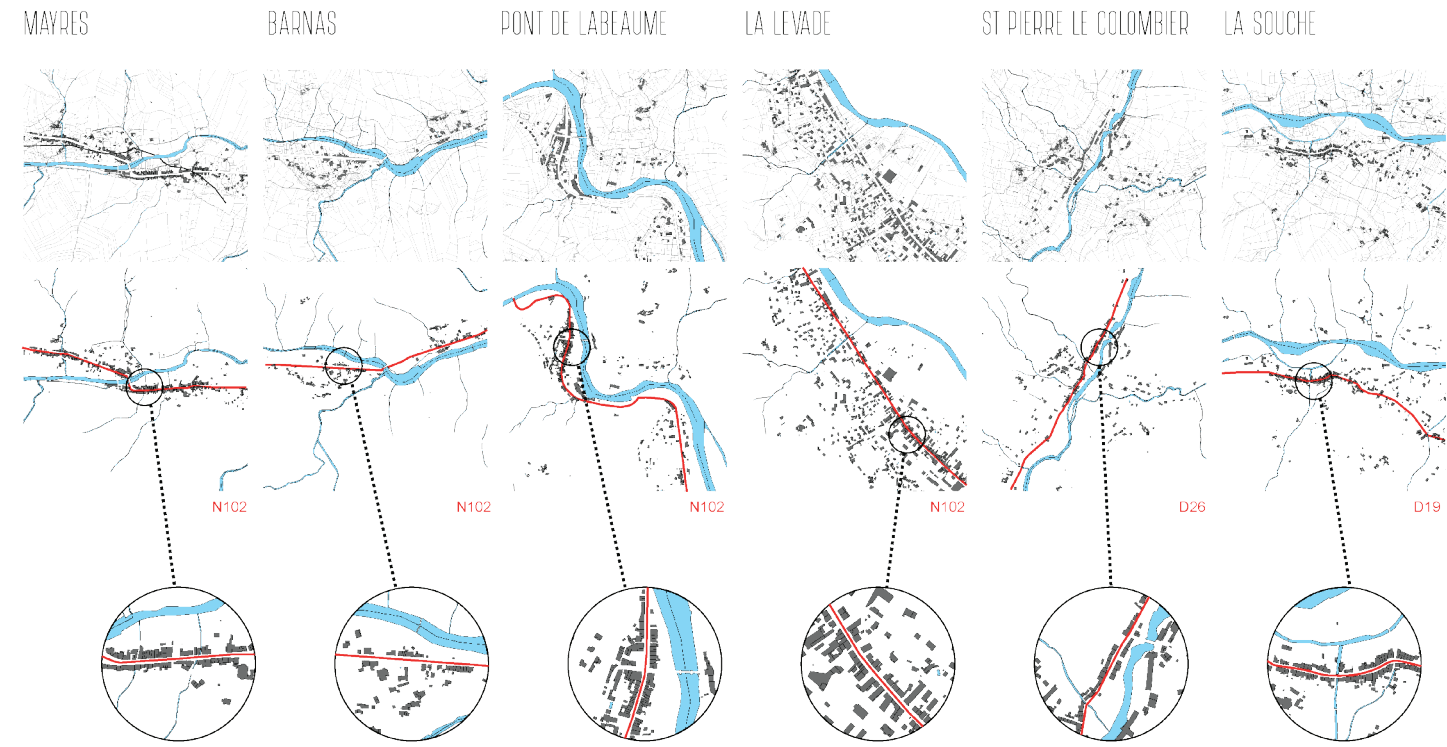


Rapport à la pente	Peu de contraintes sur le centre-bourg qui se trouve en position haute par rapport au Lignon. En revanche, le secteur du Chastelas pose des questions d'accessibilité et de constructibilité restreinte.
Densité	Les habitations sont organisées selon un front bâti avec parcelles étroites (peu ou plus adaptées aux modes d'habiter contemporains). Des cas de recomposition sont à étudier en gagnant en porosité, notamment pour l'installation de jardins/vues sur le paysage.
Rapport à l'espace public	Les rues sont concentriques autour de la place et accueillent une mixité de logements et de commerces. La proximité des services/équipements est ici un atout. La place piétonne reste profitable aux habitants et touristes.
Formes bâties	<ul style="list-style-type: none"> - maisons en R+2 et R+3 - mitoyenneté - maisons individuelles - beaucoup de commerces en RDC.

> Globalement, les enjeux pour les bourgs structurés en noyau sont de :

- valoriser le caractère de l'espace public structurant
- profiter de la mixité et de la proximité des équipements pour densifier l'habitat :
 - avec des constructions neuves dans les dents creuses ? sur les terrains libres ?
 - réhabilitation, recompositions parcellaires
- gagner en porosité avec les espaces publics (placettes, stationnements, jardins...) ou privés (jardins privés, partagés, balcons, terrasses...) et par la démolition à titre exceptionnel. Les habitations et jardins participent à la création d'un cadre de vie de qualité pour les centre-bourgs.

Structure dominante : traverse

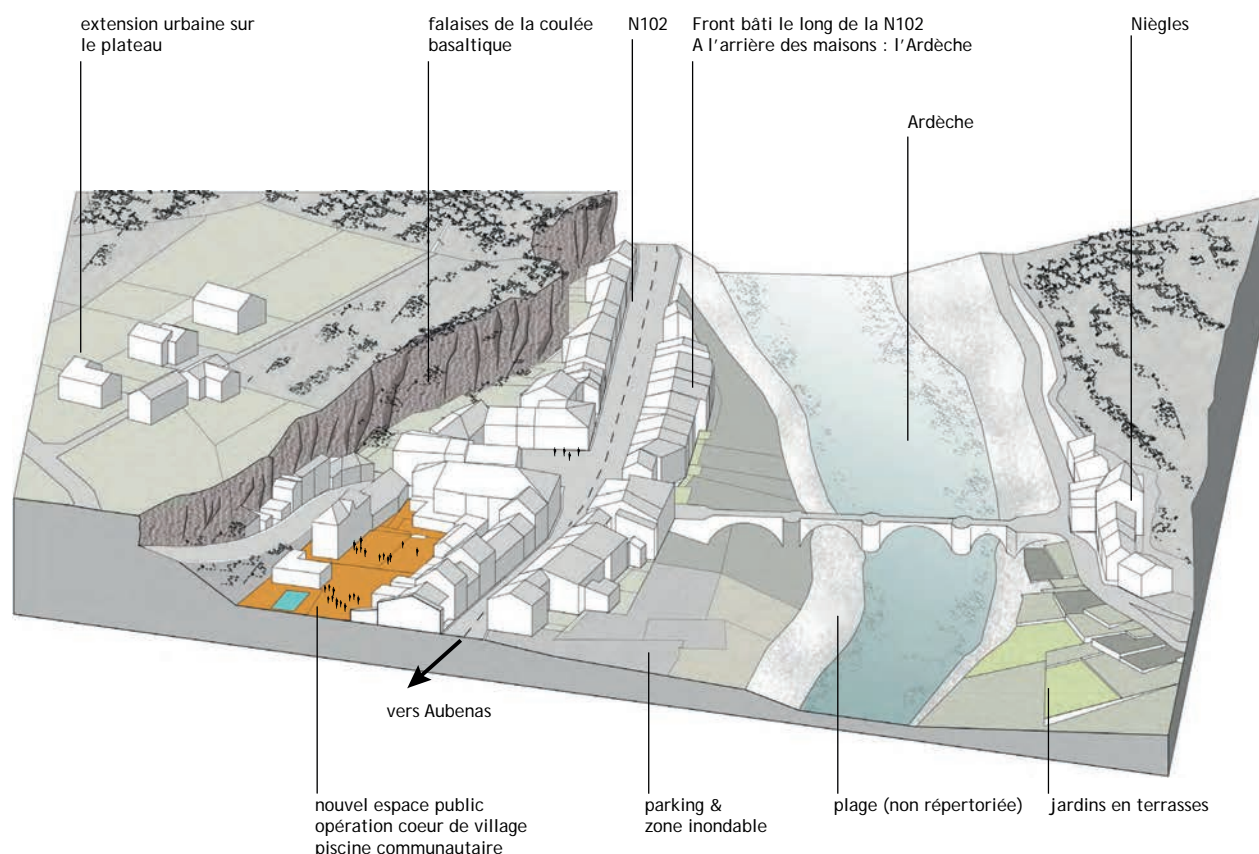


< Saint-Pierre-de-Colombier



^ La Souche

L'exemple de Pont-de-Labeaume

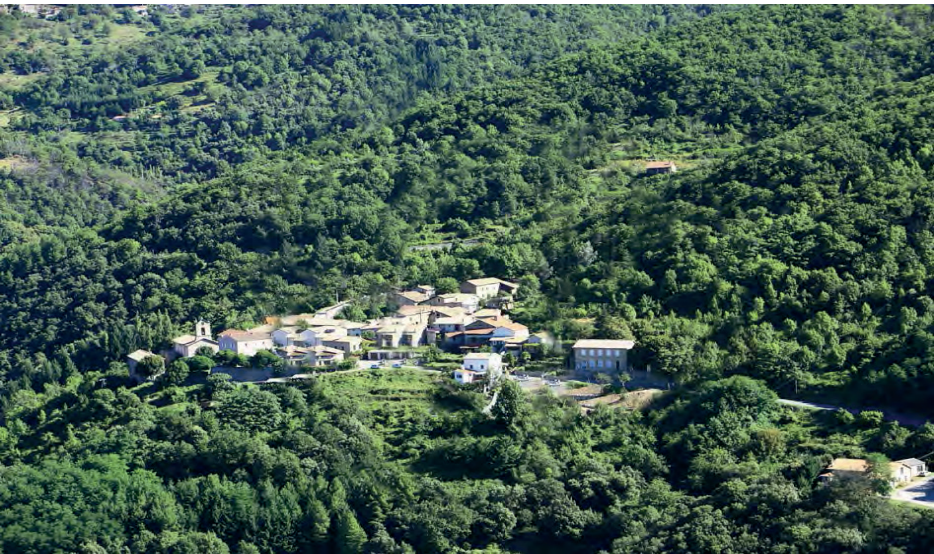
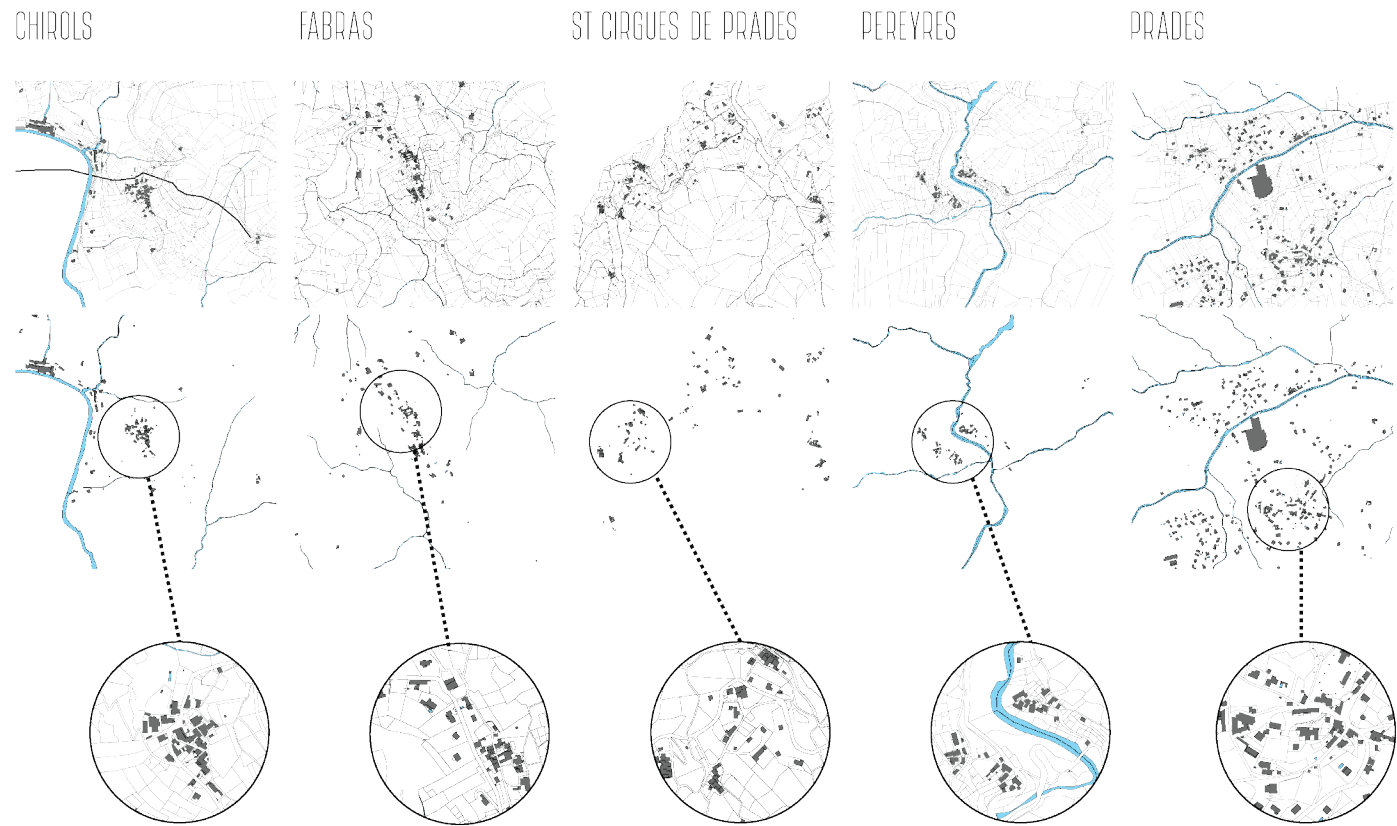


Rapport à la pente	La topographie du village est contrainte par la coulée basaltique à l'ouest et l'Ardèche à l'est (berges de l'Ardèche inondables). Le secteur « plateau » se retrouve déconnecté du village. La coulée basaltique demeure très présente dans le village.
Densité	Le village est dense et linéaire le long de la RN102 avec une mitoyenneté importante. En résultent peu de porosités transversales. Le projet « Cœur de Village » a permis de mettre à profit un vide dans le tissu bâti pour installer un équipement et un espace public de qualité.
Rapport à l'espace public	La place de la voiture est prédominante (sauf dans le projet cœur de village) dans la traversée avec d'importantes nuisances dues au trafic de la RN102. Un travail reste à faire sur la traverse pour séquencer le village, sécuriser des trottoirs aujourd'hui dangereux, retourner le village vers la rivière (aujourd'hui parking sur berges inondables et plage sur l'Ardèche).
Formes bâties	<ul style="list-style-type: none"> - maisons individuelles en R+2 et R+3 - mitoyenneté - quelques commerces en RDC - façades arrières dégradées et peu ouvertes - parcellaire étroit

> Globalement, les enjeux pour les bourgs structurés par une traverse sont de :

- valoriser le caractère des espaces publics structurants de part et d'autre de la traverse
- miser sur des dispositifs piétons sur les espaces publics
- travailler sur les « arrières » pour les valoriser en s'appuyant sur le « déjà-là » : rivières, jardins, canaux irrigation, chemins, jardins, falaises ... patrimoine à valoriser pour gagner en attractivité et en qualité spatiale
- aérer le front bâti en autorisant à titre exceptionnel la démolition.

* **Regroupement de type hameau**

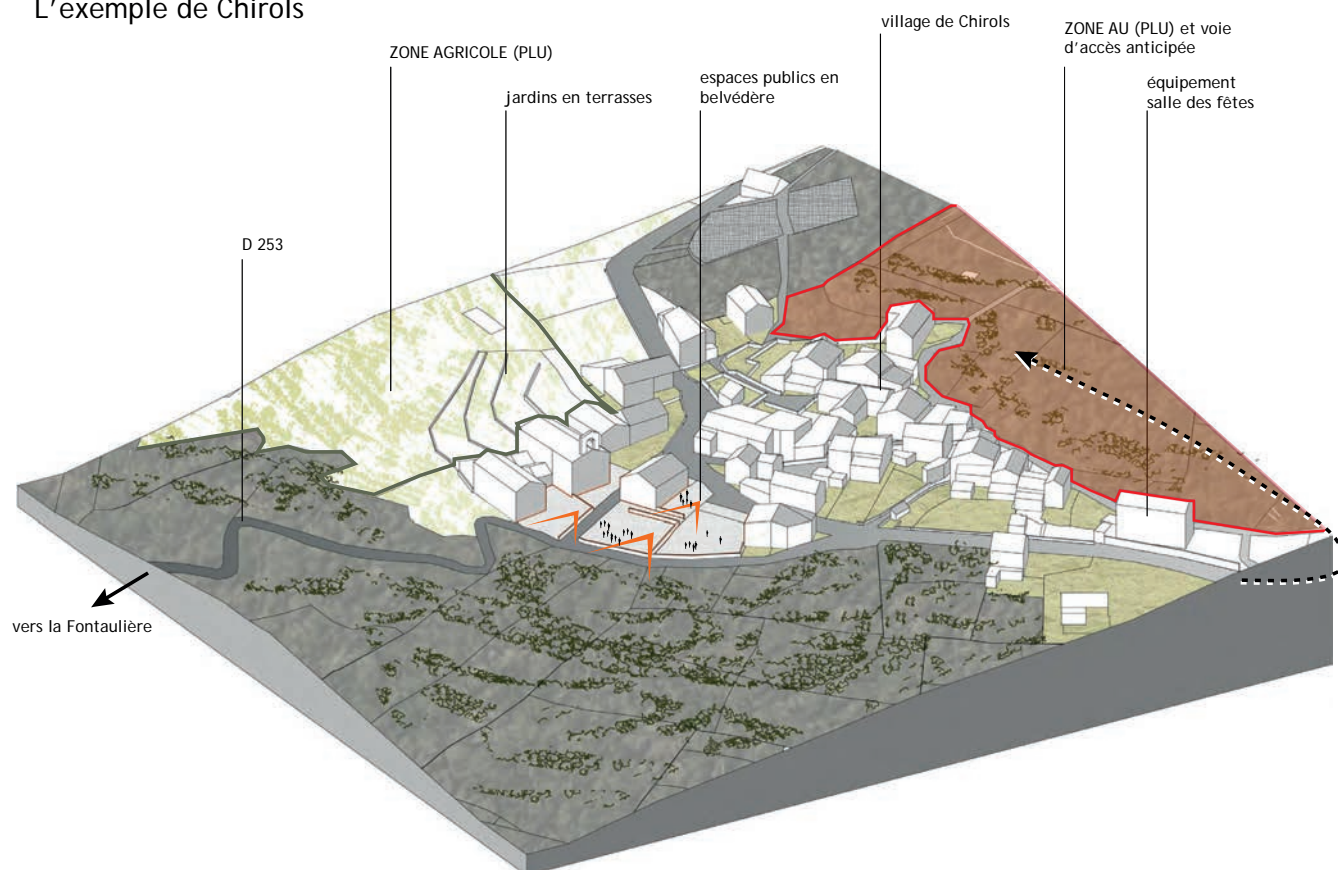


< Chirols

Saint-Cirques-de-Prades >



L'exemple de Chirols



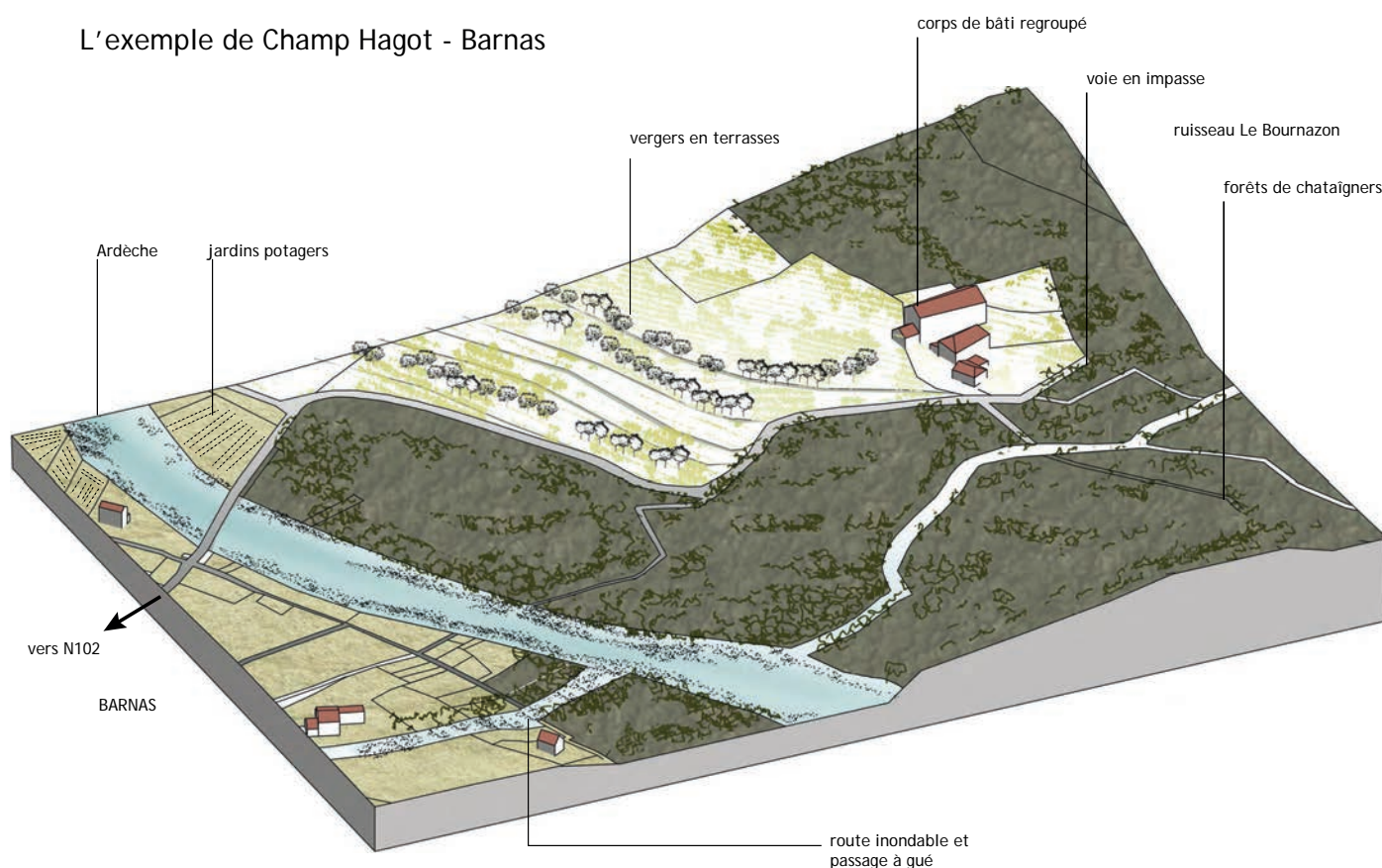
Rapport à la pente	Chirols se trouve en situation de promontoire, belvédère valorisé par l'orientation des espaces publics. Les terrasses dans la pente entourent le village. L'espace agricole de proximité reste ouvert. La grande différence d'altitude entre Chirols centre et le Fournil/Ecomusée provoque un réel effet de coupure. L'ensemble des constructions du village se trouve dans la pente.
Densité	Le village est très dense : les constructions sont regroupées et desservies par des sentes et ruelles qui deviennent souvent privatisées. Il y a des difficultés pour construire car il y a peu ou pas de dents creuses. Le choix a été fait dans le PLU de la commune d'une extension AU intégrant une réflexion sur la densité construite à venir et sur la forme d'implantation pour le bâti. L'aménagement de l'accès à la zone AU a été anticipé. Les espaces ouverts ont été préservés aux abords du village (zone agricole).
Rapport à l'espace public	La petite taille du village induit une réelle proximité. Les espaces publics y contribuent par leur caractère soigné. Une question se pose néanmoins quant à la gestion du stationnement.
Formes bâties	<ul style="list-style-type: none"> - hétérogénéité du bâti mais dominance de la pierre - village résultant d'un regroupement de maisons et de granges - orientations et dimensions variées - toitures à deux pans dominantes - pas ou peu de mitoyenneté

> Globalement les enjeux pour les hameaux sont de :

- valoriser le caractère des espaces publics et préserver le petit patrimoine (croix, fontaine, lavoir *etc.*)
- rendre possible les nouvelles constructions mais veiller à leur bonne implantation et au calibrage de la construction
- solutionner la problématique de l'accès et du stationnement (parking extérieur, déserte...).

* Constructions isolées, implantation diffuse

L'exemple de Champ Hagot - Barnas



Rapport à la pente	L'ensemble des constructions sont dans la pente en position haute par rapport aux terres cultivées. Les volumes sont souvent regroupés autour d'une cour centrale.
Densité	Élevée.
Formes bâties	Volumétrie souvent imposante.

> Globalement, les enjeux pour les constructions isolées sont de :

- étudier la possibilité de développer ces lieux de vie (extensions, constructions...) si les réseaux existants et l'accessibilité le permettent
- pérenniser l'utilisation de ce bâti, qui reste une opportunité à ne pas négliger pour permettre la réouverture des clairières et la mise en culture/exploitation des terres riveraines.

* Constructions diffuses récentes

Elles se sont développées dans les espaces les moins contraints : les secteurs de plaine du territoire bénéficiant d'une géographie propice à l'implantation de nouvelles constructions (ensoleillement favorable, peu de relief, accès rapide aux principaux axes routiers...). Les documents d'urbanisme de ces communes ont permis l'étalement urbain dans ces zones. On observe ainsi globalement une tendance au développement urbain le long des routes, aux entrées de villages et dans la vallée, et le développement d'un mitage dans les espaces de prairies. Cela conduit à une banalisation des paysages du territoire et à une uniformisation des formes urbaines dans les constructions.

Densité	Très faible, implantation de l'habitation généralement au centre d'une parcelle d'environ 1 500 m ² .
Formes bâties	Maisons individuelles, généralement en R+1 maximum.

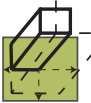
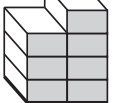

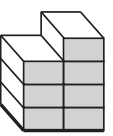

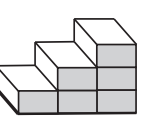
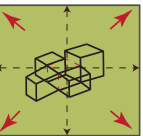
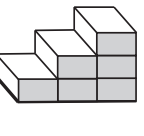
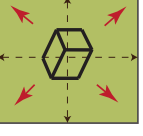
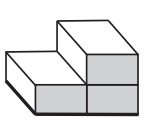
> Globalement, les enjeux pour les constructions nouvelles sont de :

- limiter l'étalement urbain, consommateur d'espaces naturels et agricoles, densifier les secteurs bâtis
- veiller à une bonne implantation et intégration de ces constructions récentes pour éviter un mitage des paysages et une banalisation de ces secteurs bâtis
- organiser les implantations par rapport aux voiries et anticiper les coûts de viabilisation.



^ Thueyts

* Récapitulatif des formes urbaines

	Emprise au sol	Densité lgt/ha	Typologie d'habitat	Gabarit	Implantation du batis
Bourg de type noyau (place, église...)	De 40 à 100 % 	Elevée de 25 à 60 logements / ha	Habitat mixte, des maisons de villes, avec des commerces en RDC.	De R+2 à R+3 	Maisons regroupées, mitoyennes, en retrait ou en alignement à la rue, avec des jardins en arrière
Bourg de type traverses	De 30 à 70% 	Elevée de 25 à 60 logements / ha	Maisons individuelles avec des commerces et des services en RDC	De R+2 à R+3 	Maisons mitoyennes, en bande avec un alignement à la rue, occupent des parcelles étroites
Hameaux anciens denses	De 20 à 70 % 	Elevée de 25 à 60 logements / ha	- Variété de maisons (typologie et dimensions) - Présence de granges - Juxtaposition des volumes simples avec des toitures à deux pans dominantes.	De R à R+2 	- Parfois maisons mitoyennes. - Implantées généralement en pentes. - Variété d'orientation.
Habitat isolé ancien	De 5 à 10 % 	Elevée de 25 à 60 logements / ha	- Maisons individuelles isolées. - Des volumétries imposantes (des volumes regroupés autour d'une cour	De R à R+2 	Maisons isolées, généralement en pente, implantées au centre de la parcelle et pas d'alignement à la voirie
Habitat récent diffus ou type lotissement	De 5 à 10 % 	Très faible de 4 à 10 logements / ha	Maisons individuelles isolées, avec une variété du style architectural, et de matériaux de construction utilisés	De R à R+1 	- Implantation au centre de la parcelle. - Pas d'alignement et sans organisation préalable par rapport à la voirie.

Source : communauté de communes ASV

2.1.2 Un territoire riche de ses ressources naturelles et culturelles

Le territoire d'Ardèche des Sources et Volcans jouit de nombreuses ressources naturelles, historiques, humaines qui apportent une qualité paysagère indéniable à l'ensemble de son territoire et sur lesquelles s'appuient de réels atouts économiques. Il s'agit :

- des richesses géologiques extraordinaires liées au volcanisme et leurs formes insolites,
- de la présence de la ressource en eau,
- des richesses naturelles et de biodiversité,
- du patrimoine bâti, marqueur d'une Histoire riche et ancienne,
- des savoir-faire des habitants...

2.1.2.1 Les sites paysagers remarquables de la CCASV

* Les paysages remarquables et exceptionnels

Selon l'article R. 341-16 du code de l'environnement :

« La commission départementale de la nature, des paysages et des sites concourt à la protection de la nature, à la préservation des paysages, des sites et du cadre de vie et contribue à une gestion équilibrée des ressources naturelles, et de l'espace dans un souci de développement durable. Elle est régie par les dispositions des articles 8 et 9 du décret n° 2006-665 du 7 juin 2006.

I. - Au titre de la protection de la nature, la commission est notamment chargée d'émettre un avis, dans les cas et selon les modalités prévus par les dispositions législatives ou réglementaires, sur les projets d'actes réglementaires et individuels portant sur les réserves naturelles, les sites Natura 2000, les biotopes, la faune et la flore, le patrimoine géologique et les établissements hébergeant des animaux d'espèces non domestiques autres que les espèces de gibier dont la chasse est autorisée.

Elle constitue une instance de concertation qui peut être consultée sur la constitution, la gestion et l'évaluation du réseau Natura 2000 dans le département.

II. - Au titre de la préservation des sites et des paysages, du cadre de vie et de la gestion équilibrée de l'espace, la commission exerce notamment, dans les cas et selon les modalités prévus par les dispositions législatives ou réglementaires, les attributions suivantes :

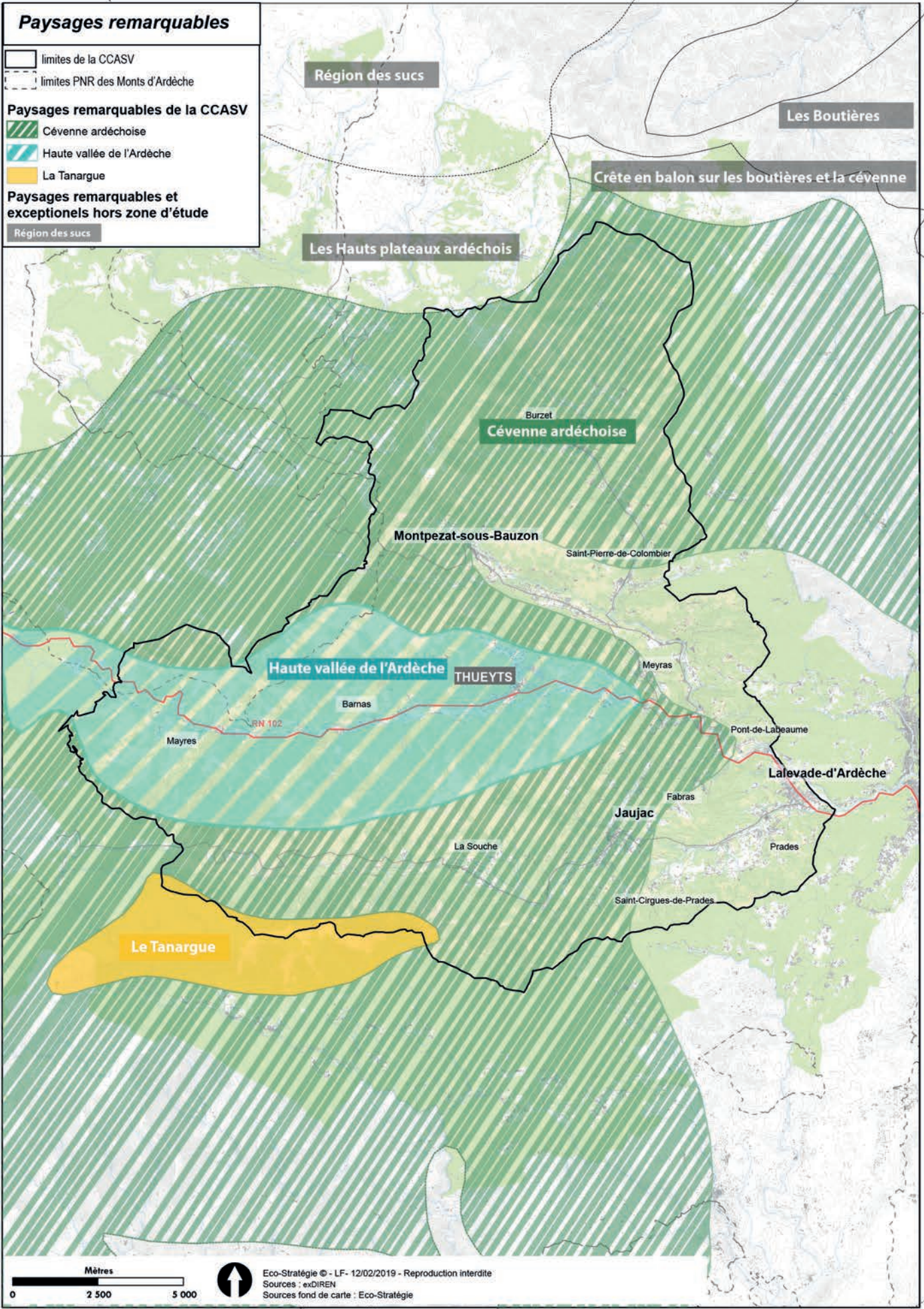
- 1° Elle prend l'initiative des inscriptions et des classements de site, émet un avis sur les projets relatifs à ces classements et inscriptions ainsi qu'aux travaux en site classé ;
- 2° Elle veille à l'évolution des paysages et peut être consultée sur les projets de travaux les affectant ;
- 3° Elle émet les avis prévus par le code de l'urbanisme ;
- 4° Elle se prononce sur les questions posées par la publicité, les enseignes et les pré-enseignes ;
- 5° Elle émet un avis sur les projets d'unités touristiques nouvelles.

III. - Au titre de la gestion équilibrée des ressources naturelles, la commission, dans les cas et selon les modalités prévus par les dispositions législatives ou réglementaires, élabore le schéma des carrières lorsqu'il est départemental ou rend son avis sur le projet de schéma des carrières lorsqu'il est régional. Elle se prononce sur les projets de décisions relatifs aux carrières. la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, instituée dans chaque département, est composée de plusieurs formations dont la formation dite des sites et des paysages ».

Les paysages répertoriés comme remarquables ou exceptionnels (cf. carte « Localisation des paysages remarquables à l'échelle de la CCASV ») par la DREAL ex-DIREN de Rhône-Alpes en 1996 sont donc déterminants dans la préservation de sites paysagers identitaires du département.



Point de vue depuis le Mont Aigu vers la coupe de Jaujac, paysage remarquable (source : Thibault Soltys, Eco-Stratégie, janvier 2018)



* Les sites inscrits et classés

La loi du 2 mai 1930, désormais codifiée (articles L.341-1 à 342-22 du code de l'environnement), prévoit que les monuments naturels ou les sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque présentant un intérêt général peuvent être protégés.

Elle énonce deux niveaux de protection :

- L'inscription est la reconnaissance de l'intérêt d'un site dont l'évolution demande une vigilance particulière par l'administration, représentée par l'Architecte des Bâtiments de France (ABF). C'est un premier niveau de protection pouvant conduire à un classement.
- Le classement est une protection très forte destinée à conserver les sites reconnus nationalement comme ayant une valeur patrimoniale exceptionnelle ou remarquable. Les sites inscrits et classés font l'objet d'une servitude d'utilité publique*.

Des atlas départementaux des sites classés et inscrits ont été réalisés. Composés de deux volets (un volet cartographique et un fichier présentant chaque site sous l'angle de son intérêt patrimonial et des principes de gestion à observer), ils sont destinés à faciliter la connaissance de ce patrimoine et sa prise en considération, en matière d'urbanisme notamment.

Les sites classés

La cascade du Ray-Pic et ses abords sont classés depuis 1931 (arrêté du 17 octobre 1931). Le site se trouve dans la commune de Péreyres. Il couvre une superficie d'un hectare environ. Au Ray-Pic, la présence d'orgues basaltiques en fait l'un des sites les plus remarquables de la cévenne ardéchoise. Le cadre paysager de ses alentours confère également à son attractivité (hêtraie). La cascade du Ray-Pic est l'un des sites incontournables de l'office de tourisme d'Ardèche des Sources et Volcans.

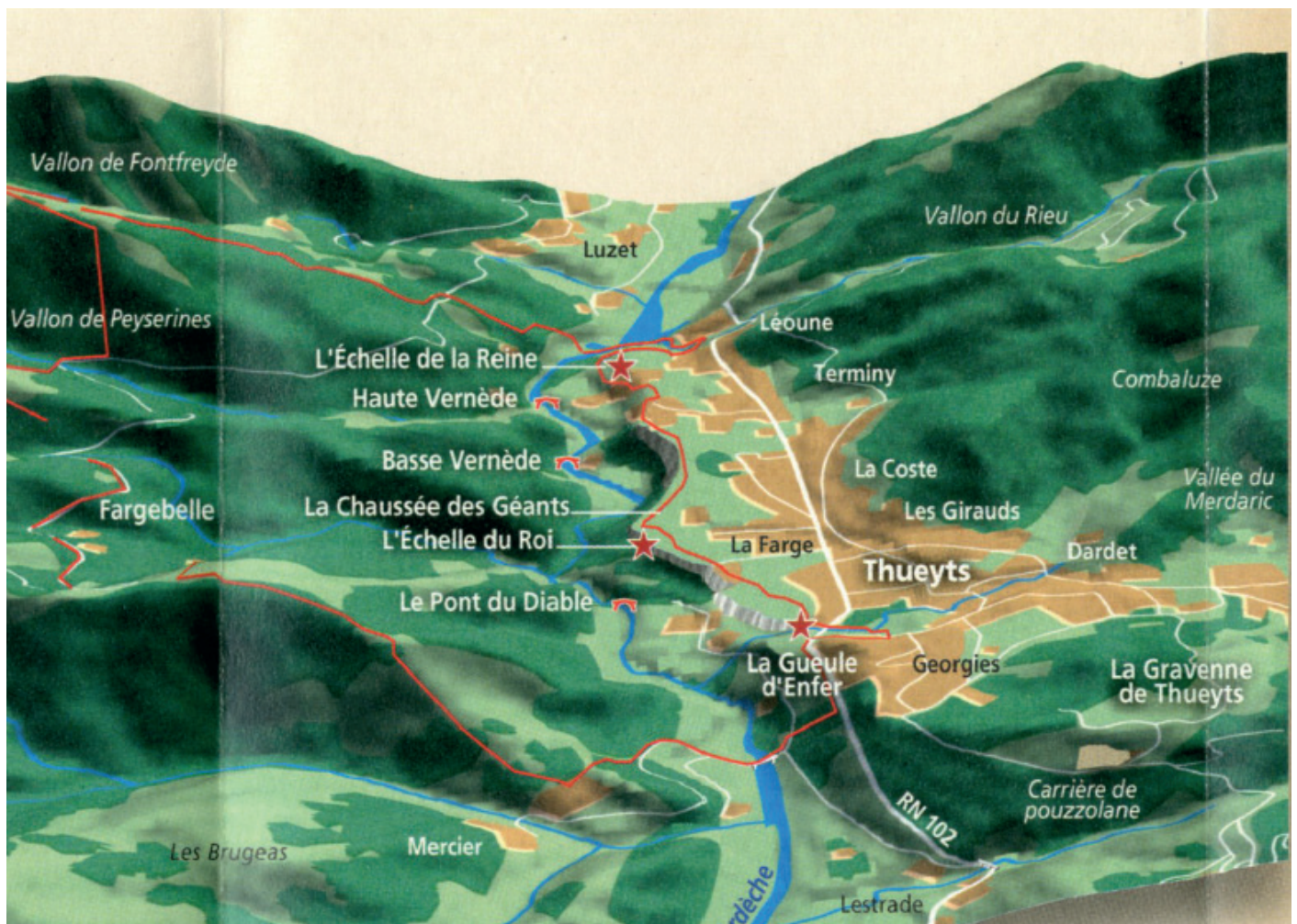


Cascade du Ray Pic (source : PNR des Monts d'Ardèche)

Les coulées basaltiques et le pont du Diable de Thueyts comptent plusieurs éléments caractéristiques que sont l'échelle de la Reine, l'échelle du Roi, la Chaussée des Géants et le Pont du Diable qui s'échelonnent dans l'axe de la vallée de l'Ardèche (cf. « Localisation des sites inscrits et classés de la communauté de communes »).

Notons l'importance du cadre paysager dans l'appréhension de ces deux sites d'envergure.

* L'ensemble des servitudes d'utilité publique est annexé au PLUi.



Localisation des coulées basaltiques et du Pont du Diable à Thueyts (site classé) (source : fiche de présentation du site classé, Département de l'Ardèche)

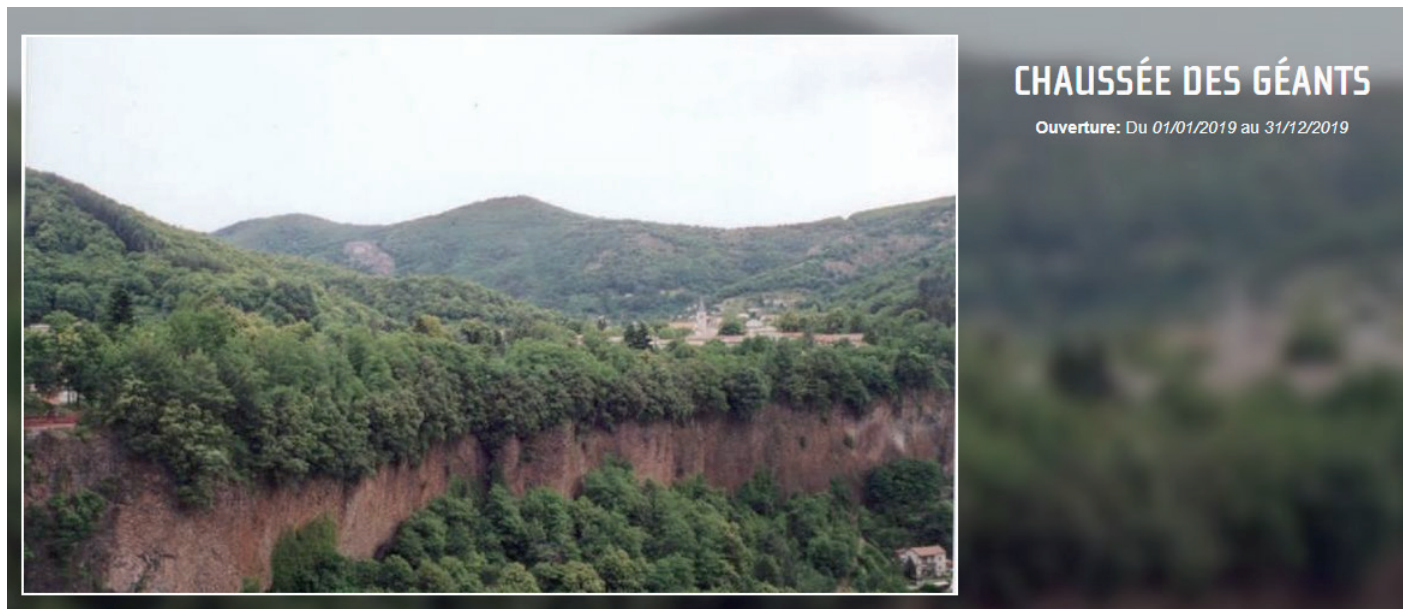


Illustration de la Chaussée des Géants (source : www.ardèche-guide.fr)

Les sites inscrits

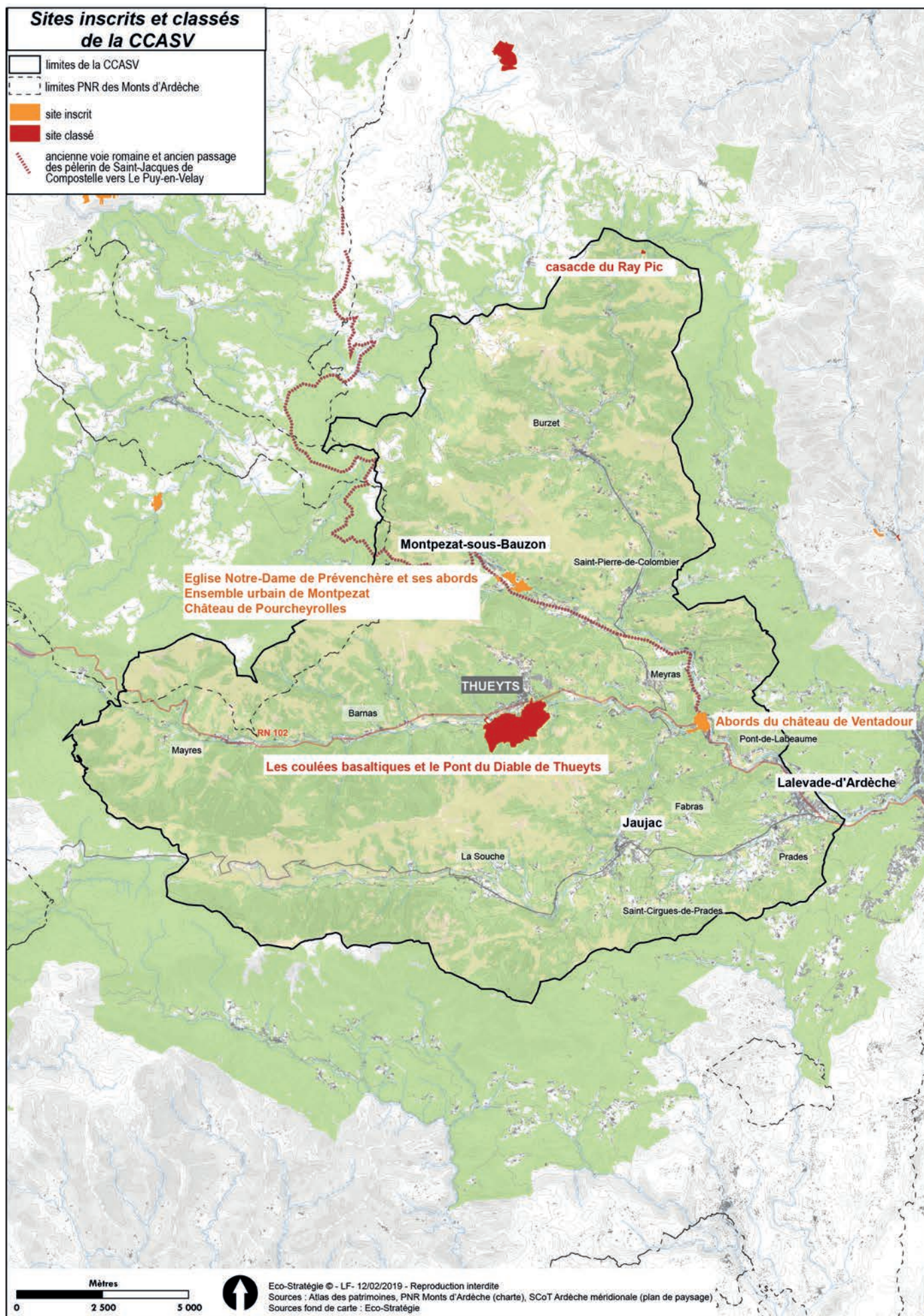
L'ensemble urbain de Montpezat-sous-Bauzon : depuis la Préhistoire, le village de Montpezat s'est construit sur le sentier naturel qui conduit de la vallée vers les hauts plateaux ardéchois. Axe de communication stratégique pour atteindre l'Ardèche du nord pour les Romains, il est devenu le passage obligé pour les muletiers qui, du 12^{ème} au 13^{ème} siècle, vont faire transiter par cette voie toutes sortes de marchandises, entraînant la naissance d'une activité hôtelière et commerçante importante. Les pèlerins rejoignant le Puy pour prendre le chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle font halte eux aussi dans les auberges et dans les prieurés du village. Les sites témoins sont encore visibles : le château de Pourcheyrolles, Montlaur et la Ville Basse ; l'Eglise de Notre-Dame de Prévenchères ; le Prieuré de Clastres ; le Calvaire ; la voie romaine « Jules César » ; la béalière ; les ponts ; « le chemin des endettés », « la pyramide » surmontée de Notre-Dame-de-Bon-Conseil, *etc.*

L'église Notre-Dame-de-Prévenchères et ses abords : le site se trouve à proximité immédiate de l'antique grande voie de communication joignant la vallée du Rhône à l'Auvergne par le col du Pal, elle est également sur le chemin des pèlerinages du Puy.

Le Château de Pourcheyrolles : le site de Pourcheyrolles était considéré au 19^{ème} siècle comme l'un des sites les plus extraordinaires du Vivarais. Les deux rivières de Montpezat, Fontaulière et Pourseille, ont taillé des gorges dans le plateau basaltique laissant à leur confluent un éperon étroit, bordé de très belles orgues basaltiques, sur lequel se dressent les ruines du château. Le château n'était accessible que d'un côté et un fort détaché de la construction principale en défendait l'entrée. De nos jours, les ruines de ce manoir gothique datant de 1360/70 sont visibles depuis un belvédère situé en bordure de la RD536. On peut également avoir une vue plongeante depuis la petite route de Bouteille sous Notre-Dame de Prévenchères.

Les abords du château de Ventadour : sur la route nationale 102, d'Aubenas vers Le Puy, à la sortie du village de Pont-de-Labeaume, se dresse l'imposante silhouette du château fort de Ventadour sur un éperon rocheux qui domine de 75 mètres le confluent des vallées de l'Ardèche et de la Fontaulière, tout près aussi de celui de l'Ardèche et du Lignon. Il est construit au carrefour de routes qui relient la vallée du Rhône au Massif central.

Ces sites nous montrent l'importance de leur situation géographique vis-à-vis d'axes stratégiques à plus vaste échelle. De ce fait, ces itinéraires sont autant de moyens de les découvrir et de les mettre en valeur dans leur environnement.



Localisation des sites inscrits et classés de la communauté de communes

* Les géosites et autres sites naturels à forts enjeux touristiques

Le label européen et international Géoparc reconnaît le Parc Naturel Régional des Monts d'Ardèche depuis 2014 comme territoire géologique exceptionnel, notamment par son travail d'animation et de valorisation de ses patrimoines. Chaque composante de ce géo-patrimoine est identifiée par des objets géologiques remarquables, d'intérêt scientifique, pédagogique ou culturel. Quarante-et-un géosites sont aujourd'hui identifiés sur le territoire des Monts d'Ardèche. Parmi eux, douze sont présents sur le territoire de la CCASV.

La lisibilité et la mise en valeur de ces sites dans leur contexte paysager est déterminante dans leur appréhension pédagogique, culturelle et scientifique. Ainsi, l'environnement paysager de ces géosites (y compris accès et belvédères) sont des facteurs fondamentaux dans leur valorisation et dans leur appréhension.

Les douze géosites de la CCASV sont (cf. « Localisation des sites naturels emblématiques de la CCASV » et « Périmètre des géosites - CdC Ardèche des Sources et Volcans ») :

- Les cascades du Ray-Pic à Péreyres ;
- Maar Doris et Mofette à Meyras ;
- Coupe de Jaujac et coulées basaltiques de Jaujac et Fabras ;
- Gravenne de Thueyts et Pont du Diable ;
- Cratère de Maar de la Vestide du Pal à Burzet et Montpezat-sous-Bauzon ;
- Le Chambon à Montpezat-sous-Bauzon ;
- Suc de Bauzon à Montpezat-sous-Bauzon ;
- Superposition des coulées basaltiques à Pont-de-Labeaume ;
- Volcan du Souilhol à Meyras ;
- Gravenne de Montpezat ;
- Superposition de coulées basaltiques à l'Armanier à Meyras ;
- Bassin houiller Prades-Jaujac-La Souche.

Citons également les autres sites naturels à forts enjeux touristiques, ainsi que les belvédères emblématiques de la CCASV (cf. « Localisation des sites naturels emblématiques de la CCASV ») :

- Le Tanargue ;
- Mer de granite ou clapas à La Souche ;
- Lac Ferrand à Montpezat-sous-Bauzon ;
- Chaussée des Géants ;
- Le Gour Féraou ;
- Le Suc de Bauzon à Montpezat ;
- Mont Aigu ;
- Cascade de Pourcheyrolles ;
- Point de vue de Sainte-Marguerite ;
- Rocher d'Abraham ;
- Belvédère des Plots de Fabras ;
- Belvédère de Pourcheyrolles ;
- Belvédère et une table d'orientation du Ray-Pic



POINT DE VUE DE STE MARGUERITE

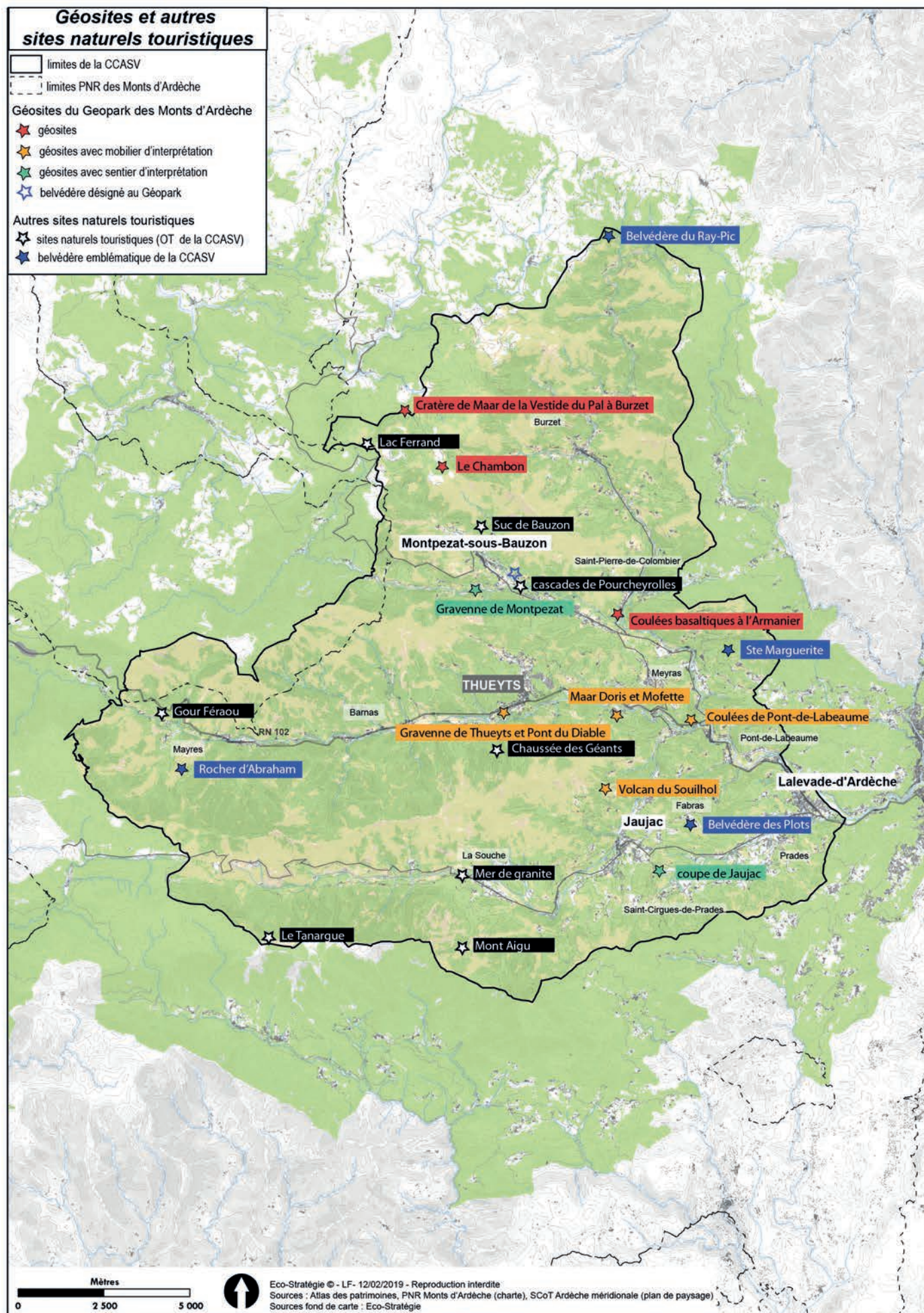
Ouverture: Du 01/01/2019 au 31/12/2019



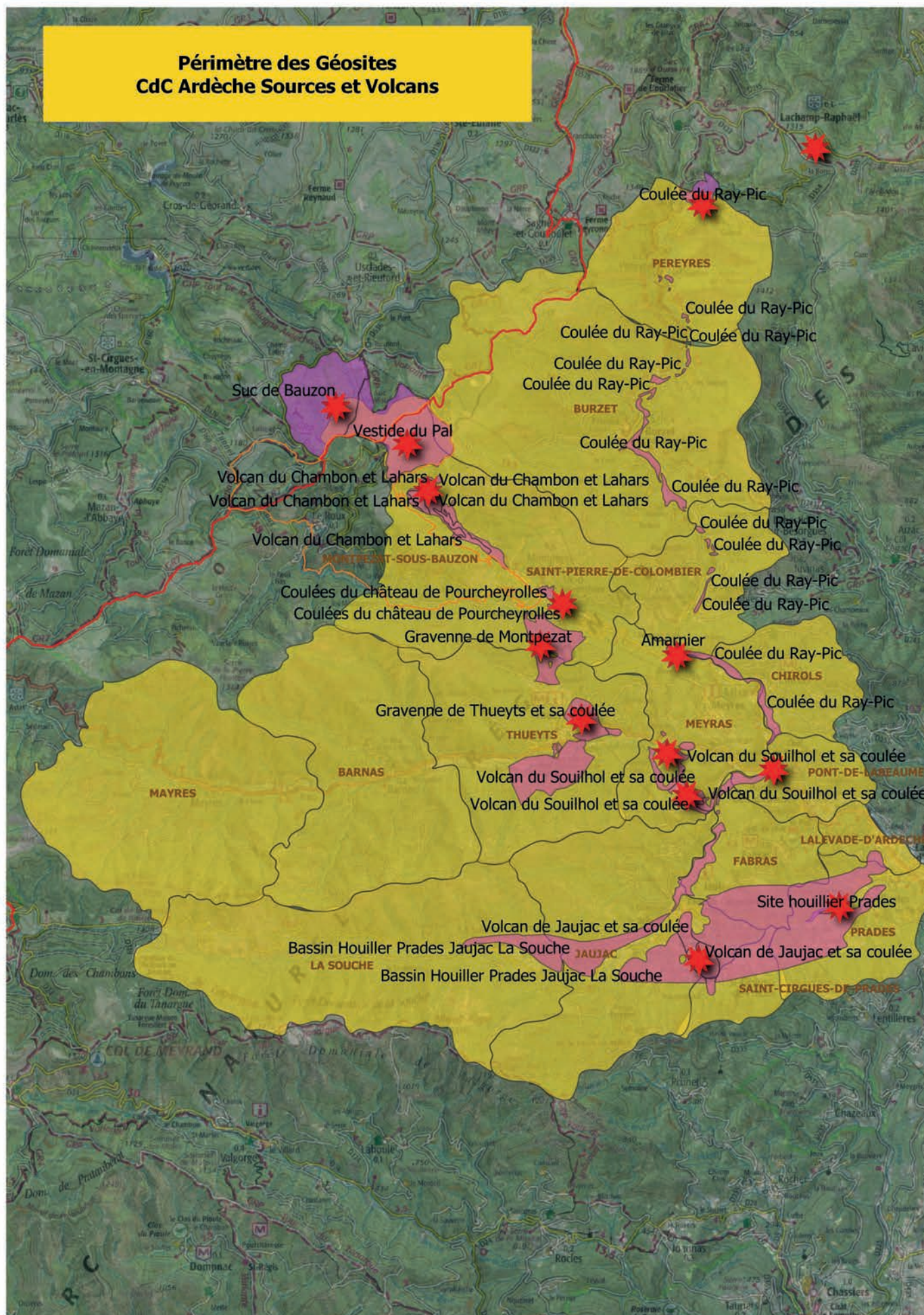
ROCHER D'ABRAHAM

Ouverture: Du 01/01/2019 au 31/12/2019

Illustration des points de vue emblématiques de la CCASV (source : site internet www.ardeche-guide.com)



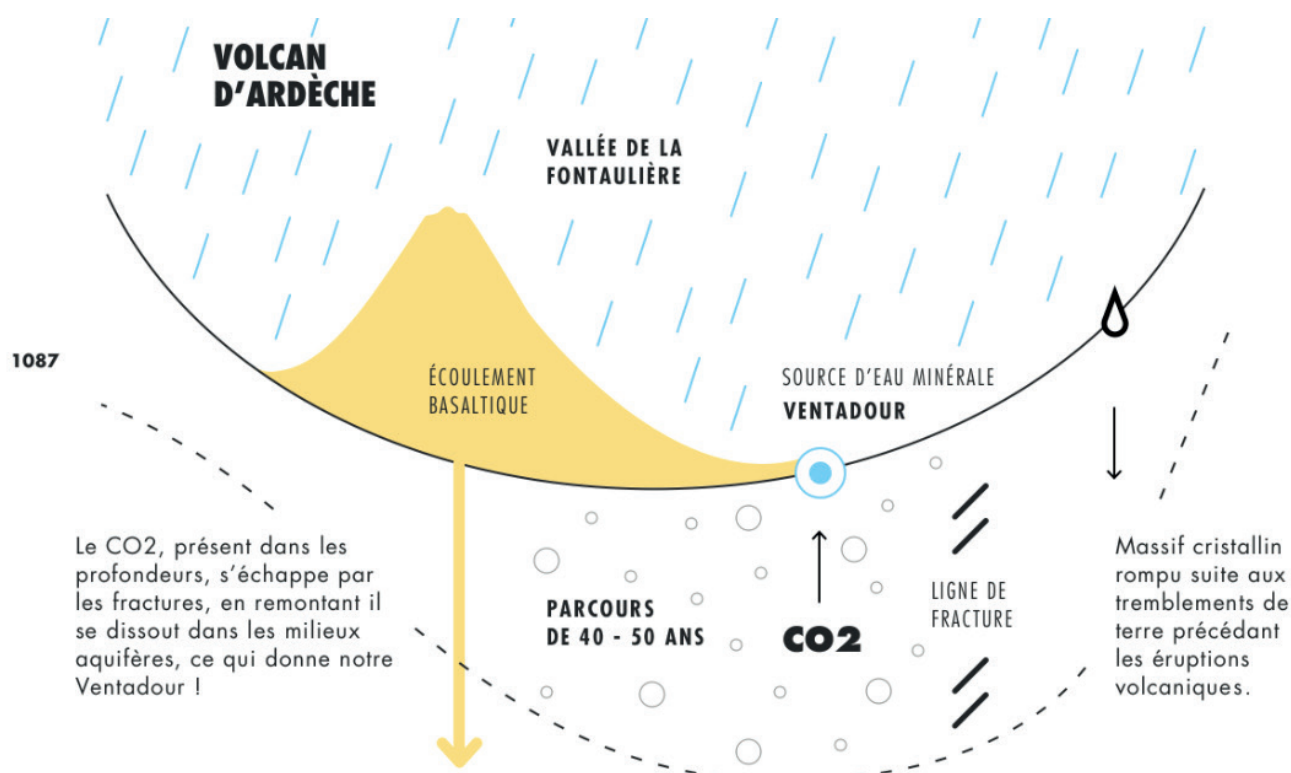
Localisation des sites naturels emblématiques de la CCASV



Localisation et périmètre des géosites sur le territoire Ardèche des Sources et Volcans (source : PNR des Monts d'Ardèche)

Les sources

Par ailleurs, les ressources hydriques sont particulièrement présentes en sous-sol sur le territoire de la CCASV. Entre autres, les sources du Pestrin, eaux de Ventadour et de Chantemerle, mises en bouteilles, mettent en avant le cadre paysager d'où est puisée l'eau du Pestrin, au « cœur de volcans » (cf. « Illustration des sources de la Ventadour »).



LES SOURCES DU PESTRIN

NÉES AU COEUR DES VOLCANS
D'ARDÈCHE



Illustration des sources de la Ventadour (source : <http://www.ventadour.fr>)

2.1.2.2 Une architecture rurale emblématique

Les éléments de patrimoine rural sont nombreux sur le territoire. Ils ponctuent le territoire rappelant son Histoire et présentent un intérêt fort à préserver et à mettre en valeur. L'architecture ardéchoise est adaptée à la pente et orientée au mieux pour tenir compte des contraintes climatiques, économe en espace et composée de volumes simples, utilisant les matériaux locaux et des savoir-faire ancestraux.

* Les villages de caractère

Le Parc des Monts d'Ardèche est composé de nombreux villages et hameaux qui offrent aujourd'hui un patrimoine bâti et paysager exceptionnel participant à l'attractivité du territoire.



Village de caractère de Jaujac (source : Office de tourisme ASV)

La compacité des villages possède une forte historicité. Leurs silhouettes témoignent de l'organisation des paysages ardéchois. En effet, les exploitations sont regroupées en hameaux, installés sur les adrets (versant le mieux exposé), à proximité d'une source ou petit cours d'eau. La première couronne du hameau est aménagée en terrasses. La seconde couronne du hameau est consacrée aux prés et châtaigneraies cultivées. Les agriculteurs les irriguent grâce à un système de béalières (canaux à ciel ouvert). Le reste du finage du hameau correspond au saltus (maintien des espaces ouverts par le passage des ruminants ou par brûlis pour faire reculer la place des genêts).

Le label Village de caractère a vu le jour en 1996 dans le but de protéger et promouvoir les villages ardéchois les plus pittoresques. Il est attribué aux villages ayant pour objectif la protection et la mise en valeur de leur patrimoine naturel et bâti, leur accessibilité pour pouvoir partager avec le plus grand nombre leur tradition et savoir-faire, mais aussi la réalisation d'un produit d'appel touristique valorisant l'ensemble du territoire ardéchois. Ce label répond à une charte de qualité.

La CCASV compte les Villages de caractère de Jaujac, Meyras et Thueyts.

* Les faïsses

Les faïsses, également appelées accols, échamps, restanques, ou tasso, sont un des éléments ar-déchois les plus importants. Il s'agit des terrasses qui rythment la chute des prés dans les vallons.

L'essentielle de la colonisation des pentes remonte au Haut Moyen-Âge. En effet, cela passe nécessairement par l'aménagement en terrasses des versants abrupts et très érodés. Grâce à la construction de murs de pierres sèches reposant directement sur la roche, les agriculteurs créent un relief en escalier qui freine l'écoulement de l'eau, permet le dépôt des éléments érodés et donc la mise en place d'un sol cultivable. La nature de la roche-mère, ainsi que le dénivelé des versants conditionnent la pente et la largeur des terrasses. Dans les cévennes, les terrasses sur support schisteux présentent des planches culturales étroites et très pentues, accessibles uniquement par des escaliers.

L'exemple des faïsses du moulinage de Chirols

Alors que jusque-là, les faïsses avaient toujours été occupées par des vignes, des fruitiers ou des plantes maraîchères, vers 1950, on décida d'y planter plus de 600 pins Laricio.

Ces faïsses, ou encore les « clos », d'une facture particulièrement soignée et la travée centrale de plus de 200 marches qui dessert les 17 niveaux, sont uniques.



Illustration des faïsses du moulinage de Chirols (source : Office de tourisme ASV)

* Les calades et les ponts

Des chemins doivent être empierrés ou taillés dans le roc pour rejoindre les parcelles définies par les faïsses (échelle du Roi, échelle de la Reine). Par ailleurs, en complément des gués, des ponts sont lancés au-dessus des gorges afin d'exploiter l'autre rive : pont du Diable au pied de la Chaussée des Géants, pont de l'Apic près de la cascade de la Gueule d'Enfer, auxquels s'ajoutent les ponts de Base et de Haute Vernède par exemple.

Entre Aubenas et le col de la Chavade, la route nationale 102, qui longe le cours de la rivière Ardèche possède de nombreux ouvrages d'art construits à la fin du 18^{ème} siècle.

* Les autres éléments de patrimoine vernaculaire

Au-delà des éléments évoqués précédemment, de nombreux autres éléments emblématiques du patrimoine rural ponctuent le territoire, rappelant son Histoire. On recense notamment sur le territoire de la communauté de communes :

- béalières (canaux d'irrigation) et gourgues (bassins ronds d'environ 80 cm de diamètre) ;
- pierres taillées (linteaux de portes, éléments décoratifs, fenêtres à meneaux...) ;
- fours banaux, lavoirs, fontaines ;
- petit patrimoine religieux (chapelles, oratoires, croix...) ;
- clèdes (séchoirs à châtaignes, petite construction annexe à la maison cévenole) ;
- etc.

Ces éléments présentent un intérêt fort et sont à ce titre à préserver et à mettre en valeur. Ainsi, ceux qui sont identifiés comme « à protéger, à conserver, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural » font l'objet d'un classement dans le PLUi au titre de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme.



Bassin à Bruc (Barnas)



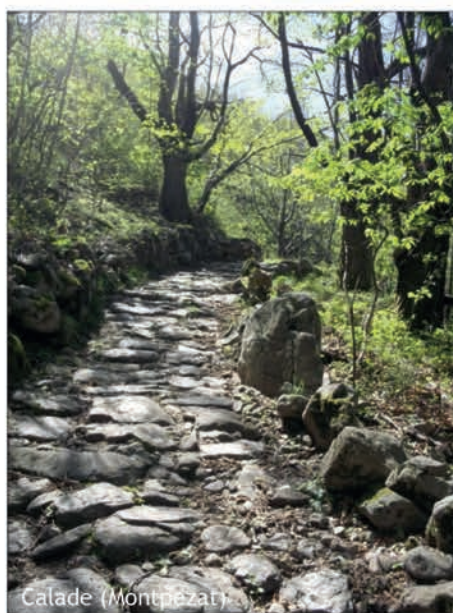
Fontaine (Fabras)



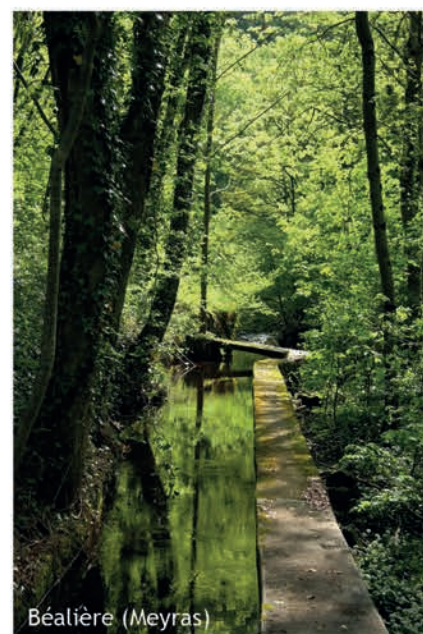
Source (Jaujac)



Calade (Chiròls)



Calade (Montpezat)



Béalière (Meyras)



Pont du Travers (Mayres)



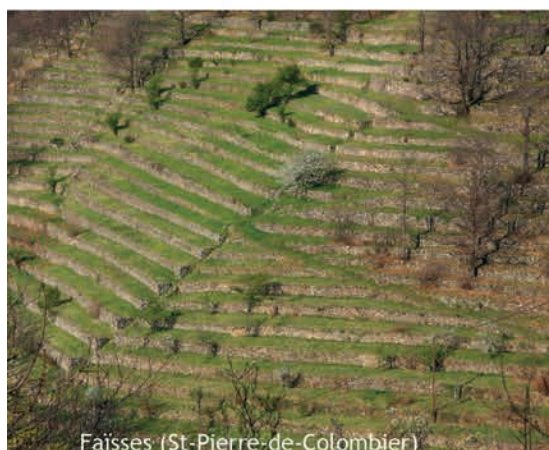
Croix (Pont-de-Labeaume)



Linteau (St-Cirgues-de-Prades)



Linteau (Pont-de-Labeaume)



Faïsses (St-Pierre-de-Colombier)



Fenêtre à meneaux (Pont-de-Labeaume)



Four (Meyras)

2.1.2.3 Un témoignage de l'Histoire de la CCASV

* Les Monuments Historiques

Un Monument Historique (MH) est un monument ou un objet qui a été classé ou inscrit comme tel afin d'être protégé, en raison de son intérêt historique, artistique et architectural. La loi du 31 décembre 1913 sur les MH établit les niveaux de protection en deux catégories d'édifices :

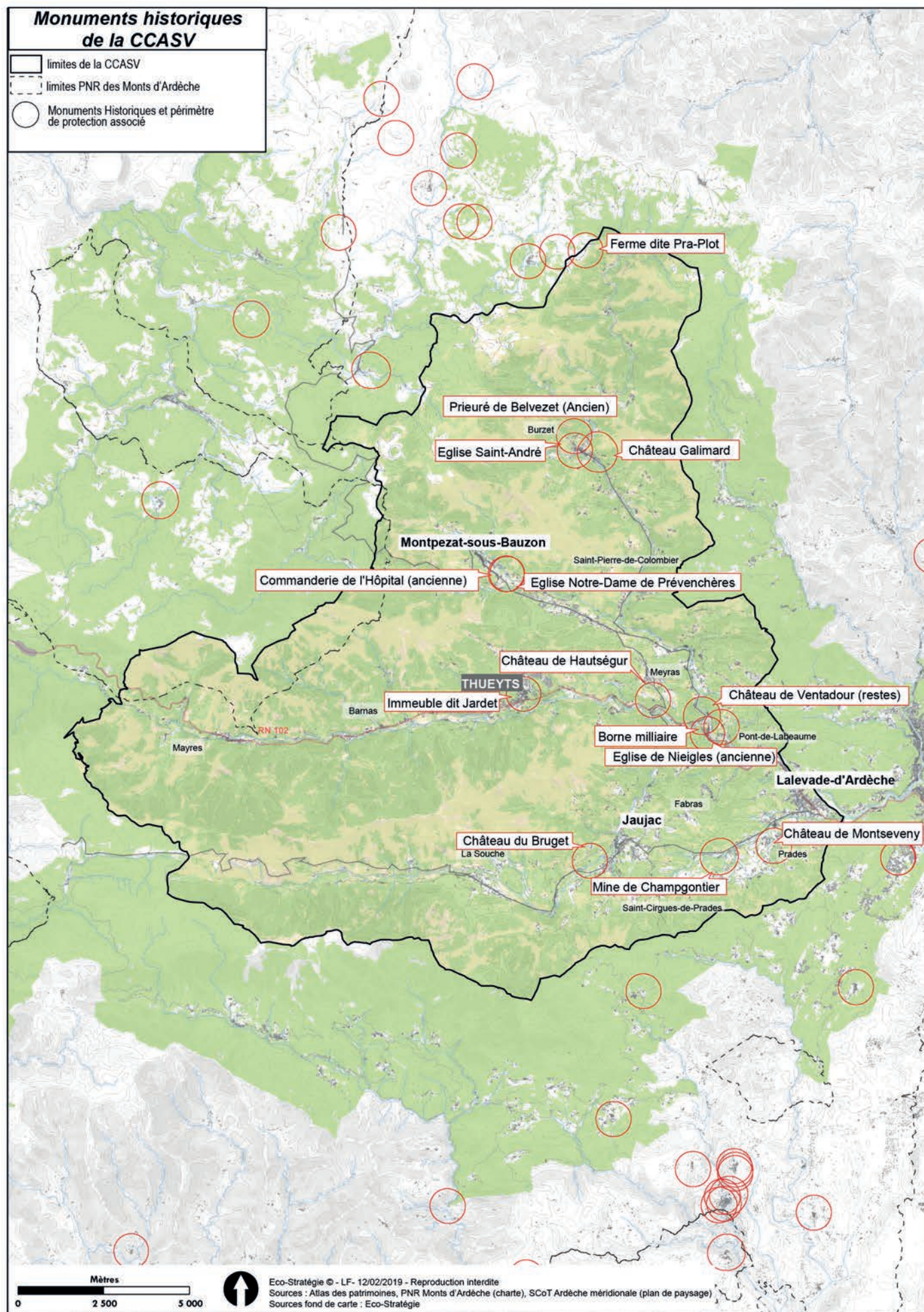
- « Les immeubles dont la conservation présente, du point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt public ». Ces immeubles peuvent être classés, en totalité ou en partie.
- « Les immeubles qui, sans justifier une demande de classement immédiat, présentent un intérêt d'histoire ou d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation ». Ceux-ci peuvent être inscrits sur l'Inventaire supplémentaire des Monuments Historiques.

Chaque édifice classé ou inscrit comme MH déploie autour de lui un rayon de protection de 500 mètres. Il peut également faire l'objet de la mise en œuvre d'un périmètre délimité des abords, adapté aux spécificités du monument. Ces protections font l'objet de servitudes d'utilité publiques annexées au document d'urbanisme.

Liste des Monuments Historiques présents sur le territoire de la CCASV

COMMUNE CONCERNÉE	INTITULÉ DU MONUMENT HISTORIQUE	DATE D'INSCRIPTION OU DE CLASSEMENT
Burzet	Prieuré de Belvezet (Ancien)	23/02/1981 : inscrit MH partiellement
Burzet	Château de Gallimard	31/10/2016 : inscrit MH
Burzet	Église [Saint-André]	11/03/1930 : classée MH
Montpezat-sous-Bauzon	Église Notre-Dame de Prévenchères	18/08/1944 : classée MH
Montpezat-sous-Bauzon	Commanderie de l'Hôpital (ancienne)	19/07/1963 : inscrite MH partiellement
Meyras	Château de Hautségur	13/01/1937 : inscrit MH
Thueyts	Immeuble dit Jardet	19/04/1988 : inscrit MH partiellement
Meyras	Château de Ventadour (restes)	04/05/1937 : inscrit MH
Pont-de-Labeaume	Borne milliaire	11/07/1932 : classée MH
Pont-de-Labeaume	Église de Nieigles (ancienne)	25/04/1975 : inscrite MH
Jaujac	Château du Bruget	22/04/1954 : inscrit MH
Prades	Mine de Champgontier	07/12/2010 : inscrite MH
Prades	Ancienne maison forte de Montse-veny dite Château de Montse-veny	02/08/2001 : inscrite MH
Péreyres	Ferme dite « Pra-Plot »	07/10/1985 : inscrite MH

Il faut également noter que la commune de Péreyres est en partie concernée par le périmètre de protection du Monument Historique inscrit (1985), la ferme « Peyronnet » située à Sagnes-et-Goudoulet.



Éléments patrimoniaux de la CCASV



Eglise St-André (Burzet)



Eglise Notre-Dame-de-Prévenchères (Montpezat)



Borne Milliaire (Pont-de-Labeaume)



Château de Bruget (Jaujac)



Château de Gallimard (Burzet)



Château de Hautségur (Meyras)



Château de Ventadour (Meyras)



Eglise de Niègles (Pont-de-Labeaume)



Maison forte de Montsevernny (Prades)



Immeuble Jardet (Thueyts)



Mine de charbon Champgontier (Prades)

* Les châteaux

L'Ardèche compte un très grand nombre de châteaux, la plupart placés en promontoire, qui contribue à sa renommée.

Parmi eux, l'office de tourisme de la CCASV met en avant (cf. « Éléments patrimoniaux de la CCASV ») :

- Le château du Pin à Fabras ;
- Le château de Castrevieille à Jaujac ;
- Le château du Bruget à Jaujac ;
- Le château de Ventadour à Meyras ;
- Le château de la ville basse, rue de la gravenne à Montpezat sous Bauzon ;
- Le château de Montseveny à Prades ;
- Le château de Pourcheyrolles à Montpezat-sous-Bauzon ;
- Le château de Gallimard à Burzet ;
- Le château de Montlaur et chapelle Saint-Médard à Mayres ;
- Le château de Rochemure à Jaujac ;
- Le château de Blou à Thueyts ;
- Le château de Montlaur à Montpezat-sous-Bauzon ;
- Le château de Hautségur à Meyras.

* Le patrimoine industriel

Le territoire a connu une forte implantation industrielle au 19^{ème} siècle. Cet essor est notamment lié à la présence de l'eau. La présence du bâti lié à l'activité industrielle est ainsi forte dans les vallées. Le Parc des Monts d'Ardèche réalise un inventaire exhaustif du patrimoine industriel sur l'ensemble du département de l'Ardèche. A ce jour, plus d'une centaine d'éléments ont été répertoriés sur notre CdC. Parmi eux, nombreux sont les moulins, mais on trouve également d'anciennes mines ou encore carrières. Le diagnostic fait par ailleurs état des démarches de patrimonialisation existantes ou en cours. En 2021, le PNR des Monts d'Ardèche a par ailleurs édité un guide Mémento « Le patrimoine industriel au service du développement du territoire ».

La filature de la soie

Aux 18^{ème} et 19^{ème} siècles, les agriculteurs plantent massivement des mûriers. La filature de la soie est d'abord une opération domestique. Puis, des moulins sont installés le long des cours d'eau. La plupart produisaient uniquement de la filature pour les soyeux lyonnais en lien avec les nombreuses magnaneries locales (sériciculture : culture de vers à soie). Certains, en complément de cette activité principale, avaient également une petite production de tissage. Le 20^{ème} siècle voit les arbres fruitiers remplacer progressivement les mûriers et l'activité des moulins a décliné dans les années 1970-1980. Il ne reste aujourd'hui plus que deux entreprises de filature implantées sur le territoire, l'une de fil de soie, l'autre de fil technique, employant près de 100 personnes. En comparaison, il reste une dizaine de moulins actifs sur l'ensemble du département ardéchois contre plus de 400 à l'apogée de la production en France dans les années 1850.

De nombreux sites sont aujourd'hui à l'abandon, d'autres en projet de reconversion avec un changement d'usage. Par exemple, l'ancien moulin Plantevin à Chirols est utilisé en partie pour accueillir l'éco-musée du moulinage. Sur une autre partie du site sont projetés des logements, et des espaces culturels, de *coworking*, d'ateliers pour de l'artisanat, *etc.*

Le bassin houiller de Prades

Il semble qu'il faille remonter au 19^{ème} siècle pour retrouver mention de 'charbon de terre' par opposition au charbon de bois ; mais c'est à partir de la fin du 18^{ème} siècle seulement que le charbon commencera réellement à être exploité et utilisé. Ce bassin a donné lieu à deux concessions concurrentes : à l'est, celle de Prades et Nieigles (dite aussi mines de Champgontier), remontant à 1774 et à l'ouest, celle de Jaujac, attribuée en 1865. Après diverses périodes d'exploitation, la

mine fut noyée lors d'une crue du Salyndre le 6 août 1963. Cette inondation mit définitivement fin à l'extraction du charbon, et la concession fut classée inactive en 1965.

Le vestige le plus important de cette histoire est le carreau de Champgontier, typique du 19^{ème} siècle et dont la physionomie n'a pas vraiment changé depuis 1900. Autour, la plupart des bâtiments de la mine sont encore visibles (bâtiment de la machine d'extraction, forge, menuiserie, bureaux...).

* Le patrimoine hydraulique - les béalières

Les béalières sont un élément essentiel témoin de la civilisation rurale cévenole. Elles appartiennent au patrimoine historique et humain.

Ce sont des petits canaux d'irrigation destinés à récupérer les eaux des ruisseaux ou des rivières, celles-ci étant dérivées à l'aide de petits ouvrages temporaires. Les béalières acheminent les eaux ainsi récupérées, qu'elles soient issues de l'écoulement habituel des cours d'eaux ou bien des surplus générés des pluies ou des orages, en suivant les courbes de niveau. La très faible pente des béalières permet une distribution optimale de l'eau par le canal au profit de cultures et de prairies. Grâce au système des béalières, les agriculteurs ardéchois ont pu mettre en valeur des terrasses éloignées des fonds de vallée et soumises à une certaine sécheresse. Au cours du 19^e, siècle de nombreux réseaux ont été créés sur tout le territoire ardéchois, constituant un patrimoine rural remarquable, lié au paysage en terrasse. Ce patrimoine est constitué d'un ensemble de petits ouvrages : ponts, canaux en pierre, aménagements de passages, bassins très caractéristiques. Au XX^{ème} siècle, la faible productivité des cultures en terrasses devait conduire à leur abandon, et, corrélativement, à celui des réseaux de béalières. Aujourd'hui, seuls quelques-unes demeurent en activité ; un vaste ensemble de réseaux en bon état mais non utilisé subsiste.

Ces réseaux de béalières, quand ils ont été conservés, permettent aujourd'hui de maintenir une agriculture de proximité (petites prairies, arbres fruitiers, maraîchage domestique...), tout en contribuant à une conservation de la qualité de l'environnement.

A noter, deux sortes de béalières existent. La béalière d'irrigation creusée suivant les courbes de niveaux sert à dévier le cours d'eau vers une parcelle en particulier ou un bassin de rétention. La béalière de moulinage construite à proximité immédiate de la rivière, quasi parallèlement, permet d'assurer un débit constant. C'est alors la force du courant qui est utilisée pour faire tourner les moulins.

* Le patrimoine archéologique

L'article L.101-2 du code de l'urbanisme énonce que les documents d'urbanisme déterminent les conditions permettant d'assurer notamment la protection du patrimoine. Dans l'état actuel des connaissances, la carte archéologique nationale^{*} répertorie de très nombreux sites archéologiques sur le territoire de la communauté de communes, inventoriés ci-après.

En effet, Pont-de-Labeaume était autrefois traversée par une voie romaine, la voie des Helviens ou voie d'Antonin-le-Pieux. Elle traversait l'Helvie en passant par sa capitale Alba et par Aubenas. Elle formait une partie de la voie qui reliait Valence à Nîmes. La borne milliaire (ou colonne milliaire) de Pont-de-Labeaume était posée à la bifurcation de l'ancienne voie romaine allant vers la capitale du pays Vellave, par Montpezat, puis le Pal.

Meyras fut successivement grand camp (Mayor Area) des légions romaines occupant le Vivarais, puissante viguerie, relais de poste prospère. La voie Domitius relie Meyras à Neyrac-les-Bains. Les thermes au village-thermal de Neyrac-les-Bains sont créés par les Romains et réputés au Moyen-

* *La carte archéologique nationale rassemble toutes les données disponibles sur la présence de sites ou de vestiges archéologiques sur le territoire national.*

Âge pour traiter la lèpre. En effet, c'est le Consul Domitius qui créa en 121 av-JC des thermes à Neyrac et dont des vestiges ont été retrouvés.

Les ZPPA

La communauté de communes n'est cependant pas concernée par des Zones de Présomption de Prescription Archéologique (ZPPA).



Tour Chadenac (Barnas)



Château du Pin (Fabras)



Tour Bruget (Jaujac)



Château de Rochemure (Jaujac)



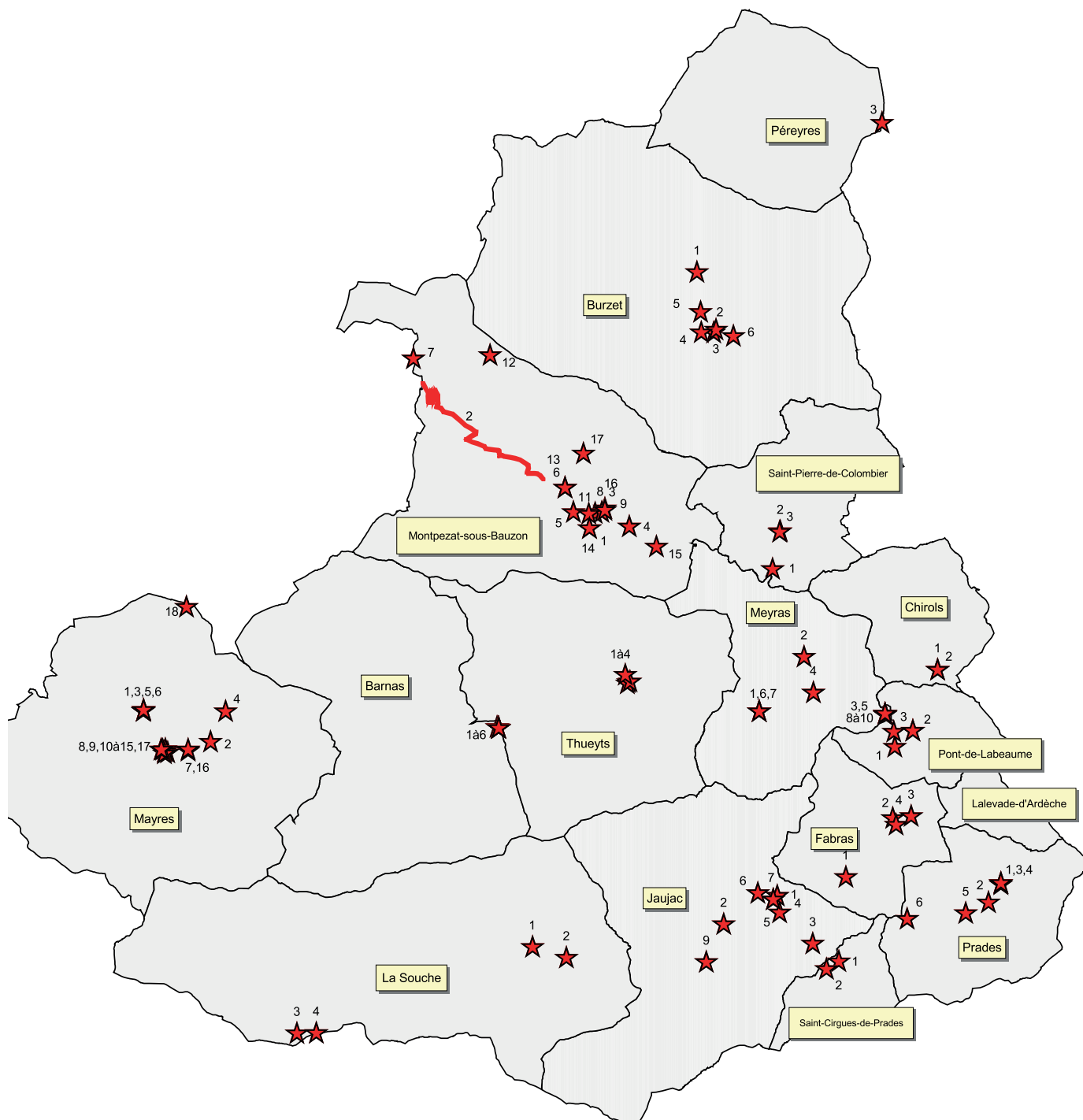
Maison forte (Meyras)



Eglise St Cirice (St-Cirgues-de-Prades)

PLUi de la communauté de communes Ardèche des Sources et Volcans
Entités archéologiques connues - mars 2019

DRAC Auvergne-Rhône-Alpes, Service régional de l'archéologie, mars 2019
Données issues de la carte archéologique
IGN BD TOPO® - © IGN - 2018



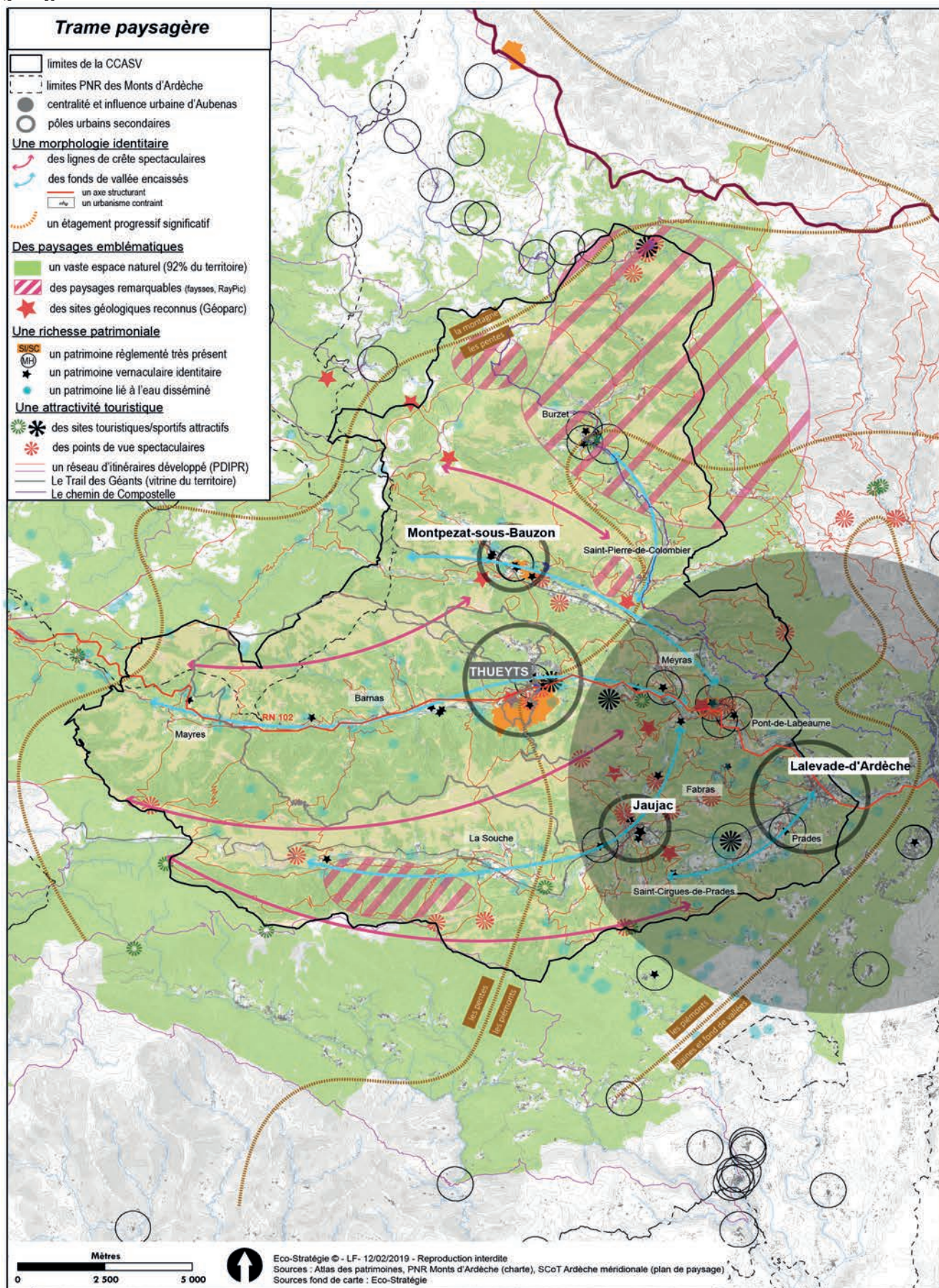
Liste des entités archéologiques présentes sur le territoire de la CCASV

COMMUNE	ENTITÉ ARCHÉOLOGIQUE
Barnas	1- Chadenac : remplois, élément de construction (gallo-romain) ; château fort, bourg castral, église Saint-Pierre (Moyen Âge)
Burzet	1 - Avenas : maison forte (Moyen Âge) 2 - Bourg : bourg castral, chapelle (Moyen Âge) 3 - Bourg : château de Burzet, château fort (Moyen Âge) 4 - Bourg : église Saint-André (Moyen Âge) 5 - Belvezet : prieuré de Belvezet (Moyen Âge à Epoque Moderne) 6 - Mezeyrac - Gallimard : maison forte (Moyen Âge)
Chirols	1 - Arlix : habitat (Moyen Âge) 2 - Arlix : église Notre-Dame d'Arlis (Moyen Âge)
Fabras	1 - Le Bosc : maison forte (Moyen Âge - Epoque moderne) 2 - Bourg : église, cimetière (Moyen Âge) 3 - Le Pin : château fort (Moyen Âge) 4 - Bourg : castrum de Fabras, village médiéval
Jaujac	1 et 7- Bourg, sous l'église actuelle : église Saint-Sauveur puis Saint-Bonnet (Moyen Âge à Epoque Contemporaine) 2 - Château du Bruget : château fort (Moyen Âge) 3 - L'Aulagnet : château fort (Moyen Âge) 4 - Bourg : château de Castrevieille, château fort (Moyen Âge) 5 - Château de Rochemure : château fort (Moyen Âge) 6 - Le Chastelas : château fort (Moyen Âge à Epoque Contemporaine) 9 - Sénentille : mine (Epoque Contemporaine)
Lalevade-d'Ardèche	Pas d'information archéologique connue à ce jour
Mayres	1 - Montlaur : bâtiment (Moyen Âge) 2 - Le Chambon, tour ruinée / château fort (Moyen Âge) 3 - Montlaur : chapelle Saint-Pierre (Moyen Âge) 4 - Saint-Martin : église (Moyen Âge - Epoque Contemporaine) 5 - Montlaur : château fort (Moyen Âge) 6 - Montlaur : chapelle Saint-Médard (Epoque Contemporaine) 7- Sud de La Roche, Travers-banc du Rancel (ancienne concession de Mayres) : mine (Epoque Contemporaine) - Au Sud du Chambonnet (ancienne concession de Mayres) : 8 * Laverie : traitement du minerai (Epoque Contemporaine) 9 * Galerie au Filon 1 : mine (Epoque Contemporaine) 10 * Vieux Travaux rive droite : mine (gallo-romain, Moyen Âge) 11 * Vieux Travaux rive gauche : mine (gallo-romain, moyen âge) 12 * Vieux Travaux au Filon 1 : mine (gallo-romain, Moyen Âge) 13 * Galerie Ancienne au Filon 2 : mine (gallo-romain, Moyen Âge) 14 * Bâtiment du Puits de l'Ardèche : traitement du minerai (Epoque Contemporaine) 17 * Puits de l'Ardèche : mine (Epoque Contemporaine) 15 * Galerie des Anciens, Filon n° 3 : mine (gallo-romain à période récente) 16 - Sud de La Roche : forge, réservoir (Epoque Contemporaine) 18 - Chaumiène-Les Vernets : indices d'occupation (mésolithique)- Montlaur : bâtiment (Moyen Âge)

Meyras	<p>1,6,7 - Neyrac-les-Bains, centre thermal : occupation, aqueduc (gallo-romain) ; architecture religieuse (Moyen Âge)</p> <p>2 - Bourg : église (Moyen Âge)</p> <p>3,8,9,10 - Château de Ventadour - Le Rolandy : bourg castral, château fort (Moyen Âge)</p> <p>4 - Château de Hauteségur : château fort (Moyen Âge)</p> <p>5 - Chapelle St-Martin : château dit de Ventadour, château fort, chapelle (Moyen Âge)</p>
Montpezat-sous-Bauzon	<p>1 - La Baumasse - Le Pont : habitat (Mésolithique)</p> <p>2 - Du Pal vers Montpezat : voie du Pal (histoire indéterminée)</p> <p>3 - Clastre : église Notre-Dame de Prévenchères (Moyen Âge)</p> <p>4 - Pourcheyrolles : château de Pourcheyrolles, château fort (Moyen Âge)</p> <p>5 - Au sud-est du bourg : château de Montlaur, château fort (Moyen Âge)</p> <p>6 - Place de la République : temple de Jupiter (gallo-romain)</p> <p>7 - Le Pal : église (Moyen Âge)</p> <p>8 - Pourtalas, Ville Basse : cultuel et religieux (Moyen Âge)</p> <p>9 - Clastre, par-dessus le ruisseau de Pourceille : pont (Moyen Âge)</p> <p>11 - Ville Basse : défense (Moyen Âge)</p> <p>12 - Lacham : indices d'occupation (Néolithique)</p> <p>13 - Place de la République : église Notre-Dame de la Pitié (Moyen Âge)</p> <p>14 - La Baumasse - Le Pont : habitat (Néolithique)</p> <p>15 - Les Soubeyrols : indices d'occupation (Néolithique)</p> <p>16 - Clastre : prieuré (Moyen Âge à période récente)</p> <p>17 - Haut-Chalias : carrière de meules (Epoque Contemporaine)</p>
Péreyres	<p>1 - Suc des Molles : carrière de meule (époque indéterminée)</p>
Pont-de-Labeaume	<p>1 - Champ Soboul - près de la route 102 : borne miliaire (gallo-romain)</p> <p>2,5 - Niègles : église Sainte-Marie de Nieigles (Moyen Âge - Epoque Moderne) et prieuré (Moyen Âge)</p> <p>3 - La Baume - Grotte, nord du bourg : occupation (Mésolithique)</p>
Prades	<p>1,3,4 - Bourg : église (Moyen Âge) ; près de l'église : prieuré (Moyen Âge)</p> <p>2 - Montsevery : maison forte fin du Moyen Âge, agrandie et transformée en château début 17e s.</p> <p>5 - La Roche : mine (Epoque Contemporaine)</p> <p>6 - Ancienne mine de Champgontier : mine (Epoque Contemporaine)</p>
La Souche	<p>1 - Sous l'église actuelle : église Saint-Sylvestre et Saint-Sauveur (Moyen Âge)</p> <p>2 - Charaix - Charrail : maison forte (Moyen Âge à Epoque Moderne)</p> <p>3 - La Plaine Redonde : indice d'occupation (Néolithique)</p> <p>4 - La Plaine Redonde : ruines d'un bâtiment, à vocation pastorale (Epoque Moderne)</p>
Saint-Cirgues-de-Prades	<p>1 - Paillette : sépulture (gallo-romain)</p> <p>2 - Bourg : église Saint-Cyr (Moyen Âge)</p>
Saint-Pierre-de-Colombier	<p>1 - Aulueyres : tour (Moyen Âge)</p> <p>2 et 3 - Bourg : église, prieuré (Moyen Âge)</p>
Thueyts	<p>1 et 3 - Au centre du village : église Saint-Jean-Baptiste (Moyen Âge) ; cimetière (époque indéterminée)</p> <p>2 - Place du Pouget : maison (Moyen Âge à Epoque Moderne)</p> <p>4 - Au nord-ouest du village : chapelle St Roch (Moyen Âge à Epoque Moderne)</p>

2.1.3 Les dynamiques territoriales en cours

2.1.3.1 Un territoire sous influences entraînant des mutations d'envergure des paysages



Trame paysagère de la CCASV (source : OT de la CCASV et Géoparc du PNR des Monts d'Ardèche)

* **Des influences diverses sur la « Trame paysagère de la CCASV »...**

Comme tout espace habité et vécu, Ardèche des Sources et Volcans, évolue selon les influences naturelles et humaines agissant sur son territoire.

Influences naturelles d'abord, qui induisent des différenciations notables de situations physiques, infléchissant les modes d'habiter et d'exploiter le territoire... :

- influences climatiques fortes (sécheresses, épisodes dits « cévenols »),
- risques naturels (crues, glissements de terrain, incendies),
- attractivité du territoire influencée par le caractère naturel du cadre de vie.

..., et influences humaines surtout :

- pression urbaine liée à la proximité d'Aubenas (étalement urbain, mouvements pendulaires, évolution des usages et pratiques...),
- influences économiques et culturelles liées au territoire de passage (col, route royale, place de village...),
- influences de la RN102 (nuisances, insécurité, mais aussi attractivité démographique, économique et touristique),
- influences touristiques et saisonnalité des usages (surfréquentation de certains sites, équipements vacants 10 mois sur 12, services et commerces à deux vitesses, offres pour un tourisme de masse...).



L'ancienne route royale, aujourd'hui N102 à Mayres



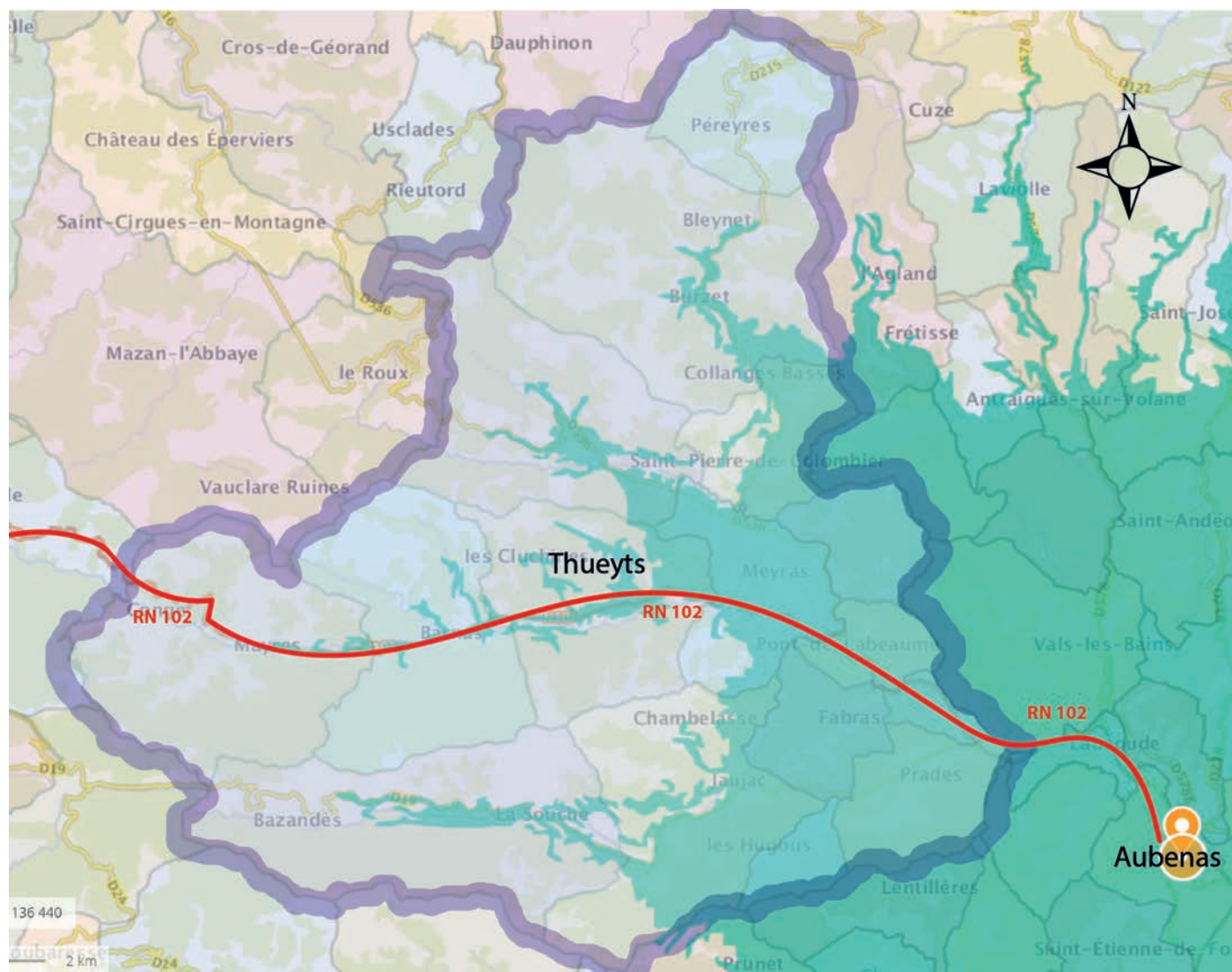
Descente du col de la Croix de Bauzon vers la Souche

* **... qui s'expriment principalement par un étalement urbain important, notamment lié à la proximité du bassin albenassien et de la RN102...**

L'évolution des modes de vie depuis les quarante dernières années a eu un impact particulièrement fort sur la manière d'aménager le territoire : développement de l'habitat pavillonnaire, créations de nombreuses infrastructures, abandon de terres agricoles. Les paysages ont ainsi évolué, et évoluent encore avec des transformations parfois radicales. L'espace urbain augmente rapidement (croissance de 7% entre 2002 et 2011) avec une concentration des espaces urbanisés en fond de vallées, sur des espaces contraints et en concurrence.

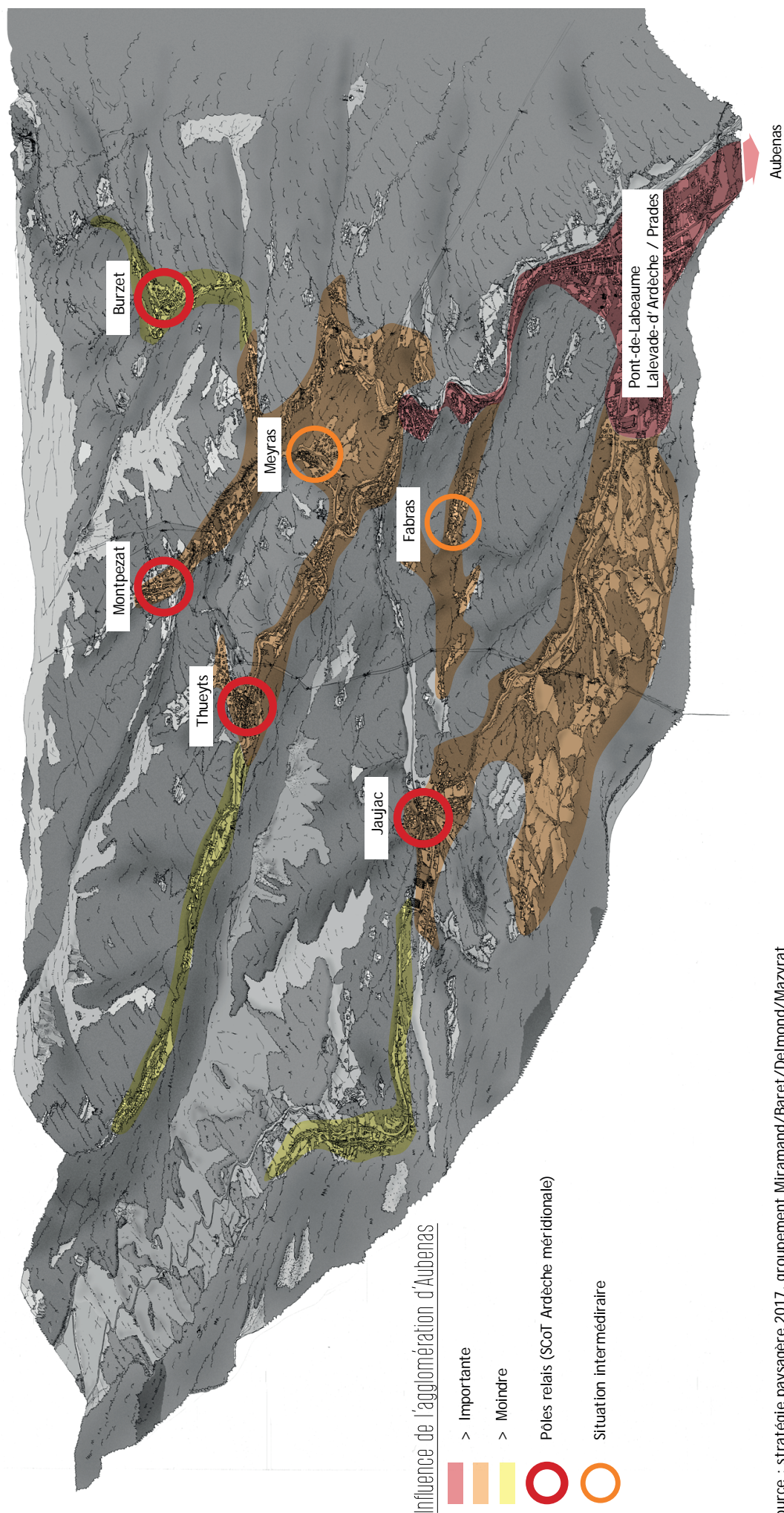
Le Plan de Paysage de l'Ardèche met effectivement en avant le fort développement des bourgs comme caractéristique forte des paysages de piémonts. En effet, l'urbanisation présente des dynamiques problématiques, comme l'étalement urbain important le long des axes de circulation, l'étalement diffus dans les clairières, souvent détachés des unités historiques d'habitation.

En effet, la proximité des pôles urbains est un facteur déterminant dans la construction des paysages. L'isochrone d'Aubenas équivalant à un trajet maximal de 30 minutes entre le lieu de travail situé à Aubenas et le lieu d'habitation correspond presque parfaitement avec les dynamiques spatiales d'urbanisation, notamment le long de la RN102 faisant de la limite de l'isochrone la limite des territoires sous pression de l'urbanisation (cf. « Graphique représentant les isochrones des territoires situés à moins de 30mn d'Aubenas »).



Graphique représentant les isochrones des territoires situés à moins de 30mn d'Aubenas (source : Géoportail)

TERRITOIRE SOUS INFLUENCE HUMAINE



source : stratégie paysagère 2017, groupement Miramand/Baret/Delmond/Mazyrat

* ..., par une accentuation des contrastes doublée d'une tendance à l'uniformisation...

La diversité des paysages d'Ardèche des Sources et Volcans est un évident vecteur de qualité paysagère. Mais les dynamiques d'évolution du paysage tendent à les accentuer et à les faire percevoir comme des oppositions voire des déséquilibres territoriaux :

- concentration de la dynamique urbaine dans les fonds de vallée, le long des axes de communication, alors que la montagne et ses pentes sont laissées à la reconquête naturelle,
- perte de dynamisme des centre-bourgs au profit des périphéries et des hameaux,
- surfréquentation touristique de certains sites alors que des « trésors » sont méconnus et peu à peu enfouis sous la végétation...

En même temps, ces qualités paysagères liées aux contrastes sont sujettes à l'uniformisation et à une sorte de « lissage » des traits de caractère du territoire :

- recul des usages agricoles et forestiers au profit de la forêt sur l'ensemble des pentes,
- étalement urbain linéaire et/ou mité sur l'ensemble des fonds de vallée,
- perte de biodiversité,
- répétition d'un modèle standard de bâtiments,
- traitement routier des espaces publics...

* ..., par une perte de lisibilité de l'organisation historique...

Le territoire d'Ardèche des Sources et Volcans hérite d'une organisation encore très lisible de l'espace communautaire. Cet héritage est le résultat d'une intelligence pratique historique, mise à l'œuvre dans un souci permanent d'optimisation des espaces et de valorisation des ressources par une société rurale. Malheureusement, les évolutions démographiques et économiques ont totalement bouleversé ces pratiques et ces modes de vie modifiant, par conséquent, l'organisation du territoire et les paysages :

- fermeture des clairières habitées par les boisements,
- abandon des terrasses et des cultures associées,
- étalement urbain sur les plaines impactant le potentiel agricole de ces espaces,
- banalisation des paysages (mitage, fermeture du paysage, construction pavillonnaire, étalement des voiries et réseaux, entrées de villes et villages dégradées...),
- disparition du patrimoine hydraulique,
- morcellement du foncier,
- perte de diversité des paysages (mosaïque paysagère liée à l'étagement),
- baisse de dynamisme des bourgs...

* ..., par la perception de contraintes liées à ces diverses influences...

Ces influences (rapport à l'eau et aux risques, pression urbaine, trafic routier...) sont aujourd'hui souvent subies et perçues comme d'importantes contraintes. Certaines ne sont effectivement pas négligeables et peuvent peser lourdement sur le développement du territoire comme :

- le développement omniprésent de la forêt qui va parfois jusqu'au contact des zones bâties et fait peser un réel risque d'incendie,
- le trafic sur la RN102 qui participe fortement au recul de l'attractivité des villages traversés,
- l'attractivité touristique qui impacte fortement l'image binaire du territoire et contribue au phénomène de rétention foncière...

Faire reculer la forêt, valoriser les traversées routières, réouvrir les volets sont autant d'intentions d'intérêt général, à même de faire évoluer les paysages et leurs acteurs.

D'autres influences, par contre, sont de véritables atouts pour le territoire à condition de ne pas les subir mais, au contraire, de les voir comme des leviers et des potentiels d'attractivité :

- la proximité d'Aubenas et de son bassin d'emploi qui est une chance pour attirer une nou-

velle population en quête d'un cadre de vie plus rural et de produits locaux,

- la RN102 qui pourrait devenir une vitrine sur le territoire et un axe majeur pour le développement d'activités,
- les influences naturelles qui sont finalement de véritables réservoirs de ressources pour l'avenir (soleil, eau, pente, bois, ou biodiversité)...

* ..., par un oubli de certaines richesses du territoire.

Les tendances d'évolution socio-démographique du siècle dernier ont participé au processus d'abandon ou, tout du moins, d'évolution des pratiques, ainsi que des représentations :

- le patrimoine volcanique a perdu sa notoriété « pittoresque » des années 1900 et peu de sites sont aujourd'hui finalement valorisés et donnés à découvrir,
- l'ingéniosité de l'utilisation de l'eau pour l'irrigation par les béals est aujourd'hui perdue (parfois abandonnée) au milieu du développement pavillonnaire,
- l'exploitation de l'énergie de l'eau ou de la ressource elle-même (pisciculture, embouteillage...) est sans doute aujourd'hui sous-exploitée,
- l'activité agricole est réduite à son strict minimum alors qu'il existe un réel potentiel de diversification, de transformation et de valorisation en circuit-court,
- la forêt, par sa situation en pente et les difficultés d'accès, ainsi que par le morcellement foncier, est très peu exploitée. Pourtant, le bois prend aujourd'hui une forte valeur ajoutée et la demande en bois local augmente. Les débouchés peuvent être divers, depuis le bois de menuiserie et de charpente jusqu'au bois de chauffage (coupe ou plaquette), pour des réseaux de chaleur collectifs par exemple,
- l'architecture vernaculaire dans les bourgs et les hameaux recèle toutes les qualités de l'habitat du XXI^{ème} siècle (volume, compacité, orientation, implantation) mais elle doit être réinvestie de façon contemporaine pour répondre aux besoins et modes de vie actuels (lumière, accès, jardin, terrasse, isolation, intimité...),
- les savoir-faire locaux sont à transmettre dans tous les domaines comme autant de marqueurs d'identité culturelle (exploitation de la châtaigne, culture de fruitiers, maçonnerie de pierre sèche, culture en terrasse, domestication de l'eau, métiers d'art)...



Illustration de la question de l'enfrichement des sites par la reconduction photographique du site de Pourcheyrolles

2.1.3.2 Une image de nature attrayante pour le tourisme

* Les représentations sociales des paysages de l'Ardèche

Les représentations sociales des paysages de l'Ardèche ont subi une forte évolution qui les a fait passer de la campagne cultivée et laborieuse à l'Ardèche naturelle en quatre décennies environ. En effet, les représentations des paysages telles qu'elles apparaissent dès le 17^{ème} siècle et plus tard, jusque vers les années 1990, montrent une campagne fortement habitée, avec des terrasses et des activités fortement rurales.

La déprise agricole dont les effets sont aujourd'hui la progression de la forêt (fermeture des paysages) et l'absence d'entretien des terrasses (disparition du patrimoine bâti agricole) font disparaître certaines valeurs de ce paysage mais en amènent une nouvelle : celle d'un paysage « sauvage » et naturel (retour de la faune sauvage, apparence naturelle des boisements, hausse de la biodiversité). Ainsi, aujourd'hui, c'est l'image de l'Ardèche naturelle du plateau et des pentes avec les formations volcaniques, la forêt de pins, les châtaigniers ou les gorges des rivières qui domine.

* Les activités de plein air au cœur de la problématique touristique

23% des demandes à l'office de tourisme portent sur les activités de pleine nature. Parmi elles, 63% concernent la randonnée pédestre. Les relevés de fréquentation des sites naturels et de loisirs de pleine nature témoignent aussi de l'importance de ceux-ci dans l'offre touristique locale. Ainsi, en 2019, le compteur du Ray Pic a enregistré plus de 40 000 visiteurs en deux mois, entre juillet et août (à noter que les enfants, de par leur petite taille, n'ont pas été comptabilisés par le compteur). On évalue ainsi à une fréquentation moyenne journalière de 170 personnes pour 2019. La *Via Ferrata* de Thueyts a, elle, accueilli environ 15 000 personnes en 2017 (dont environ 2 750 pratiquants individuels ayant loué sur place l'équipement complet ou simplement la poulie pour la tyrolienne). Enfin, le parc accrobranche/*paintball* de Jaujac a comptabilisé 11 700 clients en 2017.

Soulignons également la présence de la station de ski de la Croix de Bauzon, unique station de ski en Ardèche, en plein cœur du Tanargue, à l'extrême ouest de la commune de la Souche. Cette station propose une gamme complète d'activités hivernales (ski alpin et nordique, raquette, bouée, luge, ski de randonnée) et estivales (randonnées pédestres, réseau de pistes VTT/FFC). Elle est accessible depuis Aubenas par la RD19 traversant le territoire de la CCASV d'est en ouest en passant par Jaujac et La Souche.

Se saisissant de ce potentiel que représentent les activités de plein air pour les territoires, l'Ardèche est le département pilote pour la mise en œuvre d'une Commission départementale des espaces, sites et itinéraires (CDESI). Il s'agit d'une commission qui réunit les institutionnels et les principaux utilisateurs des milieux naturels et dont le but est de préserver les sites suivant leur intérêt social et sportif, leur fragilité environnementale, le respect de la propriété privée, son intérêt economico-touristique.

L'Ardèche s'est engagée, pour la période 2015-2020, à poursuivre une politique sportive de nature dynamique à travers un plan de protection et de développement maîtrisé des sites de pratiques [sportives] (Plan Départemental relatif aux Espaces, aux Sites et Itinéraires - PDESI). Ces PDESI incluent des sites naturels de pratique à enjeux pour lesquels le Département s'engage à garantir l'usage sportif en les faisant valoir dans les documents d'urbanisme, en assurant la garde de ces biens en soutien aux propriétaires fonciers, en les aménageant et en les promouvant si cela est nécessaire ou souhaitable.

Les stratégies pour les sports et loisirs de nature en Ardèche (2015-2020) tracent huit axes straté-

giques et opérationnelles parmi lesquels l'axe n°7 concerne directement les paysages :

- « Axe n°7 : La promotion de l'offre de sports et loisirs de nature de qualité

L'événement conventionné constitue la vitrine touristique-sportive du Département. L'Ardéchoise, le marathon des Gorges, le tour cycliste féminin, les boucles du Sud-Ardèche, le triathlon des Gorges, le Raid VTT des Monts d'Ardèche, le *trail* ardéchois... sont autant de grands rendez-vous sportifs et médiatiques à fortes retombées économiques. L'objectif départemental est de rendre ces événements exemplaires au plan environnemental, économique et social. »

* Les itinéraires comme vitrines du territoire

Le Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et de Randonnée (PDIPR) recense, dans chaque département, des itinéraires ouverts à la randonnée pédestre, et éventuellement équestre et VTT.

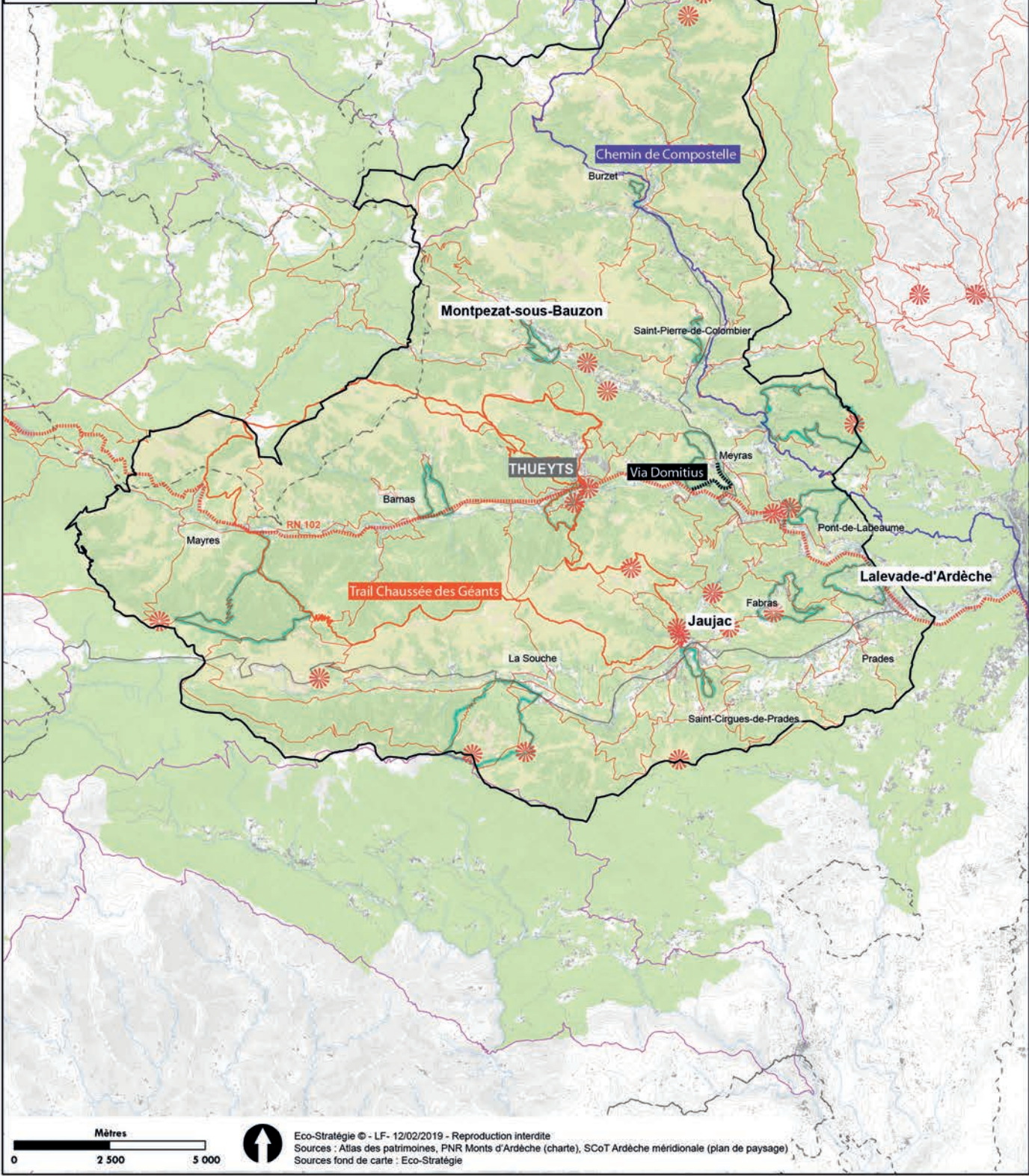
A l'échelle de la communauté de communes Ardèche des Sources et des Volcans, le chemin de Compostelle en direction du Puy-en-Velay et le *trail* de la chaussée des géants sont les deux itinéraires de renom de la CCASV. Le *trail* de la chaussée des géants de Thueyts est une épreuve permettant de faire découvrir la vallée de la source de l'Ardèche et de valoriser l'offre de randonnée du territoire. Elle réunit environ 1 000 coureurs chaque année. Ce chiffre est multiplié par trois en comptant les accompagnants.

De nombreux GRP (sentiers de grande randonnée de pays) et sentiers de découverte indiqués au PDIPR parcourent également le territoire. Au total, le territoire Ardèche des Sources et Volcans dénombre approximativement 350 km de sentiers de randonnée balisés (à l'échelle départementale, on en compte environ 6 000 km).

Enfin, notons l'importance de la situation en belvédère de la RN102 dans la découverte des paysages.

Les itinéraires emblématiques de la CCASV

- limites de la CCASV
- limites du PNR des Monts d'Ardèche
- des points de vue spectaculaires
- un réseau d'itinéraires reconnu (PDIPR)
- des itinéraires touristiques (OT CCASV)
- des itinéraires emblématiques :
 - le trail de la Chaussée des Géants
 - le chemin de compostelle
- d'anciennes voies romaines
- la RN102, route belvédère



Les itinéraires emblématiques de la CCASV

* Un attrait touristique pour l'Ardèche « sauvage »

S'il subsiste une image touristique majeure focalisée sur certains sites naturels très connus (les cascades du Ray-Pic par exemple) et les activités de pleine nature, l'offre touristique concerne également le patrimoine culturel : les châteaux, les moulinsages, les villages et bourgs de caractère. Les dernières orientations départementales ont pour objectif d'élargir l'offre touristique à ce patrimoine.

En ce sens, l'Agence de Développement Touristique (ADT) est un outil de prospection départemental pour répondre aux besoins du territoire, dans le respect de la politique départementale de développement durable. La stratégie touristique du Département s'appuie sur les objectifs suivants :

- Accentuer la mutation vers un tourisme plus diversifié, durable et moins dépendant des aléas climatiques ainsi que des activités liées à l'eau ;
- Inscrire l'Ardèche dans de nouveaux univers concurrentiels, en particulier le tourisme patrimonial et culturel ;
- [...] Consolider les points forts de la destination sur les activités de nature et poursuivre la différenciation par l'écotourisme ;
- Maintenir une stratégie territoriale autour de la destination « Ardèche » et anticiper les risques de fractures territoriales.

2.1.4 Les enjeux paysagers et patrimoniaux

2.1.4.1 Les principaux outils de planification et les enjeux associés

* La loi Montagne

Situé en zone de montagne, aux contreforts du massif central, l'ensemble du territoire intercommunal est concerné et impacté par la loi du 5 janvier 1985 dite « loi Montagne » et complétée en décembre 2016 par la loi de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne, dite « loi Montagne II ». Elle a pour objectif le développement et la protection des espaces de montagne. Au sens de cette loi, la montagne est « un ensemble de territoires dont le développement équitable et durable constitue un objectif d'intérêt national en raison de leur rôle économique, social, environnemental, paysager, sanitaire et culturel ».

Ainsi, elle édicte des règles d'urbanisme spécifiques afin d'assurer la protection des espaces naturels et des paysages, et promouvoir le patrimoine culturel. La loi Montagne érige de grands principes dont celui de l'urbanisation en continuité : l'urbanisation doit se faire en continuité des bourgs. Outre les espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard, la loi Montagne édicte le principe de préservation des terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières. En cela, la capacité d'accueil des zones destinées à l'urbanisation doit être compatible avec la préservation des espaces naturels et agricoles.

* Le SCoT de l'Ardèche méridionale

Les enjeux paysagers et patrimoniaux identifiés dans le diagnostic du SCoT de l'Ardèche Méridionale sont :

- Des milieux naturels qui fondent l'identité de l'Ardèche Méridionale
L'Ardèche Méridionale offre une diversité et une richesse de milieux naturels qui forment un environnement constitutif d'un cadre de vie de qualité. La fréquentation touristique de ces espaces est particulièrement importante [...]

- Une qualité paysagère et patrimoniale menacée
La préservation de la qualité des paysages emblématiques dont ceux ruraux traditionnels (terrasses) ou encore forestiers s'accompagne du rôle majeur de l'agriculture. L'insertion des nouvelles formes urbaines dans le bâti traditionnel et la qualité des entrées de ville et de village constituent également des facteurs déterminants.

- Des ressources naturelles exploitées
La maîtrise de l'urbanisation en constitue l'un des facteurs clés.

* Le Parc naturel régional des Monts d'Ardèche

Dans le cadre de ses missions constitutives, le Parc se doit d'assurer la protection et la valorisation de ses patrimoines (naturels et agricoles, bâtis, paysagers, culturels). Il doit également favoriser un développement local inscrit dans une logique exemplaire de développement durable. L'aménagement du territoire doit concilier le maintien et l'accueil d'activités et d'actifs, et garantir la qualité des paysages et de l'environnement identifiée comme support majeur du développement local.

Trois axes de travail orientent ainsi l'action du Parc : la connaissance des paysages et l'accompagnement de leur évolution, la préservation et la valorisation du patrimoine bâti et architectural, la promotion d'un urbanisme durable.

Les paysages constituent une ressource transversale dans l'action du Parc. Il permet ainsi de partager une vision commune du paysage et d'élaborer des politiques paysagères locales. Le diagnos-

tic des ensembles paysagers s'appuie sur ce *leitmotiv*.

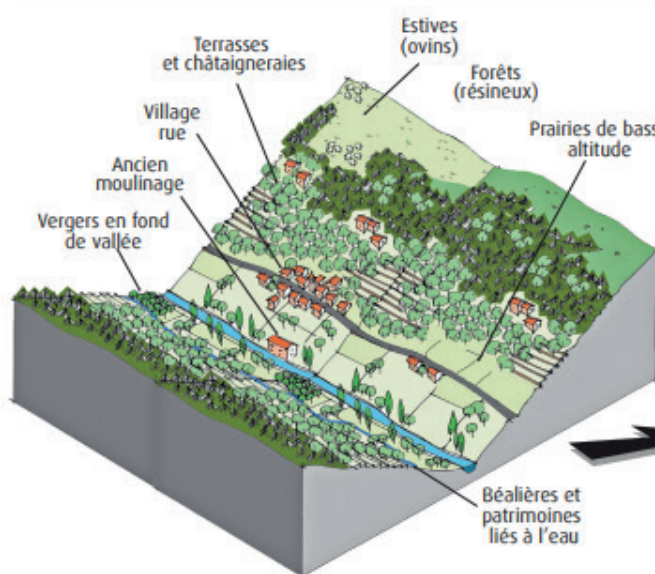
La charte du Parc naturel régional des Monts d'Ardèche (2013-2025) a valeur de contrat. Elle détermine pour douze ans les orientations et les actions de protection, de mise en valeur et de développement pour le territoire. Elle décline trois grandes vocations que sont : un territoire remarquable à préserver, un territoire productif qui valorise durablement ses ressources et un territoire attractif et solidaire. Treize grandes orientations sont définies dans la charte du PNR comptant chacune plusieurs mesures (cf. partie 1.3.2 Le territoire Ardèche des Sources et Volcans - Son environnement).

A l'échelle de la Haute Cévenne, le PNR détermine six objectifs :

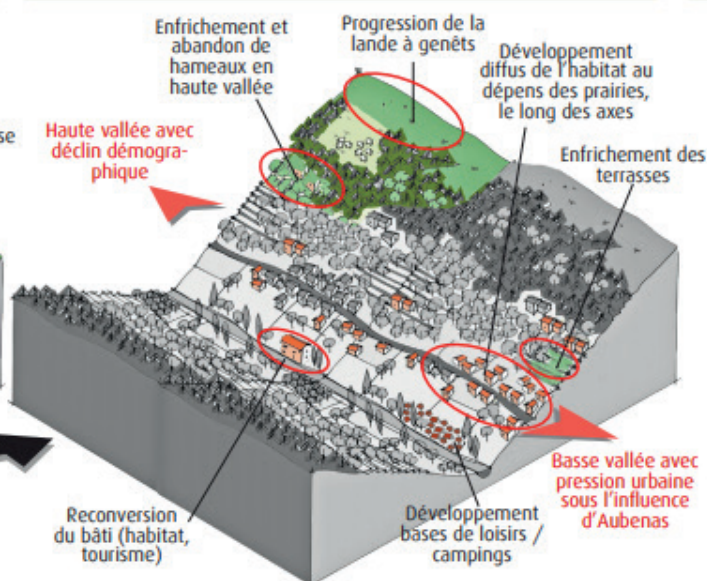
- Maîtriser l'urbanisme en basses vallées : limiter la consommation des terres agricoles, notamment des prairies en basse altitude, d'intérêt à la fois paysager, agrologique et écologique ;
- Limiter la fermeture des paysages par l'enfrichement ;
- Restaurer et valoriser les patrimoines agricoles (terrasses remarquables, patrimoine lié à l'eau) ;
- Requalifier le patrimoine industriel ;
- [...]
- Poursuivre le soutien à la filière castanécicole.

Entité paysagère «Haute Cévenne»

Eléments structurants



Dynamiques en cours



Entités paysagères et objectifs liés à la charte du PNR des Monts d'Ardèche

* Le Plan de Paysage

Le plan de paysage, réalisé dans le cadre de l'élaboration des SCoT Ardèche Méridionale et Centre Ardèche et avec l'appui du PNR des Monts d'Ardèche, a pour objectif de constituer un projet partagé de territoire dont la gestion des paysages est le fil conducteur. Il propose ainsi une analyse paysagère globale (cf. tableau « Synthèse du plan de paysage » suivant).

Synthèse du plan de paysage

	ENJEUX	PRÉSERVATION /GESTION	VALORISATION / CRÉATION	RÉHABILITATION / REQUALIFICATION
LES PENTES	<p>Préservation des espaces ouverts habités, cultivés et pâturés</p> <p>Parties amont : reconquête des villages</p> <p>Parties aval : maîtrise du développement urbain</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le foncier agricole sous fortes pressions (concurrency urbanisation / activités touristiques et de loisir) - Les structures urbaines historiques (bourgs-hameaux), silhouettes bâties et constructions dans la pente - Les terrasses, béalières... - Les points de vue les plus remarquables - Les entrées de villes et villages (résidentielles, zones d'activités économiques) 	<ul style="list-style-type: none"> - Les activités agricoles entretenant le paysage - Mutualisation des pratiques agricoles, touristiques et sylvicoles - Les productions agricoles à haute valeur ajoutée - Le patrimoine bâti local caractéristique 	<ul style="list-style-type: none"> - Parc de logements vacants/vieillissants (bourgs, ensembles urbains isolés) - Le patrimoine bâti caractéristique (terrasses, ensembles urbains, bourgs de caractère, châteaux, béalières) - Les espaces publics - Les friches urbaines - Les friches agricoles
LES PENTES	Maîtrise du développement de la forêt spontanée et valorisation de la forêt exploitée	<ul style="list-style-type: none"> - L'étendue spatiale de la forêt - La nature des boisements (feuillus / résineux) - Les vergers de châtaigniers - La hêtraie sèche - Sensibilisation des propriétaires privés à la gestion collective - Reconnaissance d'espaces dédiés à la nature - Définition et maîtrise d'un équilibre entre espaces de nature et espaces cultivés 	<ul style="list-style-type: none"> - Les paysages forestiers : zones exploitées ou potentiellement exploitables - La valeur économique et touristique de la forêt - L'accessibilité des lieux d'exploitation et de loisirs 	<ul style="list-style-type: none"> - Les espaces forestiers peuplés majoritairement de résineux - Les châtaigneraies en friche
LES PENTES	Valorisation touristique d'une ressource paysagère attractive et peu accessible		<ul style="list-style-type: none"> - Création de liaisons - Valorisation des potentiels de liaisons et des itinéraires paysagers - Les espaces fréquentés stratégiques délaissés - L'offre d'hébergement 	<ul style="list-style-type: none"> - Les paysages perçus depuis les axes de circulation (RN102, [...])
LES PENTES	Réhabilitation du patrimoine bâti industriel, ferroviaire et lié au génie hydraulique		<ul style="list-style-type: none"> - Les patrimoines industriel, ferroviaire et lié au génie hydraulique - Les savoir-faire et la mémoire des pratiques liées à l'utilisation des ressources 	<ul style="list-style-type: none"> - Le patrimoine hydraulique (béalières, moulins, moulinaiges) - Le patrimoine industriel (usines situées dans les centre-bourgs et aux abords des axes de circulation)

	ENJEUX	PRÉSERVATION / GESTION	VALORISATION / CRÉATION	RÉHABILITATION / REQUALIFICATION
LES PIEMONTS	Maîtrise de l'étalement urbain et densification des centralités	<ul style="list-style-type: none"> - Les structures urbaines historiques (bourgs-hameaux) - Les silhouettes villageoises - Les coupures d'urbanisation - Les lignes de crêtes - Les constructions liées à la pente (villages perchés, villages de caractère) - Les caractéristiques architecturales locales 	<ul style="list-style-type: none"> - Les nouvelles formes architecturales respectueuses des caractéristiques locales - Les espaces publics banalisés et peu qualifiés - La place du piéton et du vélo face au « tout » voiture - Les opérations de développement urbain économique (ZAE) 	<ul style="list-style-type: none"> - Parc de logements vacants/vieillissants (bourgs, ensembles urbains isolés) - Le patrimoine bâti caractéristique (terrasses, ensembles urbains, bourgs de caractère, châteaux, béalières) - Les ZAE existantes - Les entrées de villes et villages (résidentielles, zones d'activités économiques)
	Maîtrise du développement de la forêt et ouverture des paysages	<ul style="list-style-type: none"> - Le développement spatial de la forêt - La nature des boisements (feuillus / résineux) - Les vergers de châtaigniers - L'ouverture des paysages 	<ul style="list-style-type: none"> - Les vergers de châtaigniers - Les services écosystémiques de la forêt - Les fonctions récréatives et paysagères pour les habitants 	<ul style="list-style-type: none"> - Les boisements de pins maritimes, notamment sur les versants ubac et les lignes de crête - Les coupes-rases
	Valorisation d'une agriculture entretenant terrasses et espaces ouverts	<ul style="list-style-type: none"> - L'activité agricole (les vignes, les vergers de châtaigniers et d'oliviers) - L'ouverture des paysages - Les sites de terrasses remarquables - Les prairies de fauche (maintien du pastoralisme) 	<ul style="list-style-type: none"> - La valeur économique et touristique de la forêt - Mutualisation avec des activités complémentaires entretenant et produisant des paysages 	
	[...]			

* La Charte de gestion durable des territoires (2010)

Cette démarche, initiée à la demande du ministre de l'agriculture en 2008, part du constat que l'agriculture représente un enjeu d'avenir pour le département de l'Ardèche, au regard de sa fonction économique majeure comme des attentes sociétales pour les services rendus en termes d'aménités qui sont devenues un facteur reconnu d'attractivité et de développement des territoires ruraux (protection de la biodiversité, entretien des paysages, lutte contre les risques naturels...). L'enjeu de cette charte repose sur des préconisations pour permettre de préserver les espaces agricoles dans les documents d'urbanisme. Elle s'articule autour de quatre orientations et fait état d'enjeux par entité territoriale.

Le territoire de la CCASV est concerné par deux de ces enjeux :

- Maintenir des paysages de référence du PNR des Monts d'Ardèche ;
- Gérer de façon optimale le foncier en préservant des constructions pouvant nuire au paysage (zones de pente par exemple).

* **Les objectifs de qualité paysagère de l'unité des vallées de la Haute-Cévenne**

En Auvergne Rhône-Alpes, il existe actuellement deux principaux observatoires des paysages développés à l'échelle des anciennes régions Auvergne et Rhône-Alpes. Ces deux outils ont pour objectifs d'identifier :

- les composantes du paysage (unités et structures paysagères),
- les perceptions et représentations sociales,
- les dynamiques pour constituer un « état des lieux » des paysages approprié par tous les acteurs de l'aménagement.

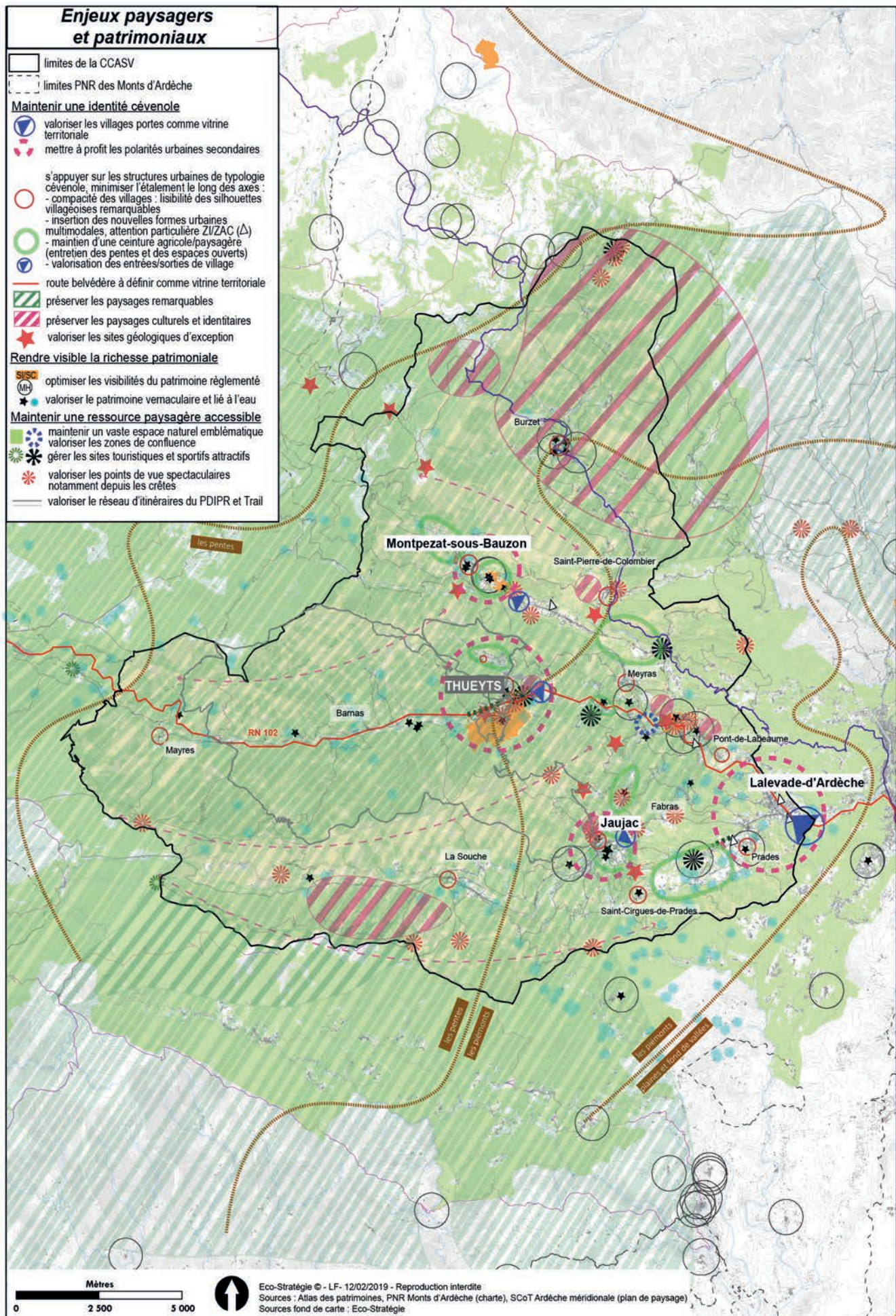
Ils se distinguent essentiellement par leur différence d'approche et de méthodologie mais se fondent bien sur un objectif commun : celui de traduire sur le territoire le terme de paysage défini comme « partie de territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations » (Convention européenne du paysage).

Ainsi, la préservation ponctuelle des principaux versants en terrasses constitue un objectif prioritaire pour le maintien des qualités paysagères de l'entité des vallées de la Haute-Cévenne.

La maîtrise des boisements est également une nécessité, notamment autour des habitations afin de limiter les risques d'incendies, de façon à préserver les ouvertures visuelles le long des principaux linéaires et, en particulier, de maintenir ouvertes les vues sur les rivières et éléments marquants du paysage.

Un autre aspect concerne la maîtrise des aménagements dans la pente. Les routes comme les constructions nouvelles doivent être implantées en respectant quelques principes fondamentaux : limiter les terrassements, utiliser des murs de soutènement, préférer les implantations qui suivent les courbes de niveau, choisir des matériaux se mêlant à l'environnement, reprendre les volumes simples du bâti traditionnel. Ces éléments, adaptés à chaque secteur, devraient être particulièrement analysés dans les documents d'urbanisme (cf. les cahiers de recommandations architecturales du PNR des Monts d'Ardèche).

2.1.4.2 Synthèse des enjeux paysagers et patrimoniaux à l'échelle de la CCASV



À travers ce diagnostic, trois enjeux majeurs fondent les futurs paysages du PLUi :

- Maintenir une identité cévenole attractive ;
- Rendre visible la richesse patrimoniale architecturale et rurale du territoire ;
- Maintenir une ressource paysagère accessible.

Rappelons que ce qui fait l'attractivité du territoire de la CCASV se tient essentiellement à son image de nature accessible (importance donnée à la qualité de l'environnement paysager dans le cadre d'activités sportives, thermales ou de vie résidentielle), à ses ressources agricoles locales (patrimoine rural identitaire, ressources locales : terrasses, châtaigneraies, *etc.*) et à sa richesse patrimoniale (châteaux, moulins, anciennes mines, *etc.*). Dans cette perspective, ces trois enjeux révèlent différents axes d'aménagement.

* Maintenir une identité cévenole attractive

Valoriser la porte d'entrée de la CCASV comme vitrine territoriale

- Valoriser l'entrée du territoire en s'appuyant sur sa qualité patrimoniale et naturelle : lisibilité de l'axe de la plaine de l'Ardèche et des crêtes spectaculaires, inclusion des nouvelles formes architecturales respectueuses des caractéristiques locales... ;



Entrée du territoire de la communauté de communes via la RN102 depuis Aubenas (source : Eco-Stratégie, le 15 février 2019)

- Préserver la lisibilité des lignes de force paysagère de la plaine (cours d'eau de l'Ardèche et du Salindre, horizon lointain en direction des crêtes) ;
- Maintenir l'image archétypale de l'organisation urbaine (parcellaire laniéré dans une logique de compacité du bâti) mais aussi contenir l'étalement urbain le long de la RN102 et des RD (éviter l'effet couloir) ;
- Conserver une première couronne agricole à forte valeur ajoutée comme vitrine territoriale : préserver les terrasses alluviales à fort potentiel agronomique proche des cours d'eau -et les béal les irriguant, et ainsi maintenir l'ouverture des paysages, valoriser le potentiel des ressources locales et développer les circuits courts.

Contenir l'aire d'influence albenassienne aux polarités urbaines secondaires

- S'appuyer sur les structures urbaines de typologie cévenole (compacité du bâti, première couronne agricole composée de terrasses, deuxième couronne de vergers de châtaigniers et prés, troisième couronne de bois), minimiser le développement le long des axes ou sur les terres agricoles, et éviter ainsi la banalisation des paysages ;
- Maintenir la lisibilité des silhouettes villageoises identitaires en s'appuyant sur une première couronne paysagère/agricole (entretien et ouverture des paysages, gestion de l'enfrichement, maintien d'une activité agricole), maintenir la lisibilité du village dans son contexte environnemental ;



Visibilité du village historique de Prades depuis la RD19 avec le maintien d'une couronne paysagère incluant Prades sur son éperon au sein de la vallée du Salindre (source : Eco-Stratégie, le 15 février 2019)

- Maintenir une première ceinture agricole/paysagère (entretien des pentes et des espaces ouverts) ;



Point de vue depuis le nord de Thueyts, espace agricole à enjeux (source : Eco-Stratégie, le 15 février 2019)

- Prévoir des zones de « respiration » dans les centre-bourgs denses ;
- Mettre en valeur les espaces publics ;
- Valoriser les habitations en centre-bourg et proposer de nouvelles formes urbaines dans le tissu ancien ;



Point de vue depuis la sortie de Prades sur la RD19 en direction de Jaujac, vue panoramique dégagée de la vallée du Salindre, lisibilité claire des lignes de force du paysage (source : Eco-Stratégie, le 15 février 2019)

- Insérer les nouvelles formes urbaines multimodales, avec une attention particulière aux zones économiques mais également résidentielles, respecter les caractéristiques architecturales locales et les logiques d'implantation urbaine ;



Point de vue depuis la RD5 en direction du volcan du Souilhol, habitat résidentiel atypique en extension urbaine lâche (source : Eco-Stratégie, le 15 février 2019)

- Valoriser les entrées et sorties de village, conserver l'image d'une « naturalité » et d'une « patrimonialité » rurale qui fonde l'attractivité du territoire : logique d'implantation, matériaux locaux ;



Entrée sud du village de Jaujac sur la RD19, large perspective sur le Rocher de Courcoussat et le Pic de Ladenne (source : Eco-Stratégie, le 15 février 2019)



Point de vue depuis l'entrée principale de Thueyts sur la RN102, en belvédère (source : Eco-Stratégie, le 15 février 2019)

- Établir des mesures d'aménagement liées à l'implantation des carrières, ainsi que des réseaux électriques et de téléphonie.



Point de vue sur la carrière de pouzzolane de Thueyts en limite résidentielle (source : Eco-Stratégie, le 15 février 2019)

Valoriser les routes belvédères comme vitrine territoriale (RN102)

- Maintenir les vues panoramiques depuis les routes belvédères ;
- Rendre lisible l'importance de ces axes stratégiques (anciennes voies romaines...).

Préserver les paysages reconnus comme remarquables

- Cévenne ardéchoise : image de nature basée sur les forêts, et une image rurale basée sur un terroir (châtaigneraies, vergers...) et un savoir-faire (terrasses) ;
- Haute vallée de l'Ardèche : image d'un territoire volcanique témoin d'une forte historicité (châteaux en belvédère, pont du Diable...) basée sur un réseau hydraulique particulièrement présent ;
- Le Tanargue : image de crête offrant des panoramas et des sites de vol libre spectaculaires.

Préserver le patrimoine de la forêt qui façonne le territoire et concoure à son attractivité

- Maintenir les vergers de châtaigniers ;
- Conserver la diversité et la valeur bois des forêts
- Maintenir leur accessibilité, éviter l'enfrichement à l'approche des villages.

Préserver les paysages culturels et ruraux identitaires

- Préserver l'image archétypale du paysage cévenol fortement lié à l'espace agricole et aux villages de caractère ;
- Mettre en valeur le patrimoine des béalières, des terrasses et des calades ;
- Reconquérir l'espace des vergers de châtaigniers et des fruitiers.

Valoriser les sites géologiques d'exception (géosites)

* Rendre visible la richesse patrimoniale du territoire

Optimiser les visibilitées du patrimoine réglementé

- Maintenir un cadre paysager d'envergure qui fait sens avec et depuis le monument.

Valoriser le patrimoine vernaculaire, industriel, et lié à l'eau, ainsi que leur environnement

- Requalifier/reconvertir certains sites oubliés/secrets ;
- Développer la protection du patrimoine architecturale emblématique (châteaux...) et du petit patrimoine vernaculaire (ponts, tours, terrasses...) ;
- Mettre en valeur les ressources hydriques du territoire dans leur environnement paysager (sources, fontaines...) ;
- Maintenir le cadre paysager des thermes de Neyrac.

* Maintenir une ressource paysagère accessible

Maintenir un espace naturel emblématique

- Gérer les espaces naturels et forestiers dans une problématique de conservation des paysages et de la biodiversité, mais également de leur valeur productive et économique ;
- Maintenir leur accessibilité.

Valoriser la zone de confluence des vallées

- Maintenir la lisibilité de la zone de confluence des vallées, fort marqueur territorial.

Gérer les sites touristiques et sportifs attractifs

- Gérer l'accueil et l'accessibilité des visiteurs et des sportifs ;
- Maintenir un cadre paysager attractif.

Valoriser les points de vue spectaculaires, notamment depuis les crêtes

Valoriser le réseau d'itinéraire du PDIPR, ainsi que les itinéraires emblématiques du *trail* de la chaussée des géants, et les anciennes voies romaines

2.2 Diagnostic socio-économique

2.2.1 Démographie

2.2.1.1 Dynamiques démographiques

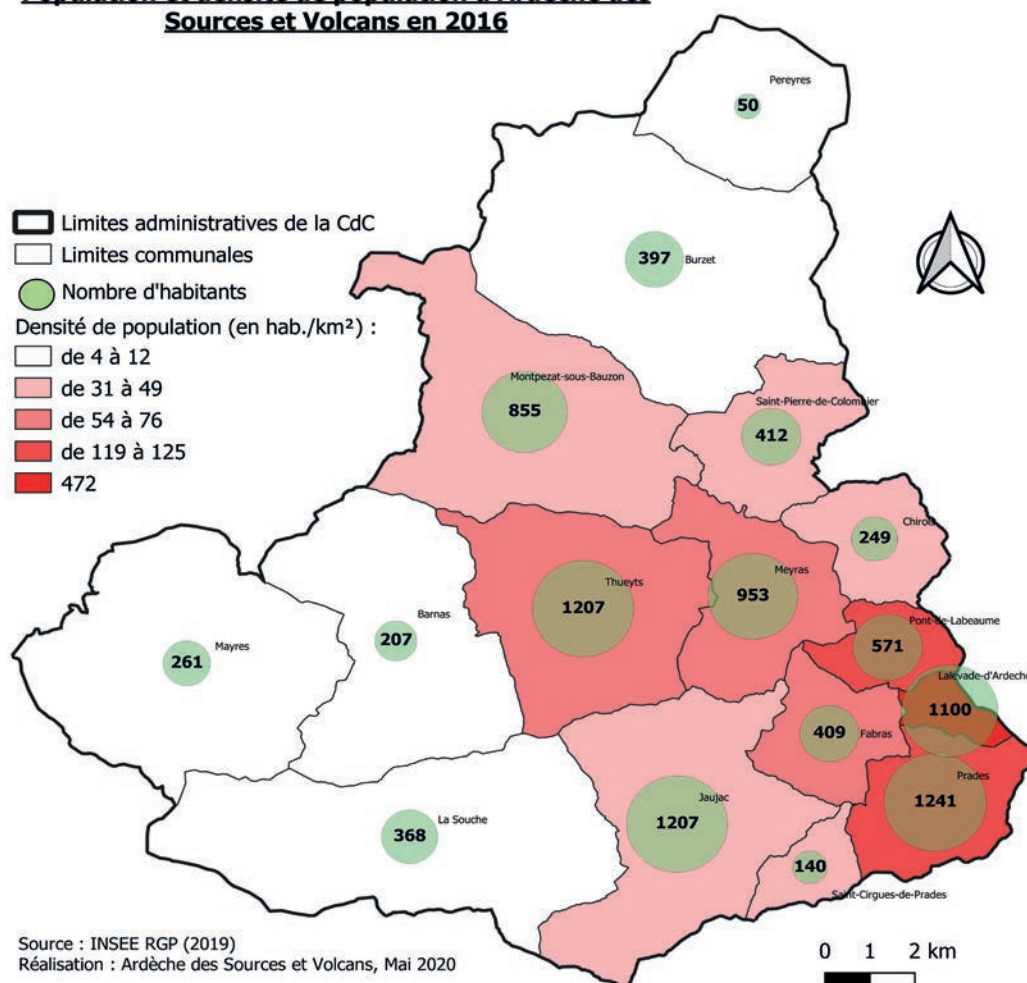
En 2016, le territoire Ardèche des Sources et Volcans compte 9 627 habitants et une densité de population s'élevant à 36 hab/km² en moyenne. En comparaison, la densité moyenne est de 38 hab/km² sur le territoire du SCoT de l'Ardèche Méridionale et de 59 hab/km² en Ardèche.

La population se concentre sur les polarités et, notamment, à proximité d'Aubenas. La centralité sud-est et la vallée du Lignon comptent, en effet, près des deux tiers de la population du territoire intercommunal.

SECTEURS	POPULATION MUNICIPALE (2016)
Centralité sud-est	4 114
Haute Vallée de l'Ardèche	1 675
Vallée du Lignon	2 124
Vallée de la Fontaulière	1 714

Quatre communes (dont deux de la centralité sud-est) comptent chacune plus de 1 000 habitants : Thueyts, Prades, Jaujac et Lalevade-d'Ardèche. Elles sont suivies des bourgs périphériques Meyras (953 habitants) et Montpezat-sous-Bauzon (855 habitants).

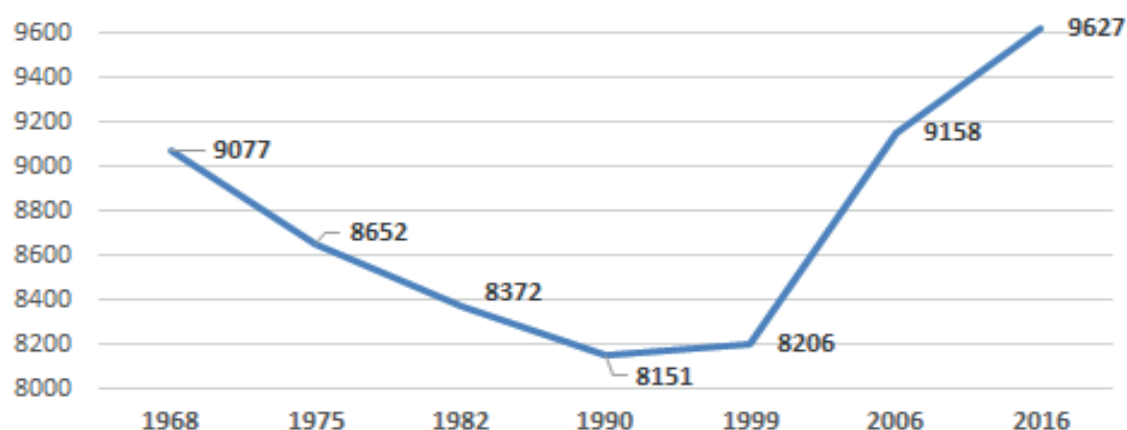
Population et densité de population d'Ardèche des Sources et Volcans en 2016



2.2.1.2 Évolutions démographiques

L'évolution démographique globale du territoire sur le dernier demi-siècle est marquée par une longue période de décroissance jusque dans les années 1990 (perdant 926 habitants, soit -10%). La tendance s'est ensuite inversée ; la population augmente de 1 476 habitants en 26 ans, dépassant le nombre d'habitants en 1968 et correspondant à une évolution positive de 18% au cours de cette période 1990-2016. Néanmoins, cette croissance démographique s'opère jusqu'en 2013 (9 691 habitants) et décroche légèrement depuis (64 habitants en moins entre 2013 et 2016).

Evolution de la population de la CdC ASV entre 1968 et 2016



Le taux de variation annuel moyen de la population s'élève à 0,50% entre 2006 et 2016 sur le territoire, tandis qu'il était de 1,58% lors de la période précédente (1999-2006). Cela correspond ainsi à une moyenne de 0,94% sur l'ensemble de la période 1999-2016.

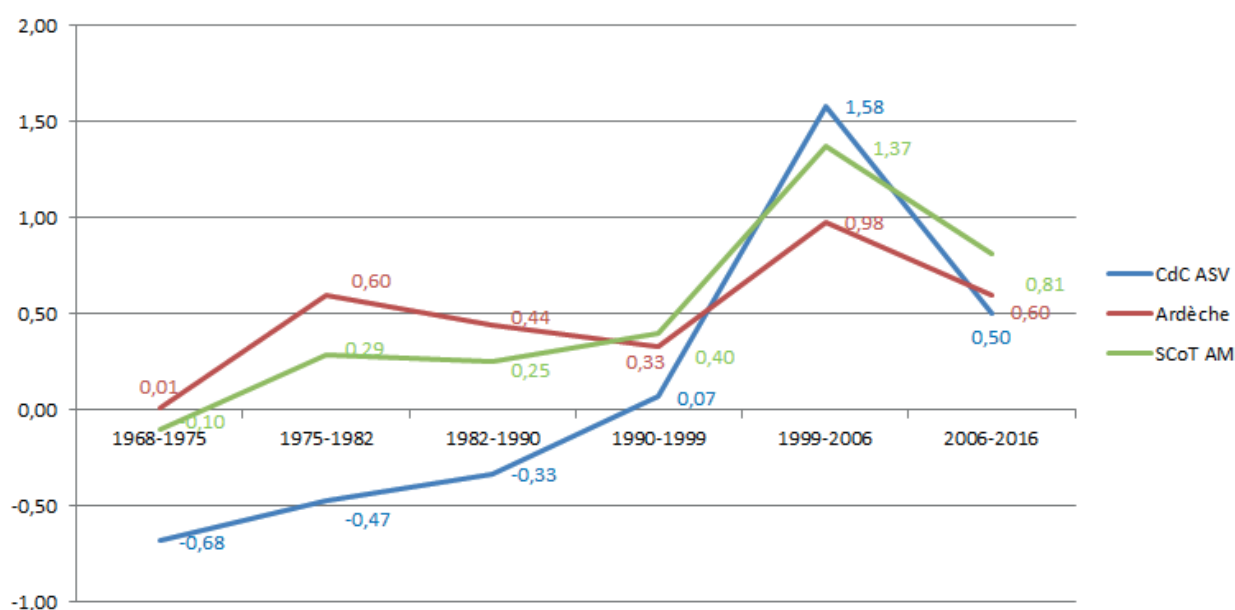
Ce taux de variation annuel de la population de la communauté de communes Ardèche des Sources et Volcans est effectivement positif depuis le début des années 1990, alors qu'il l'était déjà à l'échelle départementale depuis la période 1968-1975 et à l'échelle du SCoT Ardèche méridionale depuis la période 1975-1982. Néanmoins, entre 1968-1975 et 1990-1999, le taux d'évolution annuel moyen de la population de l'intercommunalité a toujours augmenté, contrairement à ceux du département et du SCoT, évoluant en dent de scie.

A partir de la période 1990-1999, la tendance observée est la même sur les trois territoires de comparaison, mais elle est nettement plus forte sur celui de la communauté de communes. En effet, son évolution positive est plus importante (de 0,07% entre 1990 et 1999 à 1,58% entre 1999 et 2006) que celle du département et du SCoT (de 0,33% à 0,98% pour le département et de 0,4% à 1,37% pour le SCoT entre les deux mêmes périodes).

Sur la dernière période, la diminution du taux d'évolution annuel moyen est également plus brutale sur la communauté de communes (0,50% entre 2006 et 2016) que sur les territoires de comparaison (0,81% sur le SCoT de l'Ardèche méridionale, et 0,60% à l'échelle départementale).

Ainsi, l'évolution positive brutale du taux d'évolution annuel moyen de la population Ardèche des Sources et Volcans s'est par la suite traduite par un ralentissement net du taux d'évolution annuel moyen, tout en restant positif. L'Agence départementale pour l'information sur le logement 26/07 explique que ce phénomène démographique est très courant ; si le taux d'évolution annuel moyen augmente fortement, il diminue également fortement, pour ré-augmenter par la suite.

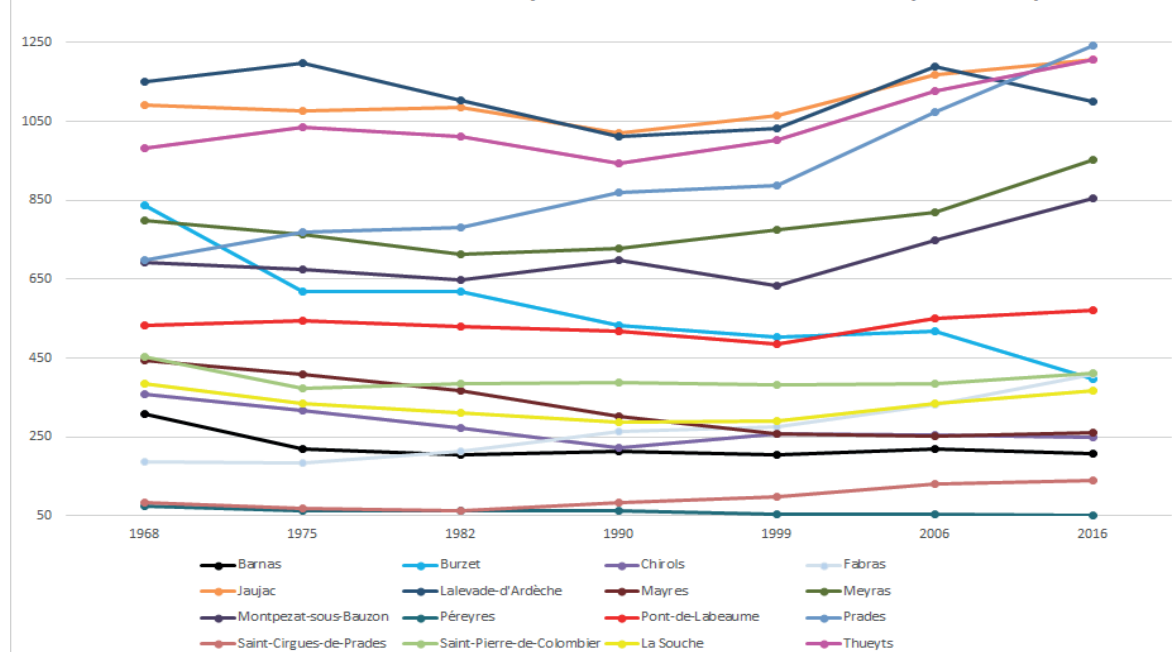
Evolution du taux d'évolution annuel moyen de la population (en %) de 1968 à 2016 (INSEE RGP)



Ces données moyennes pour l'ensemble de l'intercommunalité cachent des déséquilibres territoriaux avec des dynamiques parfois contraires. Trois tendances différentes sont observées :

- Des communes ne cessent d'enregistrer une baisse de leur population depuis 1968. Ce sont les plus éloignées d'Aubenas ou des pôles de services de proximité : Barnas, Mayres (malgré tout, la commune a légèrement gagné de la population entre 2006 et 2016 : +10 habitants), Burzet et Péreyres. Notons cependant que les élus de ces communes observent un récent inversement de la dynamique avec l'installation de jeunes ménages ces dernières années (notamment sur la commune de Burzet, qui compte 439 habitants en 2017, correspondant à un gain de 42 habitants en un an).
- Les deux tiers des communes environ ont connu une évolution négative de leur population jusque dans les années 1990, puis ont inversé leur courbe (Chirols, Jaujac, Lalevade-d'Ardèche, Meyras, Montpezat-sous-Bauzon, Pont-de-Labeaume, Saint-Cirgues-de-Prades, Saint-Pierre-de-Colombier, La Souche, Thueyts).
- Enfin, des communes ont constamment connu un accroissement de leur population depuis 1968. Elles sont situées à proximité de l'agglomération d'Aubenas (Fabras, Prades).

Evolution du nombre d'habitants par commune entre 1968 et 2016 (INSEE RGP)



Si le taux de variation annuel moyen a connu une forte baisse dans la grande majorité des communes sur la dernière période 2006-2016 (celui-ci est plus élevé que sur la période 1999-2006 sur les communes de Mayres, Meyras et Saint-Pierre-de-Colombier), il faut également noter que seules trois communes du territoire présentent un taux de variation annuel moyen négatif sur l'ensemble de la période 1999-2016 (Burzet, Chirols, Péreyres).

Taux de variation annuel moyen des communes entre 1999 et 2016 (en %)

Commune	Taux de variation annuel moyen total			Taux de variation annuel moyen du solde migratoire [*]			Taux de variation annuel moyen du solde naturel ^{**}		
	1999-2006	2006-2016	1999-2016	99-06	06-16	1999-2016	99-06	06-16	1999-2016
Barnas	1,08	-0,61	0,09	1,69	-0,33	0,52	-0,61	-0,28	-0,43
Burzet	0,42	-2,64	-1,39	1,34	-1,47	-0,26	-0,92	-1,17	-1,13
Chirols	-0,06	-0,28	-0,19	0,17	-0,40	-0,16	-0,22	0,12	-0,02
Fabras	2,72	2,08	2,34	3	2,16	2,5	-0,29	-0,08	-0,16
Jaujac	1,32	0,34	0,74	1,86	1,25	1,52	-0,54	-0,91	-0,78
Lalevade	2,03	-0,77	0,38	2,19	-0,2	0,8	-0,16	-0,57	-0,43
Mayres	-0,39	0,39	0,07	1,12	1,64	1,41	-1,51	-1,25	-1,34
Meyras	0,79	1,53	1,22	1,24	1,42	1,33	-0,45	0,10	-0,11
Montpezat-sous-Bauzon	2,39	1,35	1,77	3,15	2,24	2,63	-0,75	-0,89	-0,86
Péreyres	-0,53	-0,58	-0,56	0,53	0,19	0,34	-1,06	-0,77	-0,89
Pont-de-Labeaume	1,84	0,36	0,96	2,15	0,61	1,25	-0,31	-0,25	-0,28
Prades	2,77	1,46	2	2,92	1,13	1,84	-0,15	0,32	0,15
St-Cirgues-de-Prades	4,23	0,67	2,12	4,23	0,96	2,32	0	-0,3	-0,2
St-Pierre-de-Colombier	0,11	0,68	0,45	0,52	1,16	0,89	-0,41	-0,48	-0,45
La Souche	2,08	0,94	1,41	2,36	1,63	1,95	-0,28	-0,69	-0,54
Thueyts	1,68	0,68	1,09	2,39	1,53	1,9	-0,72	-0,85	-0,82
Total CdC ASV	1,58	0,50	0,94	2,06	0,99	1,44	-0,48	-0,48	-0,49

Le territoire enregistre un solde naturel négatif depuis 1968, relativement moins marqué ces dix dernières années (-0,48%), avec pour certaines communes un solde naturel positif (Chirols, Meyras, Prades entre 2006 et 2016).

Ce solde naturel négatif global sur le territoire est compensé par le solde migratoire. En effet, le solde migratoire permet d'atteindre une évolution positive de la population depuis 1990 pour le territoire (taux de variation annuel moyen dû au solde migratoire entre 1999 et 2016 de +1,44%). Le territoire est ainsi très attractif pour les populations extérieures, mais a perdu en attractivité ces dernières années (+0,99% sur la dernière période 2006-2016).

En comparaison avec l'ensemble du territoire du SCoT, la tendance est la même ; la dynamique démographique est essentiellement due à l'arrivée de nouveaux habitants. Le solde naturel négatif est cependant légèrement plus fort sur notre territoire (-0,5% sur Ardèche des Sources et Volcans contre -0,3% sur le SCoT Ardèche Méridionale entre 2006 et 2016), tandis que le solde

^{*} Le solde migratoire correspond à la différence entre le nombre d'entrées et le nombre de sorties sur un territoire sur une période donnée.

^{**} Le solde naturel correspond à la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès sur un territoire sur une période donnée.

migratoire est légèrement inférieur (+1% contre +1,1% sur le SCoT). Le taux d'évolution annuel moyen de la population Ardèche des Sources et Volcans est ainsi moins élevé que celui du SCoT sur ces dix dernières années (+0,5% contre +0,8% sur le SCoT).

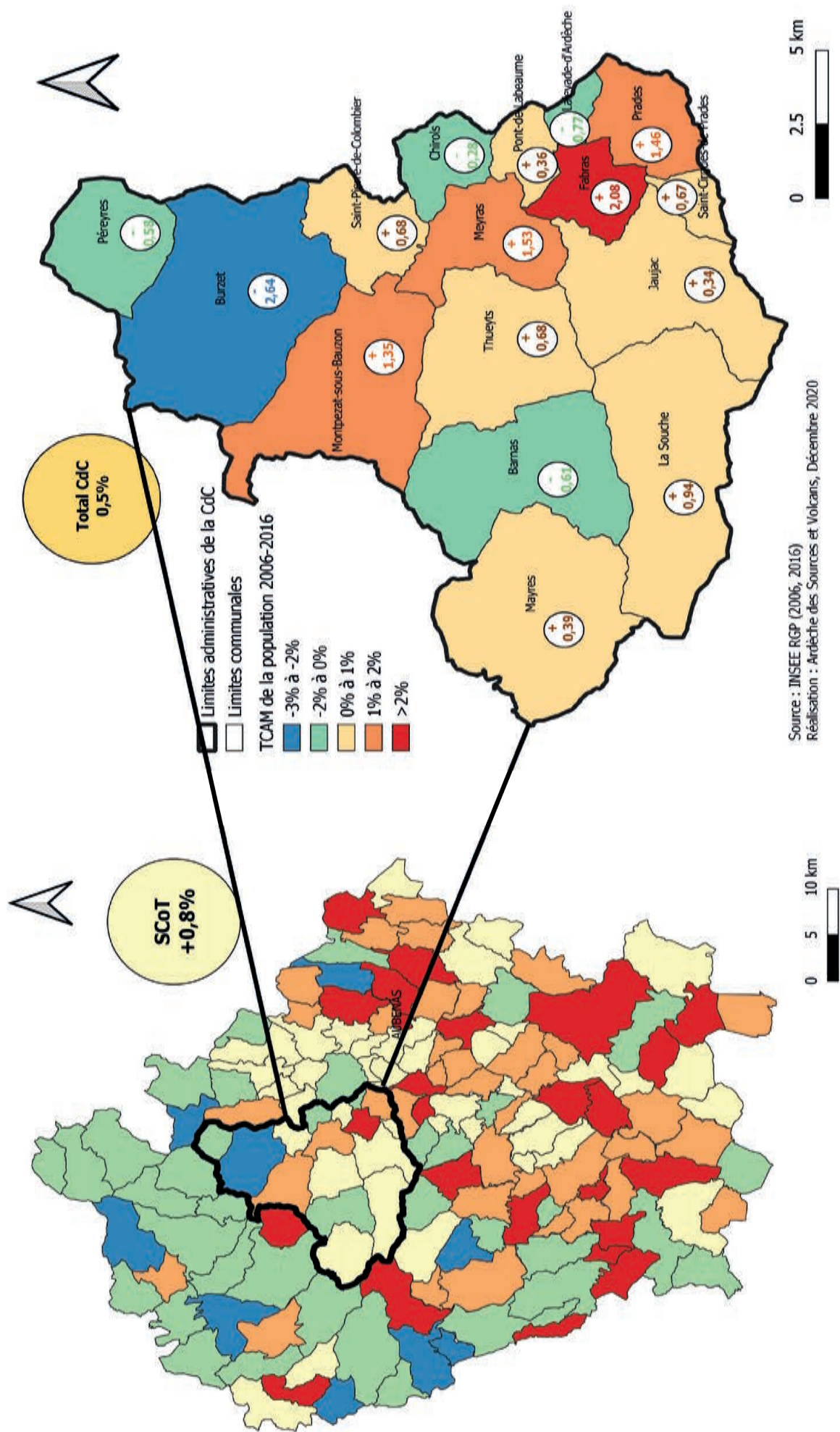
Selon une étude de l'ADIL « L'habitat en Ardèche en 2016 », la population du département est relativement mobile puisqu'un quart des Ardéchois a déménagé depuis moins de 5 ans ; 60% sont restés en Ardèche. D'après les données MIGCOM 2016 (INSEE), ce sont 108 nouveaux arrivants qui ont été accueillis sur le territoire Ardèche des Sources et Volcans entre 2015 et 2016. Dans le même temps, on dénombre 80 départs en dehors du territoire. Entre 2015 et 2016, c'est donc un gain net de 28 nouveaux habitants.

Sur la période antérieure, 1999-2006, l'évolution de la démographie due au solde migratoire est plus importante (taux de variation annuel moyen de +2,1%) que sur les périodes plus récentes, et le solde naturel est équivalent (-0,5%). C'est bien le ralentissement du solde migratoire qui a conduit à une évolution moins forte de la population sur le territoire ces dix dernières années.

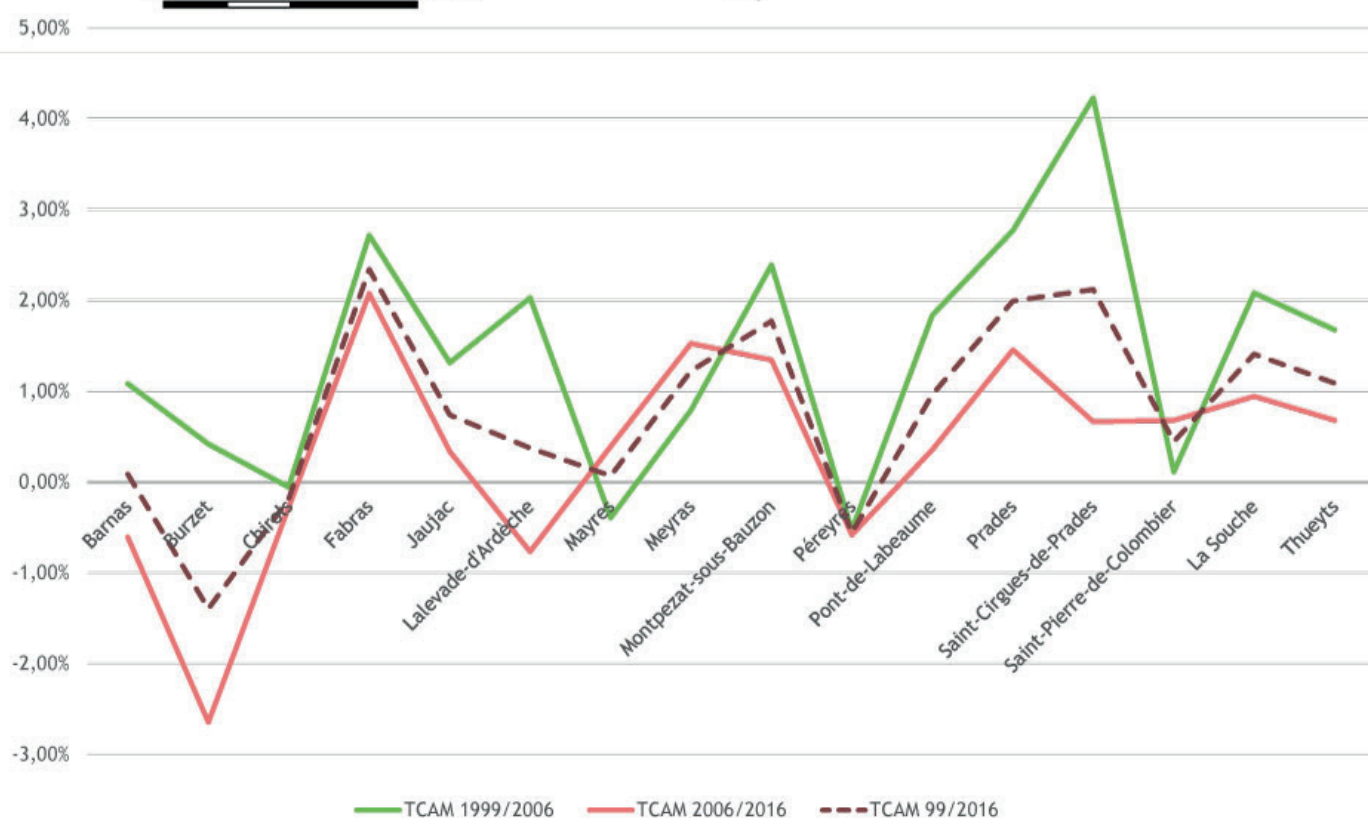
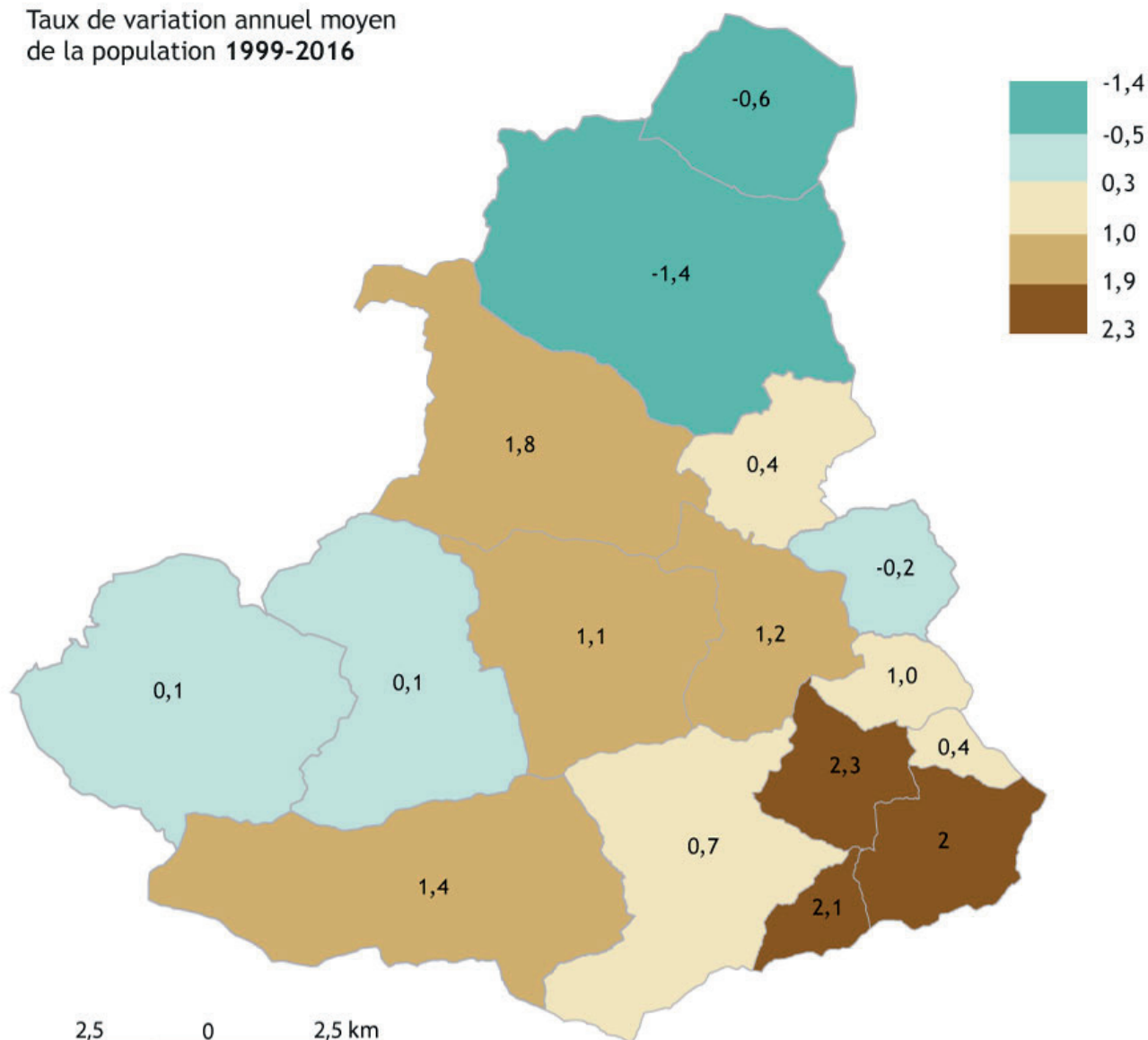
Si la croissance de la population est globalement positive sur les communes du territoire entre 1999 et 2006 (sauf Chirols, Mayres et Péreyres), la situation est assez hétérogène ces dernières années (2006-2016) avec pour plusieurs communes (5) une dynamique démographique négative enregistrée, essentiellement due à un solde migratoire plus bas.

A l'inverse, les communes de Mayres, Meyras et Saint-Pierre-de-Colombier ont connu une croissance de leur population plus importante ces dix dernières années par rapport à la période précédente (le solde naturel et le solde migratoire se sont améliorés sur Mayres et Meyras entre les deux périodes, et sur Saint-Pierre-de-Colombier, c'est le solde migratoire qui a joué un rôle majeur dans la croissance de sa population).

Entre 2006 et 2016, des villages, comme Fabras (2,1%) ou La Souche (0,9%), montrent des taux d'évolution démographique beaucoup plus importants que le pôle principal Thueyts qui est à 0,7% ou que le bourg périphérique Pont-de-Labeaume qui est à 0,4%. Les bourgs périphériques de Meyras (1,5%), Montpezat-sous-Bauzon (1,3%), et Prades (1,5%) maintiennent un taux de croissance annuel moyen relativement élevé.

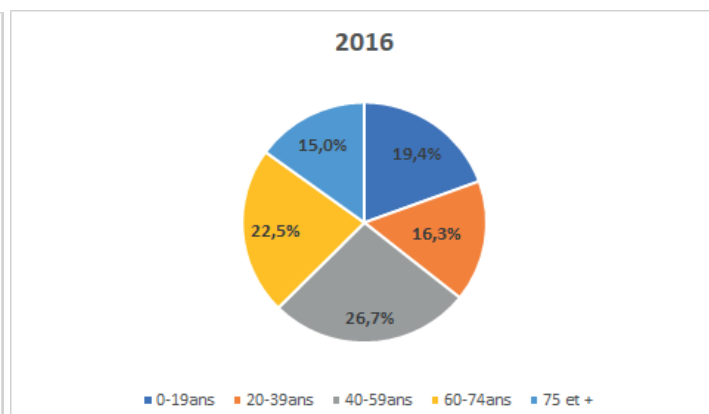
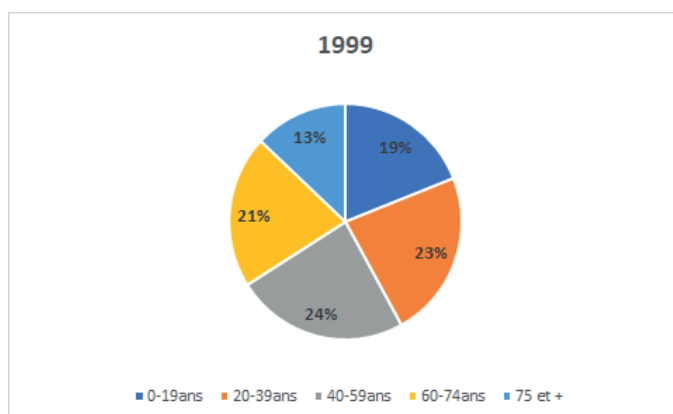
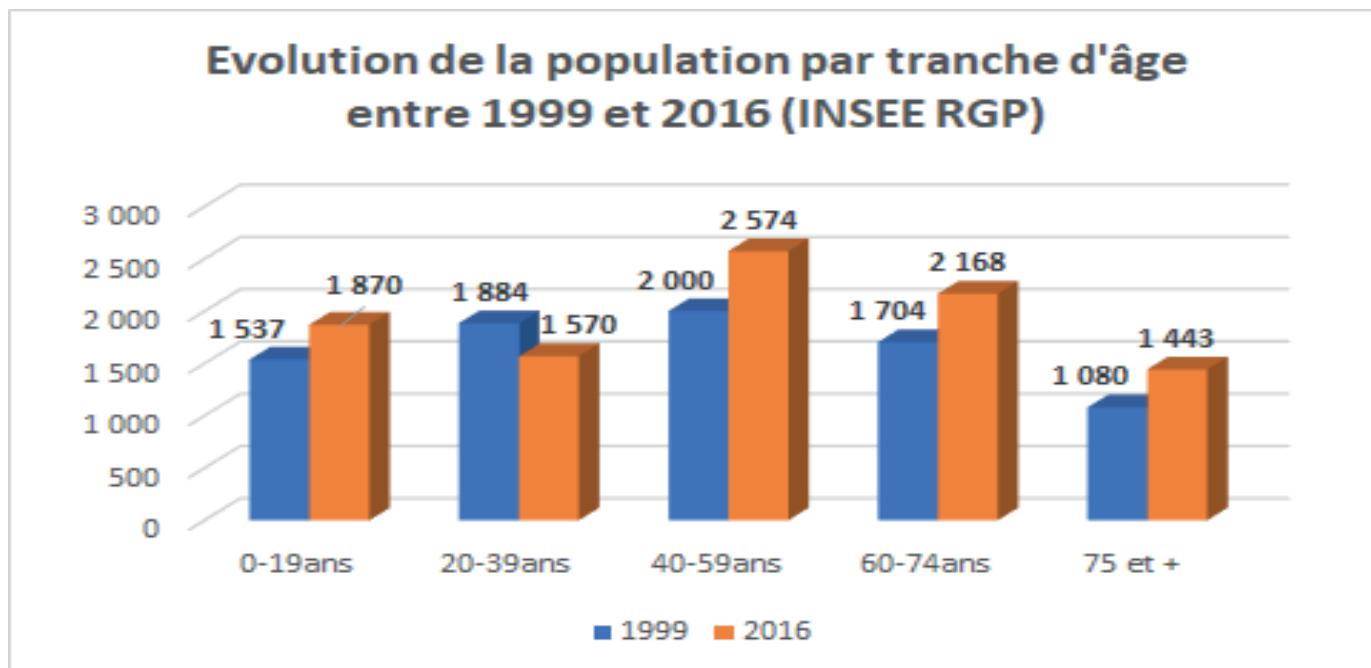


Taux de variation annuel moyen de la population 1999-2016



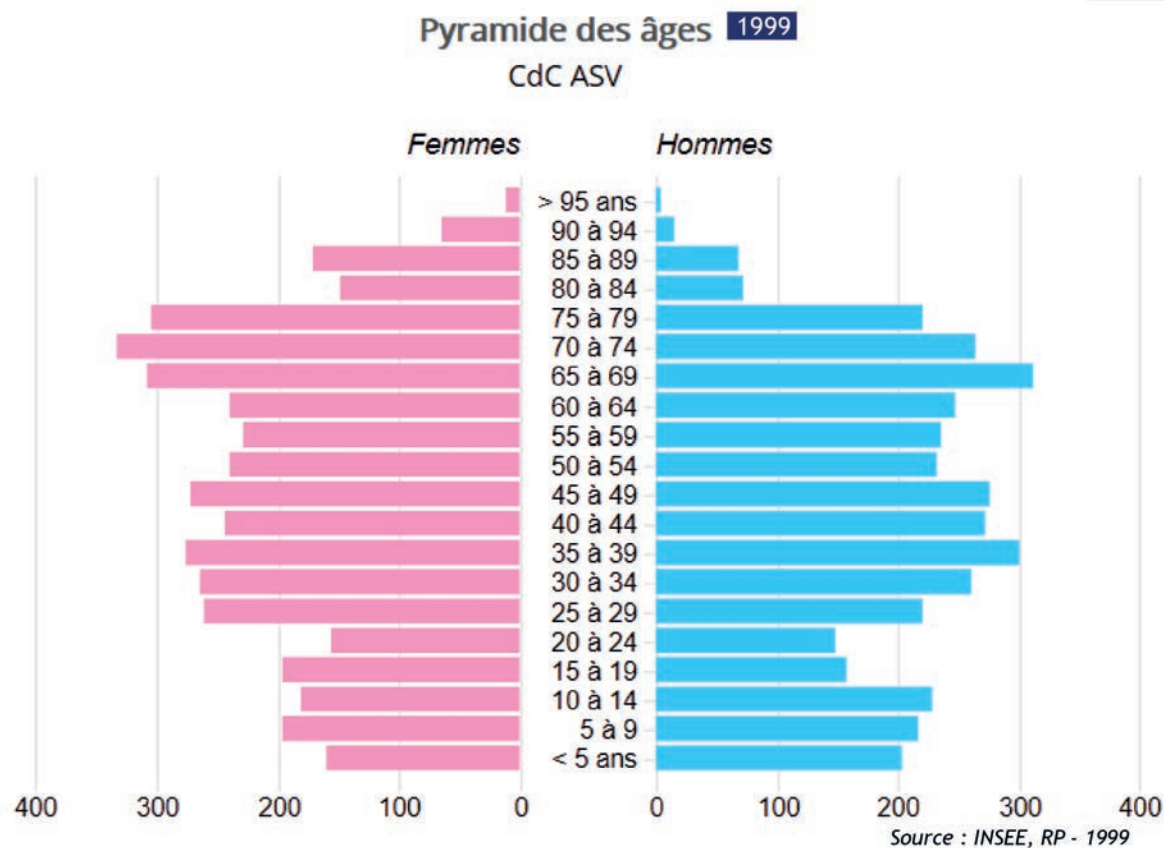
2.2.1.3 Composition de la population / typologie des ménages

* Évolution de la population par tranche d'âge

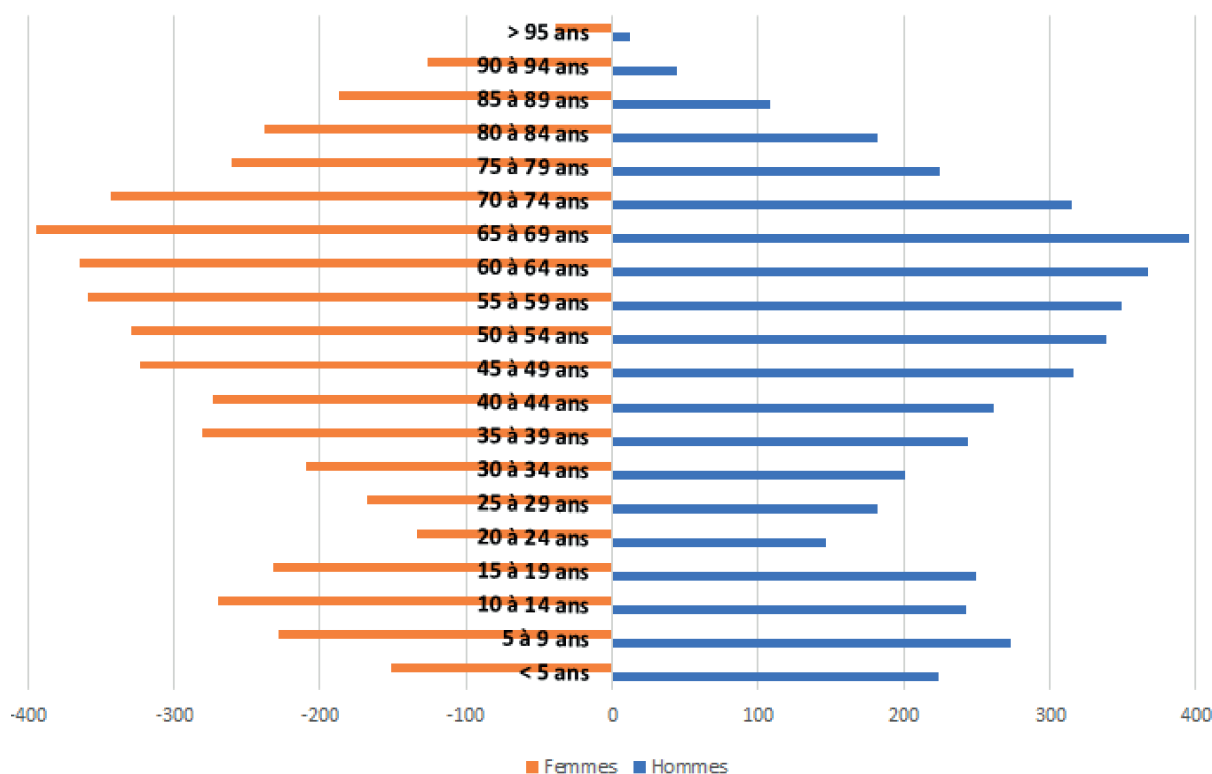


La part de la population âgée de 40 ans et plus a augmenté entre 1999 et 2016. On note également un renforcement de la catégorie des 0-19 ans entre 1999 et 2016. Néanmoins, la population du territoire est marquée par un déséquilibre générationnel avec un départ des jeunes et un vieillissement de la population.

La pyramide des âges (cf. page suivante) illustre bien cette dynamique avec un creux très prononcé des 20-35 ans (il se portait sur les 10-25 ans en 1999) ; le vieillissement de la population et le déséquilibre générationnel s'accroissent entre 1999 et 2016.



Pyramides des âges de la population d'Ardèche des Sources et Volcans en 2017



Source : INSEE, RP - 2017

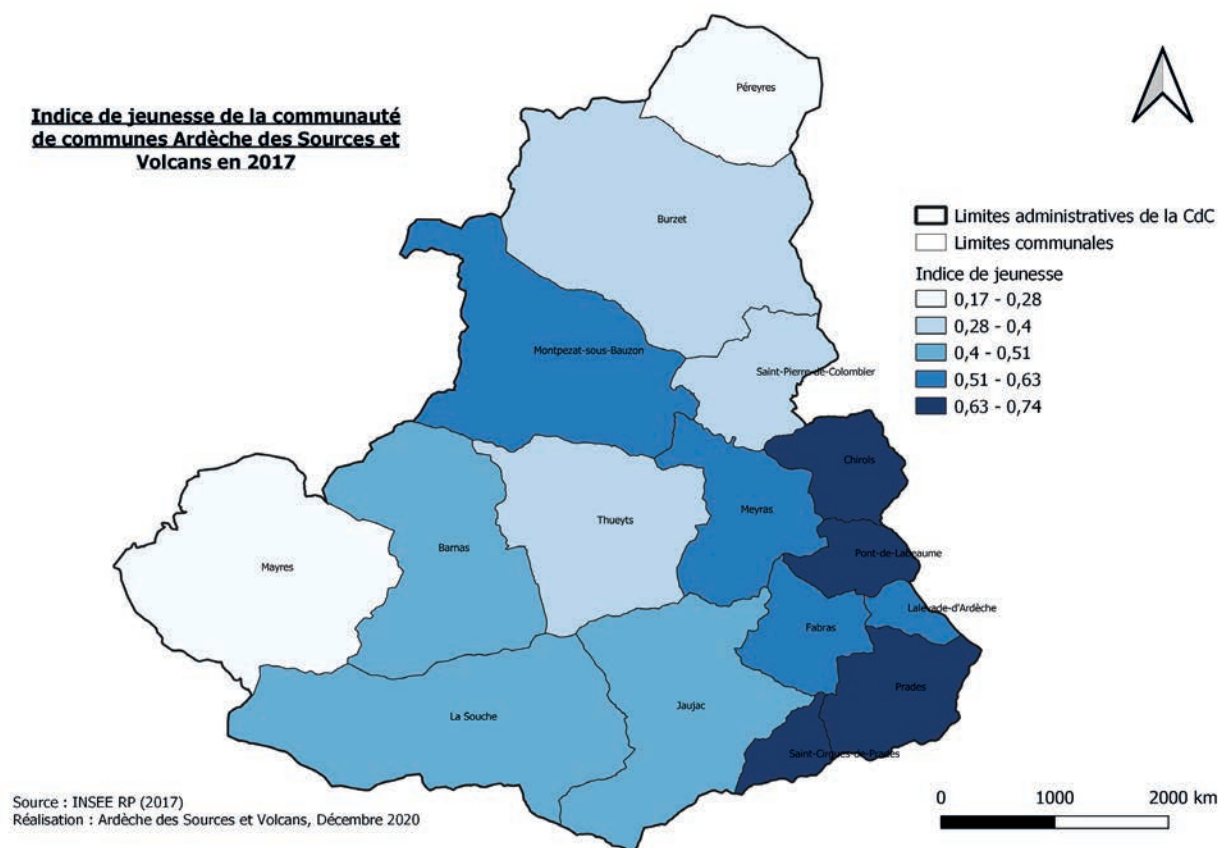
Le vieillissement de la population est renforcé par les nouveaux arrivants sur le territoire (on entend par « nouveaux arrivants » toute personne arrivée en Ardèche depuis moins de 5 ans). En effet, selon l'étude ADIL « L'habitat en Ardèche en 2016 », une large part des nouveaux arrivants sont des pré-retraités ou des retraités (entre 20 et 38% ont plus de 55 ans dans le sud Ardèche). Ce phénomène est observé dans de nombreuses communes du territoire.

* Indice de jeunesse

Ce vieillissement de la population est observé également avec l'indice de jeunesse*. Cet indicateur est très bas sur notre territoire (0,52 en 2017) par rapport à l'ensemble du territoire du SCoT Ardèche Méridionale (0,56) et au département de l'Ardèche (0,73), et a diminué par rapport à 1999 (0,55).

La situation est hétérogène sur le territoire. Les communes les plus proches d'Aubenas ont une population plus jeune que les autres communes plus éloignées, à l'exception de Montpezat-sous-Bauzon qui présente un indice de jeunesse supérieur à la moyenne du territoire (0,60).

Commune	Indice de jeunesse (2017)	Commune	Indice de jeunesse (2017)
Barnas	0,47	Montpezat-sous-Bauzon	0,60
Burzet	0,31	Péreyres	0,17
Chirols	0,68	Pont-de-Labeaume	0,72
Fabras	0,59	Prades	0,74
Jaujac	0,48	Saint-Cirgues-de-Prades	0,63
Lalevade-d'Ardèche	0,60	Saint-Pierre-de-Colombier	0,32
Mayres	0,2	La Souche	0,49
Meyras	0,62	Thueyts	0,38



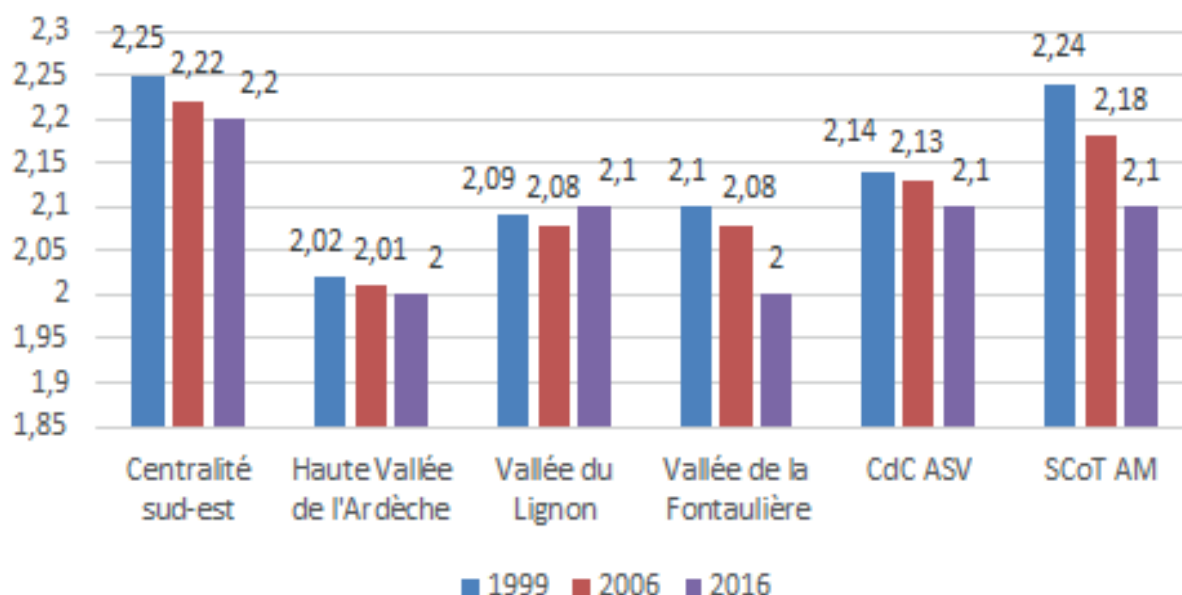
* L'indice de jeunesse correspond au rapport entre la population âgée de moins de 20 ans et celle de 60 ans et plus. Il s'interprète de cette façon : plus il est bas, plus la population est âgée.

* Nombre de ménages et évolution, taille moyenne des ménages

	1990	1999	2006	2016
Population des ménages	8 050	8 005	8 880	9 216
Nombre des ménages	3 567	3 745	4 176	4 416
Taille moyenne des ménages	2,26	2,14	2,13	2,09
Évolution annuelle moyenne		-0,6%	-0,1%	-0,2%

La taille du foyer permet d'évaluer les besoins en typologie de logement des résidences principales. Le nombre moyen de personnes résidant au sein d'un même foyer diminue constamment depuis 1990. Cette tendance de desserrement des ménages s'observe au niveau national et s'explique par les évolutions des modes de vie (développement de la monoparentalité et augmentation du nombre de divorces, décohabitation plus tardive des jeunes...).

Evolution de la taille moyenne des ménages entre 1999 et 2016 (INSEE RGP)



L'évolution annuelle moyenne (-0,2% sur la dernière période -entre 2006 et 2016) est moins forte que celle du département et du SCoT (-0,4% chacune). Cependant la taille moyenne des ménages est similaire à celle du SCoT (2,1) en 2016 et inférieure à celle du département (2,2). Cette tendance du desserrement de la taille des ménages est globale sur l'ensemble du territoire de la communauté de communes.

Toutefois, la taille moyenne des ménages n'est pas homogène en fonction des communes. Notons ainsi celles dont la moyenne est supérieure à celle du territoire en 2016 : Fabras (2,2), Meyras (2,2), Montpezat-sous-Bauzon (2,2), Pont-de-Labeaume (2,2), Prades (2,3), et Saint-Cirgues-de-Prades (2,2). Par ailleurs, c'est sur la centralité sud-est que la taille moyenne des ménages est la plus élevée depuis 1999.

Concernant la structure des ménages en 2016, 35,6% des ménages sont composés de personnes seules. Une faible part vit en cohabitation (2,3%) et le reste des ménages est considéré comme des familles (à partir de 2 personnes). Parmi les familles du territoire (62,1%), 9,2% sont des familles monoparentales, 20,8% sont des couples avec enfant(s), et 32,1% sont des couples sans enfant.

* Niveaux de vie des ménages

Le niveau de vie moyen des ménages de la communauté de communes Ardèche des Sources et Volcans est relativement bas par rapport au SCoT de l'Ardèche Méridionale et au département de l'Ardèche. En effet, en 2016, 70,9% des ménages du territoire sont non-imposés (contre 67,6% en 2014), avec un revenu fiscal de référence moyen des ménages de 19 412 €. On dénombre 66% des ménages non imposés à l'échelle du SCoT avec en moyenne un revenu fiscal de référence de 20 983€.

Le revenu moyen a bien augmenté depuis 2006 sur le territoire. Pour autant, la part de ménages imposés a diminué. Les écarts de revenus entre les ménages du territoire ont, eux, plutôt tendance à diminuer entre 2006 et 2016.

Revenu des ménages	CdC ASV 2006	CdC ASV 2016	SCoT AM 2016	Ardèche 2016
Revenu fiscal de référence moyen* (en €)	15 732	19 412	20 983	22 935
Part des ménages non imposés	60,3%	70,9%	66%	62,4%
Revenu moyen imposé / revenu moyen non imposé	3	2,6	2,79	2,7

Source : ADIL (DGFIP, Impôt 2007 sur les revenus de 2006, Impôt 2017 sur les revenus de 2016)

On observe d'importantes disparités entre les communes. En effet, globalement les communes les plus proches d'Aubenas (hormis Lalevade-d'Ardèche et Pont-de-Labeaume) présentent une médiane du revenu déclaré parmi les plus fortes du territoire Ardèche des Sources et Volcans. En revanche, plus on s'éloigne de l'agglomération d'Aubenas, plus les revenus sont bas. Notons la particularité de Barnas dont la médiane du revenu déclarée figure parmi les plus élevées du territoire.

Concernant les bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), 166 foyers en sont bénéficiaires sur le territoire en 2016 (sources : CNAF, fichier FILEAS et base communale allocataire-BCA), soit 3,8% des résidences principales, un taux relativement bas par rapport au SCoT de l'Ardèche méridionale (5,1%) et équivalent à celui du département de l'Ardèche (4%).

Néanmoins, le taux de pauvreté** du territoire en 2016 (18,8%) est largement supérieur à celui du département (14,4%), et la médiane du revenu disponible par unité de consommation est inférieure sur le territoire Ardèche des Sources et Volcans (18 025 en 2016 contre 19 878 au niveau départemental).

* Le Revenu Fiscal de Référence (RFR) correspond au montant net des revenus et plus-values imposables, auquel s'ajoutent certains revenus exonérés et abattements.

** Le taux de pauvreté correspond à une proportion de la population qui vit avec un revenu disponible inférieur au seuil de pauvreté.

ENJEUX :

Assurer le maintien et le renouvellement des populations permanentes sur l'ensemble du territoire

- Une densité de population très disparate sur le territoire et une croissance hétérogène avec certaines communes toujours en déclin démographique
 - > Améliorer la répartition des populations sur le territoire afin d'assurer le maintien de services et de commerces à l'année dans tous les villages, notamment dans les secteurs les plus éloignés de l'agglomération albenassienne. Renforcer les polarités et bourgs-relais.
- Un maintien du nombre d'habitants grâce à un solde migratoire positif
 - > Accueillir les nouveaux arrivants en répondant à leurs besoins (emplois + logements).

Prendre en compte le vieillissement de la population :

- Répondre à l'accueil de population âgée en termes d'hébergements adaptés (accessibilité, petite surface, proximité centre-ville...), de pôles de santé (professionnels de la santé et service gériatrie)...
- Favoriser la mixité générationnelle sur tout le territoire.
- Accueillir de jeunes ménages afin de renouveler la population, stabiliser les effectifs scolaires et assurer un équilibre intergénérationnel.

Prendre en compte la baisse de la taille moyenne des ménages :

- Adapter la production de logements au desserrement des ménages.

Prendre en compte le niveau de vie des ménages :

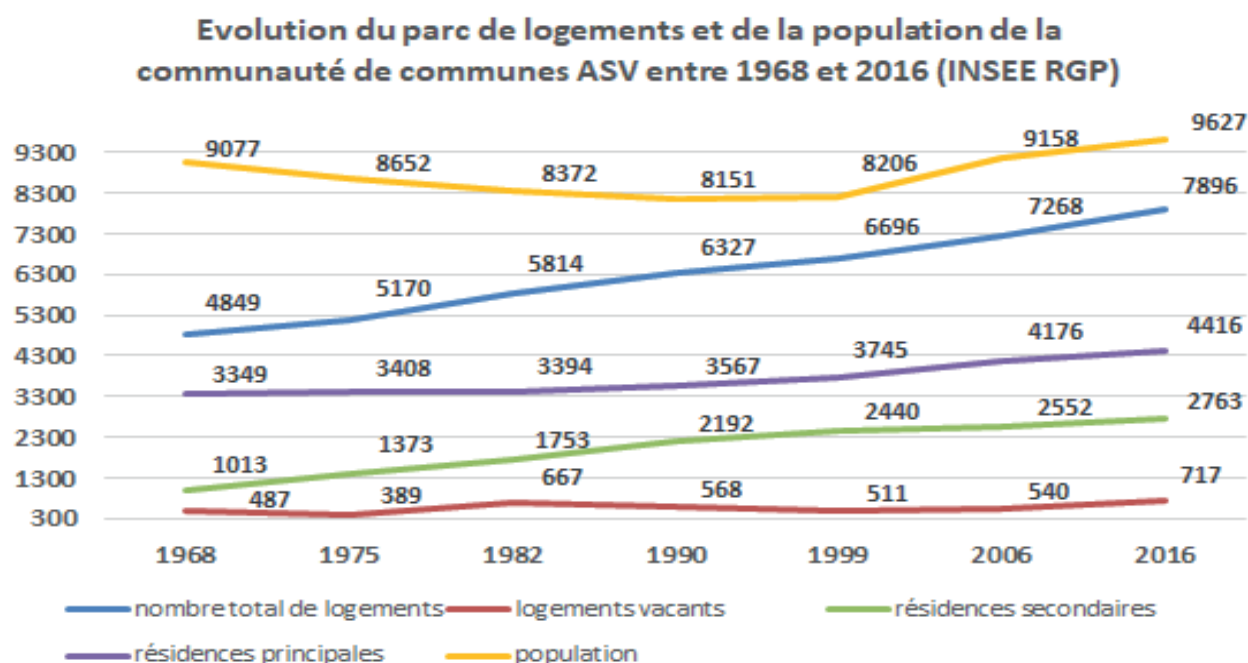
- Adapter les aménagements et le développement du territoire aux ménages les plus modestes.

2.2.2 Habitat

2.2.2.1 Structure et évolution du parc de logements

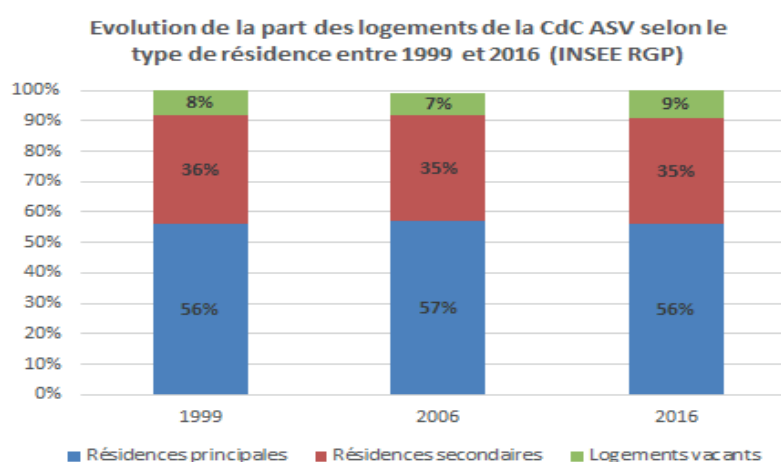
En 2016, la communauté de communes ASV compte 7 896 logements, dont 56% de résidences principales (4 416), 35% de résidences secondaires (2 763) et 9% de logements vacants (717).

Le nombre de logements (constructions ou réhabilitations) a fortement augmenté depuis 1968. Entre 1968 et 1990, la croissance la plus forte portait sur les résidences secondaires. Dans le même temps, la population du territoire baissait considérablement.



En observant l'évolution de la structure du parc de logements depuis 1999, période à partir de laquelle le territoire a connu une forte évolution de la tendance démographique (+1 421 habitants jusqu'en 2016), le nombre total de logements a augmenté de 17,9%, soit une création de 1 197 logements et une moyenne de 70,4 logements par an. Un logement réalisé n'a donc généré qu'une hausse de 1,19 habitant. En comparaison, entre 1999 et 2016, ce sont 2,35 habitants supplémentaires sur le territoire du SCoT de l'Ardèche méridionale par nouveau logement créé.

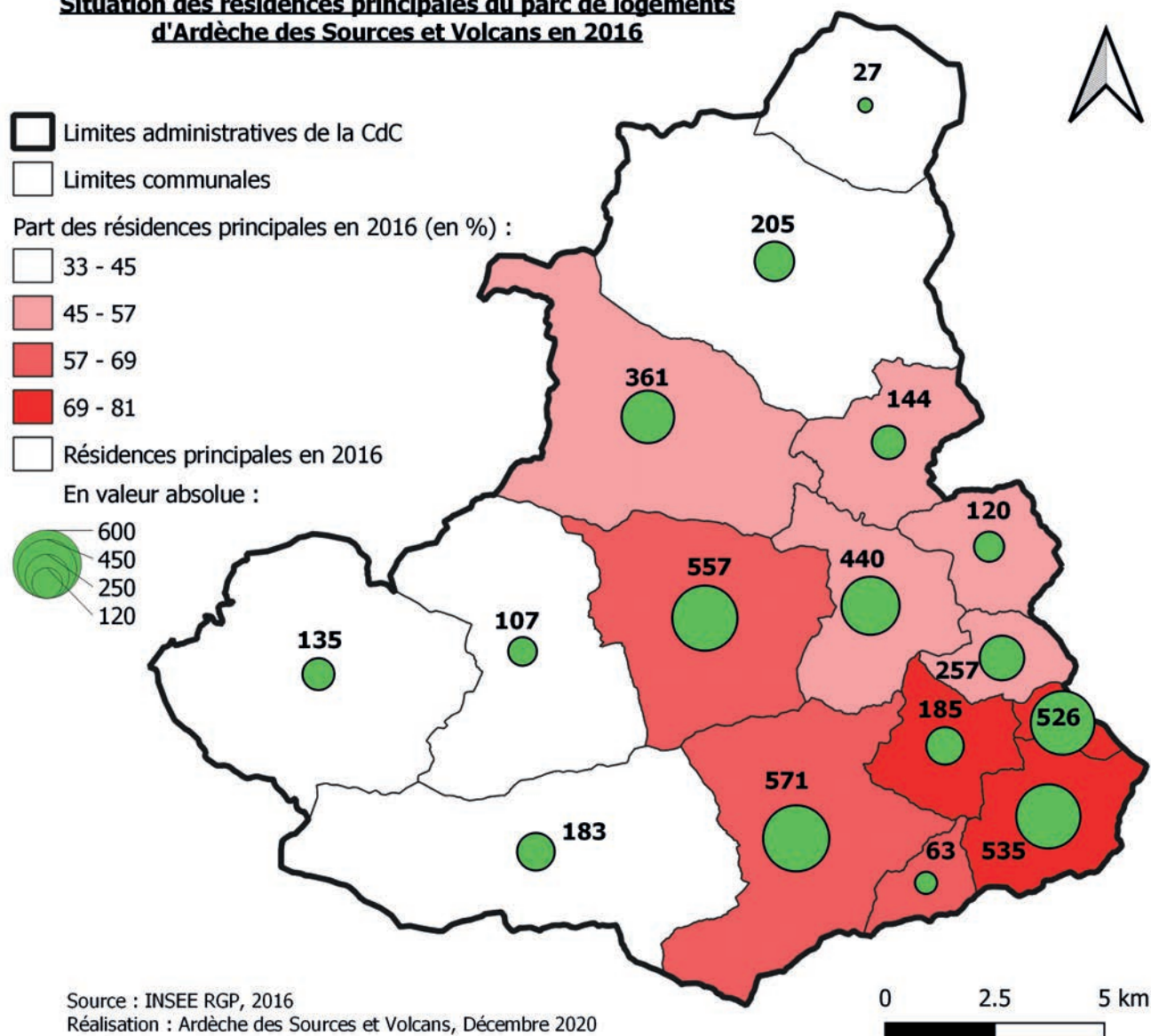
En 1999 et en 2016, la part de résidences principales et de résidences secondaires est similaire. Cependant, en valeur absolue, la croissance du nombre de résidences principales est plus significative ; +18,4% de résidences principales et +13,3% de résidences secondaires entre 1999 et 2016.



La part de résidences principales sur l'ensemble du parc de logements de la CCASV (56%) est faible en comparaison du territoire du SCoT de l'Ardèche Méridionale (62%) et du département de l'Ardèche (72%).

La situation est très inégale sur le territoire, certaines communes comptant moins de 45% de résidences principales (Barnas-38%, Burzet-36%, Mayres-33%, Péreyres-35%, La Souche-42%), et d'autres plus de 75% et plus (Fabras-75%, Lalevade-d'Ardèche-81%, Prades-77%). *A contrario*, la part des résidences secondaires est globalement plus forte dans les secteurs les plus éloignés d'Aubenas.

Situation des résidences principales du parc de logements d'Ardèche des Sources et Volcans en 2016



* Un parc de logements ancien

L'âge du bâti	Avant 1919	1919-1945	1946-1970	1971-1990	1991-2005	2006-2013
En nombre	3 436	602	835	1339	980	536
En part (%)	44,5%	7,8%	10,8%	17,3%	12,7%	6,9%
	Avant 1970 : 63,1% Avant 1990 : 80,4%			Après 1970 : 36,9% Après 1990 : 19,6%		

Source : INSEE RGP

Sur l'ensemble des résidences principales et secondaires du territoire, 63,1% datent d'avant 1970, c'est-à-dire avant la première réglementation thermique. Près de la moitié (44,5%) ont été construites il y a plus de 100 ans.

En lien avec l'ancienneté du parc de résidences principales, le nombre de logements potentiellement indignes est estimé à 168 (cf. Porter à connaissances 2016 de la DDT).

Le parc de logements locatifs sociaux est également très ancien ; plus d'un tiers environ ont été construits avant 1976. Cette part s'élève à environ 70% sur la commune de Lalevade-d'Ardèche (bâti particulièrement énergivore).

2.2.2.2 Caractéristiques des résidences principales

* Une grande part de maisons individuelles

La forme d'habitat largement dominante est la maison individuelle : elle correspond à 86% des résidences principales en 2016 (78% pour le SCoT et 74% au niveau du département). La commune de Lalevade-d'Ardèche est à distinguer puisqu'elle comptabilise 37% d'appartements parmi les résidences principales. Suivent ensuite Thueyts (17%), Burzet (16%), Jaujac (13%), Montpezat-sous-Bauzon (12%), et Meyras (11%). La part des appartements parmi les résidences principales est inférieure à 10% sur les autres communes.

Les résidences principales sont principalement de grande taille avec :

- 55% de type 3 et 4,
- 38% de type 5 et plus,
- et seulement 8% de logements de type 1 ou 2.

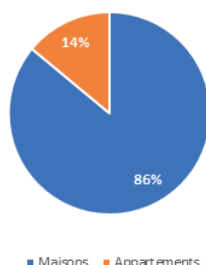
* Un territoire de propriétaires

Parmi les 4 416 résidences principales, le taux de propriétaires est assez stable depuis 1999. Il est de 72% en 2016 (66% à l'échelle du SCoT et 67% à l'échelle du département), alors qu'il était de 68% en 1999 et 70% en 2006. La part des résidences principales occupées par des locataires est de 24% en 2016, et 4% sont logés gratuitement.

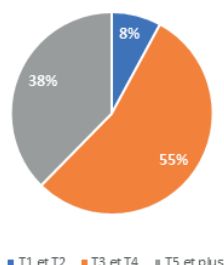
Sept communes du territoire dépassent le seuil de 80% de propriétaires occupants des résidences principales (Barnas, Chirols, Fabras, Mayres, Péreyres, Prades, La Souche).

Lalevade-d'Ardèche compte la part la plus faible de propriétaires occupant des résidences principales, à savoir 52%.

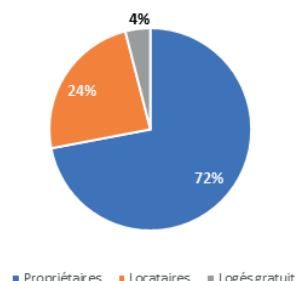
Type de résidences principales en 2016



Taille des résidences principales en 2016



Statut d'occupation des résidences principales en 2016



Source : INSEE RGP, 2016

* Une faible part de logements locatifs

La part du parc en logements locatifs est relativement bas sur le territoire de la CCASV. En effet, 24% des résidences principales sont occupées par des locataires en 2016 (31% sur le SCoT de l'Ardèche Méridionale et sur le département), soit 1 080 logements.

L'offre en logements locatifs se concentre logiquement dans les polarités du territoire regroupant des équipements et services. Ainsi, les cinq pôles de Jaujac, Lalevade-d'Ardèche, Meyras, Montpezat-sous-Bauzon et Thueyts concentrent près de 70% des logements locatifs de la communauté de communes.

En revanche, la part des locataires parmi les résidences principales est très faible pour la commune de Prades (15%).

Notons par ailleurs que la part de logements locatifs parmi les résidences principales de Burzet est plus forte que la moyenne intercommunale (27%).

Commune	Nb de résidences principales occupées par des locataires 2016	Nb de résidences principales occupées par des locataires et appartenant au parc locatif conventionné au 1 ^{er} janvier 2016
Barnas	8	2
Burzet	56	28
Chirols	14	3
Fabras	31	7
Jaujac	144	44
Lalevade-d'Ardèche	237	119
Mayres	20	4
Meyras	104	36
Montpezat-sous-Bauzon	87	31
Péreyres	0	1
Pont-de-Labeaume	54	14
Prades	80	14
Saint-Cirgues-de-Prades	13	5
Saint-Pierre-de-Colombier	32	13
La Souche	30	8
Thueyts	170	66
TOTAL	1 080	395

Le parc locatif conventionné représente 395 logements, soit 8,9% des résidences principales en 2016 et 36,6% du parc en logements locatifs. Il comprend :

- le parc HLM : 188 logements (soit seulement 17,4% du parc en logements locatifs),
- le parc conventionné privé : 107 logements,
- le parc communal conventionné : 100 logements.

25,3% des logements conventionnés appartiennent ainsi aux communes, soit une part non négligeable, ce qui s'explique par la faiblesse des programmes de bailleurs sociaux dans les communes rurales.

Adéquation entre l'offre et la demande :

Au 1^{er} janvier 2018, 55 demandes de logements HLM étaient en cours pour un total de 187 logements sociaux, soit un ratio de 29 demandes actives pour 100 logements HLM (*source : SEN 2018*). En Ardèche, ce ratio est de 36 demandes actives pour 100 logements sociaux. Le territoire n'est pas soumis à une tension particulière de la demande en logement social.

On peut noter toutefois quelques particularités à prendre en compte concernant l'origine des demandes :

- 43% des demandes portent sur des logements de type 3 et 27% pour des logements de type 2 ;
- 62% des demandes ont été effectuées par des personnes vivant seules et 20% par des ménages de 2 personnes ;
- 24% des demandes proviennent de personnes âgées de 20 à 30 ans et 62% sont âgées de 50 ans ou plus.

Les rotations sur le parc social sont faibles, les locataires installés changent peu de logements, ce qui est caractéristique des milieux ruraux.

2.2.2.3 Logements vacants

On considère un logement comme vacant s'il est inoccupé et se trouve dans l'un des cas suivants :

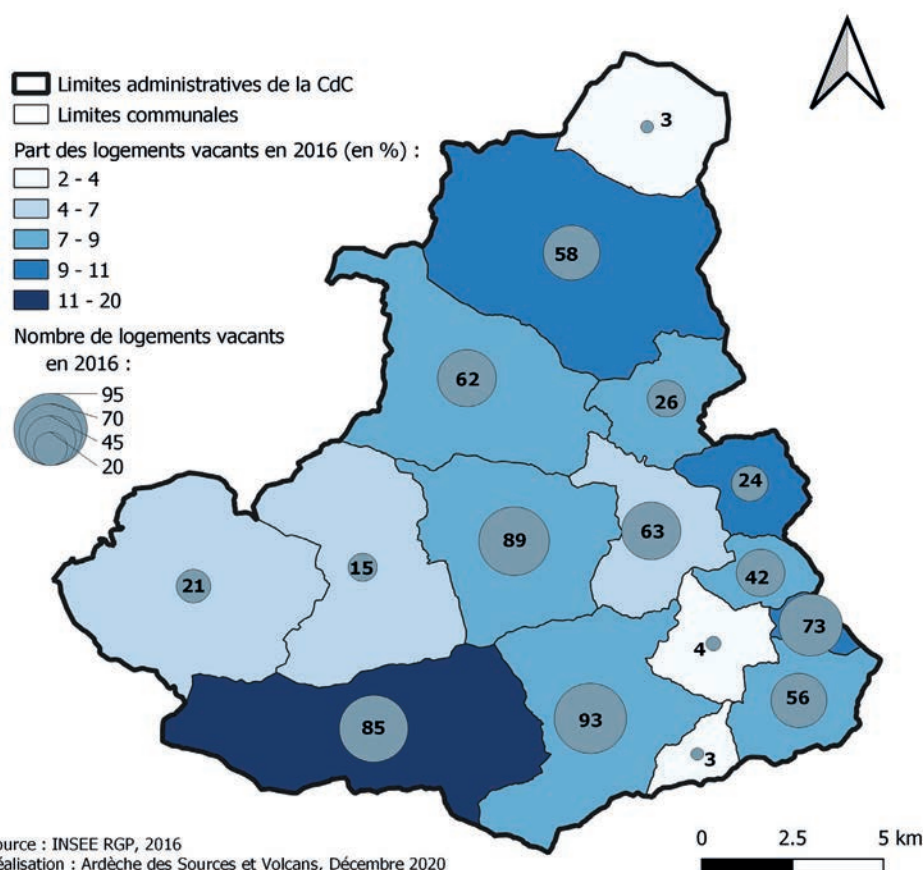
- proposé à la vente, à la location,
- déjà attribué à un acheteur ou un locataire et en attente d'occupation,
- en attente de règlement de succession,
- conservé par un employeur pour un usage futur au profit d'un de ses employés,
- gardé vacant et sans affectation précise par le propriétaire (exemple un logement très vétuste...).

Le nombre de logements vacants sur le territoire a augmenté de manière significative entre 2006 et 2016, passant de 540 à 717 et représentant une part de 9% des logements d'après l'INSEE. Sa part était de 7% en 2006 parmi le parc de logements total.

Le taux de la vacance est comparable à celui de l'ensemble du département (10%) et du SCoT de l'Ardèche Méridionale (8%). Toutefois, il est assez élevé, dépassant largement le seuil minimum pour assurer la fluidité du marché (5%).

La part de la vacance est répartie de manière très inégale sur la communauté de communes avec un taux très élevé pour certaines communes (La Souche : 20% de logements vacants, Chirols : 11%, ou Burzet : 10%) et très bas pour d'autres (Fabras : 2% et Saint-Cirgues-de-Prades : 3%).

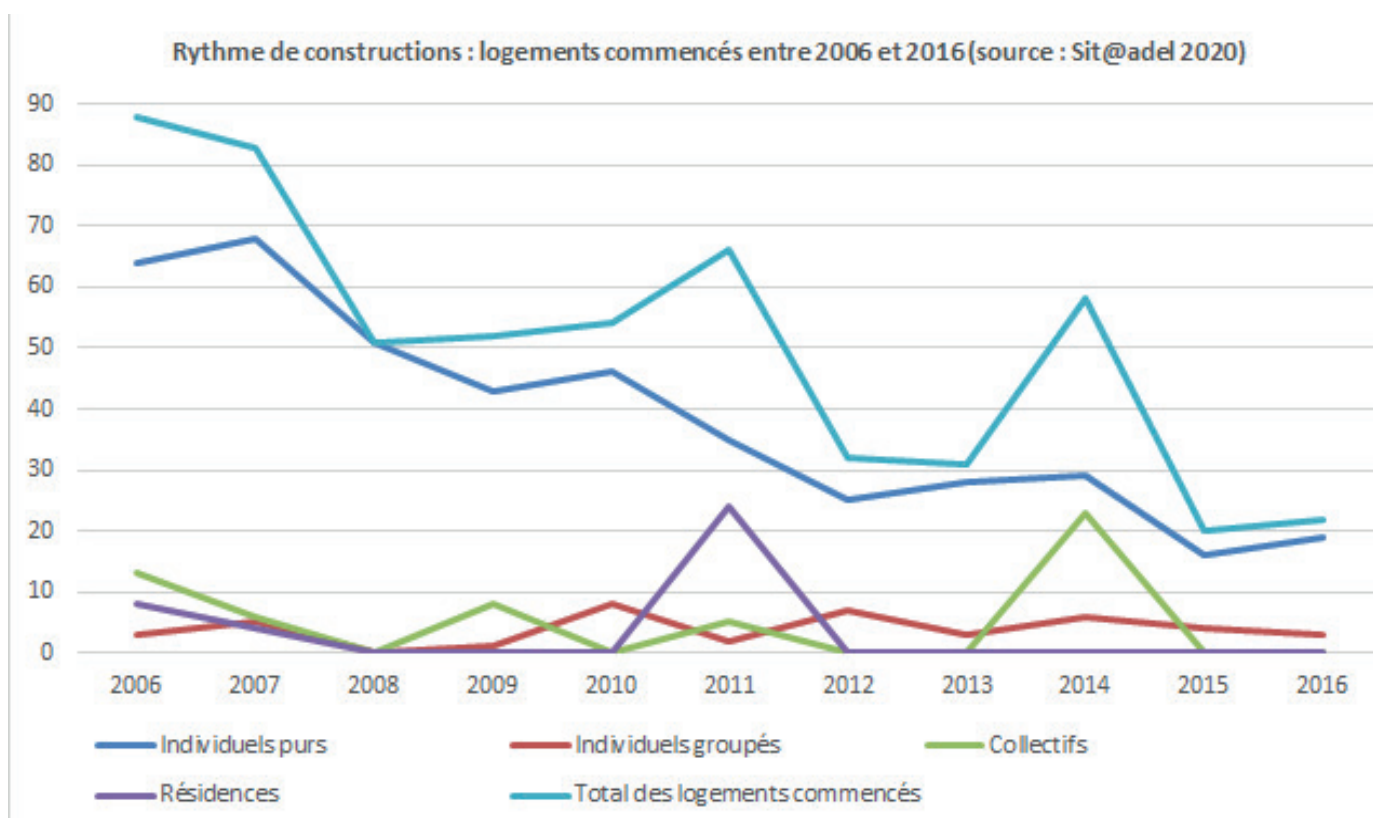
Notons particulièrement la vacance importante à Lalevade (11%) alors qu'il s'agit d'un pôle principal du territoire, important en nombre d'habitants et en parc de logements, à proximité d'Aubenas et avec de nombreux commerces et services.



Selon une enquête logement réalisée par le ministère du logement en 2002, les principales raisons de la vacance des logements en milieu rural sont l'inoccupation passagère entre deux habitants, la difficulté à rassembler le budget pour rénover ou remettre en état le logement, le temps nécessaire pour faire les travaux, le problème de partage ou d'indécision familiale, la difficulté à vendre le logement et la difficulté à le louer.

2.2.2.4 Constructions de logements

* Rythme de constructions entre 2006 et 2016



En 10 ans, le territoire a enregistré un total de 557 logements commencés, correspondant à une surface d'un peu plus de 6 hectares. Parmi ces logements commencés, on dénombre 415 constructions neuves (74,5%) et 142 constructions sur bâtiments existants (25,5%) -il peut dans ce cas s'agir de projets d'extension, de création de niveau(x) ou de changement de destination d'un bâtiment existant, de bureaux en habitation par exemple.

On observe un ralentissement des constructions entre 2006 et 2016 hormis en 2014 où un pic est enregistré (lié à des constructions de logements collectifs). La tendance globale concernant la construction « individuelle pure » est clairement au recul avec 64 constructions commencées en 2006 sur tout le territoire de la communauté de communes Ardèche des Sources et Volcans et seulement 19 en 2016.

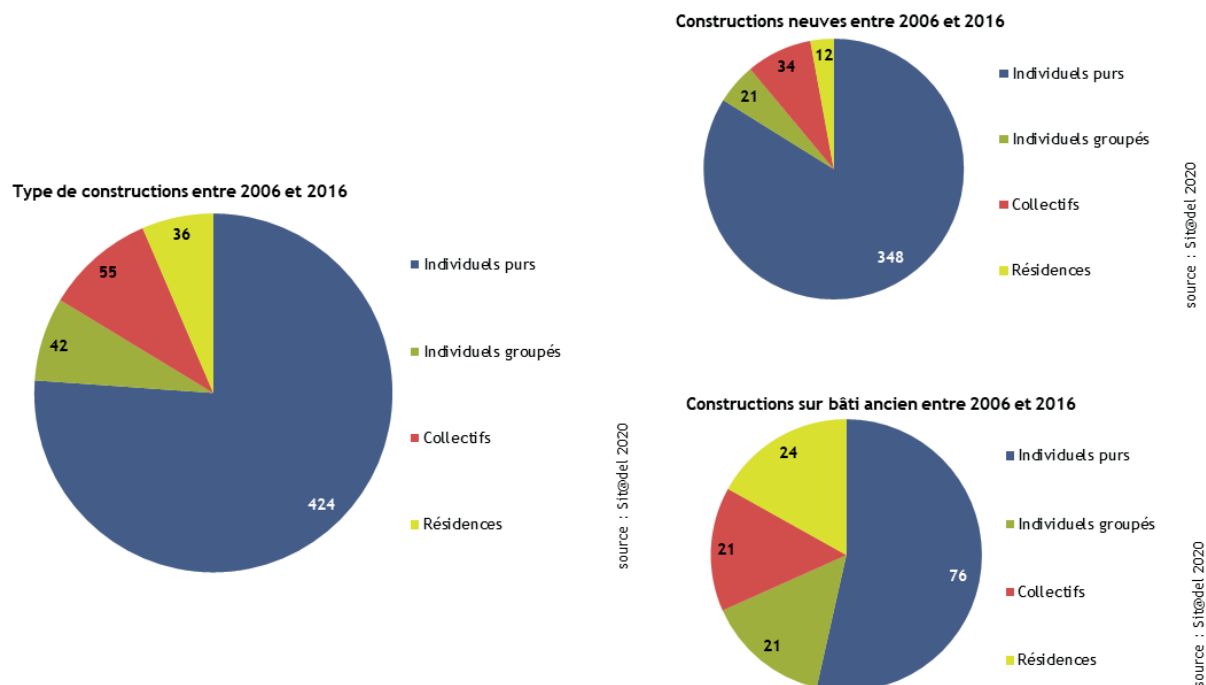
D'après les analyses de l'ADIL, durant la période 1999-2008, on comptabilisait sur le territoire en moyenne 75 logements commencés en construction neuve par an (logements « ordinaires » - sans comptabiliser les « résidences »), puis 41 sur la période 2009-2016.

Le ratio des constructions neuves est de 4,2 logements commencés par an pour 1 000 habitants sur la période 2009-2016 (3,3 logements individuels purs). Cet indice de construction est nettement inférieur à celui du SCoT de l'Ardèche Méridionale : 5,9 logements commencés/1 000 habitants par an (et 3,9 logements individuels purs pour 1 000 habitants).

* **Typologie : individuel pur/individuel groupé/collectif/résidence, évolution**

La maison individuelle pure est le modèle largement dominant, notamment en ce qui concerne les constructions neuves ; il représente 84% des logements commencés entre 2006 et 2016.

Ainsi, le logement collectif ne représente qu'environ 8% des logements commencés parmi les constructions neuves.



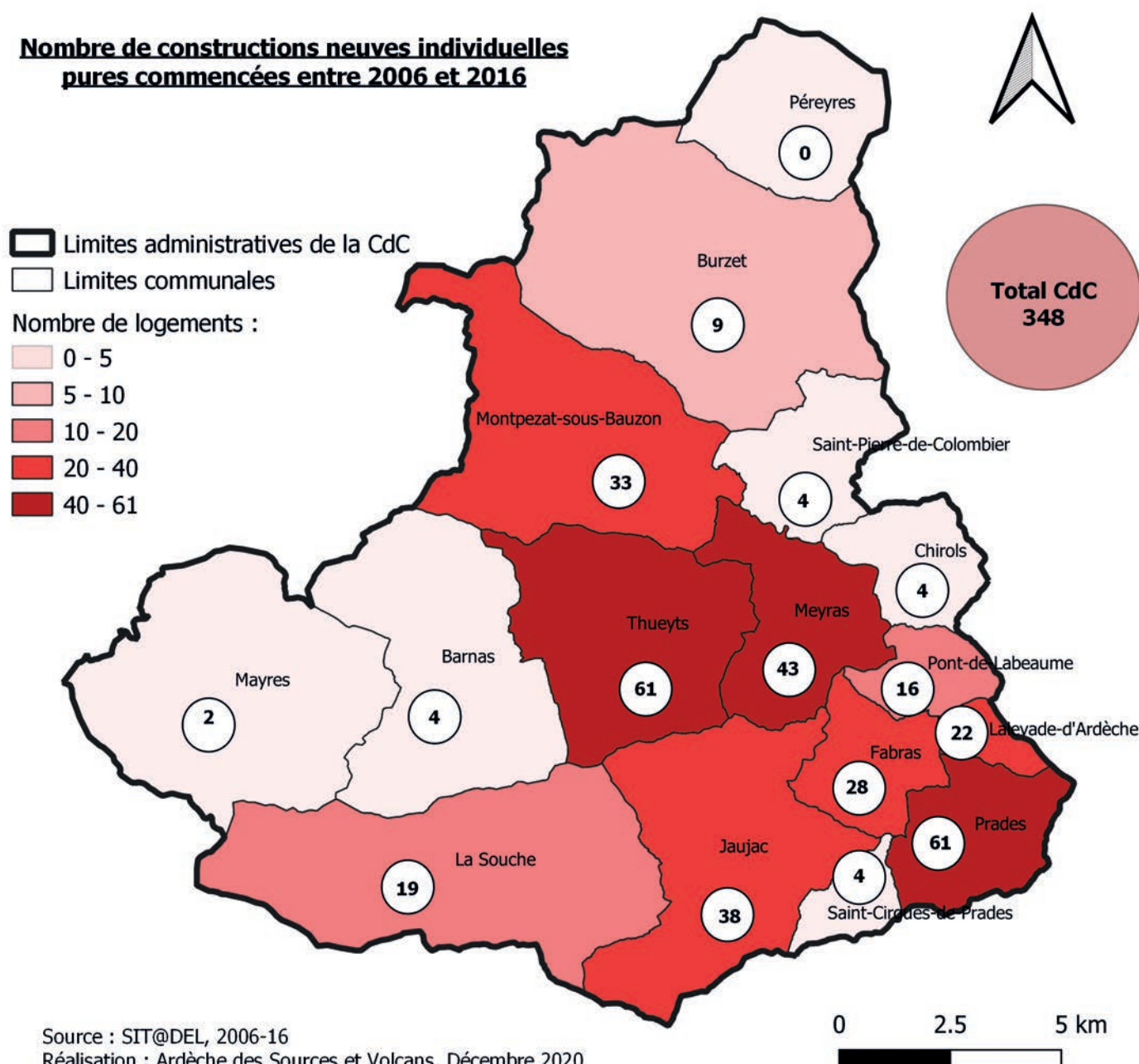
Types de logements commencés entre 2006 et 2016 par commune :

2006-2016	Individuels purs	Individuels groupés	Collectifs	En résidence	Total
Barnas	7	2	0	0	9
Burzet	16	0	2	0	18
Chirols	7	2	0	0	9
Fabras	33	0	0	0	33
Jaujac	50	8	3	10	71
Lalevade-d'Ardèche	25	7	9	0	41
Mayres	6	2	0	0	8
Meyras	56	0	8	4	68
Montpezat-sous-Bauzon	35	5	10	0	50
Péreyres	0	0	0	0	0
Pont-de-Labeaume	18	2	0	0	20
Prades	65	7	0	0	72
St-Cirgues-de-Prades	4	0	0	0	4
St-Pierre-de-Colombier	10	3	0	14	27
La Souche	24	0	0	0	24
Thueyts	68	4	23	8	103
TOTAL 2006-2016	424	42	55	36	557
Total logements neufs	348	21	34	12	415
Total sur bâti ancien	76	21	21	24	142

Les constructions de logements collectifs se sont concentrées sur les communes de Thueyts, Montpezat-sous-Bauzon, Lalevade-d'Ardèche et Meyras, auxquelles s'ajoutent les communes de Saint-Pierre-de-Colombier et de Jaujac pour les logements en résidence. Il s'agit pour ces deux dernières de la réalisation de résidences à destination des seniors (démarrage des travaux en 2011) avec reconversion pour l'une d'elles d'une friche industrielle (ancien moulinage à Saint-Pierre-de-Colombier) et pour l'autre de la réhabilitation d'un bâtiment existant (ancien couvent à Jaujac).

Parmi les logements commencés sur les 10 dernières années, les constructions de logements individuels purs sur le territoire représentent 83,9% des logements commencés en construction neuve et 76,1% de l'ensemble des logements commencés entre 2006 et 2016. Ils induisent une consommation foncière importante. Ces constructions neuves en individuel pur se sont logiquement concentrées dans les communes comptant de nombreuses surfaces constructibles sur leur document d'urbanisme : Prades (61 maisons), Thueyts (61), Meyras (43), Jaujac (38), Montpezat-sous-Bauzon (33), Fabras (28) et Lalevade-d'Ardèche (22). Ce sont sur ces communes, aujourd'hui, que l'étalement de l'espace urbanisé est le plus important, formant de nombreuses dents creuses au sein de l'enveloppe urbaine et un mitage des espaces naturels et agricoles.

Nombre de constructions neuves individuelles pures commencées entre 2006 et 2016



* Analyse de la consommation foncière

D'après l'étude sur la consommation de l'espace entre 2002 à 2011 fournie dans le cadre du porter à connaissance de l'Etat en 2016, l'espace urbanisé représente 3,5% de la superficie intercommunale en 2011, soit 945 hectares environ. Parmi les espaces artificialisés, on relève les campings, correspondant à 3,2%, soit 31 ha, et les zones d'activités commerciales ou industrielles et la carrière sur la commune de Thueyts représentant 4,5%, soit 43 ha. Entre 2002 et 2011, l'espace urbain résidentiel a augmenté de 7,5% avec une croissance de 60 ha. L'urbanisation s'est essentiellement développée dans les centres-villages et à proximité des hameaux.

En 2016, on estime que l'espace urbanisé total représente environ 3,8% du territoire Ardèche des Sources et Volcans.

La consommation foncière moyenne d'une construction neuve en individuel pur est de 1 303m² entre 2013 et 2015 (elle était de 1 556m² entre 2010 et 2012). Cette moyenne est inférieure à celle du SCoT de l'Ardèche Méridionale (1 551m²/logement) et même celle du département de l'Ardèche (1 354m²/logement).

2.2.2.5 Parc en logements spécifiques

* Hébergements pour personnes âgées

Le territoire compte au total 271 places en EHPAD et 40 logements en location à destination des personnes âgées :

- EHPAD « Les Tilleuls » à Montpezat-sous-Bauzon : 50 places dont 12 en service spécialisé pour personnes désorientées (atteintes de la maladie d'Alzheimer) ;
- EHPAD « Rochemure » à Jaujac : 54 places en studios meublés dans une structure médicalisée dont 12 places dans un service spécialisé pour les personnes désorientées (atteintes de la maladie d'Alzheimer) ;
- EHPAD « Les Vergers » à Thueyts : capacité d'accueil de 46 résidents en studios meublés ;
- EHPAD « La Chalambelle » à Burzet : 42 lits dont 12 sur un service spécialisé pour les personnes désorientées (atteintes de la maladie d'Alzheimer). L'EHPAD dispose également de 24 studios meublés en « Petite Unité de Vie » ;
- EHPAD « Les Pins » à Lalevade-d'Ardèche : capacité d'accueil de 55 résidents. Cet établissement n'étant plus aux normes, il doit fermer ses portes. Les lits seront accueillis sur les EHPAD de Thueyts (création d'un nouveau bâtiment pour remplacer l'existant d'une capacité de 80 lits) et de Jaujac (extension du bâtiment existant pour permettre l'aménagement de 20 nouvelles chambres).

Des résidences « seniors » ont été développées par la communauté de communes, proposant ainsi 18 logements adaptés pour les personnes âgées mais non médicalisées, à loyers modérés, aménagés au cœur des villages afin de faciliter l'accès aux commerces et services :

- Résidence « Source de l'Ardèche » à Jaujac : 8 logements situés dans le même bâtiment que la Maison de Santé Pluriprofessionnelle (facilitant l'accès aux soins) et à proximité de l'EHPAD.
- Résidence « Au fil de la Bourges » aménagée à Saint-Pierre-de-Colombier : 10 logements dans un ancien moulinage rénové.

Enfin, la commune de Montpezat-sous-Bauzon a créé une résidence service « Le Rocher du Midi » proposant 9 logements pour personnes âgées adossée à l'EHPAD (non médicalisée en revanche).

Sur la commune de Thueyts, à côté de l'actuel EHPAD, la résidence service non médicalisée « Jean Mounier », gérée par l'association « APATPH », dispose de 13 appartements.

* **Hébergement social pour jeunes en difficulté**

« Le Paradis des Enfants » est un lieu de vie et d'accueil sur la commune de Montpezat-sous-Bauzon, d'une capacité de 8 enfants et adolescents.

* **Hébergement d'urgence et logements temporaires**

Le territoire ne compte aucune structure d'hébergement d'urgence ou de logement temporaire.

* **Aire d'accueil pour les gens du voyage**

La communauté de communes ne compte aucune aire d'accueil pour les gens du voyage. Aucune aire n'a été fléchée sur le territoire dans le schéma départemental de l'Ardèche (communes non soumises réglementairement, le seuil étant de 5 000 habitants).

* **Habitat léger permanent**

Il s'agit de résidences démontables, dont les installations sont sans fondation, qui disposent d'équipements intérieurs et extérieurs, et qui peuvent être autonomes vis-à-vis des réseaux publics. Elles sont destinées à l'habitation et occupées à titre de résidence principale au moins huit mois par an. Ces résidences, ainsi que leurs équipements extérieurs doivent être à tout moment facilement et rapidement démontables.

L'ensemble des modes d'habiter installés de façon permanente doit être pris en compte dans les documents d'urbanisme (article L.121-1 du code de l'urbanisme).

2.2.2.6 Marché de l'habitat

* **Un marché de la vente qui reste mesuré en termes de dynamique**

Le marché se partage entre résidences principales et résidences secondaires, avec un prix moyen au m² de 1 500€ et un prix moyen d'achat de 125 000€.

Le marché des résidences principales est centré sur les maisons proches des services, avec un prix moyen un peu plus élevé (150 - 170K€). Celui des résidences secondaires est globalement un marché de moyenne gamme, centré sur les maisons et maisons de villages avec un peu de terrain, autour de 80 000€. Sur ce segment, une petite partie d'acheteurs est étrangère.

* **Un marché locatif avec une forme de concurrence entre parc privé et parc social :**

Le parc HLM est centré sur les financements PLUS (pas de prêt très social de type PLAI alors qu'ils seraient adaptés au territoire), avec un loyer au m² autour de 5,6 à 6€/m², généralement avec un plafond de 500€/mois à ne pas dépasser compte-tenu de la solvabilité des habitants.

Le parc locatif privé est de qualité moyenne voire faible, avec des loyers autour de 6,5 - 6,8€ /m² (plafond à 600-650€/mois en moyenne).

2.2.2.7 Adéquation du parc aux besoins

La démographie du territoire fait apparaître un réel besoin de renouvellement. Ce besoin semble se confirmer pour les années à venir. En effet, selon les projections du SCoT, la population du bassin albenassien doit connaître une hausse de 14 820 habitants d'ici 2043, soit environ 1 900 nouveaux habitants pour la CCASV.

Pourtant, la démographie fait apparaître des besoins nouveaux, notamment du fait du vieillissement de la population (37,5% de plus de 60 ans en 2016 contre 33,9% en 2006, et 30,7% en Ardèche en 2016), qui générera des besoins en matière de logements adaptés (de plain-pied ou présence d'ascenseurs, taille plus faible que le parc actuel, localisation à proximité des services et commerces...).

Le parc existant ne répond pas complètement aux besoins car la demande se porte sur l'habitat individuel avec jardin ou terrasse, en proximité des centres-bourgs, de préférence de plain-pied (achat et location). Il se caractérise pourtant par un fort taux de vacance, par de nombreuses dégradations, une localisation en centre-bourg, et par des immeubles sans terrain, des hameaux ou des maisons isolés. Il est, de plus, centré sur une offre immobilière de T3-T4, avec une importante part de T5 et plus, qui semble en inadéquation avec les tailles des ménages.

Le besoin de réhabilitation ou de renouvellement doit cependant se faire de façon mesurée pour ne pas déstabiliser le marché (et vider les biens les plus anciens / dégradés).

Le renouvellement actuel du parc est insuffisant, légèrement au-dessus du point mort, mais trop faible pour absorber la hausse démographique.

De 2009 à 2014, il a manqué 60 logements pour absorber la hausse de la population (source : fiches ADIL) :

Besoins théoriques 2009-2014 : 431 logements	Point mort 302 logements	Effet démographique 129 logements
	Hausse du parc de logement 2009 - 2014 +371 logements	Manque 60 logements

ENJEUX HABITAT :

Proposer une offre de logements qui réponde à la diversité des besoins et permette la mixité sociale :

- maintien à domicile des personnes âgées, offre nouvelle en locatif et acquisition de la génération du papyboom
- accueil des jeunes ménages et actifs
- prise en compte du desserrement des ménages
- offre qualitative (accessibilité et performance énergétique), diversité des typologies (développement des logements de petite et moyenne taille), augmentation de la part du parc en logement locatif...

Varier les formes urbaines pour correspondre au parcours résidentiel des habitants avec une gamme spécifique d'habitat plus adaptée aux revenus, notamment des primo-accédants.

Augmenter la part du parc en logements locatifs.

Reconquérir les logements vacants et rendre plus attractifs les centre-bourgs pour de l'habitat permanent.

Prendre en compte le potentiel en habitation lié à la libération de propriétés immobilières par la génération du papyboom (recherchant du locatif).

Prendre en compte l'adaptation sociologique de l'habitat (nouvelles formes de type habitat léger, éco-hameaux, cohabitation...).

Mobiliser le bâti existant ancien, identifier les bâtiments (avec changement de destination possible) permettant de créer de nouveaux logements (transformer les gisements fonciers bâtis : friches industrielles, anciennes fermes...).

Prendre en compte la part importante des résidences secondaires dans les villages des fonds de vallées participant à la vitalité socio-économique de ces communes.

2.2.3 Emplois-activités

2.2.3.1 Données générales

* Une économie présentielle

Le territoire de la communauté de communes est marquée par le poids important de l'économie présentielle. L'économie présentielle se caractérise par une activité majoritairement destinée à satisfaire les besoins des populations résidant sur le territoire, ainsi que celles présentes temporairement (présence touristique).

La part des activités de services est ainsi très importante : services à la personne, commerces de détail, artisanat. Les emplois sur le territoire relèvent ainsi à 82% de la sphère présentielle en 2016.

* La compétence développement économique

La loi NOTRe (du 7 août 2015) renforce le rôle de la communauté de communes en matière de développement économique :

- les actions de développement économiques sont entièrement de la responsabilité de la communauté de communes,
- la communauté de communes est désormais compétente pour la promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme,
- elle attribue une nouvelle compétence concernant la problématique commerciale : « politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire »,
- la communauté de communes devient entièrement compétente pour la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion de toutes les zones d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales, touristiques...

•
Cela se traduit sur le territoire par la gestion de l'office de tourisme intercommunal, la création de locaux d'activités, le soutien à la création ou la reprise d'activités commerciales, artisanales et agricoles en complément des dispositifs régionaux et départementaux.

A noter : L'ensemble des communes de l'intercommunalité sont classées en Zone de Revitalisation Rurale (ZRR) en 2018. Une ZRR est un territoire renfermant certaines difficultés telles qu'une faible démographie, un retard économique, un manque d'équipements à la population... Ce classement a pour objectif d'attirer les entreprises afin de redynamiser l'économie du territoire, notamment en permettant aux entreprises de bénéficier d'avantages fiscaux (exonérations d'impôts sur le revenu, sur les sociétés, sur les bénéfices, exonérations de taxes professionnelle, foncière...).

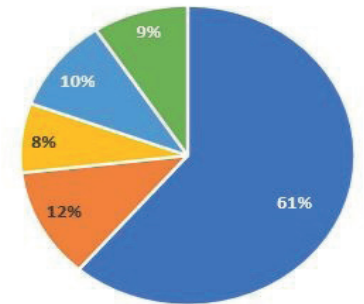
2.2.3.2 La population active et l'emploi

Les 15-64 ans (population en âge de travailler) représentent 55,7% de la population de la communauté de communes Ardèche des Sources et Volcans en 2016. Le taux d'activité* est de 73,1%, soit 3 920 personnes sur 5 359.

Parmi les 1 439 inactifs du territoire en 2016, la part des étudiants, des retraités et des autres inactifs est très proche (de 28% à 38% des inactifs pour les trois catégories). En valeur absolue, ce sont les retraités qui sont les plus nombreux (544).

Part des actifs et des inactifs chez les 15-64 ans en 2016

Part d'actifs :
 ■ Actifs occupés (3 283)
 ■ Chômeurs (637)
 Part d'inactifs :
 ■ Etudiants (401)
 ■ Retraités (544)
 ■ Autres inactifs (494)



Source : INSEE RGP (2016)

* La population active

Parmi la population active** du territoire, le taux d'actifs occupés est de 83,8% (inférieur au taux de 2006, à savoir 85,9%, mais supérieur au taux enregistré en 1999, à savoir 82,6%), et le taux de chômage est de 16,2% (contre 14,1 % en 2006 et 17,4% en 1999). Ces données sont similaires à celles du SCoT de l'Ardèche Méridionale (taux de chômage de 17,4% en 2016). En revanche, le taux de chômage est nettement plus important que celui du département (14,2%) et que la moyenne nationale (10,1%). Le chômage touche principalement les jeunes ; 30% des chômeurs de la communauté de communes ont moins de 25 ans en 2014. Ils représentent 33% en 2016.

Parmi les actifs, les catégories socioprofessionnelles les plus représentées sont les ouvriers, les employés, puis les professions intermédiaires.

La faible part des agriculteurs exploitants est à relever (2% en 2016).

Les cadres et professions intellectuelles supérieures sont sous-représentés sur le territoire (6,4% contre 9,7% à l'échelle départementale).

En regardant en valeurs absolues, on remarque que le nombre d'emplois chez les agriculteurs a diminué de plus de 16% sur le territoire entre 2006 et 2016 (-15). Au contraire, le nombre d'emplois chez les professions intermédiaires a augmenté de 22% (+160), chez les employés de 11% (+104) et chez les ouvriers de 5% (+48).

* L'emploi

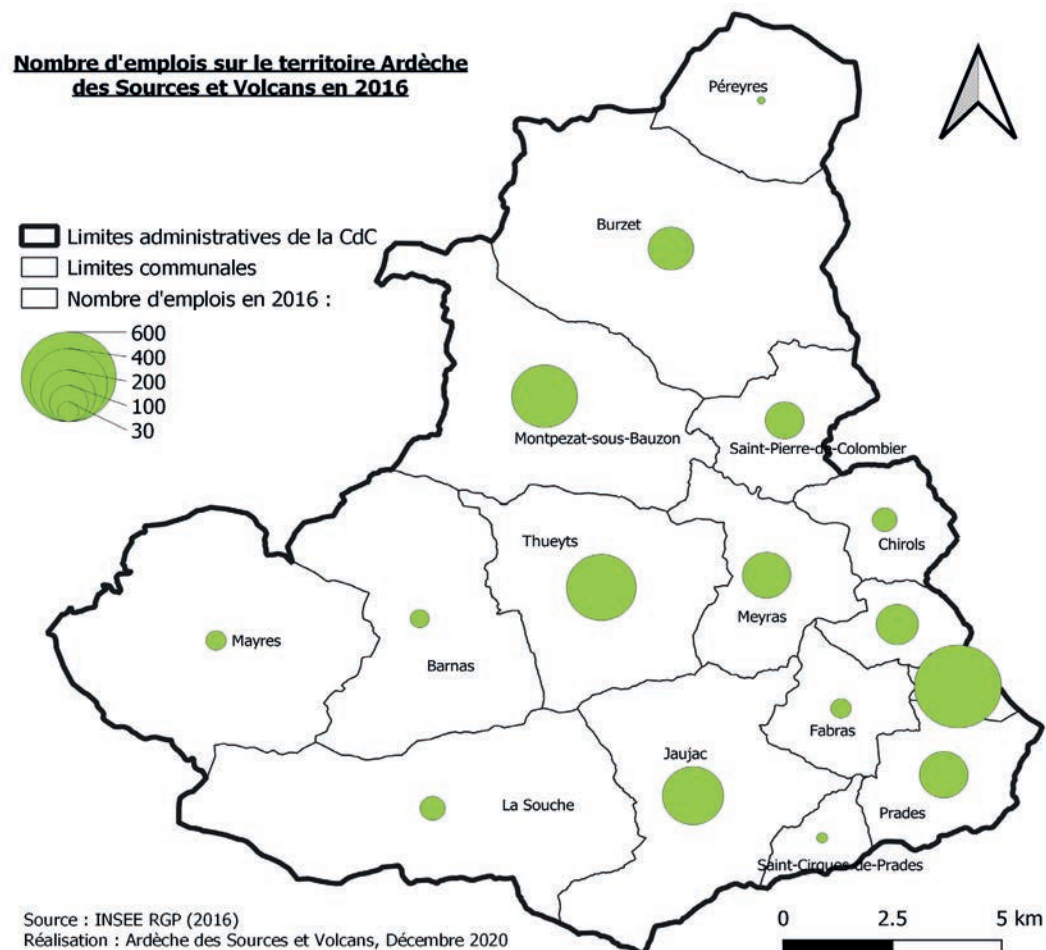
Le volume d'emplois progresse sur le territoire de la communauté de communes ; il a augmenté en moyenne de 26,8 emplois par an entre 2006 et 2016. On compte ainsi 2 237 emplois en 2016 (1 969 en 2006). Le taux moyen de variation annuel entre 2006 et 2016 est de 1,3%. Il est nettement supérieur à ceux du SCoT de l'Ardèche méridionale (0,8%), et du département (0,2%).

* Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs et la population en âge de travailler (ensemble des personnes âgées de 15 à 64 ans).

** La population active comprend la population active ayant un emploi (ou population active occupée) et les chômeurs.

Commune	Emplois 2006	Emplois 2016	Évolution
Barnas	22	24	+2
Burzet	106	138	+32
Chirols	30	41	+11
Fabras	26	28	+2
Jaujac	186	253	+67
Lalevade	495	511	+16
Mayres	29	28	-1
Meyras	171	157	-14
Montpezat-sous-Bauzon	239	293	+54
Péreyres	6	4	-2
Pont-de-Labeaume	129	121	-8
Prades	132	160	+28
St-Cirgues-de-Prades	5	8	+3
St-Pierre-de-Colombier	112	101	-11
La Souche	40	42	+2
Thueyts	241	328	+87
Total CdC ASV	1 969	2 237	+268

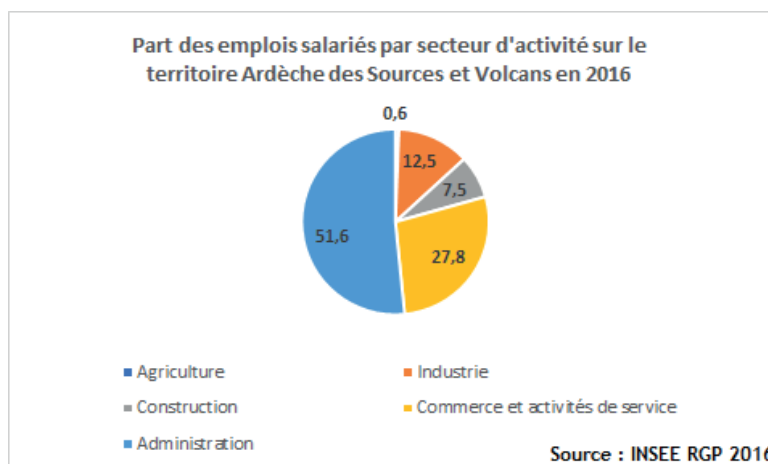
Une économie multipolaire : Les emplois se concentrent naturellement dans les pôles du territoire rassemblant équipements et services. La commune de Lalevade compte ainsi 511 emplois (23% de l'emploi total). Viennent ensuite les communes de Thueyts (328 emplois), Montpezat-sous-Bauzon (293) et Jaujac (253). Le fonctionnement des équipements publics, tels que les EHPAD ou le collège, génèrent de nombreux emplois.



Néanmoins, le taux de couverture* en emplois, de 57% en 2016, est très bas. En effet, il est de 78% pour le SCoT et de 75% pour le département. Cela traduit une forte dépendance économique de la communauté de communes aux territoires voisins et démontre une fonction principalement résidentielle de notre territoire. En effet, parmi les 3 190 actifs résidant sur le territoire en 2016, près de la moitié (49%) travaillent en dehors du territoire Ardèche des Sources et Volcans. Parmi ces derniers, 70,5% travaillent sur le territoire de la communauté de communes du Bassin d'Aubenas.

Répartition des emplois salariés sur le territoire par secteur d'activité : 77,3% des emplois sur le territoire sont des emplois salariés en 2016 (74% en 2009). Ce taux est équivalent à celui du SCoT (77,6%), mais inférieur à celui du département (82,9%).

Parmi ces emplois salariés, 51,6% portent sur le domaine de l'administration publique, l'enseignement, la santé et l'action sociale. Le secteur public est ainsi le principal employeur sur le territoire. Ce secteur d'activité représente 45,3% à l'échelle du SCoT, et 40,6% à l'échelle de l'Ardèche.



La part de la construction est légèrement supérieure sur le territoire en comparaison du SCoT (7,3%) et du département (6,4%).

La part de l'industrie sur le territoire (12,5%) est plus importante qu'à l'échelle du SCoT (9,7%) mais nettement inférieure à la moyenne départementale (19,1%).

Si les commerces et activités de services représentent une forte part des emplois salariés du territoire (27,8%), cette proportion est plus basse qu'à l'échelle du SCoT (35,6%) et également inférieure à celle du département (32,5%).

Le secteur de l'agriculture (2% à l'échelle du SCoT) est pour sa part sous-représenté (0,6% sur le territoire Ardèche des Sources et Volcans).

L'emploi sur le territoire est également marqué par une forte influence de l'activité touristique générant une part conséquente d'emplois saisonniers (notamment avec les thermes de Neyracles-Bains représentant environ 40 ETP). Ainsi, si l'on observe les données URSSAF des effectifs considérés comme relevant de l'activité touristique** sur l'année 2016, on remarque une croissance 2,8 fois supérieure pendant six mois de l'année.

Données URSSAF 2016	1er trimestre	2nd trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre
Effectifs touristiques	47	135	133	47
Nombre d'établissements	24	32	37	26

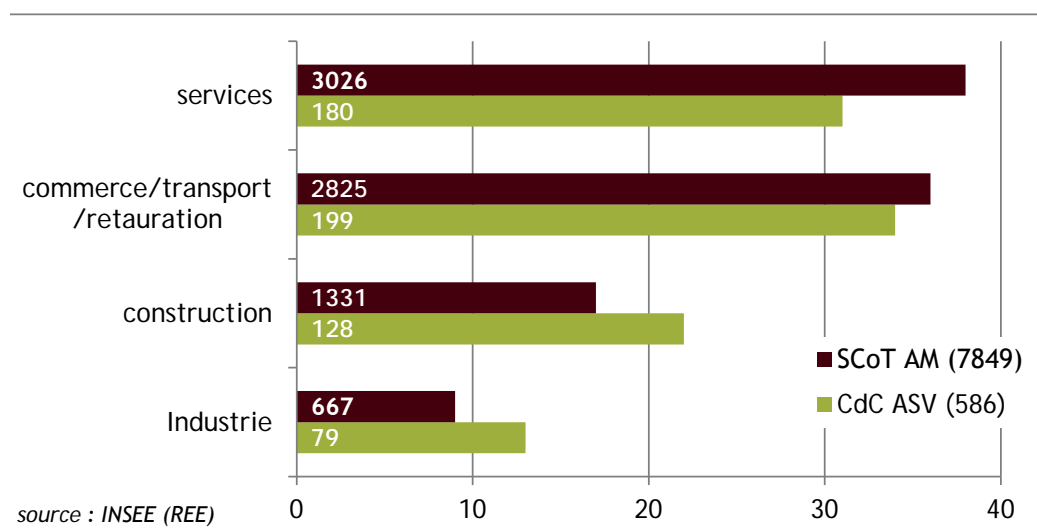
* Le taux de couverture en emplois correspond au nombre d'emplois dans le territoire pour 100 actifs y résidant.

** Sont considérés dans ces effectifs touristiques, les activités liées à l'accueil de visiteurs sur le territoire : organisation de voyages et réception de touristes, hébergement, restauration, transports, loisirs.

2.2.3.3 Les entreprises et établissements du territoire

Sur le territoire on compte, au 31/12/2015, 586 entreprises actives dans le champ marchand non agricole (données INSEE - REE), soit 7,5% des entreprises du SCoT (7 849 entreprises).

La part des entreprises portant sur les services n'est pas très élevée comparativement au SCoT. En revanche, les secteurs de la construction et de l'industrie sont assez importants.

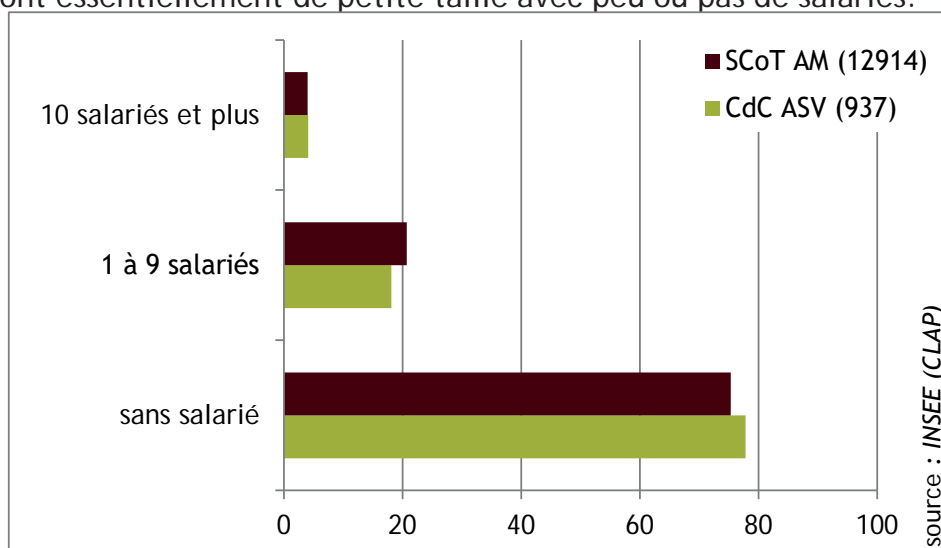


Pour avoir une connaissance plus fine de l'économie sur le territoire, il semble plus pertinent d'observer les établissements*. 937 établissements actifs sont enregistrés sur le territoire au 31/12/2015, tous secteurs confondus (y compris le champ agricole). A l'échelle du SCoT, on recense 12 914 établissements, 7,2% se situent sur le territoire de la communauté de communes. Le secteur tertiaire (services et commerces) représente la majorité des établissements, mais est sous-représenté par rapport au département et à la région.

* Répartition des établissements actifs par tranche d'effectifs de salariés (au 31/12/2015, en %)

Les établissements du territoire sont essentiellement de petite taille avec peu ou pas de salariés. En effet, 77,8% des établissements du territoire n'emploient aucun salarié. Seuls cinq établissements comptent plus de 50 salariés : un à Montpezat-sous-Bauzon, trois à Lalevade-d'Ardèche, et un à Prades.

Le nombre d'établissements et les effectifs sont assez stables sur le territoire ces dix dernières années. En effet, parmi les établissements comptant au moins un salarié, ils étaient 202 avec 987 salariés en 2016, et 199 avec 1 004 salariés en 2007.



* L'établissement est une unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise. Un établissement produit des biens ou des services : ce peut être une usine, une boulangerie, un des hôtels d'une chaîne hôtelière, etc. L'établissement, unité de production, constitue le niveau le mieux adapté à une approche géographique de l'économie.

Comme nous l'avons vu précédemment, parmi les établissements générant le plus d'emplois, une grande partie concerne le secteur public : le fonctionnement des EHPAD (54 salariés en 2016 à Jaujac, 41 à Thueyts), l'enseignement (écoles et collège de Montpezat), les collectivités territoriales (mairies, services de la communauté de communes, services du syndicat mixte du PNR...), la gendarmerie de Thueyts, le centre de distribution de La Poste à Lalevade-d'Ardèche (61 salariés en 2016), les services équipements des routes du Conseil départemental et de l'Etat à Lalevade-d'Ardèche, les SDIS...

Concernant les industries, quelques gros établissements sont présents sur le territoire, notamment dans l'agro-alimentaire avec les eaux minérales à Prades (Vernet) et Meyras (Pestrin), et dans le domaine de la filature (moulinages de Pont-de-Labeaume -Massebeuf, ~40 salariés- et de Prades - Vernede, ~50 salariés). Notons également la présence d'une carrière de pouzzolane à Thueyts avec deux exploitants dont la tendance est à la croissance de leurs effectifs. Ces établissements, ainsi que la carrière doivent être pris en compte dans le document d'urbanisme pour ne pas bloquer le foncier et permettre leur éventuel agrandissement et essor futur.

Plusieurs entreprises dans le secteur du bâtiment génèrent de nombreux emplois (par exemple Gontier à Meyras - 25 salariés, 11 entreprises de maçonnerie à Burzet/Saint-Pierre-de-Colombier ~50 salariés). Les établissements de négoce de matériaux pour la construction sont nombreux (Thueyts, Montpezat-sous-Bauzon, Lalevade-d'Ardèche, Pont-de-Labeaume).

Quelques entreprises de services à la population sont présentes sur le territoire (par exemple l'hôpital privé de soin palliatif « La Condamine » à Thueyts, 46 salariés, et l'entreprise de services Chareyre à Pont-de-Labeaume taxi/ambulance/funéraire, ~10 salariés), mais c'est un secteur qui devrait davantage se développer dans les prochaines années, notamment du fait du vieillissement de la population.

Notons par ailleurs l'effectif important des établissements gérés par l'association ADAPEI à Lalevade-d'Ardèche : 92 salariés sur l'ESAT et 33 sur l'IME (*précisions sur ces établissements apportées dans la partie équipements et services*).

* Zoom sur l'artisanat

On considère une entreprise artisanale si, à sa création, elle compte moins de 10 salariés dans les quatre secteurs d'activités suivants et qu'elle transforme des produits :

- bâtiment (par exemple : maçon, électricien, etc.) ;
- alimentation (commerces de bouche, par exemple : bouchers, boulangers, etc.) ;
- services (services de proximité à la population, par exemple : coiffeurs, taxi, etc.) ;
- fabrication (par exemple : menuisier, métiers d'art, etc.).

Les grandes caractéristiques de l'artisanat du territoire Ardèche des Sources et Volcans sont :

- globalement, une prépondérance de l'artisanat parmi les entreprises marchandes (hors agriculture) du territoire (49% des entreprises sont artisanales contre 43% sur le reste de l'Ardèche), mais peu de poids sur l'économie ardéchoise (3% des entreprises ardéchoises artisanales sont implantées sur Ardèche des Sources et Volcans). Il s'agit souvent de travailleurs indépendants sans salarié.
- sur-représentation des activités du bâtiment (49% des entreprises artisanales) et de l'alimentation (14%) sur le territoire par rapport à l'ensemble de la région Auvergne-Rhône-Alpes et sous-représentation des activités de services (24%) et de fabrication (13%).
- vieillissement des chefs d'entreprises important sur le territoire : part importante des plus de 55 ans (26% des entreprises artisanales sont concernées contre 20% à l'échelle du département) et plus particulièrement dans le domaine de la fabrication (34% des entreprises concernées contre 25% à l'échelle du département). La transmission doit être appréhendée (anticiper le découpage du bien professionnel et de l'habitation généralement rattachés,

convenir du prix de vente le plus juste, trouver un repreneur...), d'autant plus que, dans de nombreux villages, la fermeture d'un commerce ou d'un service aurait des impacts très importants sur la vie locale. C'est par exemple le cas de la commune de Mayres où des efforts de la municipalité ont été entrepris avec le boulanger qui allait prendre sa retraite pour assurer le maintien de cette activité sur la commune. Une nouvelle boulangerie a ainsi ouvert sur la commune en 2020.

- part très importante des entreprises individuelles (71% des entreprises artisanales) et surtout des micro-entreprises. En effet, 38% des entreprises artisanales sont des auto-entrepreneurs (33% pour le département dans sa globalité) et concernent essentiellement le secteur du bâtiment. Il s'agit en quelque sorte d'une forme intermédiaire entre l'entreprise et le salariat, les auto-entrepreneurs vendant généralement leurs services en tant qu'indépendant.
- des entreprises artisanales pérennes : 36% ont plus de 10 ans d'ancienneté sur la CCASV contre 32% sur la région AURA.

* Zoom sur le commerce

Une grande surface est implantée sur le territoire, à Lalevade-d'Ardèche. Relevons toutefois que la capacité à créer des emplois est, selon les branches, trois à quatre fois supérieure avec le commerce traditionnel de proximité qu'avec la grande distribution plus productive, pour la même surface de vente (cf. diagnostic territorial du SCoT de l'Ardèche Méridionale).

La proximité commerciale joue un rôle très important dans les communes rurales en contribuant au lien social sur la commune et à son attractivité. Sur le territoire de la communauté de communes, peu de communes sont dépourvues de commerce alimentaire ouvert à l'année. Quasiment toutes les communes comptent *a minima* une boulangerie ou une épicerie multi-services (sauf trois). Globalement, l'effet saisonnier et lié au tourisme est très important sur l'activité du commerce.

Concernant les marchés hebdomadaires, deux comptent plus de 30 exposants : Thueyts et Jaujac. Les communes de Burzet, Montpezat-sous-Bauzon, Chirols (l'été) et Prades ont également un marché hebdomadaire. Ces marchés sont plus importants pendant la saison estivale. Le document d'urbanisme doit prendre en compte ces marchés (surtout les deux plus importants) et être adapté afin d'assurer leur bonne performance (stationnement, accessibilité, eau/électricité...).

A noter, deux grosses entreprises ont été historiquement créées sur le territoire :

- *groupe Mazet, transport fondé à Lalevade-d'Ardèche en 1923 (siège aujourd'hui à Montélimar),*
- *entreprise familiale Ginhoux (Théodore Ginhoux, ancien muletier) installée à Mayres en 1830 avec son premier attelage de transport de marchandises et de personnes, et désormais à Aubenas (elle constitue la première entreprise en transport autocar du SCoT de l'Ardèche Méridionale).*



2.2.3.4 L'offre foncière dédiée aux activités économiques

* Espaces dédiés à l'activité économique

Les zones d'activités commerciales ou industrielles et la carrière sur la commune de Thueyts occupent 4,5% de l'espace artificialisé intercommunal (45 hectares), d'après l'étude sur la consommation de l'espace de 2002 à 2011 fournie dans le cadre du porter à connaissance de l'Etat en 2016 (*comptabilisant Astet dans le périmètre de l'étude*).

Pourtant, en observant plus finement le foncier dédié à l'activité économique sur le territoire, on remarque qu'il ne représente que très peu d'espace. Actuellement, aucune zone d'activités économiques communautaire n'existe sur le territoire. Celui-ci compte plusieurs sites dédiés aux activités économiques inscrits dans les documents d'urbanisme locaux (PLU ou cartes communales), tous de petites surfaces et affectés à une seule activité. Certains espaces ont un droit des sols compatible avec l'implantation d'activités économiques mais rien n'est organisé et ces sites ne peuvent être considérés comme étant des zones d'activités. Il s'agit ainsi du secteur « La Croisette » à Montpezat-sous-Bauzon, « La Valette » à Burzet, la zone commerciale et touristique à Neyrac-les-Bains (Meyras) ou encore le site artisanal Aubignas à Chirols.

Par ailleurs, deux zones dédiées principalement à des activités artisanales existent sur les communes de Lalevade-d'Ardèche (zone mixte du secteur de l'ancienne gare où se mêlent activités artisanales, services et habitations) et de Thueyts (1,9 ha remplis à 95%, et des terrains communaux attenants disponibles de plus d'un hectare mais en zone agricole). Ces espaces ne sont pas identifiés dans leur document d'urbanisme.

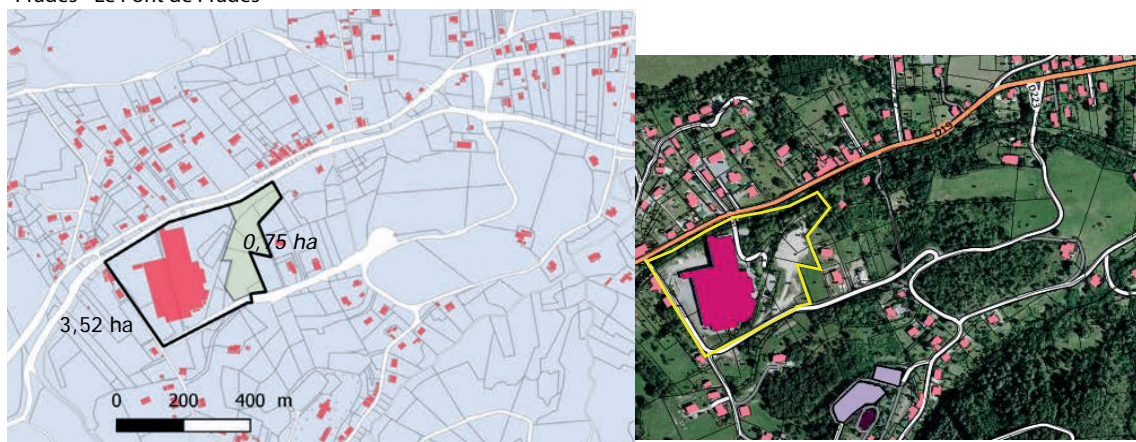
Enfin, il faut noter que les deux carrières de pouzzolane à Thueyts représentent une surface de 16 ha.

Ainsi, nous avons retenu dans notre analyse les sites actuellement dédiés et aménagés pour l'activité économique, constituant ainsi un enjeu, présentés ci-après.

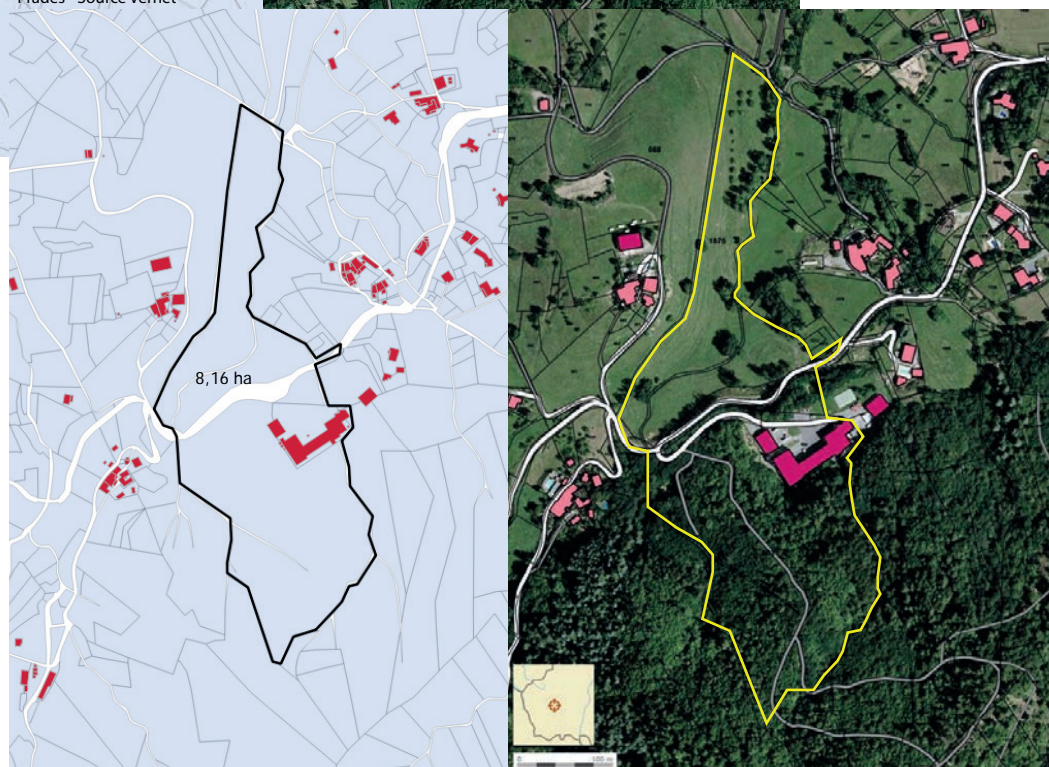
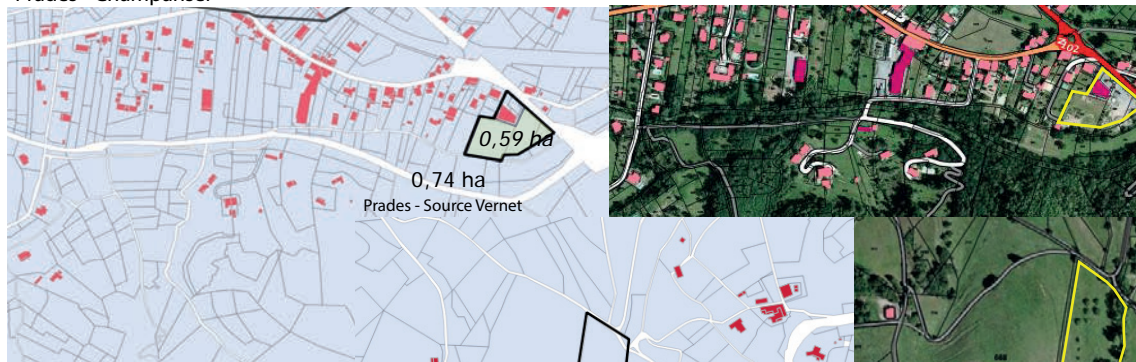
Nom	Localisation	Surface totale (ha)	dont occupée (ha)	Disponibilité (ha) + maîtrise foncière	Remarques
Le Pont de Prades	Prades	3,52	2,77	0,75 > publique	> projets en cours : plusieurs lots appartenant à la commune sont vendus pour l'installation d'artisans (menuiserie, BTP, bouche-rie)
Champanser	Prades	0,74	0,15	0,59 > privée	> zone commerciale sur une partie
Source Vernet	Prades	8,16	0,95	0 > privée	> zone privée dédiée à l'eau minérale
Haut-Champagne	Montpezat-sous-Bauzon	5,93	3,95	0	> uniquement dédiée à la production électrique
Sources Le Pestrin	Meyras	1,39	1,39	0 > privée	> zone privée dédiée à l'eau minérale, un nouveau grand bâtiment a été aménagé sur la parcelle disponible

ZAC multi-activités	Thueyts	2,65	2,31	0,23 > publique 0,11 > privée	> un terrain appartenant à la commune disponible, à proximité des habitations
5 sites	Pont-de-La-beaume	2,27	2,27	0	> les cinq sites identifiés dans la carte communale sont chacun dédiés à l'activité d'une seule entreprise
ZAC multi-activités	Lalevade	3,58	3,58	0	> plusieurs activités artisanales, services ... Trois bâtiments appartenant à la commune (locaux techniques, bureaux), situés au cœur de Lalevade, à proximité de la RN102 et des habitations

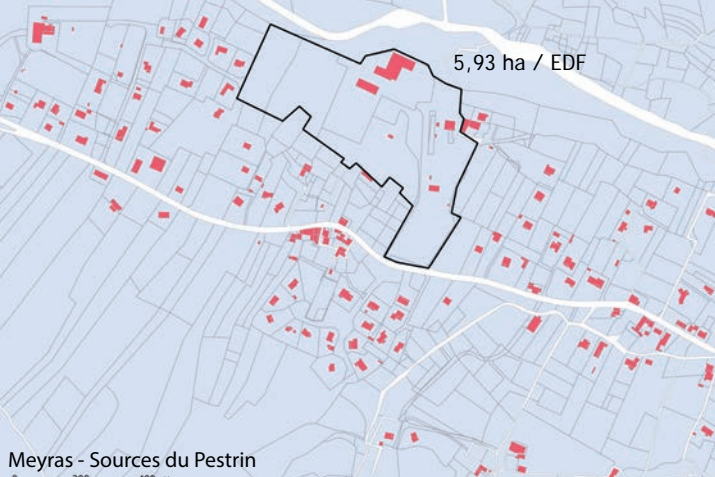
Prades - Le Pont de Prades



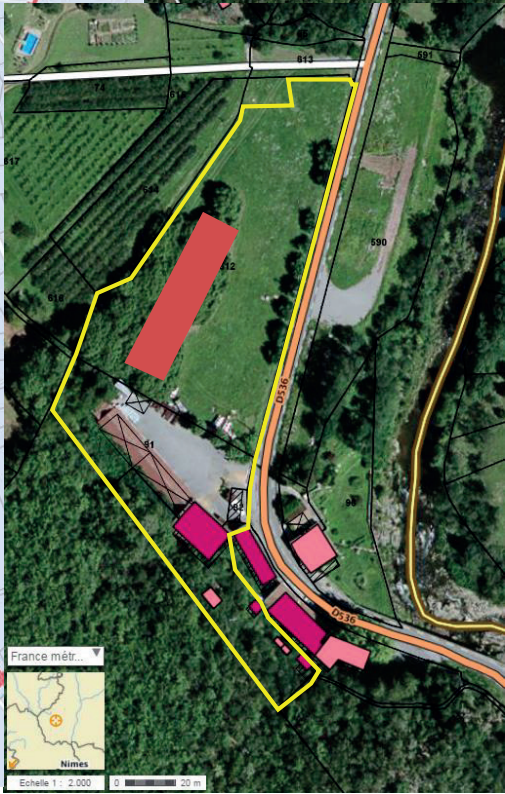
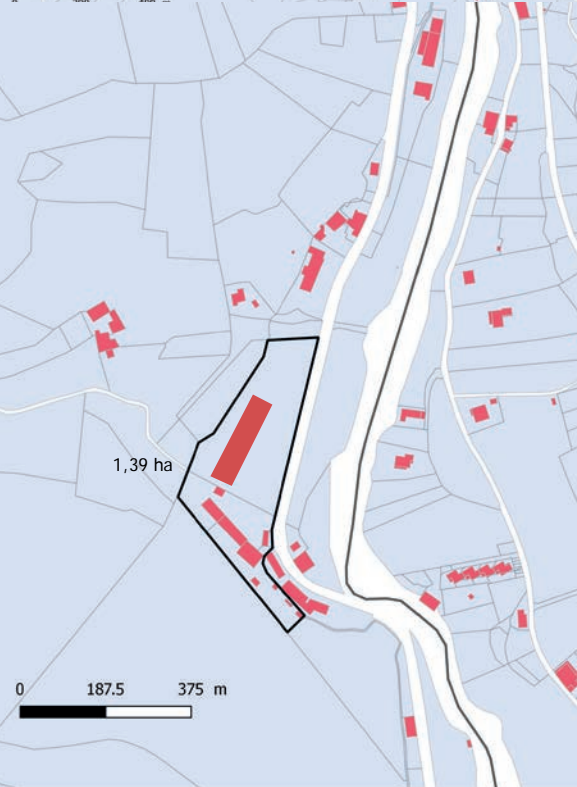
Prades - Champanser



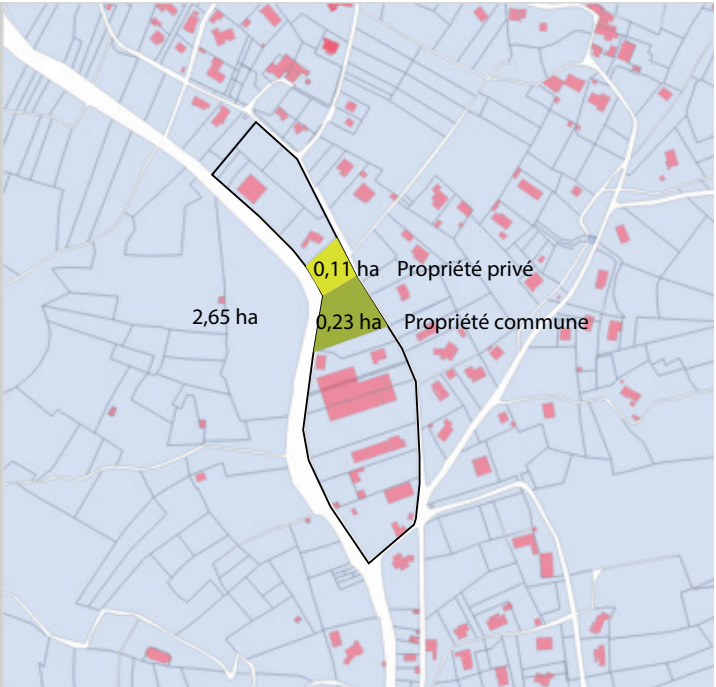
Montpezat-sous-Bauzon - Haut-Champagne



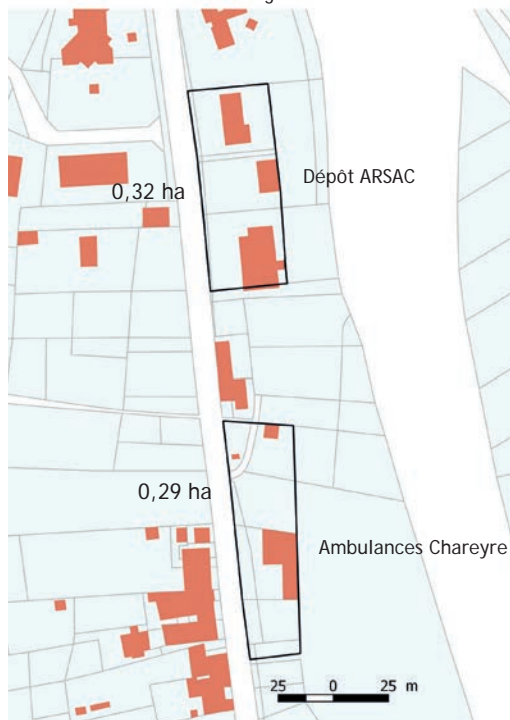
Meyras - Sources du Pestrin



Thueyts - ZAC Prades Bouix



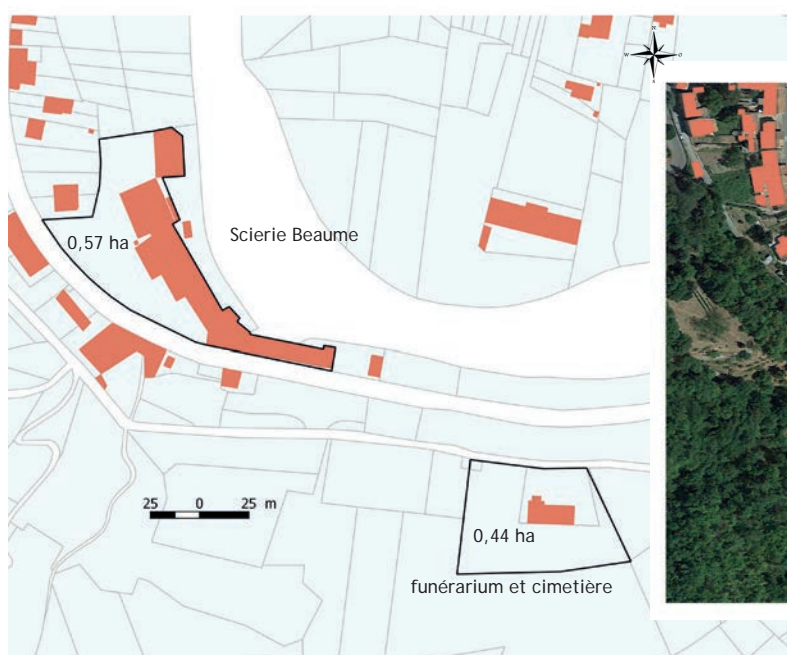
Pont-de-Labeaume - Romézière



Pont-de-Labeaume - Moulinage Masseboeuf



Pont-de-Labeaume



Lalevade - ZAC multi-activités



La communauté de communes Ardèche des Sources et Volcans dispose aujourd'hui de 28,24 ha d'espaces d'activités isolés comprenant 1,68 ha de terrains disponibles dont 0,98 ha de maîtrise foncière publique.

L'éclatement des sites à vocation économique donne peu de visibilité aux activités économiques du territoire. Cette situation particulière s'explique par :

- Un éclatement historique lié à l'implantation des entreprises à proximité des ressources naturelles nécessaires à l'activité (moulinage, embouteillage, carrière)
- Un éclatement généré par une organisation territoriale multipolaire : trois vallées
- Un éclatement induit par les contraintes naturelles majeures auxquelles est soumis le territoire : topographie, risque d'éboulement, risque d'inondation.

Dans ce contexte, le territoire est confronté à une contrainte majeure : la faiblesse des fonciers adaptés à l'accueil d'activités économiques de production (topographie, contraintes naturelles et mitage qui contribuent à l'absence de tènements de taille importante disponible) :

- Vallée de l'Ardèche (N102) : contrainte topographique trop forte, risque d'inondation
- Vallée du Lignon : mitage le long de la D19
- Vallées de la Fontolière et de la Bourges : accessibilité plus faible, mitage le long de la D536.

Le territoire ne compte pas de zone d'activités structurée de manière volontaire par la collectivité, *via* des outils d'aménagement (lotissement, ZAC). Le territoire de la communauté de communes a ainsi une forte carence de foncier économique à destination des entreprises qui veulent s'agrandir ou des nouvelles entreprises qui souhaitent s'implanter dans le bassin d'emploi.

* Foncier d'activité bâti

Friches industrielles

Plusieurs réhabilitations d'anciens moulinages à vocation économique sont à relever sur le territoire tels que, par exemple :

- le centre de colonies de vacances « Les Portes de l'Ardèche » à Meyras,
- le moulinage à Chirols dont une partie est à vocation culturelle (l'écomusée), et sur le reste un projet de reconversion du site est porté par un collectif (soutenu par l'appel à projet LEADER « Urba'Innov ») avec une partie dédiée à l'activité économique (tiers-lieu avec bureaux et locaux pour des artisans) et une autre pour des habitations,
- le moulinage de l'ancienne usine Satex à Prades (ZA « Le Pont de Prades »), réhabilité d'une part en locaux techniques de la communauté de communes (1 000 m²) et d'autre part en locaux d'activités avec un local de 225 m² loué à un artisan maçon et pour l'aménagement d'un hôtel d'entreprises cloisonné sur 2500 m² pour location à deux à trois entreprises.

Le coût de déconstruction et de dépollution de ces sites est une contrainte forte pour la mise en œuvre de projets lors de leur reconversion. Mais les friches industrielles représentent un potentiel intéressant pour les petites entreprises souhaitant s'installer ou se développer sur le territoire, c'est un important gisement à mobiliser pour le développement foncier dédié aux activités économiques.

Libération de foncier d'activité projeté

La scierie de Thueyts (à l'entrée ouest de Thueyts) a arrêté son activité scierie en décembre 2018, le propriétaire loue une partie des locaux (300 m²) à un artisan et souhaite louer d'autres surfaces de ces locaux. Ce site pourrait représenter une opportunité pour la collectivité publique (environ 1,7 ha) car il présente un potentiel important avec des terrains et un autre accès qui pourrait être prévu. Cependant le site est à proximité d'habitations, il faudra s'assurer que l'implantation d'activités économiques soit adaptée à ces situations.

La scierie de Pont-de-Labeaume, située au centre du village, n'a pas de possibilité d'extension. Cela peut représenter un frein à son développement économique.

Locaux disponibles pour l'activité économique

Plusieurs locaux dédiés à l'activité économique (commerces, bureaux...) sont disponibles à Thueyts (une partie de l'espace commercial dans le centre de Thueyts appartenant à un privé, et quelques locaux pour des bureaux appartenant à la commune).

De nombreuses communes du territoire mettent à disposition de commerçants des locaux liés au fonctionnement de leur commerce (boulangerie à Mayres...), ou d'indépendants pour des activités de services ou soins (maisons médicales...).

Aucun espace dédié au *coworking* n'existe actuellement sur la communauté de communes. Pourtant, la demande existe. « La Trame 07 » intervient pour favoriser l'émergence d'espaces de *coworking*, de *fablab*, ou de pépinières d'entreprises en Ardèche. Plusieurs prises de contacts de personnes sur le territoire Ardèche des Sources et Volcans ont été récemment enregistrées.

Le *coworking*, les tiers-lieux de travail ou le développement du télétravail peuvent être des solutions pour le désenclavement des zones rurales comme celle de la communauté de communes, éloignées des pôles de compétitivité, et pour limiter les besoins en mobilité. Le déploiement de la fibre permet au territoire d'être attractif pour cet axe de développement économique. Le territoire a une carte à jouer sur la « mise au vert », la connexion au travail depuis la campagne. C'est un potentiel important permettant l'installation à la fois d'habitants et d'activités. De nombreuses collectivités voient régulièrement se développer des projets de tiers-lieux, locaux partagés, *etc.* qui sont généralement à l'initiative d'acteurs privés sur des sites existants et réinvestis différemment. La collectivité joue un rôle de « facilitateur » pour l'émergence de ce type de projet, notamment concernant l'accès au foncier. Sur notre territoire, les friches industrielles des anciens moulins représentent un potentiel très intéressant pour ce type de projet (tel que le projet collectif sur l'ancien moulinage de Chirols).

* Dynamique de la construction de surfaces à vocation économique

Le rythme de construction de surfaces à vocation économique est extrêmement faible. En effet, la moyenne annuelle de construction de locaux économiques entre 2011 et 2017 est de 1 030m².

Les surfaces autorisées entre 2011 et 2017 par type de locaux :

- Locaux commerciaux : 504 m²
- Locaux de bureaux : 1 543 m²
- Locaux artisanaux : 578 m²

* Besoins pressentis en foncier et immobilier

La présence de la RN102 et de flux routiers importants sur le territoire pourraient *a priori* générer des opportunités de développement. Ces flux pourraient donner lieu à la création de plateformes logistiques, une opportunité en réalité limitée du fait de la géographie contrainte du territoire (impossibilité de développer une plateforme de 10 ha ou plus).

En parallèle, des besoins plus récurrents apparaissent en lien avec les secteurs de spécialisation du territoire. En effet, nous pouvons noter une demande particulière portée par des petites entreprises de production de l'agroalimentaire ou de la construction dont les besoins portent sur des locaux d'activité entre 200 et 500 m².

Enfin, un besoin spécifique a été identifié, étroitement lié à une entreprise historique du territoire. La scierie Beaume de Pont-de-Labeaume a besoin de relocaliser son activité car l'implantation au sein du village n'offre plus d'opportunité d'extension et freine le développement de l'activité. Il est donc nécessaire d'identifier un gisement en dehors de l'enveloppe urbaine d'environ 1 à 1,5 ha pour accueillir cette activité. Aussi, il serait pertinent d'identifier un site de 3 à 5 ha pour envisager l'accueil d'autres activités économiques en lien avec la scierie, notamment autour de la filière bois.

2.2.3.5 Les carrières

Le PLUi doit prendre en compte les orientations suivantes du cadre régional « matériaux et carrières » élaboré par la DREAL Rhône-Alpes, et approuvé par l'ensemble des préfets de département lors du comité de l'administration régionale du 20 février 2013 :

- Les règlements et orientations en termes d'urbanisme doivent rendre possibles le renouvellement et/ou l'extension des sites d'extraction actuels, notamment ceux en roches massives ou alluvionnaires à sec, lorsque la capacité du gisement, sa qualité, son milieu environnant (naturel ou agricole) et la topographie le permettent.
- L'ouverture de nouvelles carrières en eau doit être exceptionnelle, et leur renouvellement et extension seront autorisés avec des niveaux de production inférieurs aux niveaux actuels. Les granulats extraits des carrières en eau seront utilisés pour des usages nobles (ex : béton prêt à l'emploi).



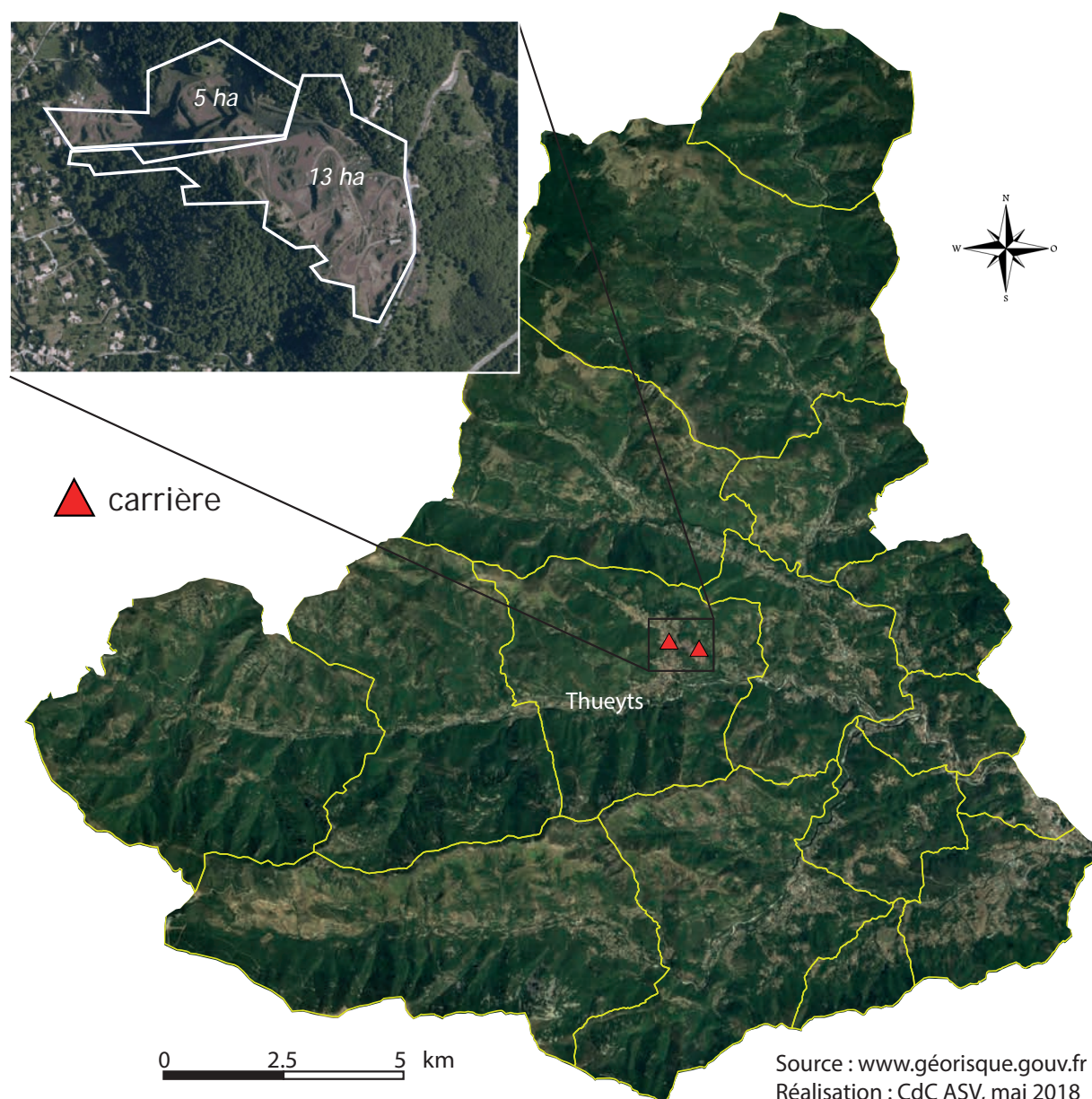
Par ailleurs, le Schéma Départemental des Carrières (SDC) de l'Ardèche a été approuvé le 3 février 2005 pour une durée de 10 ans, mais il reste en vigueur tant qu'un nouveau schéma départemental n'est pas approuvé.

Dans le cadre des orientations prioritaires du schéma visant à préserver l'accessibilité aux gisements essentiels, à rechercher des gisements de proximité et à économiser la ressource en matériaux alluvionnaires, il conviendrait d'examiner la possibilité d'inscrire ces zones en tout ou partie dans le document d'urbanisme pour un tel usage du sol.

Le SDC n'est pas opposable au document d'urbanisme, mais sans zonage approprié, c'est une interdiction généralisée à toute ouverture de carrière. Néanmoins le zonage ne préjuge pas de l'obtention du droit des tiers et des autorisations nécessaires pour l'exploitation.

Sur la communauté de communes, la commune de Thueyts est concernée par les carrières suivantes :

- Carrière ardéchoise de pouzzolane, autorisée par arrêté préfectoral du 18/07/2005, pour une durée de 30 ans, aux lieux-dits le Gimadet, la Coste et le Combeau, pour une superficie de 5,14 hectares ;
- Carrière Dodet, autorisée par arrêté préfectoral du 28/01/2009, pour une durée de 25 ans, sise aux lieux-dits les Bes, le Chomel, les Rompudes, le Prat, les Vignes de la Gravenne et le Combeau pour une superficie d'environ 13 hectares.



2.2.3.6 Agriculture

Pour la prise en compte des enjeux agricoles sur le territoire dans le cadre de l'élaboration du PLUi, la communauté de communes s'est appuyée sur un diagnostic agricole du territoire réalisé par *TerraTerre* en 2016. Dans le cadre de ce diagnostic, une enquête des usagers agricoles, professionnels ou non, a été conduite en 2016.

Les objectifs partagés dans la charte du PNR 2013-2025 au sujet du foncier agricole sont :

- Diminuer de moitié le rythme de prélèvement des terres agricoles pour l'urbanisation
- Faciliter l'accès au foncier agricole en limitant les phénomènes de spéculation et les blocages divers
- Lutter contre la déprise

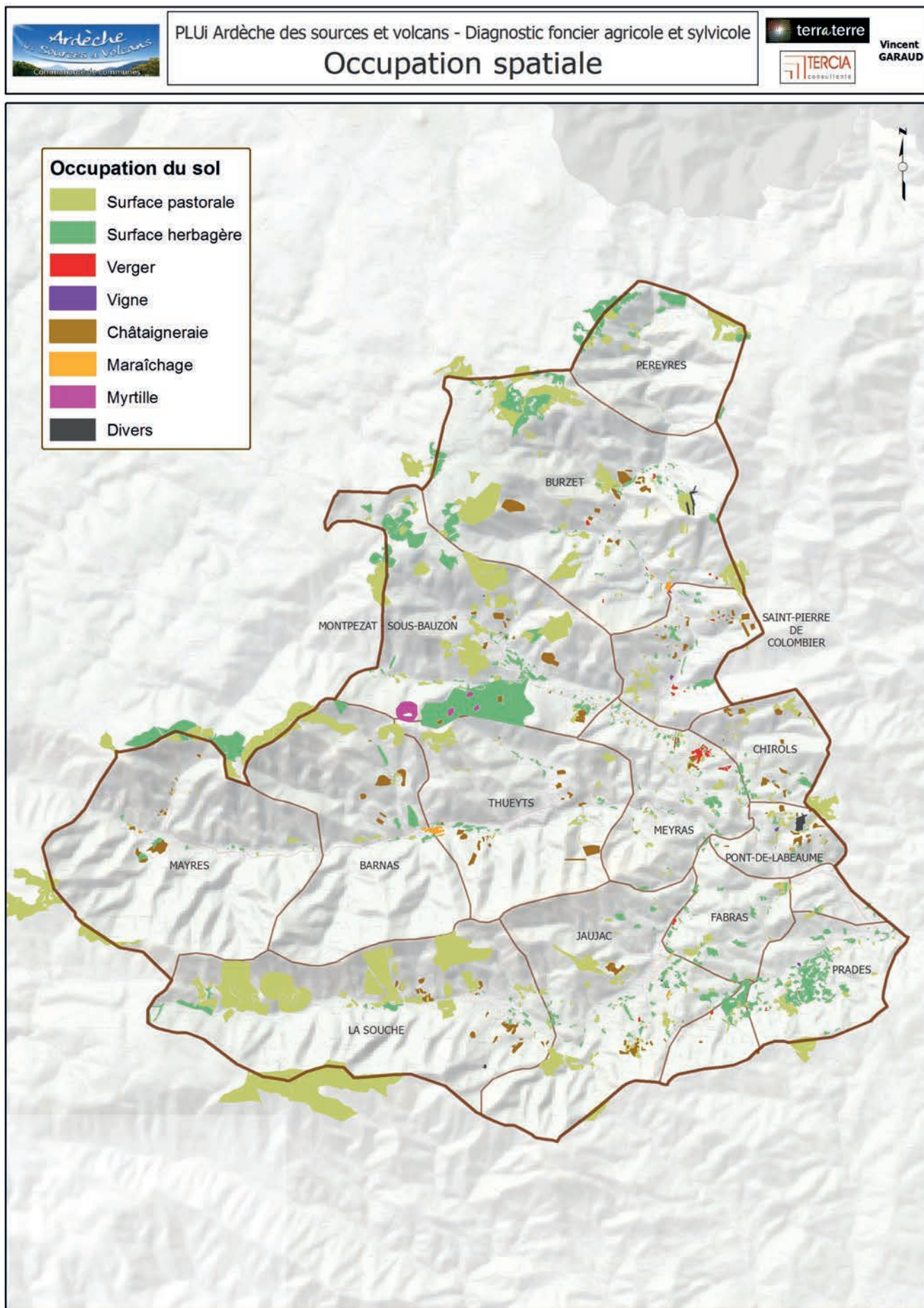
Les politiques d'aménagement de la communauté de communes doivent s'orienter vers la préservation des espaces agricoles à enjeux. Ils doivent être identifiés au travers de leurs intérêts productifs et économiques, mais aussi sous l'angle de leur multifonctionnalité propice au maintien d'un cadre de vie, de paysage et d'environnement. Outre les aspects économiques, le maintien de l'activité agricole sur le territoire a en effet des répercussions sociales et paysagères.



* Occupation physique

Ardèche des Sources et Volcans est un territoire naturel et rural sur lequel l'agriculture tient une place secondaire en termes d'occupation spatiale. Sa répartition est très hétérogène, bien que préférentiellement située en fonds de vallée pour les surfaces cultivées et sur les versants pour les surfaces pâturées et fauchées. L'étage altitudinal va orienter l'occupation des sols, en particulier l'existence de châtaigneraies entre 400 et 1 200 mètres d'altitude qui laissent ensuite la place à celle de la myrtille sauvage sur les contreforts du plateau ardéchois en sous-bois.

En 2000, la surface à vocation agricole (SAU) du territoire est de 3 795 hectares, soit 14% de la surface totale de la communauté de communes (*surfaces recensées dans le registre parcellaire graphique 2014 + enquête des usagers professionnels ou non réalisée dans le cadre du diagnostic agricole*) contre 27,3% en moyenne sur l'Ardèche. Nous sommes donc sur un territoire où la proportion des surfaces agricoles est plus faible comparée à d'autres secteurs ardéchois. En 2016, sur 3 953 hectares à vocation agricole, ce sont 2 459 hectares qui sont exploités par des exploitations professionnelles, soit 9,1% du territoire. En 16 ans, plus de 10% du territoire a perdu sa vocation agricole (déprise ou urbanisation).



Sources : IGN : GEOFLA®, RPG 2014, enquêtes Terraterre
Réalisation : TERCIA, décembre 2017

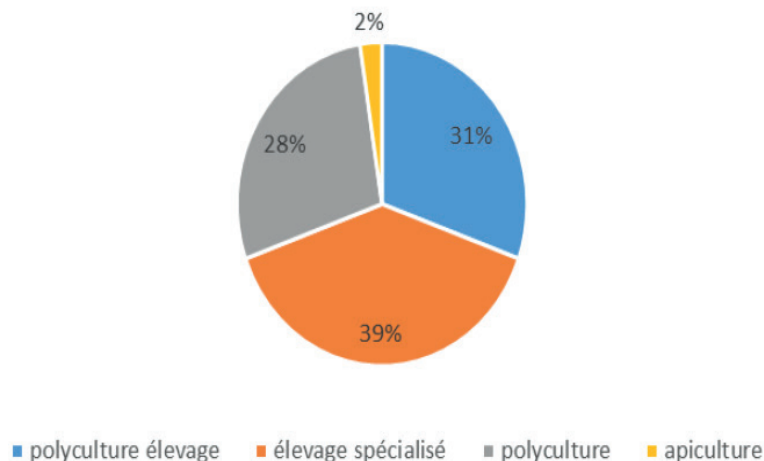
Kilomètres
0 1 2 4 6

* Orientation technico-économique des exploitations

L'agriculture du territoire est globalement marquée par la diversité des exploitations et des ateliers en leur sein, et par la diminution des surfaces cultivées, mais aussi par l'augmentation des cultures pérennes.

La répartition et la complémentarité des ateliers nécessaires à assurer un revenu minimum profitent de l'étagement écologique de l'exploitation avec, d'une part, les fonds de vallée destinés aux cultures, en particulier irriguées et, d'autre part, les versants castanéicoles et d'élevage. L'élevage nécessite également des prés de fauche pour pouvoir constituer les stocks de fourrage (l'hiver pouvant être long et rigoureux dans certaines communes d'altitude) qui sont situés sur des terrains plats en fond de vallée, souvent touchés par l'urbanisation.

répartition des exploitations par orientation technico-économique



La châtaigneraie, production emblématique du territoire, ne représente qu'à peine 10% de la surface agricole exploitée. Elle est, cependant, au cœur de tous les systèmes d'exploitation. La diversification a toujours été présente sur le territoire, en particulier car elle constituait un complément aux revenus ouvriers. Elle se professionnalise aujourd'hui autour d'ateliers de production plus importants. Cela n'empêche pas le maintien de cette diversification au sein des exploitations pour faire face aux aléas climatiques et conjoncturels. Les combinaisons de productions les plus fréquentes sont : élevage/châtaigne, arboriculture/élevage, arboriculture/châtaigne.

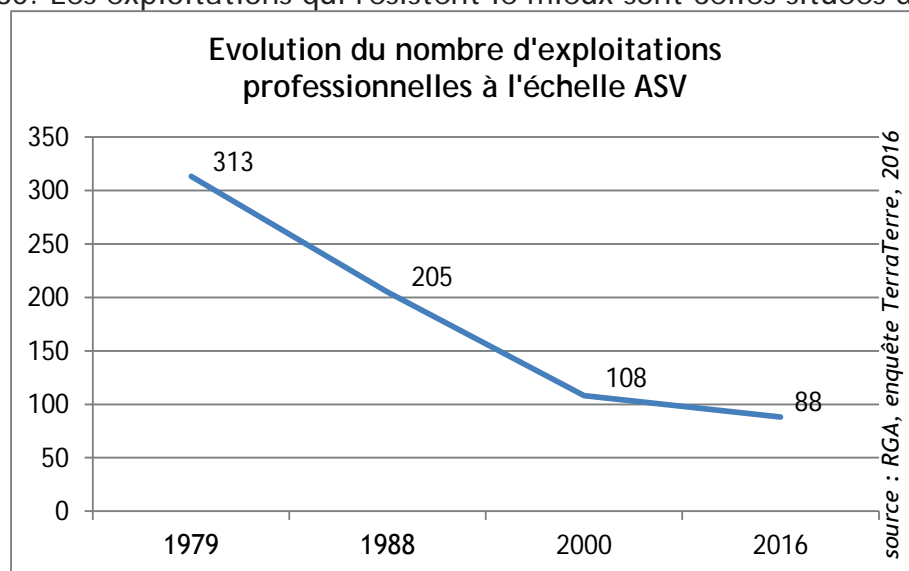
Pour permettre aux exploitations de perdurer, il est nécessaire de préserver des surfaces utiles au développement de toutes les activités de production.



* Exploitations agricoles

Parmi les 116 usagers enquêtés en 2016 (toutes exploitations confondues, avec les retraités et les porteurs de projet), on dénombre 88 exploitations professionnelles* sur la communauté de communes dont 65 ont leur siège situé sur le territoire.

Le nombre d'exploitations agricoles a considérablement baissé depuis 1979 sur le territoire. Près de 41,3% des exploitations ont disparu entre 2000 et 2010 (en Ardèche la moyenne est de -33,4% et de -20% en Rhône-Alpes). Ces 16 dernières années, la communauté de communes a perdu près de 20% des exploitations, chaque commune n'étant pas touchée dans les mêmes proportions. Cette disparition révèle le désintérêt ou l'arrêt de la pluriactivité liée à la déprise des années 70-80. Les exploitations qui résistent le mieux sont celles situées dans la vallée du Salindre.



L'activité agricole développée sur l'ensemble du territoire génère un emploi direct de près de 84,6 ETP (Équivalent Temps Plein) dont 66,4 ETP issus des exploitations situées sur le secteur. 72% des exploitants professionnels du territoire sont à titre principal pour un équivalent de 68,2 ETP. Les cotisants de solidarité représentent 12 ETP sur le territoire.

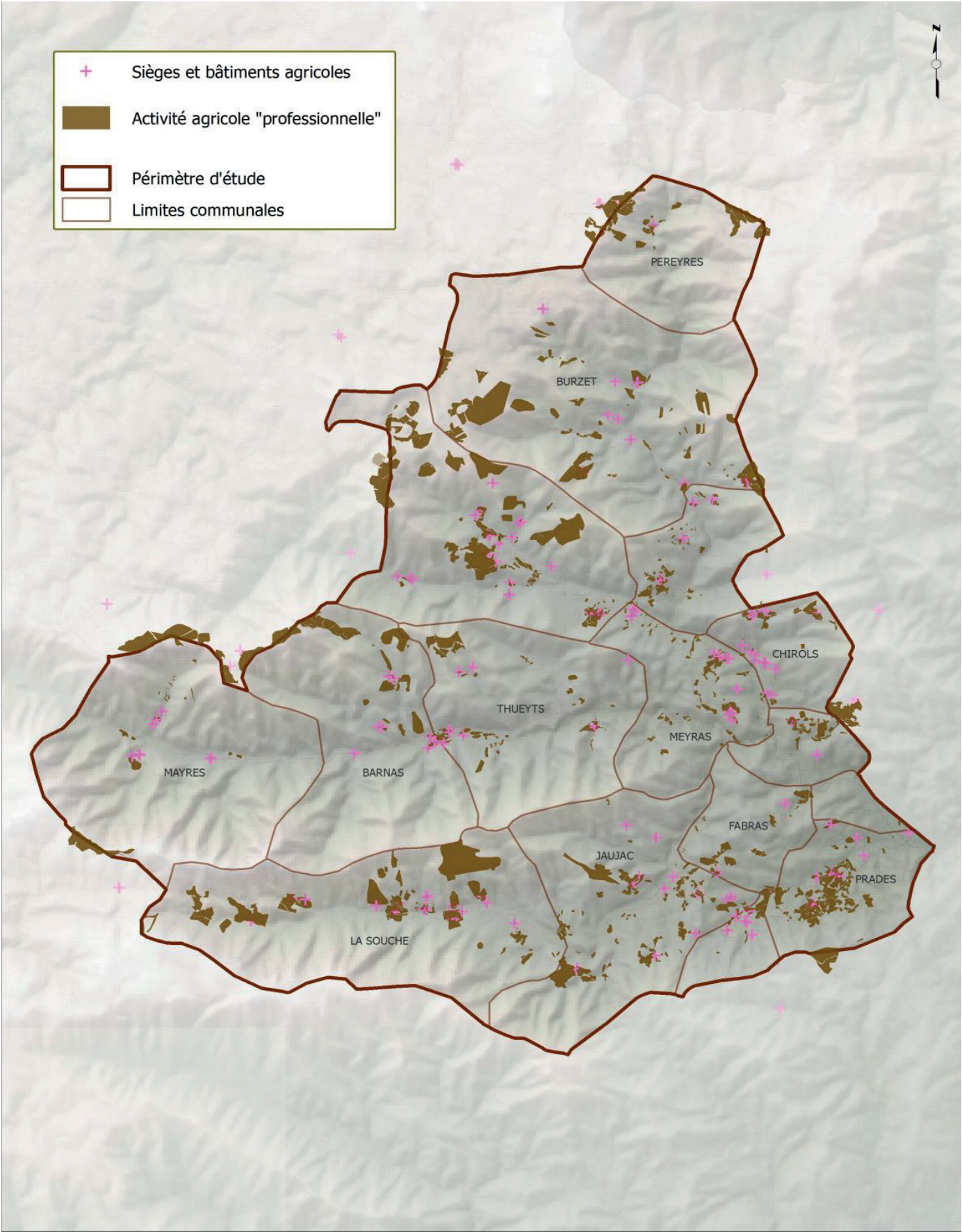
80% des exploitations professionnelles du territoire sont sous forme individuelle. Parmi les 13% sous forme sociétaire, les trois quarts sont de type GAEC (Groupement Agricole d'Exploitation en Commun).

L'âge moyen des exploitants professionnels du territoire est assez jeune (49 ans). La proportion des jeunes de moins de 40 ans ayant une activité agricole sur le territoire est croissante depuis 2000.

La SAU (surface agricole utile) moyenne des exploitations professionnelles est de 30 ha en 2010 (elle était de 27 ha en 2000). Pour les cotisants de solidarité, la surface moyenne est de 4,45 ha (*d'après l'enquête des usagers professionnels ou non réalisée dans le cadre du diagnostic agricole*), tandis qu'elle est de 59,1 ha pour les exploitations à titre principal et secondaire. La tendance est à l'augmentation de la surface moyenne utilisée des exploitations professionnelles.

* Sont considérées comme exploitations professionnelles toutes les structures qui exercent :

- A titre principal : les revenus agricoles dépassent les autres revenus, l'agriculture est la principale source de revenus de l'agriculteur.
- A titre secondaire : les revenus de l'activité agricole sont inférieurs à ceux apportés par d'autres activités menées en parallèle.
- Comme cotisants de solidarité : la structure possède jusqu'à une demie SMI (surface minimale d'installation). Il s'agit d'un statut intermédiaire d'installation avant de passer au statut d'agriculteur à titre principal. C'est un statut permettant d'avoir une reconnaissance agricole le temps d'acquérir suffisamment de foncier pour prétendre à un statut agricole complet.



Sources : IGN : GEOFLA®, RPG 2014, enquêtes Terraterre
Réalisation : TERCIA, septembre 2016

0 1 2 4 6 Kilomètres

Foncier agricole

Les exploitants ont signifié dans le cadre de l'enquête de réelles difficultés d'accès au foncier notamment pour les prés de fauche. Les exploitations du territoire sont généralement marquées par une dispersion parcellaire. Le morcellement du foncier aboutit à une taille des îlots agricoles souvent incompatible avec une notion de rentabilité économique. La taille médiane des îlots agricoles sur le territoire est extrêmement réduite : de 0,8 ha (le plus petit est de 0,01 ha et le plus grand est de 233 ha). Seulement 38% des exploitations professionnelles disposent de plus de 50% de leur SAU en propriété.

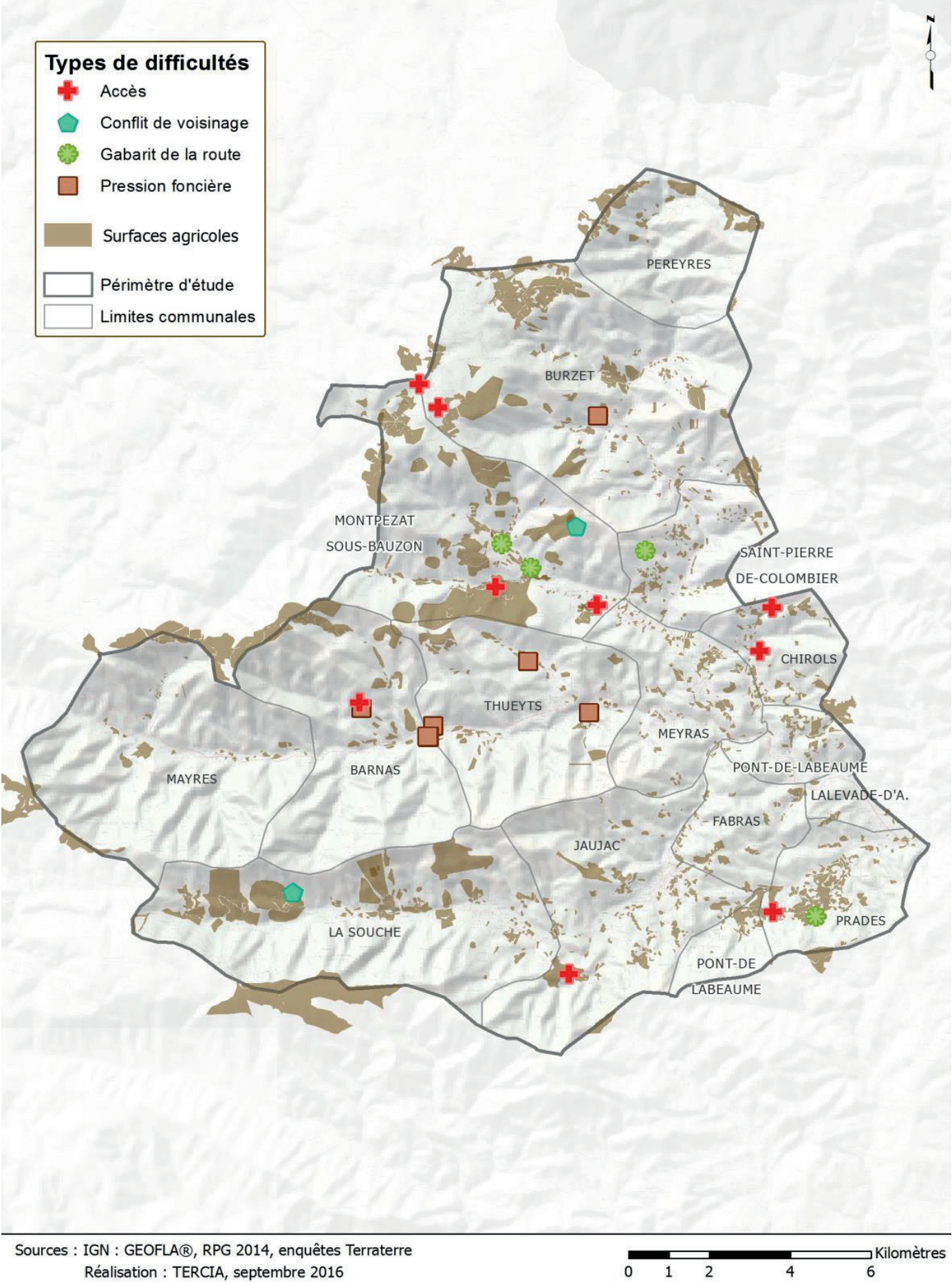
Évolution des surfaces selon leur utilisation entre 1979 et 2010 (données RGA, en hectares) :

	1979	1988	2000	2010
Superficie en terres labourables	89	29	8	4
Superficie de cultures permanentes (châtaignes, myrtilles)	/	129	100	198
Superficie toujours en herbe	4 851	3 065	2 759	1 634

Les surfaces de terres labourables sont presque inexistantes et tendent à disparaître au fil des années. A l'inverse, les surfaces en cultures permanentes ont augmenté. La diminution des surfaces en herbe est liée à la disparition des élevages dans de nombreuses vallées.

La surface irriguée est peu importante (3,8% de la SAU) mais a permis le développement de productions, telles que le maraîchage, les petits fruits, ou encore les plantes aromatiques et médicinales. La plupart des systèmes d'irrigation sont des installations individuelles mises en place par les exploitants eux-mêmes bénéficiant de la ressource en eau disponible à travers les sources, puits ou encore infrastructures existantes telles que les béalières. L'irrigation augmente le potentiel de production des surfaces agricoles concernées et permet de sécuriser la production, moins sensible aux aléas climatiques (sécheresse...). La surface irriguée a fortement diminué entre 1979 et 2000, passant de 276 ha à 51 ha, mais la tendance s'inverse, puisqu'en 2016 elle était de 95,5 ha.

Concernant les contraintes d'exploitation, quelques points noirs au sujet des accès ont été identifiés avec les agriculteurs. Il s'agit essentiellement de chemins ruraux trop étroits ou bordés par des murs qui ne sont plus adaptés à la largeur des engins. S'ajoutent des conflits d'usages qui peuvent être liés à la concurrence foncière entre agriculteurs ou encore la pression urbaine qui accentue ce phénomène de concurrence. La proximité des habitations peut poser des problèmes quant aux itinéraires techniques (utilisation de produits phytosanitaires, mais surtout présence d'animaux). Sept exploitants disposent de bâtiments non fonctionnels dans l'organisation de leur travail et treize estiment nécessaires des travaux d'amélioration de leurs bâtiments.



* Les principales filières

- La filière ovine est bien implantée sur le territoire avec 24 exploitations, même si l'effectif du cheptel a beaucoup diminué sur le territoire. Une IGP « agneaux d'Ardèche » est en projet. Seul un éleveur du territoire commercialise sous l'IGP « agneau de l'adret ». Les éleveurs ovins sont impliqués dans des démarches de « plans pastoraux » en partenariat avec le PNR des Monts d'Ardèche afin de faciliter le pastoralisme sur le territoire avec des équipements. Une exploitation transforme du lait de brebis et valorise ses produits fromagers en vente directe.
- La filière bovine prend de l'ampleur sur le territoire (14 exploitations ont un troupeau de vaches allaitantes) mais la structuration de la filière est faible. Un éleveur commercialise sous le label AOP « fin gras du Mézenc ».
- La filière caprine concerne huit exploitations, sept d'entre elles transforment du lait de chèvre. Toutes se situent dans le périmètre de l'AOP « Picodon » mais seule une exploitation commercialise sous cette appellation.
- La filière volaillère compte cinq agriculteurs ayant créé un atelier de volaille (dont un sous label rouge, et trois en complément d'autres productions avec une valorisation en vente directe).
- La filière maraîchère est assez dynamique sur le territoire (cinq exploitations) et bénéficie d'un bassin de consommation relativement important avec la proximité de l'agglomération albenassienne. Elle fonctionne en vente directe (marchés et magasin de producteurs « La Mussette » à Aubenas ou « La Basso » à Jaujac). Les projets d'installation sont souvent développés en agriculture biologique. Le foncier est aujourd'hui une des préoccupations majeures pour l'installation en maraîchage (accès à du foncier cultivable et permettant les rotations culturales).
- La filière castanéicole concerne 35 exploitations. Seules trois commercialisent leur production sous l'AOP « châtaigne d'Ardèche ». 60% de la production est vendue en frais et 40% est destinée à la transformation. La demande est importante sur cette production ; près de 2 000 tonnes supplémentaires seraient nécessaires pour couvrir la demande des industriels. La filière fait face au Cynips, ravageur du châtaignier apparu dans les années 2010 sur le territoire et qui engendre des dégâts importants. En 2016, les pertes de productions sont estimées à 50%. Des programmes de lutte contre le Cynips ont été mis en place ainsi que des programmes de reconquête des châtaigneraies non exploitées (travaux d'élagage notamment).
- La filière arboricole est présente sur le territoire, en particulier avec la production de petits fruits et de quelques vergers qui se maintiennent (en particulier sur la commune de Meyras à proximité du réseau d'irrigation). Ces productions viennent généralement en complément de la châtaigne ou du maraîchage.
- D'autres filières se sont développées sur le territoire :
 - Filière équine/asine - 5 exploitations
 - Apiculture - 2 exploitations
 - Filière porcine - 2 exploitations
 - Myrtille sauvage - 2 exploitations



Il convient par ailleurs de noter que le périmètre de l'intercommunalité est concerné par :

- 3 AOP : châtaigne, picodon et fin gras du Mézenc (uniquement Burzet, Montpezat-sous-Bauzon, Péreyres)
- 8 IGP : miel des Cévennes, Jambon de l'Ardèche, Saucisson de l'Ardèche, Poulets-chapons et pintades d'Ardèche, Volailles d'Auvergne (uniquement Montpezat-sous-Bauzon), Comtés Rhodaniens (sauf Burzet, Montpezat-sous-Bauzon, Péreyres et Saint-Pierre-de-Colombier), Ardèche, et Méditerranée.



* Les débouchés

- L'agritourisme reste anecdotique sur le territoire puisque seules huit exploitations proposent des activités annexes à l'exploitation (cinq ont développé de l'hébergement, un de la visite à la ferme, et deux développent une activité de restauration). Quatre exploitants sont adhérents à la démarche « Goûtez l'Ardèche » pour tout ou partie de leur production.

Malgré l'attrait touristique évident de ce territoire, les exploitants n'ont que très peu développé l'accueil, soit par raison économique (nécessité de disposer d'un patrimoine au départ), soit par choix organisationnel (disponibilité nécessaire qui n'est pas toujours en adéquation avec les pointes de travail estivales : foin, récoltes, fromages, marchés....). Néanmoins, les demandes pour l'installation d'hébergements légers de loisirs à proximité des exploitations agricoles sont de plus en plus fréquentes.



- Le développement de la vente directe et de la transformation : plus de 60% des producteurs du territoire transforment une partie de leur production et 48% des exploitations professionnelles ont recours à la vente directe (bien développée sur le territoire puisque la proportion en Rhône-Alpes est de 21% seulement). Les outils de transformation collectifs, de type CUMA (coopératives d'utilisation de matériel agricole), permettent la mutualisation des moyens (34 exploitations sur 88 y ont recours). 19 exploitations se sont dotées d'outils individuels pour la transformation et la valorisation de leurs produits.



- L'agriculture biologique concerne 25% des agriculteurs du territoire, mais sur une surface de seulement 158,65 ha, soit 6,5% de la SAU du territoire.

* Les risques et menaces sur les exploitations

- Le risque de déprise : ce sont 10 exploitants de plus de 55 ans qui n'ont pas de succession assurée, utilisant 261,3 ha, soit 10,6% de la SAU totale du territoire.

- La vulnérabilité du système d'exploitation : 240 ha sont exploités par 11 exploitations présentant une fragilité structurelle forte. La moitié d'entre elles sont des structures en fin d'activité qui ont notablement réduit leur production. Elles se trouvent donc dans une configuration qui devrait leur permettre *a minima* d'attendre la retraite des exploitants. Néanmoins, cette anticipation peut leur porter préjudice, ainsi qu'à la future reprise de l'exploitation. Pour d'autres, la fragilité réside dans une structure ne permettant pas d'atteindre un revenu agricole minimum

(en particulier les cotisants solidaires qui, faute de surface minimale, ne peuvent développer une activité économique pérenne).

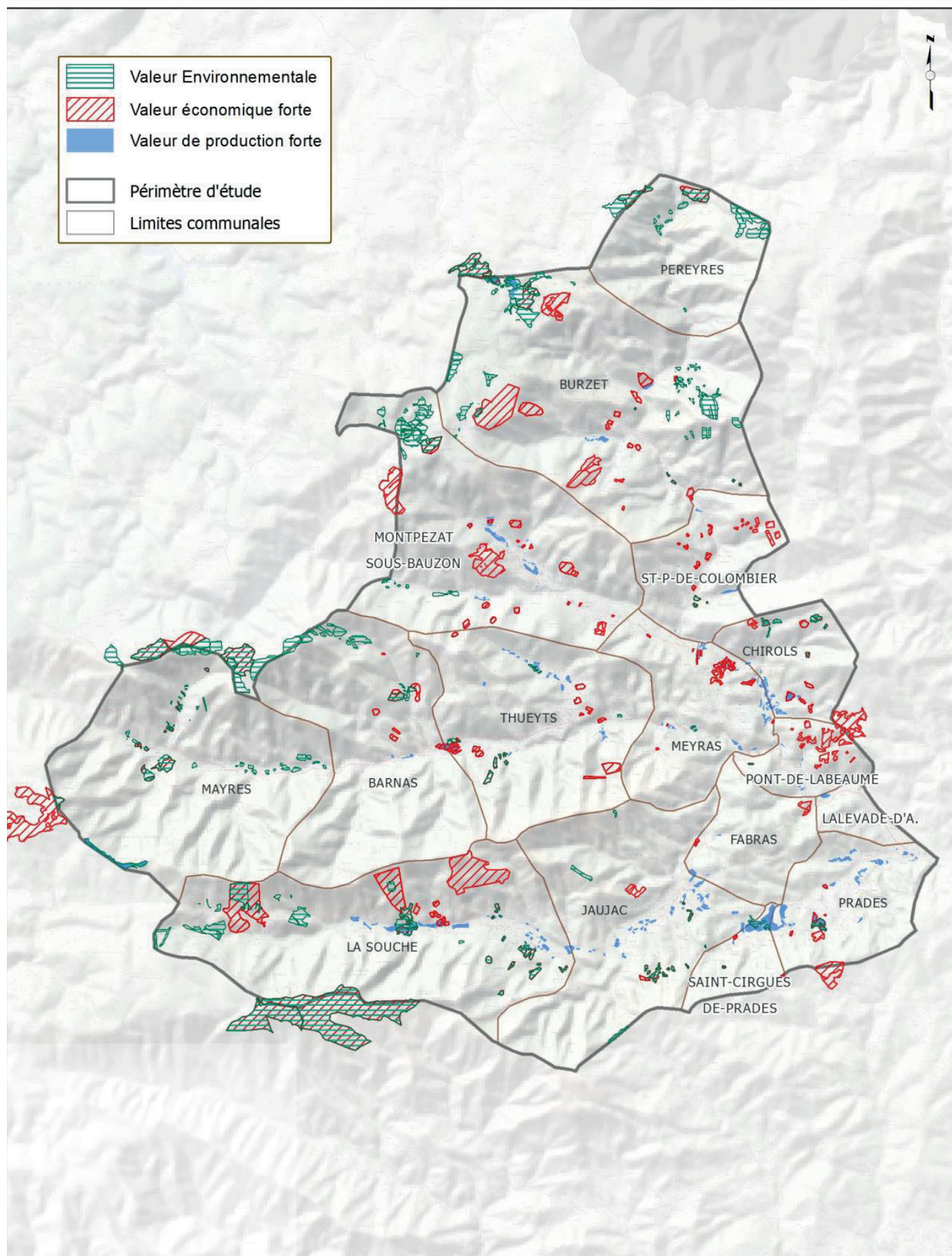
- La pression foncière : entre 1986 et 2007, ce sont près de 60 ha qui ont été urbanisés, avec une accélération du phénomène dans les années 2000 (artificialisation de 18,9 ha en cinq ans). Dans les documents d'urbanisme communaux actuels du territoire, les surfaces prévues à l'urbanisation sont de 51,6 ha. Le long de la vallée de l'Ardèche, le développement des campings pour l'activité touristique peut-être problématique pour l'activité agricole convoitant également les terres de bords de rivière. Enfin, de nombreux propriétaires refusent de mettre à disposition leurs terrains à des agriculteurs de crainte d'être dépossédés de leur propriété et de ne plus parvenir à reprendre la maîtrise du foncier.

* Les valeurs d'usage de l'agriculture

- Le potentiel de diversification : cet enjeu est évalué sur la base du potentiel agronomique des terres. Ce sont 1 025 ha qui offrent un potentiel de diversification fort, soit une très faible part du territoire (près de 3,8% de la superficie du territoire). Il s'agit de surfaces préférentiellement en bords de rivières, en fonds de vallées et en zones relativement planes.

- La valeur économique : des terres peuvent ne pas disposer de qualité agronomique forte mais permettre de réaliser des productions à forte valeur économique (par exemple, la viticulture...). 29% du territoire agricole (soit 715 ha) sont concernés par un potentiel économique fort et très fort (surtout lié à la taille des tenements agricoles).

- La valeur environnementale et paysagère : certaines parcelles possèdent une valeur importante liée à l'environnement à travers, par exemple, des appellations « agriculture biologique » ou des classifications Natura 2000. Ces parcelles à enjeu agricole sont intéressantes à préserver dans un raisonnement global de préservation de l'espace naturel. 268 ha sont porteurs d'une valeur environnementale forte (soit 10,9% de la SAU). L'attractivité du territoire pour les nouvelles populations passe par un cadre de vie préservé des pôles urbains avec son caractère agri-naturel. L'agriculture participe de cet enjeu en maintenant des surfaces cultivées, fleuries et dégagées. L'ossature agricole du territoire est constituée par les trois principaux axes RN102, D5 et D536 qui concentrent les principaux enjeux agricoles. Elle structure le territoire d'un point de vue paysager et de qualité de vie. Elle offre une vitrine de premier plan pour les produits de terroir tout en assurant des ressources et des potentiels importants. Sa cohérence et sa continuité doit ainsi être préservée.



Sources : IGN : GEOFLA®, enquêtes Terraterre
Réalisation : TERCIA, octobre 2016

0 1 2 4 6 Kilomètres

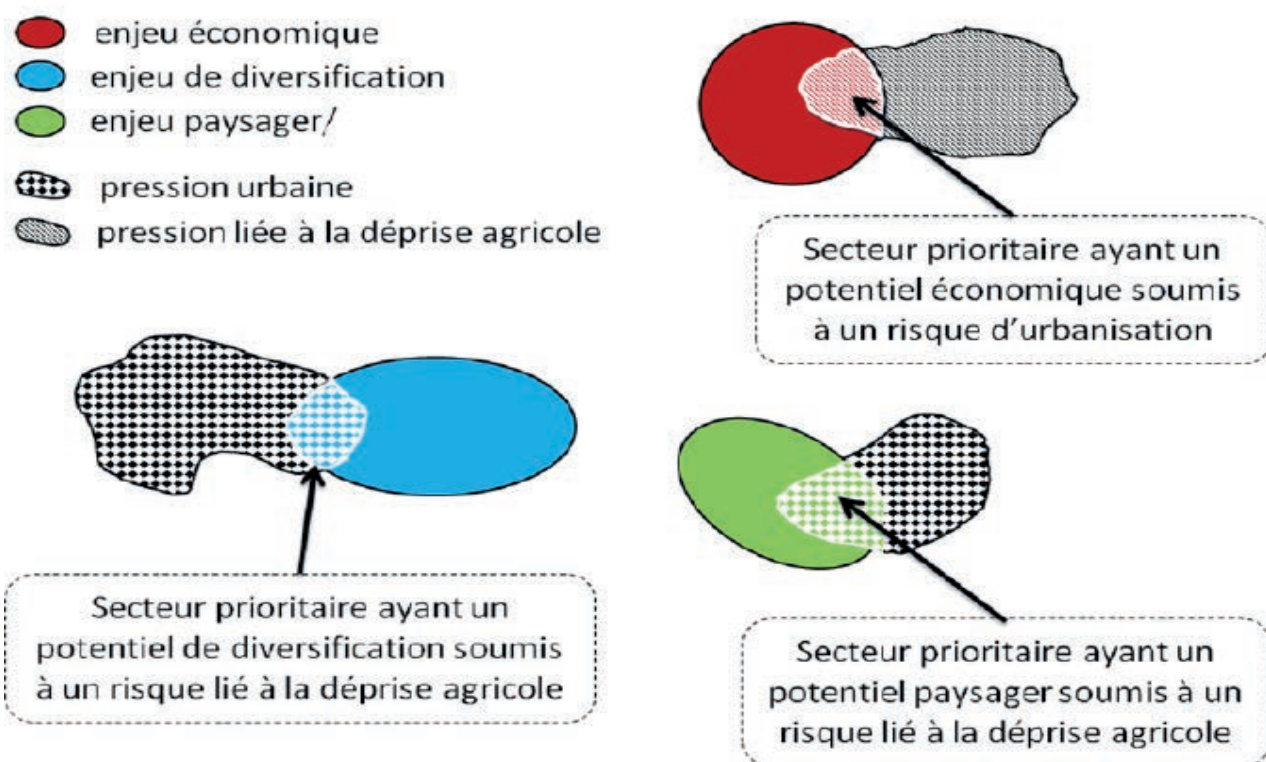
* La définition des secteurs à enjeux

Les trois enjeux (économique / diversification / paysager-environnemental) sont à croiser avec les zones soumises à la pression urbaine ou à la déprise agricole afin d'identifier les secteurs à enjeux, sur lesquels une intervention apparaît prioritaire.

Certains secteurs sont soumis à un risque fort de déprise, c'est-à-dire que l'activité agricole sur ces secteurs risque de cesser rapidement. Les surfaces présentant un bon potentiel de diversification ou économique seront certainement reprises dans le cadre d'un démantèlement des exploitations au profit des structures voisines. Mais les surfaces plus contraignantes, offrant moins d'intérêt, sont celles qui risquent à terme d'être abandonnées et d'aboutir à la fermeture des milieux et à une augmentation des risques naturels.

A l'inverse, les secteurs offrant de forts potentiels de diversification ou économiques peuvent être mis en péril par la pression foncière. L'artificialisation de ces surfaces a des conséquences irréversibles sur ces enjeux qui doivent être protégés car leur perte peut difficilement être compensée. Il convient donc d'y éviter toute artificialisation.

Les enjeux pour maintenir le dynamisme agricole sur le territoire sont de :



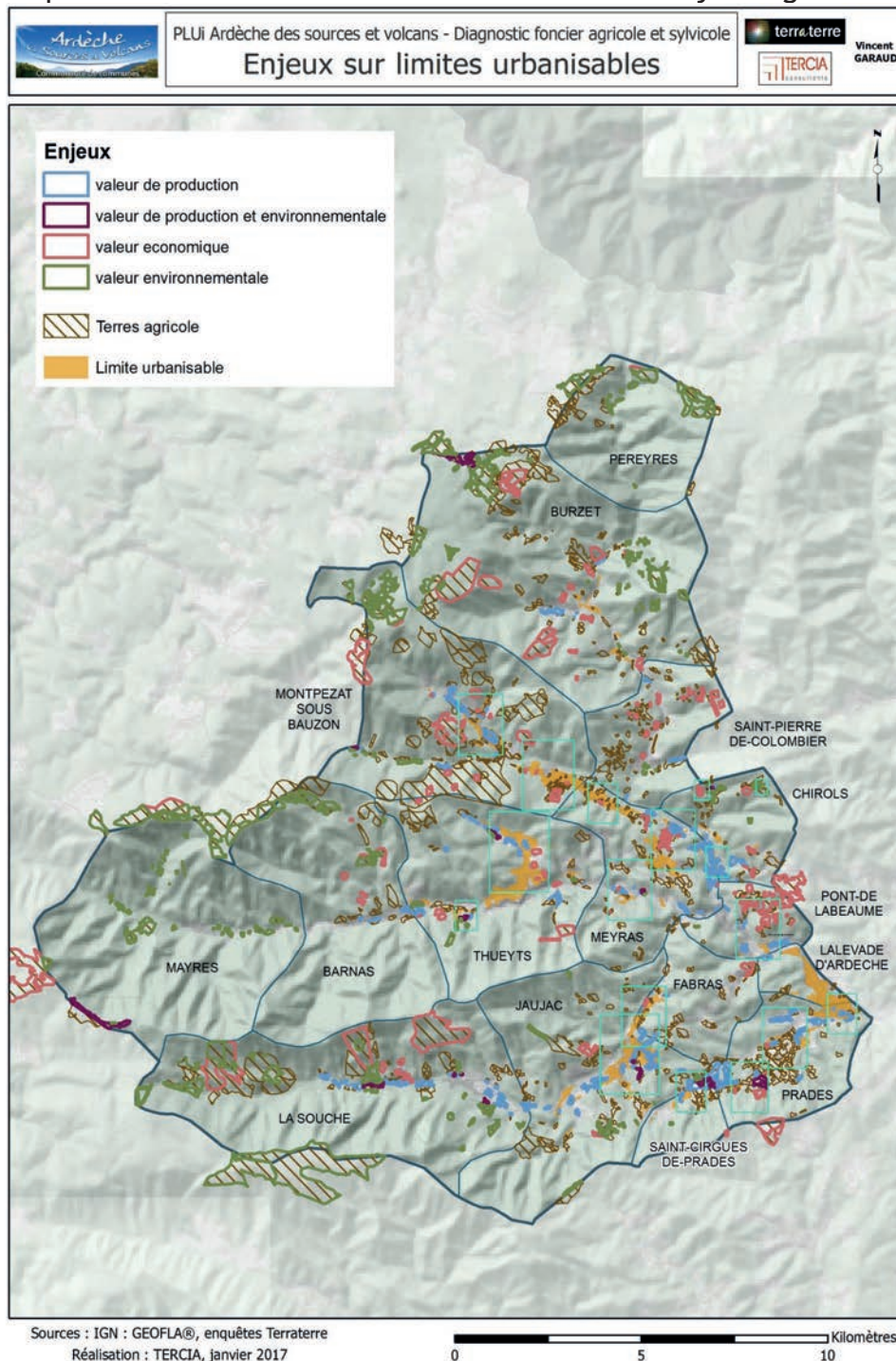
- Permettre le développement des structures existantes par :
 - Un maintien du foncier agricole cohérent pour une diversification des produits,
 - Des possibilités de construire des outils de travail, en particulier des bâtiments, dans une perspective d'accroissement des productions mais aussi avec le souci d'une bonne intégration paysagère.
- Inciter à l'installation de nouvelles structures par :
 - Une mise en relation des cédants et des porteurs de projet au travers d'un CLI (comité local à l'installation),
 - Une animation foncière pour disposer de structures reprenables dans le contexte actuel des exploitations agricoles,
 - Un encouragement à l'installation en élevage sur le territoire.

Le PLUi devra border les zones de construction future afin de :

- impacter le moins possible le fonctionnement des exploitations,

- ne pas toucher les surfaces porteuses d'enjeux agricoles forts,
- ne pas enclaver les sièges et les bâtiments agricoles,
- ne pas dépasser des limites physiques nettes pour limiter les rétentions foncières.

La carte ci-après présente les enjeux agricoles et les limites urbanisables (les cadres bleus correspondent à des zooms sur des secteurs où des enjeux agricoles se situent en limite urbaine).



* Périmètres de réciprocité des bâtiments agricoles d'élevage

Seule une exploitation est répertoriée au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sur la communauté de communes Ardèche des Sources et Volcans : le GAEC de la Roche (élevage de porcs à Prades). Un périmètre de réciprocité de 100 mètres s'applique depuis le bâtiment jusqu'à la limite urbanisable.

Pour les autres bâtiments d'élevage (non classés ICPE), conformément au Règlement Sanitaire Départemental, un recul de 50 mètres entre le bâtiment d'élevage et la limite urbanisable est à prévoir.

2.2.3.7 Sylviculture

Pour une bonne prise en compte des enjeux forestiers sur le territoire dans le cadre de l'élaboration du PLUi, la communauté de communes s'est appuyée sur un diagnostic sylvicole du territoire réalisé par un expert forestier en 2016.

La sylviculture représente l'ensemble des techniques permettant la création et l'exploitation rationnelles des forêts tout en assurant leur conservation et leur régénération.

* Historique

Les conditions physiques, climatiques et pédologiques ont fortement influencé l'occupation humaine et, en particulier, agricole et forestière du territoire. L'exploitation du bois représentait jusque dans les années 1960 un revenu complémentaire à l'activité agricole et permettait de tirer profit des zones non mécanisables pour l'agriculture. L'activité agricole restait alors l'activité principale du territoire. Le délaissement de certains terrains agricoles couplé aux incitations financières des années 1960 pour le reboisement (Fonds forestier national) ont considérablement augmenté les surfaces boisées de cette vallée. Le châtaignier, historiquement exploité pour son fruit, est devenu aujourd'hui l'essence principale des forêts du territoire.

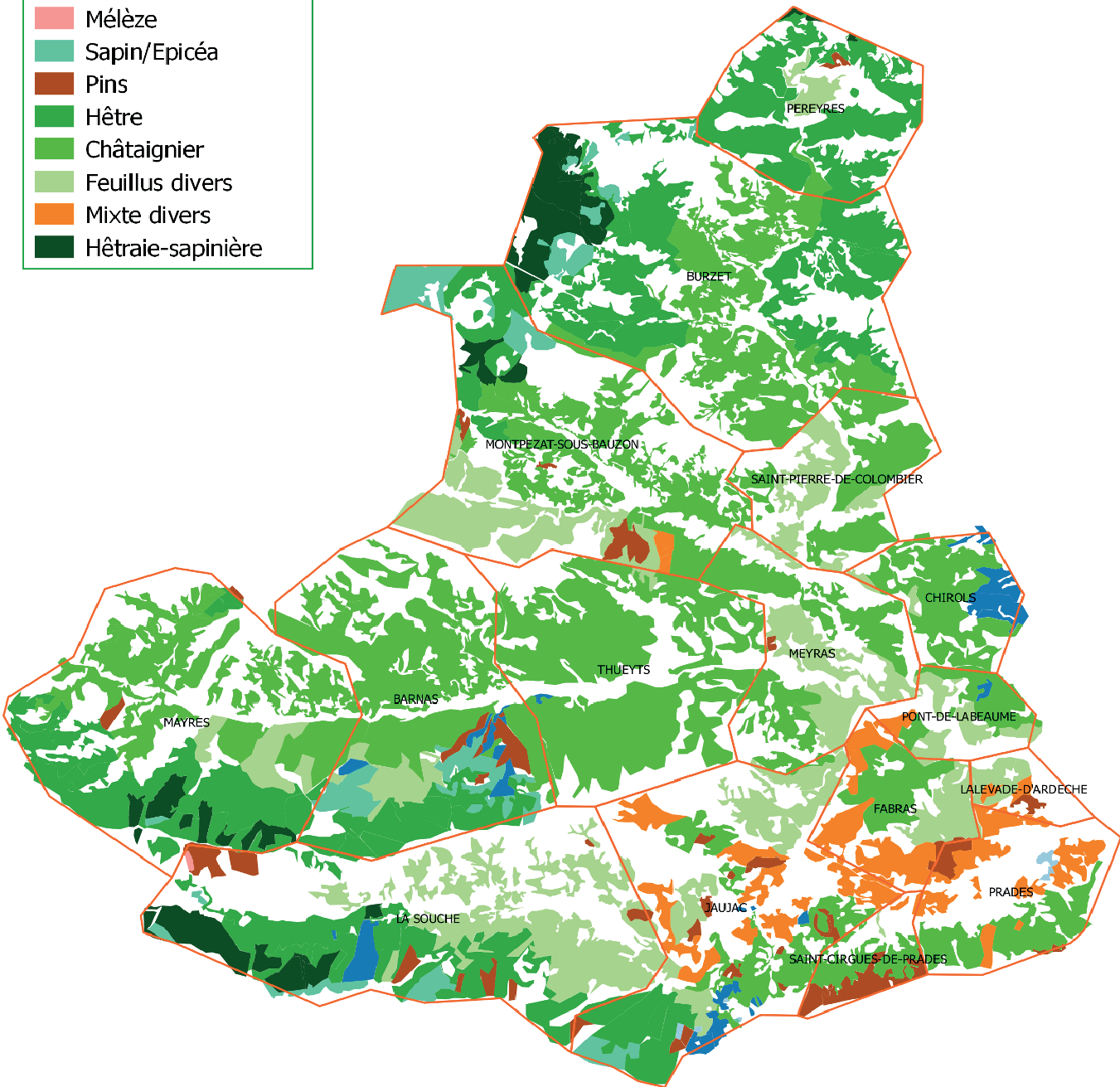
* Occupation physique

La forêt occupe actuellement 63% (19 000 ha) du territoire de la communauté de communes. Elle est principalement présente sur les versants, souvent de forte pente. La forêt feuillue est majoritaire, représentant 87% de la surface forestière totale. Le châtaignier est l'essence dominante (43% en surface), le hêtre (23%) et diverses essences (frêne, chêne vert, chêne pubescent, robinier, merisier...) venant compléter le panel d'essences feuillues présentes.



Types de peuplements

- Cèdre
- Douglas
- Mélèze
- Sapin/Epicéa
- Pins
- Hêtre
- Châtaignier
- Feuillus divers
- Mixte divers
- Hêtraie-sapinière

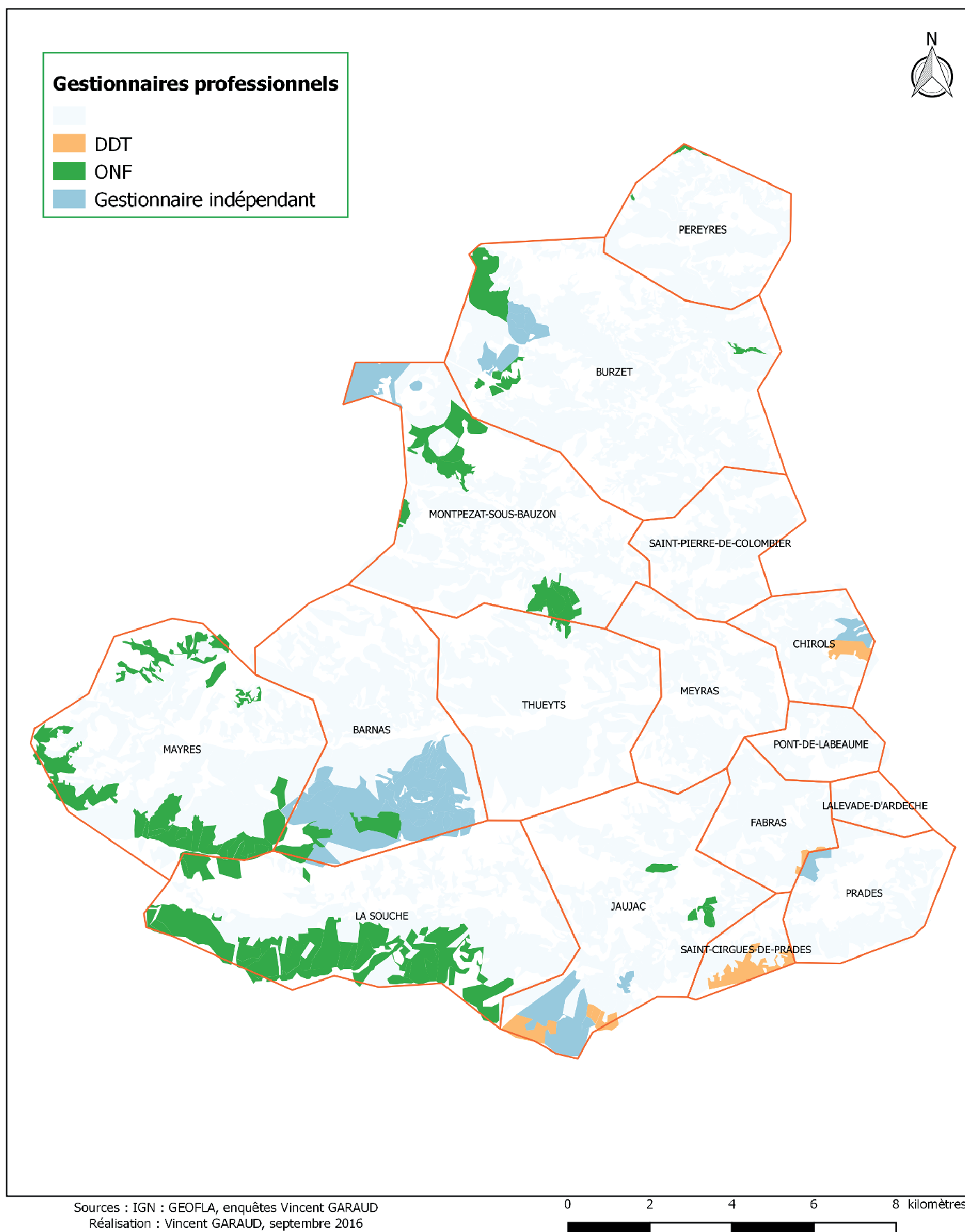


Sources : IGN : GEOFLA, enquêtes Vincent GARAUD
Réalisation : Vincent GARAUD, septembre 2016





Gestionnaires forestiers



* Exploitation et gestion

Bien qu'étant une constituante principale du territoire, la forêt est très peu gérée et exploitée. Environ 4 000 ha de forêt, soit 21% de la surface forestière totale, sont en effet l'objet d'un contrat de gestion (ONF / DDT / deux experts forestiers). Neuf Plans Simples de Gestion (PSG) sont agréés et en cours de validité sur le territoire pour 1 192 ha. Quelques autres PSG sont en cours d'élaboration.

17 entreprises de la filière forêt-bois sont implantées sur le territoire de la communauté de communes (siège *sis* en une commune de la communauté de communes) réparties dans 11 communes du territoire. Lesdites entreprises interviennent directement en forêt. Ne sont pas concernées les entreprises de première et seconde transformation qui ne réalisent pas d'exploitation forestière. A ces entreprises s'ajoutent six groupements forestiers*. Ces groupements sont des cas particuliers puisque ce sont des sociétés civiles immobilières constituées afin de gérer des massifs forestiers.

Les entreprises forestières sont très majoritairement de petites unités. En effet, environ 60% des entreprises de la filière forêt/bois (hors groupements forestiers) sont des entreprises individuelles. Cinq sociétés à responsabilité limitée sont présentes sur le territoire, leur effectif étant compris entre 0 et 2 salariés, ainsi qu'une société par actions simplifiée (Etablissements Beaume). Enfin, les groupements forestiers sont des sociétés civiles comportant parfois de très nombreux sociétaires.

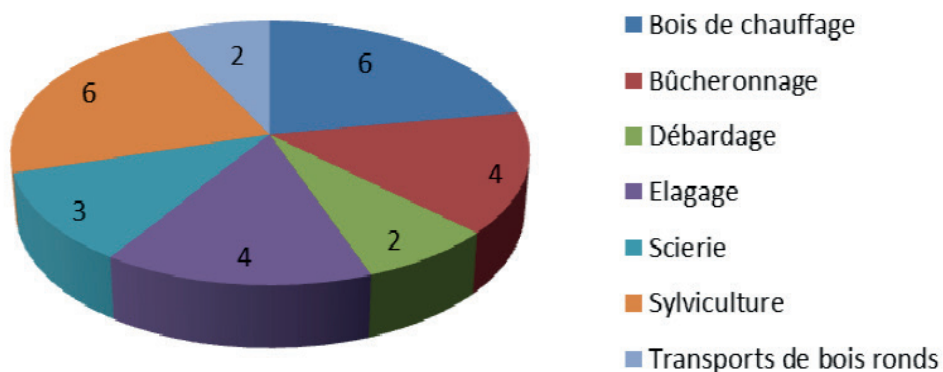
4 000 à 5 000 m³ de bois sont transformés et valorisés par les entreprises de la communauté de communes. Bien que la majorité de la forêt du territoire soit composée de châtaigniers, l'essentiel des bois exploités à ce jour est du résineux.

* Filières

Il existe 23 entreprises de l'amont de la filière et 26 entreprises de 1^{ère} et 2^{nde} transformation sur le territoire.

Entreprises de l'amont de la filière

Types d'entreprises - filière forêt-bois



Le secteur de la première transformation recense quatre entreprises sur le territoire (trois comportant une seule personne et une comptant 15 salariés : les établissements Beaume). Ce secteur est actuellement dans une phase de régression en termes de volume de travail.

* « Les groupements forestiers ont pour objet la constitution, l'amélioration, l'équipement, la conservation ou la gestion d'un ou plusieurs massifs forestiers, et généralement toutes opérations quelconques pouvant se rattacher à cet objet ou en dérivant normalement, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil du groupement. En particulier, la transformation des produits forestiers qui ne constituerait pas un prolongement normal de l'activité agricole ne peut être pratiquée par le groupement » (article L 241-3 du code forestier).

Le secteur de la seconde transformation semble, quant à lui, être stable. Les entreprises de charpente sont dominantes en volume transformé mais ne représentent que peu d'emplois (cinq artisans). Le secteur de la menuiserie et de l'ébénisterie comporte 19 artisans. Une société dans le secteur de l'emballage est basée à Prades mais ne s'approvisionne pas localement.



< Scierie Beaume

Dans le contexte économique actuel, il semble que l'évolution des entreprises de première et de seconde transformation diffère quelque peu des dynamiques précédentes.

* **Fonctionnements et dysfonctionnements de la filière forêt-bois**

Le tissu local des entreprises de première transformation se maintient avec difficultés ces dernières années. La baisse de la demande liée au marché de la construction a affaibli ces scieries et constitue le principal dysfonctionnement de la filière. Quant au bois-énergie (bois d'industrie de manière plus générale), la filière, même si elle n'est pas directement implantée sur les communes de la communauté de communes, est en développement. La demande s'est accrue et le nombre d'exploitations pour ce type de produits se développe depuis 2012.

L'industrialisation des modes d'exploitation du bois et la demande croissante pour des volumes conséquents ont aussi participé à l'affaiblissement de l'exploitation locale. Les engins sont, en effet, de plus en plus imposants, peu adaptés au contexte majoritaire du territoire. Il y a actuellement suffisamment d'offre pour satisfaire la demande de la filière de transformation et permettre à cette dernière de choisir les lots de bois les plus attractifs. Ainsi, les lots dont l'exploitation est délicate ou de faible dimension trouvent moins facilement acquéreur.

Le relief, la pente, les accès aux forêts, ainsi que le morcellement en forêt privée sont les causes principales du faible développement de l'activité sylvicole. Des outils existent pour dynamiser la filière forêt-bois (regroupement de propriétaires, scieries en place, débardage par câble aérien, aides à l'amélioration de la desserte) et participent d'ores-et-déjà à son développement.

Par ailleurs, l'enjeu du changement climatique est à relever du fait des répercussions sur le fonctionnement de la filière forêt-bois.



ENJEUX FORÊT

Fonction économique

- Favoriser la structuration de la filière, l'installation de transformateurs (scierie), le développement d'une exploitation forestière raisonnée, et le développement d'un réseau de desserte adapté.

Fonction écologique

- Préserver la biodiversité, le rôle épurateur et régulateur de la forêt, et maintenir les trames vertes. Outre l'enjeu de développement de l'activité sylvicole, l'enjeu de Défense de la Forêt Contre l'Incendie (DFCI) est prépondérant sur le territoire (sensibilité forte à très forte face à l'aléa feu de forêt). L'urbanisation sur certains secteurs a un impact sur le milieu forestier avec des constructions parfois directement en lisière de forêt et la fermeture d'accès aux parcelles forestières. La problématique des accès à la forêt est un enjeu important, que ce soit pour la DFCI ou pour l'exploitation forestière. Cet enjeu doit être traité dans son ensemble ; les pistes pour la DFCI et la desserte pour l'exploitation forestière peuvent être conciliées.

Fonction sociale

- Préserver cet écrin paysager et permettre l'accueil du public en forêt. En effet, la forêt est un élément structurant du paysage de la communauté de communes, elle est perçue comme un cadre de vie et est propice aux activités de loisirs (randonnée, cueillette, chasse).

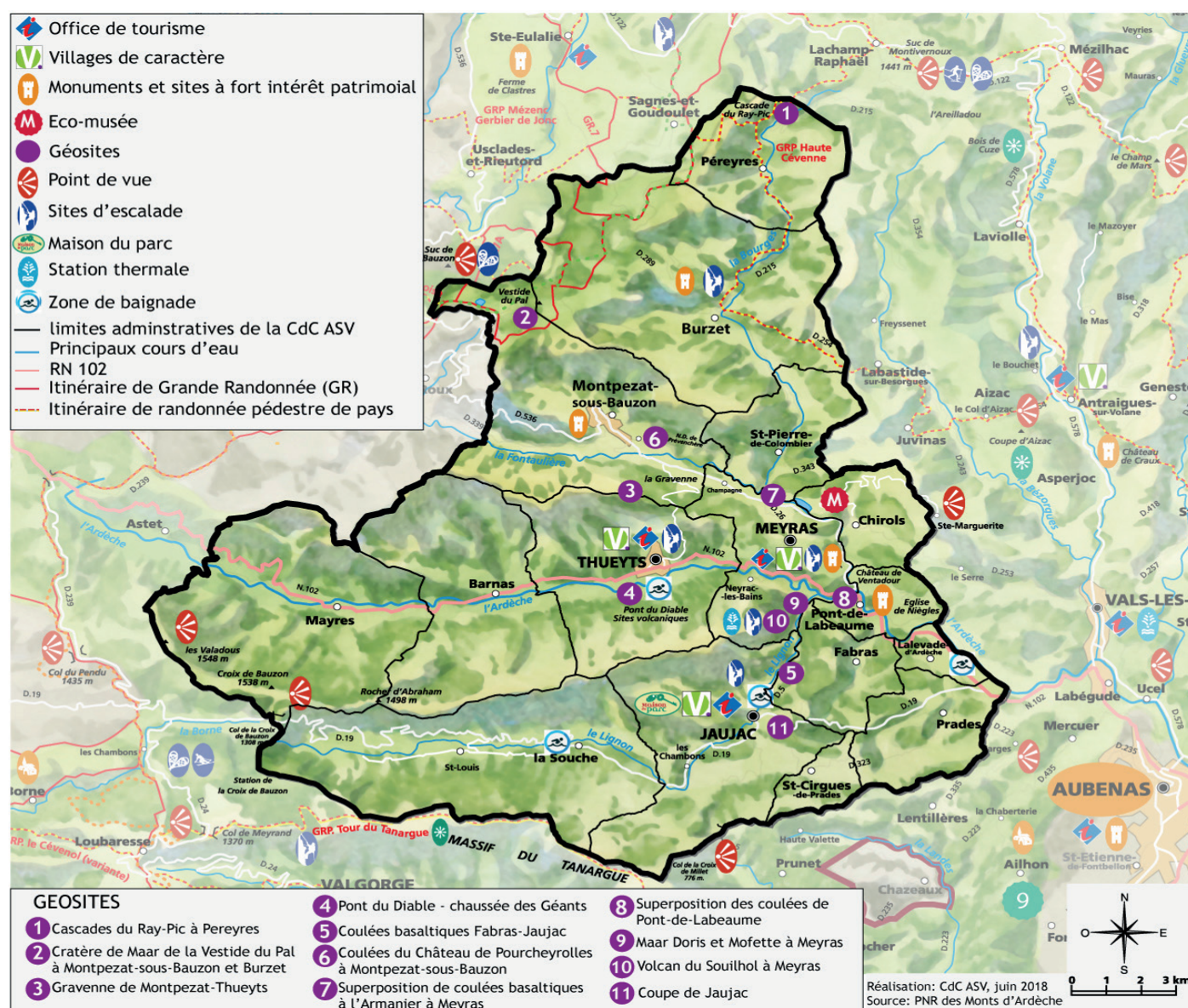
Les enjeux de la forêt relèvent ainsi de problématiques transversales : économiques (emplois locaux générés par l'ensemble de la filière), paysagères, écologiques, productives (construction bois, énergie bois...), et sociales (défense incendies, loisirs...).



2.2.3.8 Tourisme

Le tourisme est une composante majeure de l'économie locale. Par sa situation au cœur du Parc naturel régional des Monts d'Ardèche et ses nombreux atouts, le territoire est très attractif. La saisonnalité de l'activité touristique est importante. L'office de tourisme, géré par la communauté de communes, compte trois bureaux d'accueil et d'information touristique (Thueyts, Neyracles-Bains et Jaujac).

Par ailleurs, un partenariat avec l'agence postale a permis dès le 1^{er} juillet 2018 la mise en place d'un point d'information dans leurs bureaux de Burzet et de Saint-Pierre-de-Colombier pendant les horaires d'ouverture au public de la Poste. Ce service a ensuite été généralisé dans l'ensemble des agences et bureaux de poste du territoire.



* L'offre touristique du territoire

Thermalisme

Spécialisé en rhumatologie et dermatologie, le site de Neyrac-les-Bains a diversifié son activité depuis les années 2000 en aménageant un centre de remise en forme et, plus récemment, un espace dédié au bien-être.

La gestion du site est assurée par la société des thermes de Neyrac-les-Bains et les aménagements de développement par le SITHERE (Syndicat Intercommunal pour le Thermalisme et l'Environnement). Les terrains appartiennent, eux, à la commune de Meyras.

L'établissement thermal s'est récemment développé (en 2019), agrandissant ses équipements permettant d'accueillir désormais 7 000 curistes (contre une capacité d'accueil d'environ 4 000 curistes auparavant).



< Neyrac-les-Bains

Loisirs de pleine nature

L'offre de loisirs de pleine nature est très riche sur le territoire :

- la randonnée pédestre : le vaste réseau de circuits de randonnée est un atout du territoire avec plusieurs balades emblématiques (Rocher d'Abraham, massif du Tanargue traversé par un itinéraire GRP -grandes randonnée de Pays...). Les itinéraires, entretenus et balisés, sont inscrits au PDIPR (Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et de Randonnées). Un topoguide à l'échelle de la communauté de communes valorise ces circuits. Notons également le passage d'un itinéraire de grande randonnée (GR), le GR7 (ligne de partage des eaux entre la Méditerranée et l'Atlantique), sur les hauteurs de Burzet et de Montpezat-sous-Bauzon.
- les activités hivernales : le territoire se situe en proximité directe avec les stations de la Croix de Bauzon (La Souche/Borne) et de la Chavade (Astet), les deux stations de ski alpin et nordique d'Ardèche.
- d'autres activités sportives en pleine nature diversifient l'offre du territoire :
 - plusieurs sites d'escalade et la *Via Ferrata* de Thueyts,
 - canyoning sur la Haute-vallée de l'Ardèche et la Bourges,
 - baignade dans les cours d'eau : seuls deux sites sont surveillés (Lalevade-d'Ardèche et La Souche). Les eaux des sites du Pont du Diable à Thueyts et de la plage du Lignon à La Turbine-Jaujac sont également contrôlées mais la baignade n'est pas surveillée. De nombreux autres sites de baignade, tel que le Barutel à Meyras, sont connus mais sont sur des propriétés privées,
 - parcours dans les arbres à Jaujac,
 - pêche : tourisme halieutique avec un parcours *no kill* sur l'Ardèche,
 - VTT et équitation qui tendent à se développer ces dernières années,
 - parcours de *trail* permanent à Thueyts.

Patrimoine géologique

Le Parc naturel régional des Monts d'Ardèche est labellisé par l'UNESCO *Géopark* depuis 2014. Ce label mondial est une reconnaissance pour le patrimoine géologique exceptionnel notamment composé de nombreux volcans. Les sites volcaniques sont pour la plupart aménagés pour accueillir des visiteurs, mais certains restent méconnus.

Ceux qui sont recensés sur le territoire sont :

- la cascade du Ray Pic à Péreyres (cette chute de 60 mètres dans la coulée basaltique est un site emblématique du territoire. Un belvédère est aménagé sur la RD 215, ainsi qu'un sentier d'accès depuis un parking),
- la coulée basaltique de la Bourges à Burzet,
- la coulée basaltique sur le Lignon à Fabras et Jaujac (le belvédère du pont de l'Échelette est aménagé),
- la coupe de Jaujac, volcan strombolien (un sentier thématique « La coulée vive », passant par la Maison du Parc des Monts d'Ardèche, est aménagé) et la source ferrugineuse du Peschier au pied du volcan,
- à Meyras, le volcan du Souilhol et sa bombe volcanique, le maar Doris et la mofette (des mobiliers d'interprétation ont été aménagés sur les sites), superposition de coulées basaltiques au-dessus de la Fontaulière à Armanier,
- à Montpezat-sous-Bauzon, la Vestide du Pal, l'un des plus grand cratère de maar européen ; le Suc de Bauzon, sommet culminant du village à 1 471 mètres ; le lac Ferrand, petit cratère de maar rempli par les eaux d'écoulement ; le maar du Chambon ; la cascade de Pourcheyrolles, chute de 32 m (visible depuis le belvédère et accessible depuis le hameau de Bouteille par un sentier non balisé),
- la Gravenne à Montpezat-sous-Bauzon / Thueyts : ancien cône strombolien de 806 mètres (un sentier d'interprétation est aménagé permettant de faire le tour du site),
- les coulées basaltiques au site du pont Rolandy à Pont-de-Labeaume, étagement de différentes coulées (un parking avec des supports pédagogiques est aménagé le long de la RN 102),
- la chaussée des Géants à Thueyts, une des plus hautes coulées basaltiques d'Europe, jusqu'à 80 mètres ; échelle du roi, faille naturelle dans la coulée, aménagée en escaliers.



Cascade de Pourcheyrolles



Tourisme culturel (patrimoine bâti, savoir-faire, artisanat d'art...)

Trois communes sont labellisées *Villages de caractère* par le Département de l'Ardèche : Jaujac, Meyras et Thueyts. Le réseau *Villages de caractère* met en valeur des patrimoines bâtis et, dans une moindre mesure, naturels à travers ce label. Cette image de marque renforce l'attractivité touristique de ces communes. Le réseau a été développé depuis 1996 par le Département, puis par l'Agence Départementale du Tourisme. Une charte de qualité définit des critères et des objectifs, notamment en termes d'urbanisme (planification et aménagements), et de préservation et mise en valeur du patrimoine bâti.

Outre ces trois Villages de caractère, le patrimoine bâti est riche sur le territoire. De nombreux châteaux se visitent. Celui de Ventadour est en restauration depuis 1969 avec l'intervention de nombreux bénévoles. Le Château du Pin à Fabras, labellisé *Jardin remarquable*, ainsi que celui de Hautsegur à Meyras, organisent régulièrement des expositions, concerts... Un écomusée à Chirrols propose une exposition permanente sur l'histoire de l'industrie du moulinage dans 400m² de salles aménagées sur le site du moulinage Plantevin.

L'artisanat d'art est assez développé sur le territoire, notamment avec l'événementiel sur l'artisanat d'art *BlouArt* à Thueyts (exposition d'artisanat d'art avec des temps d'intervention avec les écoles et le collège de Montpezat-sous-Bauzon) et différents lieux d'expositions temporaires.

D'autre part, quelques événements culturels majeurs permettent de valoriser le patrimoine culturel : de nombreuses fêtes annuelles liées aux productions locales (les castagnades, la patate à Thueyts, la myrtille à Péreyres, la pomme à Prades...), d'autres manifestations participant à la notoriété du territoire et favorisant le lien social (ex : *L'An que Ven*, le *trail La chaussée des Géants*, la fête de la transhumance à Jaujac, le *BlouArt* à Thueyts...).

Tourisme de bouche

De nombreux producteurs locaux proposent la vente de leurs produits à la ferme (fruits, légumes, viandes, fromages...).

Les productions régionales (châtaignes d'Ardèche, Picodon, myrtilles, champignons...), ainsi que les eaux minérales Vernet et du Pestrin contribuent à la notoriété du territoire.

Les marchés sont très fréquentés par les touristes l'été (notamment ceux de Thueyts et de Jaujac).

La marque « valeur parc » créée par le PNR des Monts d'Ardèche permet de valoriser quelques productions locales : les eaux minérales, la châtaigne, la myrtille, le miel et le Chatus (non concernée par cette dernière production).

Quelques restaurants, auberges et tables d'hôtes promeuvent également les productions locales, tels que le restaurant Brioude à Neyrac (labellisé « Goûtez l'Ardèche »), le Point d'Orgues à Fabras (bistrot de Pays) ou encore l'Auberge de Montpezat.



* Fréquentation et poids économique

La consommation des touristes sur le département de l'Ardèche a été estimée à 670 millions d'euros en 2017, soit 12% du Produit Intérieur Brut de l'Ardèche. Le panier moyen d'un touriste en Ardèche par jour est évalué à 33 euros (50 euros pour un touriste en séjour en hébergement marchand et 21 euros pour un touriste en séjour en hébergement non marchand).

En 2020, l'office de tourisme Ardèche des Sources et Volcans a enregistré 20 000 demandes. Le site Internet a comptabilisé plus de 50 000 visiteurs et les réseaux sociaux comptent 6 000 abonnés (Facebook et Instagram).

Le thermalisme représente une part conséquente dans l'économie touristique du territoire avec 3 660 curistes accueillis en 2015, générant 70 000 nuitées. La fréquentation augmente depuis plus de 15 ans (2 400 curistes en 2000), une tendance qui se poursuit ces dernières années puisque 4 089 curistes ont été accueillis en 2017 et 4 118 curistes en 2019. Le fonctionnement de la station thermale génère 12 CDI et 90 emplois saisonniers (dont 36 agents de soins, 17 agents d'entretien, 15 kinésithérapeutes, 5 maîtres nageurs sauveteurs), représentant 48 ETP à l'année.

23% des demandes à l'office de tourisme portent sur les activités de pleine nature dont 63% sur la randonnée pédestre. Le *trail La chaussée des géants* à Thueyts permet de valoriser l'offre de randonnée du territoire (environ 1 000 coureurs inscrits chaque année et leurs accompagnants, multipliant par trois la fréquentation estimée).

Les relevés de fréquentation des sites naturels et de loisirs de pleine nature témoignent de l'importance de ceux-ci dans l'offre touristique locale. Ainsi, en 2019, le compteur du Ray Pic a enregistré plus de 40 000 visiteurs en deux mois, entre juillet et août (les enfants, par leur petite taille, n'ont pas été comptabilisés par le compteur). On évalue ainsi à une fréquentation moyenne journalière de 170 personnes pour 2019. Concernant la *Via Ferrata* de Thueyts, on estime que le site a accueilli environ 15 000 personnes en 2017 (dont environ 2 750 pratiquants individuels ayant loué sur place l'équipement complet ou simplement la poulie pour la tyrolienne). Le parc accrobranche/*paintball* de Jaujac a comptabilisé 11 700 clients en 2017.

En revanche, si de nombreux sites naturels et de loisirs présents sur le territoire sont très fréquentés, les retombées économiques générées localement sont quant à elles très faibles pour les collectivités publiques. Quelques prestataires privés captent à eux seuls la majorité de l'économie générée par la fréquentation de ces sites. Si on ne compte pas de prestataires privés (moniteurs d'escalades et de canyoning...), la visite est généralement en accès libre avec un parking gratuit.

L'écomusée du moulinage est ouvert six mois par an, en partie sur réservation. Il enregistre entre 2 500 et 3 000 visiteurs chaque saison.

Enfin, les données manquent pour exprimer les retombées économiques indirectes du tourisme. Pourtant, il est certain que de nombreuses activités (et les emplois générés) dépendent de la fréquentation touristique sur le territoire (commerces, restaurants, activités de loisirs, artisanat et BTP, producteurs locaux...).

* L'hébergement touristique

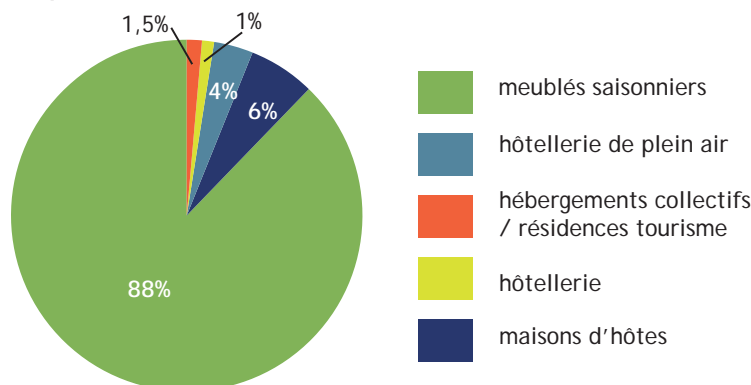
Le territoire a une capacité d'accueil touristique de 19 842 lits répartis ainsi :

- 70% en hébergements non marchands (60% sur le département de l'Ardèche), soit une part très importante de résidences secondaires (on estime en moyenne qu'une résidence a une capacité d'accueil de cinq lits) ou de visites chez des amis/parents (d'après l'enquête clientèle menée par l'ADT en 2016 sur le territoire d'Ardèche des Sources et Volcans, et également sur le bassin d'Aubenas, le Coiron et le Teil, l'hébergement non marchand chez des parents ou amis compte pour 21% des nuitées des touristes).
- 30% en hébergements marchands (40% sur le département de l'Ardèche).

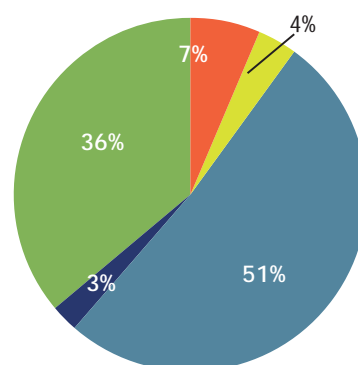
Parmi les hébergements marchands, 171 structures d'hébergement sont classées et 311 ne le sont pas (2017). Les hébergements non classés sont principalement des gîtes (67%).

Offre d'hébergements marchands par type

> répartition des établissements



répartition de la capacité d'accueil



source : données issues des déclarations de taxes de séjours 2017

En 2019, on compte 401 hébergements marchands dont 158 classés et 243 non classés (parmi, eux 60% de meublés).

Pour un faible nombre d'établissements, la part de la capacité d'accueil que représente l'hôtellerie de plein air est très importante, et se répartit comme suit :

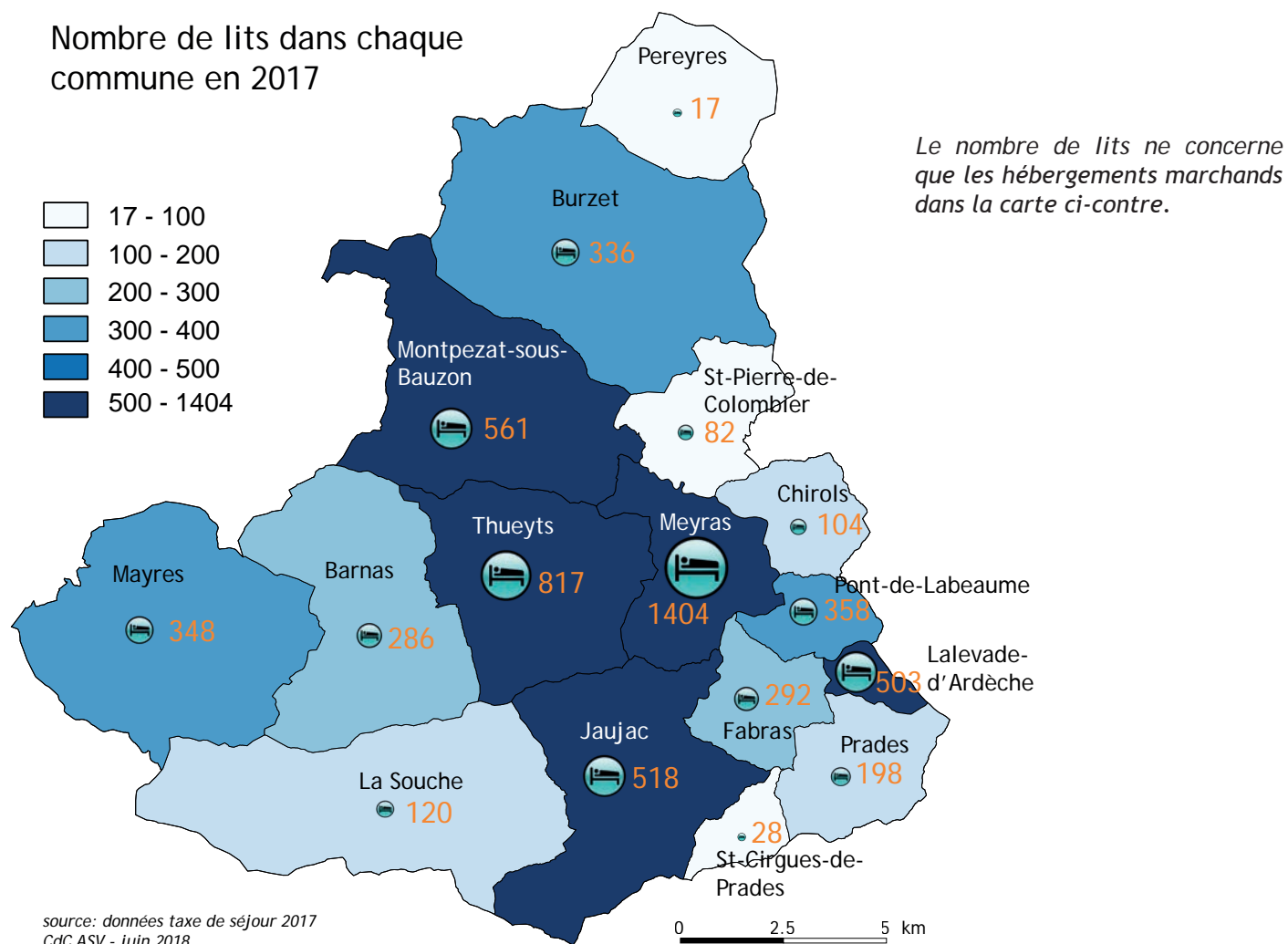
Commune	Nombre de campings et catégorie	Nombre d'emplacements exploités	Nombre de HLL*
Barnas	1 municipal NC	50 (48 nus)	2
Burzet	1 municipal NC	32 (25 nus)	7
Fabras	1 privé 4 * 1 privé NC	60 (50 nus) 20 (15 nus)	10 5
Lalevade-d'Ardèche	1 privé 3 * 1 privé 3 *	35 (21 nus) 114 (95 nus)	14 41
Meyras	1 privé 5 * 1 privé 3 * 1 privé 3 *	45 (7 nus) 50 (20 nus) 130 (108 nus)	37 30 22
Mayres	1 privé 3 * 1 privé NC	85 (75 nus) 13 (11 nus)	10 2
Montpezat-sous-Bauzon	1 municipal NC 1 privé 2 * 1 privé NC	54 (30 nus) 40 (28 nus) 87	4 (24 résidentiels) 12
Pont-de-Labeaume	1 privé 3 *	72 (51 nus)	21
Thueyts	1 privé 3 * 1 privé 3 *	90 (61 nus) 67 (47 nus)	30 20
Total	17	1034	287

D'après les données déclarées pour la taxe de séjour (prélevée par les hébergeurs pour le compte de la communauté de communes, à la nuitée par personne), environ 206 785 nuitées ont été enregistrées en 2019, dont 50% sur la commune de Meyras (se répartissant ainsi : 40% sur l'hôtellerie de plein air, 45% sur les meublés, et 10% sur la résidence de tourisme de Neyrac-les-Bains).

* Article R. 111-37 du code de l'urbanisme : «Sont regardées comme des habitations légères de loisirs les constructions démontables ou transportables, destinées à une occupation temporaire ou saisonnière à usage de loisirs.»

Selon les données de l'ADT de l'Ardèche pour le secteur Ardèche des Sources et Volcans, 41% des nuitées sont réalisées en haute saison.

Nombre de lits dans chaque commune en 2017



La taxe de séjour représente une recette pour la communauté de communes de 150 000 euros en 2019 à réinjecter pour des actions de développement touristique.

* Les axes de développement, projets en cours et besoins identifiés

- > L'aménagement de l'accueil sur les sites touristiques majeurs, tel que le Ray Pic, va se poursuivre.
- > Le développement de l'offre vélo avec le projet de voie verte connectant le territoire à Aubenas (Lalevade-Vals-Aubenas), itinérance entre les villages (accueil vélo et location vélo à assistance électrique).
- > Concernant les hébergements, l'offre en nuitées « insolites » s'accroît, ainsi que les gîtes et chambres d'hôtes tendant vers plus de qualité. Un projet d'accueil de groupe est inauguré en 2021 à Jaujac, *La Bastide*, d'une capacité de 64 lits à la place de l'ancienne structure.

ENJEUX EMPLOIS / ACTIVITÉS

Attractivité du territoire

- Valoriser les ressources locales, les entreprises participant à la notoriété du territoire (par exemple, les eaux minérales, moulins, scieries...).
- Renforcer l'attractivité du territoire en développant des tiers-lieux, télécentres ou espaces de *coworking* permettant d'accueillir des activités économiques par la mutualisation des équipements, en réponse à l'isolement de certains secteurs et à l'objectif de limiter les déplacements.
- Valoriser les industries agroalimentaires de produits locaux (à l'échelle du SCoT de l'Ardèche Méridionale), mais sécuriser les approvisionnements en qualité et en quantité.

Carence de foncier d'activité

- Proposer et aménager le foncier d'activité pour l'implantation de nouvelles entreprises, ou l'agrandissement et le développement des entreprises du bassin d'emploi (de préférence de maîtrise foncière publique).
- Veiller à l'intégration paysagère des activités économiques et, particulièrement, de celles participant à la notoriété du territoire : par exemple « vitrine » du site des eaux minérales du Pestrin...
- Favoriser l'activité des carrières existantes

L'économie présentielle, socle de l'économie du territoire

- Développer et structurer l'économie de services à la personne sur le territoire et notamment la *silver économie*, les produits et les services destinés aux seniors représentant un enjeu majeur avec le vieillissement de la population, ainsi que ceux en lien avec les attentes et les demandes pour l'activité touristique.
- Anticiper les reprises d'activités dans l'artisanat pour assurer une plus grande pérennité de l'activité et sa fonction pour la vie locale, accompagner les autoentrepreneurs dans la création de leur activité et leur développement, encourager l'apprentissage sur le territoire.
- Soutenir les commerces dont le maintien est fragile mais constitue un rôle de services de proximité très important pour notre territoire rural (favorisant le lien social, limitant l'isolement et les besoins de mobilité).

Transition écologique

- Développer les activités économiques liées (économie circulaire, énergies renouvelables, nouveaux modes de consommation, éco-mobilité et construction écologique), encourager la filière de l'éco-construction sur le territoire.

Soutien à l'agriculture locale

- Maintenir les surfaces en fonds de vallée, préserver leur cohérence et leur continuité : elles concentrent l'essentiel des enjeux, structurent le territoire d'un point de vue paysager et offrent également le meilleur potentiel de production et de diversification agricole.
- Reconquérir les espaces de pente (fort enjeu paysager et patrimonial, limitation du risque incendie...).
- Favoriser le maintien des exploitations soumises au risque de déprise : installer de nouveaux agriculteurs pour pérenniser les exploitations existantes. Pour cela, un foncier structuré et non morcelé est nécessaire.
- Développer l'agritourisme : la destination de vieux bâtiments agricoles doit être mise en réflexion au travers de cette nouvelle vocation.

Enjeux sylvicoles

- Améliorer la desserte pour l'exploitation forestière et mutualiser les aménagements avec ceux prévus pour la défense incendie.
- Développer la sylviculture pour l'enjeu économique que représente l'ensemble de la filière, la

production et la valorisation d'une ressource locale en bois-énergie.

- Gérer la forêt pour répondre aux enjeux connexes de qualité de vie : lutte contre les incendies, gestion des paysages, cadre de vie, et espace de loisirs.

Économie touristique

- S'appuyer sur les ressources du territoire, sur ce qui fait la singularité du territoire (patrimoine naturel avec le volcanisme, culturel avec les moulinsages, productions locales...) :
 - Préserver et valoriser les atouts du territoire (patrimoine bâti, naturel et paysager, géologique...).
 - Mettre en réseau les sites emblématiques pour mieux capter la fréquentation et la diffuser sur le territoire.
 - Aménager et structurer l'accueil sur les sites emblématiques ou moins connus du territoire.
- Favoriser un tourisme « 4 saisons » et durable :
 - Tendre vers une plus grande répartition de la fréquentation touristique dans l'année afin de lisser la pression sur les équipements du territoire (routes, ressource en eau, ordures ménagères, etc.) et d'éviter la surfréquentation de certains sites naturels fragiles.
- Améliorer la qualité des hébergements plutôt que d'accroître les capacités d'accueil :
 - Favoriser une offre d'hébergements répondant aux attentes des clientèles et adaptée au territoire support.
 - Appréhender la qualification de l'hôtellerie de plein air (projets d'évolution, de valorisation, ...).
 - Prendre en compte le développement de l'hébergement « insolite ».
 - Veiller à déterminer des espaces dédiés aux hébergements touristiques adaptés afin d'éviter des sources de conflits ultérieurs (nuisances sonores, visuelles par exemple).
 - Prendre en compte le rôle important de Meyras pour l'accueil touristique, dont le positionnement sur le territoire, au carrefour des vallées, est stratégique.

2.3 Diagnostic équipements et mobilités

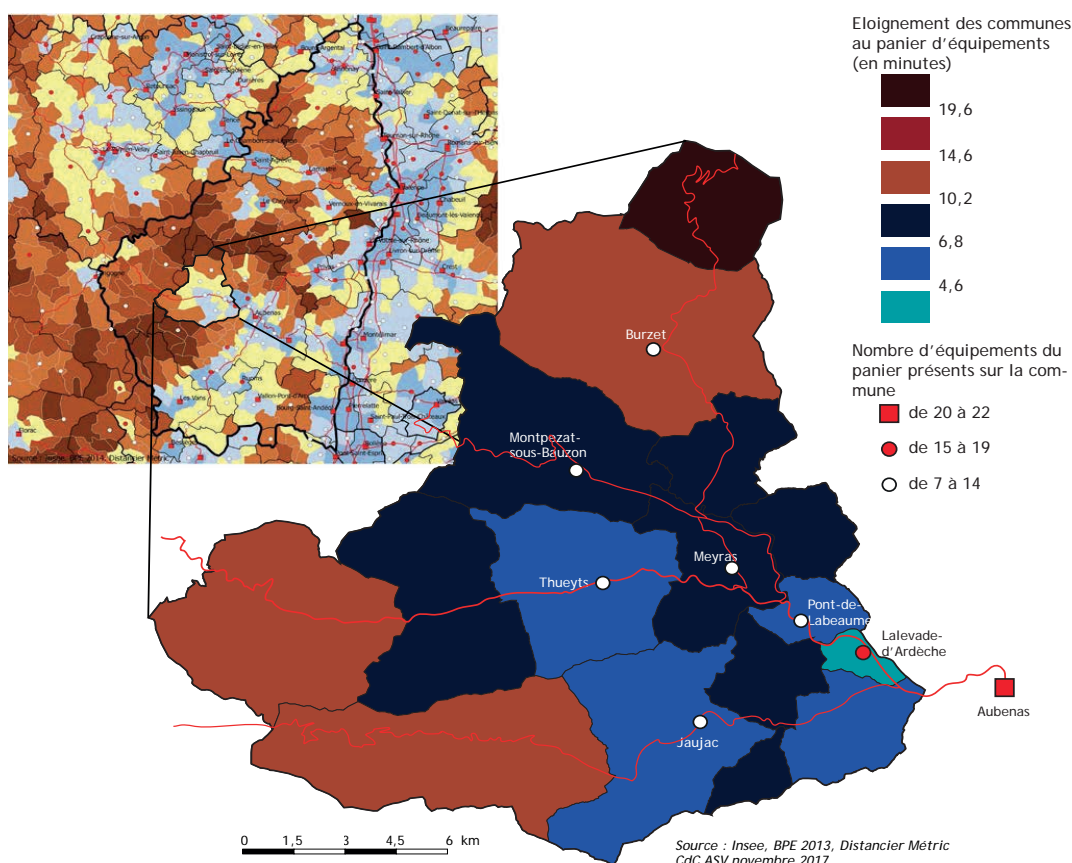
Notre communauté de communes est marquée par le relief et les contraintes de mobilité. L'accessibilité aux équipements, dont le numérique, et aux services sont des enjeux majeurs pour les habitants et la sphère économique du territoire. Les pôles de services et les commerces présents sur chaque vallée permettent le désenclavement de celles-ci et un équilibre global sur l'intercommunalité. Néanmoins, la spécialisation des pôles d'équipements génère de nombreux déplacements.

Il convient de noter la particularité de Thueyts, dont le rôle fonctionnel dépasse celui du territoire de la communauté de communes en tant que pôle de commerces et de services de proximité avec la Montagne ardéchoise.

2.3.1 Équipements publics

* Accès au panier de la vie courante*

Les 22 équipements et services constituant le panier de la vie courante ont été retenus en fonction de la proximité, de la mobilité qu'ils impliquent, de l'importance qui leur est donnée au quotidien et de leur fréquence d'usage.



La commune de Lalevade-d'Ardèche bénéficie d'une plus grande proximité au panier d'équipements de la vie courante, à l'inverse de Péreyres qui en est la plus éloignée.

* Ce panier a été conçu conjointement par l'INSEE, l'Institut d'Aménagement et d'urbanisme d'île-de-France et le Commissariat Général à l'Égalité des Territoires. Il comporte les équipements et services suivants : école élémentaire, bureau de poste et assimilé, médecin, station-service, épicerie-supérette, supermarché, banques-caisses d'épargne, écoles de conduite, police-gendarmerie, librairie-papeterie, collège, école maternelle, chirurgien-dentiste, infirmier, pharmacie, laboratoire d'analyses médicales, service d'aide aux personnes âgées, garde d'enfants d'âge préscolaire, salle ou terrain multisports, boulangerie, salon de coiffure, cafés-restaurants.

2.3.1.1 Accessibilité aux services aux publics

Les services publics du territoire s'organisent autour du pôle administratif central de Thueyts. Parmi eux, on compte la gendarmerie nationale, le centre de secours et le service administratif de la communauté de communes. Le GRETA a développé à Thueyts un réseau d'entreprises d'entraînement pédagogique, représentant un pôle de formation de proximité.

Pour faciliter l'accès à un ensemble de services publics et aux démarches administratives des habitants (aides et prestations sociales, emploi, insertion, retraite, énergie, prévention santé, accès aux droits, mobilité, vie associative...), un réseau de France services se développe depuis quelques années en partenariat entre l'Etat et les collectivités locales, ainsi qu'avec La Poste dans certains cas. Afin de désenclaver le territoire, de réduire la fracture numérique, et de permettre l'accessibilité pour tous aux services publics et aux démarches administratives sur le territoire, une France services, portée par la communauté de communes, a ainsi été créée en 2014 à Thueyts. Dans un lieu unique, les habitants du secteur ont accès et sont accompagnés dans leurs démarches de la vie quotidienne. La France Services articule présence humaine et outils numériques. Ses missions sont les suivantes :

- Accueil, information et orientation (documentation, information sur les droits et prestations...)
- Aide à l'utilisation des services en ligne (aide de recherche d'emploi, télé déclaration...)
- Aide dans les démarches administratives (constitution de dossiers, compréhension des courriers administratifs...)
- Mise en relation avec les partenaires
- Mise à disposition du public d'un poste informatique
- Mise en relation en visio avec divers partenaires

Quinze partenaires ont signé la convention cadre de la France Services de Thueyts : CAF, Pôle Emploi, CPAM, CARSAT, MSA, Mission Locale, Chambre d'Agriculture, Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre des Métiers et de l'Artisanat, Conseil départemental, DDFIP, CIDFF, CDAD, Cap Emploi, La Poste.

Sa fréquentation est en forte hausse depuis sa création, 1 424 demandes ont été enregistrées en 2019 (680 en 2016, et 939 en 2017). En réponse au besoin croissant, le service est renforcé en septembre 2018 avec la mise en place de l'itinérance sur les communes de Burzet et Saint-Pierre-de-Colombier.

Les assistantes sociales du département assurent des permanences dans différentes communes du territoire : Thueyts, Montpezat-sous-Bauzon, Jaujac, et Meyras.

Un Espace Public Numérique à Montpezat-sous-Bauzon est adossé à la médiathèque, plusieurs postes informatiques sont mis à disposition du public, qui peut également solliciter une aide auprès du personnel de la médiathèque.

Afin d'accompagner les jeunes du territoire dans leur projet personnel et professionnel, la Mission Locale Ardèche Méridionale assure deux permanences par mois à Thueyts et Montpezat-sous-Bauzon, financées par la communauté de communes.

Un Point Information Jeunesse (PIJ) Itinérant, porté par la Mission Locale Ardèche Méridionale et financé par quatre communauté de communes, dont celle d'Ardèche des Sources et Volcans, a commencé ses permanences en 2018 dans différents villages du territoire. Il est conduit par un binôme entre l'animatrice du PIJ et l'animatrice jeunesse de la communauté de communes Ardèche des Sources et Volcans.

L'objectif de cette itinérance est de permettre l'accès à l'information jeunesse (orientation, voyage, santé, aide au CV, lettre de motivation, etc.) dans le territoire, aussi bien aux jeunes qu'à leurs parents. Une permanence a notamment lieu une fois par mois au collège de Montpezat-sous-Bauzon pendant la pause méridienne.

Au-delà des permanences régulières, le PIJ est également mobilisé sur différents événements organisés par la communauté de communes à destination des jeunes, comme la Soirée Jeunes, la Nuit du Sport, mais aussi lors des formations BAFA ou baby-sitting.

Il faut également noter la création de la Maison de la Vallée, un espace de vie sociale agréé par la CAF sur la vallée de la Bourges (Burzet et Saint-Pierre-de-Colombier), porté par l'association Mont'a la Feira. Son objectif est de renforcer les liens sociaux et familiaux, les solidarités de voisinage... à travers des actions d'échanges de matériels, d'objets ou de savoirs, l'organisation de rencontres, l'accompagnement des habitants dans leurs démarches administratives, l'animation d'ateliers numériques, *etc.*

Enfin, le rôle de l'association « Coup de Pouce » à Lalevade-d'Ardèche, soutenue par la communauté de communes, est aussi à relever sur notre territoire. Elle apporte une aide aux personnes en situation de précarité et d'urgence alimentaire. 82 foyers en ont bénéficié en 2017. En 2020, l'association a cessé son activité. La communauté de communes reprend ainsi à son compte les missions d'assistance précédemment réalisées.

2.3.1.2 Accessibilité aux soins : couverture médicale

La couverture médicale du territoire est une préoccupation majeure des collectivités territoriales. Ainsi, une Maison de Santé Pluriprofessionnelle, portée par la communauté de communes, a été créée en 2012 à Jaujac. Elle est destinée aux professionnels de la santé pour pérenniser, conforter et développer l'offre de services de santé. Huit cabinets médicaux sont mis à disposition de 14 professionnels.

Sur la commune de Meyras s'est développée, à l'initiative des professionnels, une maison médicale au centre du village accueillant six médecins généralistes et six praticiens en kinésithérapie. Un cabinet paramédical pluridisciplinaire a également ouvert ses portes ; il compte deux ostéopathes, trois orthophonistes, un psychomotricien, un psychologue, un hypnothérapeute.

Plusieurs communes ont aménagé des locaux afin de favoriser l'installation de professionnels (infirmières libérales, médecins...). C'est par exemple le cas à Montpezat-sous-Bauzon où un centre de soins pluridisciplinaires et social a ouvert ses portes en juin 2020. Il compte un médecin généraliste, trois infirmiers, un orthophoniste, et un acupuncteur. Malgré ces actions pour attirer les médecins sur le territoire, le nombre de départs à la retraite des médecins ces dernières années ou projetant de cesser leur activité et leur non-remplacement dans certains cas est préoccupant pour le territoire. Néanmoins, le développement de la maison médicale à Meyras permet de disposer d'un accès aux services médicaux de base correct pour l'ensemble du territoire, bénéficiant de sa situation centrale.

Le territoire de la communauté de communes compte par ailleurs un établissement hospitalier privé pour les soins palliatifs, *La Condamine* à Thueys, d'une capacité de 60 lits.

Le réseau d'Aide à Domicile en Milieu Rural (ADMR) intervient sur le territoire, proposant des services à l'ensemble de la population dans quatre domaines : autonomie, services de confort à domicile, famille, et santé. Une association locale *L'ADMR des 5 vallées*, basée à Neyrac-les-Bains, fédère et organise son action sur le territoire avec une vingtaine de salariés. La société de services *Ardèche Aide à Domicile*, implantée à Lalevade-d'Ardèche, est également assez présente sur le territoire.

Concernant les établissements pour les personnes âgées, le territoire compte au total 271 places

en EHPAD, réparties sur les EHPAD de Lalevade-d'Ardèche, Jaujac et Thueyts, et 27 logements en location à destination des personnes âgées.

La communauté de communes dispose de 18 logements, prioritairement à destination de la location aux seniors :

- 10 à Saint-Pierre-de-Colombier en reconversion d'un ancien moulinage ;
- 8 à Jaujac, à l'étage de la maison médicale.

Un nouvel EHPAD verra le jour dans les prochaines années sur la commune de Thueyts dans le cadre du projet de territoire de l'Agence régionale de santé.

Enfin, l'association ADAPEI de l'Ardèche porte sur le territoire plusieurs structures accompagnant les personnes en situation de handicap : l'Institut Médico-Educatif (IME) *L'Amitié* à Lalevade accueillant 38 enfants et jeunes de 3 à 20 ans, le foyer d'accueil de jour *Les Babelous* pour adultes (15 personnes), et l'Établissement et Service d'Aide par le Travail (ESAT), *L'Avenir*, comptant 44 adultes handicapés salariés.

2.3.1.3 Équipements scolaires et enfance/jeunesse

La communauté de communes porte la compétence « petite enfance, enfance et jeunesse » depuis 2014. Attachée à proposer aux habitants un service de qualité, la collectivité s'engage au quotidien pour le développement de ses actions auprès des différents publics. L'exercice de cette compétence est un axe important de la politique territoriale souhaitée par les élus dans le but de rendre attractif le territoire pour les jeunes ménages et les familles.

* Petite enfance

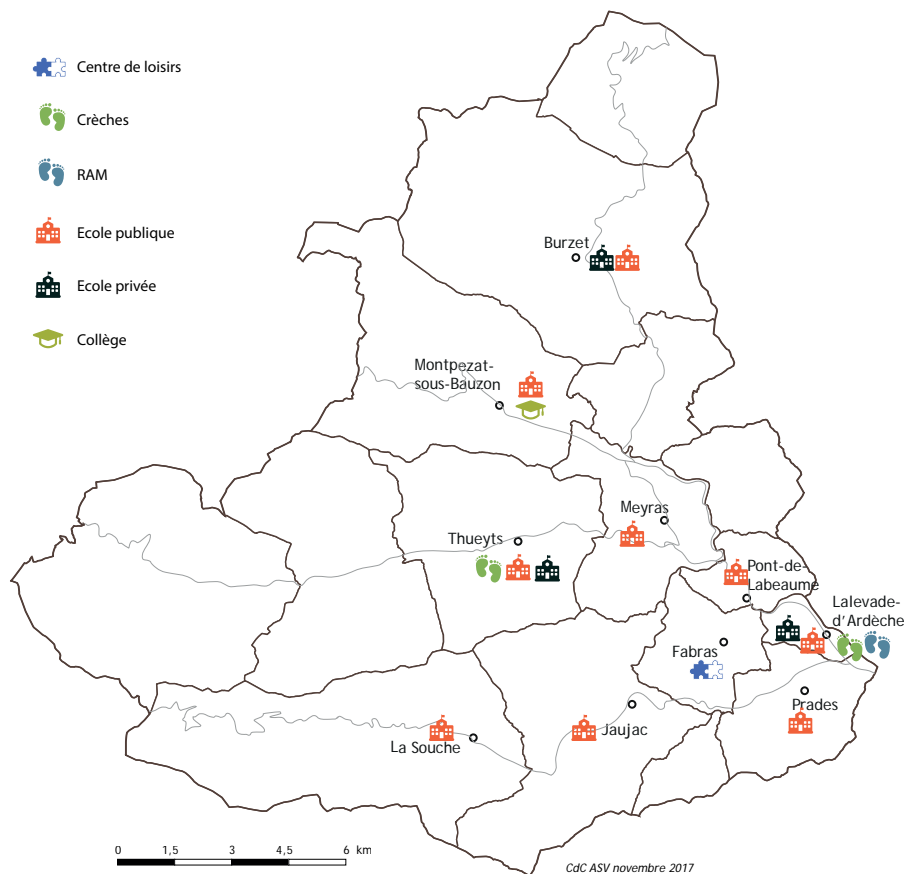
Deux structures intercommunales d'accueil collectif existent sur le territoire :

- la crèche *Les Mistouflets* à Lalevade-d'Ardèche disposant de 22 places,
- la micro-crèche *Les petits troubadours* d'une capacité de 10 places.

Le nombre de places disponibles sur le territoire est assez faible par rapport à la moyenne nationale. En effet, on compte 15 places pour 100 enfants de moins de 3 ans, contre 17 places au niveau national pour 100 enfants. En revanche, ce service du territoire, jusqu'ici non tendu puisqu'il était très rare qu'une demande de place en accueil collectif ne puisse aboutir, commence peu à peu à le devenir.

Complétant l'accueil collectif, 31 assistantes maternelles sont en activité sur le territoire proposant environ 100 places agréées. Un RAM itinérant intercommunal a été mis en place en 2011 pour accompagner les assistantes maternelles et les parents, et proposer des ateliers d'éveil dans les communes de Lalevade-d'Ardèche, Meyras, Thueyts, Montpezat-sous-Bauzon et Jaujac.

Par ailleurs, un guichet unique a été mis en place en septembre 2019 par la communauté de communes ; il s'agit de la porte d'entrée à toute demande pour les différents modes de garde sur le territoire. Le service définit avec les familles leurs besoins et les orientent vers un mode de garde individuel (assistante maternelle) ou collectif.



* Enfance/jeunesse

Un centre de loisirs intercommunal accueille des enfants de 3 à 14 ans durant les vacances scolaires et les mercredi pendant la période scolaire. Il se situe à Fabras et sa capacité d'accueil est de 80 enfants. Une expérimentation a été menée à l'été 2020, liée aux conditions sanitaires, en mettant en place un accueil de loisirs supplémentaire dans les locaux de l'école de Montpezat-sous-Bauzon.

Un service pour les jeunes de 12 ans et plus est également organisé par la communauté de communes au centre de loisirs quelques jours par semaine. Des sorties *Hors les murs* sont proposées tout au long de l'année pour des activités de loisirs et culturelles, ainsi que des stages thématiques (formation *babysitting* en partenariat avec la mission locale, formation BAFA, action éducative sur Internet...).

* Établissements scolaires

Le territoire est doté de 11 établissements scolaires (maternelles et élémentaires) dont deux écoles privées, à Thueyts et Lalevade-d'Ardèche, et d'un collège public à Montpezat-sous-Bauzon. Un second collège, situé à Vals-les-Bains, est lié au territoire ; il accueille une centaine d'élèves de Lalevade-d'Ardèche et de Prades. Le territoire est dépourvu de lycées, ils se concentrent tous à Aubenas (lycées général, technologique, professionnel, technique, agricole...).

La plupart des communes compte au moins une école élémentaire ; certaines fonctionnent en Regroupement Pédagogique Intercommunaux (RPI), permettant d'éviter la fermeture d'écoles et de maintenir des classes (Thueyts/Barnas/Mayres, Chirols/Pont-de-Labeaume/Meyras, Saint-Pierre-de-Colombier/Meyras/Burzet...).

Le nombre d'enfants scolarisés dans le public a diminué ces dix dernières années. Cette évolution est en partie expliquée par la baisse du nombre d'enfants de deux ans accueillis, ainsi que par l'augmentation des inscrits dans les établissements privés du territoire.

* Effectifs des établissements scolaires et évolution en 10 ans

Le tableau des effectifs ci-dessous comprend ceux de l'école privée de Burzet, qui a fermé ses portes depuis lors.

Ecoles publiques

COMMUNE	Nbre élèves maternelle 2017	Elémentaire 2017	Nbre élèves total 2017	dont 2 ans 2017	Nbre classes 2017	Nbre élèves total 2007	dont 2 ans 2007	Nbre classes en 2007
CHIROLS						13		1
BURZET	9	13	22	0	1	14	2	1
JAUJAC	42	73	121	6	5	125		5
LALEVADE	28	58	88	2	4	116	9	5
MEYRAS	30	45	77	2	3	89	8	4
MONTPEZAT	21	37	58	0	3	62	4	3
PONT-DE-LABEAUME	26	45	72	1	3	64	12	3
PRADES	37	52	90	1	4	96		4
LA SOUCHE	7	21	31	3	2	20		1
THUEYTS	16	40	58	2	3	83	7	4
TOTAL	216	384	617	17	28	682	42	31

Ecoles privées

COMMUNE	Nbre élèves maternelle 2017	Elémentaire 2017	Nbre élèves total 2017	dont 2 ans 2017	Nbre classes 2017	Nbre élèves total 2007	dont 2 ans 2007	Nbre classes en 2007
BURZET	6	14	20	0	2	24	0	2
LALEVADE	23	39	68	6	3	56	2	3
THUEYTS	10	19	30	1	2	29	1	2
TOTAL	39	72	118	7	7	109	3	7

Collège public Joseph Durand à Montpezat-sous-Bauzon

	6ème	5ème	4ème	3ème	Total 2017	Total 2007
Nbre d'élèves	56	66	56	53	231	245

2.3.1.4 Équipements culturels

Un diagnostic culture a été réalisé à l'échelle de la communauté de communes en 2018 proposant des pistes d'actions à la communauté de communes pour développer ses politiques culturelles.

* Lectures publiques

Il existe un réseau important de bibliothèques sur le territoire et deux médiathèques (Montpezat-sous-Bauzon et Thueyts), proposant également de nombreuses animations, conférences, projections tout au long de l'année.

* Événements culturels majeurs sur le territoire

On relève de nombreuses fêtes annuelles liées aux productions locales (les castagnades, la patate à Thueyts, la myrtille à Péreyres, la pomme à Prades...), ainsi que d'autres manifestations participant à la notoriété du territoire et favorisant le lien social (citons notamment *L'An que Ven* - marche pour fêter la nouvelle année, le *trail La chaussée des Géants* au départ de Thueyts, la fête de la transhumance à Jaujac, le *BlouArt* à Thueyts - exposition d'art contemporain...)

* Salles des fêtes

Toutes les communes du territoire sont équipées de salles des fêtes d'une capacité plus ou moins importante.

* Salles de spectacles

Une salle d'une capacité de 200 places à Thueyts propose des diffusions cinématographiques hebdomadaires (convention avec le cinéma d'Aubenas). Meyras dispose également de salles de spectacles : une petite salle d'usage mixte dans la station thermale et une autre plus importante dans le village.

* Arts

Un site privé, le Château du Pin, organise des expositions. On compte également un projet d'initiative publique, le parcours artistique de la ligne de partage des eaux... En revanche, on ne recense aucun équipement adapté pour des représentations ou des résidences artistiques sur le territoire.

* Un tissu associatif riche

Les associations culturelles sont nombreuses sur le territoire ; elles proposent diverses sorties et animations tout au long de l'année. On relève notamment : Scarabée, Arlequin, Impromptus, La Messicole, Expression, Rock et Pouzzolane, Riboules Dingues et BD, etc.

2.3.1.5 Équipements sportifs et sites de loisirs de pleine nature

* Équipements sportifs

La communauté de communes compte de nombreux équipements sportifs. Certains, dont le rayonnement dépasse largement celui de la commune, sont gérés par l'intercommunalité :

- Piscine de Pont-de-Labeaume : le bassin, semi-couvert, a été réhabilité en priorité pour recevoir les scolaires. Il est ouvert au public chaque année d'avril à fin septembre.
- Stades de Lalevade-d'Ardèche et de Thueyts : ces deux stades de foot sont de la compétence intercommunale. Ils sont mis à disposition des clubs de foot locaux.
- Gymnase de Montpezat-sous-Bauzon : construit en 2013, le gymnase est équipé d'une grande salle omnisports en revêtement parquet de 1 056 m², une salle de danse en parquet de 120 m², et une salle de gym de 300 m². Le gymnase est mis à disposition du collège et des écoles primaires du territoire, renforçant ainsi le rôle de pôle de Montpezat concernant les équipements scolaires. Le gymnase est aussi ouvert à de nombreuses associations en dehors des horaires scolaires proposant diverses activités sportives.
- Boulodrome intercommunal : depuis l'automne 2018, le boulodrome de Fabras, en reconversion d'une friche industrielle, remplace celui de Saint-Pierre-de-Colombier. Sur une surface de 1 112 m², il comporte 16 jeux intérieurs, 22 jeux extérieurs, ainsi qu'un espace de convivialité.

Le territoire compte également une piscine couverte à la station thermale de Neyrac-les-Bains, ouverte au public d'avril à novembre. Le territoire compte par ailleurs cinq terrains de tennis : Jaujac, Meyras, La Souche, Lalevade-d'Ardèche, Thueyts. Un troisième stade de foot, de la propriété de la ville de Bobigny, à Jaujac complète l'offre.

Toutes les communes possèdent un espace dédié aux sports en général par le biais d'un *city park*, d'un terrain extérieur (football, basket-ball, handball) ou d'un simple espace multisports. La plupart des communes est équipée en boulodrome extérieur, plus ou moins aménagés. Parfois, la place du village fait office de terrain, aucune zone spécifique dédiée aux boules n'étant aménagée.

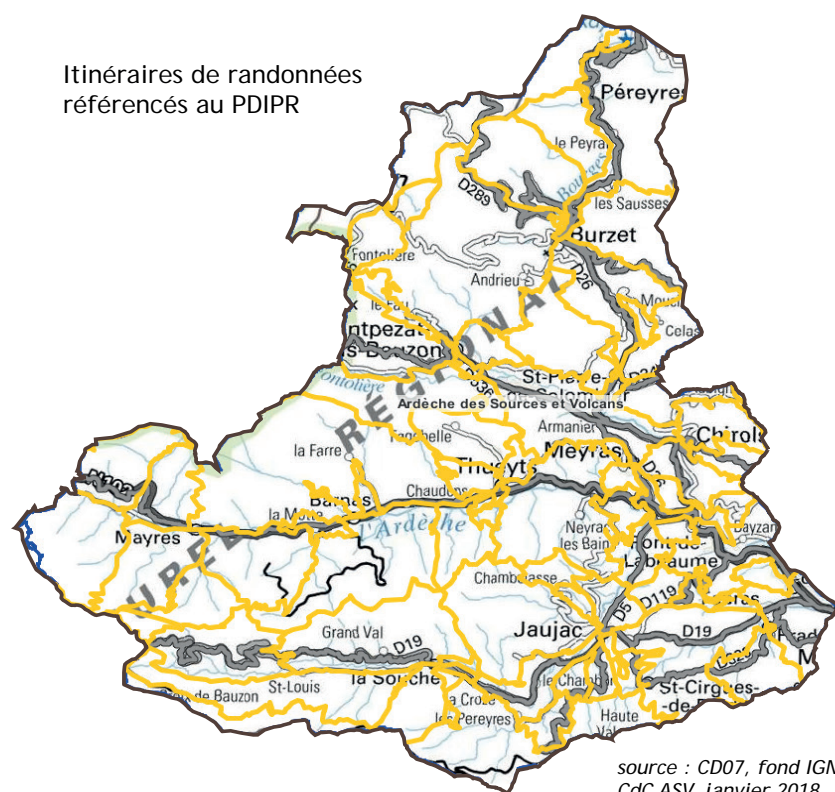
* Sports de pleine nature

Sur la commune de Jaujac, un parcours accrobranche et *paintball* est aménagé par un exploitant privé. Par ailleurs, de nombreux sites de sports de pleine nature (canyoning, *Via Ferrata*, escalade...) existent sur le territoire et sont empruntés par de nombreux amateurs et professionnels :

- quatre sites d'escalade (un à Jaujac et Burzet, et deux à Meyras),
- un site de *Via Ferrata* à Thueyts qui est très fréquenté,
- un site de canyoning sur l'Ardèche amont, au-dessus de Mayres. Un second site de canyoning est identifié sur la Bourges, *Le Pas-de-Fer*, sur la commune de Péreyres mais la pratique est interdite depuis 2009 en raison de sa dangerosité (arrêté municipal). La pratique de cette activité sur la Bourges est également observée à une fréquence de plus en plus régulière à Burzet.

La fréquentation doit être organisée pour limiter les conflits d'usages et les nuisances générées par ces pratiques compte tenu de la sensibilité des milieux concernés.

Concernant la randonnée pédestre, le maillage des sentiers de randonnée est très dense. De nombreux circuits sont inscrits au réseau Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR). Le PDIPR est un outil de classement des chemins de randonnée relevant du Département de l'Ardèche ; il concerne près de 300 km de circuits sur le territoire. Les départs des boucles de randonnée se font généralement depuis les centres de villages.



Un circuit de *trail* permanent est balisé sur le territoire au départ de Thueyts, empruntant en partie des chemins classés PDIPR.

La station de ski de la Croix de Bauzon, proposant diverses activités de sports d'hiver (luge, ski, raquettes...), compte certains aménagements sur la commune de La Souche (remontées mécaniques, pistes de ski, et parking), le reste se situant sur la commune de Borne.

* Baignades en rivière

Quatre sites sur le territoire sont contrôlés par les services de la Préfecture de l'Ardèche. Il s'agit des lieux de baignade suivants :

- plage du Lignon au lieu-dit La Turbine à Jaujac
- plage du Lignon au plan d'eau communal de La Souche
- plage communale sur l'Ardèche à Lalevade-d'Ardèche
- le Pont du Diable sur l'Ardèche à Thueyts

La communauté de communes devra veiller à ce que les zones d'aménagement susceptibles d'être polluantes tiennent compte de la sensibilité du milieu et *a fortiori* de ces lieux de baignade.

ENJEUX ÉQUIPEMENTS PUBLICS

Services aux publics

- Conserver et conforter la centralité des services sur Thueyts, et poursuivre en même temps le développement de l'itinérance des services aux publics de proximité, pour toucher les habitants de toutes les vallées du territoire, et les permanences dans les bourgs périphériques.

Santé

- Se structurer pour améliorer l'attractivité du territoire vis-à-vis des professionnels de santé et maintenir une offre de santé de proximité sur le territoire. Quels partenariats possibles avec les professionnels intervenant dans les établissements privés ou à titre privé ? Une structuration des professionnels de santé sur le territoire, en lien avec le pôle médical de Meyras ?
- Appréhender le vieillissement de la population et les besoins en services associés.

Équipements enfance/jeunesse

- Maintenir les équipements petite-enfance en veillant à offrir une réponse adaptée aux besoins des familles et de leurs enfants.
- Conforter les équipements enfance/jeunesse (anticiper les baisses de financement, et développer l'itinérance et les permanences du service jeunesse dans les bourgs périphériques).
- Maintenir et soutenir le maillage d'écoles publiques présentes sur le territoire.

Enjeux culture

- Maintenir un maillage dense de bibliothèques et de médiathèques, et la programmation de ce réseau de lectures publiques.
- Soutenir l'offre culturelle associative.
- Valoriser les événements culturels majeurs du territoire participant à la notoriété et à l'attractivité de celui-ci.

Équipements sportifs

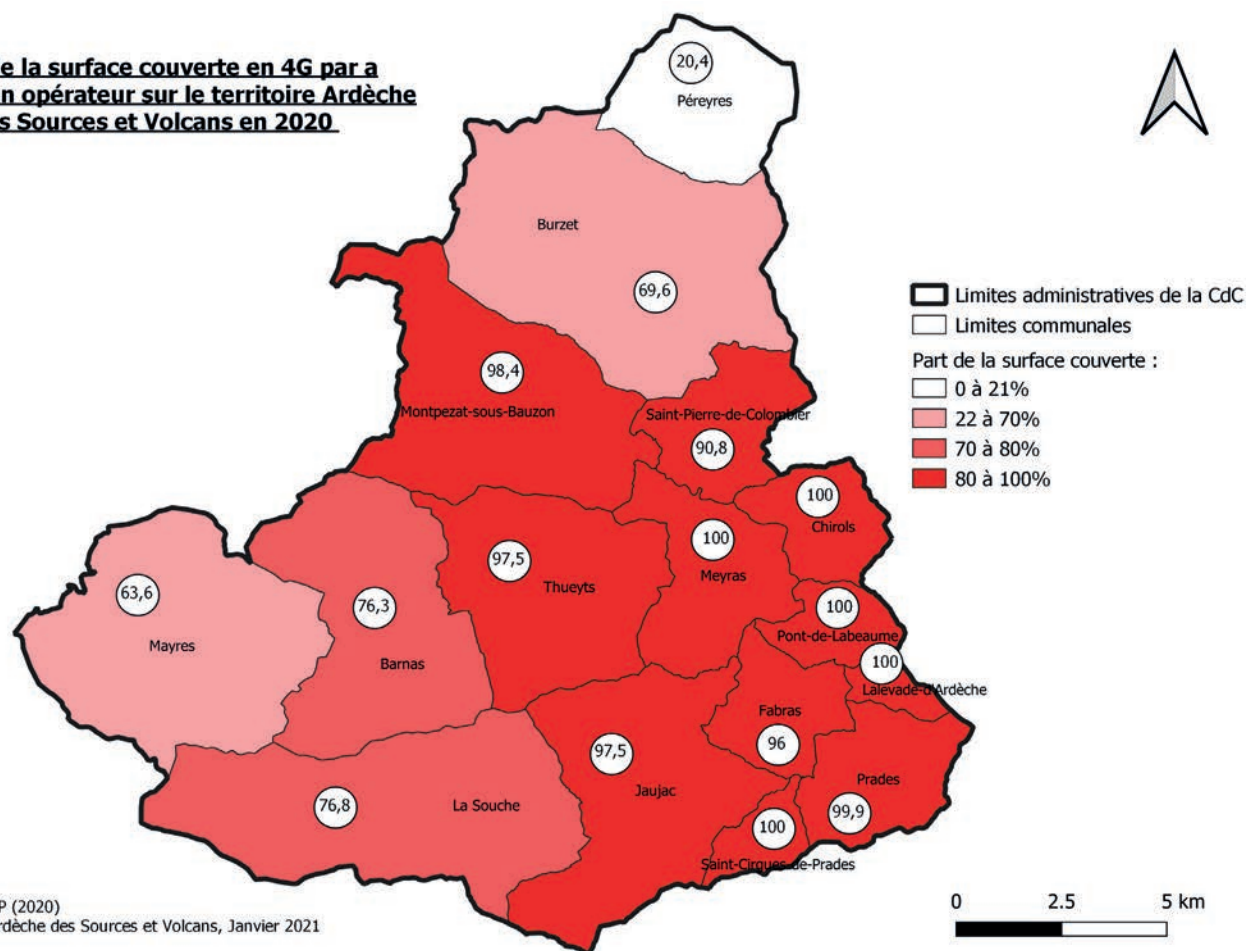
- Conserver le maillage des équipements sportifs.
- Gérer l'accueil et le stationnement sur les sites de sports de pleine nature, et structurer l'offre pour éviter la surfréquentation de certains sites.

2.3.2 Accès au numérique

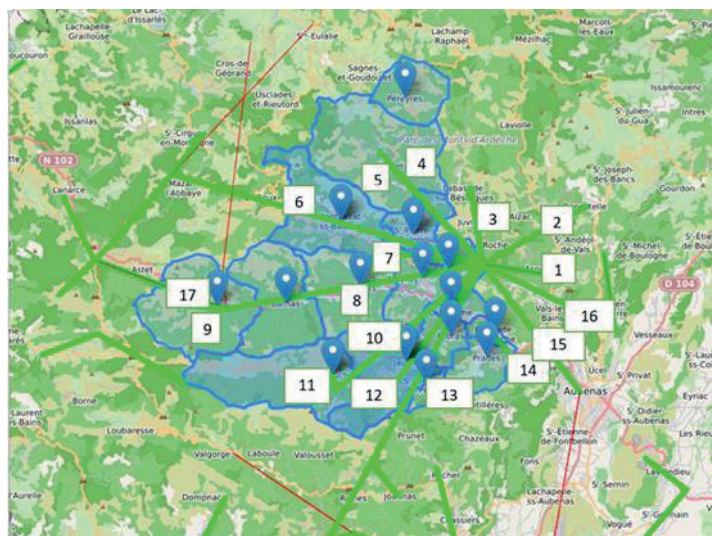
* Accessibilité téléphonie mobile

La couverture du réseau de téléphonie mobile en 3G et en 4G varie selon les communes et les opérateurs. Au cours de ces dernières années, plusieurs antennes ont été installées sur le territoire permettant une meilleure couverture en téléphonie mobile et diversifiant l'offre avec la présence de plusieurs opérateurs.

Part de la surface couverte en 4G par au moins un opérateur sur le territoire Ardèche des Sources et Volcans en 2020



Dans le cadre de son association à l'élaboration du PLUi, Orange a fait part de la présence de 17 faisceaux hertziens Orange en service sur le territoire Ardèche des Sources et Volcans.



En cas de projet de construction de plus de 10 mètres de haut, Orange devra être consulté par le service en charge de l'instruction des autorisations d'urbanisme.

* **Accessibilité Internet**

La plupart des habitations ont accès à Internet à partir du réseau téléphonique en fil de cuivre. Les connexions avec un bon débit ne desservent pas encore l'ensemble des communes, certaines n'étant pourvues que d'un débit très limité. Les secteurs n'étant toujours pas desservis peuvent en avoir l'accès par une connexion satellite.

Le déploiement de la fibre est planifié sur le territoire d'ici 2025 et devrait concerner environ 8 700 prises soit 97% des logements. Une convention a été établie en 2014 entre le Syndicat mixte ADN (Ardèche-Drôme Numérique) et la communauté de communes, permettant de phaser les travaux sur 10 ans. Deux poches de déploiement sont en cours (Burzet, Chirols, Montpezat-sous-Bauzon, Péreyres, Saint-Pierre-de-Colombier et une partie de Meyras (secteur de Champagne) d'une part, et La Souche, Jaujac, Fabras, Saint-Cirgues-de-Prades d'autre part). Deux autres poches de déploiement seront lancées prochainement sur les communes restantes du territoire. Après le déploiement, devra avoir lieu la commercialisation afin de permettre aux foyers de bénéficier de la fibre. Néanmoins, des disparités selon les communes sont à prévoir en raison de certaines contraintes techniques, ainsi que de la dispersion de l'habitat.

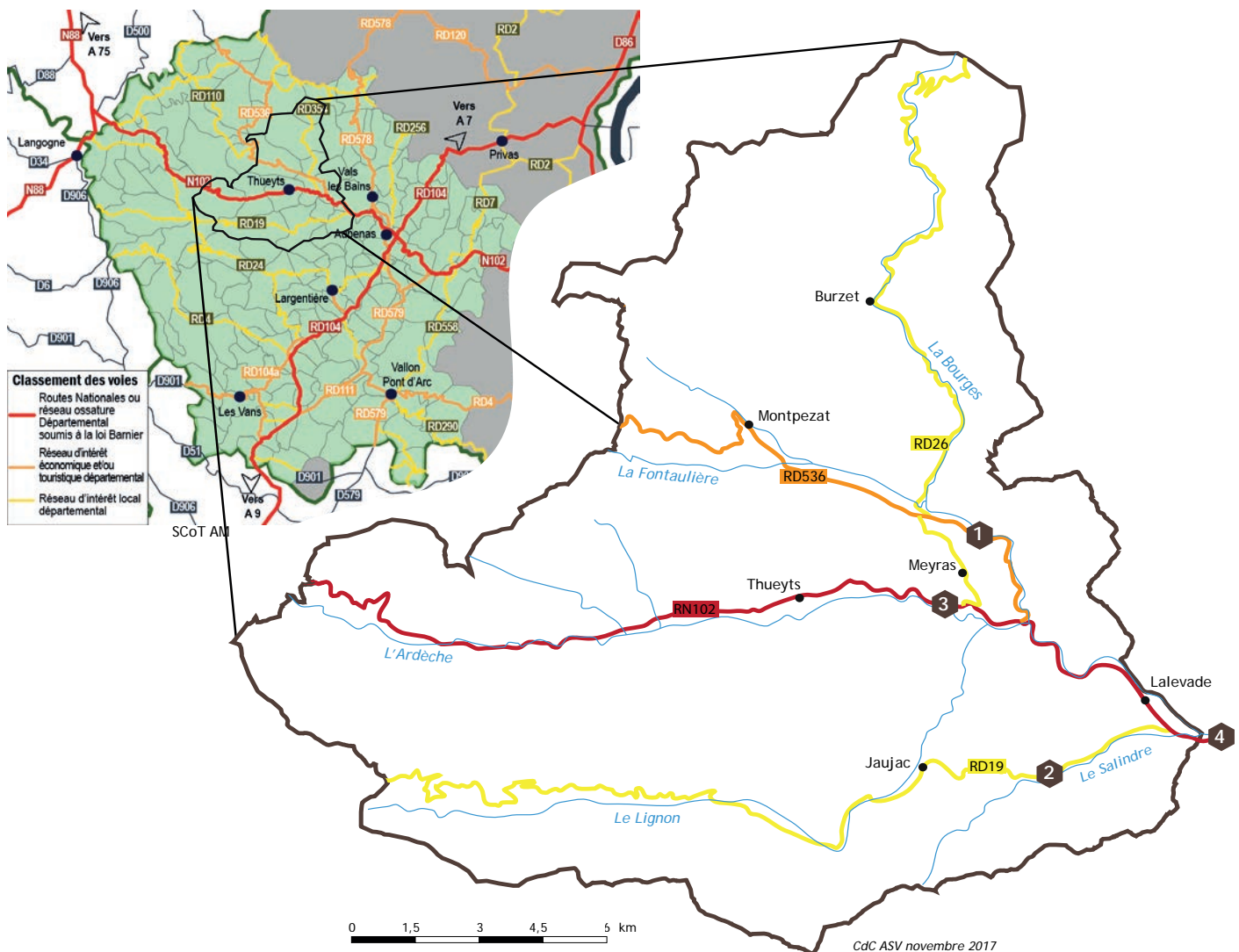
ENJEUX ACCES AU NUMERIQUE

Réduire la fracture territoriale et numérique : les rares zones blanches restantes sont un frein au développement du territoire. Les infrastructures numériques sont désormais une condition fondamentale pour maintenir et attirer les entreprises et les habitants sur un territoire. Cet équipement devra être lié aux aménagements des futures zones d'activités économiques et aux nouvelles urbanisations.

Appréhender les éventuelles saturations des réseaux en période estivale en raison de la forte augmentation de la population, développer les hébergements touristiques connectés en réponse aux attentes fortes des touristes sur l'accessibilité numérique.

2.3.3 Transports et mobilités

2.3.3.1 Infrastructures routières



Nota : la carte figurant dans l'encadré en haut à gauche dont est extrait le zoom du territoire Ardèche des Sources et Volcans correspond à l'ancien périmètre du SCoT de l'Ardèche méridionale. Les trois communes situées les plus au nord (Borée, Saint-Martial, et La Rochette), sont ici manquantes.

Le territoire intercommunal, dépourvu de ligne ferroviaire, d'autoroute et d'aéroport tout comme l'ensemble du territoire du SCoT de l'Ardèche Méridionale, est relativement enclavé. Il est éloigné des axes majeurs de communication ; en effet, pour rejoindre l'autoroute A7, il faut compter 1h25 depuis Thueyts en circulation fluide, 1h40 pour se rendre à la gare TGV de Valence et 2h30 pour les aéroports internationaux de Lyon-St-Exupéry ou de Marignane.

Le territoire est desservi par quatre axes routiers principaux : la RN102 qui traverse le territoire le long de la vallée de l'Ardeche le connectant à Aubenas et au Puy-en-Velay (relie la vallée du Rhône au massif central), la RD536 (vallée de la Fontaulière), la RD19 (vallées du Salindre et du Lignon) et la RD26 (vallée de la Bourges). L'ensemble des communes a un accès aux principaux axes. Le long des principaux axes, la plupart des communes ont aménagé ou projettent de réaliser des travaux sur leur traversée de village pour sécuriser les déplacements piétonniers et limiter les vitesses de circulation.

La RN102 est soumise à la loi Barnier*. En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions sont ainsi interdites sur une bande de 75 mètres de part et d'autre de cette route classée à grande circulation.



D'après les comptages du Département (source : diagnostic mobilité 2017 - CD07 - données 2015), on dénombre en moyenne 2 444 véhicules/jour (sens aller et retour) sur la RD536 au Pestrin (carte figurant sur la page précédente, point 1), et 2 431 véhicules/jour entre Prades et Jaujac (point 2). Concernant la RN102, le trafic est nettement plus important puisqu'en 2016 on dénombrait en moyenne, 5 588 véhicules/jour au point de comptage de Neyrac-les-Bains (données de la DIR massif central, point 3 sur la carte figurant sur la page précédente).

Il n'est pas observé d'augmentation de la circulation d'une année sur l'autre. En revanche, si l'on observe les données au point de comptage du Malpas (commune de Labégude - point 4 sur la carte figurant sur la page précédente) juste avant d'entrer sur le territoire intercommunal, on remarque une circulation nettement plus importante avec une moyenne annuelle de 12 895 véhicules/jour en 2016.

L'influence de l'activité touristique sur le trafic routier est très forte. Les axes routiers qui parcourent les vallées sont très empruntés surtout en période estivale où l'arrivée des touristes vient augmenter le trafic routier. En effet, en 2016, la circulation enregistrée sur la RN102 au Malpas (point 4) était de 23 141 véhicules/jour au 13 août alors qu'elle n'était que de 6 427 véhicules/jour au 31 janvier. Au niveau de Neyrac (point 3), on dénombrait 15 463 véhicules/jour le 13 août, tandis qu'il n'y avait que 2 555 véhicules/jour le 31 janvier. De même, en 2015, la moyenne annuelle du comptage des véhicules par jour sur la RD536 (2 444) n'est en fait que de 1 876 véhicules/jour en moyenne en janvier contre 3 372 véhicules/jour en moyenne en août (évolution

* Loi n° 95-101 du 2 février 1995, dite loi Barnier (article L.111-6 du code de l'urbanisme) :

En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de 75 mètres de part et d'autre de l'axe des routes classées à grande circulation (pour la CdC ASV, la RN 102).

Elle ne s'applique pas :

- aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;
- aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;
- aux bâtiments d'exploitation agricole ;
- aux réseaux d'intérêt public.

Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.

saisonniers de 80%). La circulation peut devenir assez dense en été, surtout à l'approche de l'agglomération albenassienne, mais il n'est pas observé pour autant de phénomène de congestion routière sur notre territoire.

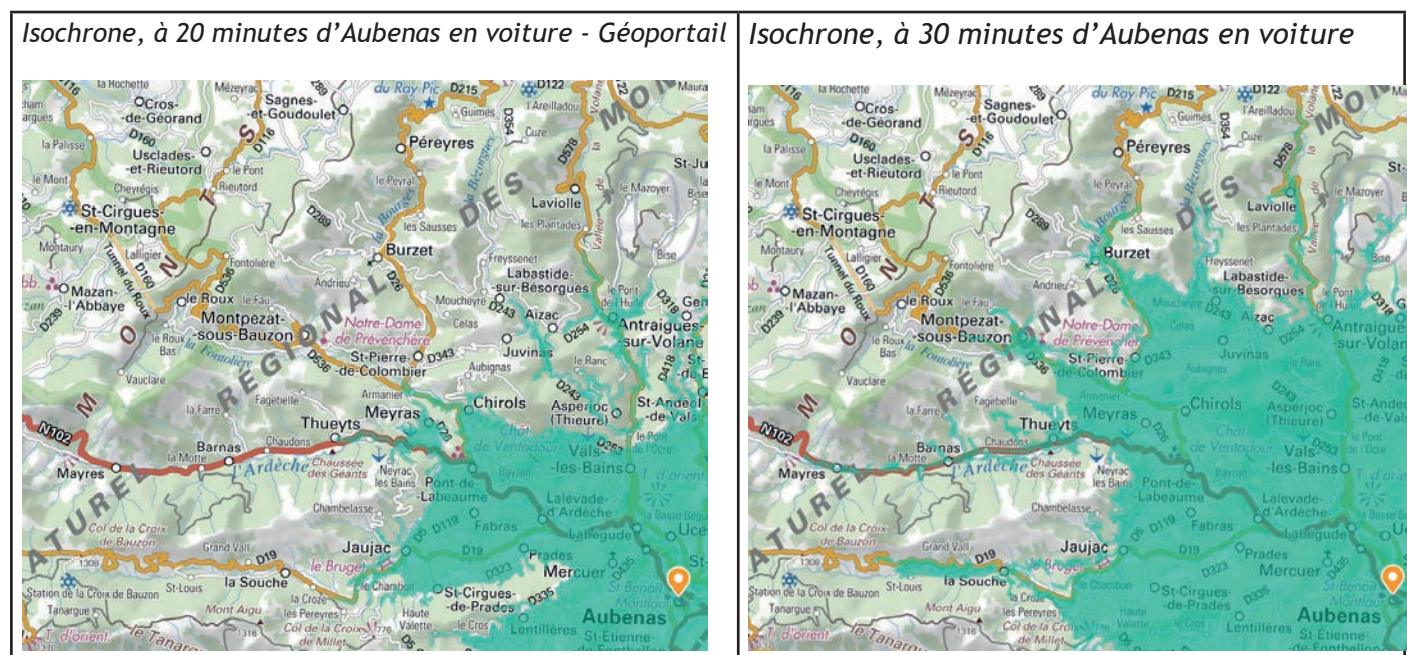
Concernant le transport de marchandises, la RN102 figure comme un axe de transit important entre le massif central et la vallée du Rhône. Les poids lourds constituent près de 13% de la circulation en 2016 au niveau de Neyrac-les-Bains. Cette route nationale est répertoriée comme itinéraire de transport exceptionnel ; le transport de marchandises ou de matières dangereuses y est autorisé. Des contraintes de gabarit s'imposent à l'urbanisation le long de cet axe.

Notons enfin que parmi les 2 444 véhicules/jour enregistrés sur la RD536, 3% sont des poids lourds.

2.3.3.2 Mobilités

En raison principalement du relief, mais aussi des caractéristiques du réseau routier, les temps de trajet sont très importants pour se rendre d'un point à un autre du territoire. Par exemple, en temps de circulation fluide, il faut prévoir plus d'une heure pour se rendre à la Croix de Bauzon depuis Péreyres.

Les communes du territoire sont situées entre 10 et 45 minutes d'Aubenas (cf. isochrones ci-dessous). La proximité d'un bassin de vie polarisant engendre de nombreux déplacements, notamment aux heures de pointe.



Les déplacements sont assez concentrés en direction de l'agglomération d'Aubenas et des pôles du territoire, notamment Lalevade-d'Ardèche, Montpezat-sous-Bauzon et Thueyts. Les distances de déplacement sont élevées en raison de la dispersion de l'habitat et de l'éloignement des emplois et des services urbains de la vie quotidienne (commerces, établissements scolaires, administrations, santé, etc.) et plus encore pour les services de niveau supérieur qui se concentrent dans les grandes agglomérations (hôpitaux, universités, administrations, etc.).

Usages des habitants/analyse des déplacements

La voiture tient une place prédominante dans les déplacements sur le territoire. Le taux de motorisation des ménages est important puisque 86,7% des ménages du territoire ont au moins une voiture en 2013 (contre 81% en moyenne nationale), en légère augmentation par rapport à 2008

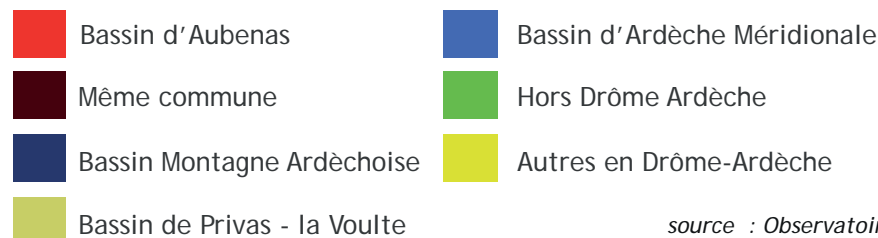
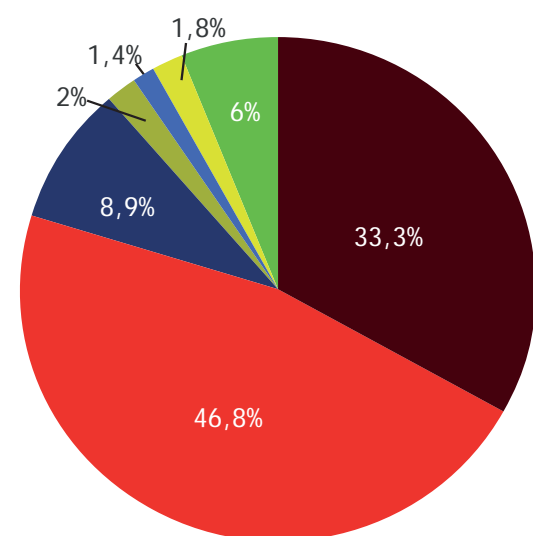
où ils étaient 85,6%. Notons également que 40,3% des ménages ont deux voitures ou plus en 2013 alors qu'ils ne sont que 34% en France métropolitaine. Sur le territoire, plus d'un ménage sur 10 ne possède donc pas de véhicule et doit compter sur la solidarité familiale ou relationnelle, ou utiliser les transports en commun, qui sont relativement rares sur le territoire.

Concernant plus particulièrement les mobilités professionnelles, on observe en 2013 que 33,3% des actifs du territoire travaillent dans la même commune que celle de résidence (contre 37,9% à l'échelle du SCoT et 33% à l'échelle de l'Ardèche). Le bassin d'Aubenas (au sens des bassins d'habitat de référence définis par la DDT) génère de nombreux flux domicile-travail ; ils concernent près de 50% des actifs du territoire.

L'analyse des flux domicile-travail présente des déséquilibres dans le territoire ; certaines communes gardant une grande part de leurs actifs. C'est le cas de Thueyts, Burzet et Montpezat.

Mobilité professionnelle des actifs résidant sur le territoire
Ardèche des Sources et Volcans

Bassins d'habitat et bassins de référence



*Les bassins de référence sont un regroupement de bassins d'habitat, définis par la direction départementale des territoires de l'Ardèche à partir des relations domicile-travail.



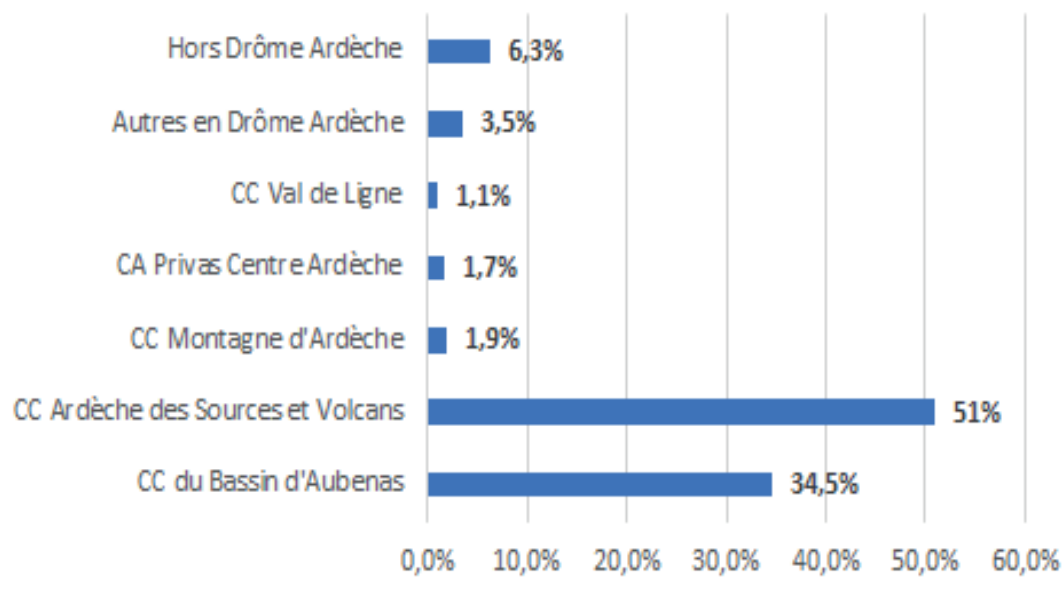
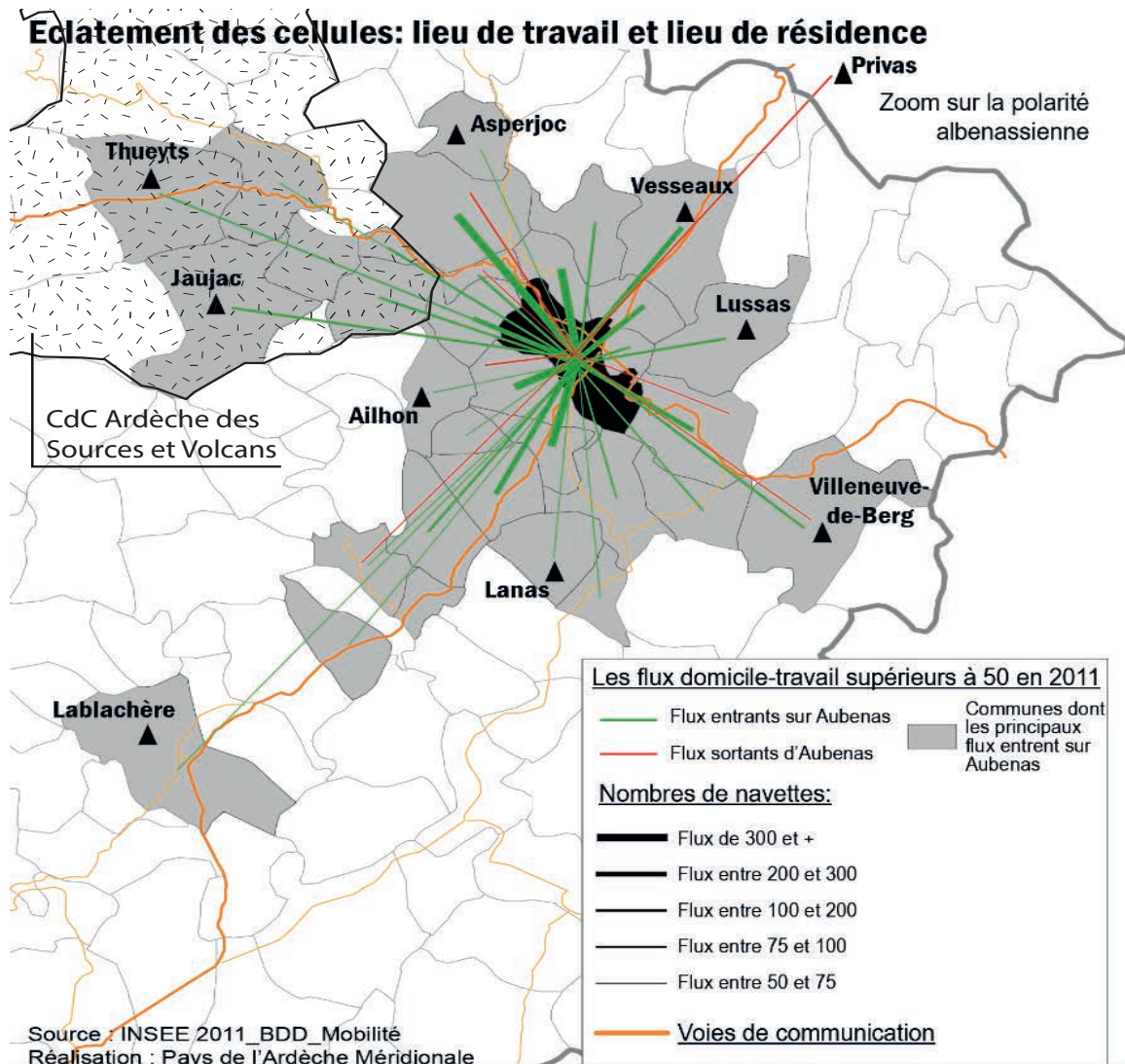
Légende :
Contours blancs : bassin d'habitat
Fond coloré : bassin de référence

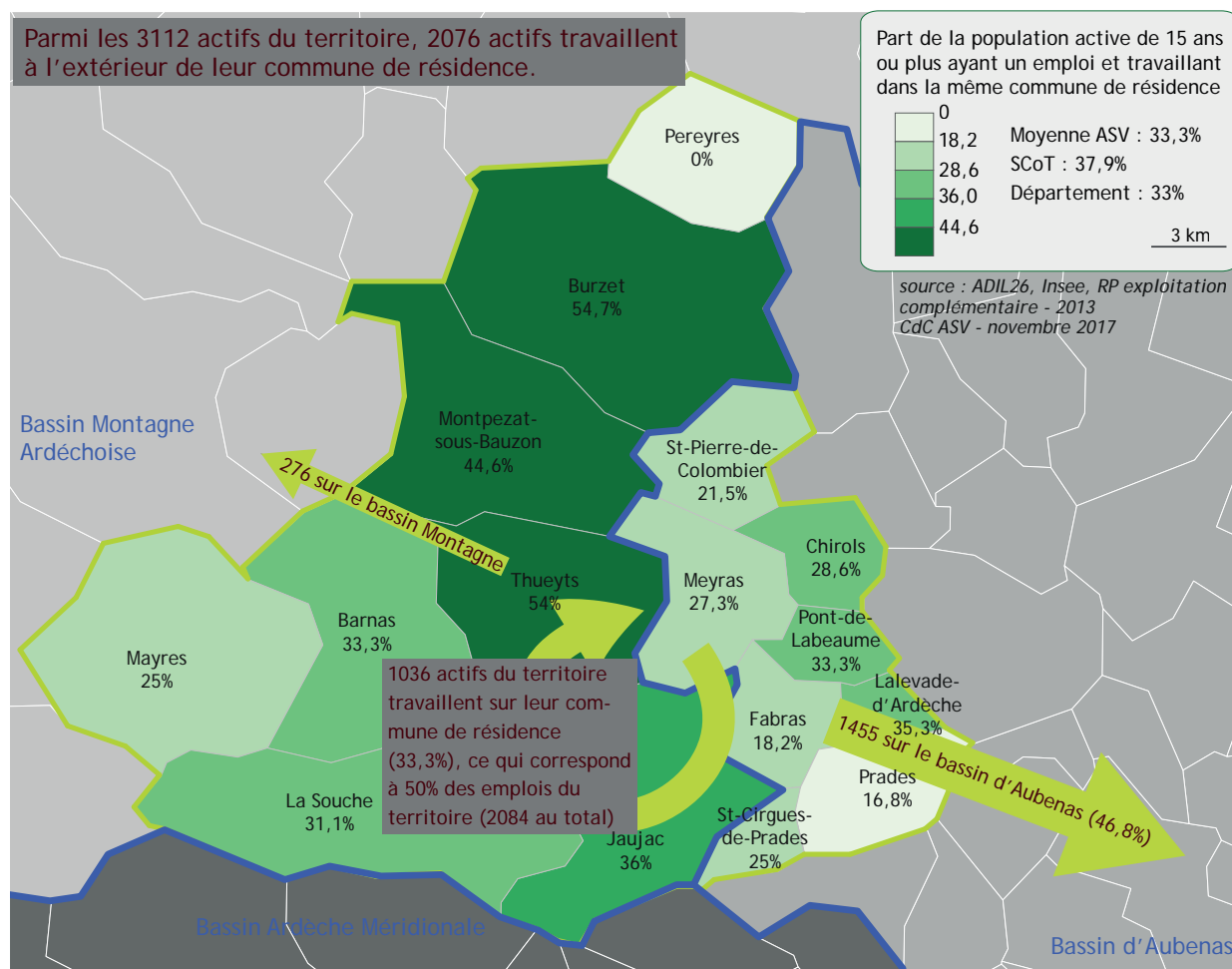
source : ADIL26

source : Observatoire ADIL26 - INSEE exploitation complémentaire, Fichier détail mobilité professionnelle 2012

D'autres, notamment celles situées dans le bassin d'Aubenas, comptent une grande part de leur actifs travaillant à l'extérieur de leur commune (ainsi, 69% des actifs résidant à Prades travaillent dans le bassin d'Aubenas et 64% pour ceux de Chirols).

Aubenas est le pôle d'activité principal en Ardèche méridionale (avec près de 10 000 emplois), ce qui génère des flux domicile-travail important, notamment en provenance des communes du territoire Ardèche des Sources et Volcans.

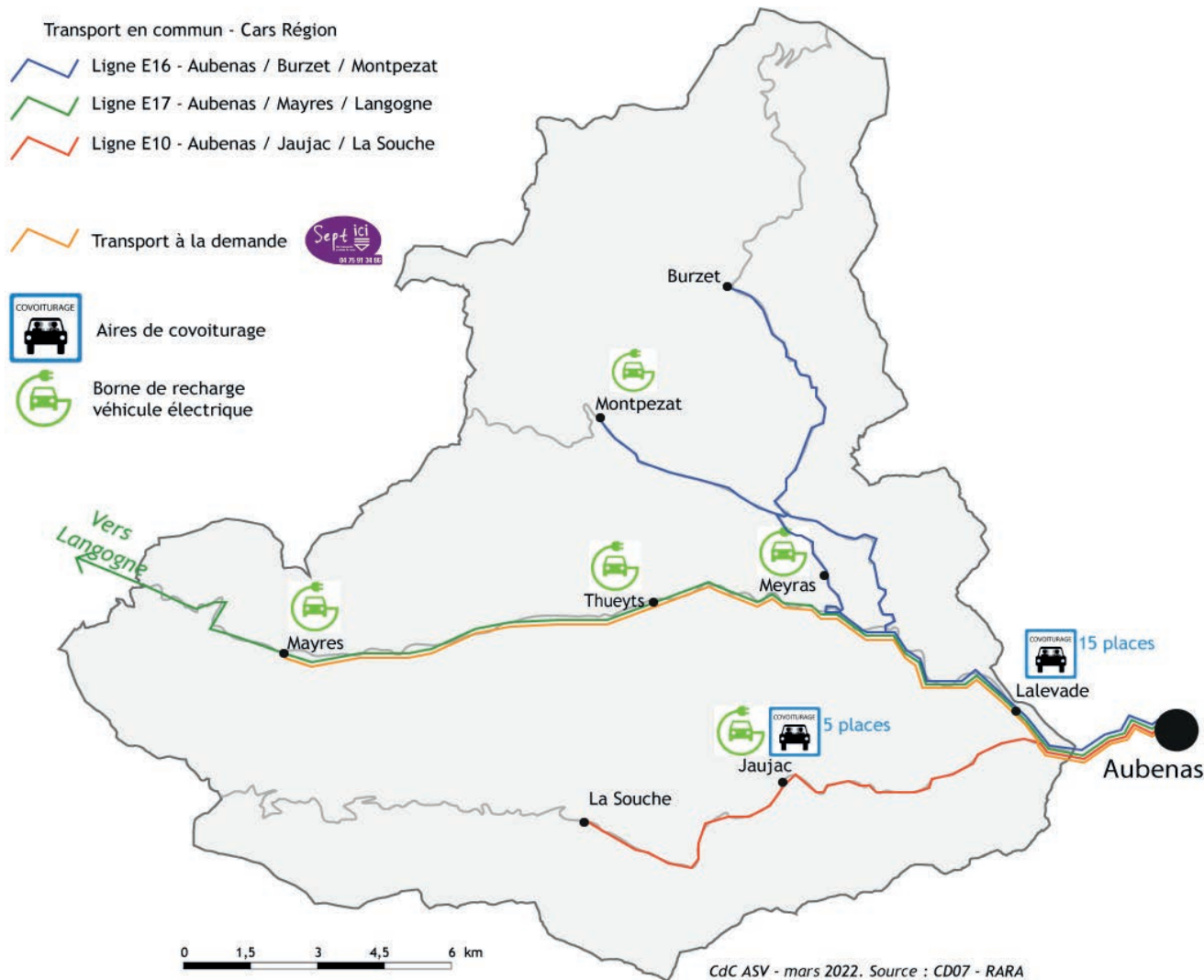




Suivant les mêmes tendances, en 2015, 32,2% des actifs du territoire travaillent sur la commune de leur lieu de résidence. Au total, 51% des actifs d'Ardèche des Sources et Volcans résident sur le territoire.

Ainsi, parmi les 3 190 actifs résidant sur le territoire en 2015, près de la moitié (49%) travaillent en dehors du territoire Ardèche des Sources et Volcans. Parmi ces derniers, 70,5% travaillent sur le territoire de la communauté de communes du Bassin d'Aubenas.

Les communes équipées d'infrastructures scolaires (les lycées d'Aubenas et les collèges de Montpezat-sous-Bauzon et de Vals-les-Bains) concentrent également les flux. Ces mobilités scolaires sont généralement assurées par les transports en commun.



D'autres formes de mobilité se développent sur le territoire depuis quelques années. Le Département de l'Ardèche maille le territoire d'aires de covoiturage (cf. carte ci-dessus) à proximité d'arrêts de bus afin de favoriser l'intermodalité. Le schéma de développement du covoiturage projette l'aménagement d'autres aires sur le territoire (La Souche). Par ailleurs, il existe sur le territoire d'autres aires de stationnement pour le covoiturage non homologuées par le Département à Meyras et Montpezat-sous-Bauzon.

Il n'est pas observé une fréquentation significative de ces aires de covoiturage.

L'autopartage et l'autostop organisé ne sont pas développés sur le territoire.

Concernant les modes de déplacement doux, aucun aménagement n'existe en faveur du déplacement à vélo sur l'intercommunalité. Néanmoins, un projet est actuellement en train de voir le jour : l'arrivée de la voie verte, Via Ardèche, à Prades/Lalevade-d'Ardèche. Par ailleurs, un schéma directeur cyclable a été finalisé récemment. Celui-ci a été élaboré à l'échelle de six communautés de communes du Sud Ardèche dont la Via Ardèche constitue l'épine dorsale. Ce schéma a permis au territoire Ardèche des Sources et Volcans d'identifier un réseau de 4 itinéraires ossatures, et de hiérarchiser d'autres itinéraires à mettre en œuvre. Ce document de planification est un premier pas dans le développement de la cyclabilité du territoire.

Enfin, le développement de la circulation en véhicules électriques est encouragé avec l'aménagement de plusieurs aires de stationnement sur le territoire équipées de bornes de recharge pour voitures électriques subventionnées par le SDE 07. Notons également le projet privé d'installation de bornes de recharge pour véhicules électriques sur la zone du supermarché de Lalevade.

2.3.3.3 Transports en commun

La dispersion de l'habitat rend difficile l'organisation des transports collectifs classiques (en terme de service rendu, de charge financière pour les budgets publics et d'émissions de gaz à effet de serre par voyageur transporté).

Le réseau de transports en commun, « Cars Région », maille le département de l'Ardèche. Plusieurs lignes desservent le territoire, proposant au moins un aller-retour par jour :

- Ligne E17 (Aubenas > Mayres > Langogne), trajet complet en 1h30 contre 1h15 en voiture. 37 arrêts dont 35 en Ardèche Méridionale (2 332 voyageurs en 2014)
- Ligne E16 (Aubenas > Meyras > Montpezat > Burzet), trajet en 40 minutes (avec, suivant les horaires, une desserte soit à Burzet, soit à Montpezat) contre 30 minutes en voiture. Le trajet complet est proposé occasionnellement ; la durée intégrale du trajet est alors de 1h10. La ligne dessert 38 arrêts dont 7 sur Montpezat ou Lalevade et 8 sur Meyras (3 980 voyageurs ont fréquenté cette ligne en 2014).
- Ligne E10 (Aubenas > La Souche), trajet complet en 45 minutes contre 30 minutes en voiture. 25 arrêts dont 9 uniquement sur Jaujac (1 122 voyageurs en 2014).

Un système de transport à la demande est également en service sur le territoire, « Sept ici », complétant le réseau de transports en commun entre Aubenas et Mayres. Il s'agit d'un service régulier avec des horaires et des destinations fixes, fonctionnant sur réservation des usagers.

Concernant le réseau TER (hors communauté de communes), deux lignes de bus de la Région Auvergne-Rhône-Alpes desservent Aubenas (fréquence de 81 cars par jour). Elles sont à destination de Valence centre ou TGV en passant par Privas ou Montélimar.

2.3.3.4 Capacités de stationnement

L'article L.151-4 du code de l'urbanisme stipule que « le rapport de présentation [du PLUi] explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement. [...] Il établit un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités. »

L'inventaire des parcs ouverts au public figurant ci-dessous a pris en compte les types de parcs suivants :

- les parkings publics ou privés payants
- les parkings gratuits
- le stationnement sur lieu d'activités : commerces, établissements culturels et de loisirs... (par exemple le stationnement lié à une salle des fêtes, une épicerie, un supermarché, un site de baignade...)

Ne sont pas pris en compte :

- le stationnement sur voirie
- le stationnement privé résidentiel et d'entreprises

Le mode de gestion des parcs (public ou privé) ne permet pas une analyse globale et objective de la mutualisation de l'offre existante sur le territoire. En effet, la collectivité ne peut proposer, à la mutualisation, que les places de stationnement disponibles dans les parcs dont elle assure la gestion. Néanmoins, il apparaît que la très grande majorité des capacités de stationnement recensées dans cet inventaire relève de parcs publics qui font déjà l'objet d'une mutualisation (estimation d'environ 85%).

Le tableau suivant fait l'inventaire des capacités de stationnement relatives aux véhicules de type voiture individuelle et deux-roues motorisés. Il recense plus de 3 200 places de stationnement.

Commune	Localisation	Nombre de places
Barnas	Place St-Théophrède	8
	Place du Pont Vieux	17
	Route de Bruc et les Côtes	5
	RN102 centre village (en face de la salle des fêtes)	13
	Place des Jardins	10
	Place du Bouix	3
	Place du Pont du Bouix	4
	Place du Palet	8
	Place de l'Eglise	3
Burzet	Place de la Confrérie	5
	Place du Marché	4
	Place du Temple	35
	Parking Les Cèdres	20
	Parking du Parc	18
	Parking pôle médical	8
	Place du Souvenir français	18
Chirols	Le Parc	19
	Place du Village	16
	Entrée du Village	6
	Cimetière	2
	Pont de Veyrières	9
	Nouveau parking au parc (au-dessus des garages)	17
Fabras	Les Soulhets (route Mas Bastide)	4
	Les Soulhets (bas calade)	5
	Les Soulhets (centre hameau)	6
	Le Village (place publique)	16
	Le Village (place des cerisiers)	14
	Le Village (route de la Chareyre)	14
	Le Village (place de la Fasilie)	10
	Le Village (cimetière)	3
	Le Village (centre/conteneurs)	8
	Le Village (centre/boîte aux livres)	5
	Le Pin	10
	Pont de Fabras (primeur/snack)	40
	La Chareyre (haut)	8
	La Chareyre (bas)	10
	Echelette (boulodrome/restaurant)	80
	Place de l'Echelette	15

Jaujac	Parking des Fabricaires	50
	Parking de La Poste	42
	Allée Pré du Comte	16
	Place du Champ de Mars + autour de la RD19	60
	Place Saint Bonnet	3 à 4
	Parking en bas du PNR et VC n°2	50
	Parking école maternelle/château de Castrevieille	25
	Parking école primaire	25
	Parking Sportissage	30 à 60
	Parking Soroul	80 à 100
	Parking Tennis	10
	Parking derrière Castrevieille	10 à 15
	Parking Belvédère Turbine	15 à 20
	Parking ateliers municipaux et cimetière	30
	Parking accrobranche	50
Lalevade-d'Ardèche	Stade	40
	Combale	37
	Gare	45
	La Poste	47
	Mairie	43
	Salle des fêtes	60
	Caisse d'Epargne	15
	Plage	135
	Place de la Paix	11
	Eglise + HLM	58
	Cimetière	40
	Terrain vague	70
	Pont des Issoux	30
	Pompiers	60
Mayres	Place du Chambon	17
	Place de l'église	17
	Parking de la boulangerie	11

Meyras	Place des Muletiers	19
	Place de l'Alambic	16
	Carrefour du Planchas	15
	Place de la salle des fêtes	14
	Place de la mairie	28
	Rue dame de Ventadour	8
	Cabinets médicaux	3
	Carrefour des écoles/ancienne RD	10
	Les Micocouliers	27
	Parking du stade	50
	Eglise	13
	Cimetière haut	10
	Cimetière bas	10
	Le Champ Guérin	4
	Champagne, carrefour RD536/VC	3
	Champagne, ancienne boulangerie	3
	Champagne, ancienne école	4
	Place de Champagne	17
	Champagne, place Chausson (cimetière)	8
	Pont-de-Veyrières, rue de l'écomusée	3
	Pont-de-Veyrières, impasse Pont-de-Veyrières	4
	Le Barutel, vers ancienne scierie	3
	Neyrac, place du Bosquet (Office de tourisme)	5
	Neyrac, place du Bosquet (épicerie)	13
	Neyrac, place du Bosquet (accès plage)	6
	Neyrac, place du Peyssin	7
	Neyrac-les-Bains bas, P1-curistes	23
	Neyrac-les-Bains moyen, P2-curistes	12
	Neyrac-les-Bains haut, P3-curistes	12
	Neyrac, place Boulet	7
	Neyrac, cabinets médicaux	10
	Neyrac, rue des thermes	25
	Neyrac, parking du personnel	12
	Neyrac, restaurant	40
	Neyrac Haut	3
	Le Souilhol	5
	Le Seuzaret	3

Montpezat-sous-Bauzon	Place de la République	6
	Place de l'Esplanade	10
	Parking Bertrand	24
	Aire voie Jules César	4
	Place Jeanne d'Arc	6
	Place de La Poste	50
	Salle polyvalente	3
	Pharmacie	5
	Parking Durand	5
	Parking ville basse	19
	Parking gymnase	40
	Stationnement employés communaux	6
	Eglise Prévenchères	6
Pont-de-Labeaume	Le Coulet	10
	Le Rourressol	5
	Romégier	10
	Bayzan	12
	Le Village, sortie nord	6
	Le Village, place du marché	17
	Le Village, place du 14 Juillet	41
	Le Village, école	5
	Le Village, rue de la mairie	9
	Le Village, sortie sud	8
Prades	Place de la mairie	10
	Place de l'église	4
	Place du village	25
	Place des écoles	50
	Parking des cimetières	6
	Parking de la salle des fêtes	40
	Parking de Maindras	5
Saint-Cirgues-de-Prades	Coeur de village	60
Saint-Pierre-de-Colombier	Place de l'église	12
	Place du marché	24
	Parking du cimetière	20
	Le Bourg, secteur mairie	11
	Parking du Grand Clos	8
	Le Bourg, secteur abri bus	5
La Souche	Place de la Croze	8
	Centre-bourg, place du champ clos (mairie)	12
	Centre-bourg, parking de la Détourbe	8
	Centre-bourg, place Jean Moulin	25
	Centre-bourg, place de l'église	8
	Les Lioures	6
	Saint-Louis	10
	Commerce	1

Thueyts	Hameau de Chaudon	5
	Square du 19 mars	4
	Stade de foot	50
	Place du Tramontel	5
	Champ de Mars	50
	Parking Marcellou	150
	Parc du château (bas)	75
	Château villa Marie	15
	Parking Géorgie	15
	Place Terras	15
	Salle polyvalente du château	20
	Pont du Diable	50
	Pont de Mercier	20

L'inventaire ci-dessous recense les capacités de stationnement pour d'autres types de véhicules.

Commune	Localisation	Type de véhicules	Nombre de places
Jaujac	Parking des Fabricaires	Possibilité bus	
	Parking de La Poste	Motos	
	Allée Pré du Comte	Bornes de recharge électrique	2
	Place du Champ de Mars	Vélos	
	Parking en bas du PNR et VC n°2	Possibilité bus	
	Parking sportissage	Bus, poids-lourds	
	Parking Soroul	Bus, poids lourds, camping-car	10 à 15 bus
	Parking ateliers municipaux et cimetière	Bus	
	Parking accrobranche	Bus	
Mayres	Place du Chambon	Bornes de recharge électrique	2
Meyras	Carrefour du Planchas (RD26)	Bus	1
	Carrefour des écoles	Camping-car	11
	Neyrac, restaurant	Bus	
		Bornes de recharge électrique	
Montpezat-sous-Bauzon	Parking Durand	Poids lourds	
	Parking du gymnase	Bus	
		Bornes de recharge électrique	
Prades	900 route de Jaujac	Taxi	1
Thueyts	Aire camping-car	Camping-car	15
		Bornes de recharge électrique	

ENJEUX TRANSPORTS ET MOBILITE

Prendre en compte le rôle structurant d'axe de transit de la RN102

- Prévoir le recul de l'urbanisation (75m en dehors des espaces urbanisés des communes par rapport à la RN102 et 35m sur les départementales avec une dérogation possible pour les RD19 et 536 à 15m et pour les autres RD à 10m).
- Organiser le stationnement des poids-lourds le long de la RN102.

Limitier les besoins en déplacement et le recours à la voiture individuelle

- Développer l'urbanisation en priorité dans les pôles principaux et périphériques du territoire, à proximité des équipements, services et commerces.
- Diversifier les solutions de mobilité, organiser les alternatives à l'« autosolisme » pour les déplacements communauté de communes vers Aubenas (covoiturage, autostop organisé, autopartage...).
- Prévoir des capacités suffisantes de stationnement dans les centres-bourgs et villages, et à proximité des sites touristiques.
- Remettre en avant les déplacements doux dans les villages et les centre-bourgs, notamment avec des liaisons aux hameaux. Les cheminements piétons et cyclistes, ainsi que les aires d'arrêts de cars, sont à prendre en compte dans les projets d'urbanisation.
- Prévoir des aménagements pour sécuriser les traversées de villages et les centre-bourgs.

Prévoir les aménagements en intermodalités dans les polarités (arrêts de transports en commun/parking de covoiturage/modes doux).

Profiter du projet de voie verte Lalevade/Vals pour bien connecter le territoire à l'agglomération albenassienne et jusqu'à l'intérieur de Lalevade (zone de baignade, commerces) et pour valoriser l'entrée sur le territoire Ardèche des Sources et Volcans.

Développer une ligne régulière de transports en commun connectant le territoire à Aubenas sur l'axe RN102 en partenariat avec les territoires voisins.

2.4 Etat initial de l'environnement

Cette partie a été réalisée par le bureau d'études Ecostratégie, en charge de la réalisation de l'Evaluation environnementale du PLUi.

2.4.1 Milieu physique

2.4.1.1 Un climat sous influence méditerranéenne

Sources : Diagnostic environnemental du SCoT de l'Ardèche méridionale, 2017 ; www.infoclimat.fr, consulté le 18/09/2020

Le climat du territoire est sous influence méditerranéenne remontant le long des vallées laissant progressivement place aux caractéristiques des zones de montagne.

Le climat méditerranéen est caractérisé par :

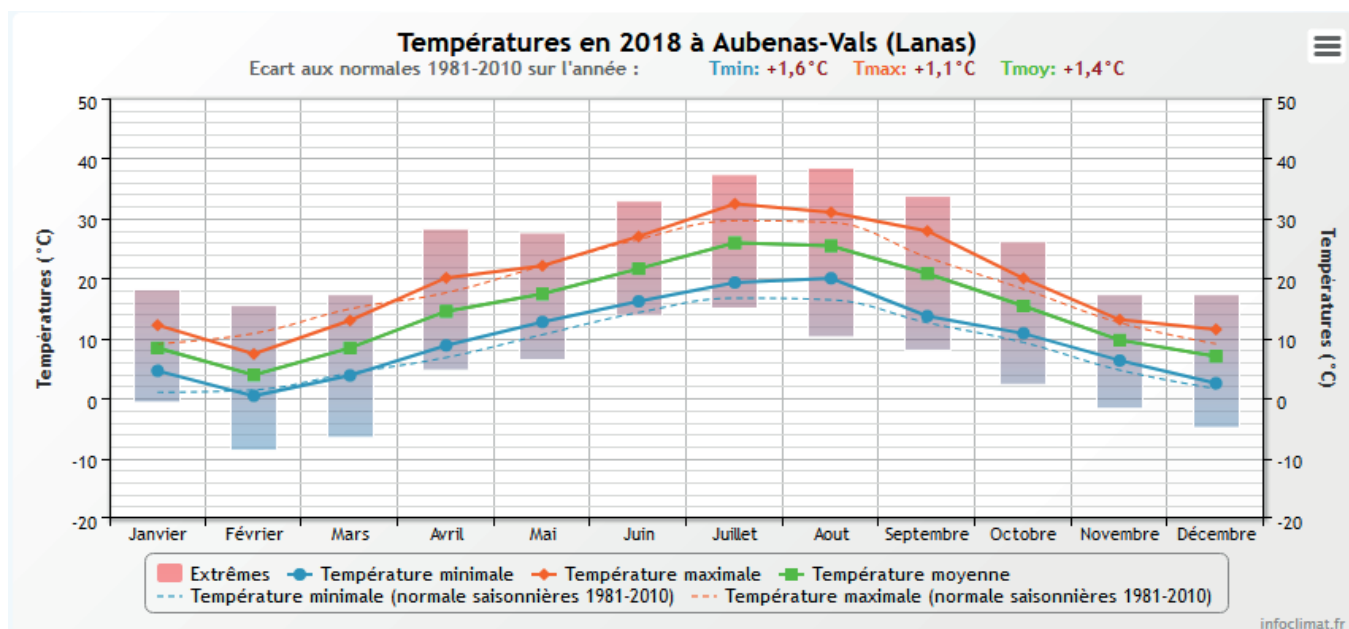
- Un été chaud, avec de longues périodes sèches, interrompues par des manifestations orageuses ;
- Un automne marqué par des épisodes de pluies abondantes dont le risque principal s'étend de début septembre à mi-décembre avec un maximum en octobre ;
- Un hiver en général assez sec et doux car protégé par des hautes pressions assez souvent présentes en Méditerranée ;
- Le vent du nord (mistral) qui peut être violent, principalement en vallée du Rhône, et occasionne des abaissements de température soudains et durables.

Le climat continental de montagne est quant à lui caractérisé par :

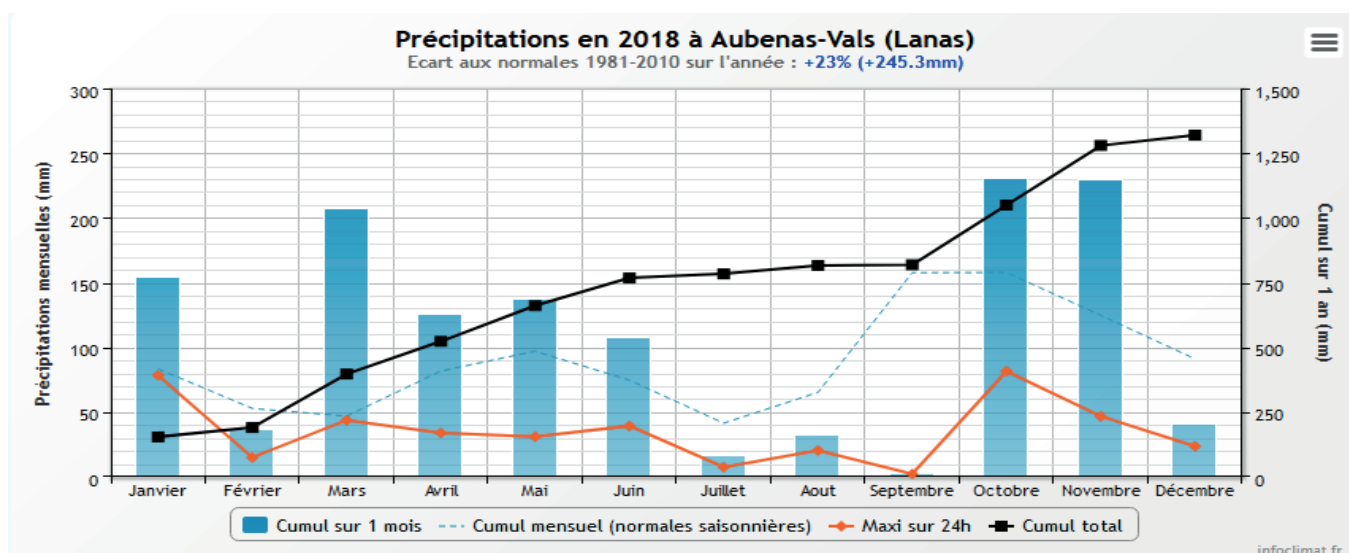
- Le relief et l'influence climatique continental qui confèrent à la montagne ardéchoise des étés frais. Des températures élevées peuvent être enregistrées notamment lors d'épisodes caniculaires comme en 2003 et en 2015 ;
- L'automne et l'hiver sont marqués par un climat froid et humide. De fortes chutes de neige peuvent être enregistrées ;
- Le plateau, balayé par la burle, vent d'hiver très froid. La température ressentie qui en découle est souvent particulièrement basse, et crée une ambiance glaciale. La burle peut être responsable de la formation de congères.

Actuellement, deux stations sont représentatives des contrastes du territoire :

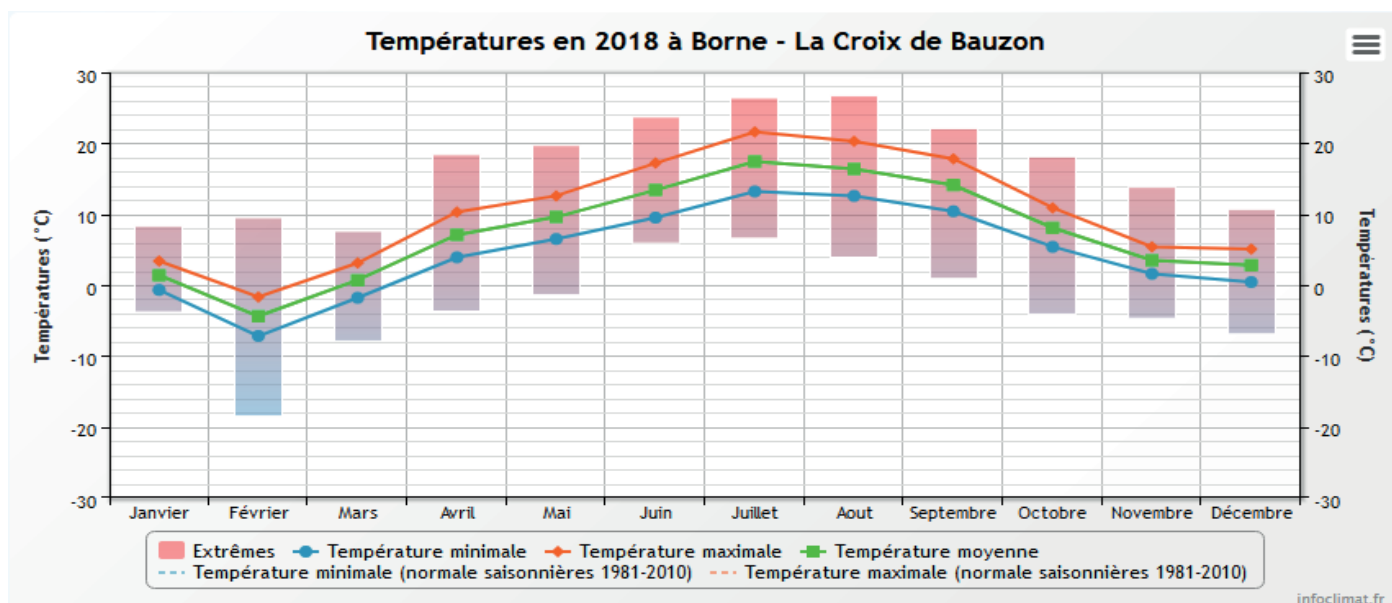
- La station située à 280 m d'altitude (Lanas) ;
- La station située à 1 370 m d'altitude (La Croix de Bauzon).



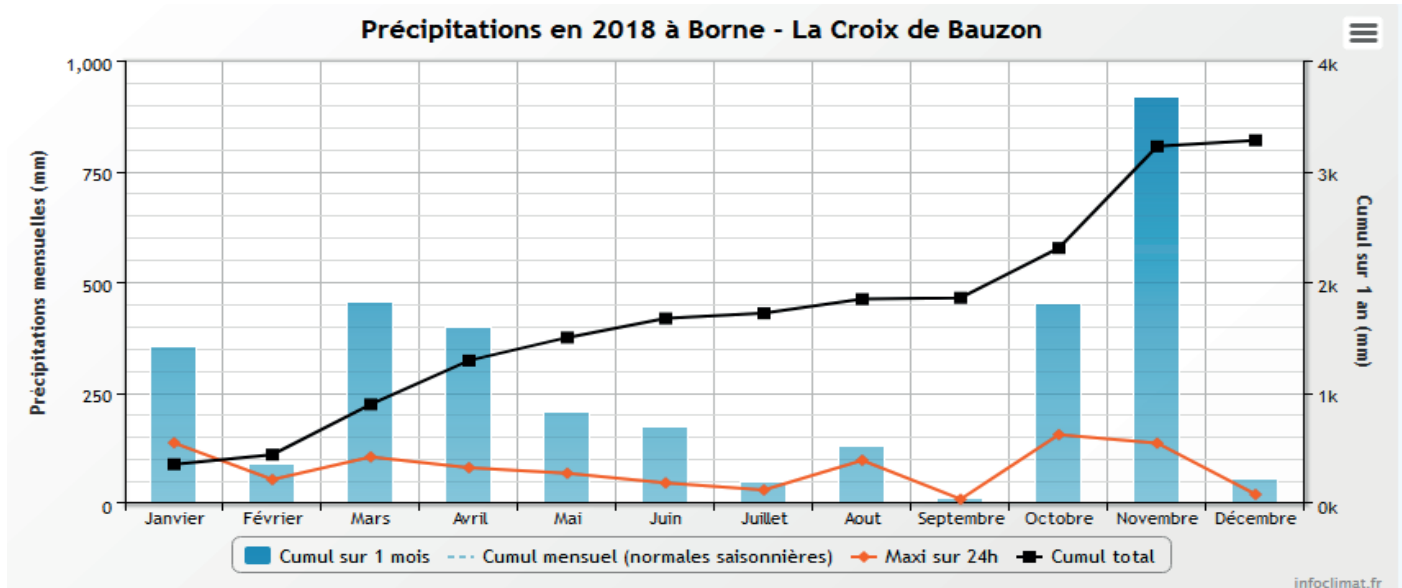
Températures moyennes relevées à la station de Lanas (Aubenas-Vals) en 2018 et comparées aux moyennes établies sur une période de 1982 à 2010 (source : Infoclimat)



Précipitations moyennes relevées à la station de Lanas (Aubenas-Vals) en 2018 et comparées aux moyennes établies sur une période de 1982 à 2010 (source : Infoclimat)



Températures moyennes relevées à la station de La Croix de Bauzon en 2018 et comparées aux moyennes établies sur une période de 1982 à 2010 (source : Infoclimat)



Précipitations moyennes relevées à la station de La Croix de Bauzon en 2018 et comparées aux moyennes établies sur une période de 1982 à 2010 (source : Infoclimat)

2.4.1.2 Qualité de l'air

2.4.1.2.1 Schéma Régional Climat Air-Energie de Rhône-Alpes

Source : SRCAE de Rhône-Alpes et état des lieux 2011

Le Schéma Régional Climat-Air-Energie (SRCAE,) institué par la loi Grenelle 2 du 12 juillet 2010, vient en remplacement du Plan Régional de la Qualité de l'Air (PRQA) pour le volet Air. En Rhône-Alpes, le SRCAE a été prescrit le 25 octobre 2010 par le Préfet de Région. La phase d'élaboration a débuté le 28 février 2011. Le Préfet de la région a arrêté le SRCAE le 24 avril 2014.

Dans le cadre du SRCAE, un état des lieux du territoire rhônalpin a été réalisé sur les 3 thématiques suivantes : climat, air et énergie. Il définit les objectifs régionaux à atteindre aux horizons 2020 et 2050 en incluant les objectifs nationaux.

Le territoire rhônalpin possède de nombreuses sources de polluants atmosphériques (infrastructures, industries, grandes agglomérations, ...). Les polluants posant problème et faisant l'objet de contentieux avec l'Europe dans la région sont les particules fines (PM10 et PM2,5) et les oxydes d'azote (NOx). Ces composants sont issus du secteur résidentiel/tertiaire (et notamment du chauffage au bois), de l'industrie manufacturière (en particulier les carrières et les chantiers de BTP), et des transports routiers.

La région doit également poursuivre sa politique en matière de développement d'énergies renouvelables, compte tenu de son potentiel élevé en matière d'ensoleillement et d'éolien.

Au niveau de l'urbanisme, le SRCAE définit les orientations suivantes :

- UT1 : intégrer pleinement les dimensions air et climat dans l'aménagement des territoires : il s'agit d'orienter les choix de développement afin que les nouvelles constructions soient situées dans des zones déjà relativement denses et équipées de services afin d'améliorer l'efficacité de ces services, diminuer les besoins de déplacements et de préserver les espaces naturels et agricoles ;
- UT2 : préparer la mobilité de demain en préservant la qualité de l'air : cette orientation prévoit de développer les modes doux, repenser l'accès au centre-ville pour atteindre les objectifs de qualité de l'air ou encore de rationaliser l'offre de stationnement ;
- A2 : accroître la prise en compte de la qualité de l'air dans les politiques d'aménagement

du territoire et notamment la sous-orientation A2.1 urbanisme : les SCOT et PLU intégreront systématiquement les enjeux de la qualité de l'air. Les zones dans lesquelles des problèmes de qualité de l'air sont présents seront identifiées. La cohérence avec le PPA (Plan de Protection de l'Atmosphère) sera recherchée et les politiques urbaines seront mobilisées pour mettre en œuvre les actions prévues par les PPA ou autres plans de la qualité de l'air ;

- AD1 : intégrer l'adaptation climatique dans les politiques territoriales et notamment la sous-orientation AD1.1 Aménager en anticipant le changement climatique : Une attention particulière sera portée à l'aménagement des zones urbanisées. Il sera primordial de prendre en compte l'accentuation des risques due aux effets du changement climatique afin de limiter l'impact des événements climatiques extrêmes, comme par exemple à travers des actions de végétalisation des espaces publics ou de planification de zones vertes intra-urbaines.

Les choix intercommunaux devront prendre en compte les enjeux liés à l'énergie et la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

2.4.1.2.2 Une qualité de l'air altérée par les activités situées en dehors du territoire

Sources : *Diagnostic du SCoT Ardèche méridionale, 2017 ; Bilan des mesures sur la station Aubenas Belvédère (2020)*

La qualité de l'air s'améliore régulièrement depuis plusieurs années. Pour autant, des périodes sensibles persistent, avec des augmentations temporaires mais marquées des taux de pollution.

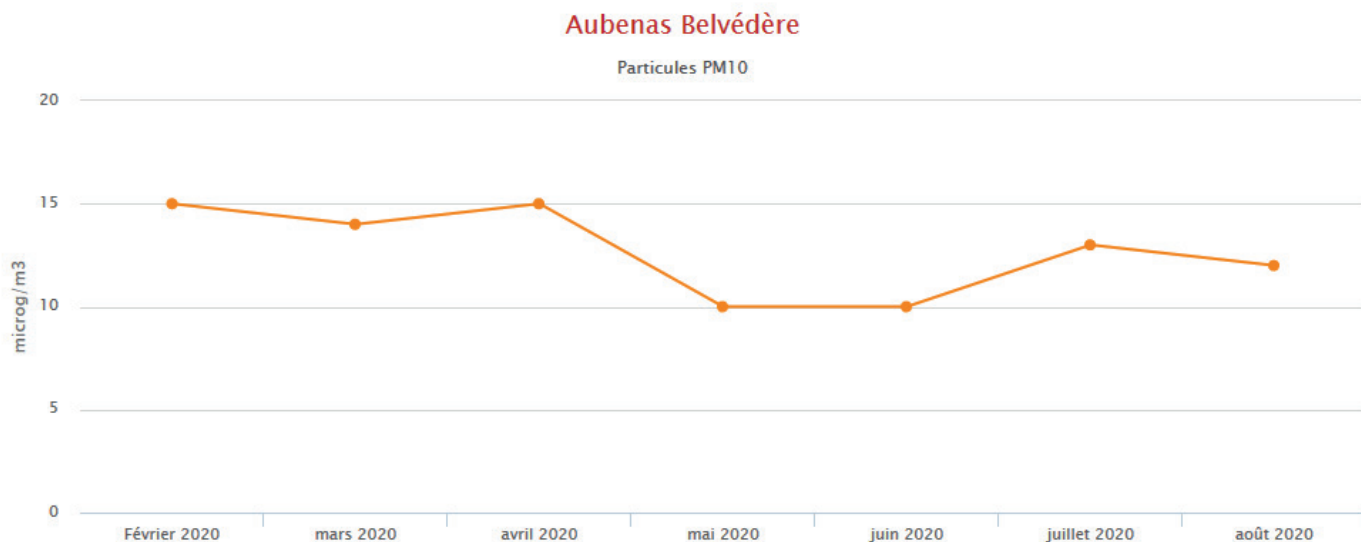
Ces situations de qualité de l'air dégradée sont en grande partie liées à des conditions météorologiques pénalisantes, qui favorisent la formation et l'accumulation des polluants :

- L'absence de vent et l'inversion de températures bloquent les polluants près du sol => situations fréquentes en hiver, occasionnant des pointes en particules et en oxydes d'azote ;
- Des températures très basses obligent à se chauffer davantage => en hiver, hausse des émissions de particules par le chauffage individuel au bois non performant ;
- Des températures assez basses le matin, avec une humidité importante, et une relative douceur et un temps ensoleillé en journée sont propices à des réactions photochimiques conduisant à la formation de polluants => situations rencontrées au printemps, à l'origine de particules dites secondaires ;
- Un fort ensoleillement et des températures très élevées déclenchent des réactions photochimiques conduisant à la formation de polluants => situations rencontrées en été, entraînant la présence de fortes concentrations d'ozone.

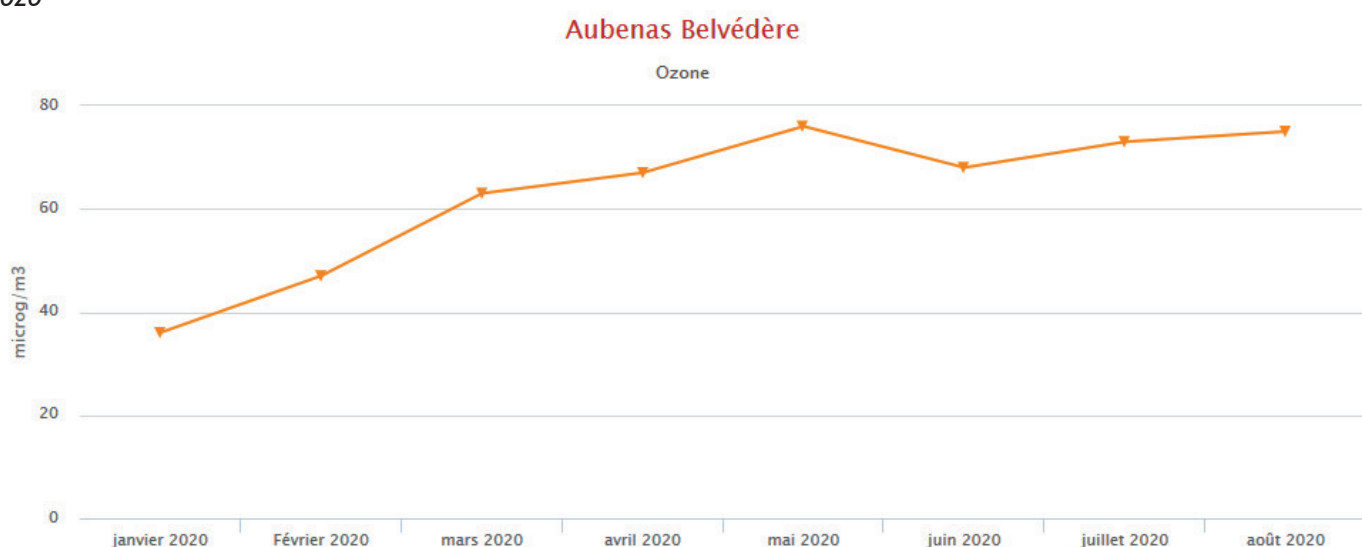
L'année 2020 a été particulière pour 2 raisons :

- La mise en place d'un confinement de plusieurs semaines entre mi-mars et mi-mai ;
- Des conditions météorologiques très sèches et la présence de vent.

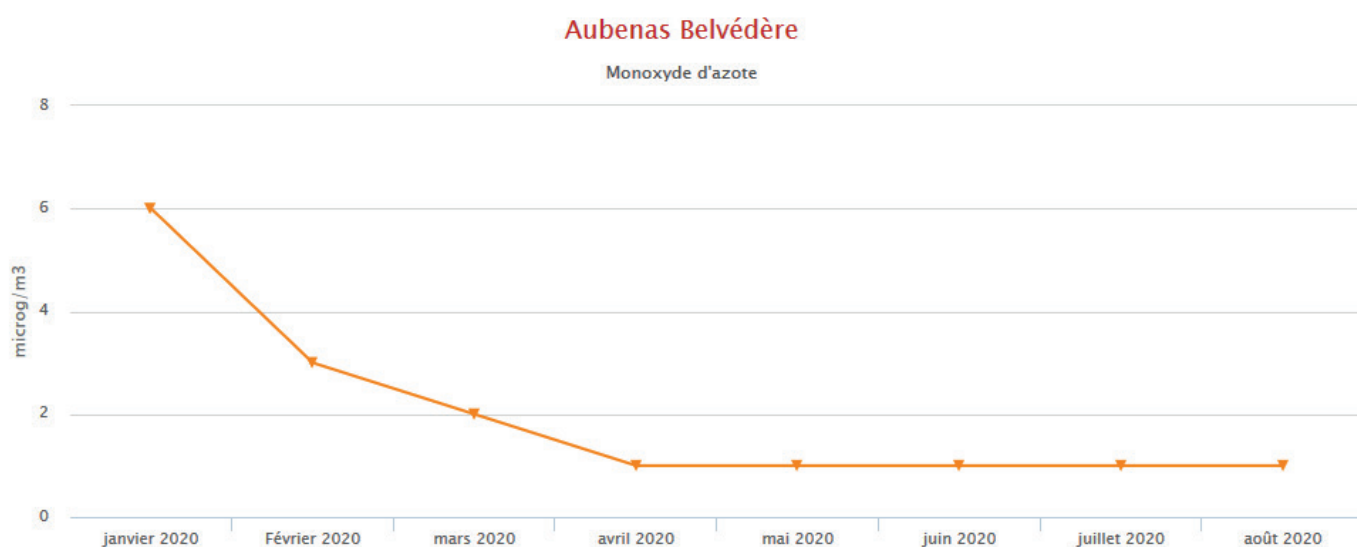
Pour autant, outre l'Ozone, le territoire, dont les mesures de qualité de l'air extérieur ne sont réalisées qu'au niveau d'Aubenas (station urbaine), les indicateurs (Dioxyde d'azote, Monoxyde d'azote et Particules fines) sont en baisse entre janvier et août 2020.



Evolution du taux de particules fines (PM10) dans l'air ambiant à la station « Aubenas-belvédère » de février à août 2020

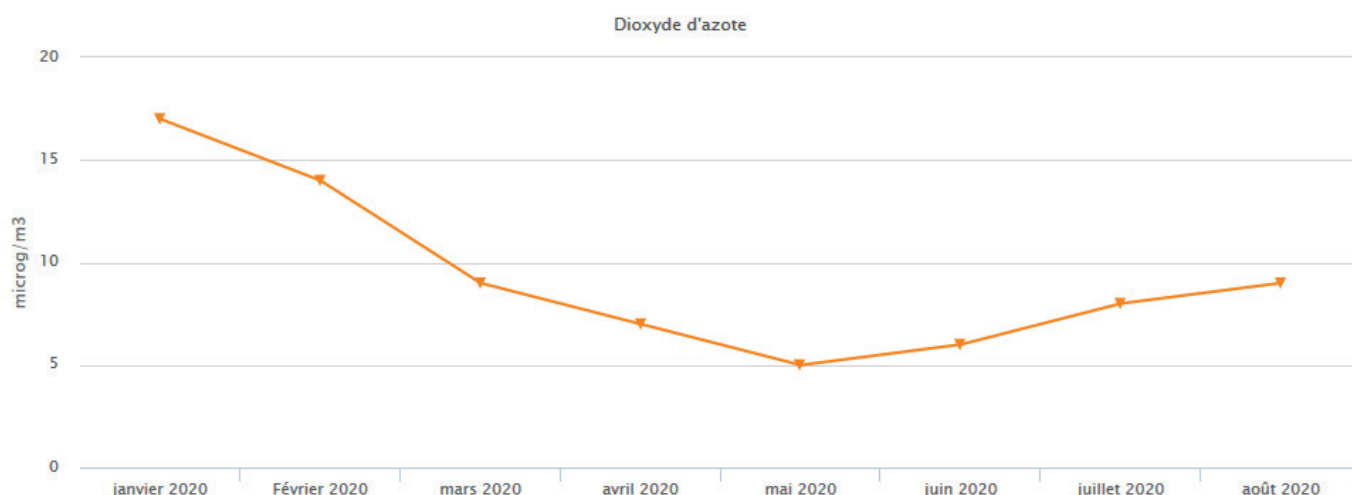


Evolution du taux d'Ozone (O3) dans l'air ambiant à la station « Aubenas-belvédère » de janvier à août 2020



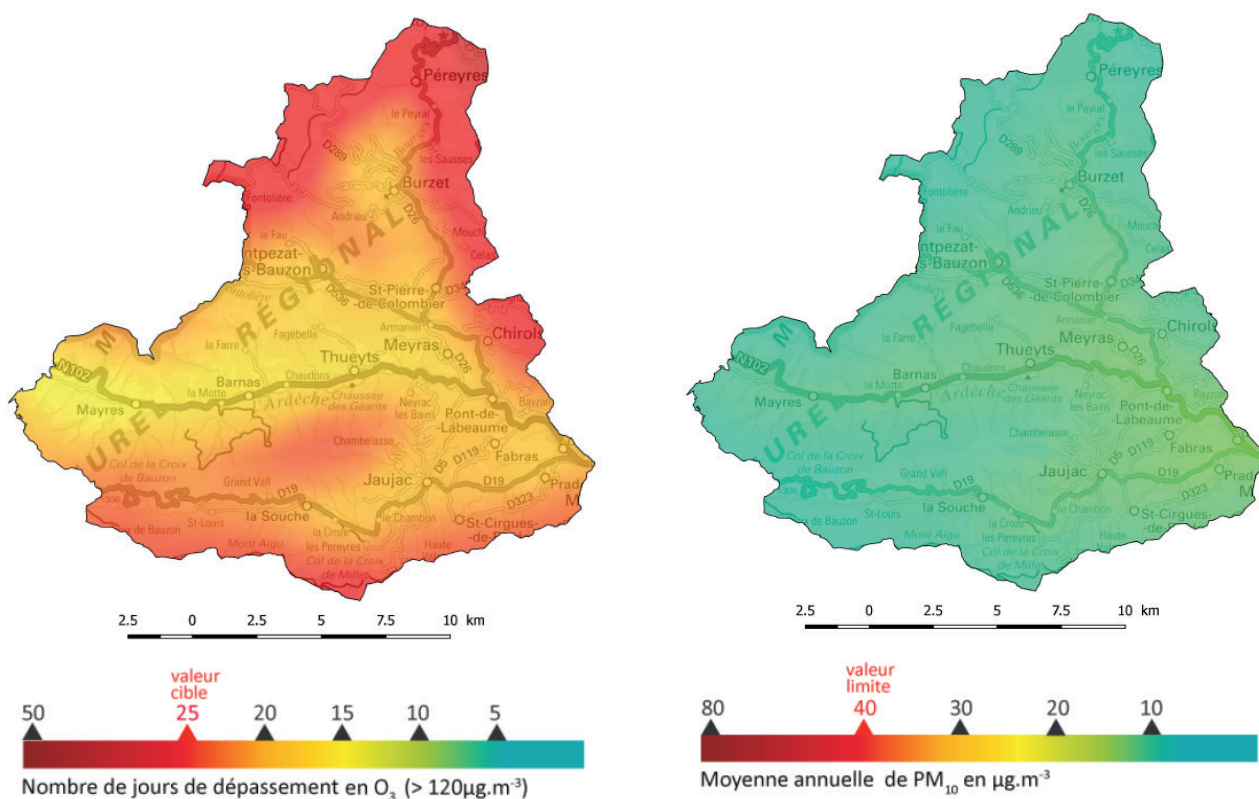
Evolution du taux de Monoxyde d'azote (NO) dans l'air ambiant à la station « Aubenas-belvédère » de janvier à août 2020

Aubenas Belvédère



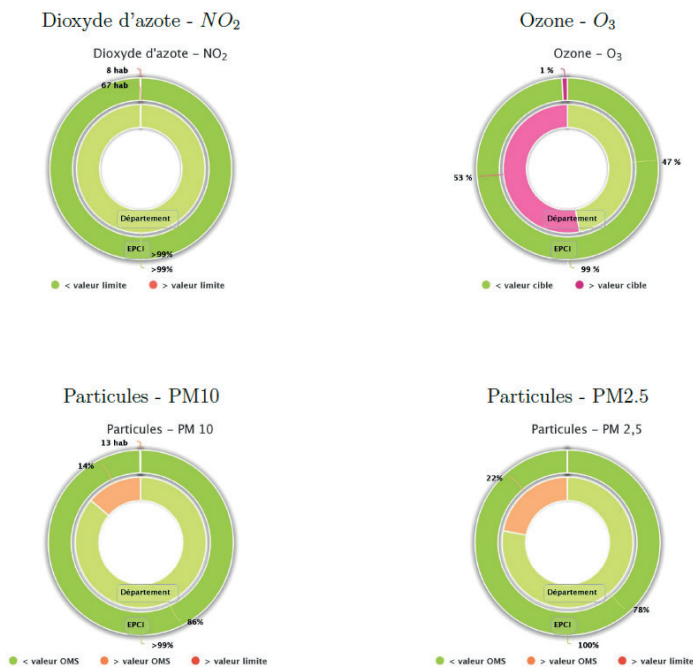
Evolution du taux de Dioxyde d'azote (NO₂) dans l'air ambiant à la station « Aubenas-belvédère » de janvier à août 2020

Le territoire, très rural, est concerné par des pics d'Ozone pouvant parfois dépasser les seuils sanitaires, notamment lors de gros épisodes de chaleur. L'ORCAE identifie les secteurs les plus touchés en 2016.



A gauche : nombre de jours avec dépassement de 120 µg/m³ sur 8h ; à droite : particules (PM₁₀) moyenne annuelle en µg/m³ (source : ORCAE, 2016)

Une analyse de l'exposition des habitants aux polluants atmosphériques (la pollution étant définie par rapport aux seuils de l'OMS) a été effectuée par l'ORCAE en 2016.



Pourcentage de population exposée à des dépassements de la réglementation européenne ou des seuils définis par l'OMS sur le territoire de la CCASV en 2016 (source : ORCAE, 2016)

Ainsi, si le NO₂ reste peu impactant sur ce territoire très rural (le polluant se concentrant surtout dans les villes), les particules fines (PM_{2.5} et PM₁₀) révèlent une pollution par le trafic routier, notamment diesel, et par les produits chimiques employés dans l'agriculture. La concentration en Ozone indique une pollution liée au trafic routier et aux industries par mélange de plusieurs sources de polluants (oxydes d'azote, COV, ...). A noter que la pollution à l'Ozone n'est pas forcément due à une activité au droit même du territoire, mais peut provenir de sites industriels ou de routes situés en dehors du territoire.

2.4.1.2.3 Lutte contre l'ambrosie

Source : Agence Régionale de Santé (ARS) de Auvergne - Rhône-Alpes

Les ambrosies (Ambrosie à feuilles d'armoise -*Ambrosia artemisiifolia*-, Ambrosie trifide -*Ambrosia trifida*- et Ambrosie à épis lisses -*Ambrosia psilostachya*) sont des plantes annuelles dont le pollen est à l'origine de fortes réactions allergiques. Le territoire Rhônalpin subit l'invasion de ces plantes qui se développent sur des terrains non entretenus (chantiers, linéaires des infrastructures routières et ferroviaires, berges et rivières, terrains agricoles ou résidentiels).

C'est en août et en septembre que le risque d'allergie est le plus élevé. Les effets négatifs de ces plantes sur l'état de santé des populations, la biodiversité et les rendements agricoles sont de plus en plus marqués. C'est pourquoi, il est essentiel d'endiguer cette prolifération rapidement avant que leur présence ne soit trop importante et rende la lutte beaucoup plus difficile et onéreuse.

L'arrêté préfectoral n°07-2019-07-12-008 du 12 juillet 2019 est relatif à la lutte contre les espèces d'Ambrosie dans le département de l'Ardèche.

L'arrêté s'articule en 4 titres, permettant d'encadrer la gestion et l'éradication de ces plantes :

- Titre 2. Contexte départemental relatif aux ambrosies ;
- Titre 2. Obligation de prévention et de destruction ;
- Titre 3. Organisation de la lutte ;
- Titre 4. Modalités de lutte.

L'article 7 concerne plus spécifiquement le rôle des collectivités territoriales dans cette gestion. L'article 18 rend exécutable l'arrêté auprès de l'ensemble des acteurs du territoire.

2.4.1.3 Une géologie de nature relativement homogène

Source : Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) : serveur Infoterre et notices géologiques de Privas N° 841, Burzet N° 840, Largentière N° 864 et Aubenas N° 865 ; État initial de l'environnement du SCoT Ardèche méridional, 2017

Au cours de l'épisode de création de la chaîne hercynienne (ère primaire), les processus de métamorphismes et de déformations affectent les substrats rocheux sur une ère géologique allant de -400 à -250 millions d'années. La Montagne Ardéchoise et les pentes commencent à se façonner sur des socles composés de schistes, micaschistes, gneiss, granites...

Durant l'ère secondaire (-250 à -65 millions d'années), l'Ardèche Méridionale connaît une phase marine. C'est la période de sédimentation du piémont cévenol et du Bas Vivarais.

Les sédiments sont de nature quartzique, calcaires gréseux puis marneux. Des failles, des glissements et des effondrements sont des accidents géologiques fréquents. La mer se retire de l'Ardèche à la fin de l'ère pour remplir l'actuel Océan Atlantique et devient un espace continental. Les sédiments se transforment en roches dures.

L'ère tertiaire est la période des derniers grands bouleversements tectoniques. Sur une dynamique de plissements et de compressions, l'élévation des massifs calcaires et du Massif Central est à « l'origine de cette grande marche d'escalier de plus de 1 000 mètres entre la basse Ardèche et la montagne ardéchoise » (Géopark des Monts d'Ardèche). Les gorges de l'Ardèche se creusent et des satellites volcaniques naissent.

L'Ardèche des Sources et Volcans et la Montagne Ardéchoise présentent des empreintes variées : maar du Lac d'Issarlès ou du Ray-Pic, cônes stromboliens de Jaujac ou d'Aizac, coulées basaltiques, projections de scories. Le massif des suc est une trace de l'activité volcanique dont les formes ont été figées par la cristallisation de la lave.

Sur la période du quaternaire, les cycles glaciaires érodent les reliefs : abaissement du lit des rivières, création des basses terrasses des Gorges, du Pont d'Arc et des réseaux karstiques inférieurs... Le sous-sol du territoire se compose de grès, schistes et systèmes volcaniques propices au développement des pins et des châtaigniers. Son identité naturelle et forestière lui confère un atout paysager remarquable mais limite sa reconquête agricole malgré les anciennes terrasses, traces d'un passé récent.

Quelques éléments patrimoniaux particuliers sont à noter, notamment la Vestide de Pal à Montpezat-sous-Bauzon. La Vestide du Pal est un vaste cratère de maar comblé, d'environ 1 700 m de diamètre et 150 m de profondeur, ouvert au sud-ouest. Suite à l'activité phréatomagmatique du volcan, une série de petits cônes basaltiques s'est formée à l'intérieur du cratère. Selon plusieurs sources, il pourrait être le plus grand cratère de maar d'Europe.

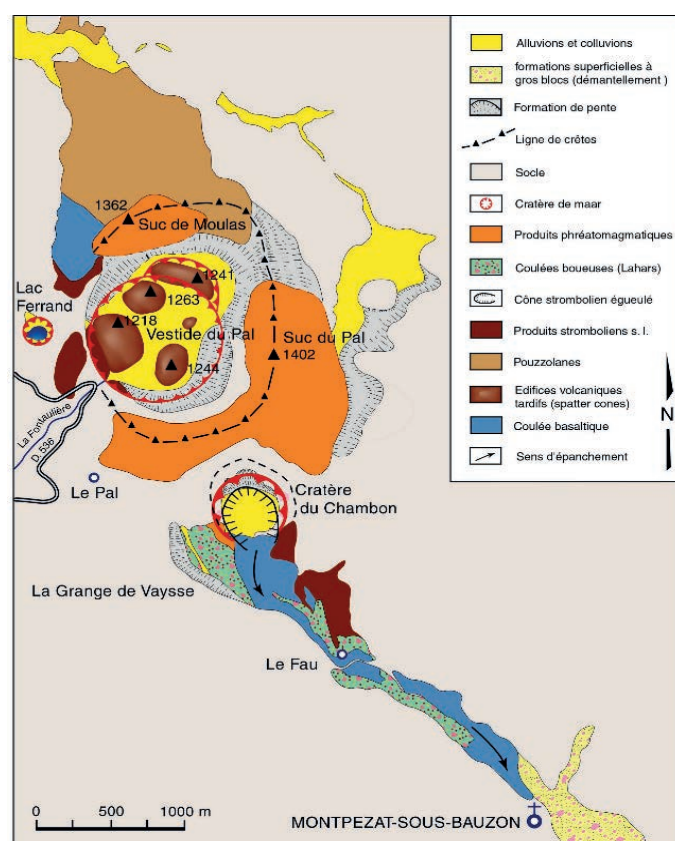


Schéma géologique simplifié de la Vestide de Pal
(source : <http://www.geopark-monts-ardeche.fr>)



Géologie simplifiée du territoire (BRGM, Infoterre)

2.4.1.4 Le relief : structurant dans l'organisation territoriale

2.4.1.4.1 Territoire de montagne, les incidences de la loi Montagne

Situé en zone de montagne, aux contreforts du massif central, l'ensemble du territoire intercommunal est ainsi concerné et impacté par la loi Montagne.

La loi montagne de 1985 est une loi d'aménagement et d'urbanisme et a pour but de permettre aux populations montagnardes de vivre et de travailler dans leurs régions en surmontant les handicaps naturels, économiques et sociaux :

- En facilitant le développement de la pluri-activité par complémentarité ;
- En développant la diversité de l'offre touristique ;
- En protégeant et en valorisant le patrimoine naturel et culturel.

La maîtrise de l'urbanisation est un des enjeux de cette loi car il s'agit de fixer des règles particulières en matière d'urbanisme communes à toutes les zones de montagne. Les dispositions d'urbanisme de la loi montagne :

- Le principe d'urbanisation en continuité ou hameaux intégrés : d'après les articles L.122-5, L.122-6 et L.122-7 du code de l'urbanisme, l'extension de l'urbanisation doit se réaliser soit en continuité avec les agglomérations et les villages existants, soit en hameaux nouveaux intégrés à l'environnement.

L'urbanisation en continuité avec les villages et agglomérations existants : il résulte des dispositions de l'article applicable à tout terrain situé sur le territoire d'une commune en zone de montagne, que les constructions peuvent être réalisées en continuité avec les zones déjà urbanisées caractérisées par une densité significative des constructions, mais qu'aucune construction ne peut être autorisée même en continuité avec d'autres constructions dans les zones d'urbanisation diffuse éloignées des agglomérations.

En ce qui concerne les hameaux nouveaux : le législateur n'a pas défini le terme de « hameaux » mais selon une réponse du ministère de l'Écologie de 2010 cela fait référence à un petit groupe d'habitations, pouvant comprendre également d'autres constructions, isolé et distinct du bourg ou du village ;

- Le principe de préservation des zones agricoles : la loi montagne contient une disposition visant au « maintien des activités agricoles, pastorales et forestières ». Le but est clairement de protéger les zones agricoles contre l'urbanisation et plus particulièrement l'urbanisation diffuse.

2.4.1.4.2 Topographie et géologie

Sur le plan topographique et géologique, le territoire intercommunal est marqué par son organisation autour de 4 vallées principales : le Lignon, l'Ardèche, la Fontaulière et la Bourges. Son identité géographique est celle des Hautes Cévennes qui se caractérise par :

- Des vallées encaissées avec les cours d'eau n'offrant que peu d'étendues planes, concentrant les aménagements ;
- Un relief marqué et difficilement aménageable par l'homme : l'adaptation à la pente est essentielle.

L'altitude varie ainsi entre 1 532 m (crête des Valadous - commune de Mayres) et 249 m (confluence du Salindre et de l'Ardèche - commune de Prades).

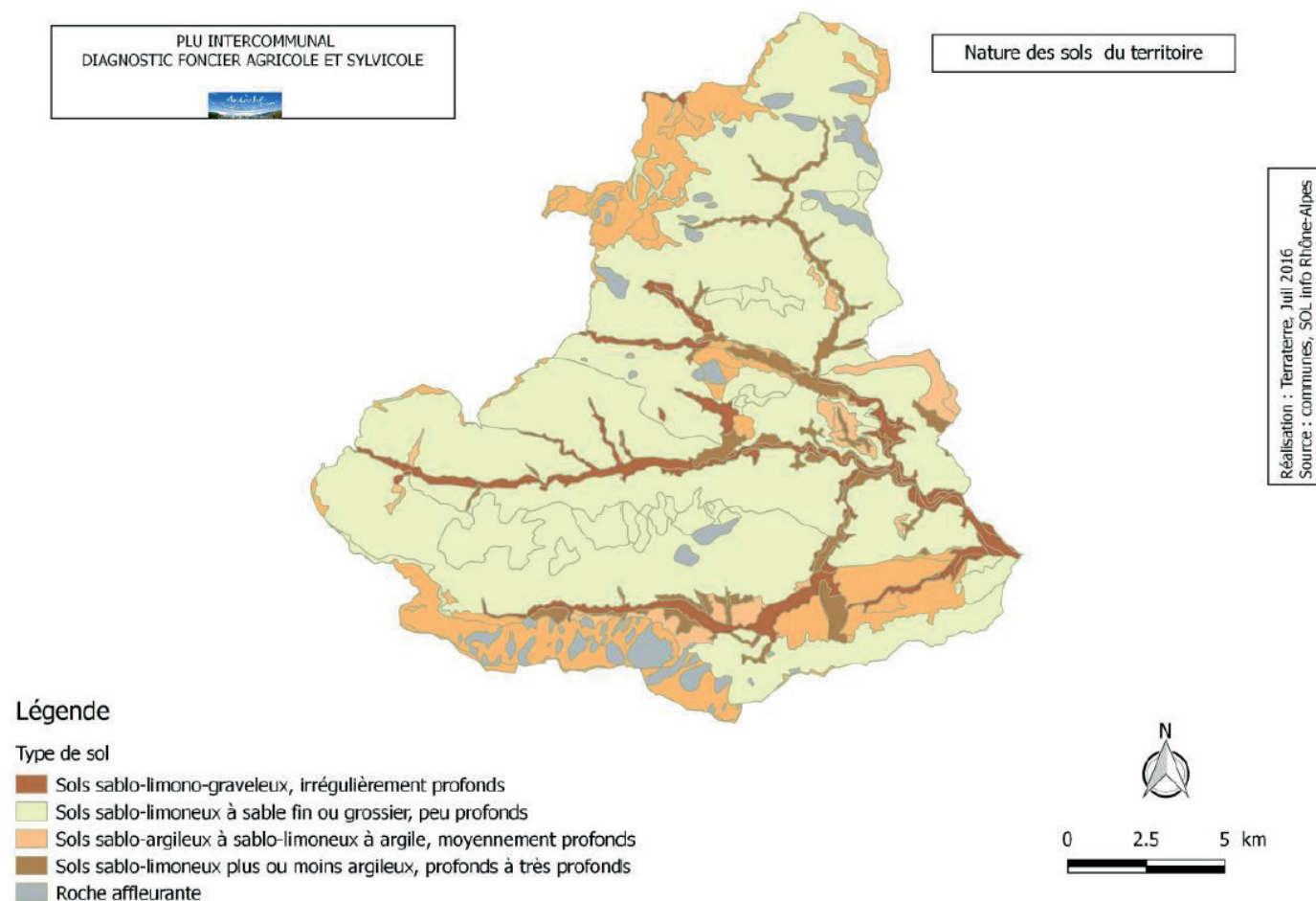
Les sols ont évolué en fonction de nombreux critères tels que la pente, l'exposition, le socle géologique... Les sols en fonds de vallée bénéficient ainsi d'alluvions propices à une exploitation agricole alors que les sols de pente, balayés par les vents laissent souvent place aux affleurements rocheux.

La nature des sols et son évolution au cours des millénaires, en particulier avec un passé géologique et volcanique mouvementé, a façonné ce territoire. L'Ardèche des Sources et Volcans offre une grande diversité de phénomènes géologiques, comme le prouve l'examen de la carte géologique ci-avant. Parmi ces phénomènes, le volcanisme tient une place particulière. Le volcanisme

ardéchois a connu trois phases éruptives à l'origine d'ensembles géologiques répartis sur plusieurs secteurs du département :

- Entre 12 et 8 millions d'années : la chaîne des sucs (Mont-Gerbier-de-Jonc, Mont Mézenc...) ;
- Entre 8 et 6 millions d'années : le plateau du Coiron ;
- Entre 100 000 et 10 000 ans, des volcans parmi les plus récents d'Europe : ce sont les jeunes volcans d'Ardèche principalement localisés sur le territoire communautaire.

Ces éruptions successives ont produit, sur un vaste territoire allant des Cévennes à la Montagne ardéchoise, des formes insolites qui marquent les paysages : anciens cratères devenus lacs, sucs abritant les sources du plus grand fleuve de France, imposantes coulées basaltiques érodées par les rivières, des chaussées de géants...



Nature des sols du territoire (source : diagnostic agricole, TERCIA, TERRATERRE)

Synthèse des enjeux :

Hiérarchie des normes et socle réglementaire :

- Deux grands documents cadres pour le PLUi : la charte du PNR et le SCoT arrêté le 17/02/2020 qui vont orienter fortement le projet de la Communauté de Communes ;
- Positionnement du territoire Ardèche des Sources et Volcans intégralement en montagne : des règles d'urbanisme particulières.

Relief et géomorphologie :

- Territoire particulièrement contraint par son relief : pentes et vallées encaissées, contrastes importants liés à l'altitude (climat, végétation...) ;
- Territoire de volcans et en situation de tête de bassin versant de l'Ardèche.



Contexte hydrographique et topographique du territoire

2.4.1.5 Réseau hydrographique

Sources : <http://www.hydro.eaufrance.fr/presentation/procedure.php>, consulté en septembre 2020

Le réseau hydrographique du territoire est dense avec de très nombreuses sources. La communauté de communes se situe en tête de bassin versant de l'Ardèche (qui prend sa source sur la commune d'Astet) et de plusieurs de ses principaux affluents en amont d'Aubenas : Fontaulière, Lignon et Bourges.

Un réseau de près de 400 km de cours d'eau parcourt le territoire de la communauté de communes. Les vallées forment des entonnoirs resserrés qui concentrent toutes les ressources hydriques dans les 4 cours d'eau principaux. Le réseau hydrographique identifié dans le Schéma Régional de Co-hérence Ecologique (SRCE) retient sur le territoire de la communauté de communes l'Ardèche en cours d'eau principal et la Fontaulière et le Lignon en secondaire. Le réseau hydrographique se compose également du chevelu hydrographique secondaire correspondant à l'ensemble des eaux superficielles.

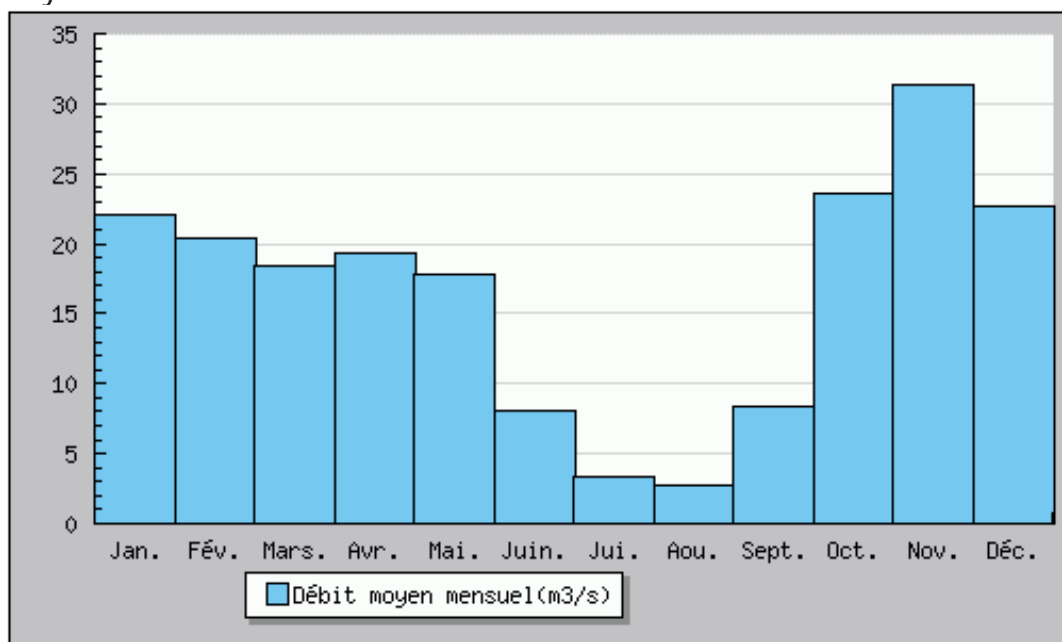
Les espaces de mobilité des principaux cours d'eau (lits majeurs) sont également à prendre en compte. Ils correspondent à la zone dans laquelle les cours d'eau peuvent se déplacer selon les débits, les mouvements des sédiments, *etc.* L'ensemble des cours d'eau, y compris les petits ruisseaux et leurs berges (les ripisylves / forêts alluviales), ont un rôle important pour la préservation des continuités écologiques.

2.4.1.5.1 L'Ardèche

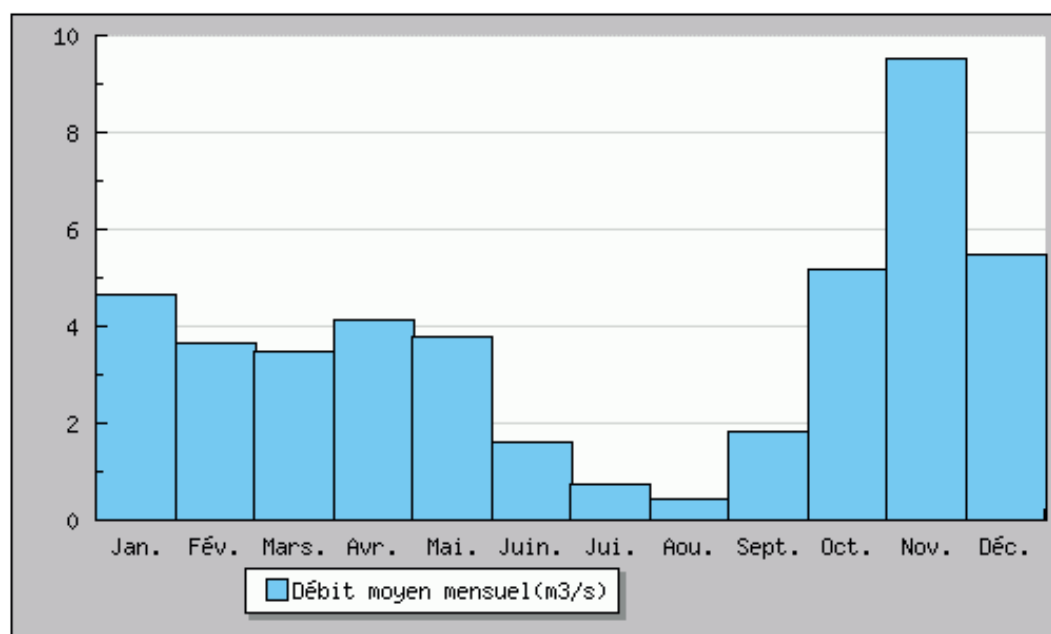
Elle constitue la colonne vertébrale du réseau hydrographique du territoire. De 125 km de longueur, cette rivière prend sa source, à 1 467 m d'altitude, dans le Vivarais, près du col de la Chavade, dans la forêt de Mazan sur la commune d'Astet. Après Aubenas et Ruoms, elle reçoit le Chassezac et La Beaume, puis s'enfonce à partir de Vallon-Pont-d'Arc dans les gorges qu'elle a creusées. Elle rejoint le Rhône en amont de Pont-Saint-Esprit.

La rivière présente des fluctuations saisonnières de débit typiques du régime cévenol, avec des hautes eaux d'automne et d'hiver à double sommet, portant le débit mensuel moyen au premier sommet de 93 m³/s en octobre, puis après une chute à 76 m³/s en décembre, un nouveau sommet allant de 96 à 102 m³/s en janvier-mars (avec un maximum en janvier). S'ensuit une baisse rapide des débits, se terminant en une période d'étiage en juillet-août entraînant une baisse du débit moyen mensuel jusqu'au niveau de 12 m³/s au mois de juillet.

Ci-après, les graphiques présentent les relevés de débits sur l'Ardèche à Pont-de-Labeaume et à Meyras au cours de l'année 2018.



Débits mensuels moyens en m³/s de l'Ardèche à Pont-de-Labeaume au cours de la période 1965-2020 (source : Banque HYDRO, Eaufrance)



Débits journaliers en m³/s de l'Ardèche à Meyras au cours de la période 1986-2020 (source : Banque HYDRO, Eau-france)

2.4.1.5.2 La Fontolière

D'une longueur de 21 kilomètres, la Fontolière prend sa source près du lieu-dit « La Vestide du Pal » situé à 1 263 mètres d'altitude, sur la commune de Montpezat-sous-Bauzon, à une altitude de 1 005 mètres, juste à côté du sentier de grande randonnée GR 73. Après la traversée de la commune de Le Roux, elle coule globalement de l'ouest vers l'est.

Elle conflue au sud-est du château de Ventadour, entre les deux communes de Meyras et de Pont-de-Labeaume, à une altitude de 299 mètres, entre les lieux-dits « Pont Rolandy » et « Pourtalou ».

2.4.1.5.3 Le Lignon

D'une longueur de 20,7 kilomètres, le Lignon prend sa source sur la commune de La Souche, tout à l'ouest de celle-ci près de la station et du col de La Croix de Bauzon à une altitude de 1 340 mètres, près du lieu-dit « Le Péage ». Il coule globalement de l'ouest vers l'est sur les deux premiers tiers de sa longueur puis vers le nord-est.

Le Lignon conflue avec l'Ardèche, sur la commune de Meyras, à 2 km environ en aval de la station thermale de Neyrac-les-Bains, à une altitude de 309 mètres, près du lieu-dit « Réjus ».

Le Lignon présente des fluctuations saisonnières de débit typiques du régime cévenol, comme ses voisins le Chassezac ou la Beauce, avec un sévère étiage l'été, mais surtout des hautes eaux automnales se transformant parfois en crues dévastatrices. Les hautes eaux se prolongent en hiver et au printemps jusqu'à mai, en raison de la fonte des neiges et des précipitations. L'étiage estival, bien que sévère, n'entraîne jamais l'assèchement complet du Lignon.

Une micro-centrale est installée à Jaujac avec une puissance maximale de 132 kw.

2.4.1.5.4 La Bourges

La rivière de La Bourges prend sa source à environ 1 350 mètres d'altitude, sur la commune de Lachamp-Raphaël et rejoint la Fontolière en rive gauche au niveau de la commune de Saint-Pierre-de-Colombier, après 19,5 km de parcours.

À Péreyres, la Bourges forme la cascade du Ray-Pic, une chute d'eau de 30 mètres de hauteur. Cette cascade est classée comme site naturel volcanique depuis 1931.

2.4.1.5.5 Les plans d'eau

La nature géologique du sous-sol et le relief très accidenté ne sont pas propices à la formation de grands lacs. En outre, aucune installation électrique de grande envergure n'est présente sur le territoire.

Le territoire est toutefois concerné par un lac volcanique (lac de maar) rempli par des eaux d'écoulement, le lac Ferrand à Montpezat-sous-Bauzon. Il est situé à l'ouest du maar de la Vestide de Pal (cf. chapitre géologique).

2.4.1.5.6 Les cours d'eau classés

Un classement établissant deux listes distinctes a été arrêté en 2013 par le Préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée (cours d'eau classés au titre du 1° du I de l'article L.214-17 du code de l'environnement, arrêté n°13-251 du 19 juillet 2013).

Une liste 1 est établie sur la base des réservoirs biologiques du SDAGE, des cours d'eau en très bon état écologique et des cours d'eau nécessitant une protection complète des poissons migrateurs amphihalins (Alose, Lamproie marine et Anguille sur le bassin Rhône-Méditerranée). L'objet de cette liste est de contribuer à l'objectif de non dégradation des milieux aquatiques. Ainsi, sur les cours d'eau ou tronçons de cours d'eau figurant dans cette liste, aucune autorisation ou concession ne peut être accordée pour la construction de nouveaux ouvrages s'ils constituent un obstacle à la continuité écologique (cf. article R.214-109 du code de l'environnement). Le renouvellement de l'autorisation des ouvrages existants est subordonné à des prescriptions particulières (cf. article L.214-17 du code de l'environnement).

NOM ET CODE DU SOUS-BASSIN VERSANT DU SDAGE	CODE DU TRONÇON CLASSÉ	TRONÇONS DE COURS D'EAU CLAS- SÉS EN LISTE 1
Ardèche (AG_14_01)	L1_1272	L'Auche et du ruisseau du Crouset
	L1_1271	Le Ruisseau du Grand Rieu
	L1_1270	Le Ruisseau de la Teyre
	L1_1273	Le Lignon
	L1_464	Les affluents rive droite de l'Ardèche du ruisseau de Paillayre inclus au ruisseau de Chasome inclus excepté le ruisseau de la Bessède
	L1_468	La Fontaulière
	L1_465	L'Ardèche de sa source à sa confluence avec le Chassezac
	L1_1280	Le Ruisseau de Rieuclar et ses affluents excepté le ruisseau des Eschamps
	L1_1282	Le Ruisseau du Seusaret
	L1_1289	Le Ruisseau de Bonneval
	L1_1279	Les ruisseaux de Licheyre et de Ronglon
	L1_1286	Le Ruisseau des Pereyres et ses affluents excepté le ruisseau de Mendras
	L1_1287	Le Rieusset
	L1_1288	Le Ruisseau du Chapelier
	L1_1275	Le Ruisseau des Crozes
	L1_1276	Le Ruisseau de Suel
	L1_1277	Le Ruisseau de Boudon
	L1_1278	Le Ruisseau du Gendarme
	L1_1283	Le Ruisseau de Ravisinié
Ardèche (AG_14_01)	L1_1284	Le Rieu des Crozes
	L1_1262	Le Ruisseau de l'Étrange
	L1_1266	Le Ruisseau des Darnes
	L1_1267	Les ruisseaux du Grand Vallat et de Vareyre
	L1_1274	Le Ruisseau du Gleyzal
	L1_1263	Les ruisseaux du Vieux Mayres et de la Frache
	L1_1264	Le Ruisseau de Pierne
	L1_1265	Le Ruisseau de la Roche
	L1_486	La Beaume et ses affluents en amont de la rivière de Salindres
	L1_1291	Le Ruisseau de Combe Moulin
	L1_1293	Le ruisseau de Vauclare et ses affluents excepté le ruisseau de Cheylas
	L1_1294	Le Ruisseau de Rieugrand

NOM ET CODE DU SOUS-BASSIN VERSANT DU SDAGE	CODE DU TRONÇON CLASSÉ	TRONÇONS DE COURS D'EAU CLASSÉS EN LISTE 1
Ardèche (AG_14_01)	L1_1295	Le Ruisseau des Chirouses
	L1_1268	Les ruisseaux de la Farre et de Cous-tariou
	L1_1292	Le Ruisseau de la Vernatelle
	L1_1290	Le Ruisseau des Grisières
	L1_469	La Bourges en amont du pont de Chastagnas, ses affluents en amont du Ruisseau de Pas de Fer inclus, le Ruisseau de Pereyres et le ruisseau de Chambon
	L1_1249	La Bézorgues, les ruisseaux du Richier et de la Joie

Cours d'eau classés du territoire

La totalité des cours d'eau du territoire sont également des réservoirs biologiques au sens du SDAGE Rhône-Méditerranée.

Une liste 2 concerne les cours d'eau ou tronçons de cours d'eau nécessitant des actions de restauration de la continuité écologique (transport des sédiments et circulation des poissons).

Tout ouvrage faisant obstacle doit y être géré, entretenu et équipé selon des règles définies par l'autorité administrative, en concertation avec le propriétaire ou, à défaut, l'exploitant. Ces obligations s'appliquent à l'issue d'un délai de cinq ans après publication des listes.

Aucun cours d'eau du territoire n'est inscrit dans la liste 2.

2.4.1.5.7 Inventaire de frayères

L'article L.432-3 du code de l'environnement (issu de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006) prévoit que la destruction de frayères ou de zones de croissance ou d'alimentation de la faune piscicole est punie d'une amende de 20 000 euros, sauf dans le cadre d'une autorisation ou d'une déclaration dont les prescriptions sont respectées, ou pour des travaux d'urgence.

Le préfet de département est chargé d'inventorier les parties de cours d'eau concernées. A ce titre, trois inventaires ont été établis pour différentes listes d'espèces. Le décret du 25 mars 2008 définit les modalités de délimitation par arrêté préfectoral. L'arrêté du 23 avril 2008 donne la liste des espèces à protéger. L'arrêté préfectoral n°2013-189-0002 du 8 juillet 2013 publie les inventaires des frayères ou des zones de croissance ou d'alimentation de la faune piscicole pour l'Ardèche.

Sont notamment identifiées :

- Les frayères susceptibles d'être caractérisées au regard de la granulométrie du fond du cours d'eau pour les espèces visées à l'article 1 de l'arrêté du 23 avril 2008 et présentes dans le département de l'Ardèche : Barbeau méridional (*Barbus meridionalis*), Chabot (*Cottus gobio*), Lamproie de planer (*Lampetra planeri*), Ombre commun (*Thymallus thymallus*), Saumon atlantique (*Salmo salar*), Truite fario (*Salmo trutta*), Vandoise (*Leuciscus leuciscus*) ;
- Les zones définies à partir de l'observation de la dépose d'œufs ou de la présence d'alevins pour les espèces visées à l'article 2 de cet arrêté présentes dans le département de l'Ardèche : Alose feinte (*Alosa fallax*), Apron du Rhône (*Zingel asper*), Blennie fluviatile (*Salaria fluviatilis*) et Brochet (*Esox lucius*) ;
- Les zones d'alimentation et de croissance des crustacés visées à l'article 3 de cet arrêté présentes dans le département de l'Ardèche : Écrevisse à pieds blancs (*Austropotamobius pal-lipes*).

COURS D'EAU	ARTICLE DE L'ARRÊTÉ DU 23/04/2008 CONCERNÉ	ESPÈCES INVENTORIÉES
L'Ardèche	Poisson liste 1	Truite fario et Chabot
La Fontolière	Poisson liste 1 et écrevisse liste 2	Truite fario, Chabot et Ecrevisse à pattes blanches
La Bourges	Poisson liste 1	Truite fario et Chabot
Le Lignon	Poisson liste 1	Truite fario
Rieu Jilleux	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau écoute s'il pleut	Poisson liste 1 et écrevisse liste 2	Truite fario et Ecrevisse à pattes blanches
Ruisseau des Terrisses	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de Bournazon	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de Brunissard	Poisson liste 1 et écrevisse liste 2	Truite fario et Ecrevisse à pattes blanches
Ruisseau de Chadenac	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de Combe longe	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de Coustariou	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de Fangeas	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de Fargebelle	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de Fontfreyde	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de la Chabane	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de la Crose	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de la Farre	Poisson liste 1 et écrevisse liste 2	Truite fario et Ecrevisse à pattes blanches
Ruisseau de la Motte	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de la Teyre	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de L'Horesson	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de Mercier	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de Merdaric	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de Peyserine	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de Peytier	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de Rieuclar	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de Riou Cros	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de Romégier	Poisson liste 1 et écrevisse liste 2	Truite fario et Ecrevisse à pattes blanches
Ruisseau de Rourelas	Poisson liste 1 et écrevisse liste 2	Truite fario et Ecrevisse à pattes blanches
Ruisseau de Seusaret	Poisson liste 1 et écrevisse liste 2	Truite fario et Ecrevisse à pattes blanches
Ruisseau de Sinchère	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de Tournon	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau des Blachis	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau des Mas-neuf	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau des Souillets	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau du Crouset	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau du Fesc	Poisson liste 1	Truite fario

COURS D'EAU	ARTICLE DE L'ARRÊTÉ DU 23/04/2008 CONCERNÉ	ESPÈCES INVENTORIÉES
Ruisseau du Grand Rieu	Poisson liste 1 et écrevisse liste 2	Truite fario et Ecrevisse à pattes blanches
Ruisseau du Grand Vallat	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau du Rieu	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau du Saut	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau du Souillol	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau l'Auche	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau le Vinezac	Poisson liste 1 et écrevisse liste 2	Truite fario et Ecrevisse à pattes blanches
Ruisseau de Autuche	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de Chalias	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de Chambon	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de Chambis	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de Chambousseyre	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de Chamclause	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de Chamfour	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de Chante Merle	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de Faulong	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de la Breyse	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de la Traverse	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de la Ribeyre	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de L'Estimier	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de Libones	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de Neyrenuit	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de Pagnac	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de Paillers	Poisson liste 1 et écrevisse liste 2	Truite fario et Ecrevisse à pattes blanches
Ruisseau de Pourseille	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de Rioubert	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de Riougrand	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau de Vinson	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau des Blachis	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau des Oulettes	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau des Souillets	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau du Baron Lalgier	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau du Cros du Loup	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau du Font de l'aigle	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau du Mazel	Poisson liste 1	Truite fario
Ruisseau du Prat	Poisson liste 1	Truite fario

Inventaires des frayères sur le territoire (inventaire du 28/08/2013)

2.4.1.6 Documents cadre de gestion des eaux

Sources : DREAL Auvergne Rhône-Alpes, Agence de l'eau Rhône-Méditerranée et Loire-Bretagne, Gest'eau, www.ardeche-eau.fr , SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021 et SDAGE Loire-Bretagne, 2016-2021 ; SAGE Loire amont ; SAGE Ardèche ; PGRE Ardèche ; CDR Ardèche

2.4.1.6.1 Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux ou SDAGE est un document de planification dans le domaine de l'eau. Il définit, pour une période de 6 ans :

- Les grandes orientations pour garantir une gestion visant à assurer la préservation des milieux aquatiques et la satisfaction des différents usagers de l'eau ;
- Les objectifs de qualité et de quantité à atteindre pour chaque cours d'eau, chaque plan d'eau, chaque nappe souterraine, chaque estuaire et chaque secteur du littoral ;
- Les dispositions nécessaires pour prévenir toute détérioration et assurer l'amélioration de l'état des eaux et des milieux aquatiques.

Le SDAGE et ses objectifs

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux est entré en vigueur le 21 décembre 2015 (Rhône-Méditerranée) et le 22 décembre 2015 (Loire-Bretagne) pour les années 2016 à 2021. Le SDAGE définit la politique à mener pour stopper la détérioration et retrouver un bon état de toutes les eaux : cours d'eau, plans d'eau, nappes souterraines et eaux littorales. Document de planification pour l'eau et les milieux aquatiques du bassin Rhône-Méditerranée et du bassin Loire-Bretagne, il fixe, pour 6 ans, les grandes priorités, appelées « orientations fondamentales », de gestion équilibrée de la ressource en eau.

Un programme de mesures accompagne le SDAGE. Il rassemble les actions par territoire nécessaires pour atteindre le bon état global des eaux. Ces documents permettent de respecter les obligations définies par la directive cadre européenne sur l'eau pour atteindre un bon état des eaux.

Bon état : c'est l'objectif à atteindre pour l'ensemble des eaux en 2021 (sauf report de délai ou objectifs moins stricts). Le bon état d'une eau de surface est atteint lorsque son état écologique et son état chimique sont au moins « bons ». Le bon état d'une eau souterraine est atteint lorsque son état quantitatif et son état chimique sont au moins « bons ».

Bon état chimique : le bon état chimique d'une eau est atteint lorsque les concentrations en polluants ne dépassent pas les normes de qualité environnementale (fixées pour préserver la santé humaine).

Bon état quantitatif : l'état quantitatif comporte deux classes : bon et médiocre. Le bon état quantitatif d'une eau souterraine est atteint lorsque les prélèvements ne dépassent pas la capacité de renouvellement de la ressource disponible, compte tenu de la nécessaire alimentation des écosystèmes aquatiques de surface, des sites et zones humides directement dépendants.

Le SDAGE a une valeur juridique, le PLUi doit être compatible avec ses dispositions.

La ligne de partage des eaux entre les bassins Atlantique et Méditerranée coupe le territoire sur sa frange. Ainsi, le territoire se situe principalement sur le bassin du SDAGE Rhône-Méditerranée mais notons que les sommets des communes de Burzet et de Montpezat-sous-Bauzon appartiennent au réseau du SDAGE Loire-Bretagne. Ce SDAGE concerne donc également notre territoire mais de manière marginale.

Le SDAGE Loire-Bretagne, approuvé le 18/11/2015, pour la période 2016-2021 a défini les orientations suivantes :

- Repenser les aménagements de cours d'eau ;
- Réduire la pollution par les nitrates ;
- Réduire la pollution organique et bactériologique ;
- Maîtriser et réduire la pollution par les pesticides ;

- Maîtriser et réduire les pollutions dues aux substances dangereuses ;
- Protéger la santé en protégeant la ressource en eau ;
- Maîtriser les prélèvements d'eau ;
- Préserver les zones humides ;
- Préserver la biodiversité aquatique ;
- Préserver le littoral ;
- Préserver les têtes de bassin versant ;
- Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques ;
- Mettre en place des outils réglementaires et financiers ;
- Informer, sensibiliser, favoriser les échanges.

En 2016 :

- 30% des cours d'eau sont en bon état écologique et 45% sont en état moyen ;
- 20% des plans d'eau sont en bon ou très bon état et 55% sont en état moyen ;
- 63% des nappes d'eau souterraine sont en bon état.

Le SDAGE Rhône-Méditerranée, approuvé le 3/12/2015, pour la période 2016-2021 a défini les orientations fondamentales suivantes :

- S'adapter aux effets du changement climatique ;
- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité ;
- Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques ;
- Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement ;
- Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau ;
- Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé ;
- Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides ;
- Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir ;
- Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

En 2015 :

- 53% des cours d'eau sont en bon état écologique et 94% sont en bon état chimique.
- 88% des nappes souterraines sont en bon état quantitatif et 82% en bon état chimique.

Les 2 SDAGE visent une atteinte du bon état global pour 100% des masses d'eau naturelle à l'horizon 2027. Les orientations fondamentales du SDAGE doivent permettre d'atteindre ces objectifs. Ces schémas sont déclinés dans les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), présentés ci-après.

2.4.1.6.2 Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)

Le SAGE est l'outil de planification de la politique de l'eau à l'échelle du bassin-versant. C'est un document qui traite tous les enjeux de l'eau du bassin-versant : qualité, quantité, biodiversité, eau potable, urbanisme, assainissement, hydroélectricité, sécheresse, risque inondation, baignade... Un SAGE ne crée pas de droit mais il a une portée juridique. Il vient préciser la réglementation générale en matière d'eau en fonction de nos enjeux locaux. Il fixe des objectifs précis de qualité d'eau et de quantité, ou encore de zones à préserver. Le PLUi doit être compatible avec ces objectifs.

Deux SAGE concernent la communauté de communes et déclinent localement les SDAGE : le SAGE Loire Amont (approuvé par arrêté préfectoral le 22/12/2017) et le SAGE Ardèche (approuvé par arrêté inter-préfectoral le 29/08/2012).

SAGE Loire Amont

Les enjeux du SAGE Loire Amont sont :

- Amélioration du fonctionnement naturel des cours d'eau et la gestion quantitative de la ressource ;
- Réduction de la vulnérabilité face au risque d'inondation ;
- Amélioration et préservation de la qualité des eaux ;
- Préservation et gestion des milieux aquatiques.

Les règles du SAGE approuvé sont :

- Article 1 : Compenser les atteintes portées aux zones humides ;
- Article 2 : Préserver les têtes de bassin versant ;
- Article 3 : Préserver la dynamique fluviale sur la zone de mobilité de la Suisse ;
- Article 4 : Encadrer la création de plans d'eau.

Le SAGE Loire Amont ne concerne qu'une partie marginale du territoire, sur le secteur montagne de la commune de Burzet. Dans le cadre de l'élaboration du PLUi, si des aménagements sont projetés sur ce secteur, ils devront être en compatibilité avec les dispositions de ce SAGE.

Le site du Pal sur la commune de Montpezat-sous-Bauzon se situe sur le bassin Loire-Atlantique mais n'est pas intégré au périmètre du SAGE Loire-Amont.

Si le périmètre du SAGE ne concerne qu'une partie marginale du territoire, les enjeux sur le bassin versant Loire Amont sont majeurs et liés aux 4 retenues extérieures à la communauté de communes (les 3 barrages de Veyradère, La Palisse et le Gage, et le perçage du lac d'Issarlès) permettant le fonctionnement de la centrale hydroélectrique EDF de Montpezat-sous-Bauzon, mise en service en 1954. Cet ouvrage est très stratégique (enjeux économiques, écologiques...), déportant une partie des eaux du bassin-versant de Loire-Bretagne sur celui de Rhône-Méditerranée. Outre la production d'électricité, il permet de sécuriser la ressource en eau sur une grande partie du territoire et plus largement de l'Ardèche Méridionale (eau potable et irrigation) grâce à un soutien d'été assuré du 15 juin au 15 septembre.

Cet outil contribue ainsi à une adaptation du territoire aux changements climatiques et leur conséquence sur la ressource en eau disponible. En effet, une baisse des débits est observée : le débit moyen mesuré à la station de Meyras pendant ces 30 dernières années baisse de 20% tous les 10 ans.

SAGE Ardèche

Les 5 grands objectifs du SAGE Ardèche sont :

- Améliorer la disponibilité et le partage de la quantité d'eau en été ;
- Améliorer la qualité de l'eau en traitant au mieux les rejets ;
- Préserver le fonctionnement des milieux naturels (rivières, lacs, zones humides...), à l'origine de l'attractivité et de la qualité du territoire ;
- Diminuer l'exposition des personnes et des biens aux risques liés aux inondations ;
- Renforcer l'adaptation des usages et de la gouvernance pour l'eau.

Pour atteindre ces objectifs, 39 dispositions et 2 règles précisent les recommandations et propositions d'actions à mettre en œuvre sur le territoire.

En complément du SAGE, un Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE) du bassin versant de l'Ardèche a été approuvé fin 2016 par la commission Locale de l'Eau. Il fixe des objectifs, des règles et des orientations pour la gestion quantitative de l'eau pour les 10 prochaines années.

Les préconisations du SAGE à retranscrire dans le PLUi :

• Enjeu 1 : Pour réduire les déséquilibres quantitatifs

o S'assurer de l'adéquation entre besoins en eau potable et ressource

Le SAGE fixe comme objectif l'atteinte du bon état des cours d'eau en réduisant les déséquilibres quantitatifs. La ressource en eau sur le bassin de l'Ardèche est globalement en équilibre fragile. Ainsi, le SAGE recommande d'intégrer dans le document d'urbanisme les principes d'adéquation entre la capacité d'alimentation en eau potable et les besoins futurs en eau avec les choix opérés en matière d'occupation des sols. Pour cela, les collectivités doivent se baser sur les schémas directeurs d'Alimentation en Eau Potable (AEP) communaux et départementaux.

Par ailleurs, le SAGE vise à augmenter la réutilisation des eaux pluviales et à économiser l'eau. Il recommande ainsi que les projets de rénovation ou de construction de bâtiments, sous maîtrise d'ouvrage publique ou aidés par des fonds publics, mentionnent les moyens mis en œuvre pour assurer une gestion économe de l'eau.

o Préserver les ressources souterraines

Outre la prise en compte de servitudes associées aux périmètres de protection des captages d'eau potable existants, le SAGE recommande que les aquifères vulnérables et représentant des ressources stratégiques pour l'AEP future soient soumis aux mêmes prescriptions que les captages AEP existants.

Les aquifères calcaires jurassiques et urgoniens du bassin versant sont d'ores et déjà reconnus comme des ressources stratégiques pour l'eau potable par le SDAGE.

• Enjeu 2 : Pour réduire les rejets polluants

o S'assurer de l'adéquation entre la capacité d'épuration et les rejets urbains

Le SAGE fixe comme objectif l'atteinte du bon état des cours d'eau et le respect des normes sanitaires des eaux de baignade en intervenant notamment sur les rejets urbains. Le SAGE recommande ainsi aux collectivités de s'assurer de l'adéquation permanente entre la capacité d'épuration des ouvrages d'assainissement et l'extension de l'urbanisation. Une attention particulière est apportée aux rejets effectués dans les cours d'eau dont la qualité actuelle est moyenne à médiocre et ceux situés en amont des sites de baignade déclarés.

• Enjeu 3 : Pour conserver la fonctionnalité des milieux et la biodiversité

o Protéger les zones humides

Le SAGE vise la protection des zones humides et de leurs espaces de fonctionnalité. Pour ce faire, il recommande d'adopter des règles d'aménagement compatibles avec les objectifs de protection des zones humides avec, par exemple :

- La délimitation de « secteurs humides » par le biais des documents graphiques du PLUi à l'intérieur d'une zone U, AU, A et N, dans un but de protection et de mise en valeur de ces secteurs d'intérêt écologique ;

- Le classement en zone N ou zone non constructible de l'intégralité de la superficie des zones humides majeures (définies à l'échelle 1/25000^{ème} dans l'atlas cartographique du SAGE, présentées dans le chapitre III.2.1.5, page 113 sur les zones humides inventoriées), avec possibilité de désignation d'indices spécifiques pour permettre le développement d'une agriculture compatible ;

- L'intégration d'un règlement spécifique aux zones humides du PLUi pour assurer leur protection et leur mise en valeur, y compris pour les berges de cours d'eau traversant les zones construites ;

- L'intégration d'objectifs et de mesures de protection adaptés pour les zones humides et leurs espaces de fonctionnalité dans le cadre du PADD du PLUi ;

- L'établissement de la liste des parcelles comprenant des zones humides du PLUi (prévue dans le cadre de l'article 1395 D du Code général des impôts).

- o **Favoriser la densification urbaine**

Le SAGE fixe comme objectif de conserver la fonctionnalité des milieux. Il recommande donc aux collectivités de veiller à appliquer le principe de densification urbaine de l'existant et/ou d'urbanisation en continuité. Ceci doit permettre de conserver au maximum les espaces non urbanisés actuels et de limiter l'imperméabilisation des sols et le mitage des espaces.

- o **Préserver les entités paysagères liées à l'eau**

En accompagnement de la définition de la trame bleue définie dans le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE), le SAGE recommande de systématiser l'inscription des ripisylves et des espaces riverains non artificialisés comme corridors biologiques. Il recommande également que cette inscription s'accompagne de l'obligation de maintien de la végétation rivulaire (type de végétation spécifique au milieu des rivières et des berges).

- **Enjeu 4 : Pour améliorer la gestion du risque inondation**

- o **Préserver les espaces de mobilité et d'expansion de crues**

Le SAGE délimite deux types de zonage :

- L'espace de mobilité qui est l'espace à l'intérieur duquel le cours d'eau se déplace latéralement en érodant et déposant des matériaux ;
- Les zones d'expansion de crues qui sont identifiées dans les Plans de Prévention du Risque inondation (PPRI).

Le SAGE fixe comme objectif la préservation de ces zones. Pour ce faire, le SAGE recommande vivement que le PLUi ne prévoit pas l'implantation d'installations ou d'aménagements susceptibles de remettre en cause la vocation d'espaces de mobilité ou de zones d'expansion de crues des terrains concernés ou d'augmenter la vulnérabilité au risque d'inondation.

- o **Intégrer la problématique de l'assainissement pluvial**

Le SAGE fixe un objectif de non-aggravation de la situation initiale du fait de l'imperméabilisation des sols. Les porteurs de projets doivent éviter au maximum les nouvelles imperméabilisations en recourant aux techniques disponibles ou à défaut en compensant l'imperméabilisation par des systèmes de rétention au plus près de la source notamment sur les zones urbaines prioritaires. Le SAGE souligne l'importance de réaliser des schémas d'assainissement pluvial lors de l'élaboration du document d'urbanisme.

Les secteurs identifiés à enjeux sur le territoire d'Ardèche des Sources et Volcans sont les suivants (cf. les extraits cartographiques des enjeux du SAGE concernant le territoire de la communauté de communes ci-après) :

- **Enjeu quantitatif :** on relève 3 situations hydrologiques sur le territoire :
 - Déséquilibre sur le sous bassin Ardèche amont / Lignon ;
 - Equilibre fragile en amont de Pont de Veyrières et sur le Salindre ;
 - Axe soutenu (Fontaulière et Ardèche à l'aval de Pont de Veyrières).

L'objectif pour l'ensemble du territoire est la stabilisation des prélèvements en eau superficielle à l'étiage pour ne pas accroître la pression sur les milieux aquatiques. Concernant la ressource en eau souterraine, le périmètre de la communauté de communes ne se situe pas sur un secteur stratégique.

- **Enjeu qualitatif :** 4 zones de baignades sont déclarées sur le périmètre de la communauté de communes. Par ailleurs, aucun cours d'eau n'est classé en état moyen ou médiocre.

- Enjeu biodiversité : Le territoire est couvert par plusieurs sites Natura 2000 (décrits dans le chapitre III.2). Cinq zones humides majeures sont présentes (l'ensemble des zones humides inventoriées sur le territoire sont relevées dans le chapitre III.2.2.3, page 126) :
 - Deux secteurs de cours d'eau et de plaines alluviales : aux abords de l'Ardèche sur les communes de Thueyts et de Barnas et sur les communes de Lalevade-d'Ardèche et de Prades ;
 - Trois secteurs de tête de bassin : le lac Ferrand sur la commune de Montpezat-sous-Bauzon, le Font de l'Aigle sur la commune de Burzet et le Suc de Bennet sur la commune de Péreyres.
- Enjeu inondation : Le risque inondation concerne largement notre territoire (développé dans le chapitre 2.4.3.9.3). Les espaces de mobilité des cours d'eau sont relevés dans le SAGE pour l'ensemble de l'Ardèche et une partie du Lignon (à l'aval du village de La Souche). Le PLUi devra s'assurer de ne pas accroître ce risque avec les implantations d'aménagements projetés en préservant les espaces de mobilité des cours d'eau et d'expansion des crues. Aucune zone de ruissellement urbain prioritaire n'est identifiée sur le territoire.



Figure 1 - Extrait de la cartographie des enjeux du SAGE concernant le territoire Ardèche des Sources et Volcans

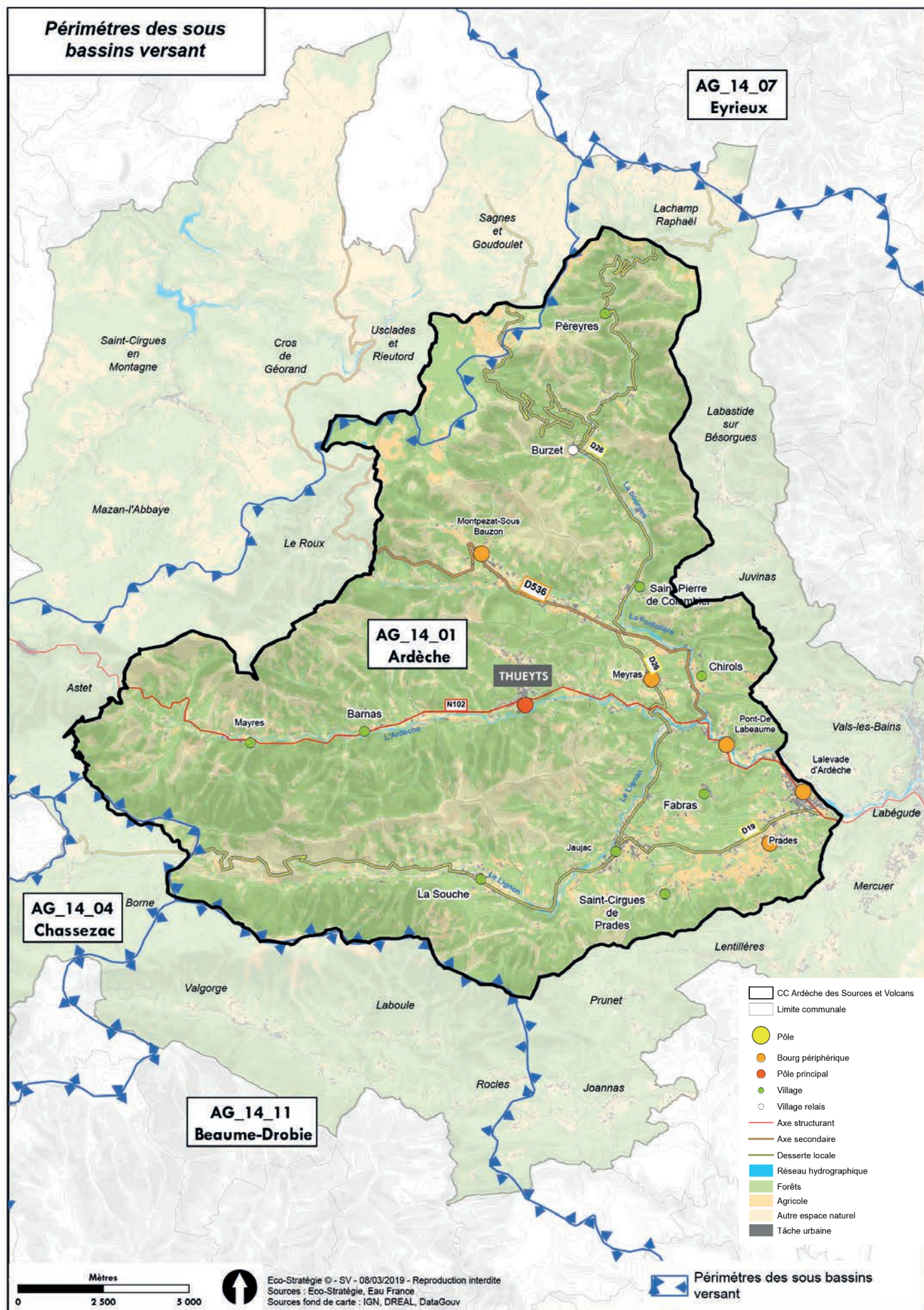
2.4.1.6.3 Contrat de rivière Ardèche

Le 3ème contrat de rivière de l'Ardèche pour la période 2017-2021 a été signé le 14 décembre 2017. Il couvre 1 386 km² et concerne 600 km de cours d'eau.

Le contrat de rivière est l'outil opérationnel de mise en œuvre intégrant les dispositions du SAGE Ardèche. Un programme d'action a été défini pour 5 ans avec 5 grands domaines d'intervention :

- Équilibrer la quantité d'eau, diminuer l'impact des prélèvements et économiser l'eau ;
- Préserver et restaurer la fonctionnalité des rivières et des milieux annexes ;
- Améliorer encore la qualité de l'eau et prévenir les pollutions ;
- Garantir des eaux durablement saines pour les loisirs et la consommation humaine, des pratiques de loisirs publiques et sécurisées ;
- Se structurer, sensibiliser à l'eau, à la rivière et aux changements de pratiques.

Des interventions prioritaires sur des secteurs identifiés sont prévues, telles que des actions en faveur des économies d'eau sur l'Ardèche amont Lignon.



Périmètre des sous-bassins versants



État actuel des masses d'eau superficielles et objectifs d'atteinte du bon état global

2.4.1.6.4 Zones vulnérables aux nitrates

En matière de protection de la qualité des eaux, la lutte contre la pollution diffuse par les nitrates est un enjeu important. Des concentrations excessives en nitrates dans l'eau la rendent impropre à la consommation humaine et peuvent induire des problèmes d'eutrophisation et donc menacer l'équilibre biologique des milieux aquatiques.

Afin de limiter la pollution des eaux par les nitrates, la directive européenne 91/676/CEE du 12 décembre 1991, dite directive Nitrates, prévoit la mise en œuvre de programmes d'actions encadrant l'utilisation des fertilisants azotés d'origine agricole.

Doivent être désignées comme vulnérables toutes les zones connues qui alimentent les eaux polluées par les nitrates d'origine agricole, celles susceptibles de l'être et celles ayant tendance à l'eutrophisation du fait des apports de nitrates d'origine agricole. Ce zonage doit être revu au moins tous les quatre ans selon la teneur en nitrates observée par le réseau de surveillance des milieux aquatiques.

L'arrêté n° 17-236 du 24 mai 2017 modifié par l'arrêté n° 17-325 du 27 juillet 2017 modifie les modalités de désignation et de délimitation des zones vulnérables.

Le territoire ne fait partie d'aucune zone vulnérable aux nitrates.

2.4.1.6.5 Zones sensibles à l'eutrophisation

La directive 91/271/CEE du 21 mai 1991, relative à l'épuration des Eaux Résiduaires Urbaines (ERU), exige la collecte et le traitement des eaux résiduaires urbaines en fonction d'une part de la taille de l'agglomération et d'autre part de la sensibilité à l'eutrophisation du milieu récepteur.

Le préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée a révisé la liste des zones sensibles dans le bassin Rhône-Méditerranée par l'arrêté du 21 mars 2017.

Dans le bassin Loire-Bretagne, la première délimitation des zones sensibles à l'eutrophisation a été réalisée dans le cadre de l'application du décret n°94-469 du 3 juin 1994 qui transcrit en droit français la directive européenne n°91/271 du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires. Depuis 1994, le bassin versant de la Loire, en amont de sa confluence avec le Beuvron est classée en zone sensible à l'eutrophisation. Cela implique des contraintes réglementaires en matière de collecte et de traitement des eaux usées.

Le territoire fait partie d'une zone sensible à l'eutrophisation sur sa frange ouest (bassin Loire-Bretagne).

2.4.1.6.6 Zones de répartition des eaux

Les zones de répartition des eaux (ZRE) sont définies en application de l'article R.211-71 du code de l'environnement, comme des « zones présentant une insuffisance, autre qu'exceptionnelle, des ressources par rapport aux besoins ».

La délimitation des nouvelles ZRE s'effectue selon les deux étapes prévues aux articles R.211-71 et R.211-72 du code de l'environnement :

- Le préfet coordonnateur de bassin définit par arrêté les zones de répartition des eaux (art. R.211-71) qui se substituent à celles mentionnées dans le tableau de l'article R.211-71 du code de l'environnement ;
- Le préfet de département constate ensuite par arrêté la liste des communes concernées (art. R.211-72).

Le classement en ZRE constitue un signal fort de reconnaissance du déséquilibre durablement installé entre la ressource et les prélèvements en eau existants. Il suppose en préalable à la délivrance de nouvelles autorisations, l'engagement d'une démarche d'évaluation précise du déséquilibre constaté, de la répartition spatiale des prélèvements et si nécessaire de la réduction de ce déficit en concertation avec les différents usagers, dans un souci d'équité et dans un objectif de restauration durable d'un équilibre quantitatif.

Le territoire n'est pas concerné par une zone de répartition des eaux.

2.4.1.7 Hydrogéologie

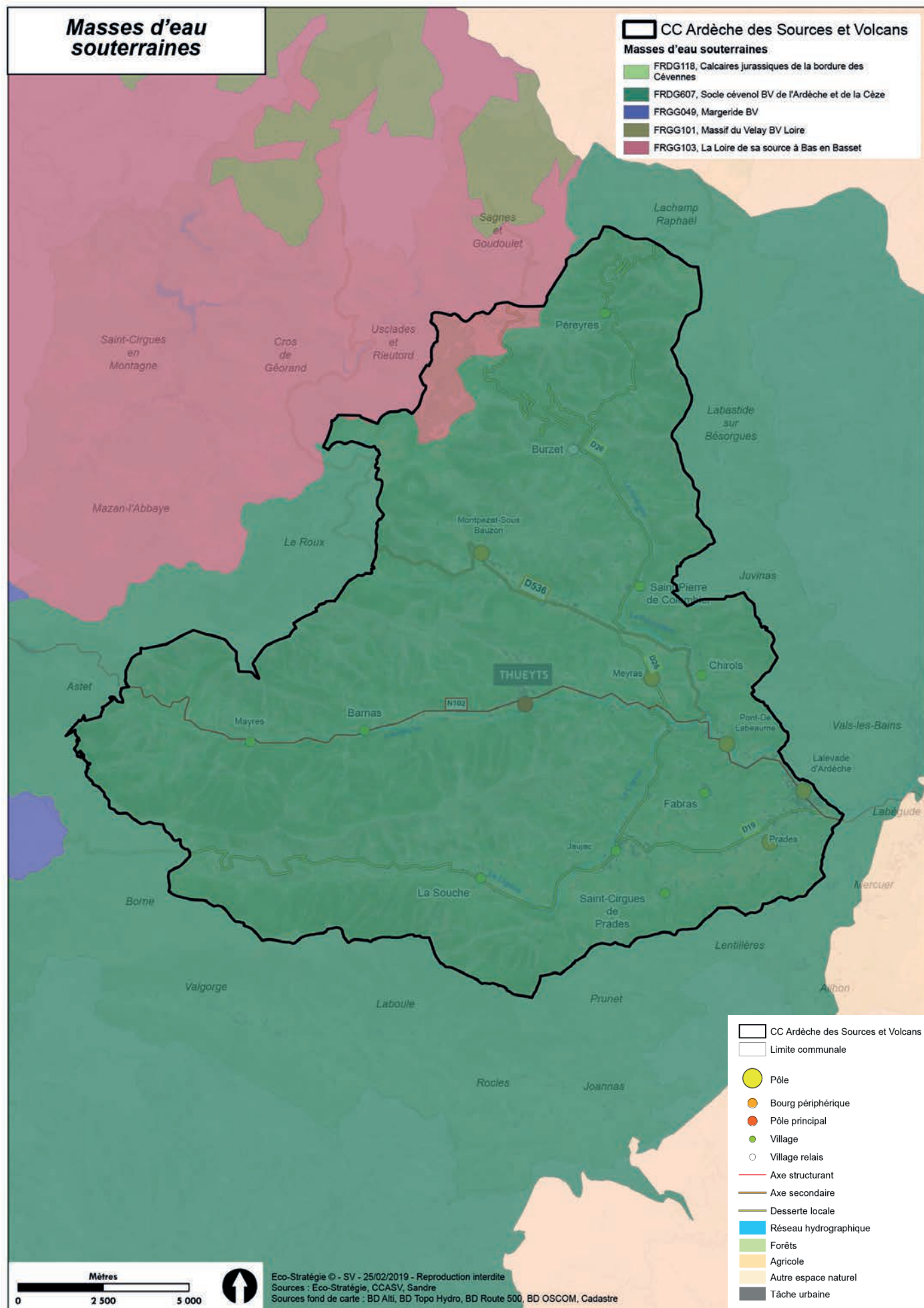
Sources : DREAL Auvergne - Rhône-Alpes - Eau en Rhône-Alpes - outil cartographique CARMEN [en ligne] http://carmen.application.developpement-durable.gouv.fr/30/EAU_RA.map#, consulté en février 2019, Gest'eau [en ligne] <http://www.gesteau.eaufrance.fr>, consulté en mars 2019

2.4.1.7.1 Masses d'eau souterraines

L'intégralité du territoire se situe sur la masse d'eau souterraine « socle cévenol » (cf. « Masses d'eau souterraines du territoire identifiées aux SDAGE »). Une petite partie s'inscrit sur la masse d'eau « La Loire de sa source à Bas-en-Basset ». Le SAGE Ardèche (approuvé en août 2012) précise qu'aucune des masses d'eau souterraines du bassin versant n'a été identifiée comme étant en déséquilibre quantitatif au regard de la mise en œuvre de la Directive Cadre sur l'Eau.

NOM DE LA MASSE D'EAU SOUTERRAINE	ETAT QUANTITATIF / OBJECTIF D'ATTEINTE DU BON ÉTAT	ETAT CHIMIQUE / OBJECTIF D'ATTEINTE DU BON ÉTAT
Socle cévenol BV de l'Ardèche et de la Cèze (FRD0607)	Bon / 2015	Bon / 2015
La Loire de sa source à Bas-en-Basset (FRGG103)	Bon / 2015	Bon / 2015

Objectifs des SDAGE 2016-2021 Rhône-Méditerranée et Loire-Bretagne sur le territoire



Masses d'eau souterraines du territoire identifiées aux SDAGE

2.4.1.7.2 Captages d’Alimentation en Eau Potable (AEP)

Concernant l’eau potable, le document d’urbanisme doit s’attacher en priorité à (extrait du Porter à Connaissance DDT07 - 2016) :

- Vérifier l’adéquation entre le besoin de la population et la disponibilité de la ressource en eau potable tant en quantité qu’en qualité ;
- Préserver l’intégrité physique et la qualité des ressources souterraines identifiées par l’agence de l’eau comme Zone d’Intérêt Actuel et Zone d’Intérêt Futur ;
- Prendre en compte les périmètres de protection des captages.

Eau potable, contexte réglementaire

Avant toute création ou extension de zones constructibles desservies par un réseau d’eau public, il est indispensable que la collectivité s’assure, soit par elle-même pour une gestion en régie, soit auprès d’un maître d’ouvrage du réseau de distribution d’eau, que la capacité de la ressource en eau et l’état du réseau sont suffisants pour absorber l’augmentation potentielle de la population et assurer un débit satisfaisant aux constructions existantes et à venir. Si le territoire subit de fortes variations saisonnières de population, il tiendra compte de la population estivale dans son évaluation.

Lorsqu’un schéma directeur d’adduction d’eau potable a été élaboré, le document d’urbanisme en tiendra compte et proposera un projet compatible avec ses directives. La communauté de communes devra aussi s’assurer de la qualité de l’eau desservie par les réseaux. Le respect des limites réglementaires, chimiques et bactériologiques, de l’eau distribuée est nécessaire.

Le rapport de présentation devra rendre compte de ces deux analyses et des moyens mis en œuvre pour pallier les problèmes de qualité pouvant exister sur les réseaux concernés par la création ou l’extension de zones constructibles.

Les schémas des réseaux d’alimentation en eau potable existants ou en cours de réalisation doivent être annexés au PLUi, en précisant les emplacements retenus pour le captage, le traitement et le stockage des eaux destinées à la consommation. Ces schémas doivent bénéficier d’une actualisation la plus complète possible.

Origine de la ressource en eau potable (actualisation du 3 septembre 2020)

On dénombre 95 captages dans le périmètre de la communauté de communes, dont 20 abandonnés, 73 actifs et 2 en projet. Parmi les captages encore actifs, 1 seul ne dispose pas de périmètre de protection. Les autres sont en cours de finalisation et seront en place pour 2021 (notamment sur Burzet, où les captages des Vernèdes devaient obtenir un arrêté de DUP pour décembre 2020).

Par ailleurs, concernant les captages privés (hors captages unifamiliaux soumis à déclaration), on relève sur le territoire :

- 3 captages (La Sautellerie à La Souche, Pralong à Saint-Pierre-de-Colombier et Fournat à Péreyres) destinés à l’alimentation en eau potable, autorisés par arrêté préfectoral ;
- 4 captages destinés à un usage agro-alimentaire, autorisés par arrêté préfectoral ;
- 3 captages utilisés par des usines de conditionnement de l’eau : Ventadour, Chantemerle et Vernet ;
- 1 captage utilisé par un établissement thermal : « Doris » à Neyrac-les-Bains.

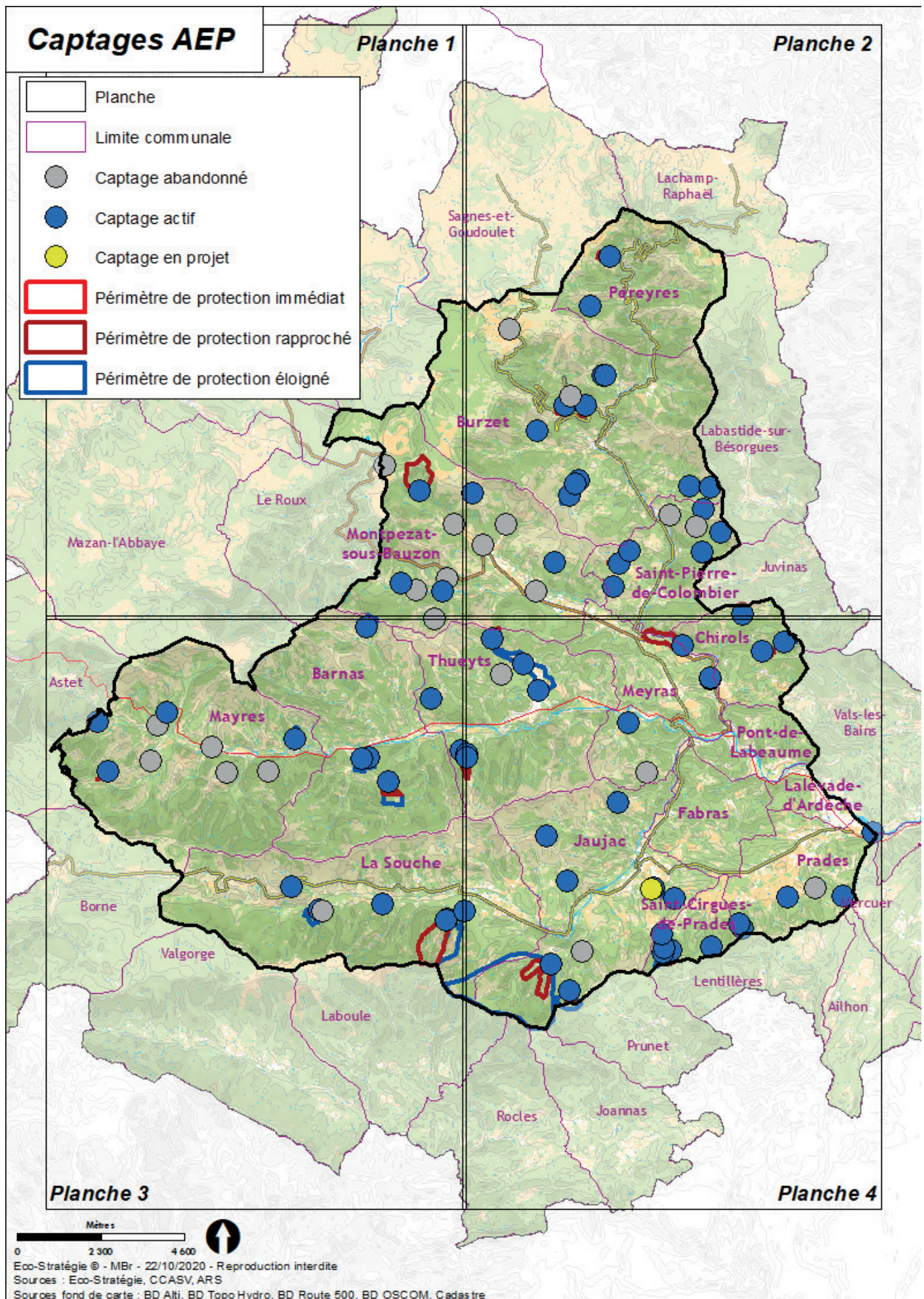
64 captages sont ainsi publics et destinés à l’alimentation en eau potable.

Notons enfin que les captages privés à usage unifamilial sont très nombreux sur le territoire, en lien avec l’implantation historique des habitations (l’abondance de la ressource en eau a permis la dispersion des implantations bâties avec de nombreux hameaux et écarts).

Le périmètre de protection des captages constitue un espace réservé réglementairement autour des captages utilisés pour l'alimentation en eau potable. Les activités artisanales, agricoles et industrielles, les constructions y sont interdites ou réglementées afin de préserver la ressource en eau, en évitant des pollutions chroniques ou accidentelles.

En outre, d'après l'article L.1321-2 du code de la santé publique, l'acte portant d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine détermine autour du point de prélèvement :

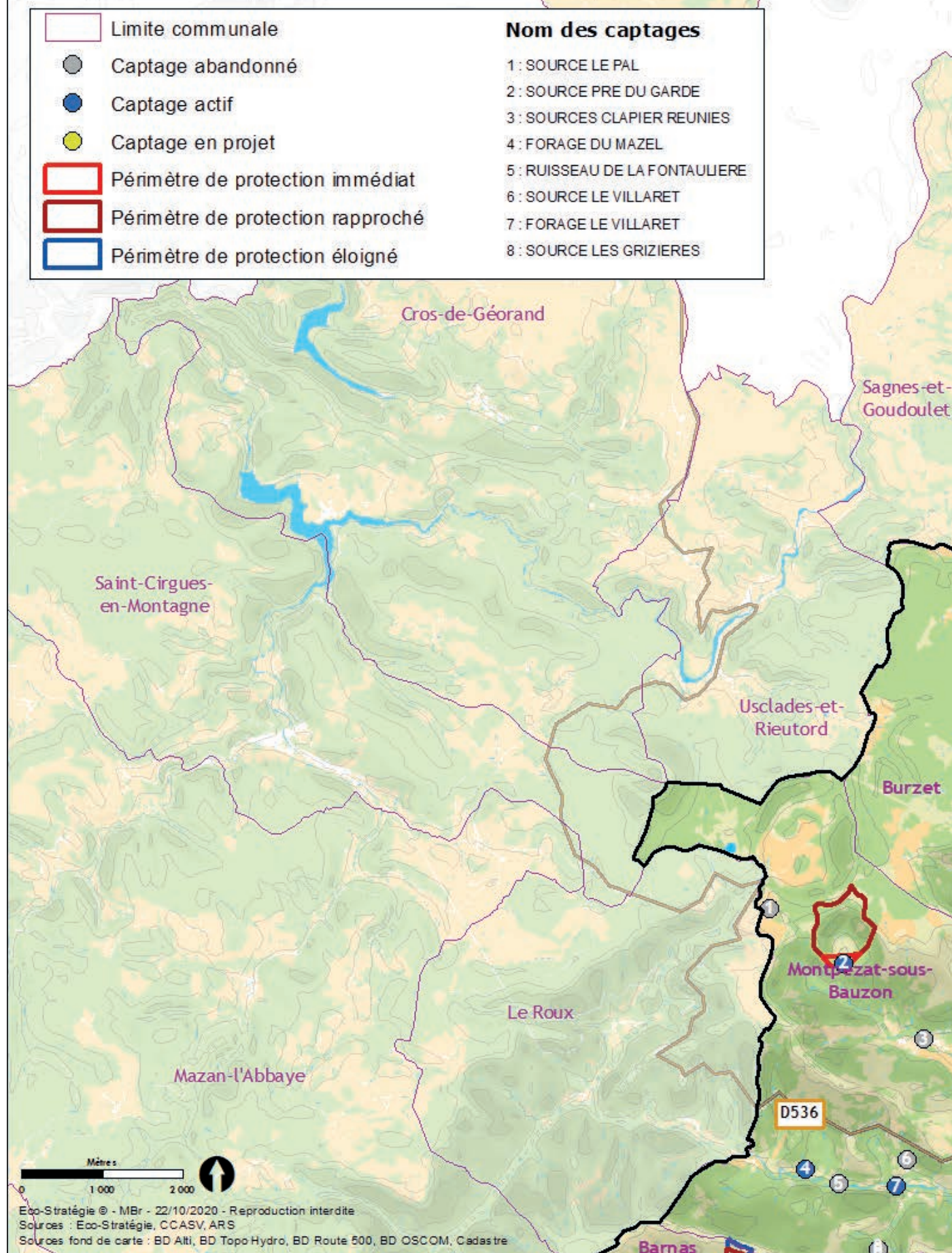
- Un Périmètre de Protection Immédiate -PPI- (environnement proche) où les contraintes sont fortes (possibilités d'interdiction d'activités) et dont les terrains sont à acquérir en pleine propriété ;
- Un Périmètre de Protection Rapprochée -PPR- à l'intérieur duquel peuvent être interdits ou réglementés toutes activités et tous dépôts ou installation de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux ;
- Et, le cas échéant, un Périmètre de Protection Eloignée -PPE- à l'intérieur duquel peuvent être réglementés les activités, installations et dépôts ci-dessus mentionnés afin de garantir la pérennité de la ressource.



Localisation des captages d'alimentation en eau potable sur le territoire

Captages AEP

Planche 1



Localisation des captages d'alimentation en eau potable sur le territoire (planche 1/4)

Captages AEP

Planche 2

Nom des capages

- 10 : DEVES
- 11 : SOURCE FOURNAT
- 12 : BARRICAUDE
- 13 : CHASTAGNAS 1
- 14 : CHASTAGNAS 2
- 15 : SOURCE TOUPILLIER
- 16 : AVENAS
- 17 : LES VERNEDES (PONT ABESSE)
- 18 : LES VERNEDES (PONT ABESSE)
- 19 : PRUNARET
- 20 : LE ROURE
- 21 : LE ROURE
- 22 : PRADEAUX
- 23 : FONTANELLE
- 24 : LA LAYE
- 25 : SOURCE JOFFRE JACQUES
- 26 : LES PRES
- 27 : PRISE D'EAU DES CHAMBIS
- 28 : PRE GANOT
- 29 : LES EYROLLES
- 30 : LE CLAUZEL
- 31 : FARGIER
- 32 : VERNET
- 33 : MOULEYRES
- 34 : COLLANGES
- 35 : SUC DE L'UBAC
- 36 : CELAS
- 37 : PRALONG
- 38 : COMBE BARRY (PRAT)
- 39 : AUBIGNAS

Limite communale

● Captage abandonné

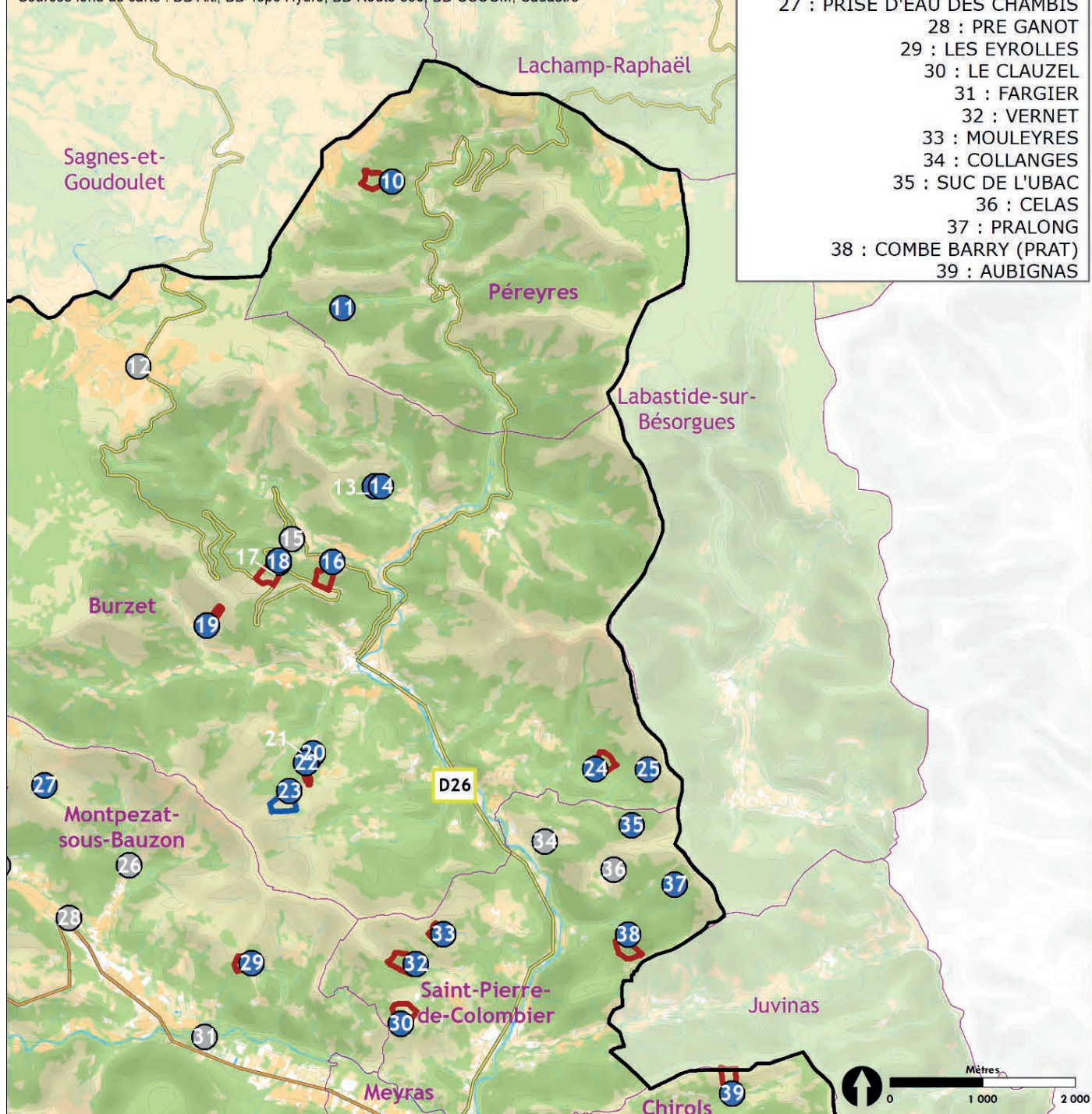
● Captage actif

□ Périmètre de protection immédiat

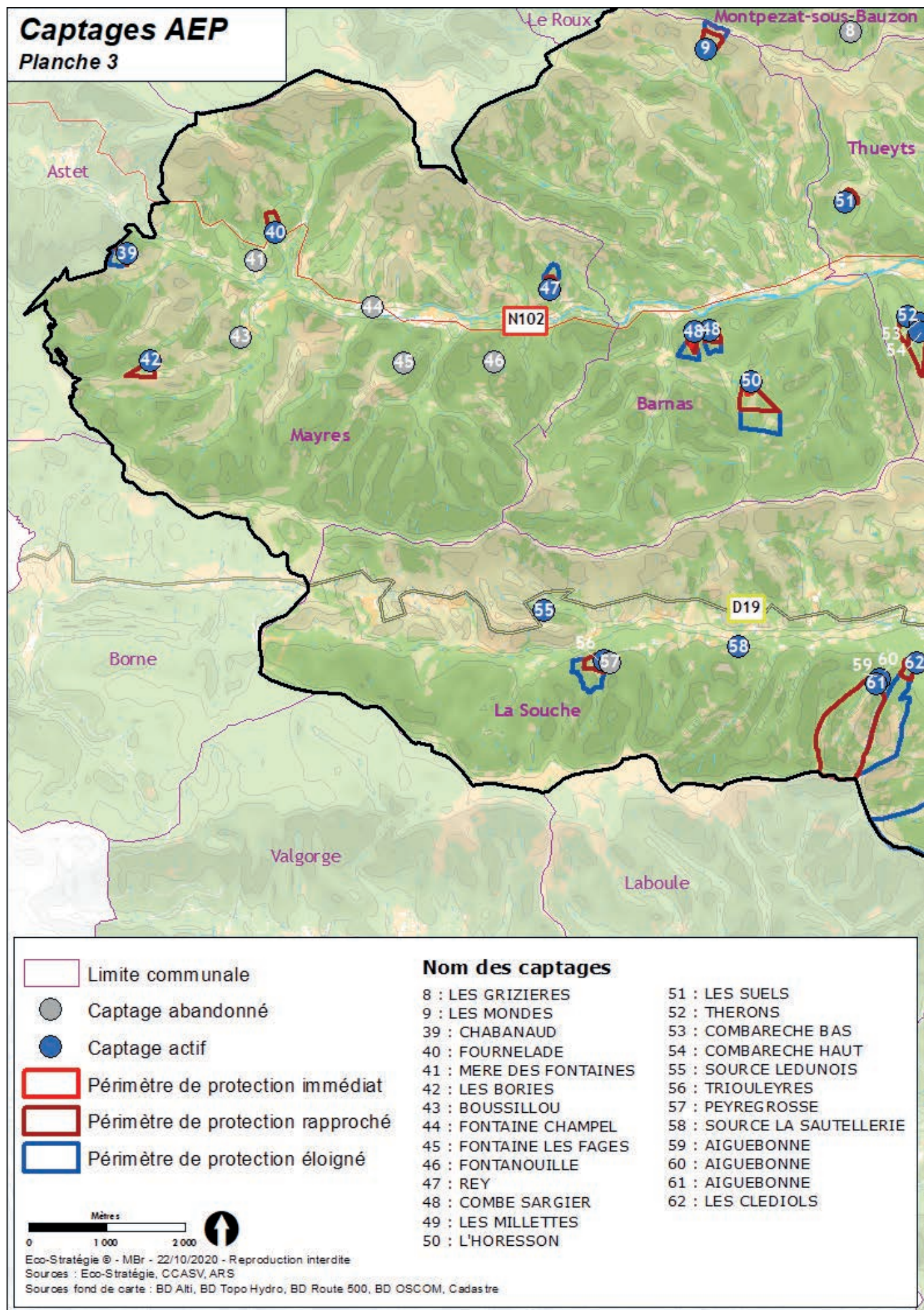
□ Périmètre de protection rapproché

□ Périmètre de protection éloigné

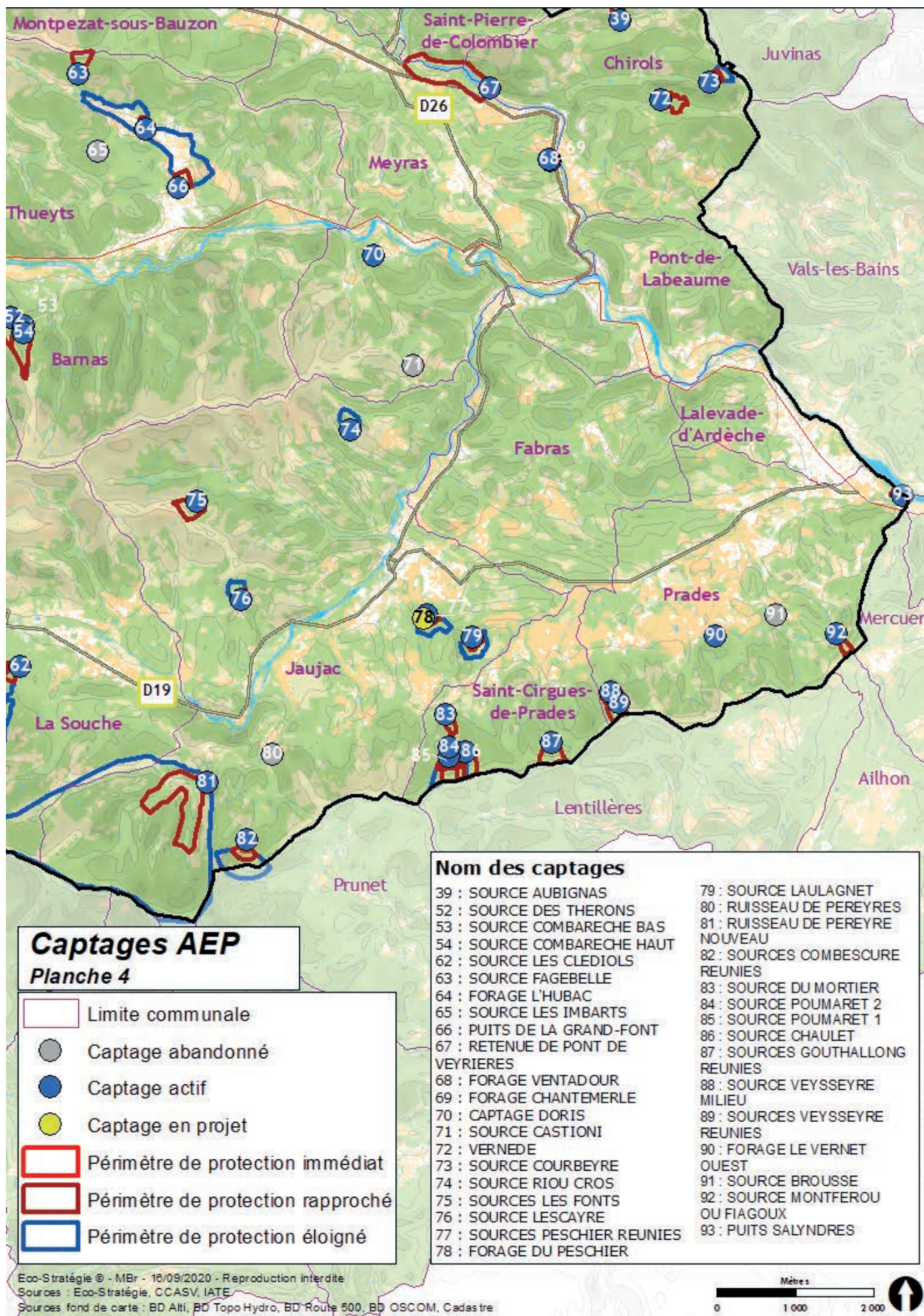
Eco-Stratégie © - MBr - 16/09/2020 - Reproduction interdite
Sources : Eco-Stratégie, CCASV, ARS
Sources fond de carte : BD Alti, BD Topo Hydro, BD Route 500, BD OSCOM, Cadastre



Localisation des captages d'alimentation en eau potable sur le territoire (planche 2/4)



Localisation des captages d'alimentation en eau potable sur le territoire (planche 3/4)



Localisation des captages d'alimentation en eau potable sur le territoire (planche 4/4)

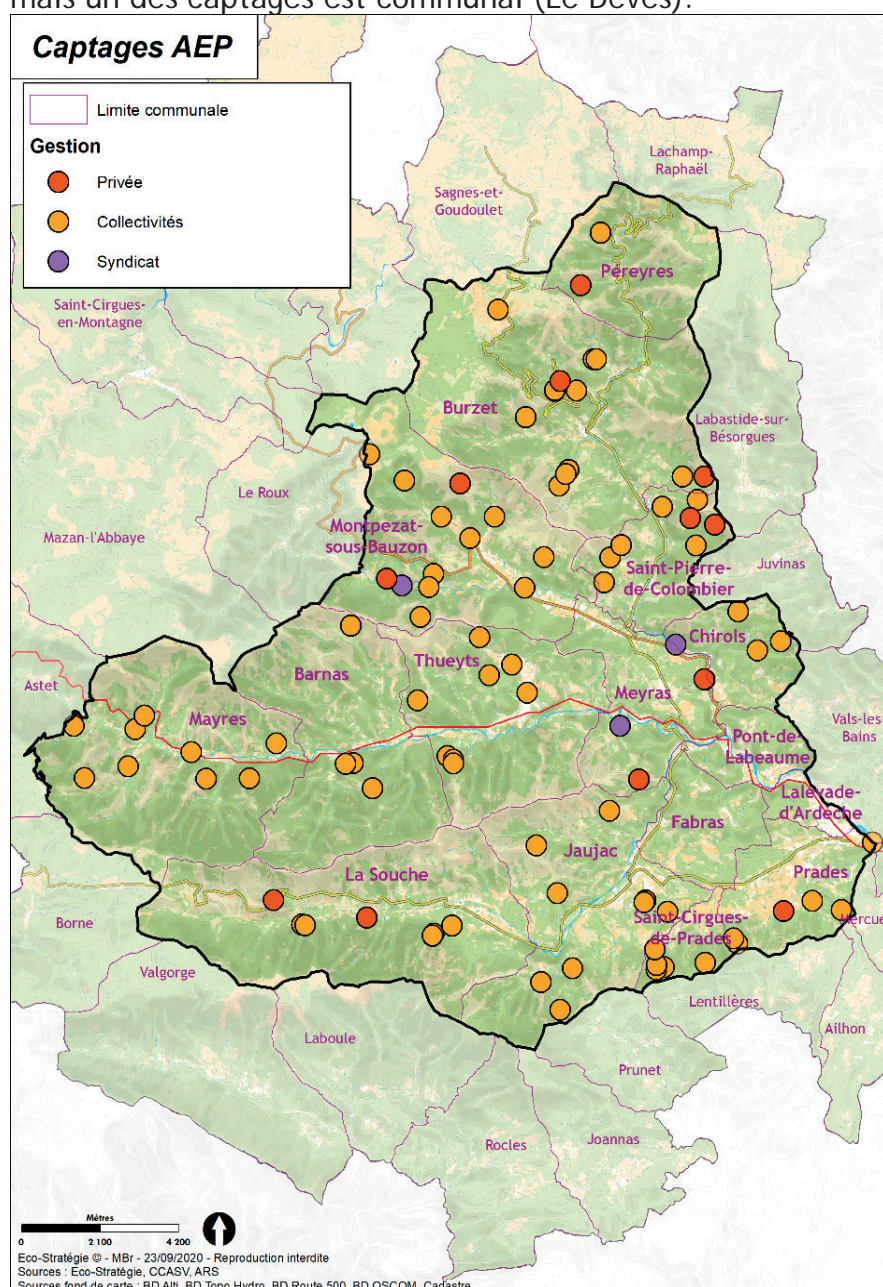
Gestion de l'alimentation en eau potable

L'alimentation en eau potable de la communauté de communes est assurée par :

- Des captages sur des sources et forages dans les nappes souterraines gérées par un réseau de distribution public ou en gestion privée ;
- Des prélèvements en rivières : notamment celui situé à l'aval de la Fontaulière*, à Pont-de-Veyrières (Meyras), pour la distribution publique sur quelques communes du territoire et principalement pour alimenter en eau potable des communes du sud Ardèche (adduction gérée par le SEBA).

On relève plusieurs modes de gestion de l'eau potable selon les communes du territoire : certaines confient la compétence au SEBA (SIE du Bassin de l'Ardèche), d'autres l'assurent en régie communale. Saint-Pierre-de-Colombier est partiellement gérée par le SEBA sur une partie de la commune (le village et quelques hameaux alentours), le reste étant assuré en régie. Chirols assure la distribution de l'eau potable mais la gestion de la production en eau potable est confiée au SEBA sur cette commune.

Enfin notons la particularité de Péreyres : deux associations gèrent la distribution en eau potable, mais un des captages est communal (Le Devès).



Gestion de l'alimentation en eau potable sur le territoire

* Ce captage sera abandonné suite à un avis défavorable de l'hydrogéologue.

Capacité en eau potable à l'été et pointe

Suite à une étude des volumes prélevables réalisée à l'échelle du bassin versant de l'Ardèche pilotée par le syndicat Ardèche Claire dans le cadre du SAGE Ardèche entre 2010 et 2013, des objectifs de stabilisation des prélèvements sur le sous bassin « Ardèche Amont - Lignon » ont été fixés imposant :

- Une réduction des fuites sur les réseaux : les objectifs du SAGE du bassin versant de l'Ardèche (approuvé le 22/08/2012) fixent des rendements des réseaux d'eau potable de 75% minimum ;
- Une adaptation de l'urbanisation future des communes aux ressources en eau déjà captées (il ne sera pas autorisé de nouveaux captages pour permettre des urbanisations futures) ;
- Une adaptation de l'urbanisation à la capacité en eau potable en période de pointe estivale.

L'étude des volumes prélevables a abouti à un Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE) du bassin versant de l'Ardèche approuvé par la Commission Locale de l'eau fin 2016. Sur le sous-bassin Ardèche amont Lignon, le volume maximum prélevable à l'été (du 1^{er} mai au 30 septembre) ne doit pas dépasser les 200 000 m³ (mesuré en 2015), dont 174 000 m³ pour l'eau potable. Le développement des usages est possible par la mise en œuvre des actions d'économies d'eau (notamment la réduction des fuites dans les réseaux évaluée à 50 500 m³, soit 25% du volume prélevé, mais aussi par l'incitation à une consommation plus économe et l'aménagement de récupérateurs des eaux de pluie). L'interconnexion avec des ressources non déficitaires permettrait également de sécuriser la ressource. Ainsi, le Schéma Départemental d'Alimentation en Eau Potable (2016) préconise une interconnexion entre les réseaux de Jaujac et celui du SEBA (Pont-de-Veyrières) via Prades. Enfin, la création de nouvelle ressource peut aussi être envisagée (souterraine, retenue collinaire pour l'irrigation, etc.).

Globalement, la situation du territoire sur la ressource en eau disponible est préoccupante et cette problématique sera au cœur de la construction du document d'urbanisme. Cependant, de nombreux aménagements ont été réalisés par les communes et le SEBA permettant de sécuriser la ressource en eau ces dernières années.

Disponibilité de la ressource en eau concernant les communes fonctionnant en régie :

Le tableau, « Synthèse de l'étude d'adéquation de la ressource en eau en fonction des besoins : état des lieux 2018 (IATE) » figurant dans les pages suivantes, présente une synthèse des éléments ressortant de l'étude menée en 2018. Ainsi, sur Saint-Cirgues-de-Prades, la ressource en eau disponible n'est pas satisfaisante pour pouvoir accueillir de nouvelles habitations ou constructions accueillant du public. Des travaux sont à prévoir.

Le développement de l'urbanisation sera conditionné à la ressource en eau disponible.

Sur les autres secteurs du territoire gérés en régie communale, les capacités en eau potable permettent globalement de satisfaire les besoins actuels et futurs en eau potable. Sur certains hameaux identifiés où les sources les alimentant ont des débits d'été faibles, les ressources en eau disponibles ne permettront pas de raccorder de nouvelles habitations.

De nombreuses interconnexions sont relevées dans les réseaux, certains prévoient d'en aménager pour sécuriser l'approvisionnement (La Souche).

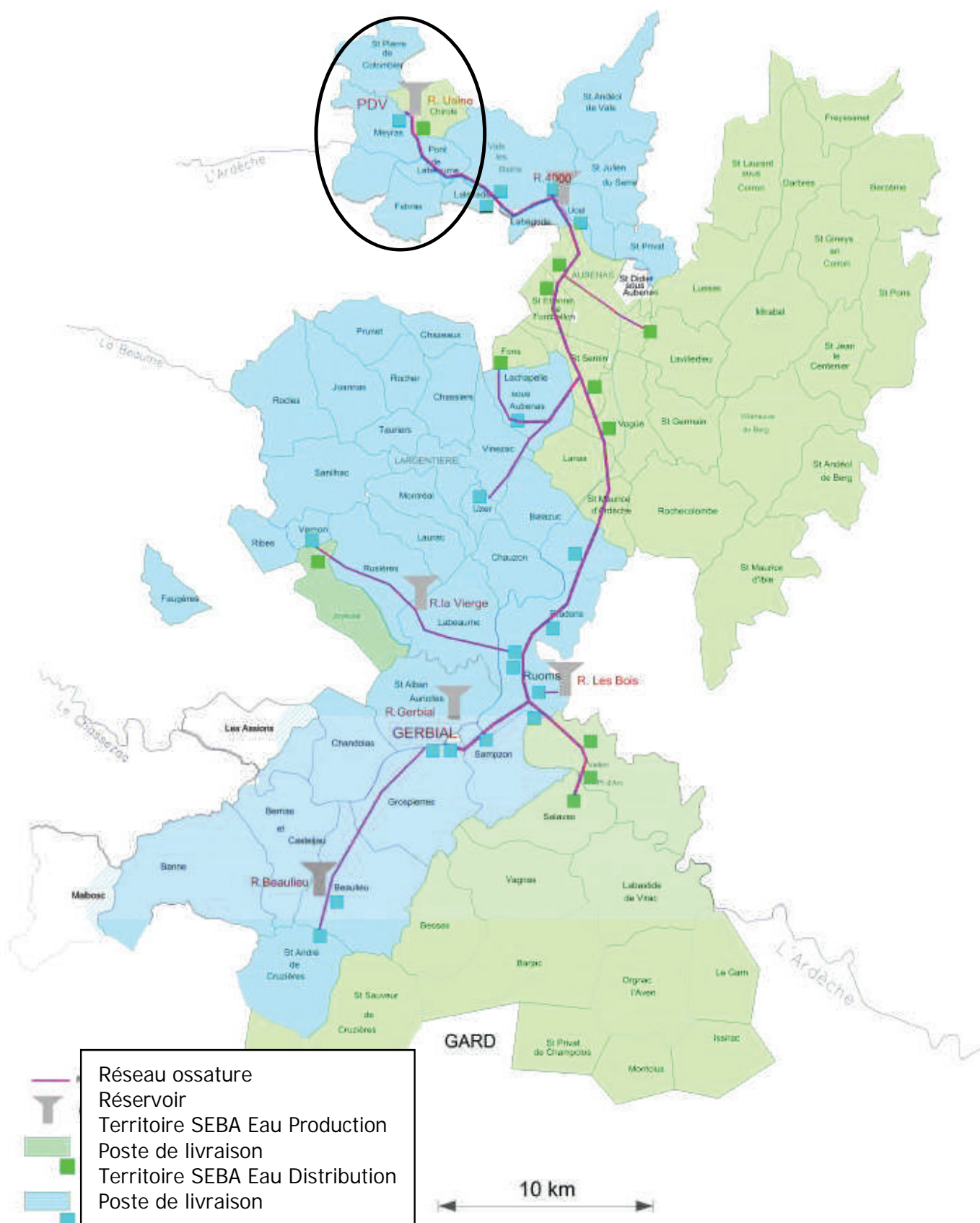
Disponibilité de la ressource concernant les communes déléguant la compétence eau au SEBA :

Les 5 communes de la communauté de communes concernées sont alimentées par le réseau-ossature Pont-de-Veyrières/Gerbial alimentant également 39 autres communes adhérant au « SEBA-production et distribution », dont la consommation totale est de 16 416 m³/jour.

Le réseau ossature Pont-de-Veyrières/Gerbial est alimenté par deux ressources :

- L'usine de production de Pont-de-Veyrières, implantée sur la commune de Meyras, dont la capacité de production est de 25 000 m³/jour ;

- La station de Gerbial implantée sur la commune de Grospierres, dont la capacité de production est de 3 600 m³/jour.



Vue du réseau Ossature du SEBA (source : extrait du rapport d'activités du SEBA, 2019) ; le cercle noir présente les communes de la CCASV concernées

La station dite « Les Souleyrols » située sur la commune de Montpezat-sous-Bauzon alimente également le réseau du SEBA. Cette station date de 1958 et elle produit de l'eau à partir d'un prélèvement direct dans la rivière la Fontaulière. Au regard de la vulnérabilité de cette ressource,

le SEBA pourrait abandonner cette ressource, elle serait alors substituée par la ressource de Pont-de-Veyrières.

Les interconnexions sont très limitées et peuvent être considérées comme marginales. Un quartier de Meyras est alimenté par le réseau de la commune de Thueyts (convention signée en 2008). Quelques habitations de Lalevade-d'Ardèche sont desservies par le réseau de Prades et vice-versa (pas de conventions à ce jour).

Les cartes des réseaux d'alimentation en eau potable seront annexés au PLUi.

Le tableau ci-dessous reprend la synthèse de l'étude de prise de compétence eau / assainissement par la communauté de communes menée par IATE en 2018. La colonne « adéquation ressource/ besoin » a été mise à jour avec les données issues de l'étude réalisée par IATE en 2020.

Synthèse de l'étude de prise de compétence eau / assainissement 2018 (IATE)

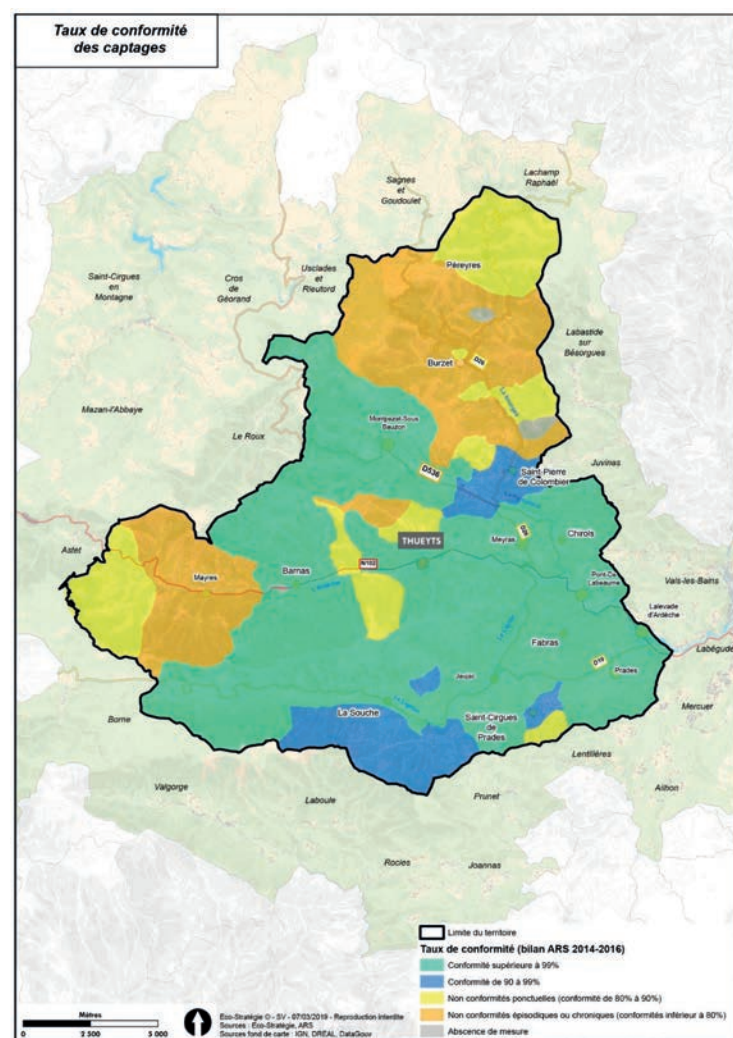
Communes	Schéma directeur et diagnostic réseau travaux à prévoir	Périmètre de protection AEP travaux à prévoir	Réservoir AEP travaux à prévoir	RPQS	Adéquation ressource/Besoin
Barnas	oui à mettre à jour ; travaux à prévoir	Oui à jour travaux : non	travaux : non	oui	oui - UDI interconnectées
Burzet	oui à mettre à jour ; travaux à prévoir	Oui en partie le reste en cours travaux à prévoir	travaux à prévoir	oui	oui - ressources importantes
Chirols	oui à mettre à jour ; travaux à prévoir	Oui à jour travaux à prévoir	travaux à prévoir	oui pour 2017	oui en sécurisant par la connexion avec le SEBA
Jaujac	oui à mettre à jour ; travaux à prévoir	Oui à jour travaux à prévoir si nouvelle ressource	travaux pour nouveau réservoir à prévoir	non	oui avec le maillage entre les UDI et sécurisation de la ressource par interconnexion avec la source de Laulagnet
La Souche	oui à mettre à jour ; travaux à prévoir	Oui à jour travaux : non	travaux à prévoir	non	oui - ressources importantes
Mayres	oui à mettre à jour ; travaux à prévoir	Oui à jour travaux à prévoir	travaux à prévoir	non	oui
Montpezat-sous-Bauzon	oui à mettre à jour ; travaux à prévoir	Oui à jour travaux : non	travaux à prévoir	non	oui - ressources importantes et UDI interconnectées
Prades	oui à mettre à jour ; travaux à prévoir	Oui à jour travaux à prévoir	travaux : non	non	oui - ressources importantes avec puits du Salyndres
Péreyres	non	oui pour le captage du Devès	non	non	NC
St-Cirgues-de-Prades	oui à mettre à jour ; travaux à prévoir	Oui à jour travaux : non	travaux à prévoir	non	oui avec maintien rendement sur les UDI du centre village et utilisation de Mortier

St-Pierre-de-Colombier	oui à mettre à jour ; pas de travaux	Oui à jour travaux à prévoir si nouvelle ressource	travaux à prévoir	non	oui - connexion au réseau du SEBA
Thueyts	oui en 2018 travaux à prévoir	Oui à jour travaux à prévoir	travaux à prévoir	oui	oui

Qualité de l'eau distribuée

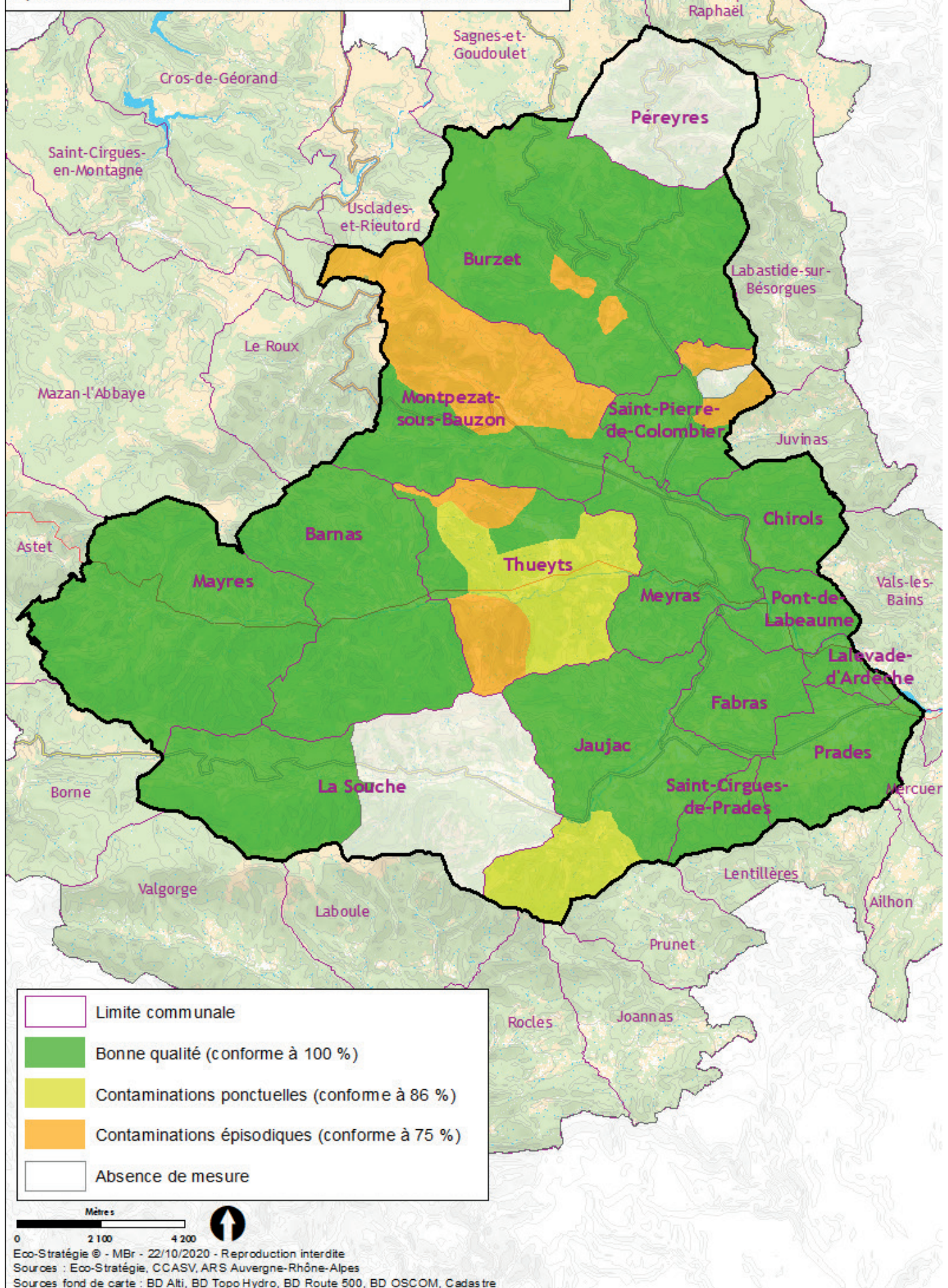
Protection de la ressource avec les périmètres de protection de captage et DUP :

- **Qualité bactériologique** : concernant la qualité bactériologique moyenne de l'eau, le taux de conformité est très variable selon les unités de distribution comme le présente la carte de l'ARS ci-après.
- **Qualité physico-chimique** : sur l'ensemble du territoire, d'après le bilan de l'ARS 2014-2016, les teneurs moyennes en nitrates par unité de distribution sont faibles (inférieur à 10 mg/litre) et dénotent une eau de très bonne qualité. Concernant l'équilibre calco-carbonique, l'eau est agressive sur le territoire sauf pour l'unité de production du SEBA au Pont-de-Veyrières.



Qualité bactériologique moyenne par unité de distribution (bilan 2014-2016, ARS)

Qualité des eaux distribuées en 2019



Qualité bactériologique moyenne par unité de distribution (2019, ARS)

Incidences sur le document d'urbanisme

Les projets d'aménagement proposés devront rester compatibles avec la protection de l'alimentation en eau potable.

Le rapport de présentation devra analyser l'impact des projets d'aménagement, conformément à l'article R.151-1 3° du code de l'urbanisme qui précise que le rapport de présentation doit évaluer les incidences des orientations du document d'urbanisme sur l'environnement et donc la ressource en eau.

Concernant les captages sans périmètre de protection, en l'absence de rapport hydrogéologique, il est recommandé de classer en zone naturelle les captages et leur proximité (rayon de 500 m à l'amont).

Concernant les captages avec périmètre de protection et DUP, le rapport de présentation rappellera les prescriptions en matière d'urbanisme apportées par les arrêtés préfectoraux de DUP. Le règlement du PLUi en particulier, retranscrira leurs prescriptions. Le document graphique classera les périmètres de protection immédiate et rapprochée en zone N, les zones de protection seront figurées par une trame renvoyant aux prescriptions de protection dans le règlement écrit des zones concernées.

La servitude sera insérée dans les annexes du PLUi.

Concernant les captages privés, dans les zones non raccordées au réseau public, l'alimentation en eau doit être conforme aux normes sanitaires et protégée de tout risque de contamination. Afin de minimiser les risques, le document d'urbanisme ne créera pas de nouvelles zones constructibles dans les secteurs concernés, et, sauf justification particulière, interdira la construction d'habitations supplémentaires dans les secteurs concernés déjà bâtis.

2.4.1.7.3 Gestion des eaux usées

Sources : Site Internet de la communauté de communes Ardèche des Sources et Volcans, Diagnostic territorial de la communauté de communes Ardèche des Sources et Volcans, document provisoire du 27/09/2018

Concernant l'assainissement, le document d'urbanisme doit s'attacher en priorité à (extrait du Porter à Connaissance DDT07 - 2016) :

- Vérifier la capacité du système d'assainissement avec les hypothèses démographiques et économiques et les adapter si nécessaire ;
- Favoriser le développement de l'urbanisation dans les secteurs raccordables au réseau public d'assainissement afin de permettre la densité urbaine et une gestion mieux maîtrisée des rejets d'eau usées ;
- Limiter l'urbanisation dans les secteurs inaptes à l'assainissement non collectif et non raccordés au réseau d'assainissement.

Contexte réglementaire

Concernant l'assainissement, le document d'urbanisme doit démontrer la cohérence entre les projets d'aménagement et la politique d'assainissement projetée sur le territoire, formalisée par les Schémas Généraux d'Assainissement (SGA). Les SGA délimitent les zones raccordées à l'assainissement collectif et celles relevant d'un assainissement individuel, ils définissent et programment les aménagements à réaliser en tenant compte des prévisions démographiques, perspectives de développement de l'urbanisation, faisabilités techniques de l'assainissement collectif ou non...

La constructibilité des zones devra être définie en fonction des éléments techniques résumés dans la carte des filières adaptées aux contraintes des SGA. Il convient de vérifier que les nouveaux projets d'urbanisation et les zones constructibles qui en découlent sont cohérents avec les SGA. Si les projets doivent impliquer une modification du zonage d'assainissement (exemple : extension sur des zones non étudiées), celle-ci devra être conduite dans le cadre d'une modification du SGA concerné et nécessite par conséquent un complément d'étude.

D'une manière générale, afin de permettre la densité urbaine et une gestion mieux maîtrisée des

rejets d'eaux usées, le développement de l'urbanisation sera privilégié dans les secteurs raccordables au réseau public d'assainissement. En l'absence d'un tel réseau, dans le PLUi, les terrains pouvant être urbanisés au moyen d'un permis d'aménager seront classés en zone à urbaniser sous forme d'opération d'aménagement d'ensemble et le règlement écrit imposera la réalisation d'un système d'assainissement collectif de l'opération.

Avant toute création ou extension de zones constructibles desservies par le réseau d'assainissement des eaux usées, il est indispensable que la collectivité s'assure, soit par elle-même pour une gestion en régie, soit auprès du maître d'ouvrage de la STEP, que la capacité de la station et l'état du réseau communal sont suffisants pour absorber l'augmentation potentielle de la population et assurer l'assainissement des eaux usées des constructions existantes et à venir. Si la communauté de communes subit de fortes variations saisonnières de population, elle tiendra compte de la population estivale dans son évaluation.

Le rapport de présentation doit présenter les éléments d'appréciation suivants : charge polluante actuellement collectée et devant être collectée à l'échéance de réalisation du document d'urbanisme (selon le potentiel de constructions), capacité et état du réseau d'assainissement et des ouvrages pour absorber l'augmentation des raccordements en prévision.

De plus, il convient que le projet d'urbanisme tienne compte des prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 : il devra en particulier préserver les habitations et les établissements recevant du public des nuisances de voisinage et des risques sanitaires liés à l'implantation de la station d'épuration ou à son extension (distances minimales *non aedificandi* préconisées de 100 mètres).

Le règlement du PLUi précisera que le réseau public d'assainissement est réservé uniquement aux rejets domestiques.

Principes généraux des installations d'Assainissement Non Collectif

Les éléments suivants sont tirés du site du Ministère : <http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/tout-savoir-sur-l-assainissement-non-collectif-r56.html>, consulté le 23/03/2022

Composition d'une installation :

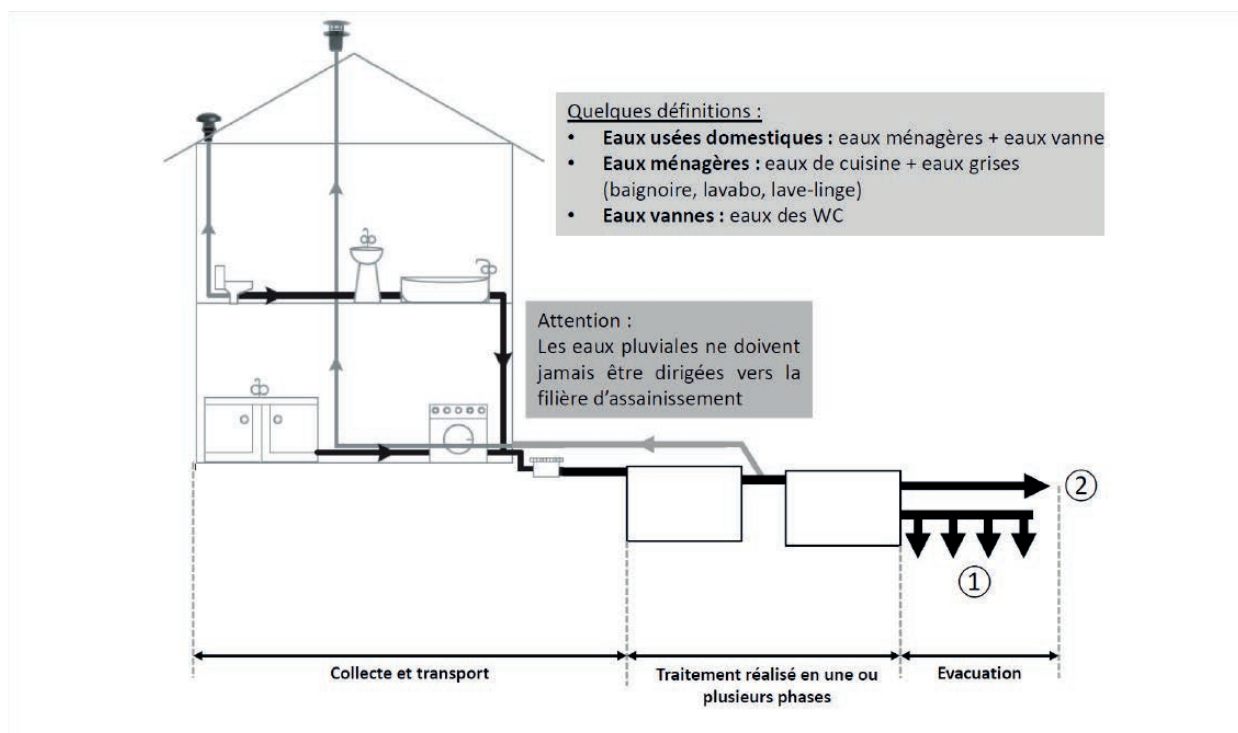
Une installation d'assainissement non collectif désigne toute installation d'assainissement assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées.

La collecte et le transport des eaux usées domestiques en sortie d'habitation sont réalisés par un dispositif de collecte (boîte, etc.) suivi de canalisations.

Le traitement des eaux usées est réalisé soit :

- dans le sol en place, ou un sol reconstitué avec traitement amont par fosse septique toutes eaux,
- par un dispositif de traitement agréé par le Ministère.

L'évacuation des eaux usées domestiques traitées est réalisée en priorité par infiltration (1) dans le sol et à défaut par rejet vers le milieu hydraulique superficiel (2) (cours d'eau, fosse...).



Choix de l'installation

Le choix d'une installation d'assainissement non collectif dépend des paramètres suivants :

- La taille de l'habitation : nombre de pièces principales.
- Les caractéristiques du site : surface disponible, limites de propriété, arbres, puits, cavités souterraines, passage de véhicules, emplacement de l'habitation, existence d'exutoires, superficiels (cours d'eau, fossé...), pente du terrain, sensibilité du milieu récepteur (site de baignade, cressonnière, périmètre de protection de captage...), servitudes diverses, etc.
- L'aptitude du sol à l'épuration : perméabilité, épaisseur de sol avant la couche rocheuse, niveau de remontée maximale de la nappe, etc.

Pour concevoir l'installation, il est vivement recommandé de se rapprocher d'une entreprise spécialisée dans ce domaine (installateurs, bureau d'études...).

Dimensionnement

Dans le cas de la maison individuelle, le nombre de pièces principales (PP) permet de définir la relation avec l'équivalent-habitant (EH), selon la formule $EH = PP$.

Dans les autres cas (gîtes, maisons d'hôtes...), il convient de se référer à une étude particulière pour définir la capacité d'accueil.

Les pièces principales sont celles définies dans l'article R111-1 et R111-10 du code de la construction et de l'habitation. En particulier on peut noter que : « un logement ou habitation comprend, d'une part, des pièces principales destinées au séjour ou au sommeil, éventuellement des chambres isolées et, d'autres part, des pièces de service, telles que cuisines, salles d'eau, cabinets d'aisance, buanderies, débarras, séchoirs, ainsi que, le cas échéant, des dégagements et des dépendances ».

Implantation

L'assainissement non collectif exige une surface minimale sur la parcelle en tenant compte des distances à respecter vis-à-vis de l'habitation, des limites de propriété, des arbres, des puits, etc.

Attention : Avant l'exécution des travaux, le projet d'installation d'assainissement non collectif devra avoir reçu un avis favorable du SPANC.

Une carte des annexes assainissement identifie les secteurs pouvant accueillir de l'assainissement collectif et non collectif, ainsi que les zones à futur aménagement.

Situation de l'assainissement par commune

Les données et analyses ci-après sont issues de la DDT dans le cadre du porter à connaissance de 2016, et complétées avec le retour des communes.

Concernant l'assainissement, les SGA en vigueur s'appliqueront toujours. Seules les communes de Péreyres et de Montpezat-sous-Bauzon ne disposent pas de SGA. En revanche, la commune de Montpezat dispose d'un zonage des secteurs d'assainissement non collectif. Les communes de Burzet, Prades, St-Cirgues-de-Prades et St-Pierre-de-Colombier disposent de SGA anciens (2000, 2009, 2011) et doivent le mettre à jour. La commune de Chirols dispose d'un SGA en cours de mise à jour.

Les discussions sont en cours avec le SEBA, gestionnaire du réseau, pour finaliser les travaux nécessaires à l'amélioration du réseau au plus vite.

COMMUNE	MAÎTRE D'OUVRAGE	STEP CAPACITÉ FILIÈRE	SGA	FONCTIONNEMENT	CHARGE MAXIMALE EN ENTRÉE ET EN CONFORMITÉ	BESOINS A VENIR*	OBSERVATION
Barnas	Commune	Centre-bourg : 120 EH avec possibilité de porter la capacité à 180 EH. Mise en service en 2016.	Oui mis à jour en 2016		100 EH, pas de suivi	207 hab. en 2016 224 hab. en 2032	10% des maisons de la commune pour l'instant branchées
Burzet	Commune	Centre-village : filtres plantés de roseaux 410 EH. Mise en service : 2010.	Oui en juin 2013	Bon fonctionnement du système. Problèmes d'eaux parasites. La station est environ à 50 % de son taux de charge.	226 EH, installations conformes en 2020 (DBO5 et DCO conformes)	397 hab. en 2016 413 hab. en 2032	Réseaux présentant des problèmes pertes et eaux parasites. Travaux d'amélioration des réseaux eaux usées à réaliser.
Chirols		A faire pour le centre-village	Oui en cours de mise à jour		Pas d'installation	249 hab. en 2016 270 hab. en 2032	Pas d'assainissement collectif à ce jour.
Fabras			Non		Pas d'installation	409 hab. en 2016 443 hab. en 2032	Pas d'assainissement collectif à ce jour hormis 3 semi collectifs (comptant de 3 à 7 maisons raccordées, aux Soulhets, Pont de la Vigne et Chareyre).

* Attention : la donnée ne traduit pas la réalité puisqu'une seule station ne gère pas l'assainissement strict de toute la population et le nombre d'habitants ne traduit pas le nombre d'habitations. En outre, l'ANC complètera les systèmes collectifs. Cette donnée n'est donc qu'informatrice.

COMMUNE	MAÎTRE D'OUVRAGE	STEP CAPACITÉ FILIÈRE	SGA	FONCTIONNEMENT	CHARGE MAXIMALE EN ENTRÉE ET EN CONFORMITÉ	BESOINS A VENIR*	OBSERVATION
Jaujac « La Prades » (village de Jaujac)	Commune	Lit bactérien d'une capacité de 1 500 EH. Mise en service 1978 avec réfection de certains éléments depuis cette date.	Oui en cours de révision	Globalement bon fonctionnement du système. Problèmes importants d'eaux parasites. Des travaux ont déjà été réalisés sur le réseau et d'autres sont en cours conformément au diagnostic réseau eaux usées validé en 2019.	434 EH, installations conformes en 2020 (DBO5 et DCO conformes)	1 207 hab. en 2016 1 306 hab. en 2032	Compte tenu du nombre de raccordements (maisons du bourg) ainsi que maison de retraite et centres de vacances Bobigny et Bastide, la capacité nominale est dépassée l'été. La commune ne doit pas procéder à de nouveaux raccordements. Enjeux baignade à l'aval.
Jaujac « Le Chambon » (hameau du Chambon)	Commune	Filtres plantés de roseaux d'une capacité de 180 EH. Mise en service 2011.	Oui en cours de révision	Bon fonctionnement du système. La capacité n'est pas dépassée.	100 EH, pas de suivi depuis 2018 ; installations conformes en 2018 (DBO5 et DCO conformes)		Raccordement sur cette station du hameau de Le Chambon et du camping Le Chasselouve (inexploité actuellement).
Pont-de-Labeaume, Lalevade et Prades		Boues activés d'une capacité de 2 650 EH. Mise en service : 1994. Les communes de Pont-de-Labeaume, Lalevade et Prades sont raccordées sur cette station ainsi qu'un quartier de Vals les bains.	Pont-de-Labeaume : non ; Prades : oui en cours de révision	Bon fonctionnement de la station. Toutefois, le principal problème de ce système d'assainissement réside dans l'état de ses réseaux. La charge hydraulique en entrée de station est en moyenne annuelle toujours assez largement supérieure au débit de référence.	6 253 EH, installations non conformes mais DBO5 et DCO conformes en 2020	2 912 hab. en 2016 3 199 hab. en 2032	Les travaux engagés par le SEBA afin de réduire les apports d'eaux parasites, ainsi que les travaux que la commune de Prades va engager (réhabilitation de collecteurs d'eaux usées situés sous la départementale 19) devraient se traduire par une amélioration globale de ce système d'assainissement.

COMMUNE	MAÎTRE D'OUVRAGE	STEP CAPACITÉ FILIÈRE	SGA	FONCTIONNEMENT	CHARGE MAXIMALE EN ENTRÉE ET EN CONFORMITÉ	BESOINS A VENIR'	OBSERVATION
La Souche	Commune	Centre-village : filtres plantés de roseaux d'une capacité de 400 EH. Mise en service en 2016.	Oui, 2017		187 EH, installations conformes en 2020 (DBO5 et DCO conformes)	368 hab. en 2016 399 hab. en 2032	
Mayres		Centre-village : filtre à sable de 250 EH. Mise en service en 2006.	Oui, 2017	Le rejet est souvent de qualité moyenne au vu des résultats d'analyses.	250 EH, installations conformes en 2020 (DBO5 et DCO conformes)	261 hab. en 2016 283 hab. en 2032	Problème de conception et de filière. Il faut limiter les raccordements.
Meyras Bourg	SEBA	Boues activées 600 EH. Mise en service en 1986.	Non	Bon fonctionnement la charge maximale ne dépasse pas 500 EH.	270 EH, installations conformes en 2020 (DBO5 et DCO conformes)	953 hab. en 2016 1 062 hab. en 2032	Cette installation arrive à 30 ans de fonctionnement. Des améliorations vont être mises en place par le SEBA.
Meyras Neyrac	SEBA	Lit bactérien de 400 EH. Mise en service en 1997 pour une partie et plus ancienne pour l'autre.	Non	Fonctionnement très moyen. La charge maximale est dépassée lors du fonctionnement des thermes.	95 EH, installations non conformes, mais DBO5 et DCO conformes en 2020		Cette installation est dépassée. Il y a un problème récurrent en provenance des thermes de Neyrac (eaux parasites, à coups hydrauliques, charges importantes). Il n'est pas possible d'accepter de nouveaux raccordements. Le maître d'ouvrage doit envisager le renouvellement de cet ouvrage.
Meyras Le Plot	SEBA	Filtres plantés de roseaux 350 EH. Mise en service en 2014.	Non	Au vu des premiers résultats d'analyses le fonctionnement est bon.	38 EH, installations conformes en 2020 (DBO5 et DCO conformes)		A priori pour l'instant il y a peu de raccordements réalisés, concerne les quartiers de Champagne et des Plots.

COMMUNE	MAÎTRE D'OUVRAGE	STEP CAPACITÉ FILIÈRE	SGA	FONCTIONNEMENT	CHARGE MAXIMALE EN ENTRÉE ET EN CONFORMITÉ	BESOINS A VENIR'	OBSERVATION
Montpezat Le Bourg	Commune	Filtres plantés de roseaux de 1 200 EH. Mise en service : 2006.	Oui	Bon fonctionnement la charge maximale ne dépasse pas 600 EH.	193 EH, installations conformes en 2020 (DBO5 et DCO conformes)	855 hab. en 2016 889 hab. en 2032	
Montpezat Le Faud	Commune	Filtres plantés de roseaux 80 EH. Mise en service : 2004.	Oui	Bon fonctionnement la charge maximale ne dépasse pas 50 EH.	8 EH, pas de suivi depuis 2018 ; installations conformes en 2018 (DBO5 et DCO conformes)		
Péreyres			Non		Pas d'installation	50 hab. en 2016 54 hab. en 2032	Pas d'assainissement collectif à ce jour.
Saint-Cirgues-de-Prades					Pas d'installation	140 hab. en 2016 151 hab. en 2032	Pas d'assainissement collectif à ce jour.
St-Pierre-de-Colombier	Commune	Filtres plantés de roseaux 260 EH. 95 abonnés environ toute l'année, utilisée qu'à 35% de son potentiel. Mise en service : 2012	Oui	Bon fonctionnement. La charge maximale ne dépasse pas 200 EH pendant une courte période l'été.	200 EH, installations conformes en 2020 (DBO5 et DCO conformes)	412 hab. en 2016 310 hab. en 2032	
Thueyts	Commune	Nouvelle unité de 1 980 EH (installation en 2017).	Oui		973 EH, installations conformes en 2020 (DBO5 et DCO conformes)	1 207 hab. en 2016 1 400 hab. en 2032	

Les communes de Chirols, Fabras, Péreyres et Saint-Cirgues-de-Prades ne sont pas équipées de STEP. Pour les autres communes, les STEP sont généralement raccordées aux réseaux d'eau usées des villages. Elles fonctionnent toutes bien et semblent avoir des capacités suffisantes pour accueillir de nouveaux branchements. Seule la station de Neyrac-les-Bains enregistre des rejets de mauvaise qualité et doit être remplacée. La plupart des hameaux et habitats isolés sont en assainissement non collectif, les habitations doivent s'équiper d'un dispositif individuel d'assainissement.

Quatre communes de la communauté de communes disposent d'un assainissement collectif et non collectif géré par le SEBA : Fabras, Lalevade-d'Ardèche, Meyras, Pont-de-Labeaume.

Le traitement des eaux pluviales et des ruissellement

La gestion des eaux pluviales permet :

- Une limitation du risque inondation (limitation de l'ampleur des crues) ;
- Une limitation de la pollution des milieux (maîtrise rejets) ;
- Une amélioration de l'assainissement (meilleur fonctionnement des STEP) ;
- D'anticiper les conséquences du changement climatique.

La maîtrise des eaux pluviales, rappelée par la loi sur l'eau de 1992, constitue une préoccupation à intégrer dans les choix de développement urbain, tant pour la gestion des risques d'inondation par ruissellement urbain, que pour la prévention des pollutions.

Le zonage pluvial est défini aux articles L.2224-10 du code général des collectivités territoriales et L.151-24 du code de l'urbanisme. C'est un volet du SGA permettant la maîtrise des ruissellements et la prévention de la dégradation des milieux aquatiques.

Dans sa disposition 5A-04 « éviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées », le SDAGE Rhône Méditerranée 2016-2021 fixe 3 objectifs généraux :

- Limiter l'imperméabilisation nouvelle des sols : cet objectif doit devenir une priorité, notamment pour les documents d'urbanisme en amont de l'ouverture des zones à l'urbanisation ;
- Réduire l'impact des nouveaux aménagements : tout projet doit viser la transparence hydraulique de son aménagement vis-à-vis du ruissellement des eaux pluviales en favorisant l'infiltration ou la rétention à la source ;
- Désimperméabiliser l'existant : le SDAGE incite à ce que les documents d'urbanisme (SCoT, PLUi, PLU) prévoient en compensation de l'ouverture de zones à l'urbanisation, la désimperméabilisation de surfaces déjà aménagées.

Des règles visant ces 3 objectifs et adaptées aux conditions techniques locales sont définies en ce sens dans les documents d'urbanisme.

Incidences sur le document d'urbanisme :

Le document d'urbanisme devra expliquer comment la gestion des eaux pluviales est assurée. Il pourra s'avérer nécessaire que la communauté de communes fasse réaliser une étude diagnostique des eaux pluviales pour établir les équipements ou aménagements à programmer afin de les prendre en compte dans le document d'urbanisme.

Synthèse des enjeux :

- **Vérifier les capacités des STEP ou les possibilités d'assainissement individuel** conformes avant toute ouverture à l'urbanisation (maintenir le contrôle sur les rejets des stations d'épuration et poursuivre le renouvellement des réseaux pour limiter les intrusions d'eaux pluviales, réaliser le contrôle, la mise aux normes et le suivi périodique de toute installation d'assainissement individuel) ;
- **Assurer la gestion des eaux pluviales** dans chaque aménagement programmé.

2.4.2 Milieu naturel

2.4.2.1 Les zones naturelles remarquables

2.4.2.1.1 Les sites réglementaires

Sources : DREAL Auvergne - Rhône-Alpes ; Commission Européenne ; Diagnostic territorial de la Communauté de Communes Ardèche des Sources et Volcans, document provisoire du 27/09/2018 ; Fiche INPN ; DOCOB des ZSC FR 8201670, FR 8201666 et FR8201664

Le réseau Natura 2000 - Périmètres INPN

L'Union Européenne a choisi d'agir pour la conservation de la biodiversité en s'appuyant sur un réseau cohérent d'espaces désignés pour leur richesse particulière. Ce réseau Natura 2000 abrite des habitats naturels d'intérêt communautaire ou habitats d'espèces animales ou végétales participant à la richesse biologique du continent européen.

Le réseau écologique européen Natura 2000 se compose de deux types de sites :

- Zone de Protection Spéciale (ZPS) : elle applique les orientations de la Directive Oiseaux 2009/147/CE du 30 novembre 2009 ;
- Zone Spéciale de Conservation (ZSC) : elle applique les orientations de la Directive Habitats, faune, flore 92/43/CEE du 21 mai 1992.

Les ZPS visent à assurer une protection de toutes les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen. Elles imposent aux États membres l'interdiction de les tuer ou de les capturer intentionnellement, de détruire ou d'endommager leurs nids, de ramasser leurs œufs dans la nature, de les perturber intentionnellement ou de les détenir (exception faite des espèces chassables).

Les Sites ou propositions de Site d'Importance Communautaire (SIC/pSIC) qui deviennent ZSC par arrêtés ministériels sont des sites sélectionnés, sur la base des propositions des États membres, par la Commission Européenne pour intégrer le réseau Natura 2000 en application de la directive « Habitats, faune, Flore ». La liste nominative de ces sites est arrêtée par la Commission Européenne pour chaque région biogéographique.

La communauté de communes est concernée par 3 sites Natura 2000 de type ZSC (Zone Spéciale de Conservation) répertoriés par l'Inventaire National du Patrimoine (INPN) et dont les périmètres sont validés par arrêtés ministériels.

Ces sites, ainsi que ceux présents dans un rayon de 5 km autour de la CCASV, sont présentés dans le tableau suivant.

CODE DU SITE	TYPE DE SITE	NOM DU SITE	LOCALISATION	SUPERFICIE TOTALE (HA)	SUPERFICIE SUR LE TERRITOIRE (HA)
FR 8201670	ZSC	Cévennes ardéchoises	Sur le territoire	1749	418
FR 8201666	ZSC	Loire et ses affluents	Sur le territoire	1315	436
FR8201664	ZSC	Secteurs des Sucs	Touche le territoire au nord-ouest	905	< 1
FR8201665	ZSC	Allier et ses affluents	Environ 2,6 km à l'ouest de Mayres	880	0
FR8202007	pSIC	Vallées de la Beaume et de la Drobie	Environ 300 m au sud de Jaujac et La Souche	7965	0

Les périmètres des sites Natura 2000 issus de l'INPN sont présentés dans la figure « Réseau écologique Natura 2000 de l'INPN sur le territoire de la communauté de communes ».

Description de la ZSC « Cévennes ardéchoises » présente sur le territoire intercommunal :

Description générale :

Les Cévennes ardéchoises regroupent quatre zones. Le Nord des Cévennes est une zone de chaos entre schistes primaires des Cévennes et granites gneissiques du Tanargue. En forêt de Fontolière, les coulées de basalte offrent l'intérêt géologique des formations en prismes, type « chaussée de géant ». Le climat, bien qu'un peu moins froid que sur le mont Mézenc, est néanmoins rendu particulièrement rude par l'amplitude des écarts de température et les précipitations parfois très violentes. La végétation est essentiellement forestière, que ce soit en mélange de pins à crochets et chênes verts ou en hêtraie-sapinière ou encore en chênaie blanche. Le Sud-est est une zone sédimentaire relativement moins tourmentée : collines et plaines creusées par la Beaume, la Drobie, le Chassezac et l'Ardèche. Une autre scission Est/Ouest sépare la haute Cévenne (500 à 1000 m, à l'Ouest) de la basse Cévenne (150 à 500 m, à l'Est). Le site est localisé sur 2 domaines biogéographiques : 19% pour le domaine méditerranéen et 81% pour le domaine continental.

Habitats - Faune - Flore :

Le formulaire standard de données du site met en évidence la présence de 13 habitats d'intérêt communautaire, dont 3 prioritaires. Ils se répartissent comme suit :

- 3 habitats forestiers, dont 2 prioritaires ;
- 3 habitats liés aux rivières, milieux humides et tourbières, dont 1 prioritaire ;
- 4 habitats de landes et prairies, dont 2 prioritaires ;
- 3 habitats liés aux milieux rocheux.

La répartition surfacique des habitats du site est présentée dans le tableau suivant.

CLASSES D'HABITATS		COUVERTURE
Forêts caducifoliées	65%	866 ha
Landes, broussailles, recrûs, maquis et garrigues, Phrygana (sorte de garigue)	10%	133,2 ha
Marais (végétation de ceinture), bas-marias, Tourbières	8%	106,56 ha
Forêts sempervirentes non résineuses	6%	80 ha
Pelouses sèches, steppes	4%	53,3 ha
Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées	4%	53,3 ha
Eaux douces intérieures (eaux stagnantes, eaux courantes)	3%	40 ha
Rochers intérieurs, éboulis rocheux, dunes intérieures, neige ou glace permanente	< 1 %	-
TOTAL	100 %	1 332 ha

Les inventaires conduits lors de la désignation du site ont permis de dresser une liste de 19 espèces d'intérêt communautaire de l'annexe II de la directive « Habitats - Faune - Flore ».

Ces espèces se répartissent comme suit :

- 6 mammifères, dont 4 chauves-souris (dont le Murin à oreilles échancrées) et 2 mammifères aquatiques (Loutre d'Europe et Castor d'Europe) ;
- 5 poissons (dont le Barbeau méridional) ;
- 5 insectes : 3 coléoptères et 2 papillons (dont le Damier de la Succise) ;
- 1 amphibien : le Sonneur à ventre jaune ;
- 1 crustacé : l'Écrevisse à pieds blancs ;
- 1 plante : la Buxbaumie verte.

Description de la ZSC « Loire et ses affluents » présente sur le territoire intercommunal :

Description générale :

La Loire et ses affluents forment un réseau hydrographique complexe. Les faibles dénivelés augmentent la surface des innombrables zones tourbeuses en tête de bassin. Les milieux tourbeux, particulièrement bien représentés ici, sont des habitats originaux avec un cortège typique d'espèces de mousses, fougères, plantes à fleurs, mais aussi d'amphibiens, reptiles, papillons, libellules. Outre leur intérêt patrimonial, les tourbières par leur pouvoir de rétention d'eau participent à la régulation des débits des cours d'eau.

Habitats - Faune - Flore :

Le formulaire standard de données du site met en évidence la présence de 9 habitats d'intérêt communautaire, dont 2 prioritaires. Ils se répartissent comme suit :

- 4 habitats liés aux rivières, milieux humides et tourbières, dont 2 prioritaires ;
- 2 habitats de landes et prairies ;
- 3 habitats liés aux milieux rocheux et éboulis.

La répartition surfacique des habitats du site est présentée dans le tableau suivant.

CLASSES D'HABITATS		COUVERTURE
Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées	45%	592 ha
Landes, broussailles, recrûs, maquis et garrigues, Phrygana	20%	263 ha
Marais (végétation de ceinture), bas-marias, Tourbières	20%	263 ha
Eaux douces intérieures (eaux stagnantes, eaux courantes)	10%	131,5 ha
Forêts caducifoliées	5%	66 ha
TOTAL	100 %	1 315 ha

Les inventaires conduits lors de la désignation du site ont permis de lister 8 espèces d'intérêt communautaire de l'annexe II de la directive « Habitats - Faune - Flore ». Ces espèces se répartissent comme suit :

- 1 mammifère aquatique : la Loutre d'Europe ;
- 1 poisson : le Chabot commun ;
- 1 insecte : le Damier de la Succise ;
- 1 amphibien : le Sonneur à ventre jaune ;
- 1 crustacé : l'Écrevisse à pieds blancs ;
- 3 plantes (dont la Buxbaumie verte).

Description de la ZSC « Secteurs des succs » présente sur le territoire intercommunal :

Description générale :

Le secteur des Succs est une dalle rocheuse avec des pointes de roche volcanique et des éboulis phonolithiques. Le plus haut des succs est le Mont Mézenc qui culmine à 1 754 m, c'est l'un des secteurs les plus arrosés d'Ardèche. Son adret est caractérisé par un climat méditerranéen l'été et alpin l'hiver. Les formations caractéristiques des succs sont dans l'ensemble plutôt sèches. Le paysage est une mosaïque de pelouses, landes, hêtraies et éboulis siliceux, avec parfois des sources (sources de la Loire) et des tourbières. Le site est riche en espèces pyrénéennes, alpines et en espèces que l'on ne trouve que dans cette région restreinte ou presque (endémiques et subendémiques). Richesse d'autant plus remarquable que le secteur des Succs est l'une des rares stations d'espèces alpines située à l'Ouest du Rhône. On y trouve aussi l'une des rares stations du Massif central pour le Merle à plastron, et on observe la nidification de nombreux rapaces rupestres.

Habitats - Faune - Flore :

Le formulaire standard de données du site met en évidence la présence de 9 habitats d'intérêt communautaire, dont 1 prioritaire. Ils se répartissent comme suit :

- 5 habitats de landes et prairies, dont 1 prioritaire ;
- 3 habitats liés aux milieux rocheux et éboulis ;
- 1 habitat forestier.

La répartition surfacique des habitats du site est présentée dans le tableau suivant.

CLASSES D'HABITATS		COUVERTURE
Forêts caducifoliées	40%	362 ha
Rochers intérieurs, éboulis rocheux, dunes intérieures, neige ou glace permanente	35%	317 ha
Landes, broussailles, recrûs, maquis et garrigues, Phrygana	10%	90,5 ha
Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées	10%	90,5 ha
Pelouses sèches, steppes	5%	45 ha
TOTAL	100 %	905 ha

Les inventaires conduits lors de la désignation du site ont permis de recenser une espèce d'intérêt communautaire de l'annexe II de la directive « Habitats - Faune - Flore ». Il s'agit de la Buxbaumie verte.

Le réseau Natura 2000 - Périmètres INPN

Lors de leur élaboration, les Documents d'Objectifs (DOCOB) des 3 sites ZSC situés sur la communauté de communes ont établis des périmètres de gestion des sites Natura 2000, approuvés par arrêtés préfectoraux. Ces périmètres issus des DOCOB sont anciens et diffèrent de ceux actuellement présentés par l'INPN (données « officielles »).

Les périmètres des sites Natura 2000 issus des DOCOB sont présentés dans la figure «Figure 47 - Réseau écologique Natura 2000 selon les DOCOB sur le territoire de la Communauté de Communes», page 107.

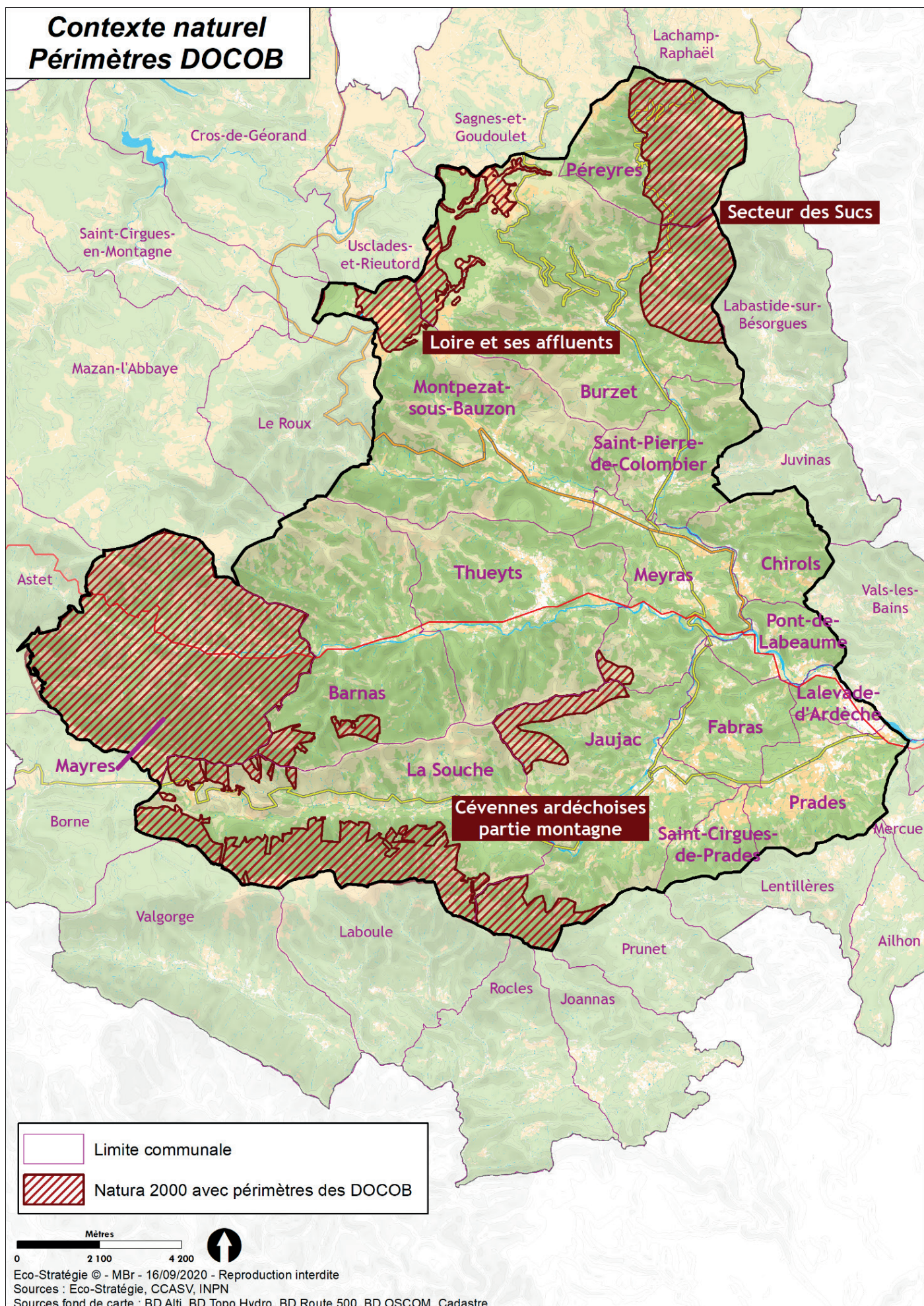
Les Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope (APPB)

Les APPB s'appliquent sur des milieux naturels peu exploités par l'homme et abritant des habitats et des espèces faunistiques et floristiques à forte valeur patrimoniale et protégées au titre des articles L.411-1 et L.411-2 du code de l'environnement. L'instauration d'un tel statut sur un site a pour objectif de prévenir la disparition des espèces protégées en fixant des mesures de conservation.

Aucun APPB n'est présent sur la CCSAV.

L'APPB « Rivière Ardèche » (FR3800416), le plus proche de la CCSAV, est situé à environ 7 km à l'Est de Prades.





Réseau écologique Natura 2000 selon les DOCOB sur le territoire de la communauté de communes

2.4.2.1.2 Les sites naturels d'inventaires patrimoniaux

Source : DREAL Auvergne - Rhône-Alpes, Diagnostic territorial de la Communauté de Communes Ardèche des Sources et Volcans, document provisoire du 27/09/2018 ; Fiche INPN

Les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

Les différents inventaires du patrimoine naturel permettent de mettre en évidence les espaces écologiquement riches, présentant un intérêt régional voire national. Des inventaires ont été menés pour délimiter les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF). Dans ces zones, il importe de respecter les grands équilibres écologiques en tenant compte notamment du domaine vital de la faune sédentaire ou migratrice.

On distingue deux types de ZNIEFF :

- Les ZNIEFF de type I sont des secteurs de grand intérêt biologique ou écologique ;
- Les ZNIEFF de type II sont de grands ensembles naturels riches ou peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes.

La CCASV est concernée par 16 ZNIEFF de type I et 6 ZNIEFF de type II.

NOM DU SITE (CODE)	SUPERFICIE TOTALE EN HA (DONT SUR LE TERRITOIRE, EN HA)	HABITATS DÉTERMINANTS	ESPÈCES DÉTERMINANTES
ZNIEFF I			
Adrets de la Farre (820030075)	294 (293,5)	-	1 crustacé, 5 oiseaux, 6 végétaux supérieurs
Tourbière du Savoyard, plaine des rochers d'Astet, serres de la Pierre Plantée et de Berland (820030076)	1 222 (676,5)	5 habitats de landes, pelouses et prairies ; 3 habitats de milieux humides et tourbières ; 1 habitat rocheux/éboulis ; 1 habitat forestier	1 amphibien, 3 papillons, 5 libellules, 17 oiseaux, 2 reptiles, 32 végétaux supérieurs, 3 végétaux inférieurs
Sources de l'Ardèche (820030079)	389 (2,7)	3 habitats de landes et pelouses ; 2 habitats de milieux humides et tourbières	1 amphibien, 1 papillon, 2 mammifères, 3 libellules, 9 oiseaux, 1 reptile, 1 mousse, 18 végétaux supérieurs, 9 végétaux inférieurs
Massif du Tanargue (820030095)	4 732 (1 004,7)	8 habitats de landes, pelouses et prairies ; 3 habitats forestiers ; 3 habitats de milieux humides et tourbières	1 amphibien, 1 mousse, 2 papillons, 3 mammifères, 22 oiseaux, 48 végétaux supérieurs
Rocher d'Abraham et crêts de la Chavade (820030103)	3 593 (2 780)	6 habitats de landes, pelouses et prairies ; 3 habitats de milieux humides et tourbières ; 3 habitats forestiers ; 1 habitat rocheux/éboulis	1 amphibien, 1 mousse, 3 papillons, 3 mammifères, 4 libellules, 25 oiseaux, 3 reptiles, 46 végétaux supérieurs, 8 végétaux inférieurs
Tourbières et prairies humides de Goudoulet, lac Ferrand (820030979)	494 (476,6)	4 habitats de milieux humides et tourbières ; 1 habitat forestier	1 amphibien, 5 papillons, 1 mammifère, 1 libellule, 4 oiseaux, 14 végétaux supérieurs, 2 végétaux inférieurs

NOM DU SITE (CODE)	SUPERFICIE TOTALE EN HA (DONT SUR LE TERRITOIRE, EN HA)	HABITATS DÉTERMINANTS	ESPÈCES DÉTERMINANTES
Ruisseau du Libones, cours inférieur de la rivière de la Bourges (820030899)	60 (54,9)	-	1 amphibien, 1 mousse, 1 crustacé, 1 mammifère, 1 libellule, 7 végétaux supérieurs
Coupe de Jaujac et ruisseau des Salindres (820030901)	85 (85)		1 crustacé, 1 libellule, 1 végétal supérieur
Ruisseau du Bosc (820030904)	21 (21)		1 crustacé, 2 végétaux supérieurs
Haute-vallée de l'Ardèche (820030907)	540 (496,8)		1 amphibien, 1 crustacé, 2 mammifères, 2 libellules, 3 oiseaux, 1 poisson, 1 reptile, 12 végétaux supérieurs
Haute vallée de la Fontolière (820030908)	557 (370,2)		1 mammifère, 5 oiseaux, 5 végétaux supérieurs
Ruisseau de la Fontolière (820030909)	116 (89,4)		2 amphibiens, 1 crustacé, 1 mammifère, 5 végétaux supérieurs
Ruisseaux des affluents de la haute Ardèche (820030910)	9 (9)		1 crustacé, 2 végétaux supérieurs
Ray Pic, rochers et rivière de la Bourges (820030911)	601 (531,7)		1 amphibien, 1 mousse, 1 crustacé, 1 mammifère, 1 libellule, 3 oiseaux, 9 végétaux supérieurs
Ruisseau du Rieusset (820030924)	30 (29,5)		1 crustacé
Thueyts (820030925)	31 (30,8)		2 végétaux supérieurs
ZNIEFF II			
Haut bassin de la Loire et plateau ardéchois (820002685)	28 355 (1 225,3)		6 amphibiens, 1 crustacé, 7 papillons, 3 mammifères, 12 libellules, 32 oiseaux, 2 poissons, 2 reptiles, 55 végétaux supérieurs, 14 végétaux inférieurs
Serres et adrets de la haute vallée de l'Ardèche (820003417)	4 828 (3 419,4)		1 amphibien, 1 crustacé, 3 papillons, 5 libellules, 20 oiseaux, 2 reptiles, 33 végétaux supérieurs, 3 végétaux inférieurs
« Serres » Cévenols autour du Tanargue (820003420)	7 856 (1 983)		1 amphibien, 1 mousse, 1 crustacé, 2 papillons, 3 mammifères, 12 libellules, 22 oiseaux, 1 poisson, 3 reptiles, 49 végétaux supérieurs, 11 végétaux inférieurs

NOM DU SITE (CODE)	SUPERFICIE TOTALE EN HA (DONT SUR LE TERRITOIRE, EN HA)	HABITATS DÉTERMINANTS	ESPÈCES DÉTERMINANTES
Hauts bassins de l'allier et de l'Ardèche (820030065)	17 943 (26,4)		2 amphibiens, 1 bryophyte, 4 lépidoptères, 4 mammifères, 7 odonates, 32 oiseaux, 2 poissons, 3 reptiles, 52 phanérogames, 11 ptéridophytes
« Serres » séparant la haute vallée de l'Ardèche et celle du Lignon (820030077)	6 971 (6 046,3)		1 amphibien, 1 mousse, 3 papillons, 3 mammifères, 4 libellules, 25 oiseaux, 3 reptiles, 47 végétaux supérieurs, 8 végétaux inférieurs
Ligne de crête de Mezilhac au col de l'Escrinet (820031012)	6 131 (376,3)		2 amphibiens, 2 mousses, 2 papillons, 3 libellules, 19 oiseaux, 2 reptiles, 37 végétaux supérieurs, 2 végétaux inférieurs

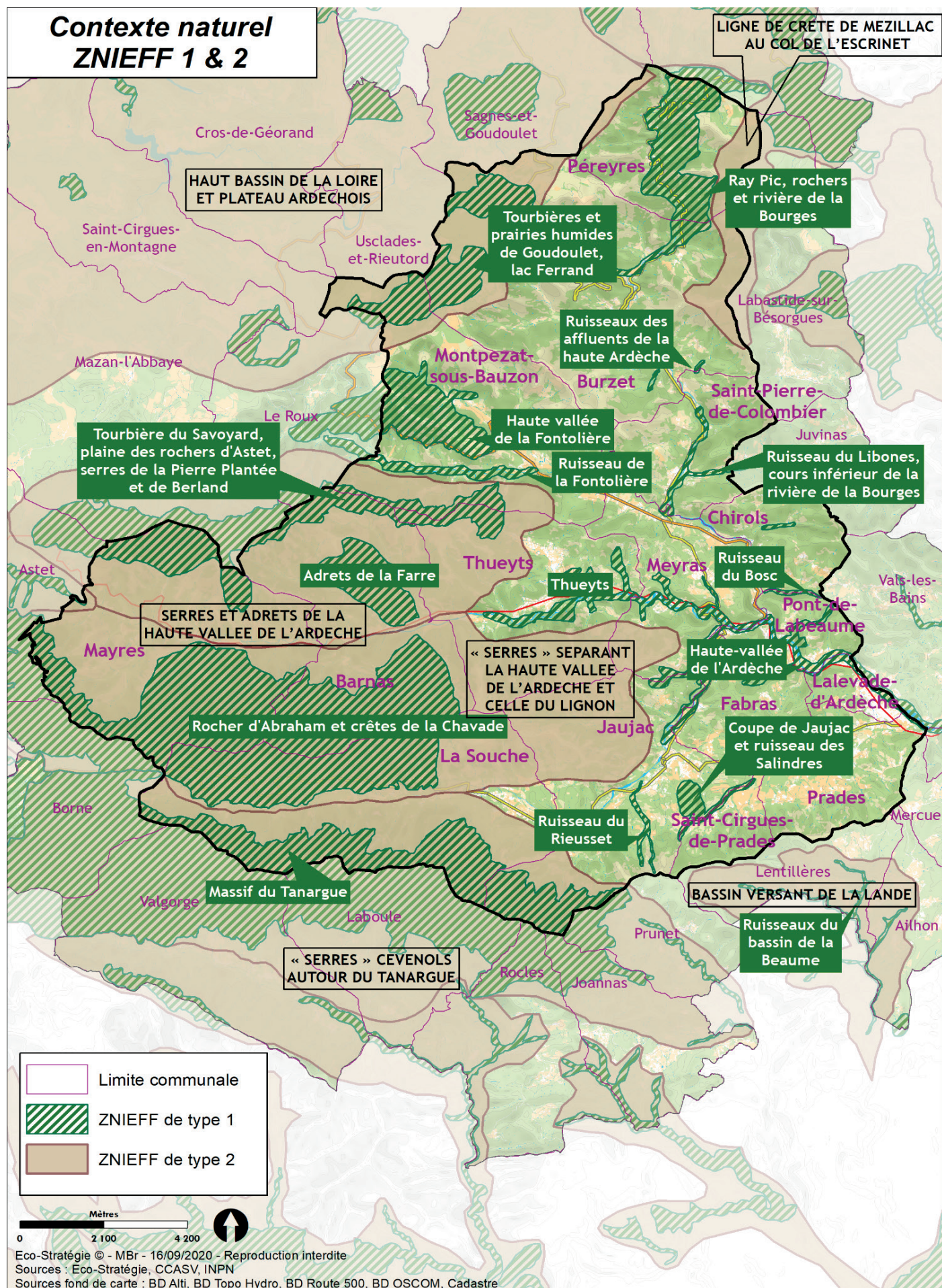
N.B. : Les données sont tirées des formulaires standards de données (fiches FSD) de l'INPN

Les Zones d'Importance pour la Conservation des Oiseaux (ZICO)

De la même manière que les ZNIEFF, les ZICO correspondent à une portion de territoire présentant un intérêt pour la conservation de plusieurs espèces d'oiseaux.

Aucune ZICO n'est présente sur le territoire de la CCASV.

La ZICO « Col de l'Escrinet », qui est la plus proche de la CCASV, est située à environ 2,1 km à l'est de Péreyres.



Réseau écologique de ZNIEFF sur le territoire de la communauté de communes

2.4.2.1.3 Les sites gérés

Sources : Conseil Départemental de l'Ardèche ; Conservatoire des Espaces Naturels de Rhône-Alpes.

Les Espaces Naturels Sensibles (ENS)

Un Espace Naturel Sensible (ENS) est un site remarquable, d'intérêt collectif et patrimonial, reconnu pour ses qualités écologiques, géologiques ou paysagères. Le département de l'Ardèche a défini 16 sites en ENS pour une couverture d'environ 45% du département. Les ENS restent des périmètres de travail et d'observation, sur lesquels il ne s'applique pas de réglementation particulière.

La CCASV est concernée par un ENS « Massif de Tanargue et gorges de la Borne », dont une partie est située en limite sud du territoire (communes de Jaujac et La Souche ; cf. «Figure 49 - Localisation des sites du CEN, des ENS et des réserves biologiques sur le territoire de la Communauté de Communes», page 115.)

Description de l'ENS « Massif de Tanargue et gorges de la Borne » présent sur le territoire intercommunal :

Ce site d'une surface totale de 6 480 ha concerne les communes de Jaujac et de La Souche (et hors de la communauté de communes : Borne, Joannas, Laboule, Loubaresse, Prunet, Rocles, St-Laurent-les-Bains). On y retrouve des pelouses situées à plus de 1 500 m d'altitude, des hêtraies sénescents ou encore des tourbières et zones humides. On peut noter des actions de réintroduction du Grand tétras depuis 2015 par le PNR des Monts d'Ardèche.

Les principaux enjeux du site sont :

- Conservation et restauration des pelouses d'altitude ;
- Maintien de la dernière estive collective d'Ardèche (750 ha) ;
- Conservation de vieilles hêtraies sapinières en libre évolution ;
- Préservation des tourbières ;
- Préservation de la rivière et de la faune associée ;
- Conciliation des activités socioéconomiques de pleine nature (randonnée, canyoning, ski, loisirs motorisés, chasse) et de la préservation des milieux naturels.

Les sites du Conservatoire des Espaces Naturels (CEN) de Rhône-Alpes

Les CEN ont pour mission la sauvegarde des milieux naturels les plus remarquables pour leur faune, leur flore, leurs qualités paysagère ou géologique. Leurs priorités d'intervention portent sur la préservation des sites les plus menacés, la sauvegarde des milieux humides les plus remarquables (mares, étangs, tourbières, prairies, etc.), ainsi que la protection et la gestion de milieux naturels variés abritant des espèces rares.

Leurs axes de travail sont les suivants :

- La connaissance des espèces et des milieux ;
- La préservation par la maîtrise foncière et la maîtrise d'usage ;
- La gestion ;
- L'ouverture au public, l'information et l'animation.

La CCASV est concernée par un site du CEN « Tourbières de la Verrerie, du Font de l'Aigle et de Prat sauvage » sur la commune de Burzet (cf. «Figure 49 - Localisation des sites du CEN, des ENS et des réserves biologiques sur le territoire de la Communauté de Communes», page 115).

Description du site du CEN « Tourbières de la verrerie, du Font de l'Aigle et de Prat sauvage » présent sur le territoire intercommunal :

Ce site est présent sur le plateau ardéchois à environ 1 260 mètres d'altitude, et couvre une surface de 12,3 ha sur la CCASV.

L'enjeu global du site est de préserver les tourbières. Les objectifs de son plan de gestion pour la période 2014-2021 sont les suivants :

- Conserver des milieux humides fonctionnels : maintenir et restaurer les habitats tourbeux, améliorer la fonctionnalité des cours d'eau ;
- Conserver des milieux agropastoraux de qualité : maintenir et préserver les milieux ouverts ;
- Conserver des milieux forestiers de qualité.

2.4.2.1.4 Les sites contractuels

Les Réserves Biologiques Intégrales (RBI) ou Dirigées (RBD) :

Le statut de réserve biologique est un outil de protection propre aux forêts publiques, visant à protéger leur patrimoine naturel remarquable : sauvegarde des milieux, de la faune, de la flore ou de toute autre ressource naturelle.

Seules les forêts relevant du régime forestier (forêts domaniales et forêts de collectivités), et gérées à ce titre par l'Office National des Forêts (ONF), peuvent bénéficier de ce statut.

Il existe deux types de réserves biologiques : les Réserves Biologiques Intégrales (RBI), dans lesquelles les exploitations forestières et les travaux sont exclus ; et les Réserves Biologiques Dirigées (RBD), dans lesquelles les interventions sylvicoles ou les travaux spécifiques sont orientés uniquement dans un but de conservation des habitats et des espèces ayant motivé la création de la réserve.

La communauté de communes est concernée par la RBI « Sources de l'Ardèche » et par la réserve biologique du « Grand Tanargue », qui inclut un périmètre classé en RBI et un périmètre classé en RBD (cf. « Figure 49 - Localisation des sites du CEN, des ENS et des réserves biologiques sur le territoire de la Communauté de Communes », page 115).

Description de la réserve biologique intégrale « Sources de l'Ardèche » :

La réserve biologique intégrale Sources de l'Ardèche a été créée par arrêté ministériel le 28 janvier 2014. Elle concerne 440 hectares, intégralement en forêt domaniale (appartenant à l'Etat et gérée par l'ONF), se situant essentiellement sur la commune de Mayres et en partie sur Barnas ainsi qu'Astet (hors périmètre de la CCASV). Elle est constituée de rochers, de hêtres et de sapins laissés en libre évolution.

Description de la réserve biologique « Monts d'Ardèche » :

La réserve biologique du Grand Tanargue a été créée par arrêté ministériel du 15 septembre 2016. Elle porte sur 1 045 ha en forêt domaniale du Tanargue et des Chambons, se situant en grande partie sur la commune de La Souche.

La réserve biologique se divise en :

- 792 ha classés en RBI avec pour objectif la libre évolution d'écosystèmes forestiers représentatifs des Hautes Cévennes ardéchoises ;
- 253 ha sont classés en RBD afin de conserver des habitats de pelouses montagnardes, tourbières et autres milieux ouverts.

La préservation de l'avifaune remarquable, en particulier des rapaces rupestres (Aigle royal, Faucon pèlerin) est un objectif commun aux deux zones classées en réserve.

Les Réserves Naturelles Nationales (RNN) et Régionales (RNR) :

Les réserves naturelles sont des outils de protection d'espaces, d'espèces et d'objets géologiques rares ou caractéristiques, ainsi que de milieux naturels fonctionnels et représentatifs de la biodi-

versité à l'échelle du territoire national ou régional.

Aucune réserve naturelle n'est présente sur le territoire de la CCASV.

Les Parcs Naturels Régionaux (PNR) :

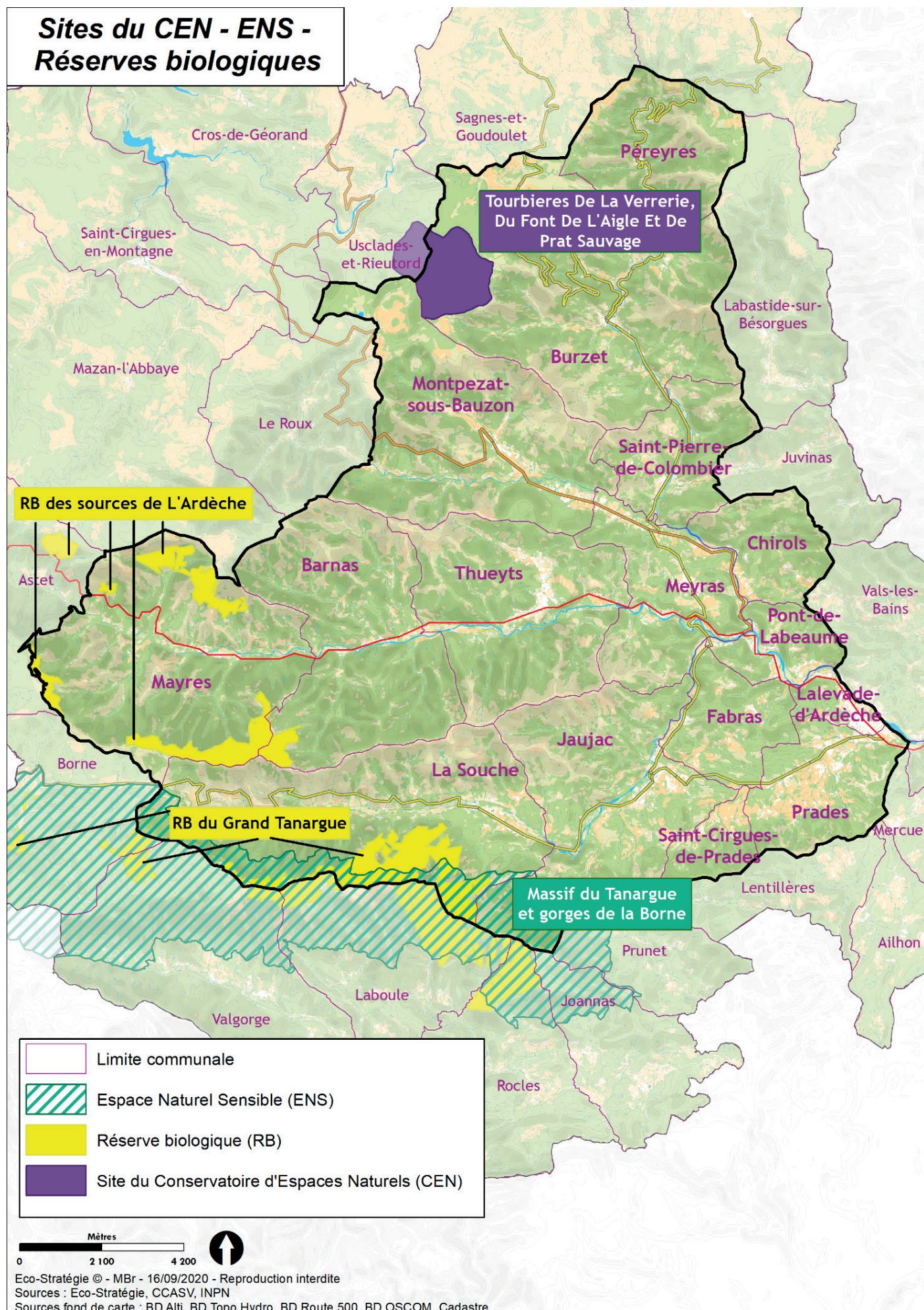
Les PNR constituent un cadre d'actions menées par les collectivités publiques en faveur de la préservation des paysages, du patrimoine naturel et du patrimoine culturel. Les PNR visent principalement à protéger le patrimoine naturel et culturel riche et menacé, à participer à l'aménagement et au développement économique, social et culturel du territoire et à contribuer à des programmes de recherche.

L'intégralité de la CCASV est située dans le territoire du PNR « Monts d'Ardèche » (cf. «Figure 50 - Localisation du PNR des monts d'Ardèche par rapport à la Communauté de Communes», page 116).

Description du PNR « Monts d'Ardèche » :

Le rôle majeur du PNR concerne la mise en place de politiques publiques en faveur de la biodiversité. Les orientations 1 et 2 de la charte 2013-2025 du PNR, se déclinent en plusieurs mesures qui précisent :

- Orientation 1 - Préserver et gérer la biodiversité : l'affaire de tous :
 - o Améliorer, organiser et partager la connaissance sur la biodiversité ;
 - o Protéger et gérer les réservoirs de biodiversité ;
 - o Préserver et gérer la « nature ordinaire » formant les corridors écologiques ;
 - o Maîtriser les pratiques de loisirs motorisés.
- Orientation 2 - Préserver et gérer durablement le capital en eau :
 - o Économiser la ressource en eau ;
 - o Lutter contre les pollutions et viser l'excellence de la qualité de l'eau ;
 - o Préserver et restaurer la trame bleue.



Localisation des sites du CEN, des ENS et des réserves biologiques sur le territoire de la communauté de communes



Localisation du PNR des Monts d'Ardèche par rapport à la communauté de communes

2.4.2.1.5 L'inventaire des zones humides

Sources : Conservatoire des Espaces Naturels de Rhône-Alpes ; Les inventaires départementaux de zones humides ; DREAL Auvergne-Rhône-Alpes : <http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/cartographies-interactives-r3542.html>

Les zones humides sont définies dans la loi sur l'eau comme des terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire. La végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hydrophiles.

L'inventaire des zones humides en Ardèche, mené à l'initiative de l'État a d'abord été réalisé par la Fédération de Pêche de l'Ardèche de 2001 à 2003. En 2007, le CEN Rhône-Alpes avec le soutien de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée & Corse, de la région Rhône-Alpes et du Conseil général de l'Ardèche a complété ce travail d'inventaire.

L'inventaire départemental a été mis à jour pour la dernière fois en 2017 par compilation des données produites depuis 2010 par le CEN Rhône-Alpes et dans une moindre mesure par des maîtres d'ouvrages ayant opéré des inventaires complémentaires depuis 2010 (ONF, syndicats de rivière, etc.). Les données ont ainsi été mises en lignes en mai 2018 par la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes. Selon ces inventaires évolutifs, les zones humides occupent 13 400 hectares, soit 2,4 % de la surface du département.

Selon la dernière version de l'inventaire départemental, 111 zones humides sont recensées sur le territoire de la communauté de communes sous forme de lentilles et une centaine sous forme de linéaire.

Parmi ces zones humides, certaines d'entre elles sont identifiées comme majeures à l'échelle du bassin-versant dans le cadre du SAGE Ardèche. Un périmètre élargi est défini permettant la fonctionnalité de ces zones humides.

Ces zones humides sont listées dans le tableau suivant et localisées sur la figure suivante (le lien entre le tableau et la figure se fait *via* l'identifiant attribué aux zones humides).

Nom sites	Identifiant		
Ruisseau de Peyrol	1	Prat Sauvage	38
Suc de l'Auradou	2	Béque	39
Ranc du Peyrol	3	Les Aulnes S	40
Grange Chauvière N	4	Les Aulnes N	41
Grange de Chauvière S	5	La Scierie de Tardieu	42
Suc de l'Auradou amont	6	Lacham	43
Le Mouse de la Bauche	7	Padelle	44
Les Valadoux	8	Padelle	45
Plaine des rochers d'Astet	9	Les Oulettes S	46
Savoyard	10	Les Oulettes N	47
Au Marquis	11	Le Lignon T2	48
Le Petit Baron	12	Le Grand Pailles	49
L'ardèche T1	13	Font de l'Aigle	50
Sources du Rieu Grand	14	La Macharade amont	51
Ruisseau de Mayes	15	La Verrerie	52
Les Hautes Plaines	16	Dury	53
Rieu-grand	17	Andus	54
Borne - O de Henry	18	La Narcette	55
L'ardèche T2	19	Montusclat	56
Chaumienne O	20	Le Lignon T3	57
Escoufour	21	Rivière de La Padelle	58
Tomare	22	Padelle-Dalarde	59
La Veuve N	23	Ruisseau La Tuilière	60
Naréon	24	Jean Arsac	61
Bois de Bauzon	25	Prié Lafont S	62
L'ardèche T3	26	Grange Panlon	63
La Fontaulière T1	27	La Brousse	64
Le Lignon T1	28	Le Lignon T4	65
L'ardèche T4	29	La Fontaulière T3	66
Lac Ferrand	30	Chabrut	67
Le Pal	31	Aubon ouest	68
Croix du Pal	32	RD Padelle aval village	69
La Fontaulière T2	33	Le Lignon T4	70
Padelle aval	34	L'ardèche T6	71
La Loire (du rau d'Aymé au rau du Diable)	35	Le Lignon T5	72
George	36	Aubon	73
Les Boutergues SE	37	Suc La Pise	74
		La Fontaulière T4	75
		Gratteloup	76
		Le Lignon T6	77
		La Fontaulière T4	78
		Le Lignon T7	79
		Les Champs E	80
		Le Lignon T8	81
		Les Mazots	82
		La Fontaulière T5	83
		L'ardèche T7	84
		La Bourges T4	85
		La Bourges T1	86
		La Bourges T5	87
		La Bourges T2	88
		La Bourges T3	89
		Le Lignon T9	90
		La Fontaulière T6	91
		La Bourges T7	92
		La Bourges T6	93
		L'ardèche T8	94
		L'ardèche T9	95
		Le Lignon T10	96
		L'ardèche T10	97
		La Fontaulière T7	98
		Chapelle Guérin	99
		L'ardèche T11	100
		La Fontaulière T8	101
		Bennet	102
		La Fontaulière T9	103
		Les Chabottes	104
		L'ardèche T12	105
		La Narce - Bois de Cuze	106
		L'ardèche T13	107
		L'ardèche T14	108
		L'ardèche T15	109
		Beauregard	110
		L'ardèche T16	111



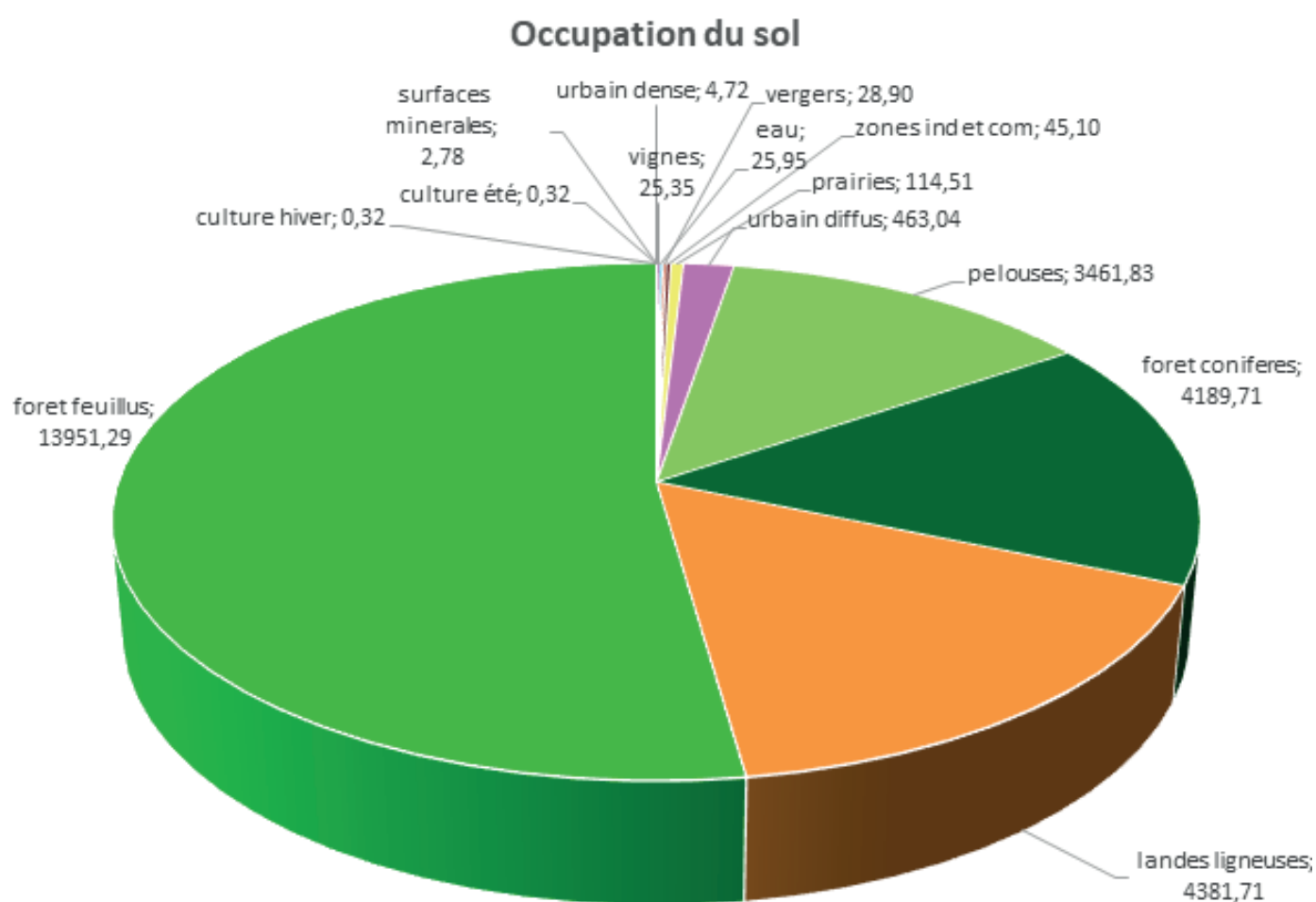
Zones humides sur le territoire de la Communauté de Communes

2.4.2.2 Les grands ensembles écologiques

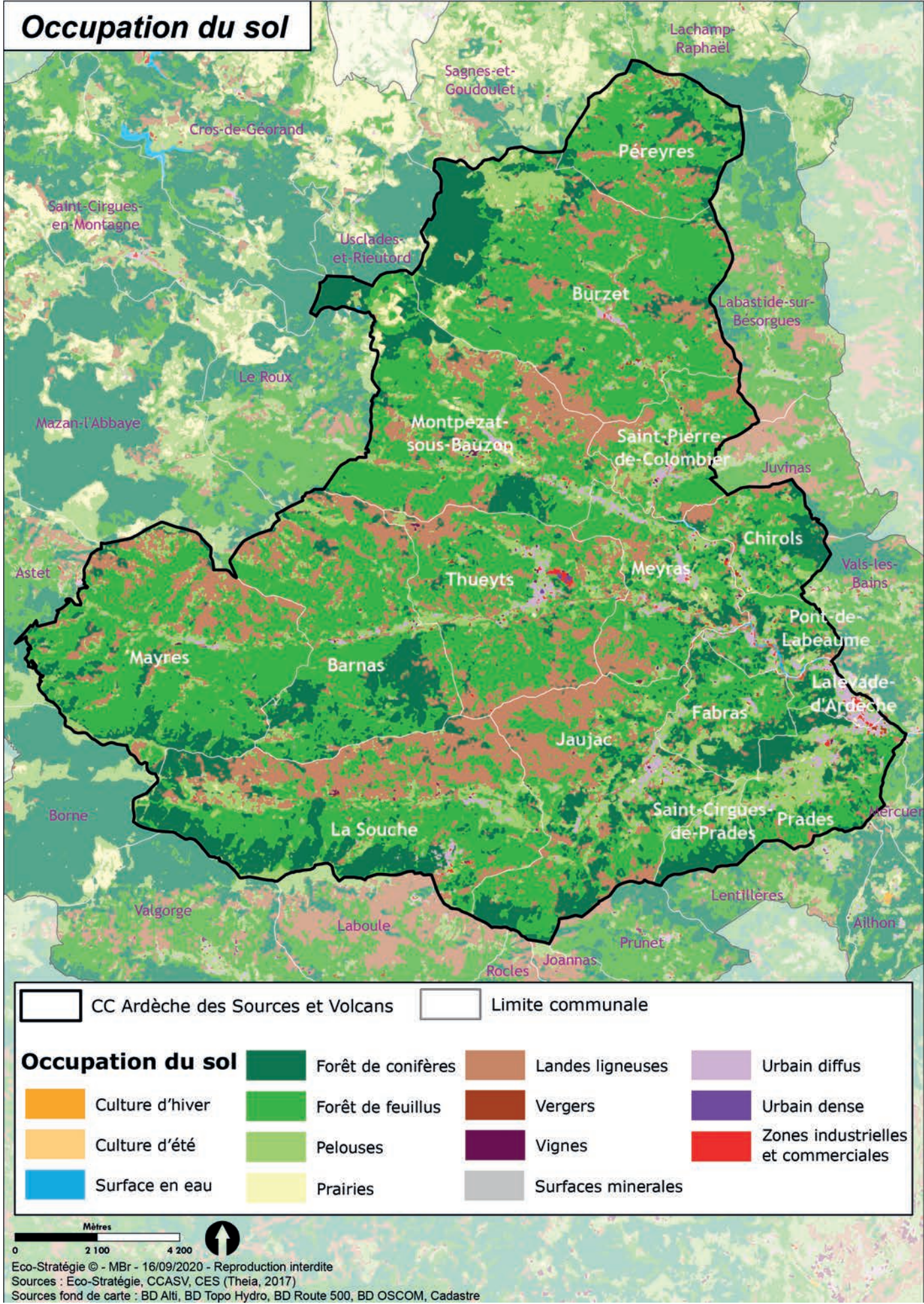
Source : Investigations de terrain des 12 et 13 février 2019 ; Diagnostic territorial de la Communauté de Communes Ardèche des Sources et Volcans, document provisoire du 27/09/2018 ; site internet de la Communauté de Communes Ardèche des Sources et Volcans

Selon la base de données de l'occupation du sol de la DDT de 2011 (cf. «Figure 52 - Répartition de l'occupation du sol sur le territoire de la Communauté de Communes», page 119), le territoire de la communauté de communes présente un taux d'artificialisation de 4%. L'occupation du sol se compose de 5 grands types d'ensembles écologiques : les milieux boisés, les milieux semi-ouverts à ouverts, les milieux aquatiques et humides, les milieux rupicoles et rocheux et enfin les milieux anthropisés.

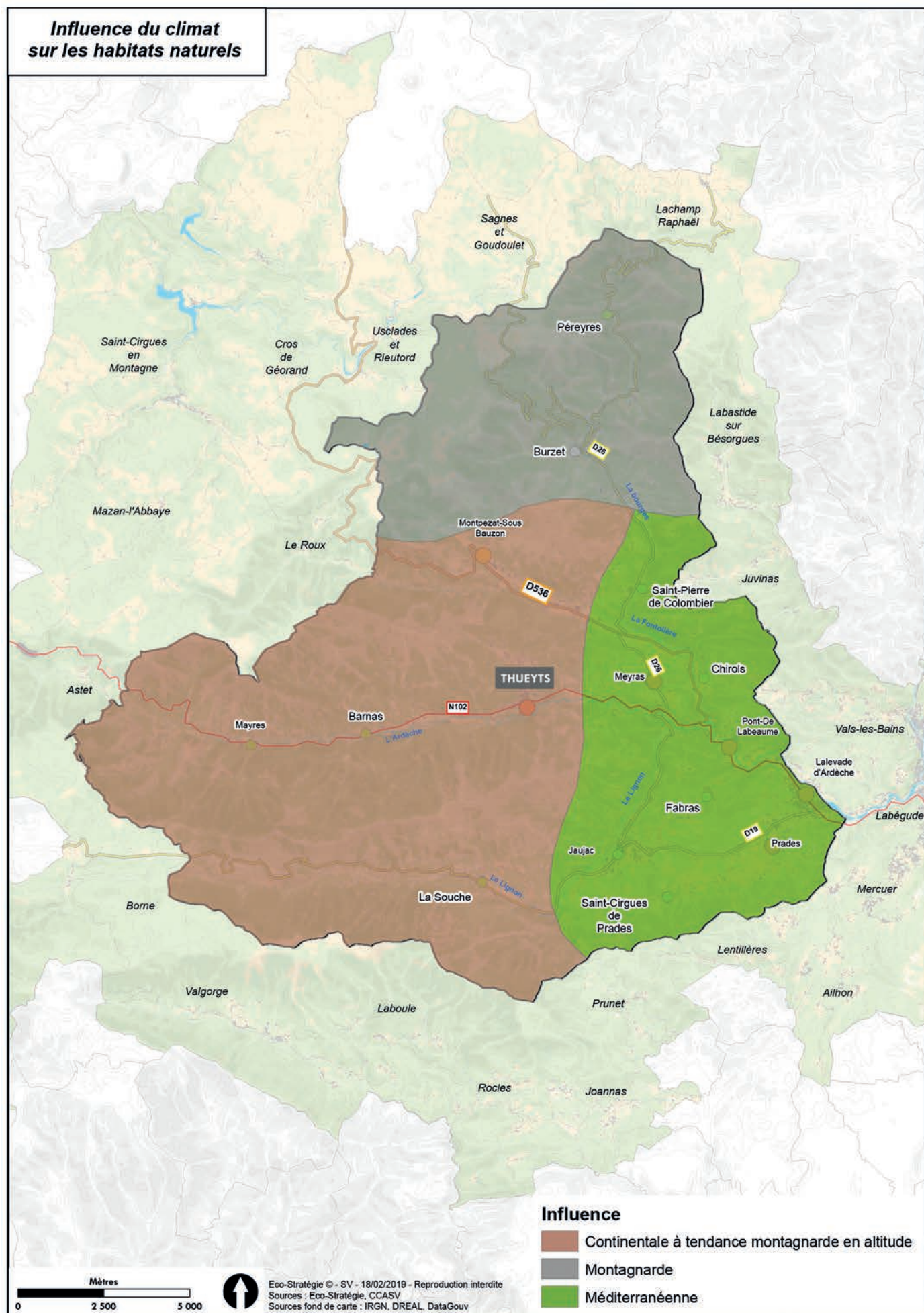
La cartographie de l'occupation du sol est présentée dans la figure «Figure 53 - Occupation des sols sur le territoire de la Communauté de Communes», page 120 et la cartographie de l'influence du climat sur les habitats est présentée dans la figure «Figure 54 - Identification des influences climatique et topographique sur la végétation», page 121.



Répartition de l'occupation du sol sur le territoire de la communauté de communes



Occupation des sols sur le territoire de la communauté de communes



Identification des influences climatiques et topographiques sur la végétation

2.4.2.2.1 Les milieux boisés

Source : Office National des Forêts (ONF) Drôme-Ardèche

Les espaces boisés représentent la majeure partie (62%, 16 620 ha) du territoire intercommunal en recouvrant l'essentiel des pentes et reliefs présents au sein de la CCASV. Les forêts sont qualifiées d'acidiphiles car elles se développent sur des sols acides voire très acides, issus de l'activité volcanique présente jadis sur le secteur.

Les forêts à dominante de feuillus représentent la majorité des boisements du territoire communautaire (87% de la surface boisée) en recouvrant les pentes qui entourent les principales vallées. Ces forêts forment une connexion entre les massifs de plaine (dominés par les feuillus) et les massifs d'altitude (dominés par les résineux et les boisements mixtes).

Les châtaigneraies

Description : ce type de boisement est généralement monospécifique (avec la seule espèce *Castanea sativa*), mais peut ponctuellement se mélanger à d'autres essences selon l'altitude et la topographie (Hêtre, Chêne, *etc.*). La plupart sont exploités et entretenus pour la récolte des châtaignes, ce qui induit un faible développement des strates arbustive et herbacée. Les boisements les plus anciens peuvent accueillir plusieurs arbres remarquables, c'est-à-dire âgés, de gros diamètre (supérieur à 1 m) et de hauteur imposante (jusqu'à 15-20 m).

Répartition sur le territoire : les châtaigneraies forment l'essentiel de l'étage collinéen (moins de 500 m d'altitude) du territoire. Elles sont présentes sur les pentes de toutes les vallées de la CCASV.

Biodiversité et enjeux : les boisements de l'étage collinéen, comme les châtaigneraies, sont principalement utilisés par des espèces de plaine, notamment des oiseaux du cortège forestier (Gobemouche noir, Grive musicienne, Pic épeiche, *etc.*). La présence d'arbres à cavités est favorable à la nidification de certaines espèces avifaunistiques (Rougequeue à front blanc, Sittelle torchepot) et à l'hivernage ou l'estivage de plusieurs chauves-souris (Barbastelle d'Europe, murins). L'enjeu vis-à-vis de la biodiversité est évalué comme faible à modéré.



Châtaigneraies sur les communes de Mayres (à gauche) et de Burzet (à droite) (source : Eco-Stratégie)

Les hêtraies

Description : ce type de boisement peut être monospécifique (hêtraies pures) ou mixte (hêtraies-sapinières) en altitude. Le Hêtre (*Fagus sylvatica*) est alors accompagné de résineux comme l'Épicéa commun (*Picea abies*) ou le Sapin pectiné (*Abies alba*). La strate sous-arbustive est par-

fois bien développée avec la présence du Houx (*Ilex aquifolium*) ou de la Myrtille (*Vaccinium myrtillus*). Le développement de la strate herbacée dépend de l'acidité du sol, ainsi un sol acide sera moins diversifié en végétation herbacée qu'un sol neutre.

Répartition sur le territoire : les hêtraies sont surtout présentes à l'étage montagnard (entre 500 et 1 500 m d'altitude), c'est-à-dire sur les hauteurs du territoire de la CCASV (communes de Péreyres, Burzet, Montpezat-sous-Bauzon, Mayres, Barnas et La Souche).

Biodiversité et enjeux : les hêtraies se situant plus en altitude que les châtaigneraies, elles sont exploitées par un cortège avifaunistique des étages supérieurs, comme le Pic noir, la Bondrée apivore ou le Grimpereau des bois. La présence d'arbres à cavités est également favorable à l'établissement de gîtes pour certaines espèces de chauves-souris. Les hêtraies d'altitude sont également recherchées par la Rosalie des Alpes, insecte protégé sur le territoire national. L'enjeu est également évalué comme faible à modéré.



Hêtraies sur les communes de Burzet (à gauche) et de La Souche (à droite) (source : Eco-Stratégie)

Les chênaies

Description : l'influence méditerranéenne qui règne sur le secteur de plaine de la CCASV permet la présence de boisements de chênes sempervirents, comme le Chêne vert (*Quercus ilex*). Ces boisements sont souvent dégradés en matorrals arborescents, au couvert plus ou moins dense selon les secteurs. Le Chêne vert est parfois accompagné d'autres essences, comme des chênes caducifoliés (Chêne pubescent) ou du Châtaignier, voire même des résineux. La strate arbustive est généralement bien développée et dense, avec la présence de Fragon piquant (*Ruscus aculeatus*) ou de Buis (*Buxus sempervirens*).

Répartition sur le territoire : les chênaies sempervirentes sont surtout localisées dans le secteur où l'influence méditerranéenne est la plus forte, c'est-à-dire le sud-est de la CCASV (communes de Saint-Pierre-de-Colombier, Chirols, Meyras, Pont-de-Labeaume, Fabras et Lalevade d'Ardèche).

Biodiversité et enjeux : les boisements de type matorral arborescent sont utilisés par de nombreux passereaux pour la nidification. La présence d'arbres à cavités est également recherchée par différentes chauves-souris aux mœurs arboricoles. De plus, les chênes anciens sont utilisés par deux coléoptères patrimoniaux pour le développement de leurs larves : le Grand capricorne et le Lucane cerf-volant. L'enjeu vis-à-vis de la biodiversité est évalué comme faible à modéré.



Chênaie sempervirente à sous-bois de Fragon piquant (Pont-de-Labeaume, à gauche) et matorral arborescent à dominance de Chêne vert (Meyras, à droite) (source : Eco-Stratégie)

Les ripisylves et boisements alluviaux

Description : ces boisements se situent aux abords immédiats des cours d'eau (rivières, ruisseaux) et forment un milieu de transition entre les secteurs aquatiques et terrestres. Leur rôle écologique est relativement important puisqu'ils participent à la stabilisation des berges et au filtrage de l'eau. La strate arborée est dominée par des essences affectionnant les sols humides, comme le Frêne (*Fraxinus excelsior*) ou l'Aulne glutineux (*Alnus glutinosa*). Les strates arbustive et herbacée sont généralement bien développées et diversifiées, mais peuvent être envahies par plusieurs espèces invasives exogènes (Robinier faux-acacia, Renouée du Japon).

Répartition sur le territoire : les ripisylves et boisements alluviaux se situent le long des principaux cours d'eau du territoire de la CCASV, à savoir l'Ardèche, le Lignon, la Bourges et la Fontaulière.

Biodiversité et enjeux : les ripisylves sont utilisées par certains oiseaux établissant leurs nids en bordure de cours d'eau, comme le Milan noir. Elles sont également utilisées par la Loutre d'Europe et le Castor d'Eurasie pour y établir leurs gîtes (catiches et huttes). La proximité entre le milieu aquatique et le milieu boisé est appréciée par plusieurs amphibiens (Salamandre tachetée, Grenouille rousse) pour la reproduction et le développement des larves et têtards. L'enjeu écologique est évalué à fort.



Ripisylves en bordures de l'Ardèche (Mayres, à gauche) et du Lignon (Prades, à droite) (source : Eco-Stratégie)

Les boisements de résineux et mixtes

Description : les boisements de résineux sont majoritairement issus de plantations, parfois utilisées à des fins d'exploitation sylvicole. Les principales essences rencontrées sont l'Épicéa commun (*Picea abies*) et le Sapin pectiné (*Abies alba*) en altitude et le Pin laricio (*Pinus nigra laricio*) en plaine. Plus minoritairement, des espèces comme le Douglas (*Pseudotsuga menziesii*), le Mélèze (*Larix decidua*) et le Pin maritime (*Pinus pinaster*) sont également présents. Les résineux forment parfois des boisements mixtes avec des espèces de feuillus, comme le Hêtre ou le Chêne vert.

Répartition sur le territoire : les résineux sont relativement disséminés sur le territoire de la CCASV. Les boisements mixtes sont surtout représentés dans la partie Sud du territoire (vallée du Lignon). Les hauteurs des reliefs sont concernées par la présence de l'Épicéa et du Sapin, tandis que les boisements de pins sont plus présents au Sud-est, dans la moitié Sud de la CCASV.

Biodiversité et enjeux : les boisements à dominance de résineux sont principalement utilisés à des fins d'alimentation par l'avifaune du cortège forestier (Mésange huppée, Roitelet huppé, Pic noir, etc.). L'enjeu est évalué comme faible.



Boisement de Pin laricio à Saint-Cirgues-de-Prades (à gauche) et bosquet d'Épicéa à Barnas (à droite) (source : Eco-Stratégie)

Synthèse des enjeux :

Les milieux boisés sont très représentés sur le territoire de la CCASV. Ce sont des espaces perméables pour les déplacements de la faune et la dissémination de la flore. Selon leur composition faunistique et floristique, ils constituent également des réservoirs de biodiversité en certains secteurs du territoire.

2.4.2.2.2 Les milieux semi-ouverts à ouverts

Près d'un tiers du territoire de la CCASV (34%, 8 087 ha) se compose de milieux semi-ouverts et ouverts. Ces milieux sont généralement peu, voire pas du tout arborés (moins de 25% de végétation ligneuse), et sont dominés par la strate herbacée. Les milieux naturels ouverts sont dominants vis-à-vis des milieux agricoles sur le territoire intercommunal (7 948 ha contre 1 049 ha, DDT-2011). Les milieux naturels ouverts se composent essentiellement de landes et de pelouses, tandis que les milieux agricoles sont préférentiellement des prairies, des cultures voire des vignobles et des vergers.

Les landes

Description : la lande est un habitat dominé par la présence d'arbrisseaux et de sous-arbrisseaux. Dans le cas présent, il s'agit principalement de Genêt à balais (*Cytisus scoparius*), formant de grands pans sur les reliefs du territoire, de Myrtille (*Vaccinium myrtillus*), se développant dans les sous-bois d'altitude, ou de Callune (*Calluna vulgaris*), se retrouvant en milieu ouvert ou dans les sous-bois de Pin. Dans ce type de milieu, le développement de strate herbacée dépend de la densité de recouvrement des arbrisseaux ou sous-arbrisseaux en présence.

Répartition sur le territoire : les landes sont très présentes sur le territoire de la CCASV, notamment sur les pentes et les secteurs d'altitude.

Biodiversité et enjeux : les landes à végétation basse sont des milieux propices à la nidification de plusieurs espèces d'avifaune des milieux ouverts à semi-ouverts (Engoulevent d'Europe, Alouette lulu, Linotte mélodieuse). Ces milieux sont également très favorables à l'entomofaune, notamment les Orthoptères (criquets, sauterelles) et certains Lépidoptères (papillons). L'enjeu est évalué à faible à modéré.



Lande à Genêt à balais sur la commune de Péreyres (à gauche) et lande de sous-bois à Myrtille sur la commune de Burzet (à droite) (source : Eco-Stratégie)

Les pelouses sèches

Description : ces milieux sont dominés par une végétation à dominante graminée et se caractérisent par une couverture buissonnante inférieure à 10%. Les pelouses sont souvent interstitielles entre les landes et les milieux rocheux des pentes ensoleillées. La couverture graminéenne est représentée par des espèces relativement variées comme les fétuques (*Festuca* sp.), le Nard raide (*Nardus stricta*) ou la Canche flexueuse (*Deschampsia flexuosa*).

Répartition sur le territoire : les pelouses sont relativement disséminées sur le territoire, mais se cantonnent principalement dans la moitié nord du territoire de la CCASV.

Biodiversité et enjeux : les pelouses sèches sont des milieux abritant généralement des espèces de flore à forte valeur patrimoniale. Notons comme exemple, l'Androsace de Haller (*Androsace halleri*), espèce menacée en Rhône-Alpes. Concernant la faune, ces milieux secs et herbacés sont très favorables à l'entomofaune (Orthoptères, Lépidoptères), notamment des espèces rares ou protégées, comme l'Apollon ou le Damier de la succise. L'enjeu est évalué à fort.



Pelouses sèches sur les communes de Meyras (à gauche) et Fabras (à droite) (source : Eco-Stratégie)

Les prairies

Description : les milieux prairiaux sont relativement divers de par leur utilisation (pâture, fauche) et de par leur composition végétale (mésophile, hygrophile, mésoxérophile). Les prairies mésophiles sont majoritairement composées d'espèces de graminées et d'espèces vivaces, relativement communes. La présence de prairies hygrophiles, ou humides, dépend de l'hygrométrie du sol et de la situation topographique, les bas de pentes facilitant l'accumulation des eaux de ruissellement. Ce contexte permet alors l'implantation d'une végétation hygrophile caractéristique comme les joncs (*Juncus* sp.) ou les laîches (*Carex* sp.). Enfin, les prairies mésoxérophiles sont caractérisées par une végétation mixte entre la prairie mésophile et la pelouse sèche. Il s'agit généralement d'une végétation à dominance graminéenne, rencontrée dans des secteurs très exposés à l'ensoleillement.

Répartition sur le territoire : sur le territoire de la CCASV, la majorité des prairies sont utilisées comme pâtures et sont de type mésophile à méso-xérophile. Elles se concentrent dans les vallées, à proximité des milieux urbanisés et des cours d'eau. Les prairies d'estive (ovins, bovins) se retrouvent en altitude (communes de Burzet, Montpezat-sous-Bauzon et Péreyres). Les prairies humides sont peu nombreuses et très localisées (communes de Prades et de Saint-Cirgues-de-Prades).

Biodiversité et enjeux : les prairies associées à des zones arbustives (fourrés, ronciers) sont très intéressantes pour la nidification de l'avifaune des milieux semi-ouverts (pies-grièches, Bruant ortolan, Tarier des prés). Les prairies humides abritent généralement une biodiversité à forte valeur patrimoniale, avec des espèces comme l'Orchis punaise, le Cuivré des marais ou le Lézard vivipare. Les prairies humides possèdent donc un enjeu modéré à fort, tandis que les autres milieux prairiaux possèdent un enjeu faible à modéré.



*Prairie de pâture sur la commune de Chirols (à gauche), prairie mésophile sur la commune de Thueyts (à droite)
(source : Eco-Stratégie)*



Prairie d'altitude sur la commune de Burzet (à gauche) et prairie à tendance humide sur la commune de Prades (à droite) (source : Eco-Stratégie)

Les cultures et friches

Description : outre les prairies de fauche et de pâture, les milieux agricoles se composent également de cultures (céréalières, potagères). Lorsque ces milieux ne sont plus exploités, la strate herbacée reprend le dessus et forme ainsi des friches, dont la couverture herbeuse est variable en termes de hauteur.

Répartition sur le territoire : les cultures et les friches se concentrent essentiellement à basse altitude, dans les vallées du territoire de la CCASV.

Biodiversité et enjeux : les cultures et les friches agricoles sont utilisées comme milieux de nidification par plusieurs oiseaux patrimoniaux (Busard cendré, Caille des blés, Alouette des champs).

Les friches sont également des zones propices à l'implantation d'une végétation messicole, dont plusieurs espèces font l'objet d'un Plan National d'Actions, et à la présence d'une entomofaune variée. L'enjeu lié à ces milieux est évalué à faible à modéré.



Labour sur la commune de Meyras (à gauche) et friche agricole sur la commune de Barnas (à droite) (source : Eco-Stratégie)

Les vergers et vignobles

Description : des milieux agricoles plus spécifiques sont également présents sur le territoire de la CCASV. Les vergers sont généralement de faible superficie et concernent la plantation d'arbres fruitiers en plaine. Les vignobles sont peu représentés sur la communauté de communes et sont également de faible superficie (quelques centaines de m²).

Répartition sur le territoire : les vergers et vignobles se cantonnent au sud-est de la CCASV, de Saint-Pierre de Colombier à Prades.

Biodiversité et enjeux : ces milieux présentent un faible enjeu vis-à-vis de la faune et de la flore.



Vergers sur la commune de Meyras (à gauche) et vignes sur la commune de Saint-Pierre-de-Colombier (à droite) (source : Eco-Stratégie)

Synthèse des enjeux

Le territoire de la CCASV présente une importante mosaïque de milieux semi-ouverts et ouverts, naturels ou agricoles. Lorsqu'ils ne sont pas clôturés ou grillagés, ce sont des espaces perméables à toute la faune. Certains milieux naturels remarquables, comme certaines landes ou les pelouses sèches, peuvent former des réservoirs de biodiversité au sein de la Trame Verte et Bleue.

2.4.2.2.3 Les milieux aquatiques et humides

Le réseau hydrographique majeur, incluant les principaux cours d'eau et plans d'eau du territoire, ne représente que 0,10% de la surface totale.

Les cours d'eau

Description : les cours d'eau sont nombreux et forment un important réseau à l'échelle du territoire (près de 400 km linéaires cumulés). Les étroites vallées concentrent l'écoulement des rivières et ruisseaux vers la plaine albenassienne. La topographie du territoire favorise les cours d'eau à débit rapide, et forme par endroits des chutes d'eau et des cascades, comme la cascade du Ray-Pic (sur la commune de Péreyres). Certains tronçons des cours d'eau sont marqués d'une ripisylve ou de boisements alluviaux, décrits précédemment.

Répartition sur le territoire : le principal cours d'eau est la rivière Ardèche, prenant sa source sur la commune d'Astet, à l'ouest de la CCASV. Elle coupe le territoire en deux selon un axe est/ouest. Les autres cours d'eau principaux sont au nombre de trois : le Lignon (au sud), la Bourges (au nord-est) et la Fontaulière (au nord-ouest). Le réseau hydrographique est complété par un important réseau tertiaire de ruisseaux et ruisselets.

Biodiversité et enjeux : les cours d'eau du territoire sont propices à la présence de mammifères semi-aquatiques protégés, comme la Loutre d'Europe ou le Castor d'Eurasie, de même que le Campagnol amphibie lorsque la végétation est assez dense sur les berges. Le réseau et ses abords (ripisylves) sont également utilisés par plusieurs amphibiens (Sonneur à ventre jaune, Grenouille agile, *etc.*) et odonates (Gomphe à crochets, Cordulégastre bidenté) comme lieux de reproduction. Enfin certains oiseaux (Cincle plongeur, Martin-pêcheur d'Europe) et reptiles (Couleuvre vipérine) utilisent les cours d'eau à des fins d'alimentation. L'enjeu est donc évalué à modéré à fort.



Rivières de la Bourges à Péreyres (à gauche) et du Lignon à La Souche (à droite) (source : Eco-Stratégie)

Les plans d'eau

Description : les plans d'eau sont occasionnels sur le territoire intercommunal et regroupent les lacs, étangs et mares. Les étangs et les mares sont parfois accompagnés d'une végétation de type héliophyte. Il s'agit de plantes semi-aquatiques dont le système racinaire se développe sous l'eau mais dont la partie aérienne est émergée. Ce sont principalement le Roseau commun (*Phragmites australis*) et la Massette à larges feuilles (*Typha latifolia*), qui sont concernés par ce type de formations. D'autres milieux comme des boisements humides ou des jonchaies/cariçaies peuvent également se situer à proximité des plans d'eau.

Répartition sur le territoire : un lac est présent au nord-ouest du territoire, sur la commune de Montpezat-sous-Bauzon : le lac Ferrand. Les étangs et mares sont très peu nombreux et se concentrent dans la partie sud du territoire, la vallée du Lignon (communes de Prades et de La Souche).

Biodiversité et enjeux : les plans d'eau sont très favorables à la reproduction des amphibiens (Tritons, Grenouille agile, Grenouille « verte »), mais aussi à celle des odonates et parfois de l'avifaune (Anatidés, Ardéidés, etc.), notamment en présence de végétation. Etant très localisés et peu nombreux sur le territoire, l'enjeu est évalué à fort.



Etang en partie bordé d'une roselière sur la commune de Prades (source : Eco-Stratégie)

Les milieux humides

Description : ces milieux se caractérisent par la présence d'une végétation hygrophile et d'un sol hydromorphe, c'est-à-dire un sol présentant des traces d'oxydoréduction dues à une saturation en eau temporaire ou permanente. Les formations végétales en surface dépendent des caractéristiques du sol (acidité, saturation en eau, etc.). La superficie de ces zones humides est également très variable, allant de quelques m² pour les fossés humides ou patches de joncs à plusieurs hectares pour les mégaphorbiaies. Lorsque la saturation du sol en eau est totale et permanente, ceci forme des milieux de type tourbeux, caractérisés par la présence d'un sol histique, composé de matière organique en décomposition lente.

Répartition sur le territoire : les milieux humides sont peu nombreux et très localisés sur le territoire de la CCASV. Quelques fossés humides et jonchaies sont présents le long de la vallée du Lignon (communes de Prades et de Saint-Cirgues-de-Prades). Plusieurs tourbières sont recensées dans les secteurs d'altitude, au nord du territoire (communes de Burzet et de Péreyres).

Biodiversité et enjeux : les milieux humides, notamment les tourbières, abritent généralement une faune et une flore à forte valeur patrimoniale. La flore des milieux tourbeux est très caractéristique avec des espèces comme la Rossolis à feuilles rondes (*Drosera rotundifolia*), l'Orpin velu (*Sedum villosum*) ou la Gentiane des marais (*Gentiana pneumonanthe*). Plusieurs papillons et libellules (Azuré des mouillères, Sympétrum jaune d'or) et reptiles (Lézard vivipare, Vipère péliade) patrimoniaux se retrouvent également dans ces milieux humides d'altitude. L'enjeu vis-à-vis de ces milieux, lié à la patrimonialité des espèces présentes et de la régression des zones humides en France, est évalué à fort.



Fossé humide à joncs sur la commune de Saint-Cirgues-de-Prades (à gauche) et patch de joncs en bordure d'un ruisseau sur la commune de Prades (à droite) (source : Eco-Stratégie)

Synthèse des enjeux :

Le territoire de la communauté de communes présente un réseau hydrographique important, mais des plans d'eau et des zones humides très localisés. Ces milieux sont des éléments importants de la Trame Bleue (perméabilité et continuité) mais aussi de la Trame Verte en lien avec les milieux annexes, et forment, pour la plupart, des réservoirs de biodiversité.

2.4.2.2.4 Les milieux rupicoles et rocheux

Généralement très localisés, les milieux rupicoles regroupent l'essentiel des zones rocheuses, dépourvues de végétation ou à végétation clairsemée.

Les falaises et affleurements rocheux

Description : ces milieux au relief abrupt et difficiles d'accès se caractérisent par la présence d'une roche à nu, avec un recouvrement pauvre en végétation. Certains affleurements sont caractéristiques de l'activité volcanique passée sur le territoire de la CCASV, avec la formation d'orgues basaltiques, issus de la solidification lente des coulées de roches volcaniques.

Répartition sur le territoire : les falaises et barres rocheuses sont localisées au sommet des reliefs et sont particulièrement marquées dans la moitié sud du territoire. Les affleurements rocheux sont très nombreux, notamment en bord de route ou de cours d'eau. Les orgues basaltiques sont également nombreux et visibles sur une large partie des cours de l'Ardèche, de la Bourges et du Lignon.

Biodiversité et enjeux : les milieux rupicoles sont utilisés comme sites de reproduction par certaines espèces d'oiseaux patrimoniaux, comme l'Aigle royal, le Grand corbeau ou le Faucon pèlerin. Lorsque les affleurements offrent des cavités ou des fissures, plusieurs espèces de chauves-souris (Molosse de Cestoni, Vespère de Savi) peuvent également y établir leur gîte. De plus, certaines plantes patrimoniales se développent dans les enrochements et les affleurements, comme la Gagée des rochers (*Gagea bohemica*). L'enjeu est évalué à fort pour ce type de milieu abritant des espèces à forte valeur patrimoniale.



Barre rocheuse sur la commune de Mayres (en haut à gauche), affleurement rocheux sur la commune de Thueyts (en haut à droite) et affleurements en orgues basaltiques à Jaujac (en bas à gauche) et Pont-de-Labeaume (en bas à droite) (source : Eco-Stratégie)

Les éboulis

Description : les éboulis sont issus du décrochage, de l'écroulement et de l'accumulation de nombreux blocs rocheux, généralement le long des pentes des reliefs. Ce sont des habitats souvent recouverts par les mousses et les lichens. On y trouve également plusieurs espèces patrimoniales comme le Saxifrage de Prost (*Saxifraga prostii*) ou la Dryoptéride tyrrhénienne (*Dryopteris tyrrhenia*) sur les coulées basaltiques.

Répartition sur le territoire : les éboulis sont ponctuels et localisés sur les secteurs de pente, notamment sur les reliefs du sud du territoire (communes de Barnas ou de La Souche).

Biodiversité et enjeux : les éboulis forment un habitat très prisé des reptiles (Lézard vert occidental, Coronelle lisse, Couleuvre de Montpellier), qui y trouvent des cachettes idéales pour la thermorégulation. Certains oiseaux (Traquet motteux, Monticole de roche) sont également fréquents dans ce type de milieu. L'enjeu est évalué à faible.



Éboulis sur les communes de Barnas (à gauche) et de La Souche (à droite) (source : Eco-Stratégie)

Les carrières

Description : le territoire de la CCASV comporte deux carrières, toujours en exploitation. Celles-ci extraient de la pouzzolane, une roche volcanique basaltique, notamment utilisée en jardinerie ou en hiver pour remplacer le salage sur les routes. L'habitat de type carrière est généralement colonisé par des espèces pionnières de flore et de faune.

Répartition sur le territoire : deux carrières sont présentes sur le territoire, sur la commune de Thueyts.

Biodiversité et enjeux : les carrières en exploitation sont relativement peu utilisées par la faune, à cause du dérangement occasionné. Néanmoins, certains amphibiens peuvent s'y reproduire ou s'y réfugier si le substrat est assez meuble, comme le Crapaud calamite ou l'Alyte accoucheur. L'enjeu est évalué à faible.

*Carrière de pouzzolane en exploitation à Thueyts
(source : Eco-Stratégie)*



Synthèse des enjeux :

Les milieux rupicoles et rocheux sont nombreux et disséminés sur le territoire de la CCASV. Ils constituent généralement des réservoirs de biodiversité lorsqu'ils abritent une biodiversité à forte valeur patrimoniale ou lorsqu'ils sont en continuité avec des habitats d'intérêt communautaire (landes, pelouses). Néanmoins, selon leur topographie, ce sont des espaces plus ou moins perméables, formant parfois des milieux de rupture au sein du paysage.

2.4.2.2.5 Les milieux anthropisés

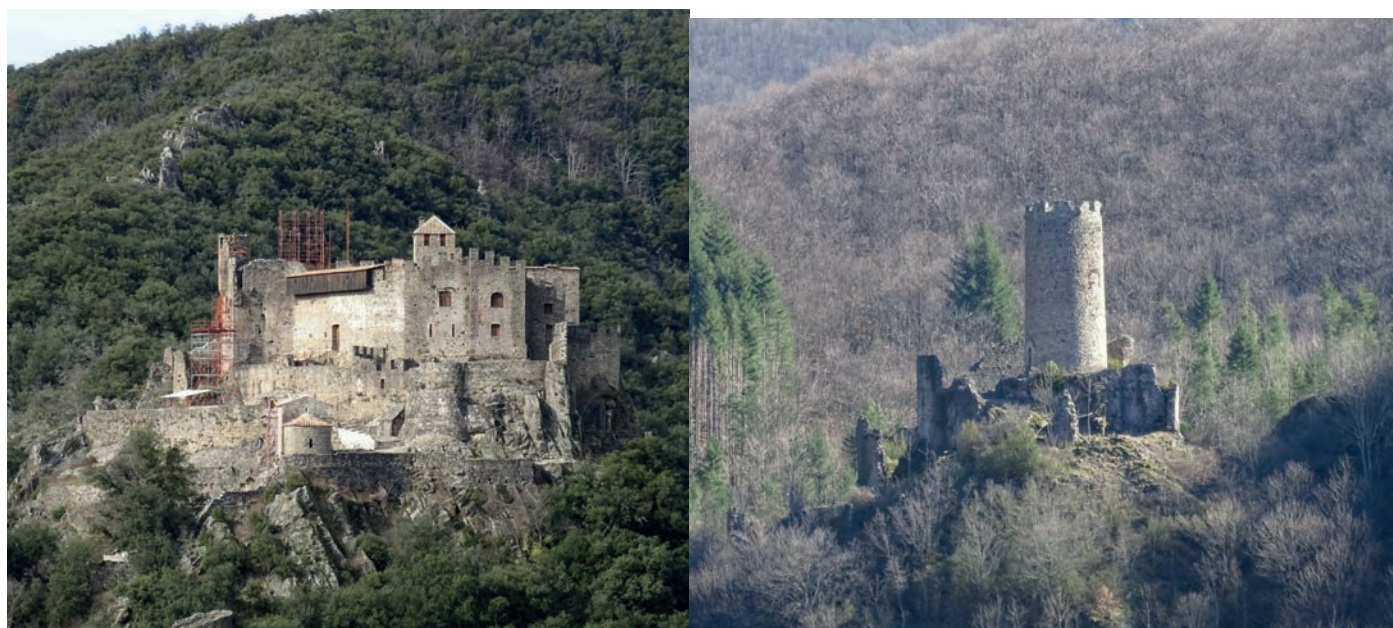
Les milieux anthropisés englobent tous les secteurs où l'activité humaine est prépondérante. Sur le territoire, ceci inclut les zones d'habitations (villages, hameaux), les infrastructures construites par l'Homme (routes, ponts, *etc.*) mais aussi les zones d'activités et de loisirs (campings, parcs urbains, stades, *etc.*).

Le bâti ancien

Description : le territoire intercommunal est marqué par de nombreux édifices anciens (églises, châteaux, maisons, ponts), fabriqués en pierre.

Répartition sur le territoire : la majorité du bâti ancien (maisons, ponts, églises) se concentre en fond de vallée en lien avec les bourgs et les cours d'eau. Cependant, les châteaux et les ruines se retrouvent plutôt sur les hauteurs de certaines communes (communes de Meyras, Pont-de-La-beaume ou Barnas, par exemple).

Biodiversité et enjeux : le bâti ancien offre de nombreuses anfractuosités ou cachettes favorables à la nidification de certaines espèces d'oiseaux, comme les hirondelles ou les bergeronnettes. De plus, les vieux bâtiments et les fissures sont des gîtes potentiels pour plusieurs chauves-souris anthropophiles (pipistrelles, Sérotine commune, murins). Le bâti en pierre est également apprécié comme cachette par les reptiles. L'enjeu est donc évalué à modéré à fort.



Château de Ventadour à Pont-de-Labeaume (à gauche), tour et ruines à Barnas (à droite) (source : Eco-Stratégie)



Eglise à Montpezat-sous-Bauzon (à gauche) et pont en pierres à Fabras (à droite) (source : Eco-Stratégie)

Les espaces boisés urbains et zones de loisirs

Description : les espaces boisés urbains se caractérisent majoritairement par des alignements d'arbres (allée de platanes) ou des plantations d'arbres dans des parcs ou des places de villages. C'est également le cas dans les zones d'activités ou de loisirs, comme les campings, généralement boisés pour fournir de l'ombre aux vacanciers. Au sol, lorsque la végétation est présente, elle est généralement de type herbacée et est souvent entretenue (tonte, fauche).

Répartition sur le territoire : des espaces boisés sont présents au centre des principaux bourgs du territoire de la CCASV (communes de Jaujac, Thueyts, Montpezat-sous-Bauzon, Lalevade d'Ar-dèche). Les campings et zones de loisirs se concentrent aux abords des principaux cours d'eau.

Biodiversité et enjeux : les espaces boisés urbains et les zones de loisirs démontrent un faible enjeu écologique, même si quelques arbres peuvent présenter des cavités intéressantes pour certains chiroptères.



Place arborée à Jaujac (à gauche) et alignement de platanes à Thueyts (à droite) (source : Eco-Stratégie)

Synthèse des enjeux :

Les milieux anthropisés favorables à la faune et la flore se situent dans des zones peu perméables, qualifiées de zones d'affaiblissement car généralement incluses dans l'enveloppe urbaine. Ce sont des milieux souvent en rupture vis-à-vis des continuités écologiques et des réservoirs de biodiversité.

2.4.2.2.6 Les autres milieux

D'autres milieux ponctuels, d'origine anthropique ou naturelle, jouent un rôle non négligeable dans le système écologique d'un territoire.

Les murets de pierres sèches

Description : les murets de pierres sèches sont principalement utilisés pour des formations en terrasses, sur les pentes du territoire de la CCASV, notamment dans les châtaigneraies. Sur les secteurs à moindre relief, les murets permettent de délimiter les parcelles agricoles. Néanmoins, la plupart sont fortement dégradés de nos jours, par manque d'entretien et d'utilisation.

Répartition sur le territoire : ces éléments du paysage sont disséminés et très nombreux sur le territoire de la CCASV, formant parfois d'importants pans de terrasses.

Biodiversité et enjeux : les murets de pierres sèches jouent essentiellement un rôle pour les reptiles (Lézard des murailles, Vipère aspic), qui les utilisent comme cachettes. L'enjeu est évalué à faible.



Murets de pierres sèches à Montpezat-sous-Bauzon (à gauche) et terrasses en pierres sèches à Saint-Pierre-de-Colombier (à droite) (source : Eco-Stratégie)

Les arbres remarquables

Description : la désignation d'un arbre comme remarquable se base sur différents critères, comme l'âge, la hauteur, le diamètre, le degré de sénescence ou encore la présence de cavités. Ils sont principalement représentés par des Châtaigniers sur le territoire, même si d'autres essences de feuillus peuvent présenter de tels individus (Saule blanc, Hêtre, etc.).

Répartition sur le territoire : les arbres remarquables sont disséminés sur le territoire et sont essentiellement présents dans les boisements anciens (châtaigneraies) ou parfois à proximité des villages et des bourgs (La Souche, par exemple).

Biodiversité et enjeux : les vieux arbres offrent généralement des cachettes diverses et variées (cavités, fentes, décollements d'écorce, trous de pic), pouvant être utilisées par l'avifaune arboricole (pics, Sittelle torchepot, mésanges) ou par des chiroptères en tant que gîtes hivernaux ou estivaux (murins, noctules, Barbastelle d'Europe). De plus, les insectes saproxyliques affectionnent ce type de milieu pour le développement de leurs larves, comme le Grand capricorne ou le Lucane cerf-volant, deux espèces inscrites en annexe de la Directive Habitats. L'enjeu est donc évalué à fort.



Châtaigniers remarquables sur les communes de Thueyts (à gauche) et La Souche (à droite) (source : Eco-Stratégie)

Synthèse des enjeux

Les éléments du paysage comme les murets de pierres sèches ou les arbres remarquables ne forment pas des réservoirs à proprement parler du fait de leur faible superficie. Néanmoins, ils constituent des éléments fonctionnels de la Trame Verte et Bleue de par leurs intérêts écologique et paysager.

2.4.2.3 La Trame Verte et Bleue (TVB)

Sources : Guide méthodologique de prise en compte de la TVB dans les documents d'urbanisme, www.trame-verteetbleue.fr

2.4.2.3.1 Définition de la Trame Verte et Bleue

Face à la dégradation des milieux et à la diminution de la biodiversité (disparition, mortalité d'espèces), le Grenelle de l'Environnement issu de la loi n°2009-967 du 3 août 2009, dit « Grenelle 1 », a instauré le principe de « Trame Verte et Bleue » portant sur les continuités écologiques, notion reprise dans la Stratégie nationale pour la biodiversité (2011-2020).

La loi « Grenelle 2 » n°2010-788 du 12 juillet 2010 précise que :

« La trame verte et la trame bleue ont pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation, à la gestion et à la remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines, et notamment agricoles, en milieu rural ».

La préservation des continuités écologiques vise à permettre les migrations et les échanges génétiques nécessaires au maintien à long terme des populations et des espèces animales et végétales.

La Trame Verte et Bleue ou TVB comprend l'ensemble des éléments de la mosaïque naturelle regroupant les espaces naturels majeurs et les corridors écologiques qui les relient.

Les continuités écologiques constituant la TVB comprennent des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques :

- Les réservoirs de biodiversité : espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante. Ils abritent des noyaux de populations d'espèces (effectifs importants) à partir desquels les individus se dispersent. Ils sont également susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces (faibles effectifs mais issus d'une reconquête ou d'une conquête d'un territoire nouveau).

Les réservoirs de biodiversité comprennent tout ou partie des espaces protégés ainsi que les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité (article L. 371-1 II et R. 371-19 II du Code de l'environnement) ;

- Les corridors écologiques : ils assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. Les corridors écologiques peuvent être linéaires, discontinus ou paysagers. Les corridors écologiques comprennent les espaces naturels ou semi-naturels ainsi que les formations végétales linéaires ou ponctuelles permettant de relier les réservoirs de biodiversité, et les couvertures végétales permanentes le long des cours d'eau mentionnées au I de l'article L. 211-14 du Code de l'environnement (articles L. 371-1 II et R. 371-19 III du Code de l'environnement).

- Les points noirs ou zones de conflit : éléments perturbant la fonctionnalité des continuités écologiques :

- o Les zones construites et plus ou moins artificialisées (villes, zones industrielles et commerciales) ;
- o Les voies de communication (autoroutes, routes, voies ferrées) et autres infrastructures linéaires ;
- o Les barrages, hydroélectriques et autres seuils en travers des cours d'eau, digues, canaux artificialisés et lits des cours d'eau imperméabilisés (bétonnés) ;
- o Certaines zones d'agriculture intensive ;

- o Les ruptures topographiques ;
- o Les barrières chimiques, thermiques, lumineuses et sonores ;
- o Les clôtures.

Sur un territoire défini, on distingue :

- La trame verte forestière constituée des espaces arborés (forêts, bosquets) ;
- La trame verte de milieux ouverts, composée de pelouses sèches et de prairies naturelles ;
- La trame verte de milieux agricoles extensifs, comprenant le bocage ;
- La trame bleue qui regroupe les espaces aquatiques (plan d'eau et cours d'eau) et les zones humides associées.

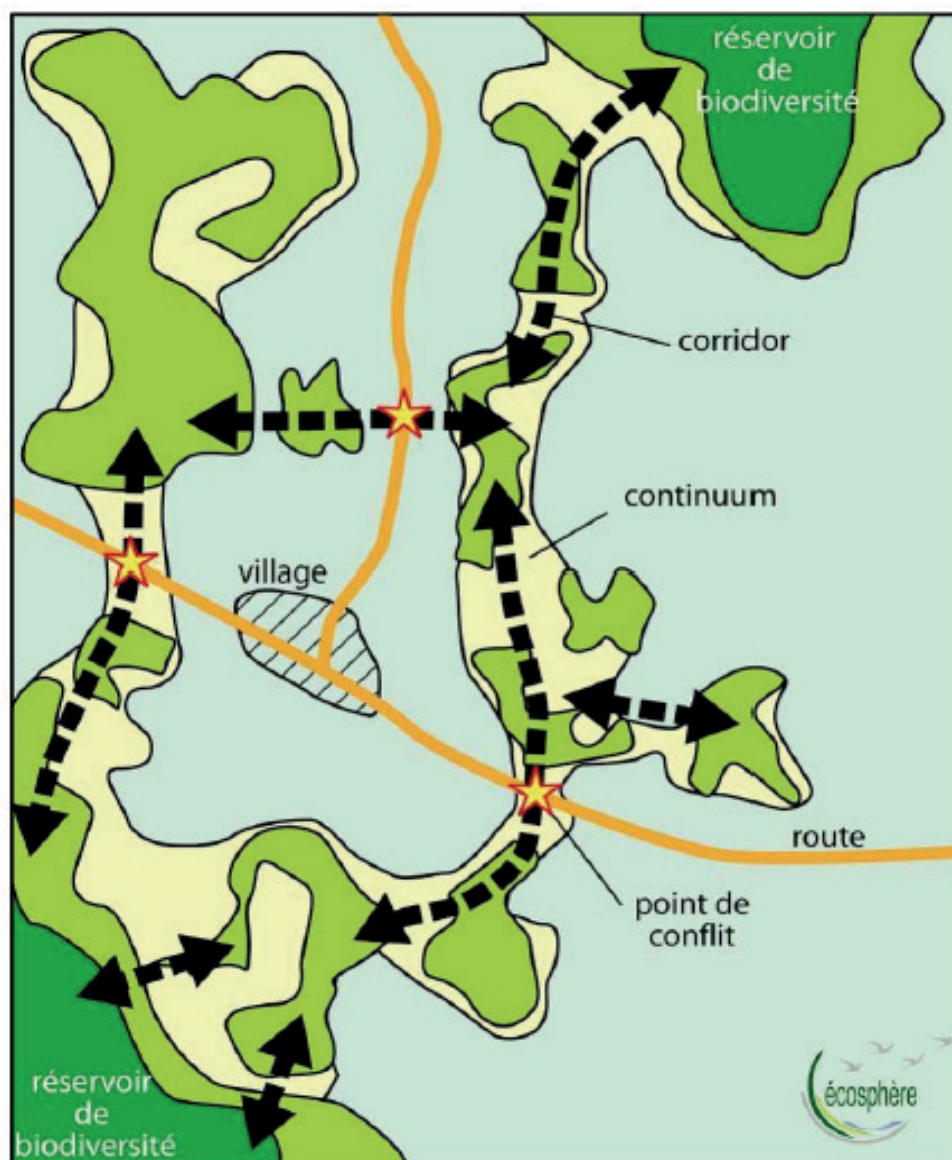


Schéma des différentes composantes d'un réseau écologique
(Source : Ecosphère, 2011)

Au-delà de la préservation de la biodiversité, la TVB participe à la préservation :

- Des ressources naturelles (protection des sols, qualité de l'eau, lutte contre les inondations) ;
- De la qualité paysagère (maintien de l'identité du territoire, valorisation des sites naturels) ;
- De la qualité du cadre de vie et de l'attractivité du territoire (déplacements doux, espaces de calme, tourisme vert).

2.4.2.3.2 L'application locale de la Trame Verte et Bleue régionale

Sources : Schéma Régional de Cohérence Ecologique, Région Rhône-Alpes

Le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes a été approuvé le 10 avril 2020. L'état initial de l'environnement fait ici référence au SRCE dans la mesure où le SRADDET a repris les éléments du SRCE. Le SRCE a en effet été intégré à l'atlas cartographique du SRADDET.

Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE)

Généralités :

À partir des orientations nationales, la TVB se décline au niveau régional par un Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) qui identifie les continuités écologiques régionales.

L'article L. 371-3 du code de l'environnement prévoit que :

« Les collectivités territoriales et leurs groupements compétents en matière d'aménagement de l'espace ou d'urbanisme prennent en compte les Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique lors de l'élaboration ou de la révision de leurs documents d'aménagement de l'espace ou d'urbanisme. »

Institué dans chaque région par le décret n°2011-739 du 28 juin 2011, le Comité Régional Trame Verte et Bleue (CRTVB) est constitué sur la base des cinq collèges du Grenelle. En Rhône-Alpes, sa composition est fixée par l'arrêté préfectoral n°2011/12/00436 en date du 21 décembre 2011.

Le SRCE de Rhône-Alpes a été élaboré en plusieurs étapes clés, résumées ci-après.

En 2006, la Région Rhône-Alpes a voté sa politique cadre relative au patrimoine naturel. Pour atteindre l'objectif de construction d'un réseau régional des espaces naturels, la Région a lancé, début 2007, une étude visant à identifier et à cartographier les réseaux écologiques de Rhône-Alpes.

Ce travail a donné naissance à l'atlas des Réseaux Ecologiques de Rhône-Alpes (atlas RERA).

Il cartographie au 1/100 000^{ème} les réseaux écologiques du territoire et les corridors biologiques. Il répertorie les ouvrages de franchissement des infrastructures ainsi qu'un grand nombre de points de conflit limitant le déplacement des espèces. Il identifie également les principales connexions à préserver ou à restaurer à l'échelle de la région.

Le RERA a été porté à connaissance des collectivités territoriales de Rhône-Alpes en 2009. Les SCoT réalisés depuis cette date se sont notamment référés au RERA pour connaître et préserver les grandes connexions écologiques d'intérêt régional présentes sur leur territoire.

Le SRCE a été approuvé par arrêté préfectoral n°2014197-0002 en date du 16 juillet 2014.

Selon le SRCE Rhône-Alpes, la CCASV est concernée par :

- Des réservoirs de biodiversité à préserver ou à remettre en bon état, majoritairement localisés à l'ouest du territoire. Ces réservoirs correspondent aux sites remarquables (sites Natura 2000, ZNIEFF, réserves biologiques, ENS, etc.) identifiés sur le territoire et s'appuient essentiellement sur des milieux forestiers et des maquis, ou des friches agricoles dans une moindre mesure ;
- Des zones de perméabilité forte sur la quasi-totalité du reste du territoire et très ponctuellement des zones de perméabilité moyenne ;
- Un corridor écologique d'enjeu régional de la Trame Verte dont une partie est située à l'extrémité est de la CCASV. Ce corridor correspond à un fuseau de déplacement nord/sud de la faune terrestre situé entre Prades et Labégude, qui s'appuie essentiellement sur des espaces forestiers et des maquis ;
- Des cours d'eau d'intérêt reconnu pour la Trame Bleue qui parcourent majoritaire-

ment la CCASV selon un axe est/ouest. On retrouve surtout l'Ardèche ainsi que le Lignon, la Fontolière, la Bourges et leurs principaux affluents. On retrouve également des espaces de mobilité et de bon fonctionnement des cours d'eau, à préserver ou à remettre en bon état ;

- Des zones humides issus des inventaires départementaux, à préserver ou à remettre en bon état ;
- Des secteurs urbanisés majoritairement présents dans la partie sud-est du territoire et des obstacles à l'écoulement de l'eau sur l'Ardèche, la Fontolière, le Lignon et la Bourges.

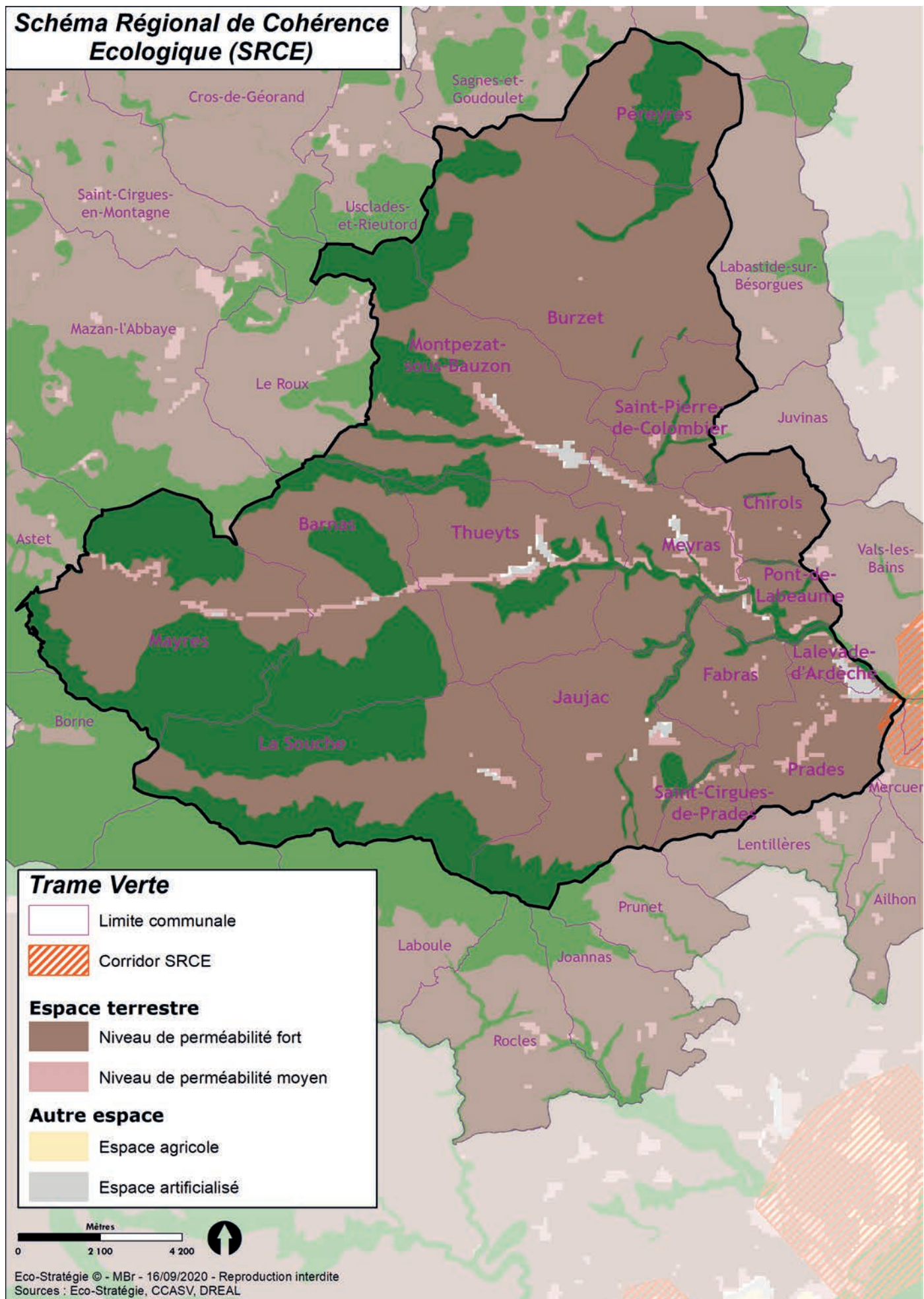
La cartographie du SRCE Rhône-Alpes montre une continuité écologique qui se dégrade progressivement au sud-est du territoire. Les parties nord et ouest comprennent des réservoirs de biodiversité qui se poursuivent sans discontinuité sur les communes avoisinantes. Les liens écologiques entre ces réservoirs sont assurés par des secteurs de forte perméabilité pour la faune. De manière générale, le territoire est alors assez perméable au déplacement de la faune.

Les routes RD5, RD19, RD26, RD289, RD215 et RD536 et surtout la RN102 constituent les principaux obstacles de la TVB et sont situées dans les principales vallées du territoire. La RN102 marque une rupture de continuité forte entre la partie nord et la partie sud de la CCASV. La partie sud-est de la CCASV est caractérisée par des continuités écologiques dégradées en lien avec la prépondérance de l'urbanisation et le réseau routier.

Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)



Extrait de la carte de la Trame Bleue du SRCE et localisation de la communauté de communes Ardèche des Sources et Volcans (source : DREAL Rhône-Alpes)



Extrait de la carte de la Trame Verte du SRCE et localisation de la communauté de communes Ardèche des Sources et Volcans (source : DREAL Rhône-Alpes)

Schéma de Cohérence Territoriale

Le territoire de la CCASV est inclus dans le SCoT de l'Ardèche Méridionale, en cours d'élaboration à l'heure actuelle depuis 2015. Celui-ci a été arrêté le 17 février 2020.

D'après les éléments disponibles, l'élaboration de la TVB du SCoT repose sur 5 axes principaux au sein du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) :

- Axe 1 : Protéger la trame bleue ;
- Axe 2 : Protéger les réservoirs de biodiversité ;
- Axe 3 : Prendre en compte les corridors écologiques ;
- Axe 4 : Considérer les espaces perméables comme éléments de connexion écologique ;
- Axe 5 : Décliner et préserver une TVB à l'intérieur des parties actuellement urbanisées.

Ces 5 axes majeurs sont déclinés en sous-orientations, dont la traduction graphique dans le Document d'Orientations et d'Objectif (DOO) du SCoT s'opère de la manière suivante :

• L'axe 1 n'est pas décliné en sous-orientation et se traduit dans les documents graphiques par la prise en compte de tous les cours d'eau y compris les cours d'eau classés en listes 1 et 2, les réservoirs biologiques aquatiques recensés dans les SDAGE RMC et LB, les espaces de mobilité de l'Ardèche et les zones humides référencées dans l'inventaire départemental (les éléments du SRCE et du SRADDET sont pris en compte) ;

• L'axe 2 se décline en 3 sous-orientations et traductions graphiques :

- o Protéger les réservoirs de biodiversité prioritaires qui incluent les arrêtés préfectoraux de protection de biotope, les réserves naturelles (régionales ou nationales) et les réserves biologiques ;
- o Protéger les réservoirs de biodiversité secondaires qui incluent les zones Natura 2000 et les ZNIEFF de type 1.

• L'axe 3 se décline en 3 sous-orientations et traductions graphiques :

- o Maintenir les continuités écologiques fonctionnelles : la carte du SCoT répertorie les corridors fonctionnels positionnés à une échelle de 1/100 000^{ème} ;
- o Préserver les continuités écologiques : sélection de zoom au 1/30 000^{ème}. Vingt-et-un secteurs qui sont les espaces de vigilance, bénéficient d'un approfondissement à l'échelle 1/30 000^{ème} où sont positionnés à l'intérieur des principes de corridors ;
- o Améliorer ou protéger les corridors à l'intérieur des fuseaux identifiés par la Région : Sélection au 1/10 000^{ème}. Cinq secteurs de vigilance (= secteurs repérés par le SRCE et le SRADDET) bénéficient d'un approfondissement au 1/10 000^{ème} (positionnement de principes de corridors à zoomer au 1/10 000^{ème} à l'intérieur de ces secteurs).

• L'axe 4 se décline en 2 sous-orientations :

- o Reconnaître les valeurs écologique et paysagère des espaces agricoles : Pas de traduction graphique à l'échelle du SCoT. Se référer à la base de données Occupation du sol de la DDT 2011 ;
- o Reconnaître les valeurs écologique et paysagère des espaces naturels et forestiers : Pas de traduction graphique à l'échelle du SCoT. Se référer à la base de données Occupation du sol de la DDT 2011.

• L'axe 5 n'est pas décliné en sous-orientations et en traduction graphique
L'identification des éléments surfaciques, linéaires ou ponctuels (parcelle agricole, linéaires arborés, petits boisements, clôtures, etc.) peut servir à conserver des espaces de respiration dans les parties actuellement urbanisées.

2.4.2.3.3 Méthodologie d'élaboration de la TVB du territoire

La méthodologie utilisée afin de définir la Trame Verte et Bleue du territoire de la communauté de communes se déroule en deux phases principales :

- Le recueil des données existantes (éléments du SRCE, du SRADDET, du SCoT et d'études environnementales sous forme de données SIG) et leur traitement sur fond orthophotographique. Cette étape permet une prévisualisation des réservoirs prioritaires et secondaires, des corridors potentiels et des zones de conflit potentielles ;
- Les prospections sur le terrain, permettant de vérifier et d'affiner les données recueillies précédemment (limites de réservoirs, zones réelles de passage des corridors, points noirs non visibles par orthophotographie, etc.).

Méthode de délimitation des réservoirs de biodiversité

Trame verte :

- Les réservoirs prioritaires sont constitués par les réserves biologiques (« Sources de l'Ardèche » et « Grand Tanarque »).
- Les réservoirs secondaires correspondent à l'essentiel des zonages du milieu naturel (Natura 2000, ZNIEFF de type I, CEN, ENS). Seuls les ZNIEFF de type II et le PNR des Monts d'Ardèche n'ont pas été inclus dans les réservoirs, du fait de leur vaste superficie comprenant des secteurs non remarquables d'un point de vue écologique (bourgs, hameaux, etc.). Néanmoins, la délimitation de ces réservoirs a été affinée en retirant l'enveloppe urbaine du contour initial.



Vue sur un réservoir prioritaire (Coupe de Jaujac) à Saint-Cirgues-de-Prades (à gauche) et sur un réservoir secondaire sur la commune de Burzet (à droite) (source : Eco-Stratégie)

Trame bleue :

- Le réseau hydrographique constitue la majeure partie de la Trame bleue, en particulier les cours d'eau du territoire qui sont considérés à la fois comme des réservoirs de biodiversité et des corridors fonctionnels aux déplacements des espèces. Les cours d'eau sont classés selon trois niveaux en fonction de leur importance et de leur fonctionnalité, à savoir :
 - Le réseau principal, uniquement constitué par la rivière Ardèche et de son espace de divagation ;
 - Le réseau secondaire, correspondant aux principaux affluents de l'Ardèche ;
 - Le réseau tertiaire, se composant de petits ruisseaux et de ruisselets.
- Les zones humides forment un second type de réservoirs de la Trame Bleue, souvent en lien avec la Trame Verte, ce qui les place comme des espaces riches en espèces aquatiques comme terrestres. Elles correspondent principalement à des milieux annexes aux cours d'eau (ripisylves, boisements alluviaux), mais aussi à des secteurs plus localisés (prairies humides, tourbières, fossés, etc.).

Méthode d'identification et de délimitation des corridors écologiques

Trame Verte :

Les corridors terrestres correspondent aux milieux naturels reliant deux réservoirs (prioritaires ou secondaires), dont le tracé dépend de la distance la plus courte associée à la présence d'éco-tones, qui sont des zones de transition entre deux types de milieux naturels, comme les haies et les lisières de boisements. L'identification des corridors s'appuie avant tout sur la fonctionnalité des milieux en présence : largeur suffisante, présence d'habitats naturels, présence et répartition des lisières, évitement des zones de conflit.

La délimitation des corridors est relativement variable, notamment en termes de largeur. En effet, les corridors les plus dégradés sont plus restreints et ne dépassent pas 40 à 50 mètres de large, tandis que les corridors les plus fonctionnels peuvent atteindre plusieurs centaines de mètres de largeur.

Les corridors écologiques identifiés s'inscrivent dans un important réseau d'espaces perméables aux déplacements des espèces. En effet, la majeure partie du territoire de la communauté de communes étant constituée de boisements et de milieux semi-ouverts à ouverts, de vastes étendues peuvent être considérées comme des zones où la faune et la flore circulent librement. Ainsi, une délimitation des espaces perméables est possible en retirant les réservoirs (prioritaires et secondaires), mais surtout la zone d'influence de l'espace urbain (avec une zone tampon de 40 mètres autour de chaque construction) et des routes principales (avec une zone tampon de 15 mètres autour de chacune d'entre elles).

Trame Bleue :

Comme décrit précédemment, les milieux aquatiques linéaires (cours d'eau) constituent à la fois des réservoirs de biodiversité et des corridors fonctionnels de la Trame Bleue. Les cours d'eau principaux, tels que l'Ardèche, le Lignon, la Fontolière et la Bourges, sont associées à des zones humides linéaires auxquelles ils sont connectés. Les plans d'eau et les zones humides de superficie réduite (type mares) étant relativement localisés sur le territoire intercommunal, ceux-ci ne sont pas connectés entre eux et également discontinus des linéaires de cours d'eau.



Corridor aquatique avec passage hydraulique sous la RN 102 (Barnas, à gauche) et corridor terrestre coupé par la RN 102 (Lalevade d'Ardèche, à droite) (source : Eco-Stratégie)

Les zones de conflits et obstacles de la TVB

Les principales zones de conflits du territoire correspondent aux zones urbanisées puisqu'elles constituent un obstacle aux déplacements des espèces. De plus, l'urbanisation linéaire présente le long des routes ou des cours d'eau constitue un obstacle d'autant plus important qu'elle s'établit parfois sur plusieurs kilomètres, ce qui restreint fortement les continuités entre les deux versants d'une vallée.



Exemple d'urbanisation linéaire (bâti en noir) le long de la RN102 (en rouge) au niveau du centre de Mayres

Les routes forment également d'importants obstacles aux déplacements des espèces, puisqu'elles constituent une zone de rupture entre les milieux naturels et une zone de conflit avec un risque important de collisions entre la faune et les véhicules. Ce risque est d'autant plus important sur les routes à forte circulation comme la RN102, traversant le territoire en son centre, d'est en ouest. De plus, la topographie du territoire entraîne la présence de nombreuses zones de cassures liées au relief le long des routes, comme la présence de murs, de parapets ou d'affleurements rocheux infranchissables par une partie de la faune. Ponctuellement, des zones grillagées (prairies de pâture, terrains privés) constituent également des obstacles au passage de la grande faune.



Zone de conflit constituée par la RN 102 et la présence d'un mur infranchissable (Thueyts, à gauche) et obstacle constitué d'un grillage en limite de propriété (Jaujac, à droite) (source : Eco-Stratégie)

Enfin, les obstacles à l'écoulement (seuils, barrages) sont des zones de rupture spécifiques à la Trame Bleue. Ils constituent généralement une barrière difficilement voire non franchissable par les espèces aquatiques et semi-aquatiques, notamment la faune piscicole.



Obstacles aux déplacements de la faune aquatique le long de la Fontaulière (Chirols, à gauche) et de l'Ar-dèche (Meyras, à droite) (source : Eco-Stratégie)

2.4.2.3.4 La Trame Verte et Bleue de la CCASV

Sources : *Schéma Régional de Cohérence Écologique de la Région Rhône-Alpes, Schéma de Cohérence Territoriale Ardèche Méridionale, investigations de terrain des 12 et 13 février 2019*

Le territoire de la communauté de communes bénéficie d'une forte perméabilité aux déplacements des espèces grâce à son importante superficie en milieux naturels (forêts, prairies, landes, pelouses, cours d'eau). La fonctionnalité et la perméabilité de la TVB sont fortement liées à l'urbanisation. Ainsi, la Trame Verte et la Trame Bleue sont plus fonctionnelles sur les communes à faible densité de population que sur les secteurs plus urbanisés, comme le sud-est du territoire. Les réservoirs prioritaires se concentrent principalement sur les secteurs d'altitude dans la zone sud-ouest du territoire, où ils couvrent des superficies faibles (moins de 1 500 ha). Seules La Souche, Mayres et Barnas sont concernées par la présence entièrement ou partiellement d'un réservoir prioritaire dans leurs limites administratives.

Les réservoirs secondaires couvrent de large plage surfacique majoritairement en partie sud-ouest du territoire de la communauté de communes (Mayres, Barnas, La Souche), mais aussi de manière plus restreinte sur Jaujac, Montpezat-sous-Bauzon, Burzet, Péreyres et Thueyts). Ils sont situés majoritairement en continuité des réservoirs prioritaires.

Les prospections de terrain ont permis d'identifier des espaces perméables, catégorisés comme tels pour leur forte concentration en milieux naturels à végétation basse (landes, pelouses, milieux rocheux), au potentiel écologique élevé. A l'image de l'occupation du sol, les espaces perméables occupent une importante superficie du territoire et forment des connexions non linéaires mais surfaciques entre les différents réservoirs du territoire. Au sein de cet espace de perméabilité, 44 corridors écologiques terrestres à préserver ont été identifiés en se basant sur les éléments identifiés par le SRCE et le SCoT et sur les observations de terrain (zones de conflit). Ces corridors sont principalement constitués par des lisières de boisements ou des continuités topographiques (combes, vallons).

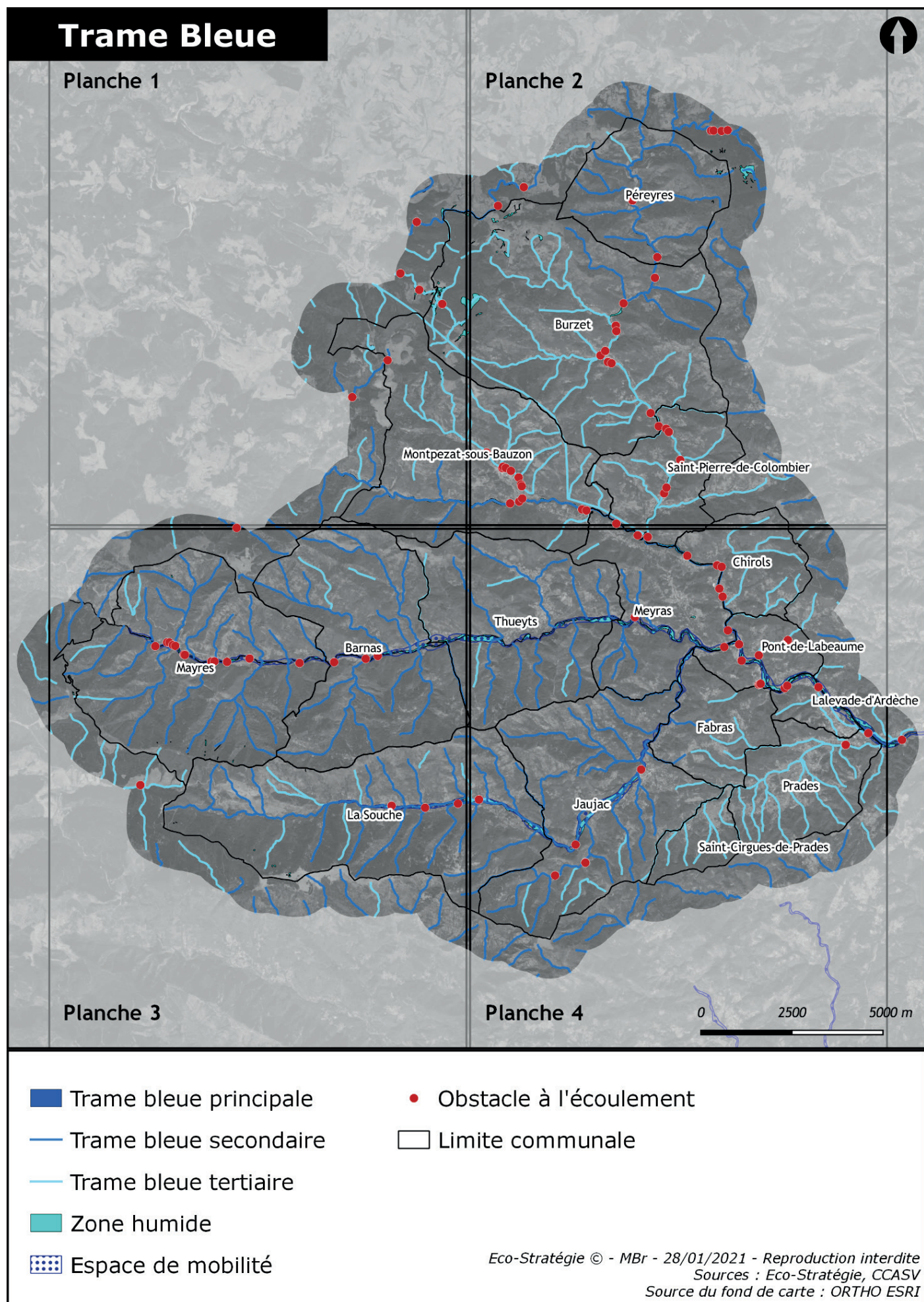
Les corridors écologiques sont surtout restreints par l'urbanisation linéaire présente au niveau des zones de plaine du territoire, notamment dans le secteur sud-est, où l'urbanisation est la plus marquée. De plus, la RN102 constitue une autre barrière écologique sur le territoire de par son

implantation d'est en ouest et de par les zones de rupture qui l'entourent (murs, parapets). Ces éléments forment les principaux points noirs de la Trame Verte sur le territoire de la communauté de communes.

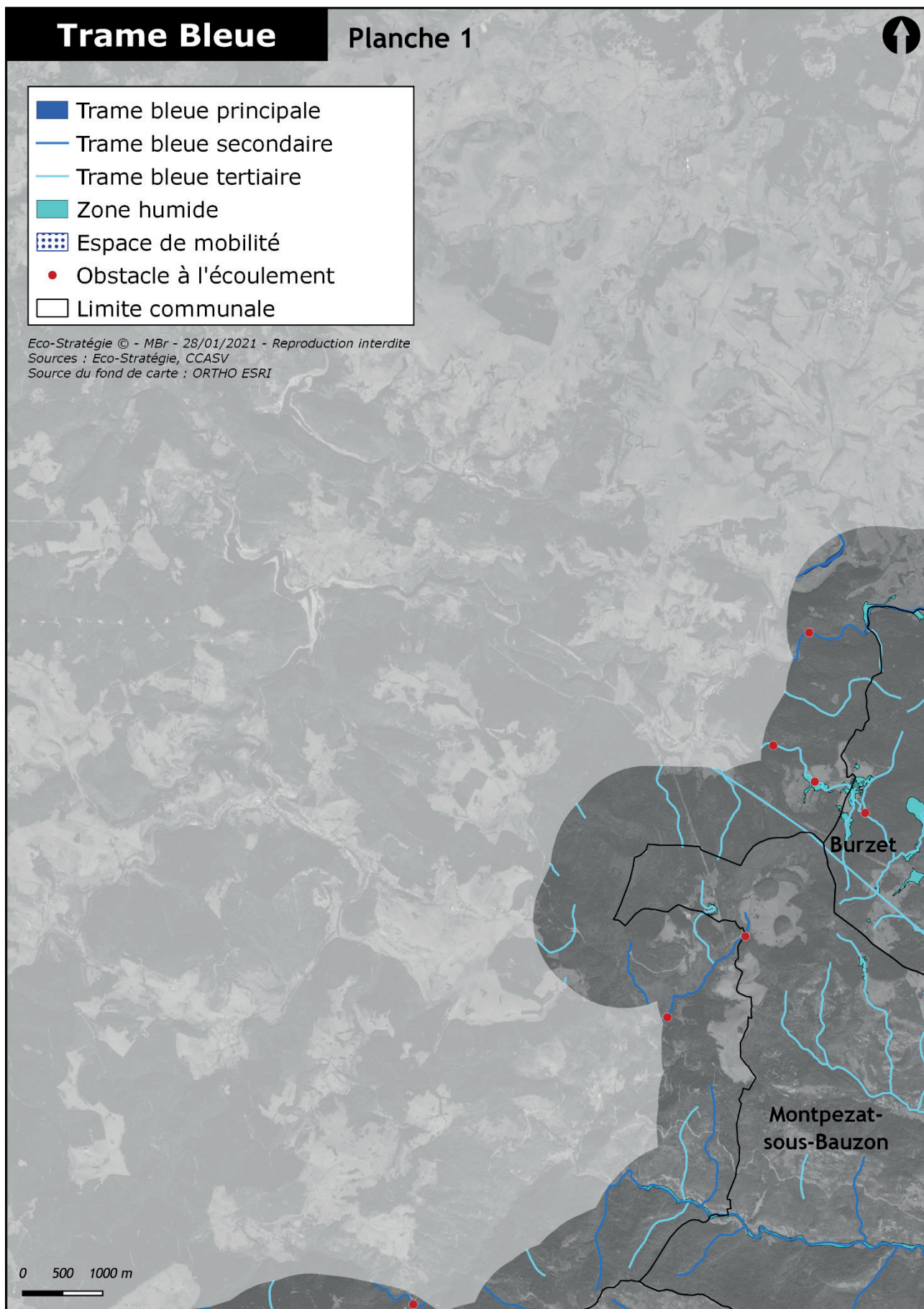
La Trame Bleue présente un réseau hydrographique bien développé, avec de nombreux cours d'eau formant à la fois des réservoirs de biodiversité et des corridors linéaires fonctionnels. Les principaux corridors et réservoirs sont formés par les cours d'eau principaux du territoire, à savoir la rivière Ardèche, puis le Lignon, la Bourges et la Fontaulière. Le réseau est toutefois marqué par la présence de 84 obstacles à l'écoulement, comme des seuils ou des barrages, constituant les principaux points noirs de la Trame Bleue sur la CCASV.

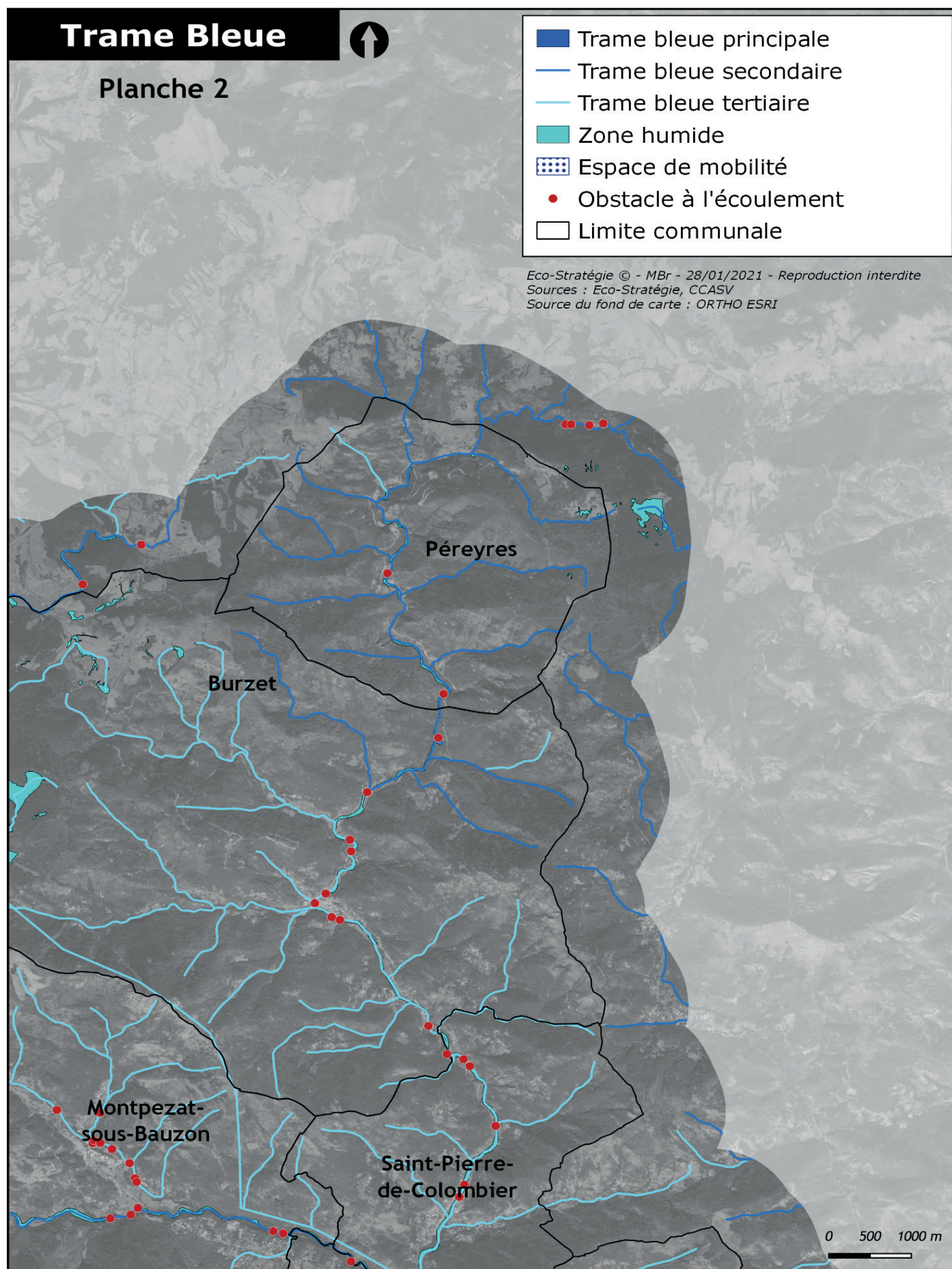
Synthèse des enjeux :

Le territoire de la communauté de communes représente un espace globalement perméable aux déplacements de la faune et à la dissémination de la flore. La Trame Verte est bien développée en termes de réservoirs (prioritaires et secondaires) et de corridors écologiques (ou continuités écologiques), même si certains secteurs restent restreints en termes de continuités (sud-est notamment). La Trame Bleue est formée par un important réseau fonctionnel de cours d'eau parcourant l'ensemble du territoire, même si plusieurs obstacles à l'écoulement sont recensés le long de ces derniers.

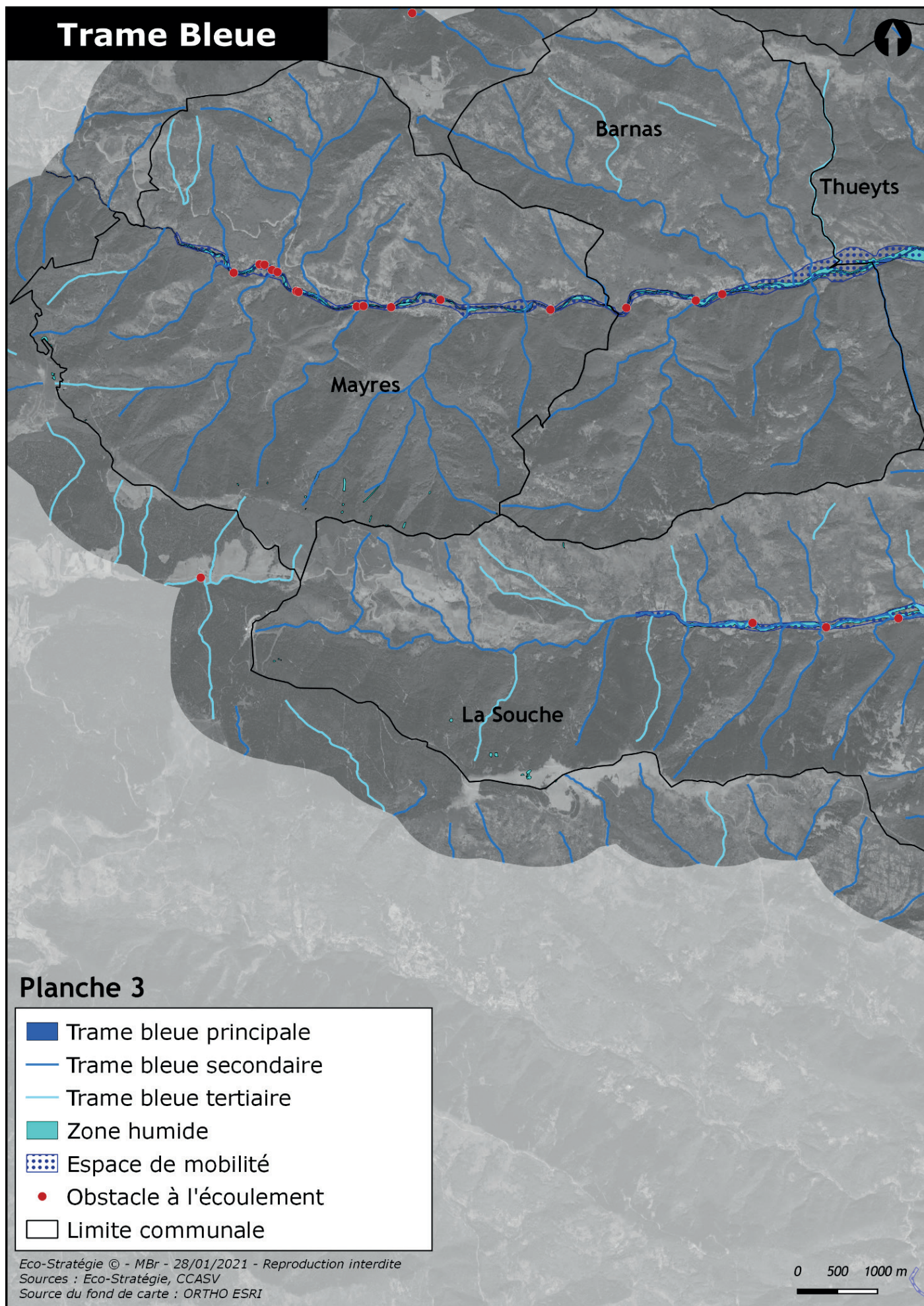


Trame Bleue du territoire de la communauté de communes

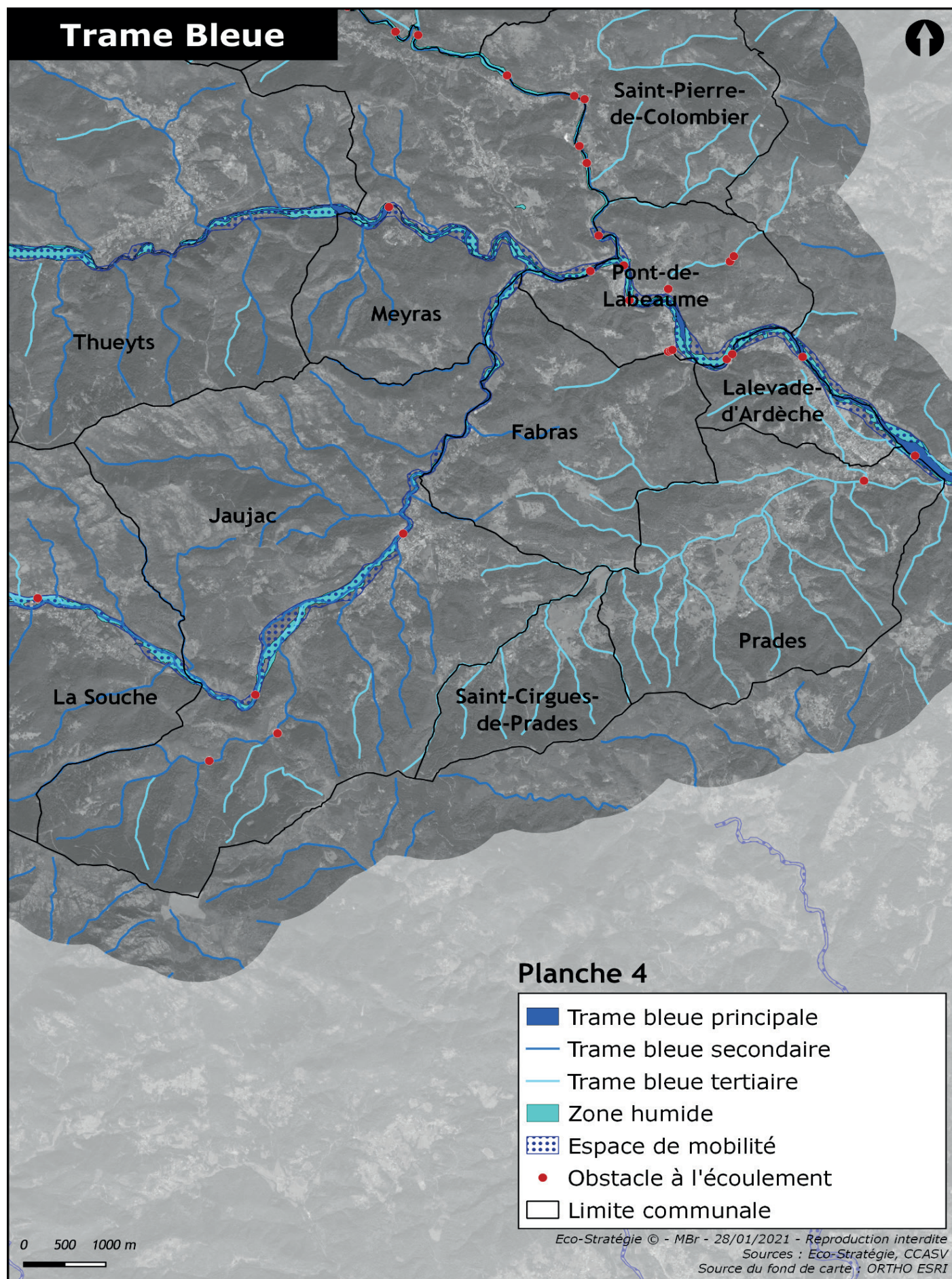




Trame Bleue du territoire de la communauté de communes (planche 2/4)



Trame Bleue du territoire de la communauté de communes (planche 3/4)



Trame Bleue du territoire de la communauté de communes (planche 4/4)

Trame Verte



Planche 1

Planche 2

Planche 3

Planche 4

0 2500 5000 m

 Corridor écologique terrestre

 Limite communale

 Réservoir de biodiversité prioritaire

 Réservoir de biodiversité secondaire

 Espace de vigilance

 Bâti

Eco-Stratégie © - MBr - 28/01/2021 - Reproduction interdite
Sources : Eco-Stratégie, CCASV
Source du fond de carte : ORTHO ESRI

Trame Verte du territoire de la communauté de communes

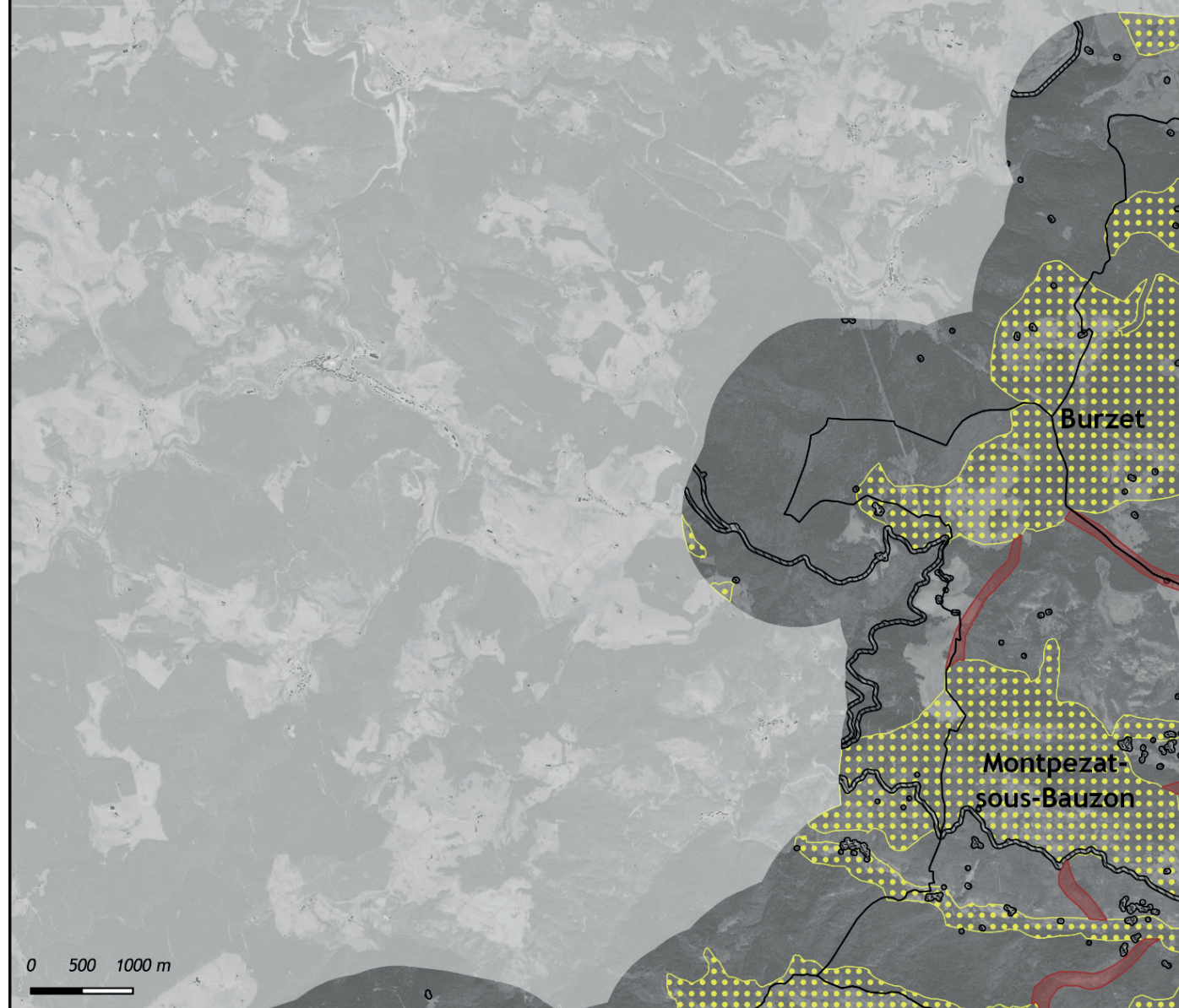
Trame Verte

Planche 1

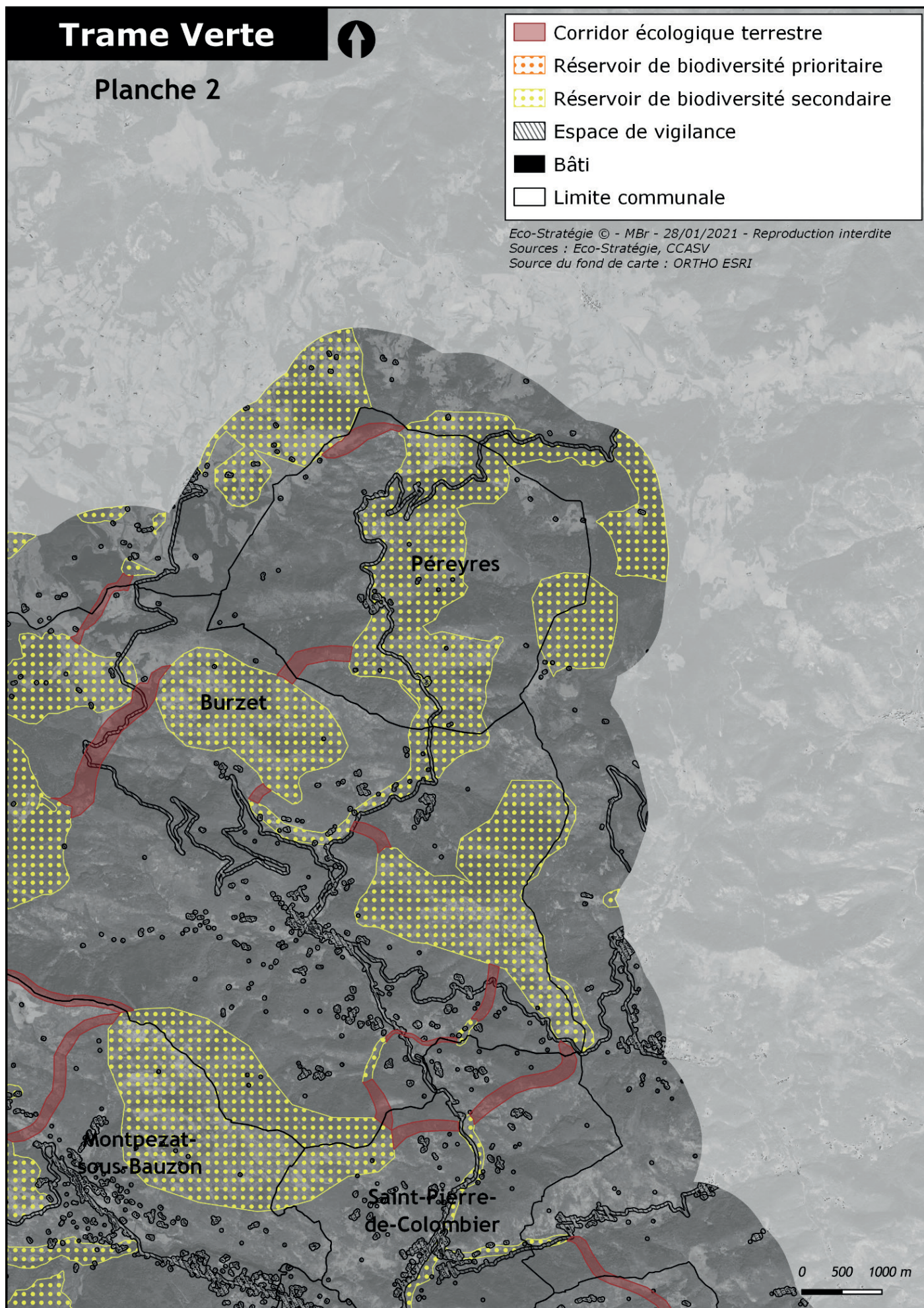


- Corridor écologique terrestre
- Réservoir de biodiversité prioritaire
- Réservoir de biodiversité secondaire
- Espace de vigilance
- Bâti
- Limite communale

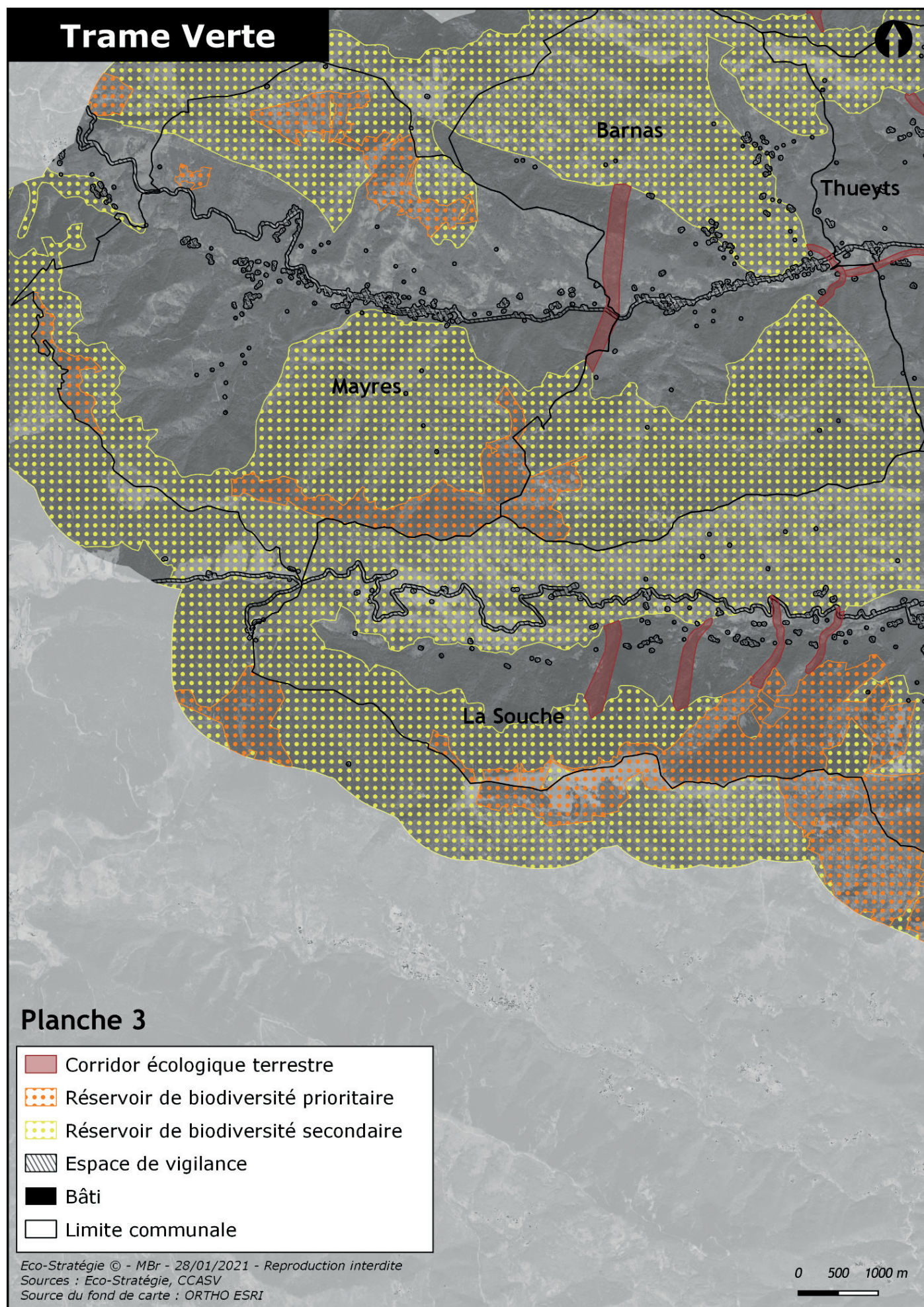
Eco-Stratégie © - MBr - 28/01/2021 - Reproduction interdite
 Sources : Eco-Stratégie, CCASV
 Source du fond de carte : ORTHO ESRI



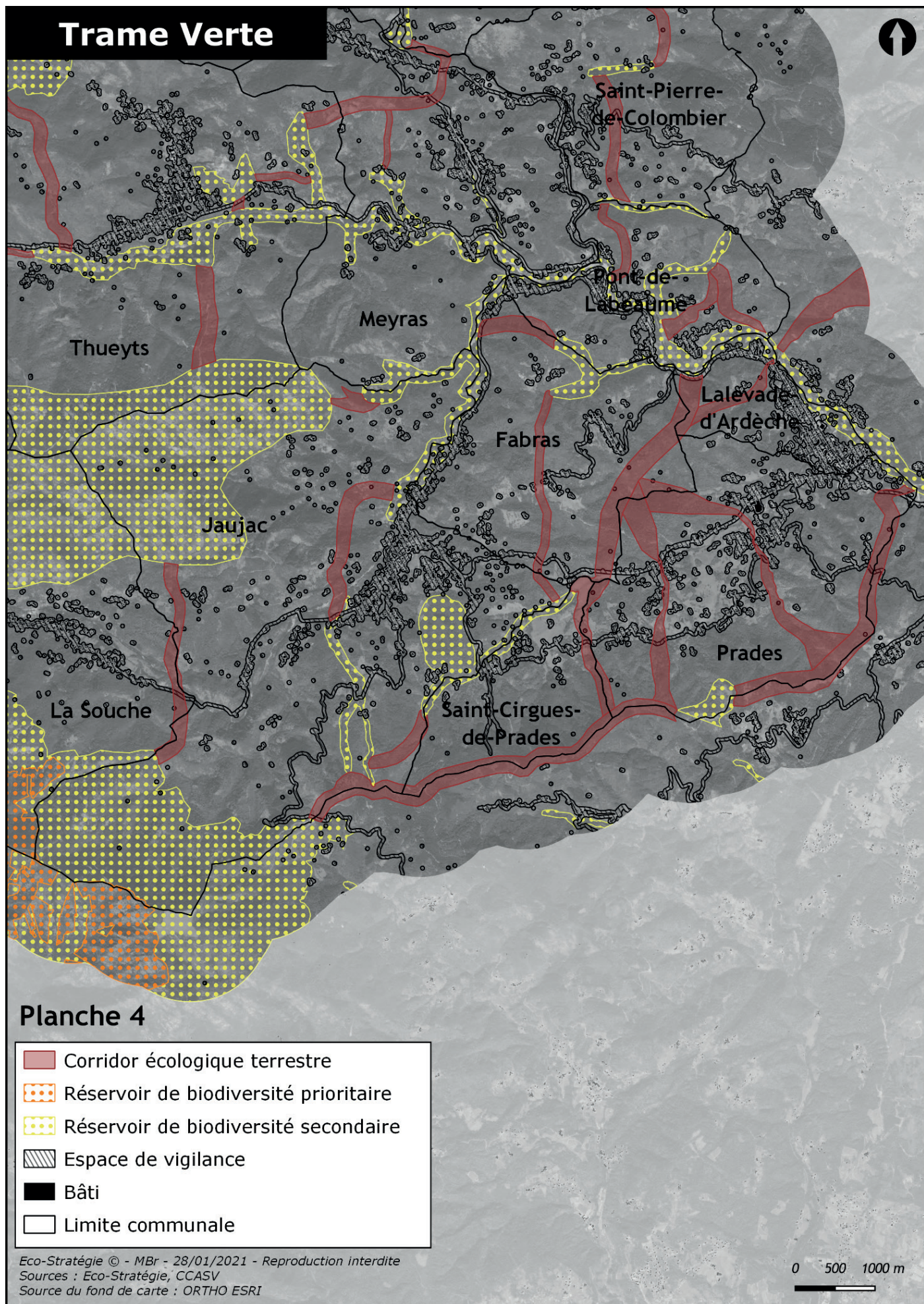
Trame Verte du territoire de la communauté de communes (planche 1/4)



Trame Verte du territoire de la communauté de communes (planche 2/4)



Trame Verte du territoire de la communauté de communes (planche 3/4)



Trame Verte du territoire de la communauté de communes (planche 4/4)

Synthèse des enjeux du milieu naturel :

Le territoire intercommunal est concerné par :

- 3 sites Natura 2000 de type ZSC : « Cévennes ardéchoises » (FR8201670), « Loire et ses affluents » (FR8201666) et « Secteurs des Sucs » (FR8201664). L'armature du réseau écologique européen Natura 2000 permet la présence de poissons rares, de la Loutre d'Europe, du Castor d'Europe, du Sonneur à ventre jaune, de nombreux papillons et libellules rares, de plusieurs chauves-souris et de l'Écrevisse à pattes blanches

- 6 ZNIEFF de type II et 16 ZNIEFF de type I ;

- 2 réserves biologiques (« Sources de l'Ardèche » et « Grand Tanargue »), 1 ENS (« Massif de Tanargue et gorges de la Borne »), 1 site du CEN (« Tourbières de la Verrerie, du Font de l'Aigle et de Prat sauvage »). Ces milieux recoupent à la fois des pelouses et des tourbières et offrent des habitats pour des espèces rares et protégées (Grand Tétras par exemple) ;

- 1 PNR « Monts d'Ardèche » sur la totalité du territoire ;

- Plus de 100 zones humides inventoriées.

Les principaux espaces naturels remarquables sont formés par :

- Les milieux boisés (62%) représentés par les châtaigneraies (à l'étage collinéen), les hêtraies (à l'étage montagnard), les chênaies (liées à l'influence méditerranéenne au sud-est du territoire), les ripisylves et les boisements alluviaux (le long des principaux cours d'eau) et les boisements de résineux et mixtes (disséminés sur le territoire) ;

- Les milieux semi-ouverts (34%) représentés par les landes (sur les pentes et les secteurs d'altitude), les pelouses sèches (essentiellement dans la moitié nord du territoire), les prairies (dans les vallées), les cultures et friches (à basse altitude dans les vallées), les vergers et vignobles (au sud-est du territoire) ;

- Les milieux aquatiques et humides (0,46%) représentés par les cours d'eau (notamment l'Ardèche qui coupe le territoire d'est ou ouest, le Lignon, la Bourges et la Fontaulière), les plans d'eau (lac Ferrand au nord-ouest du territoire et quelques étangs et mares au sud du territoire), les milieux humides (assez rares sur le territoire, quelques fossés ou tourbières en altitude).

- Les milieux rupicoles et rocheux (<1%) (falaises et barres rocheuses au sommet des reliefs, notamment dans la moitié sud du territoire et affleurement rocheux sur tout le territoire), les éboulis (ponctuels et localisés sur les secteurs de pentes notamment au sud du territoire) et les carrières (sur la commune de Thueyts) ;

- Les milieux anthropisés (3,5%) représentés par les bâtis anciens (en fonds de vallées ou sur les hauteurs pour les châteaux et ruines) et les espaces boisés urbains et zones de loisirs (au centre des principaux bourgs du territoire comme Jaujac, Thueyts, Montpezat-sous-Bauzon, Lavelade d'Ardèche) ;

- Les autres milieux représentés par les murets de pierres sèches et les arbres remarquables.

Le territoire représente un espace globalement perméable aux déplacements de la faune et à la dissémination de la flore. La Trame Verte est bien développée en termes de réservoirs et de corridors écologiques. La Trame Bleue est formée par un important réseau fonctionnel de cours d'eau parcourant l'ensemble du territoire, bien que ponctués d'obstacles parfois infranchissables.

2.4.3 Milieu humain

Source : Site internet de la communauté de communes Ardèche des Sources et Volcans - Diagnostic territorial de la communauté de communes Ardèche des Sources et Volcans, document provisoire du 27/09/2018 - Données SIDOMSA, novembre 2017

2.4.3.1 Sports et sites de loisirs de pleine nature

Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires (PDESI)

Le département de l'Ardèche a adopté un Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée Pédestre (PDIPR) en 1992. À noter que le département ne fait pas l'objet d'un Plan Départemental des Itinéraires de Randonnées Motorisées (PDIRM). En 2006, le département a adopté un Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires (PDESI) qui intègre le PDIPR. Pour rappel, la Commission Départementale relative aux Espaces, Sites et Itinéraires de pratiques sportives de nature (CDESI) concourt à l'élaboration du PDESI, propose des conventions pour sa mise en œuvre et est consultée sur toute modification du plan, sur tout projet d'aménagement ou toute mesure de protection des espaces naturels susceptibles d'avoir une incidence sur l'exercice des sports de nature dans les espaces, sites et itinéraires inscrits au PDESI.

Les objectifs du PDESI sont :

- Promouvoir le développement durable et maîtrisé des sports de nature ;
- Dynamiser le territoire et ses espaces naturels ;
- Élaborer une stratégie d'ensemble coordonnée et cohérente ;
- Sensibiliser à la qualité et à la diversité environnementale ;
- Innover en conciliant développement économique et épanouissement humain.

Plus de 13 500 espaces, sites et tronçons d'itinéraires pratiqués sont inscrits (dont environ 1 300 Espaces Sites et Itinéraires liés aux sports de nature). Mais rappelons que ce plan est évolutif.

Les sports de nature sont regroupés en 6 catégories. Notons toutefois que tous les sports ne sont pas pratiqués dans le département. Le détail est donné ci-dessous :

- Les randonnées non motorisées (pédestres, équestres, VTT...)

En Ardèche sont pratiqués : le cyclisme sur route, le cyclotourisme, le VTT, la randonnée pédestre, le tourisme équestre.

- Les sports d'eau vive (canoë-kayak, rafting...) et nautiques (bases nautiques...)

En Ardèche sont pratiqués : l'aviron, les barques, le canoë-kayak, les joutes, la nage en eaux vives, la natation en eau libre, le ski nautique et jet-ski, la voile.

- Les sports aériens (parapente, deltaplane...)

En Ardèche, sont pratiqués : la montgolfière, le parapente, le deltaplane, l'ULM, le vol à voile.

- Les sports de montagne estivaux (escalade, canyoning, spéléologie...)

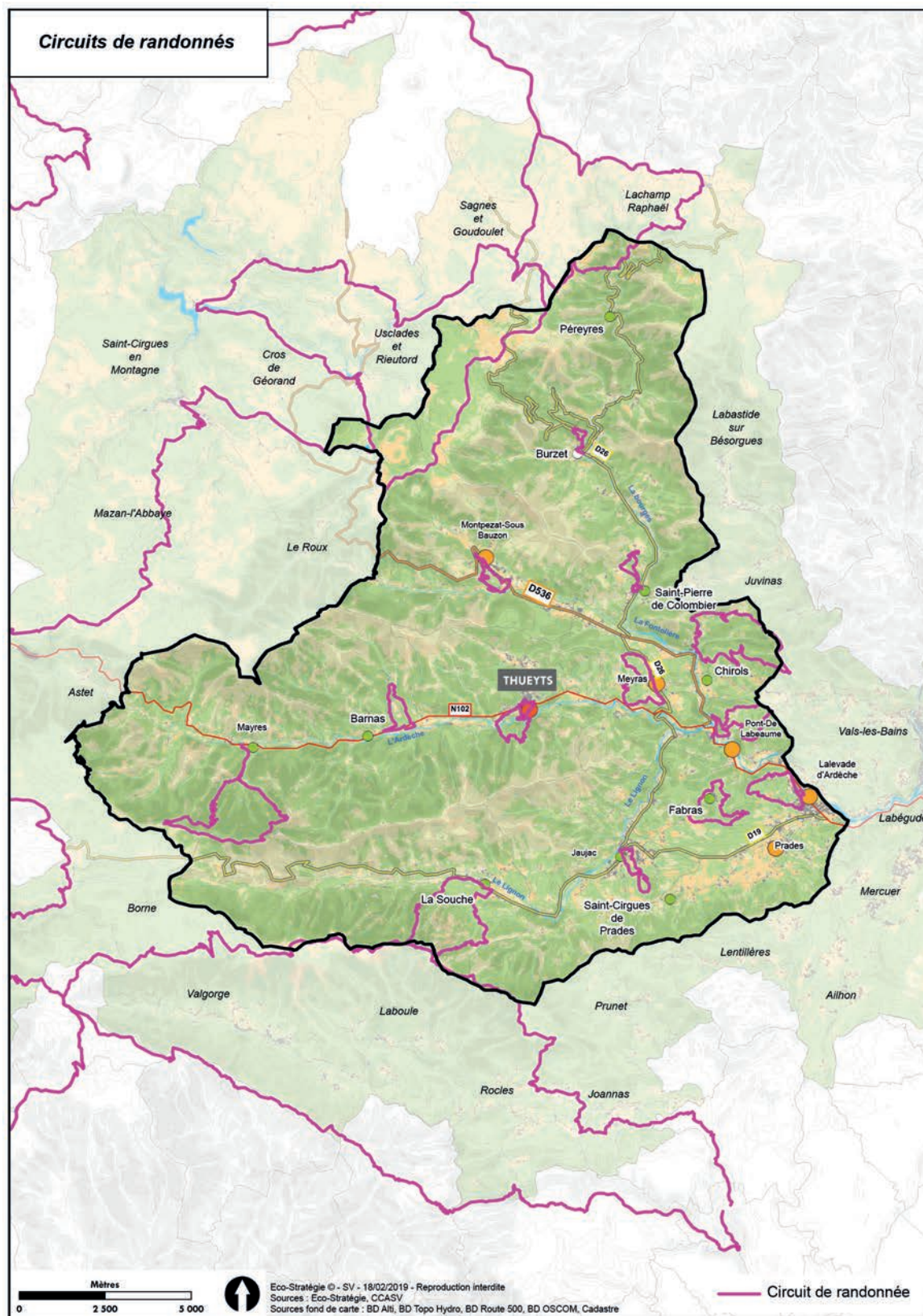
En Ardèche, sont pratiqués : le canyoning, l'escalade, la spéléologie, la via ferrata.

- Les sports de montagne hivernaux (sports de glisse)

En Ardèche, sont pratiqués : le biathlon, les balades en chiens de traineau, le ski de piste, le ski de fond, les raquettes à neige.

- Les activités multisports ou périphériques (pratiques motorisées, chasse, pêche ...)

En Ardèche, sont pratiqués : l'accrobranche, la course d'orientation, le golf, le tir à l'arc, le triathlon, les activités motorisées.



Localisation des itinéraires de randonnées sur la communauté de communes

Synthèse des enjeux :

- Conserver le maillage et l'accessibilité ;
- Gérer l'accueil et le stationnement sur les sites de sports de pleine nature, structurer l'offre de sports de pleine nature pour éviter la sur-fréquentation de certains sites.

2.4.3.2 Activités de pêche

Sources : DREAL Auvergne - Rhône-Alpes ; Fédération Départementale de la Pêche 07

Le département de l'Ardèche dispose de milieux naturels riches et variés mais surtout dont le fonctionnement n'est que très peu altéré par l'impact de l'homme.

Dans ces secteurs dits « conformes » (c'est à dire permettant le cycle complet de l'espèce repère, ici la truite fario), la politique de gestion piscicole adoptée, à partir de la fin des années 1990, est de privilégier et conserver l'habitat naturel afin de préserver et pérenniser les espèces piscicoles autochtones. En conséquence, les instances de la pêche ardéchoises (AAPPMA et Fédération) pratiquent la gestion dite « patrimoniale ». Celle-ci consiste à ne rien déverser dans les cours d'eau permettant le maintien et la conservation de la faune piscicole locale. Cette orientation marquait à l'époque une rupture avec la politique de déversement massif de poissons de piscicultures, dont les souches étaient différentes des poissons sauvages, et qui en ce sens constituait une pollution génétique des populations sauvages.

Au bout d'une dizaine d'années de cette gestion (pour les secteurs les plus anciens), il a semblé nécessaire de réaliser un état qualitatif des populations de Truite fario. C'est l'objet de l'étude génétique lancée en 2006 qui se poursuit en 2009. Elle a consisté en l'analyse génétique d'échantillons de poissons provenant de stations de cours d'eau ardéchois. Grâce à l'ADN, il est possible de savoir le pourcentage de poissons « de souche » ou de poissons « domestiques » dans la population étudiée.

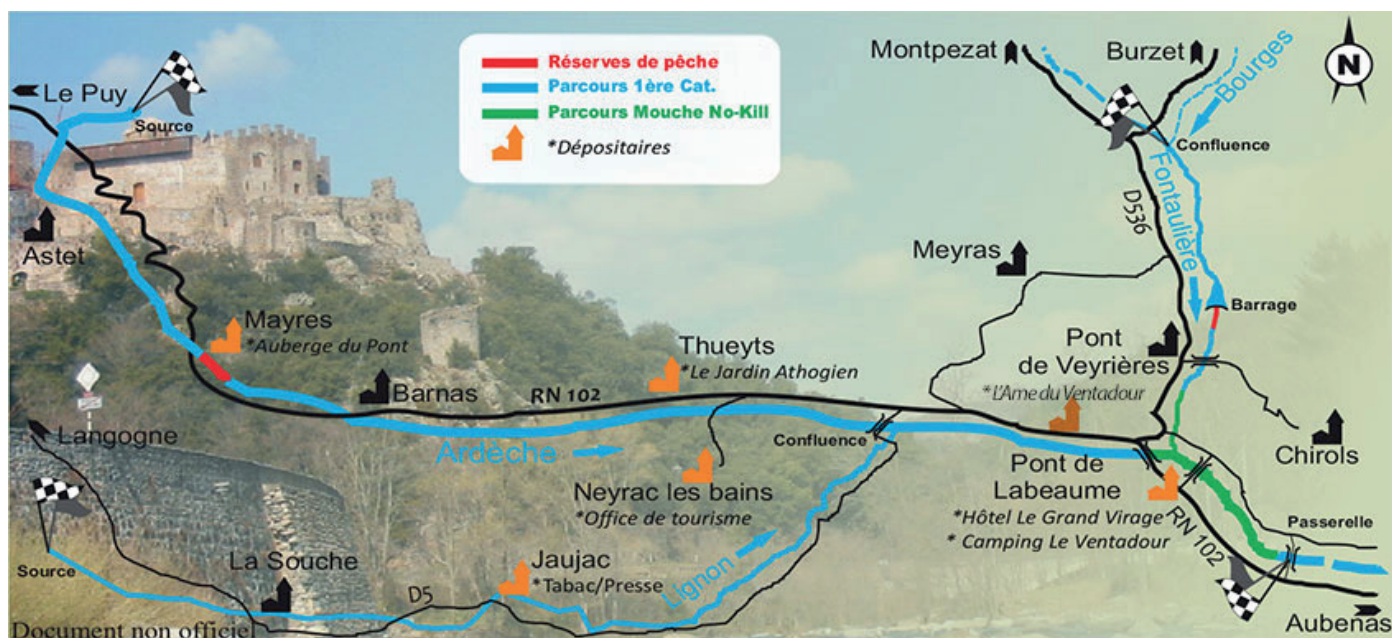
Les résultats des trois études révèlent que les populations sur l'essentiel des stations sont composées très majoritairement de truites de souche. Ces résultats montrent bien que la gestion patrimoniale est de loin la mieux appropriée à ces secteurs (puisque'il ne subsiste quasiment aucun poisson de pisciculture déversé) mais aussi que les truites autochtones sont les mieux adaptées aux conditions locales des milieux.

Un Plan Départemental pour la Protection des milieux et la Gestion des ressources piscicoles (PDPG) a été élaboré entre 1998 et 2001 par la Cellule Scientifique et Technique de la Fédération de Pêche avec le concours de la brigade départementale du Conseil Supérieure de la Pêche.

Ce document général est destiné aux Associations Agréées de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique (AAPPMA) et est une base aux Plans de Gestion Piscicole locaux qui doivent être cohérents avec le PDPG. Les PGP (échelle locale pour chaque AAPPMA) sont valables 5 ans et doivent être approuvés par le préfet.

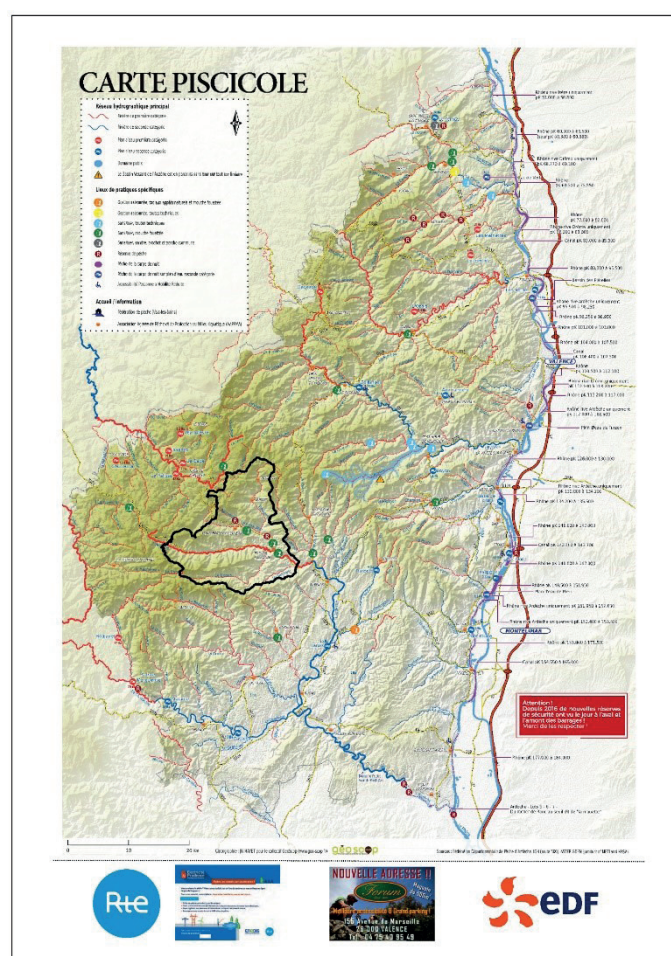
Le territoire intercommunal est concerné par les AAPMA suivantes :

- La Truite Beaumoise (siège situé à Pont-de-Labeaume) : les parcours 1^{ère} catégorie balisés concernent l'Ardèche (passerelle de Bayzan à Pont de Rolandy), la Fontaulière (confluence avec l'Ardèche au barrage de la micro-centrale SNC du Pradel) et Lignon (intégral), ainsi qu'un parcours mouche No-Kill en limite du territoire intercommunal :



Carte des parcours proposés par l'AAPPMA de la Truite Beaumoise

- La Truite de la Fontaulière (siège situé à Montpezat-sous-Bauzon) ;
- Bourges-Loire-Pradelles (siège situé à Burzet) ;
- La Truite du Ray-Pic (siège situé à Péreyres).



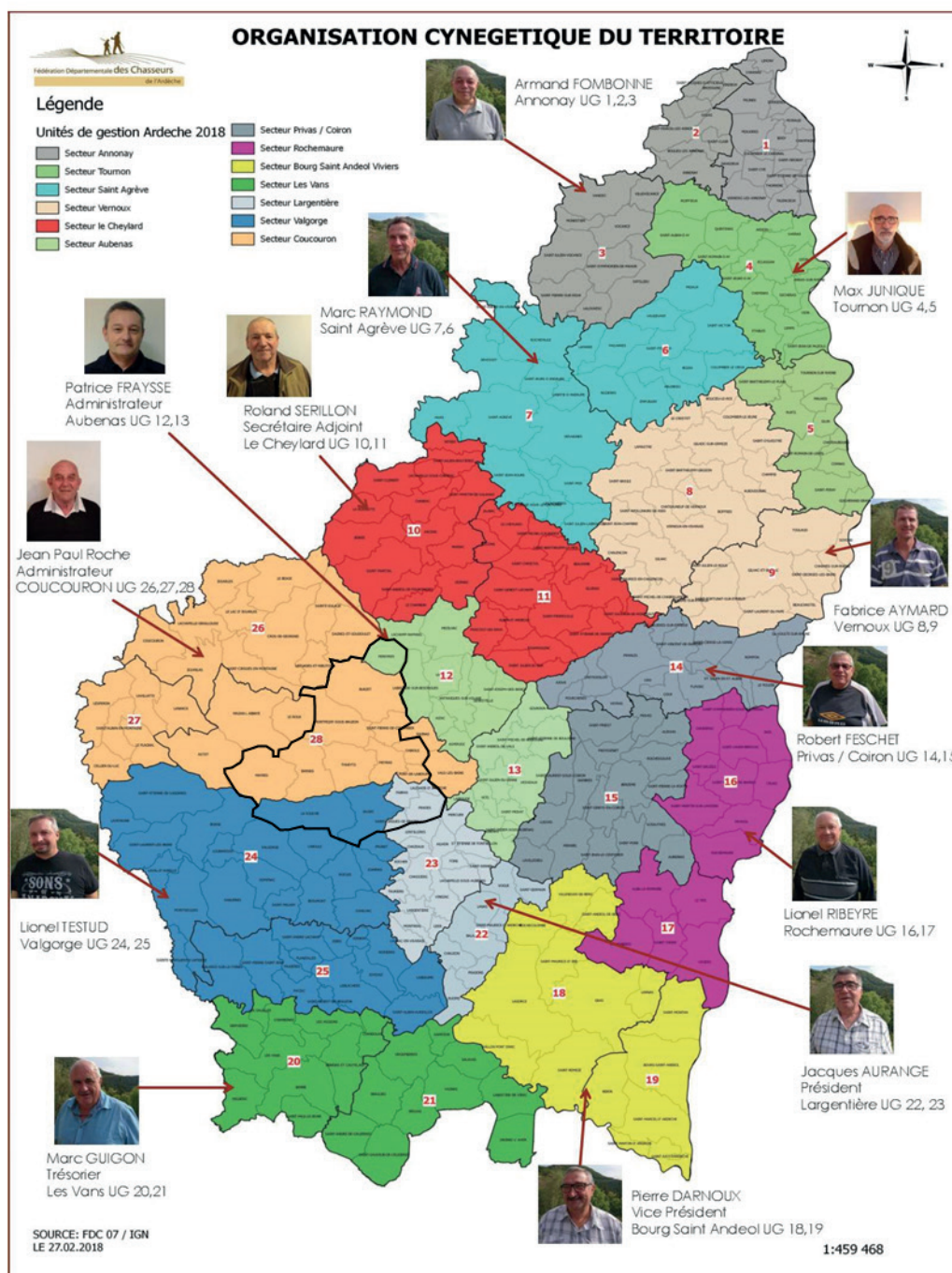
Localisation des parcours de pêche sur le territoire de la communauté de communes

2.4.3.3 Activités de chasse

Sources : Schéma départemental de gestion cynégétique du département de l'Ardèche, 19 décembre 2008, 116 pages ; Site Internet de la préfecture d'Ardèche - Chasse [en ligne] <https://www.chasseardèche.fr/reglementation-sdgc.html>, consulté le 8 mars 2019.

Le Schéma Départemental de Gestion Cynégétique de l'Ardèche, validé par arrêté préfectoral du 19 décembre 2008, a été reconduit pour une période de 6 ans par arrêté préfectoral du 16 septembre 2015. En parallèle, le second SDGC est en cours d'élaboration, les principes de ce dernier ont d'ailleurs été validés par l'assemblée générale de la fédération le 25 avril 2015.

Le territoire intercommunal s'inscrit sur les pays d'Aubenas Volane (n°7) et des Cévennes (n°8), et plus particulièrement au droit des unités de gestion 12 (Péreyres), 28 (Buzet, Montpezat, Saint-Pierre-de-Colombier, Chirols, Meyras, Thueyts, Pont-de-Labeaume, Barnas et Mayres), 24 (La Souche et Jaujac) et 23 (Saint-Cirgues-de-Prades, Fabras, Lavelade d'Ardèche et Prades).



Localisation du territoire au sein de l'organisation cynégétique départementale

2.4.3.4 Sylviculture

Source : Site internet de la communauté de communes Ardèche des Sources et Volcans - Diagnostic territorial de la communauté de communes Ardèche des Sources et Volcans, document provisoire du 27/09/2018 - PPRDF de Rhône-Alpes pour la période 2010-2015, Office National des Forêts et son outil cartographique http://carmen.carmen-carto.fr/105/ONF_Forets.map - Institut National de l'Information Géographique et Forestière - Inventaire Forestier V2

La sylviculture représente l'ensemble des techniques permettant la création et l'exploitation rationnelle des forêts tout en assurant le

Le PPRDF de Rhône-Alpes

Afin d'améliorer la production et la valorisation économique du bois, tout en respectant les conditions d'une gestion durable des forêts, la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 juillet 2010 a instauré dans chaque région un Plan Pluriannuel Régional de Développement Forestier (P.P.R.D.F.).

Le PPRDF de Rhône-Alpes pour la période 2010-2015 identifie 97 massifs forestiers qui justifient, en raison de leur insuffisante exploitation, des actions prioritaires pour la mobilisation du bois. La communauté de communes n'est pas concernée par ces massifs.

La sylviculture sur le territoire de la communauté de communes

Historique : Les conditions physiques, climatiques et pédologiques ont fortement influencé l'occupation humaine et en particulier agricole et forestière du territoire. L'exploitation du bois représentait jusque dans les années 1960 un revenu complémentaire à l'activité agricole et permettait de tirer profit des zones non mécanisables pour l'agriculture. L'activité agricole restait alors l'activité principale du territoire. Le délaissement de certains terrains agricoles couplé aux incitations financières des années 1960 pour le reboisement (Fonds forestier National) ont considérablement augmenté les surfaces boisées de cette vallée.

Le châtaignier, historiquement exploité pour son fruit, est devenu aujourd'hui l'essence principale des forêts du territoire.

Répartition de la ressource sur le territoire : La forêt occupe actuellement 63% (19 000 ha) du territoire de la communauté de communes. Elle est principalement présente sur les versants, souvent de forte pente. La forêt feuillue est majoritaire, représentant 87% de la surface forestière totale. Le châtaignier est l'essence dominante (43% en surface), le hêtre (23%) et diverses essences (frêne, chêne vert, chêne pubescent, robinier, merisier) venant compléter le panel d'essences feuillues présentes.

Exploitation et gestion : Bien qu'étant une constituante principale du territoire, la forêt est très peu gérée et exploitée. Environ 4 000 ha de forêt, soit 21% de la surface forestière totale, font en effet l'objet d'un contrat de gestion (ONF / DDT / deux experts forestiers). Neuf Plans Simples de Gestion (PSG) sont agréés et en cours de validité sur le territoire pour 1 192 ha. Quelques autres PSG sont en cours d'élaboration.

Les entreprises forestières : 17 entreprises de la filière forêt bois sont implantées sur le territoire de la communauté de communes (siège sis en une commune de la communauté de communes) réparties dans 11 communes du territoire. Les dites entreprises interviennent directement en forêt. Ne sont pas concernées les entreprises de première et seconde transformation qui ne réalisent pas d'exploitation forestière.

À ces entreprises s'ajoutent 6 groupements forestiers. Ces groupements sont des cas particuliers puisque ce sont des sociétés civiles immobilières constituées afin de gérer des massifs forestiers.

Les structures forestières : Les entreprises forestières sont très majoritairement de petites uni-

tés. En effet, environ 60% des entreprises de la filière forêt/bois (hors groupements forestiers) sont des entreprises individuelles. Cinq sociétés à responsabilité limitée sont présentes sur le territoire, leur effectif étant compris entre 0 et 2 salariés, ainsi qu'une société par actions simplifiée (Etablissements Beaume). Enfin, les groupements forestiers sont des sociétés civiles comportant parfois de très nombreux sociétaires. Ainsi, 4 000 à 5 000 m³ de bois sont transformés et valorisés par les entreprises de la communauté de communes.

Bien que la majorité de la forêt du territoire soit composée de châtaignier, l'essentiel des bois exploités à ce jour est résineux.

Filières : 23 entreprises de l'amont de la filière et 26 entreprises de 1^{ère} et 2^{nde} transformation. Le secteur de la première transformation recense 4 entreprises sur le territoire (3 comportant 1 seule personne et 1 comptant 15 salariés : les établissements Beaume). Ce secteur est actuellement dans une phase de régression en termes de volume de travail.

Le secteur de la seconde transformation semble, quant à lui, être stable. Les entreprises de charpente sont dominantes en volume transformé mais ne représentent que peu d'emplois (5 artisans). Le secteur de la menuiserie et de l'ébénisterie comporte 19 artisans. Une société dans le secteur de l'emballage est basée à Prades mais ne s'approvisionne pas localement.

Potentiel de diversification et de valorisation de la ressource bois : Les entreprises de valorisation des bois locaux existent. Le fait de transformer du bois local est un argument de vente pour la plupart d'entre elles.

La filière de première transformation est actuellement en difficulté et ne tend pas vers une augmentation de production. Les entrepreneurs (scieurs) individuels installés valorisent au maximum le bois local mais ne représentent que de faibles débouchés. Toutefois, la demande existe, notamment pour le bois de châtaignier, qualité charpente ou menuiserie, de la part de ces artisans qui constituent à ce jour une filière de niche.

Fonctionnements et dysfonctionnement de la filière forêt-bois : Le tissu local des entreprises de première transformation se maintient avec difficultés ces dernières années. La baisse de la demande liée au marché de la construction a affaibli ces scieries et constitue le principal dysfonctionnement de la filière. Quant au bois-énergie (bois d'industrie de manière plus générale), la filière, même si elle n'est pas directement implantée sur les communes de la communauté de communes, est en développement. La demande est accrue et le nombre d'exploitations pour ce type de produit se développe depuis 2012.

L'industrialisation des modes d'exploitation du bois et la demande croissante pour des volumes conséquents ont aussi participé à l'affaiblissement de l'exploitation locale. Les engins sont en effet de plus en plus imposants, peu adaptés au contexte majoritaire du territoire de la communauté de communes. Il y a actuellement suffisamment d'offre pour satisfaire la demande de la filière de transformation et permettre à cette dernière de choisir les lots de bois les plus attractifs. Ainsi, les lots dont l'exploitation est délicate ou de faible dimension trouvent moins facilement acquéreur.

Le relief, la pente, les accès aux forêts ainsi que le morcellement en forêt privée sont les causes principales du faible développement de l'activité sylvicole. Des outils existent pour dynamiser la filière forêt-bois (regroupement de propriétaires, scieries en place, débardage par câble aérien, aides à l'amélioration de la desserte) et participent d'ores-et-déjà à son développement.

Les enjeux liés à la forêt :

- Concernant sa fonction économique : Favoriser la structuration de la filière, l'installation de transformateurs (scierie), le développement d'une exploitation forestière raisonnée, et

le développement d'un réseau de desserte adapté ;

- Concernant sa fonction écologique : Préserver la biodiversité, le rôle épurateur et régulateur de la forêt et maintenir la Trame Verte. Outre l'enjeu de développement de l'activité sylvicole, l'enjeu de Défense de la Forêt Contre l'Incendie (DFCI) est prépondérant sur le territoire (sensibilité forte à très forte face à l'aléa feu de forêt). L'urbanisation sur certains secteurs a un impact sur le milieu forestier avec des constructions parfois directement en lisière de forêt et la fermeture d'accès aux parcelles forestières. La problématique des accès aux forêts est un enjeu important que ce soit pour la DFCI ou pour l'exploitation forestière. Cet enjeu doit être traité dans son ensemble, les pistes pour la DFCI et la desserte pour l'exploitation forestière peuvent être conciliées ;

- Concernant sa fonction sociale : préserver cet écrin paysager et permettre l'accueil du public en forêt. En effet, la forêt est un élément structurant du paysage de la communauté de communes, elle est perçue comme un cadre de vie et est propice aux activités de loisirs (randonnée, cueillette, chasse) ;

Les enjeux de la forêt sont donc importants pour le territoire en termes économique (emplois locaux générés par l'ensemble de la filière), paysagers, écologiques, productifs (construction bois, énergie bois...), et sociales (défense incendie, loisirs...).

Synthèse des enjeux :

- Améliorer la desserte pour l'exploitation forestière et mutualiser les aménagements avec ceux prévus pour la défense incendie ;
- Développer la sylviculture pour l'enjeu économique de toute la filière, la production et la valorisation d'une ressource locale : bois-énergie ;
- Gérer la forêt pour répondre à d'autres enjeux connexes de qualité de vie : la lutte contre les incendies + la gestion des paysages + le cadre de vie et espace de loisirs de la forêt.

2.4.3.5 Gestion des déchets

2.4.3.5.1 Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires

La région Auvergne-Rhône-Alpes produit 7,2 millions de tonnes de déchets par an, dont 53% de déchets ménagers et assimilés et 43% de déchets d'entreprises, auxquels il faut ajouter 18 millions de tonnes de déchets inertes issus du BTP (2015).

L'objectif que le SRADDET fixe aux acteurs du territoire est de faire d'Auvergne-Rhône-Alpes une région leader sur la prévention et la gestion des déchets et de tourner la page de l'enfouissement. Ainsi, à l'horizon 2030, il conviendra de :

- Stabiliser la production des déchets ménagers et assimilés, des déchets d'activité des entreprises (dont BTP) et des déchets dangereux ;
- Accélérer le développement du recyclage des déchets, pour en faire une ressource pour les territoires ;
- Améliorer la valorisation des déchets.

L'ensemble de ces objectifs et priorités d'actions contribuent à réduire significativement la part des déchets enfouis, en divisant par deux la quantité de déchets non dangereux non inertes enfouis en 2031 par rapport à 2015.

Le SRADDET n'identifie pas le territoire comme étant une zone à enjeux au niveau de la gestion des déchets, les installations semblant suffisantes par rapport la production actuelle. Une adaptation sera à mener en fonction des évolutions du territoire.

2.4.3.5.2 Le Plan interdépartemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux

Source : DREAL Rhône-Alpes - PIED Drôme Ardèche, 2016

Le Plan Interdépartemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés des départements de la Drôme et de l'Ardèche (PIED) a pour vocation de coordonner et d'orienter les actions menées par les pouvoirs publics et les organismes privés en matière de gestion des déchets sur ces deux départements.

Après un long travail de concertation avec l'ensemble des acteurs des départements, et conformément à l'article 8 de la Loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale pour la République) promulguée le 7 août 2015, le Plan interdépartemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux et son rapport environnemental ont été approuvés par délibération n°375 de l'Assemblée plénière du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes en date du 14 et 15 avril 2016.

L'état des lieux global sur les deux départements, réalisé entre 2012 et 2016, a mis en évidence la présence sur le territoire des entités suivantes :

- 10 plateformes de compostage ;
- 3 Centres de Valorisation Organique (CVO) ;
- 88 déchèteries des collectivités et 4 déchèteries des professionnels ;
- 9 centres de tri ;
- 386 000 T de Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) ;
- 358 700 T de Déchets des Activités Économiques (DAE).

Soit un total de 744 700 T de déchets non dangereux produits sur les départements de la Drôme et de l'Ardèche (année de référence 2010).

Dans le prolongement du PIED Ardèche-Drôme, trois enjeux doivent être pris en compte dans le cadre de l'élaboration du PLUi :

- En matière de tri sélectif : l'aménagement d'espaces dédiés à l'apport volontaire devra intégrer les problématiques de l'accessibilité des camions de ramassage, de l'entretien et du nettoyage de ces espaces, ainsi que celle de la collecte des déchets toxiques et notamment les piles.
- Pour ce qui est du compostage, il est recommandé que sa prise en compte soit intégrée :
 - o dans les projets d'habitat collectif ou semi-collectif, idéalement selon une localisation centrale et/ou une proximité avec un espace vert ou encore un jardin collectif,
 - o par rapport à certaines activités économiques et commerciales (la restauration par exemple), produisant des déchets organiques.
- Enfin, la résorption puis la réhabilitation des décharges sauvages éventuellement existantes.

2.4.3.5.3 La gestion des déchets sur la communauté de communes

Source : Site internet de la Communauté de Communes Ardèche des Sources et Volcans - Diagnostic territorial de la Communauté de Communes Ardèche des Sources et Volcans, document provisoire du 27/09/2018 - Données SIDOMSA, novembre 2017 pui 2020

La communauté de communes est compétente pour la collecte et le traitement des déchets sur le territoire.

Les opérations de collecte sont organisées avec 27 tournées différentes représentant 150 000 km effectués par an. Le traitement (recyclage, compostage, valorisation, incinération, enfouis-

sement) et le transport des déchets sont confiés au Syndicat Intercommunal de Destruction des Ordures Ménagères du Secteur d'Aubenas (SIDOMSA). Le SIDOMSA couvre 93 communes, environ 70 000 habitants et collecte près de 40 000 tonnes de déchets ménagers/an (soit 570 kg d'ordures par habitant). Le SIDOMSA exporte ses déchets ménagers hors du territoire vers le site d'enfouissement de Roussas dans la Drôme.

La collecte des déchets se décline sous plusieurs formes :

- En porte à porte (ordures ménagères et emballages ménagers recyclables), pour les particuliers et les professionnels ;
- En apport volontaire dans des points de collecte (ordures ménagères et tri sélectif -verre, papiers, emballages ménagers recyclables), pour les particuliers et les professionnels ;
- En plateformes de dépôt des déchets verts et inertes (végétaux et gravats), à Fabras, Thueyts et Prades, gérées par le SIDOMSA, pour les particuliers ;
- En déchetterie pour les autres déchets, à l'extérieur du territoire (Labégude), gérée par la SIDOMSA, pour les particuliers ;
- Directement en plateforme du SIDOMSA, située à Lavilledieu, pour les professionnels ;
- Grâce à un service des « encombrants » (retrait à domicile d'articles volumineux sur inscription préalable des particuliers), destiné prioritairement aux personnes âgées et à ceux ne possédant pas de véhicule, géré par le service de collecte des ordures ménagères de la communauté de communes organisant 3 tournées par an dans chaque commune.

À noter enfin la création début 2018 d'une recyclerie-ressourcerie à Lalevade-d'Ardèche gérée par une association « 123jerecycle ».

ANNÉE	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
OMr	2519,17	2517,4	2495,84	2507,16	2457,74	2494,02	2471,89	2421,89
Cs	195,41	217,2	209,62	209,21	239,76	250,49	236,58	256,48

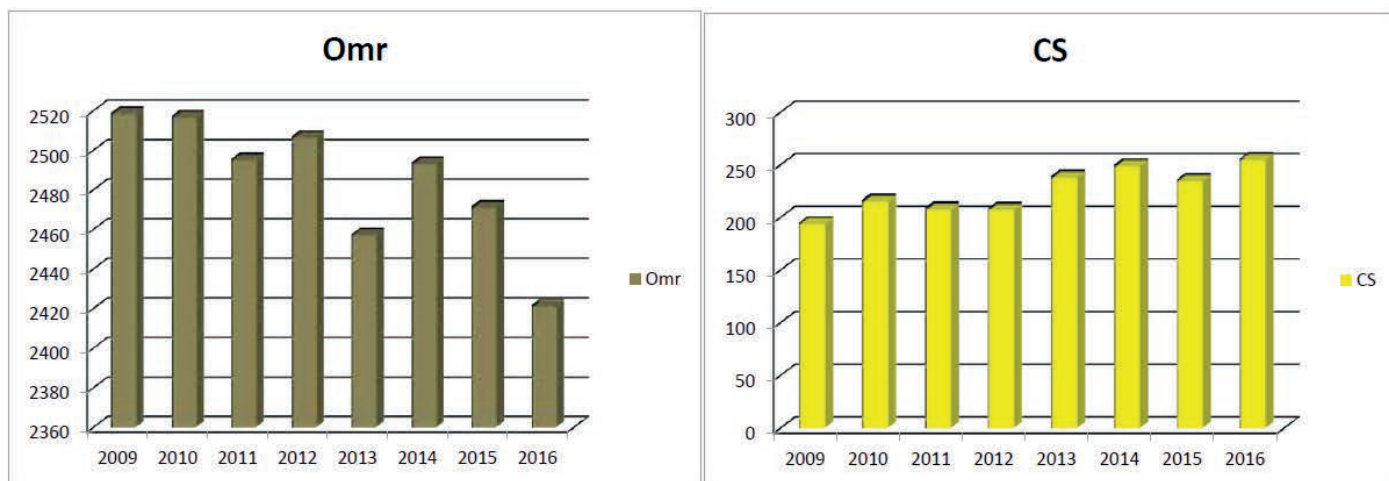
Évolution des tonnages de déchets collectés sur le secteur de la communauté de communes de 2009 à 2016 (Source : SIDOMSA, novembre 2017)

OMr : ordures Ménagères résiduelles ; CS : collecte sélective

On observe une augmentation de la collecte sélective, tandis que les ordures ménagères résiduelles ont fortement diminué entre 2009 et 2016. La collecte des déchets sur les apports volontaires tend à se généraliser sur le territoire permettant l'amélioration du service.

Le service de collecte des déchets est largement impacté par l'augmentation de la population lié au tourisme en période estivale : hausse de la production de déchets d'environ 20% en moyenne sur la période estivale (certaines zones allant jusqu'à 50%), les tournées sont modifiées puisque des secteurs (notamment où se trouvent les campings) sont à collecter alors qu'ils sont fermés le reste de l'année.

Un recensement des décharges sauvages a été réalisé sur le territoire en 2019 par des étudiants de l'Université Lumière Lyon 2 dans le cadre d'un projet avec le Parc naturel régional des Monts d'Ardèche. Celui-ci a révélé au moins 30 à 35 décharges sauvages sur le territoire.



Évolution des tonnages de déchets collectés sur le secteur de la communauté de communes de 2009 à 2016
(Source : SIDOMSA, novembre 2017)

Synthèse des enjeux :

- Poursuivre la réduction des tonnages de déchets ménagers collectés, améliorer la collecte du verre et du papier ;
- Organiser les points de collecte pour éviter des tournées très longues et augmenter le taux de remplissage des camions (diminution du nombre de trajet vers le SIDOMSA) ;
- Sécuriser les tournées en empruntant des voies accessibles aux gabarits des camions, avec possibilité de demi-tour ;
- Maillage du territoire avec des plateformes de dépôt des déchets inertes sur chaque vallée ;
- Accessibilité aux artisans du territoire aux plateformes de dépôt des déchets verts et inertes.

2.4.3.6 Plan Climat Energie Territorial (PCET) et Agenda 21

Source : site du conseil départemental de l'Ardèche : www.ardeche.fr

Aucune commune de la communauté de communes ne dispose d'un Agenda 21. Le territoire inter-communal est toutefois concerné par le PCET de l'ancienne région Rhône-Alpes, du département de l'Ardèche et le PCET du PNR des Monts d'Ardèche.

Ces outils définissent à l'échelle d'un territoire donné les actions à mettre en place pour répondre aux enjeux et objectifs en matière de climat et d'énergie.

PCET de la région et du département

La Région s'est donné l'objectif ambitieux de réduire de 40% ces émissions de GES d'ici 2020. Elle a adopté son PCET pour la période 2013-2017.

Le plan « Ardèche énergie horizon 2020 » a été adopté à l'assemblée départementale le 30 juin 2014. Ce dernier est structuré autour de quatre orientations :

- Accompagner la transition énergétique ;
- Favoriser une autre mobilité ;
- Aménager un territoire durable ;
- Sensibiliser et mobiliser l'ensemble des acteurs.

Ce plan s'articule autour de deux axes :

- Le « Département, une collectivité exemplaire », en interne (plan climat) ;
- Le « Département, une collectivité qui accompagne le territoire ardéchois dans la transition énergétique », en externe (plan territorial énergie).

Les enjeux pour l'Ardèche ont été identifiés sur la base de 3 scénarios élaborés par le GIEC :

- Une hausse des températures moyennes (notamment dans la vallée du Rhône) ;
- Une forte hausse des températures maximales printanières dans les Cévennes ardéchoises ;
- Des pluies estivales fortement en baisse ;
- Une tendance à l'augmentation du nombre de jours secs consécutifs ;
- L'Ardèche fait partie des zones sensibles de la région pour la canicule.

Les effets de ce changement climatique seront multiples pour le département :

- Conséquences sociales (précarité énergétique croissante des ménages, augmentation des coûts de fonctionnement des bâtiments notamment ceux accueillant un public âgé),
- Impact sur la gestion de la route et perturbations pour les transports, en cas d'inondations par exemple ;
- Diminution de la ressource en eau : conséquences sur le tourisme d'été (eau potable, baignade, pêche), sur l'agriculture ;
- Problématiques de gestion forestière, des milieux aquatiques, d'érosion de la biodiversité, en raison des canicules et de la diminution de la ressource en eau ;
- Risques naturels : feux de forêt, inondations, ruissellement.

PCET du PNR des Monts d'Ardèche

Le PNR des Monts d'Ardèche a élaboré un PCET sur la période 2013-2017, dont les enjeux sont repris dans la charte élaborée pour la période 2013-2025.

Les principales orientations sont :

- Renforcer les économies d'énergie :
 - o Diminuer la consommation énergétique du territoire de 30% ;
 - o Réduire de 30% les consommations d'énergie liées à l'éclairage extérieur ;
 - o Réduire de 30% les consommations d'énergie liées aux secteurs résidentiel et tertiaire ;
 - o Réduire de 20% les consommations d'énergie liées au transport ;
 - o Réduire de 20% les consommations d'énergie des activités économiques, notamment l'agriculture et le tourisme.
- S'approprier un développement équilibré des énergies renouvelables :
 - o Veiller à la cohérence avec les politiques en faveur de la biodiversité, de la qualité des eaux et des paysages ;
 - o Contribuer aux efforts nationaux de développement des énergies renouvelables, soit une augmentation de 10% de la production en énergies renouvelables des Monts d'Ardèche, c'est-à-dire 120 GWh supplémentaires sous forme de bouquet énergétique ;
 - o Tendre vers un équilibre entre les consommations d'énergie du territoire et la production locale d'énergies renouvelables.
- Adapter le territoire au changement climatique :
 - o Se doter d'outils et de méthodes d'observation des changements climatiques et de leurs effets sur le territoire ;
 - o Impliquer l'ensemble des acteurs du territoire pour une évolution cohérente des pratiques.

2.4.3.7 L'énergie

2.4.3.7.1 Contexte

Les lois « Grenelle 1&2 » de 2009 et 2010 ont inscrit des objectifs ambitieux pour 2020 de limitation des consommations d'énergie et des émissions de Gaz à Effet de Serre (-20% de GES, +20% d'énergies renouvelables, -20% de consommation). La loi transition énergétique (TepCV du 17 août 2015) fixe également des objectifs énergie/climat à horizon 2030, ceux-ci sont complétés d'engagements locaux notamment dans le cadre du SRCAE et de la charte du PNR.

Le Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE) de Rhône-Alpes, approuvé le 17 avril 2014, déclinaison majeure de la Loi « Grenelle 2 » du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, décrit la stratégie à horizon 2050 ainsi que les orientations et objectifs opérationnels pour 2020, devant être pris en compte dans le cadre de l'élaboration du PLUi. Il s'appuie sur les principes suivants :

- Maîtrise des consommations d'énergie par la sobriété et l'efficacité énergétique ;
- Anticipation de la précarité énergétique ;
- Réduction des émissions polluantes ;
- Développement des énergies renouvelables ;
- Adaptation aux conséquences du changement climatique.

Le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes a été approuvé le 10 avril 2020. Il se substitue au SRCAE. Son fascicule des règles, avec lequel le PLUi doit être compatible, fixe les mesures suivantes :

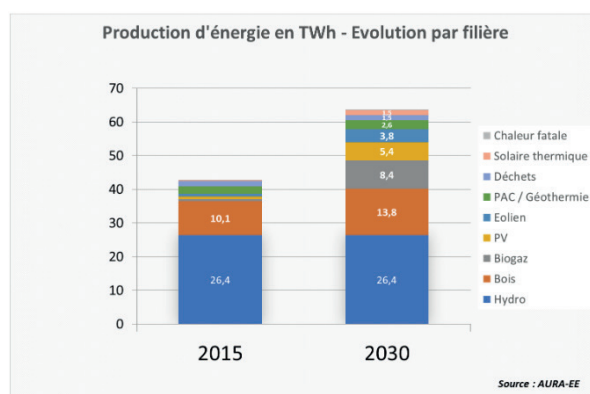
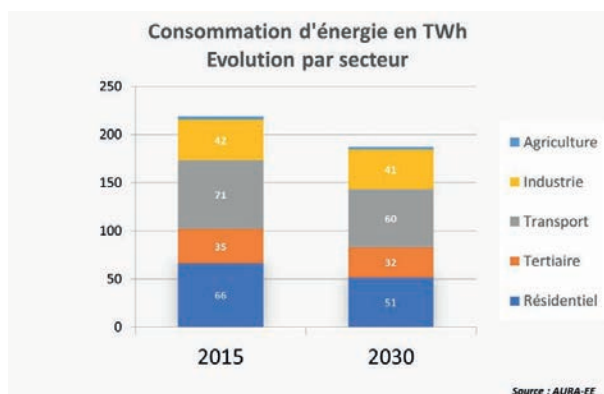
- Performance énergétique des projets d'aménagements
- Trajectoire neutralité carbone
- Performance énergétique des bâtiments neufs
- Rénovation énergétique des bâtiments
- Développement des réseaux énergétiques
- Production d'énergie renouvelable dans les zones d'activités économiques et commerciales
- Développement des énergies renouvelables
- Développement maîtrisé de l'énergie éolienne
- Diminution des GES
- Diminution des émissions de polluants dans l'atmosphère
- Réduction de l'exposition de la population aux polluants atmosphériques
- Développement de la mobilité décarbonée

Il fixe notamment les objectifs suivants :

- Réduire de 23% la consommation d'énergie de la région à l'horizon 2030
- Augmenter de 54% à l'horizon 2030 la production d'énergies renouvelables en accompagnant les projets de production d'énergies renouvelables et en s'appuyant sur les potentiels de chaque territoire, et porter cet effort à +100% à l'horizon 2050
- Réduire les émissions de GES pour atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050

Une stratégie énergétique pour la Région Auvergne - Rhône-Alpes a été adoptée en juin 2018. Elle précise les objectifs de sobriété énergétique pour 2030 :

- Baisse de 23% de la consommation d'énergie finale par habitant
- Baisse de 32% des émissions de gaz à effet de serre



- Augmentation de 36% de production d'énergies renouvelables

Source : <https://auvergnerhonealpes.terristory.fr>, consulté le 11/03/2022

La charte du Parc Naturel Régional des Monts d'Ardèche 2013-2025 prévoit des économies d'énergies de 20 à 30% d'ici 2025.

Le SCoT de l'Ardèche Méridionale a inscrit dans son Projet d'Aménagement et de Développement Durables les objectifs de la loi TepCV : consommation énergétique divisée par deux d'ici 2050 avec des paliers intermédiaires de - 20% à l'échéance de 2030 et de - 35% à horizon 2040.

Dans le cadre de l'élaboration du PLUi, la communauté de communes a bénéficié d'un accompagnement technique et financier du Parc naturel régional des Monts d'Ardèche et de l'association Polénergie en 2017-2018 afin de prendre en compte les enjeux de la transition énergétique dans le document d'urbanisme.

2.4.3.7.2 Profil territorial énergie et climat

Consommation d'énergies

Sources : Données territoriales de l'OREGES (Observatoire de l'Energie et des Gaz à Effet de Serre), Plan Ardèche énergie à l'horizon 2020 et ORCAE, 2022

L'effet de serre est avant tout un phénomène naturel qui a permis l'apparition de la vie sur Terre. En effet, les Gaz à Effet de Serre (GES) naturellement présents dans l'atmosphère retiennent une partie des rayonnements solaires permettant le maintien d'une température globale aux alentours de 15°C.

Depuis l'ère industrielle, l'effet de serre n'a cessé d'augmenter du fait d'une croissance notable des GES d'origine anthropique. Ces modifications entraînent des bouleversements climatiques majeurs déjà visibles à notre échelle.

Les principaux gaz à effet de serre qui existent naturellement dans l'atmosphère sont :

- La vapeur d'eau (H₂O) ;
- Le dioxyde de carbone (CO₂) ;
- Le méthane (CH₄) ;
- Le protoxyde d'azote (N₂O) ;
- L'ozone (O₃).

Les gaz à effet de serre industriels comprennent aussi des hydrocarbures halogénés comme :

- Les hydrochlorofluorocarbures, comme le HCFC-22 (un fréon) ;
- Les chlorofluorocarbures (CFC) ;
- Le tétrafluorométhane (CF₄) ;
- L'hexafluorure de soufre (SF₆).

Chacun de ces gaz est produit par les différentes activités humaines.

Chaque gaz a un pouvoir de réchauffement différent. En effet, certains gaz sont plus nocifs que d'autres, leur durée de vie n'est pas la même. Ainsi la libération de 1 kg de méthane dans l'atmosphère équivaut à la libération de 25 kg de CO₂.

Le bilan énergétique du territoire est marqué par une forte identité rurale à faible densité de population (36 hab./km²).

SECTEUR	CONSOMMATION EN GWh/AN (1GWh = 1 000 000 kWh)					
	COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ARDÈCHE DES SOURCES ET DES VOLCANS		DÉPARTEMENT ARDÈCHE		RÉGION AUVERGNE RHÔ- NE-ALPES	
Résidentiel	92	44,7%	2 715	37,4%	64 624	30,2%
Tertiaire	23	11,2%	990	13,6%	32 835	15,3%
Industrie (hors branche éner- gie) et gestion des déchets	5	2,4%	1 587	21,9%	44 319	20,7%
Transport routier	83	40,3%	1 708	23,5%	66 714	31,2%
Autres trans- ports (flu- vial...)	-	-	74	1%	1 960	0,9%
Agriculture, sylviculture	3	1,4%	185	2,5%	3 468	1,6%
TOTAL	206	100%	7 259	100%	213 920	100%

Bilan énergétique du territoire (ORCAE, 2018)

Sur la base des données 2018 de l'ORCAE (Observatoire Régional Climat Air Energie Auvergne-Rhône-Alpes), le territoire consomme 206 Gwh/an (hors branche énergie) soit 2,8 % des consommations du département de l'Ardèche (le territoire compte moins de 3% de la population ardéchoise) et moins de 0,1% de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Ramenée au nombre d'habitant la consommation est assez basse sur le territoire : 21,5 GWh pour 1 000 habitants, alors que pour le département de l'Ardèche elle est de 22,2 GWh/1 000 hab. et de 26,8 GWh/1 000 hab. pour la région Auvergne-Rhône-Alpes. Cela s'explique surtout par le fait que certains secteurs habituellement très consommateurs sont absents ou faiblement représentés sur le territoire (tertiaire, industrie, transport).

La consommation du secteur résidentiel est largement sur-représentée (près de 45 % des consommations) ainsi que celle du secteur des transports routiers (plus de 40 % des consommations dont 49 Gwh/an en transport de personnes et 34 Gwh/an en transport de marchandises). Si cette part des transports est très importante, elle est largement liée au fait que le territoire est traversé par la RN 102 (les véhicules transitoires sont intégrés au calcul).

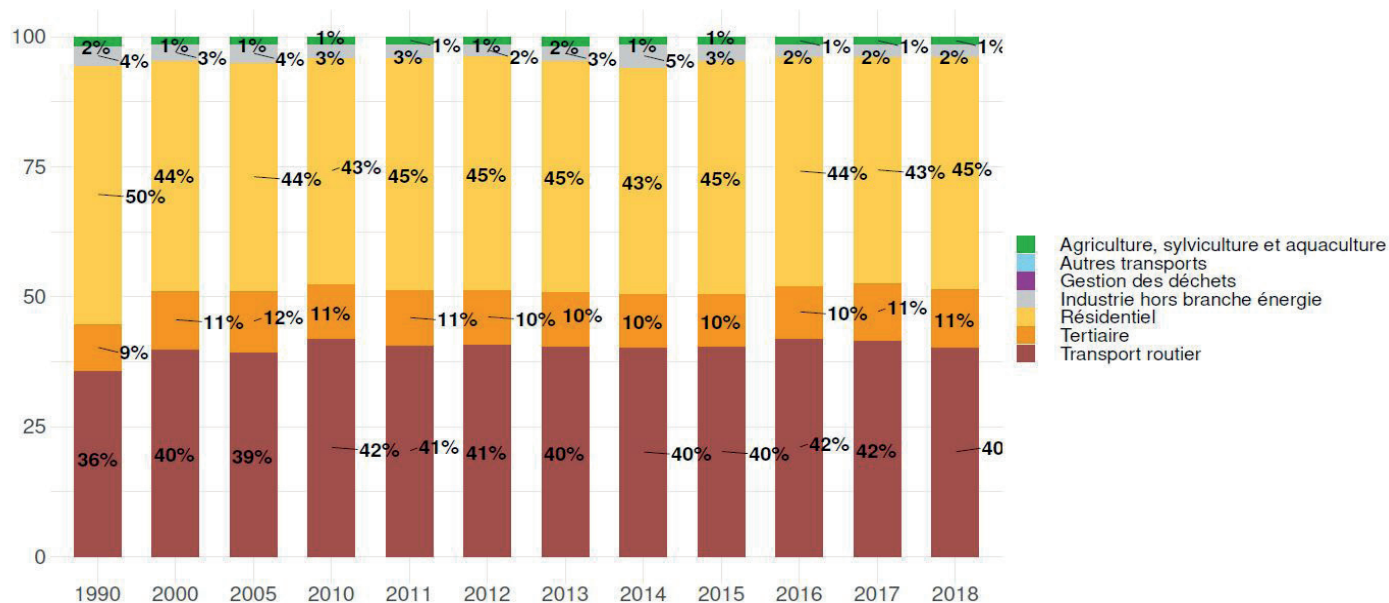
En revanche, le secteur industrie ne représente qu'un peu plus de 2% des consommations contre près de 22% à l'échelle départementale.

Concernant les usages principaux des consommations d'énergie sur le territoire, ils portent à 35% sur la production de chaleur, 40% sur la mobilité et 14% sur l'électricité non substituable (audio-vi-

suel, électroménager...).

L'importance des consommations d'énergie liées au secteur résidentiel s'explique essentiellement par le caractère diffus et surtout ancien du parc de logements. En effet, selon les chiffres INSEE, 63,1% du parc de logement date d'avant 1970 (sans réglementation thermique) et près de la moitié du parc (44,5%) date d'il y a plus de 100 ans. Le territoire possède donc un parc ancien énergivore.

De plus, 86% des résidences principales sont des maisons individuelles. On a une prépondérance de l'habitat individuel qui, à isolation égale, consomme plus d'énergie que l'habitat collectif. La consommation d'énergie finale a été de 206 GWh pour l'année 2018. La consommation globale a diminué de 7% depuis 1990, et de 1% par rapport à l'année précédente.

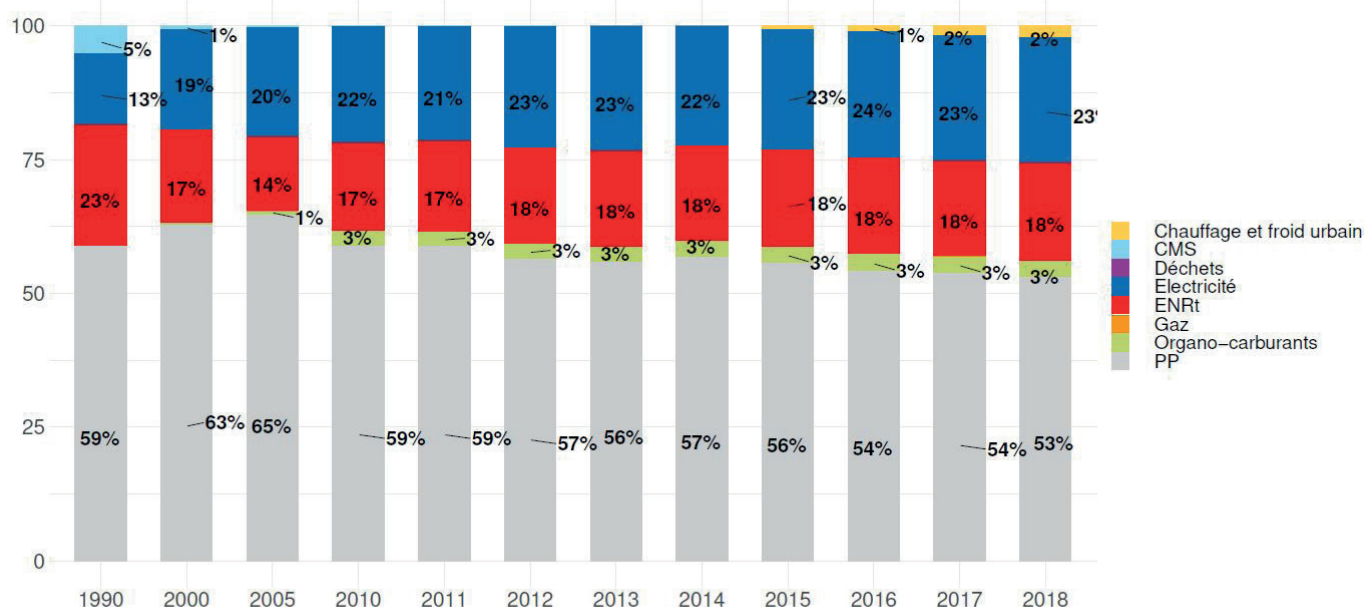


Évolution de la part de chaque secteur dans la consommation d'énergie finale (source : ORCAE, 2018)

En 2018, les secteurs les plus consommateurs sont le transport routier (40%) et le résidentiel (45%), puis vient le secteur tertiaire (11%) et les autres compartiments pour 4% (industrie, agriculture, sylviculture, aquaculture, gestion des déchets et autres transports).

Origine de l'énergie consommée

Les approvisionnements en énergie se singularisent par la forte sur-représentation du bois-énergie (ENRt) ainsi que l'absence du gaz naturel.



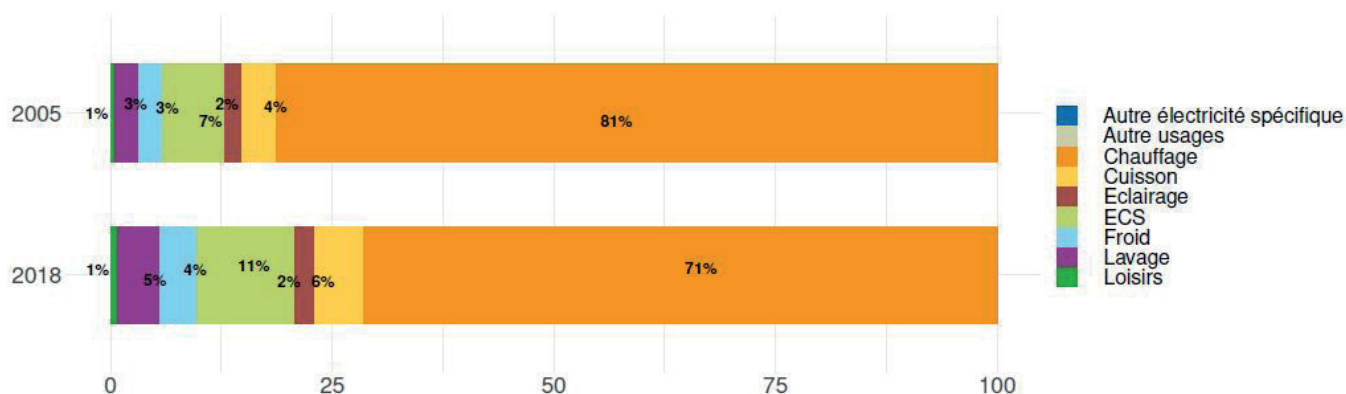
Origine de l'énergie consommée sur la communauté de communes Ardèche des Sources et Volcans (exprimée en énergie finale) (source : ORCAE, 2018)

PP : produits pétroliers ; ENRt : Energies renouvelables thermiques ; CMS : Combustibles Minéraux Solides

Les produits pétroliers représentent la source d'énergie la plus consommée. Souvent liée aux transports, cette énergie prend également en compte le fioul.

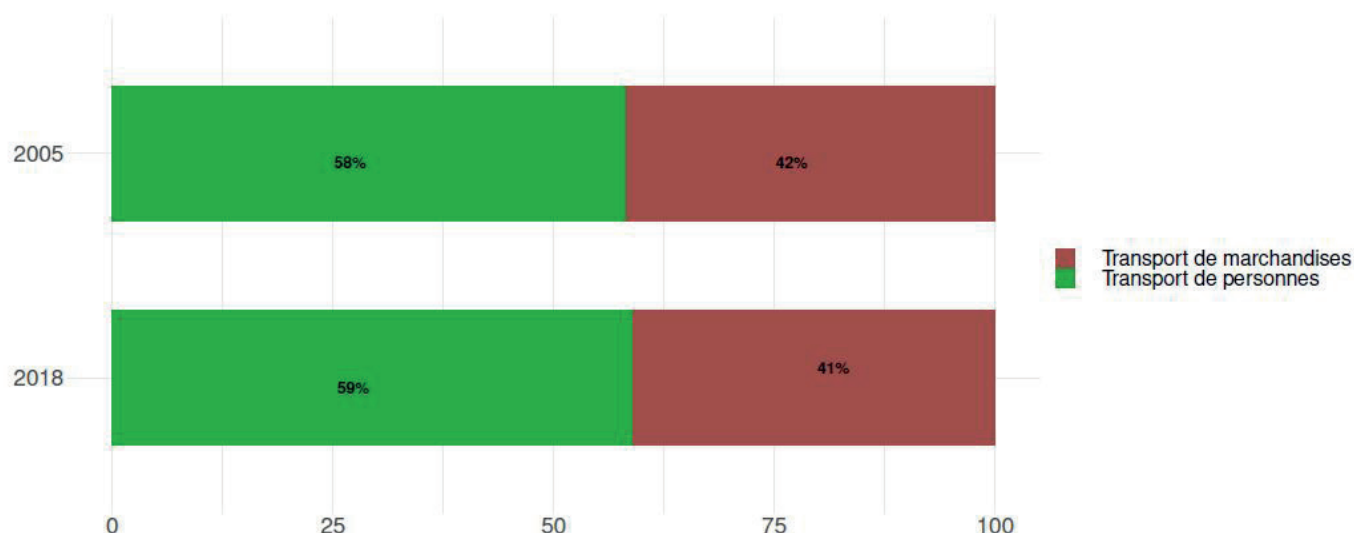
Le bois-énergie représente 18% des consommations contre 6,5% en moyenne en Auvergne-Rhône-Alpes et 12% en Ardèche. 90% des consommations de bois-énergie sont dues aux besoins de chauffage des bâtiments résidentiels probablement réalisé pour l'essentiel sous forme de bois bûche et 10% pour le secteur tertiaire via des chaudières collectives au bois.

La figure ci-dessous présente une évolution entre 2005 et 2018 des usages faits de l'énergie consommée dans le secteur résidentiel. Si la part du chauffage s'est réduite sur les 10 années, le lavage (linge et vaisselle) et les autres électricités spécifiques ont augmenté de plus de 100% chacune. Cela dénote un changement dans les habitudes de vie courante du territoire.



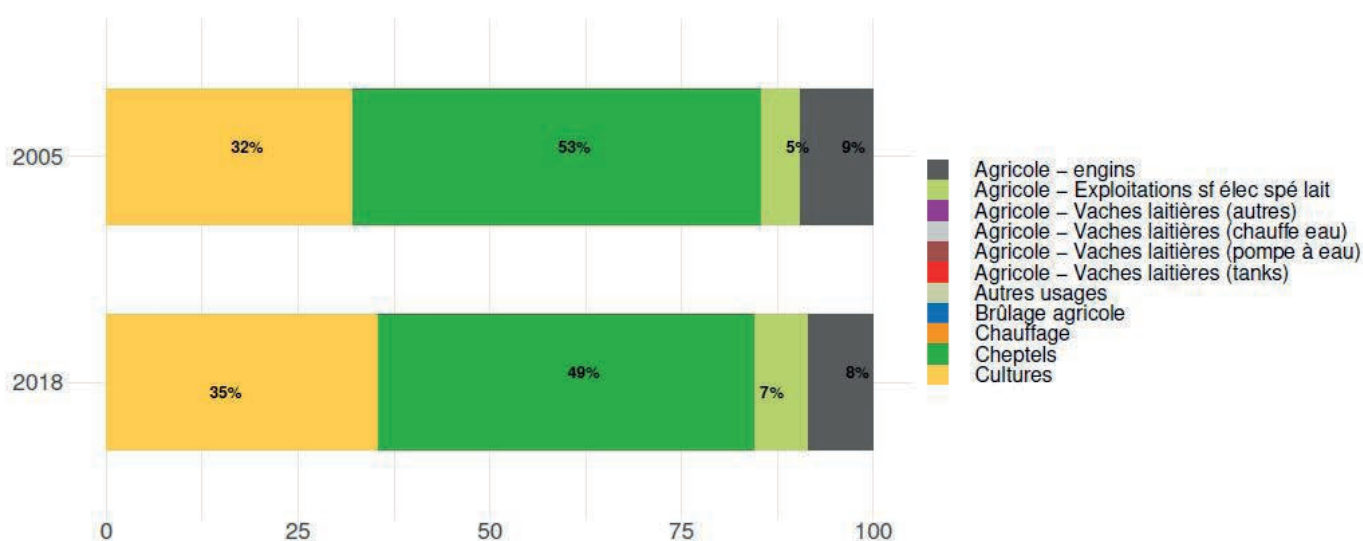
Évolution de la part de chaque usage dans la consommation du secteur résidentiel
ECS : Eau chaude sanitaire
(source : ORCAE, 2018)

Au niveau du secteur des transports, il convient de noter que la consommation pour le transport de marchandises est de 41%, contre 59% pour le transport de personnes.



Évolution de la part de chaque usage dans la consommation du secteur des transports entre 2005 et 2018 (source : ORCAE, 2018)

Enfin, au niveau du secteur agricole, la consommation est dominée par l'élevage et les cultures (84% au total, contre 85% en 2005). À noter la baisse de la part de la consommation d'énergie des engins entre 2005 (9%) et 2018 (8%), et la hausse de celle des exploitations (5% en 2005 et 7% en 2018).



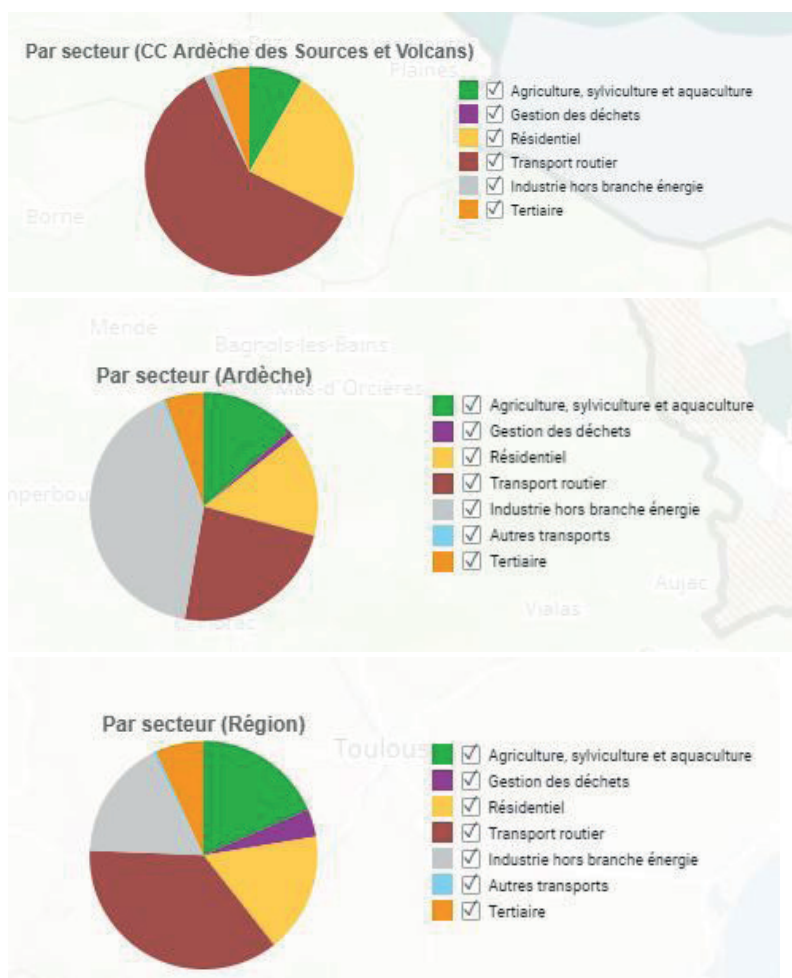
Évolution de la part de chaque usage dans la consommation du secteur agricole entre 2005 et 2018 (source : ORCAE, 2018)

On dénombre 7 chaufferies automatiques au bois déchiqueté (4 équipements publics : communes de Burzet / Pont-de-Labeaume / Montpezat-sous-Bauzon / PNR ; et 3 équipements privés : Saint-Pierre-de-Colombier / Jaujac / Mayres) et 2 chaufferies automatiques au bois granulé (PNR et APATPH Thueyts).

Émission de Gaz à Effet de Serre (GES)

Lorsque l'on compare les émissions de gaz à effet de serre à la consommation énergétique du territoire, les résultats sont semblables. En effet, les ressources énergétiques du territoire sont essentiellement des énergies émettrices de gaz à effet de serre. On retrouve ainsi les secteurs de l'habitat et du transport comme premiers secteurs énergivores et comme premiers émetteurs de GES.

Selon Terristiry, le territoire émet $39,2 \text{ kTeqCO}_2^*$ par an soit $4,03 \text{ TeqCO}_2/\text{habitant}$ ($3,7 \text{ TeqCO}_2/\text{hab.}$ hors secteur industriel pour l'ensemble de l'Ardèche). Tout comme pour les consommations d'énergie, ce chiffre reste faible comparé à la région Auvergne-Rhône-Alpes du fait de l'absence ou de la faible représentation de certains domaines d'activité (industries, transports, ...). Ce chiffre est passé à $6,13 \text{ TeqCO}_2$ par habitant en 2019 (données Terristiry).



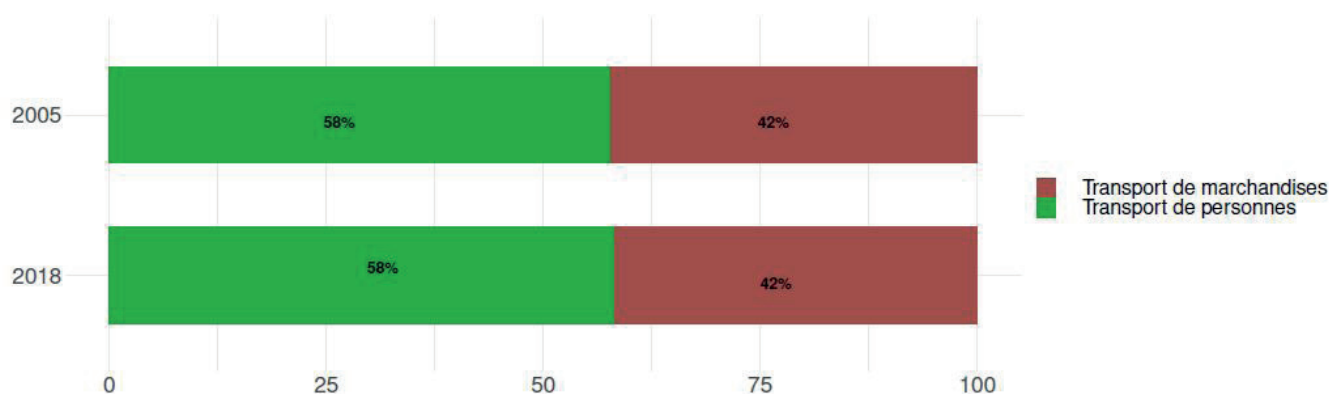
Émission de GES du territoire par secteur comparées aux territoires Ardèche et AuRA en TeqCO_2 par habitant (source : Terristiry, 2019)

Pour le secteur résidentiel, sur le territoire, malgré des consommations d'énergie plus importantes, la quantité de CO_2 émise, ramenée au nombre d'habitants, reste équivalente à l'Ardèche et à la région AuRA (de $0,93$ à $1,04 \text{ teq CO}_2$). En effet, les consommations d'énergie du résidentiel étant principalement réalisées via du bois énergie, source d'énergie peu émettrice de GES, le bilan en émission de GES se rééquilibre. Il reste néanmoins le secteur principal émetteur de GES sur lequel le territoire devrait agir.

Le transport routier, fortement dépendant des produits pétroliers et donc émetteurs de GES reste le principal secteur émetteur de GES.

* TeqCO_2 : Tonne équivalent CO_2 . Une Tonne équivalent CO_2 = Combustion de 3 700 litres de fioul domestique = parcours de 6 660 km en voiture ($151 \text{ gCO}_2/\text{km}$) par personne et par an

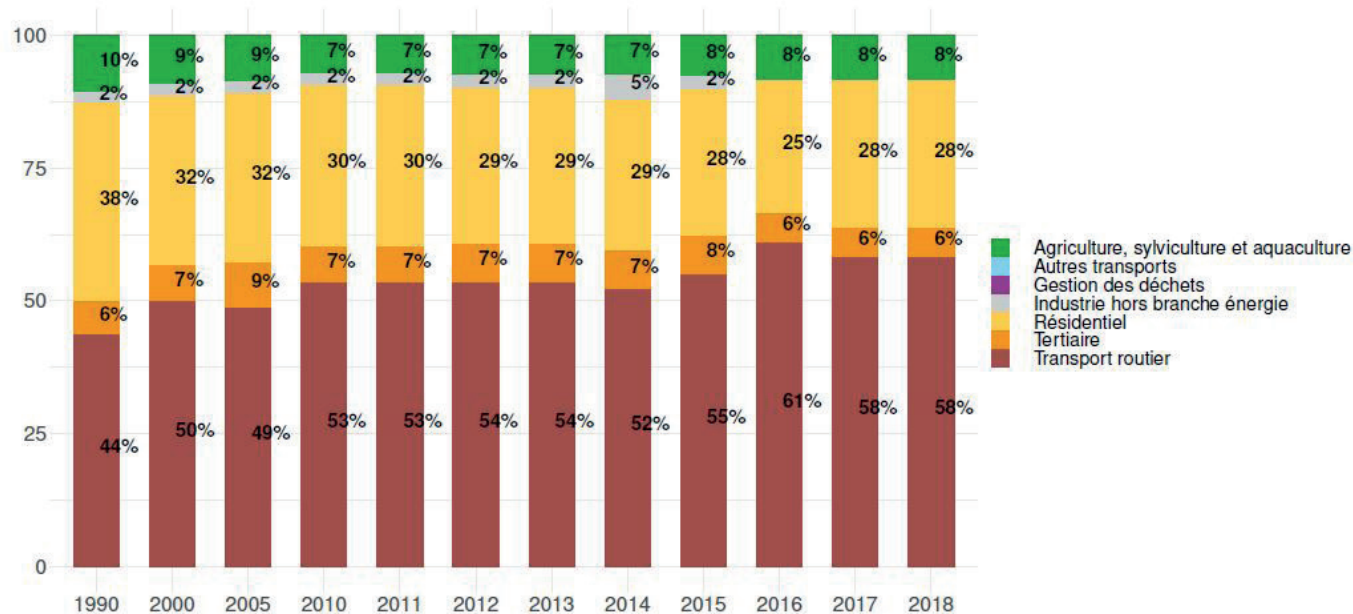
L'ORCAE note la répartition des usages dans les émissions de GES :



Évolution de la part de chaque usage dans les émissions de GES du secteur (ORCAE, 2018)

Au niveau du secteur agricole, 84 % des émissions sont des émissions non énergétiques (non liées à la consommation d'énergie : élevage bovin, mode cultural... les émissions sont principalement dues à des émissions indirectes). 49% sont imputés à l'élevage et 35% aux cultures.

L'évolution de la part de chaque secteur dans les émissions totales de GES sur le territoire est la suivante (ORCAE, 2018).



Évolution de la part de chaque secteur dans les émissions de GES sur le territoire de la CCASV (ORCAE, 2018)

Production locale d'énergie

Le territoire comporte une singularité sur le plan de l'hydraulique. En effet, les 31 centrales hydroélectriques représentent une puissance de 120 MW installée et une production de 377 GWh annuelle. Ces dernières sont réparties entre une centrale de grande puissance, ouvrage national propriété d'Electricité De France (EDF), celle de Montpezat-sous-Bauzon (138 MW) et 30 autres micro ou mini-centrales allant de 50 kW à 3,6 MW (547 kW en moyenne). La gestion de ces dernières est réalisée par des entreprises locales. 79% des énergies renouvelables produites sur le territoire proviennent ainsi de l'hydroélectricité.

Néanmoins, la production de la centrale de Montpezat est à retirer de l'analyse de production locale d'énergie pour deux raisons :

- Les grands et moyens barrages sont directement sur le réseau Très Haute Tension ou

Haute Tension de RTE et sont conçus pour alimenter l'ensemble du territoire national ;

- La nature du propriétaire, qui est souvent le financeur de l'ouvrage : il s'agit ici d'ouvrages anciens propriétés d'EDF. Ceux-ci ont été financés par tous les contribuables français. Il est incohérent d'imputer leur production aux habitants qui n'en sont pas les seuls propriétaires.

Si l'on observe plus particulièrement la production des micro/mini-centrales présentes sur le territoire, elles représentent plus de 80 GWh, soit une part non négligeable des consommations du territoire (environ 40%).

Or, nous avons observé précédemment que la part des consommations relevant d'électricité non substituable était de 23%. Cette part est donc largement comblée par la production d'électricité des micro/mini-centrales hydroélectriques.

Pour autant, la mise en place de nouvelles centrales de production d'électricité décentralisée n'est pas à écarter pour différentes raisons :

- Avantages pour le territoire en termes de développement économique local, retombées fiscales, retombées financières si participation au capital des sociétés d'investissement ;
- La facture énergétique du territoire reste importante ;
- Équilibre de production saisonnière d'énergie (par exemple : les centrales hydroélectriques produisent moins en été - voire pas du tout - alors que le photovoltaïque sera en pleine production) ;
- Valorisation du potentiel de production électrique (ressources naturelles locales : solaire, éolien) en vue d'une solidarité avec les territoires moins dotés en ressources.

Cependant, en dehors de l'optimisation des turbines existantes, le développement des micro-centrales hydroélectriques est très limité : la plupart des cours d'eau du territoire étant classés en liste 1 ou 2*. Pour ceux en liste 1, il est exigé de restaurer les continuités écologiques, il n'est plus permis d'exploiter d'anciennes turbines. En revanche sur ceux de liste 2, une autorisation peut être accordée sur d'anciens ouvrages ayant un droit sur l'eau. Sur le territoire, l'ensemble des rivières sont concernées par ce classement limitant le développement de la micro-hydraulique, seule la Bourges à l'aval de Burzet jusqu'à sa confluence avec la Fontaulière et le Salindre n'est pas concernée.

Concernant les énergies autres que l'hydroélectricité :

- Le bois bûche est très représenté (30% de la production) ;
- La production via des chaufferies automatiques au bois reste faible malgré les quelques grosses installations sur ces territoires (réseau de chaleur de Burzet, Montpezat-sous-Bauzon, et Pont-de-Labeaume...) : 1,5 MW de puissance installée pour une production annuelle de 3 MWh/an représentant 3,6% de la production en énergie renouvelable ;
- La production en photovoltaïque de 0,7 GWh/an représente un total de 754 MW pour 113 installations soit 0,8% de la production ardéchoise. Des projets portés par les collectivités publiques locales (communauté de communes et communes) ont été mis en œuvre récemment. Il s'agit d'installations photovoltaïques en toiture sur des bâtiments publiques, représentant une

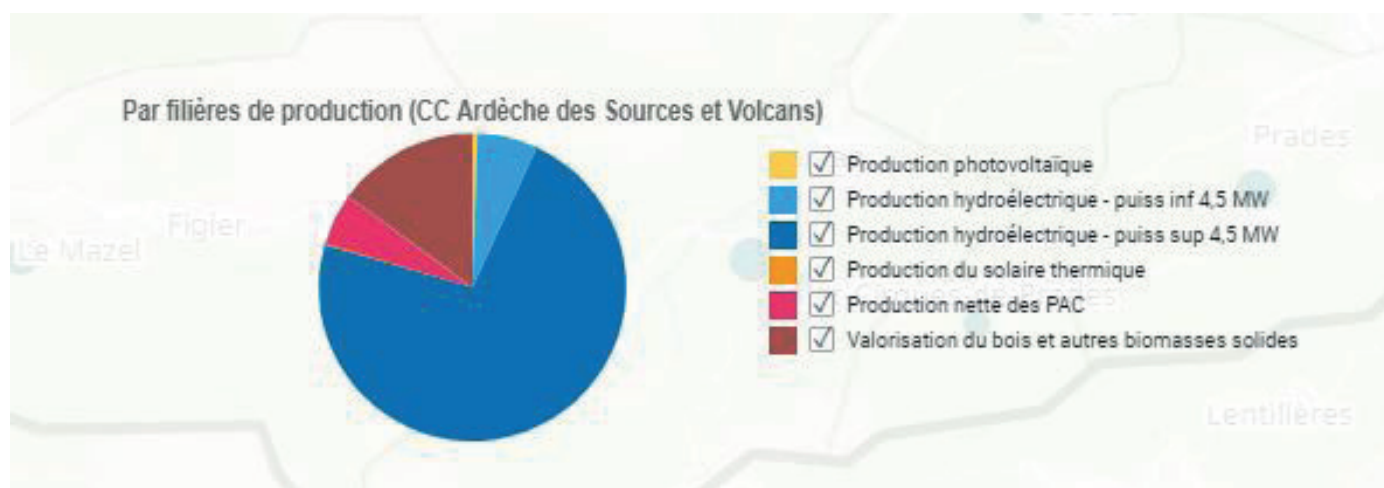
* Deux listes distinctes ont été arrêtées en 2013 par le Préfet coordonnateur du bassin Rhône-Méditerranée : Une liste 1 est établie sur la base des réservoirs biologiques du SDAGE, des cours d'eau en très bon état écologique et ces cours d'eau nécessitant une protection complète des poissons migrateurs amphihalins (Alose, Lamproie marine et Anguille sur le bassin Rhône-Méditerranée). L'objet de cette liste est de contribuer à l'objectif de non dégradation des milieux aquatiques. Ainsi, sur les cours d'eau ou tronçons de cours d'eau figurant dans cette liste, aucune autorisation ou concession ne peut être accordée pour la construction de nouveaux ouvrages s'ils constituent un obstacle à la continuité écologique (article R.214-109 du code de l'environnement). Le renouvellement de l'autorisation des ouvrages existants est subordonné à des prescriptions particulières (article L.214-17 du code de l'environnement).

Une liste 2 concerne les cours d'eau ou tronçons de cours d'eau nécessitant des actions de restauration de la continuité écologique (transport des sédiments et circulation des poissons). Tout ouvrage faisant obstacle doit y être géré, entretenu et équipé selon des règles définies par l'autorité administrative, en concertation avec le propriétaire ou, à défaut, l'exploitant. Ces obligations s'appliquent à l'issue d'un délai de cinq ans après publication des listes (depuis fin 2018).

production de 614 MWh/an : gymnase de Montpezat, locaux techniques ex SATEx à Prades, bou-lodrome à Fabras, résidence sénior à Saint-Pierre-de-Colombier, services techniques à Thueyts, mairie et école à Pont-de-Labeaume, centre technique à Jaujac, salle polyvalente à Fabras. Le territoire doit, uniquement avec ces projets publics, doubler sa production en solaire photovol-taïque.

Un guide de développement du photovoltaïque est annexé à la charte du Parc Naturel Régional des Monts d'Ardèche, encourageant ce type de production d'électricité tout en cadrant les condi-tions d'implantation. Le solaire thermique est un peu développé : 1 322 m² de capteurs et 0,7 GWh/an de production soit 4,6% de la production solaire thermique ardéchoise.

Le territoire ne compte aucun site éolien raccordé au réseau. Concernant le développement de l'éolien : le Schéma global du développement de l'éolien dans le Parc Naturel Régional des Monts d'Ardèche a cartographié différentes zones de sensibilité paysagère pour cadrer l'implantation de projets éoliens, un guide de développement de l'éolien est annexé à la charte du PNR. Sur le périmètre de la communauté de communes Ardèche des Sources et Volcans, toutes les lignes de crêtes sont en zone de sensibilité majeure, le reste est en sensibilité forte sur le plan paysager. Par ailleurs, le développement de l'éolien est très limité, le territoire étant un secteur de la dé-fense militaire d'entraînements aux vols à basse altitude.



Part des productions d'énergies renouvelables sur le territoire (données Terristiry, 2019)

2.4.3.7.3 Les potentiels de production d'énergies renouvelables

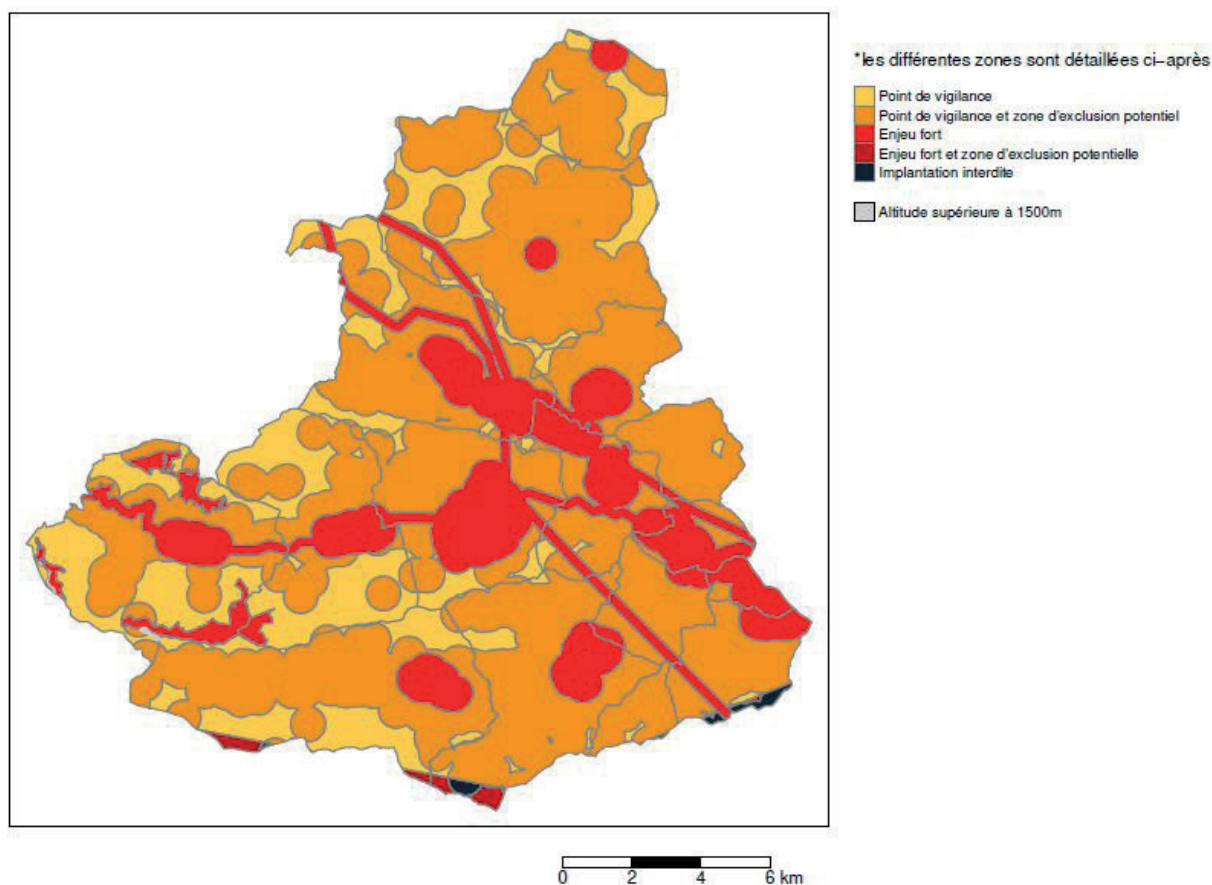
Sources : Profil territorial de l'Observatoire Régional Climat, Air Energie, 2019 (données de 2016)

Les énergies éolienne, solaire thermique, solaire photovoltaïque, bois et biogaz ont fait l'objet d'une analyse du potentiel de développement sur le territoire. Le travail mené n'a aucune valeur réglementaire ou juridique. Il s'agit d'une estimation automatique de gisements.

Eolien

Détail des différentes zones :

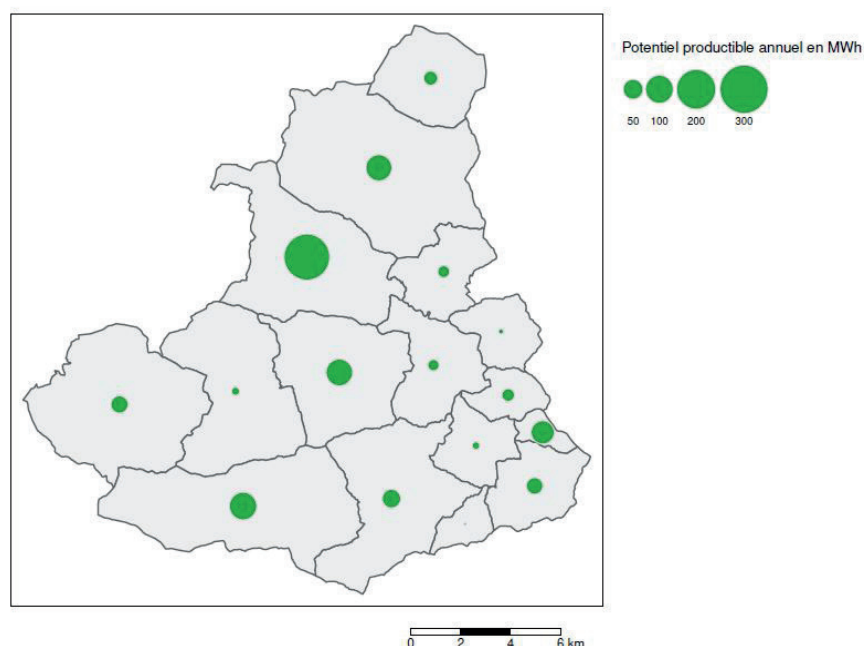
- Pas de contrainte : zones favorables au développement de l'éolien sans aucune contrainte particulière ;
- Zone d'exclusion potentielle : zones favorables au développement de l'éolien mais présentant une zone d'exclusion potentielle du fait de la présence de contraintes de voisinage ;
- Point de vigilance : zones favorables au développement de l'éolien mais présentant au moins un point de vigilance ;
- Point de vigilance et zone d'exclusion potentielle : zones favorables au développement de l'éolien mais présentant au moins un point de vigilance et une zone d'exclusion potentielle du fait de la présence de contraintes de voisinage ;
- Enjeu fort : zones favorables au développement de l'éolien mais présentant au moins un enjeu fort qui pourrait potentiellement empêcher l'implantation ;
- Enjeu fort et zone d'exclusion potentielle : zones favorables au développement de l'éolien mais présentant au moins un enjeu fort qui pourrait potentiellement empêcher l'implantation et une zone d'exclusion potentielle du fait de la présence de contraintes de voisinage ;
- Implantation interdite : zones d'exclusion où l'implantation d'éolienne est interdite par la réglementation.



Identification des zones d'exclusion du développement de l'éolien sur le territoire (source : ORCAE, 2019)

Biogaz

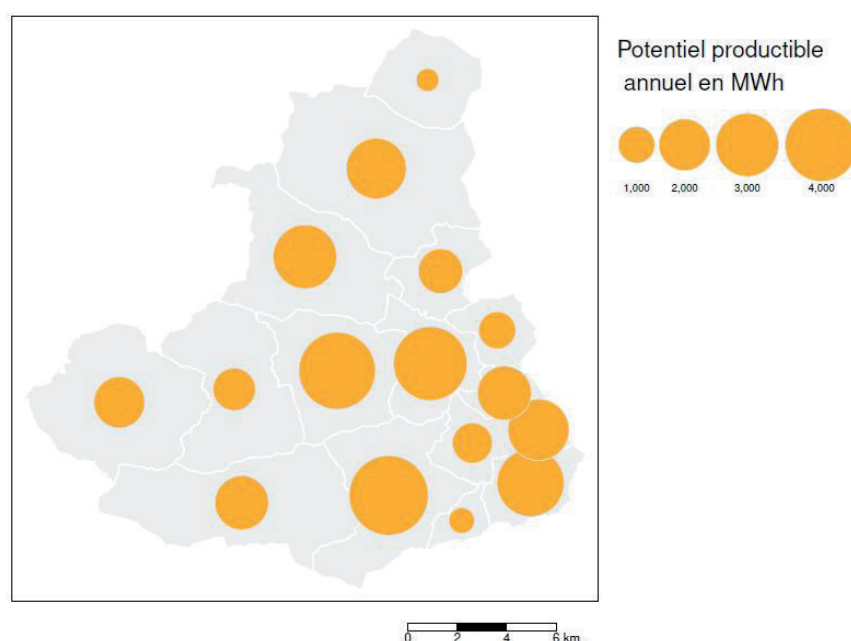
Il s'agit du potentiel annuel de méthanisation des différents gisements présents sur le territoire. Dans un premier temps, les quantités de matières sont déterminées par filière. La part mobilisable de ces différentes quantités de matières est ensuite estimée puis convertie en volume de méthane et en énergie (MWh). Le potentiel productible annuel total sur le territoire est estimé à 829 MWh, dont 80% issus de l'élevage.



Potentiel de méthanisation productible par commune en MWh (source : ORCAE, 2019)

Solaire thermique

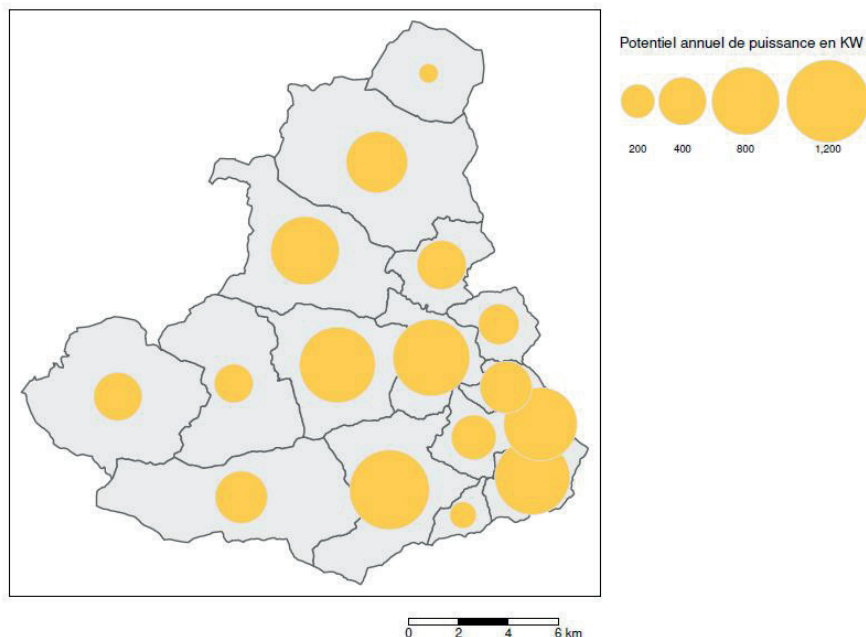
Il s'agit du potentiel de production annuelle de chaleur par l'installation de panneaux solaires thermiques dans les secteurs résidentiel et industrie. La méthodologie est fondée sur une approche par besoin en chaleur. Il est considéré ici que ces deux secteurs ont des besoins suffisamment importants pour qu'il soit intéressant de mettre en place des installations solaires thermiques. Le potentiel productible annuel total sur le territoire est estimé à 37 711 MWh, dont 90% en résidentiel individuel.



Potentiel solaire thermique productible par commune en MWh (source : ORCAE, 2019)

Solaire photovoltaïque

Il s'agit de l'estimation de la production photovoltaïque annuelle en considérant qu'un maximum de panneaux photovoltaïques est installé sur les bâtiments existants et les parkings (ombrières) du territoire. Le potentiel productible annuel est estimé à 82 898 MWh, dont 90% en bâtiments résidentiels individuels et collectifs.

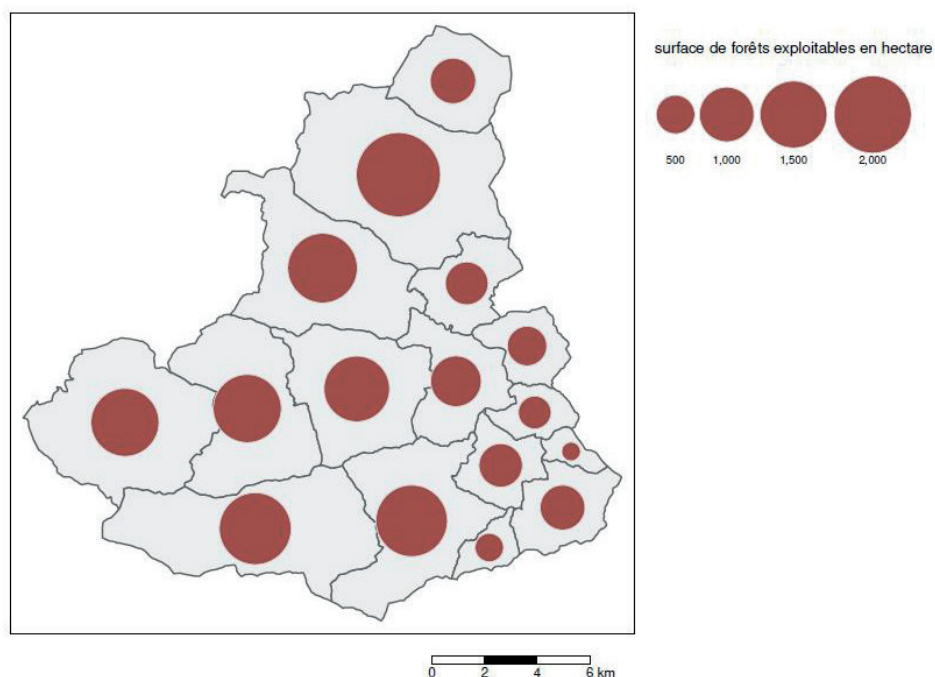


Potentiel photovoltaïque de puissance par commune en kW (source : ORCAE, 2019)

A noter, la loi Climat et résilience de 2021 étend l'obligation du solaire photovoltaïque aux nouveaux bâtiments commerciaux de plus de 500m², et aux immeubles de bureaux de plus de 1000m² et aux parkings de plus de 500m².

Bois

Il s'agit de caractériser les surfaces de forêts exploitables sur le territoire. Dans un premier temps, les zones de forêt où l'exploitation forestière est possible sont identifiées puis, dans un second temps, les surfaces de forêts exploitables potentielles sont exprimées à différentes échelles spatiales avec plusieurs filtres possibles. La surface de forêts exploitables est de 167 km², dont 87% de feuillus.



Estimation de la surface de forêts exploitables en hectares (source : ORCAE, 2019)

2.4.3.7.4 Géothermie

Source : GEOTHERMIE PERSPECTIVES [en ligne] <http://www.geothermie-perspectives.fr/>, consulté en février 2019 puis octobre 2020

La géothermie consiste à forer le sol pour en extraire la chaleur afin d'alimenter les habitations ou les bâtiments accueillant du public, ou de créer de l'électricité grâce à la vapeur produite en injectant de l'eau sous pression dans des puits. Selon la profondeur à laquelle on creuse, on parle de basse température (peu profond), haute température (profond) ou de très haute température (très profond).

Le territoire de la communauté de communes n'est pas concerné par ce type de ressource.

Synthèse des enjeux :

- Lutter contre le changement climatique (encourager la mobilité douce et les alternatives à l'« auto-solisme », favoriser un habitat dense et performant, orienter les bâtiments pour favoriser les apports solaires gratuits, favoriser un éclairage public économe et performant, *etc.*) ;
- Adapter le territoire au changement climatique (limiter l'artificialisation des sols et favoriser la végétalisation afin de restreindre les dégâts des eaux lors des épisodes cévenoles, identifier et préserver les espaces végétalisés et les points d'eau pour limiter les surchauffes d'été, *etc.*) ;
- Faire de la transition écologique un axe de développement économique du territoire : encourager le développement des activités économiques en faveur des énergies renouvelables et de la filière de l'écoconstruction sur le territoire ;
- Prendre en compte la précarité énergétique : l'accès à l'énergie devient un facteur de vulnérabilité socio-économique majeur (la précarité énergétique est un enjeu important et le sera d'autant plus dans les prochaines années si l'on n'intervient pas, le coût de l'énergie pèsera de plus en plus dans le budget des ménages si l'on se base sur les évolutions du coût de l'énergie des années précédentes) ;
- Permettre à travers le document d'urbanisme la production d'énergies renouvelables : de nombreuses ressources énergétiques valorisables (bois, solaire, éolien, eau...) pouvant générer des retombées économiques locales (= favoriser la production d'énergies renouvelables).

2.4.3.8 Ressources des sous-sols

Sources : Observatoire des matériaux du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM), Cartographie interactive de la DREAL Auvergne - Rhône-Alpes, Industrie et Énergie en Rhône-Alpes [en ligne] http://carto.geo-rhonealpes.fr/1/dreal_industrie_energie_r82.map, consulté en février 2019, puis INFOTERRE en octobre 2020.

Le Schéma Départemental des Carrières de l'Ardèche a été approuvé en février 2005. Bien qu'arrivé à terme ce schéma s'applique toujours.

Deux carrières en exploitation sont situées sur la commune de Thueyts :

- « Le Bes », détenue par la société de pouzzolane de l'Ardèche et du Sud-est, autorisée depuis 1973 et dont l'exploitation est valide jusqu'en 2034 ;
- « Gimadet », co-gérée par les sociétés Brun et carrières ardéchoises de pouzzolane, autorisée depuis 2005 et dont l'exploitation est valide jusqu'en 2035.

La carte des ressources en matériaux de carrières de Rhône-Alpes mise à jour par le BRGM en 2010 délimite trois types de zones :

- Les ZEF (Zones à Éléments Favorables) dans lesquelles les exploitations actuelles ou anciennes témoignent de l'exploitabilité du matériau ;
- Les ZPF (Zones à Préjugés Favorables) qui correspondent aux prolongements géologiques des ZEF et présentent des lithologies a priori comparables bien qu'il n'y ait pas, ou peu, d'exploitation connue. Les formations géologiques, non voisines des ZEF, mais dont les critères lithologiques sont néanmoins favorables font également partie de cette classe ;
- Les ZH (Zones Hétérogènes) dans lesquelles il est observé des dilutions ou intercalation du matériau considéré comme un matériau d'une autre nature. La présence d'exploitation dans le matériau considéré, ou dans un matériau intercalé n'est pas exclue dans une zone classée en ZH.

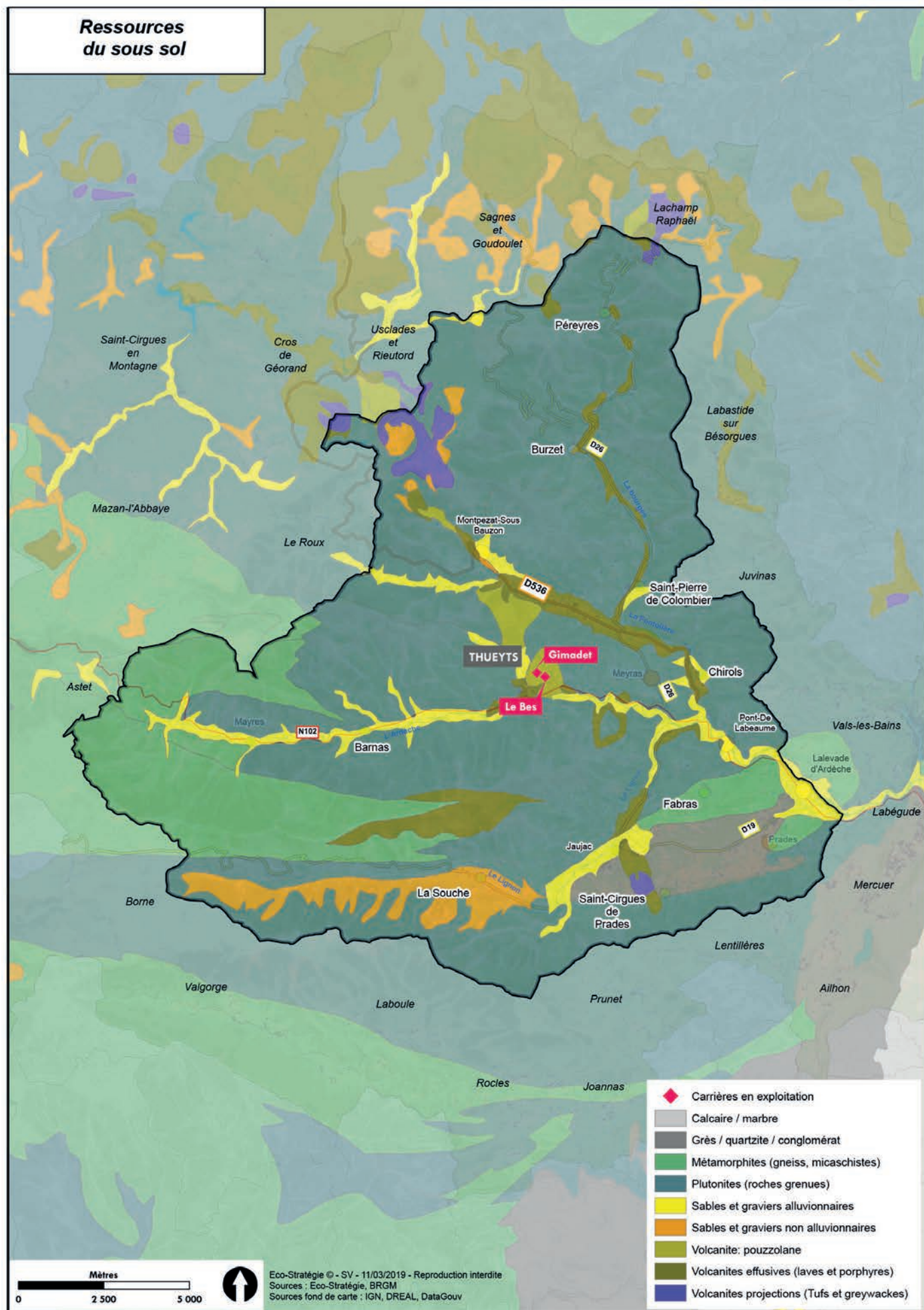
À ce zonage, se surimposent des contraintes et notamment les secteurs de classe I où les carrières sont interdites. Ces secteurs comprennent :

- Le lit mineur et les espaces de mobilité des cours d'eau et les zones interdites à proximité du lit mineur (arrêté du ministériel du 22/09/1994) ;
- Les périmètres de protection des captages d'alimentation en eau potable (voir toutefois au cas par cas pour les interdictions dans le PPE) ;
- Les forêts de protection ;
- Les arrêtés préfectoraux de protection de biotope (APPB) ;
- Les sites classés et inscrits et les sites dont la procédure de classement est engagée ;
- Le cœur des parcs nationaux ;
- Les zones agricoles protégées ;
- Les réserves nationales et régionales.

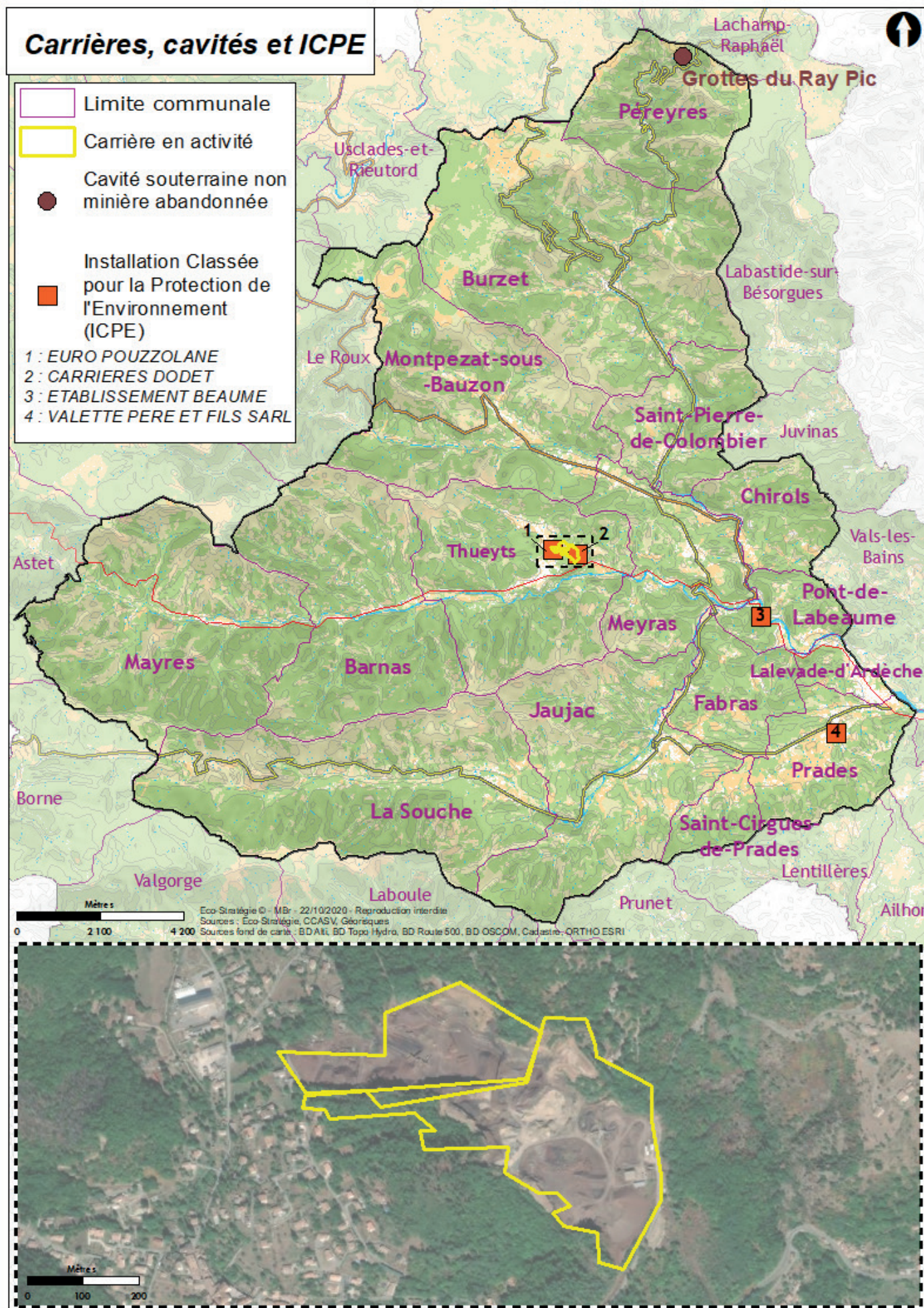
Dans les autres secteurs (classe II : sensibilité très forte) et classe III (zones particulières), les ouvertures de carrières sont potentiellement réalisables. Selon les éléments cartographiques disponibles, le territoire comporte des ZPF et des ZH.

Par ailleurs, le PLUi devra prendre en compte les orientations suivantes du cadre régional « matériaux et carrières » élaboré par la DREAL Auvergne - Rhône-Alpes, et approuvé par le Préfet de département lors du comité de l'administration régionale du 20 février 2013 :

- Les règlements et orientations en termes d'urbanisme doivent rendre possibles le renouvellement et/ou l'extension des sites d'extraction actuels, notamment ceux en roches massives ou alluvionnaires à sec, lorsque la capacité de gisement, sa qualité, son environnement (naturel et agricole) et la topographie le permettent ;
- L'ouverture de nouvelles carrières en eau doit être exceptionnelle et leur renouvellement et extension autorisés avec des niveaux de production inférieurs aux niveaux actuels. Les granulats extraits des carrières en eau seront utilisés pour usages nobles (ex : béton prêt à l'emploi...).



Type de ressource disponible sur la communauté de communes



Localisation des carrières et des cavités sur le territoire ; en bas, zoom sur les périmètres actuels et en vigueur sur les carrières de Thueyts

2.4.3.9 Les risques et nuisances

Sources : *Géorisques (site internet consulté en février 2019), DDRM de l'Ardèche, 24 décembre 2014, 115 pages et Diagnostic territorial de la Communauté de Communes Ardèche des Sources et Volcans, document provisoire du 27/09/2018*

Conformément à l'article L.101-2 du code de l'urbanisme, le document d'urbanisme détermine les conditions permettant d'assurer la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques et des nuisances de toute nature.

2.4.3.9.1 Incendies de forêt

État des lieux

Les impératifs de protection de la forêt doivent être pris en considération sur l'ensemble du département.

Chaque commune se doit de maîtriser l'urbanisation dans les espaces forestiers afin d'éviter les risques de départ de feux et l'exposition aux risques d'incendie de forêt. Les projets doivent intégrer les spécificités de la forêt, sa valeur économique, écologique et la protection des sites et des paysages.

La majorité des communes d'Ardèche des Sources et Volcans ont un taux de boisement élevé. Le taux de boisement du territoire est de 62% soit 16 620 ha pour une superficie totale de 26 800 ha. La moitié des communes du secteur ont un aléa incendies de forêt très fort.

Plusieurs facteurs augmentent le risque incendies de forêt :

- Le taux de boisement très élevé sur le territoire intercommunal (62%) ;
- Le climat avec des étés chauds et secs ;
- Le relief accidenté favorisant la propagation des incendies le long des versants et pénalisant l'intervention des services de lutte contre l'incendie ;
- La difficulté récurrente d'accès à la ressource en eau, particulièrement en période estivale ;
- Le changement climatique.

La communauté de communes est concernée par :

- Le dossier départemental sur les risques majeurs (DDRM) entré en vigueur le 24/12/14 ;
- Le Plan Départemental de Protection des Forêts Contre l'Incendie (PDPFCI) entré en vigueur le 24 septembre 2015.

Conformément à l'article L.133-2 du code forestier, le PDPFCI a pour objectifs, dans l'intérêt de la sécurité des personnes, des biens, des activités économiques et sociales et des milieux naturels, de :

- Diminuer le nombre de départs de feux de forêt ;
- Réduire les surfaces brûlées ;
- Prévenir les risques d'incendie et de limiter leurs conséquences.

Le PDPFCI prévoit dans sa fiche action 5 « Maintenir la prise en compte du risque dans les projets et documents d'urbanisme » que les recommandations pour limiter le risque d'incendie soient systématiquement transmises lors des demandes d'avis (sur le projet de PLUi et sur des permis de construire) :

- « - desserte des zones habitées par des voies utilisables par les engins de secours (largeur minimale 4 m, ou aires de croisement régulièrement espacées)
- disponibilité en eau (distance maximale entre construction et hydrant normalisé inférieure à 200 m)
- interface forêt-habitat à débroussailler dans les zones les plus sensibles, en complément des Obligations Légales de Débroussaillage ».

Précisons que le brûlage des déchets verts ménagers et assimilés est interdit en tout temps dans le département de l'Ardèche par Arrêté Préfectoral n°2013-077-0006 du 18 mars 2013, modifié par l'AP n°07-2017-07-28-004 du 28 juillet 2017.

Enfin, un plan cantonal, élaboré par le SDIS de l'Ardèche, est présent sur le territoire.

Ces arrêtés détaillent les règles applicables à l'emploi du feu à l'intérieur et jusqu'à une distance de 200 mètres des bois, forêts, plantations, reboisements, landes, garrigues et maquis.

L'article 3 (modifié par l'arrêté du 28/07/2017) précise qu'à l'intérieur et jusqu'à une distance de 200 mètres des bois, forêts, plantations, reboisements, ainsi que des landes, garrigues et maquis, pendant la période du 1^{er} juillet au 30 septembre, il est interdit aux propriétaires et aux occupants du chef du propriétaire :

- De fumer ;
- De porter ou d'allumer du feu ;
- D'utiliser des barbecues mobiles fonctionnant par combustion ;
- De faire des feux festifs ou de camp ;
- De jeter des objets en ignition ;
- D'abandonner des matières susceptibles de provoquer un feu.

Cette période d'interdiction peut être modifiée par arrêté préfectoral en fonction des conditions climatiques ou conjoncturelles.

Cette interdiction ne s'applique pas aux habitations, usines, ateliers ni à leurs dépendances.

Des dérogations préfectorales pourront être accordées pour les opérations concernant l'installation de foyers de type « barbecue collectif » dans les sites aménagés pour l'accueil du public ».

L'emploi du feu par les propriétaires est autorisé sous réserves et les mesures ci-après doivent être mises en œuvre pendant toute la durée d'emploi du feu et jusqu'à extinction complète des foyers :

- Être muni d'une déclaration d'emploi du feu, visée par le Maire de la commune concernée ;
- Réaliser la mise à feu par temps calme (source météo) ;
- Privilégier la mise à feu le matin et terminer l'incinération au plus tard une heure avant l'heure légale du coucher du soleil ;
- Être doté d'un moyen de téléphonie mobile ou en l'absence de réseau téléphonique de tout autre moyen permettant d'alerter immédiatement les services de secours en cas de sinistre ;
- Disposer, à proximité, d'une réserve d'eau adaptée et d'un moyen permettant la mise en œuvre de l'eau d'extinction ;
- Procéder à l'extinction complète des feux avant de quitter les lieux ;
- Procéder à une surveillance des lieux après extinction ;
- Appliquer, selon l'appréciation du déclarant et sous sa responsabilité, tout ou partie des bonnes pratiques (cf. arrêté préfectoral).

La réglementation de l'emploi du feu pour les propriétaires et les occupants du chef du propriétaire		
janvier février mars avril mai juin ← <u>Soumis à déclaration</u> →	juillet août septembre ← <u>Interdit</u> →	octobre novembre décembre ← <u>Soumis à déclaration</u> →

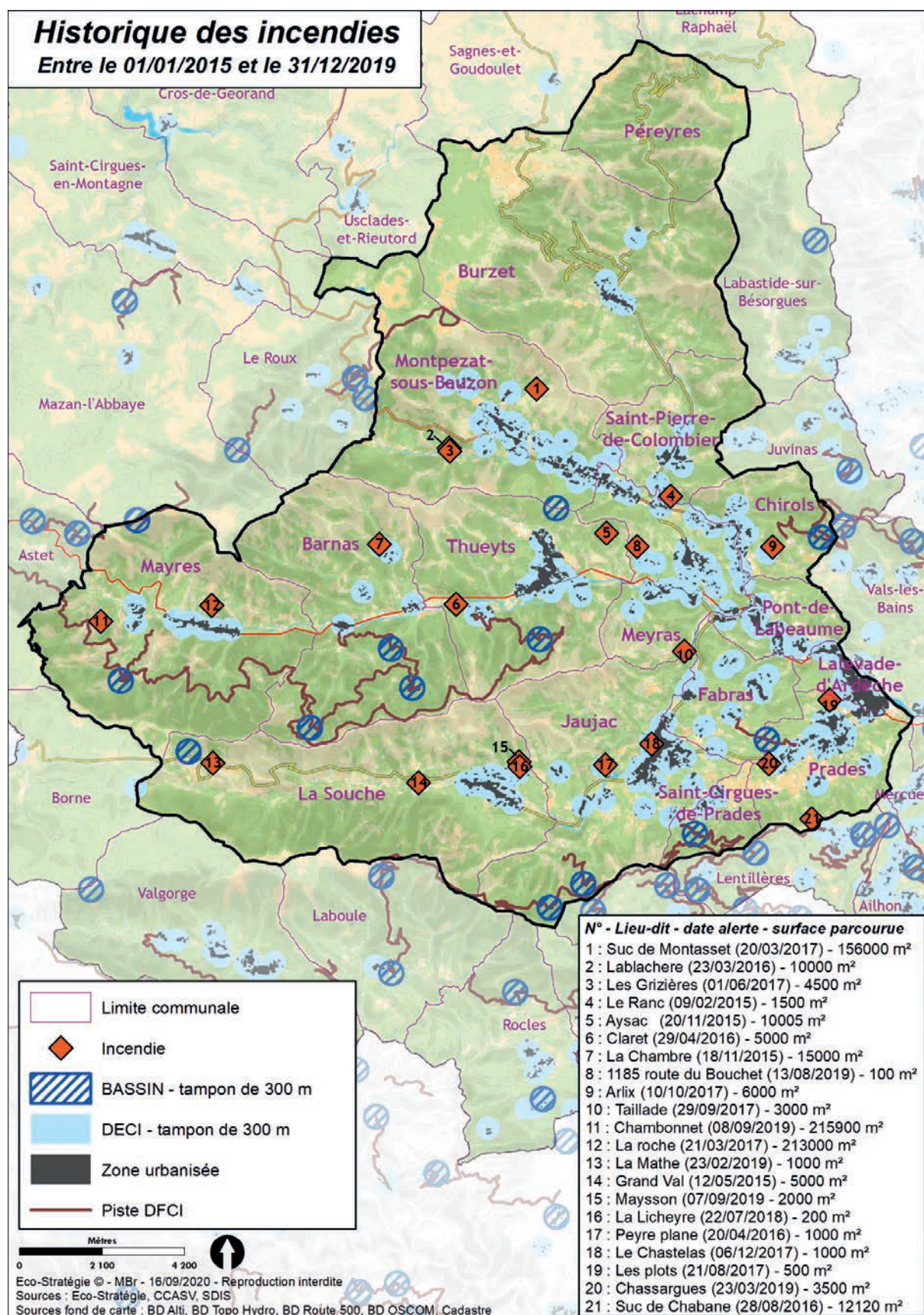
À noter que tout manquement aux dispositions de l'article L.131-1 du code forestier relatif à l'interdiction de l'usage du feu par des personnes autres que les propriétaires est puni de l'amende prévue pour les contraventions de quatrième classe.

Enfin, en application de l'article L.163-4 du code forestier, le fait de provoquer involontairement l'incendie des bois, forêts, landes, garrigues et maquis appartenant à autrui, par des feux allumés à moins de 200 mètres de ces terrains, par des feux allumés ou laissés sans surveillance suffisante, est sanctionné conformément aux dispositions des articles L.322-5, 322-15, 322-17 et 322-18 du code pénal.

Historique des feux de forêt sur le territoire

Le PDPFCI 2015-2025 présente l'historique des feux enregistrés en Ardèche les 10 années précédant son élaboration. Sur la période 2004-2013 (base Prométhée), les communes du territoire ont été les communes les plus touchées du département (plus de 20 feux pour les communes de Burzet et de Montpezat-sous-Bauzon, plus de 100 ha de surfaces brûlées sur les communes de Mayres, Barnas et La Souche).

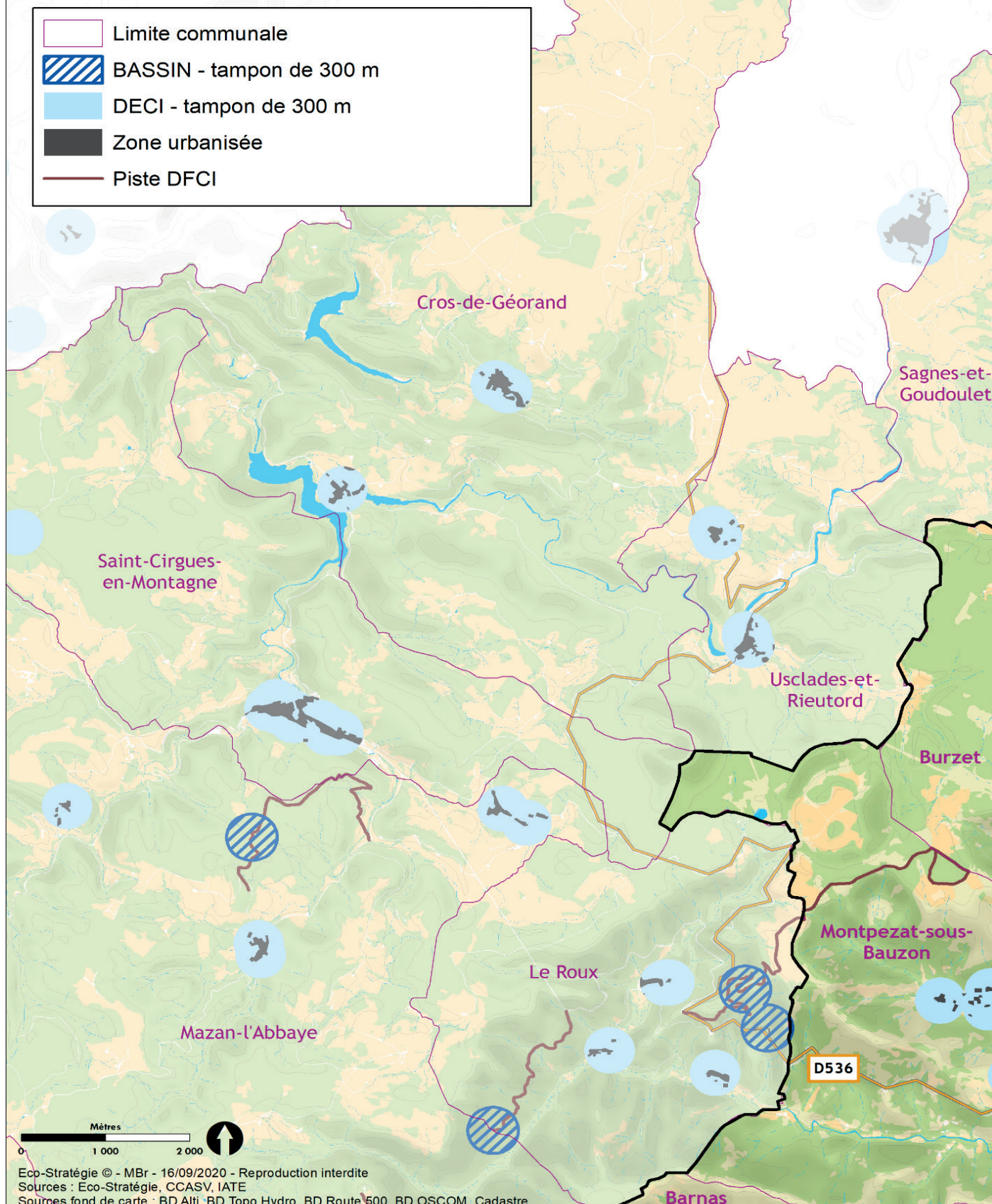
Une mise à jour des données est présentée ci-après pour la période 2015-2019.



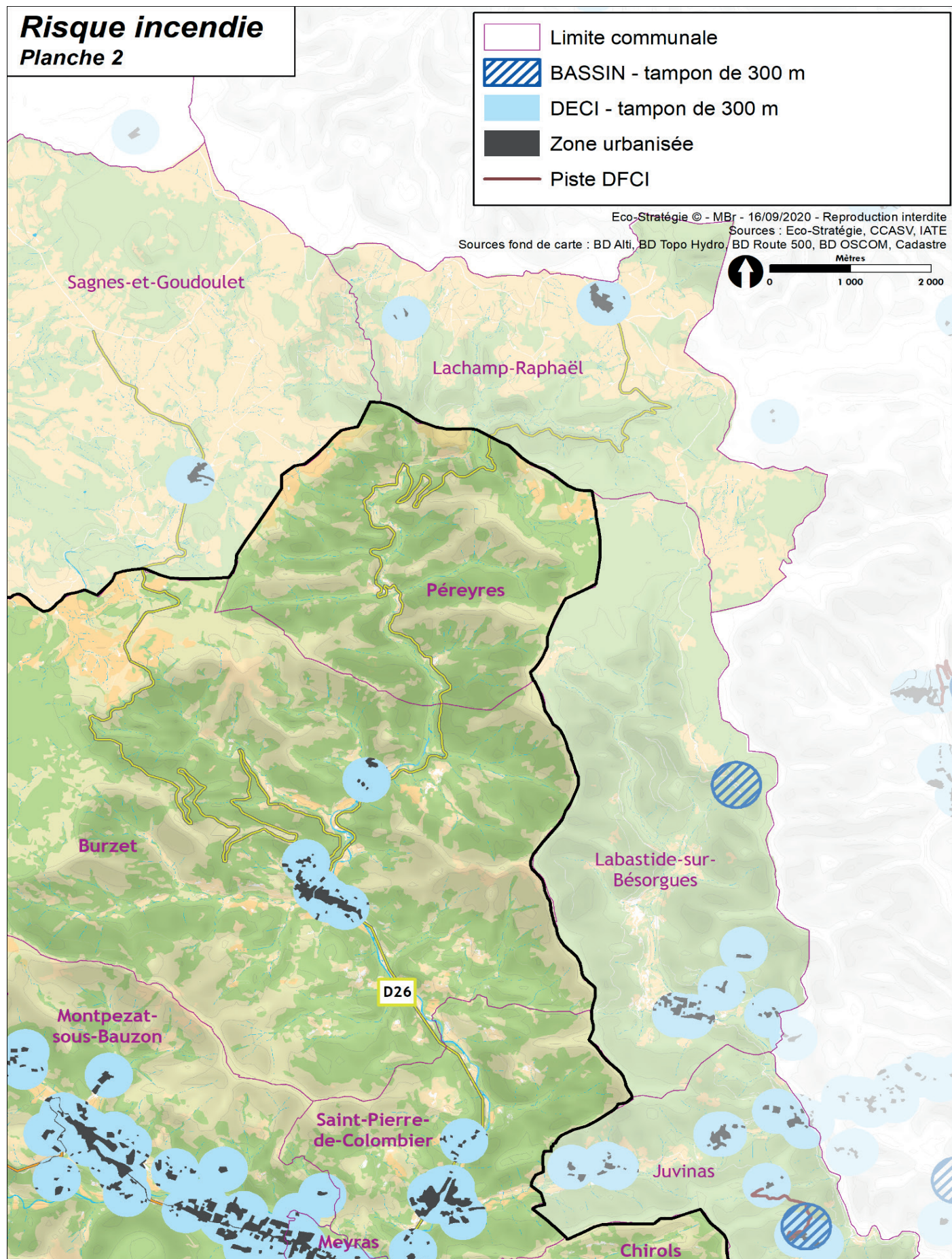
Historique des feux de forêt sur le territoire ces 5 dernières années et équipements disposés (source : base Prométhée)

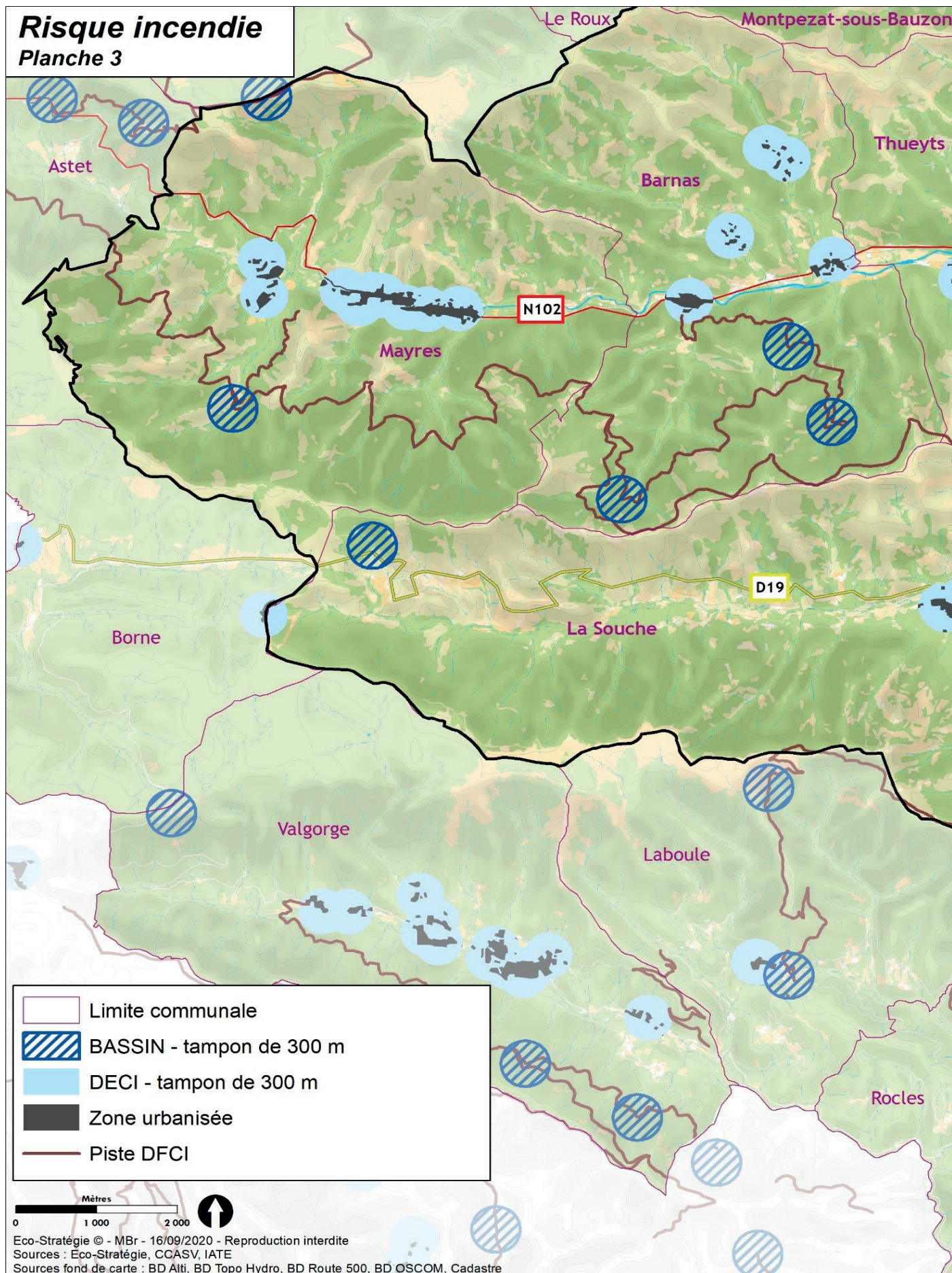
Risque incendie

Planche 1

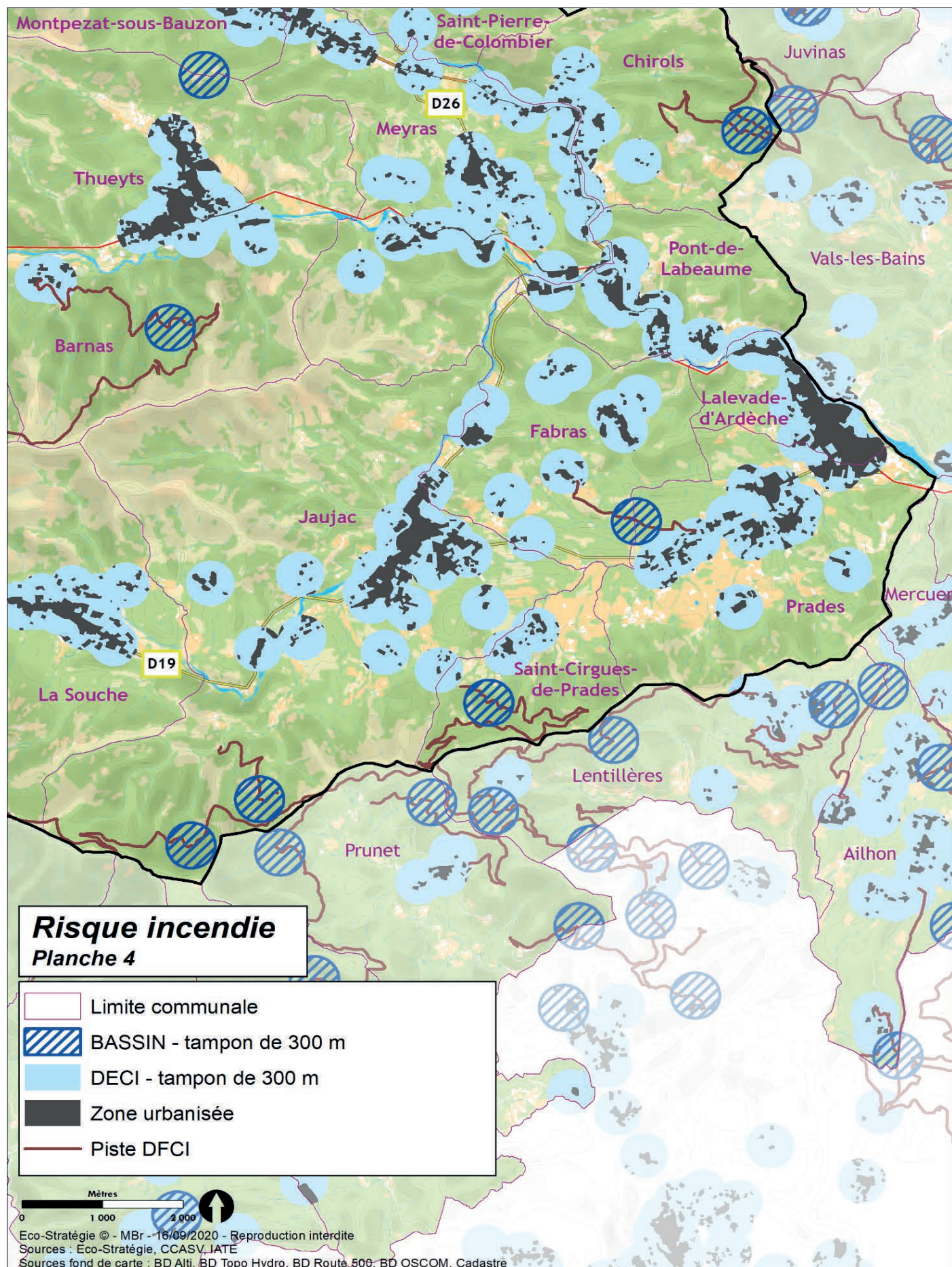


Équipements disposés (planche 1/4)





Équipements disposés (planche 3/4)



Équipements disposés (planche 4/4)

Équipements

Ouvrages DFCI (incendies forêts)

Une tour de guet est présente sur le territoire au sommet de Ste-Marguerite à Chirols, fonctionnant du 1^{er} juillet au 31 août. Les tours de guet jouent un rôle dans la détection des fumées mais surtout dans la localisation et la levée de doute. Elles fournissent également des informations sur l'évolution des fumées. Elles peuvent également avoir un effet dissuasif, difficile à évaluer, les gens sachant que les mises à feu peuvent être observées depuis les tours.

Le PDPFCI a inscrit 2 réserves d'eau projetées sur le territoire Ardèche des Sources et Volcans : à Burzet (Croix de Vidal) et à Meyras (La Pialade).

Ouvrages DECI (incendies bâtis)

Le PDPFCI propose différentes actions, dont notamment l'action n°8 « Maintenir la prise en compte du risque dans les documents d'urbanisme » qui a pour objectif la limitation de l'exposition des riverains au risque incendie. L'action se décline donc ainsi :

- Poursuivre l'application de la doctrine départementale pour la prise en compte du risque incendie dans les documents d'urbanisme ;
- Formaliser les recommandations lors des demandes d'avis :
 - o Desserte des zones habitées par des voies utilisables par les engins de secours (largeur minimale 4 m ou aires de croisement régulièrement espacées) ;
 - o Disponibilité en eau (distance maximale entre construction et hydrant normalisé inférieure à 200 m) ;
 - o Interface forêt-habitat à débroussailler dans les zones les plus sensibles, en complément des Obligations Légales de Débroussaillage.
- Poursuivre et développer la communication vers les communes et communautés de communes (porter à connaissance, réunions par secteur, courrier, guide départemental pour la prise en compte du risque...) concernant :
 - o Les permis de construire à proximité de milieu boisé et les prescriptions relatives à la prise en compte de ce risque ;
 - o L'élaboration des documents d'urbanisme ;
 - o La nouvelle carte de risque incendie de forêt départementale ;
 - o Le rôle des différents acteurs (DDT, SDIS, communes, CC,...).

L'action n°11 « formation des élus » a pour objectif une amélioration de la connaissance, de la compréhension et de la prise en compte du risque incendie par les élus, les agents administratifs et techniques des collectivités locales. Il est notamment rappelé que la sensibilisation des élus et des agents des collectivités territoriales sur les DICRIM (Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs) et le PCS (Plan Communal Sauvegarde) doit être faite par la DDT et le Service Interministériel de Défense et de Protection Civile (SIDPC).

Enjeu : prendre en compte l'enjeu relatif au risque d'incendie de forêt :

- L'urbanisation future devra être cohérente au regard des risques d'incendie de forêt identifiés. La constructibilité de nouvelles zones dans une zone boisée ne sera possible que sous certaines conditions :
 - o l'aménagement d'une zone d'interface forêt-habitat pour réduire le risque et la puissance d'un incendie,
 - o la suppression de l'état boisé de la zone sans pour cela enlever nécessairement tous les arbres (ne pourront toutefois être ainsi conservés qu'un maximum de 50 sujets par hectare),
 - o l'existence de dispositifs adaptés de lutte contre les incendies ;
- Les servitudes de passage et d'aménagement pour les pistes sécurisant l'intervention des forestiers-sapeurs et des pompiers.

2.4.3.9.2 Risque sismique

Un séisme est une fracturation brutale des roches en profondeur créant des failles dans le sol et parfois en surface, et se traduisant par des vibrations du sol transmises aux bâtiments. Les dégâts observés sont fonction de l'amplitude, de la durée et de la fréquence des vibrations.

Depuis le 22 octobre 2010, la France dispose d'un zonage sismique divisant le territoire en 5 zones de sismicité croissante en fonction de la probabilité d'occurrence des séismes (articles R.563-1 à R.563-8 du code de l'environnement modifiés par les décrets no2010-1254 du 22 octobre 2010 et no2010-1255 du 22 octobre 2010, ainsi que par l'Arrêté du 22 octobre 2010).

La communauté de communes est située dans la zone de sismicité 2 correspondant à un aléa faible. Les constructions sur le territoire devront respecter les règles de construction définies par l'arrêté du 22 octobre 2010 modifié par l'arrêté du 19 juillet 2011 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal ».

2.4.3.9.3 Mouvement de terrain

Phénomènes localisés

Dans le cadre de l'alimentation de la base de données nationale sur les mouvements de terrain et les cavités souterraines, le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) a été chargé d'en réaliser l'inventaire sur l'ensemble du département de l'Ardèche (avril 2006). Cette étude fait apparaître la présence de glissements de terrain, chutes de blocs, érosions de berges et cavités souterraines naturelles sur le territoire de la communauté de communes.

Les secteurs concernés par ce risque devront être classés en zones non constructibles. Il convient de noter cependant que la fiabilité des données n'est pas toujours très bonne (données qui peuvent être très anciennes ou sans localisation précise...).

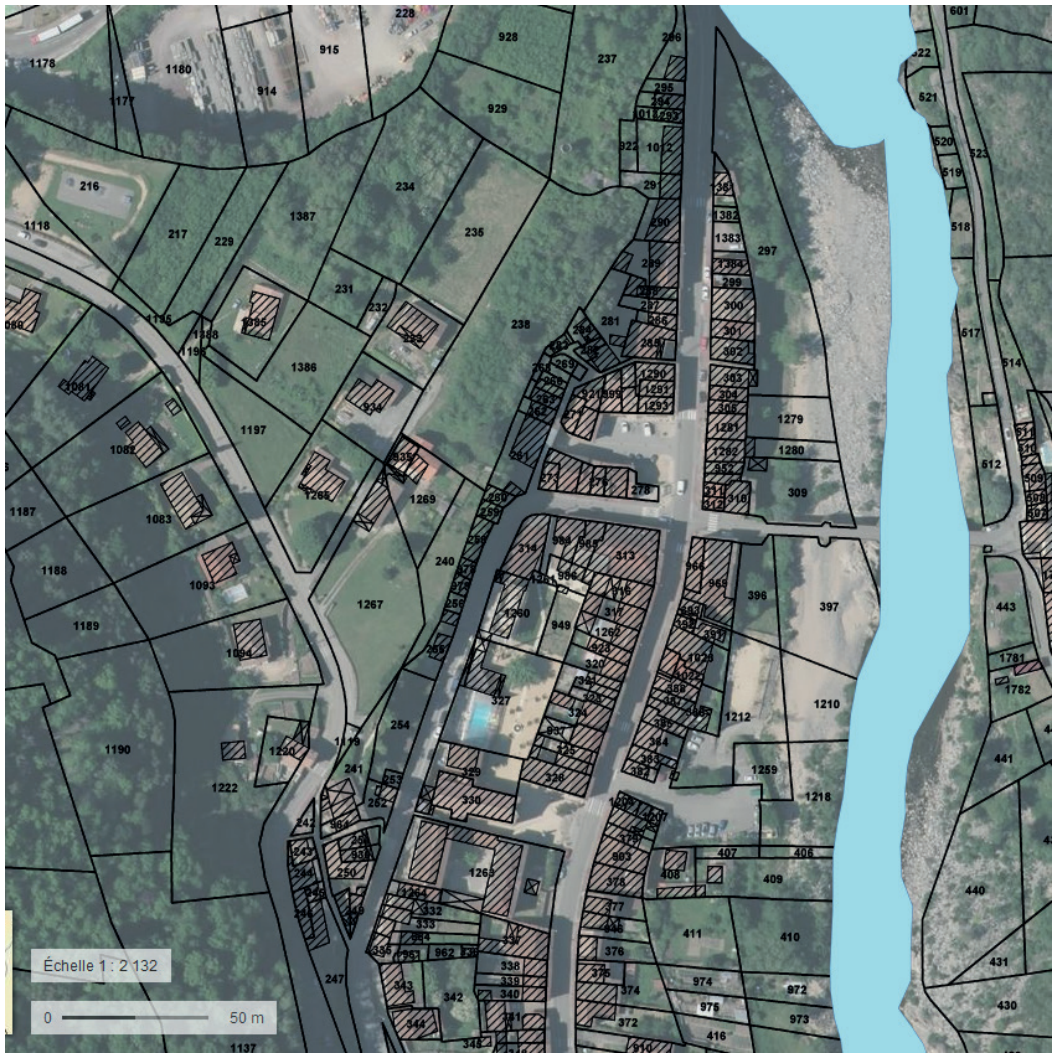
Seules les communes de La Souche, Jaujac, Fabras et Prades ne sont pas concernées par le risque mouvements de terrain.

Le bourg de Pont-de-Labeaume est adossé à une coulée basaltique avec risque de chute de blocs identifiée. A la demande de la commune et de la DDE de l'Ardèche (aujourd'hui DDT), une étude des risques d'éboulement des falaises basaltiques a été menée en 1996. Cette étude conclut les éléments suivants :

- Il existe des risques d'éboulements de pierres entassées en tête de falaise par l'homme, allant de quelques litres à 50 litres. Ce risque peut être traité par une purge manuelle et l'installation d'une petite barrière grillagée ;
- La falaise présente de nombreuses instabilités, allant de blocs de quelques litres ou dizaines de litres, jusqu'à des prismes dépassant 1 m³, notamment au nord (zones 8 et 9). Ces risques sont estimés forts à court terme (échéance quelques années), puis très élevés à moyen terme (de 10 à 20 ans).

Certaines zones de la falaise ont déjà été confortées ou purgées dans le passé par des fonds privés : en 1986, 1992 et 1995. L'étude propose des travaux destinés à améliorer la sécurité des riverains et des usagers de la route : purge manuelle, débroussaillage, coupe d'arbres en tête de falaise, barrières grillagées et grillage pendu.

Les secteurs concernés et les travaux proposés à l'époque sont présentés sur la carte et le tableau ci-après.



Localisation des zones à enjeux

Un secteur a été identifié sur le projet de PLU arrêté en 2015.

Travaux proposés par l'étude de 1996 sur les zones à enjeux (source : CETE de Lyon, 1996)

Zone	Maisons menacées	Route menacée	Protection existante	Travaux envisageables			
				purge débroussaillage coupe d'arbres	barrière grillagée en tête de falaise H = 1m	barrière grillagée en pied	grillage pendu
1	non (jardin)	non	non	non			
2	oui	non	oui (travaux 92)	non			Déjà posé
3	oui (garage)	oui	non	oui		L = 40m H = 2,5m	non posé L = 40m H = 30m Eventuellement, en remplacement de la barrière
4	oui	non	oui (travaux 95)	non			Déjà posé
5	oui inoccupées	non	non	oui	L = 20m éventuellement		
6	non (jardin)	non	non	oui	L = 20m éventuellement		
7	oui	non	non (purge 86)	oui	L = 30m		L = 30m H = 30m
8	oui	non	non	oui	L = 55m		L = 55m H = 30m
9	non	oui	non	oui	L = 100m	L = 100m H = 2,5m	L = 55m H = 30m Eventuellement, en remplacement de la barrière

entête
2m = 24 m²
= 20 000 F
+ 50 000 F

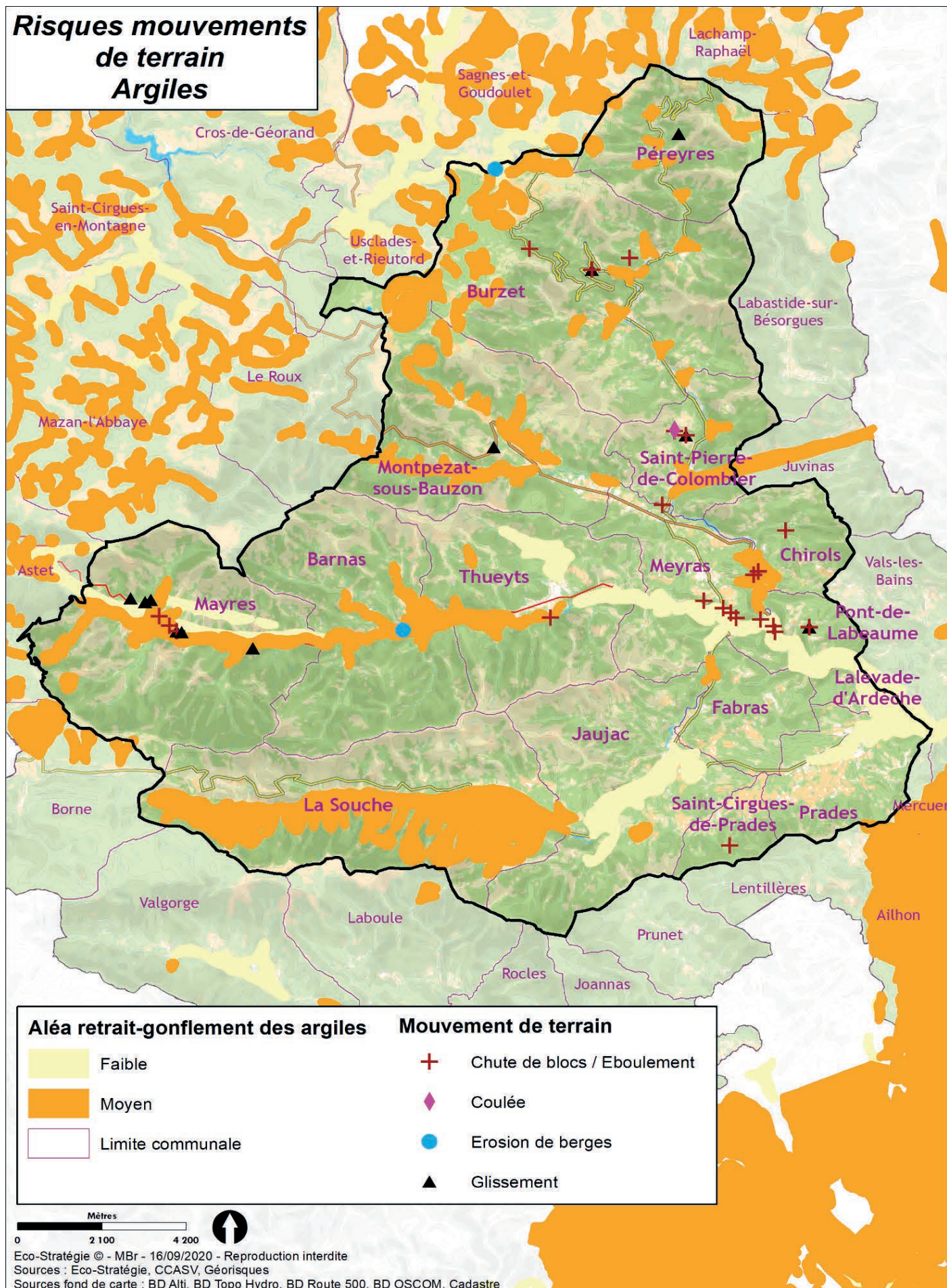
Retrait-gonflement des argiles

Les minéraux argileux ont une structure en feuillets à la surface de laquelle les molécules d'eau peuvent s'adsorber, provoquant un gonflement, plus ou moins réversible, du matériau. Ceci est alors à l'origine de variations de volume qui peuvent prendre des proportions importantes.

Ainsi, la carte de l'aléa du BRGM « retrait et gonflement des argiles » définit quatre zones :

- Les zones où le risque est a priori nul ;
- Les zones où l'aléa est faible ;
- Les zones où l'aléa est moyen ;
- Les zones où l'aléa est fort.

La communauté de communes est concernée par l'aléa faible, sans incidence sur le zonage réglementaire.



Localisation des secteurs à risque mouvement de terrain

2.4.3.9.4 Risque inondation

La connaissance du risque

Le territoire, situé en tête de bassin versant, est fortement exposé au risque inondation. Il s'explique par deux facteurs naturels :

- Les épisodes « cévenols » : situation météorologique durant laquelle soufflent des vents du sud chargés d'humidité en provenance de Méditerranée vers les versants sud du Massif Central (Cévennes). Lors de la rencontre avec les reliefs, l'air chaud est forcé de s'élever en se refroidissant au contact du continent ce qui renforce le phénomène orageux. Cela provoque d'importantes précipitations violentes par leur intensité ;
- Les fortes pentes : le relief très abrupt avec des vallées très encaissées amplifient le phénomène cévenols, accélérant le ruissellement des eaux.

Des embâcles peuvent aussi se former dans les lits des torrents et, en cédant, accentuent la crue. Des facteurs d'origine anthropique amplifient le risque inondation :

- L'imperméabilisation des sols (urbanisation du territoire) ;
- L'artificialisation des cours d'eau (empêchant la mobilité des cours d'eau et l'expansion des crues) ;
- La détérioration des zones humides qui jouent un rôle d'éponge (tourbières à la tête des bassins-versants, fonds de vallées).

Toutes les communes sont concernées sauf Saint-Cirgues-de-Prades.

Le territoire de la communauté de communes est couvert par les Plans de Gestion du Risque Inondation (PGRI) des bassins Rhône-Méditerranée et Loire-Bretagne en application de la directive inondation. Le document d'urbanisme devra être compatible avec les orientations des PGRI.

Concernant l'Ardèche, plusieurs communes du territoire sont concernées par un Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRi).

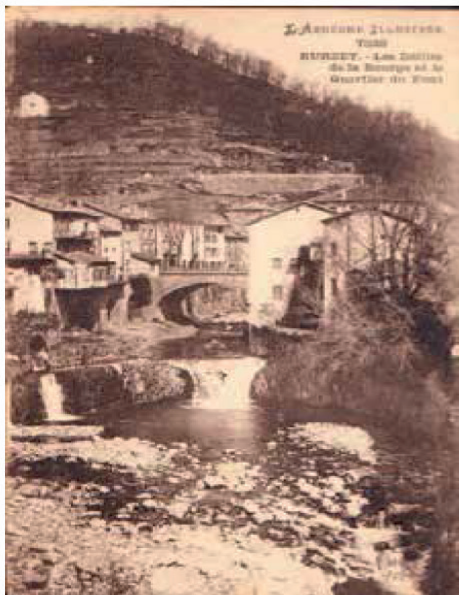
NOM ET DATE DU PPRi	COMMUNES CONCERNÉES
PPRi approuvé par arrêté préfectoral le 12/03/2003	Fabras, Lalevade d'Ardèche, Mayres, Meyras, Pont-de-Labeaume, Prades, Thueyts
PPRi approuvé par arrêté préfectoral le 17/03/2004	Barnas

Plans de Protection du Risque inondation par commune

Une nouvelle connaissance du risque inondation de la rivière Ardèche a été adressée par Monsieur le Préfet aux communes de Barnas, Fabras, Lalevade-d'Ardèche, Mayres, Meyras, Pont-de-Labeaume, Prades et Thueyts le 12/09/2014 (Étude Artelia 2014). Tous les PPRi vont ainsi être révisés pour prendre en compte la nouvelle connaissance du risque.



Risque inondation sur le territoire



Burzet - Clichés ancien et en période de crue (Source PNR des Monts d'Ardèche).



Concernant la Fontaulière, la nouvelle connaissance du risque inondation a été adressée par Monsieur le Préfet aux communes de Chirols, Meyras, Montpezat-sous-Bauzon, Pont-de-Labeaume, Saint-Pierre-de-Colombier le 12/09/2014 (Étude Artelia 2014).

Il existe par ailleurs un atlas des zones inondables par analyse hydro-géomorphologique sur les bassins versants de la Fontaulière (communes de Montpezat-sous-Bauzon, Meyras, Saint-Pierre-de-Colombier, Chirols et Pont-de-Labeaume) réalisé par Intervenance en 2006.

Concernant le Lignon, la nouvelle connaissance du risque inondation a été adressée par Monsieur le Préfet aux communes de Jaujac et La Souche le 12/09/2014 (Étude Artelia 2014).

Le Lignon est également concerné par une étude géomorphologique.

Concernant La Bourges, la nouvelle connaissance du risque inondation en aval de la rivière a été adressée par Monsieur le Préfet à la commune de Saint-Pierre-de-Colombier le 12/09/2014 (Étude Artelia 2014).

Par ailleurs, il existe un atlas des zones inondables par analyse hydro-géomorphologique sur les bassins versants de la Bourges réalisé par Intervenance en 2006 (communes de Burzet, Péreyres et St-Pierre-de-Colombier).

Concernant Le Merdaric, la nouvelle connaissance du risque inondation de ce ruisseau a été adressée par Monsieur le Préfet à la commune de Thueyts le 12/09/2014 (Étude Artelia 2014).

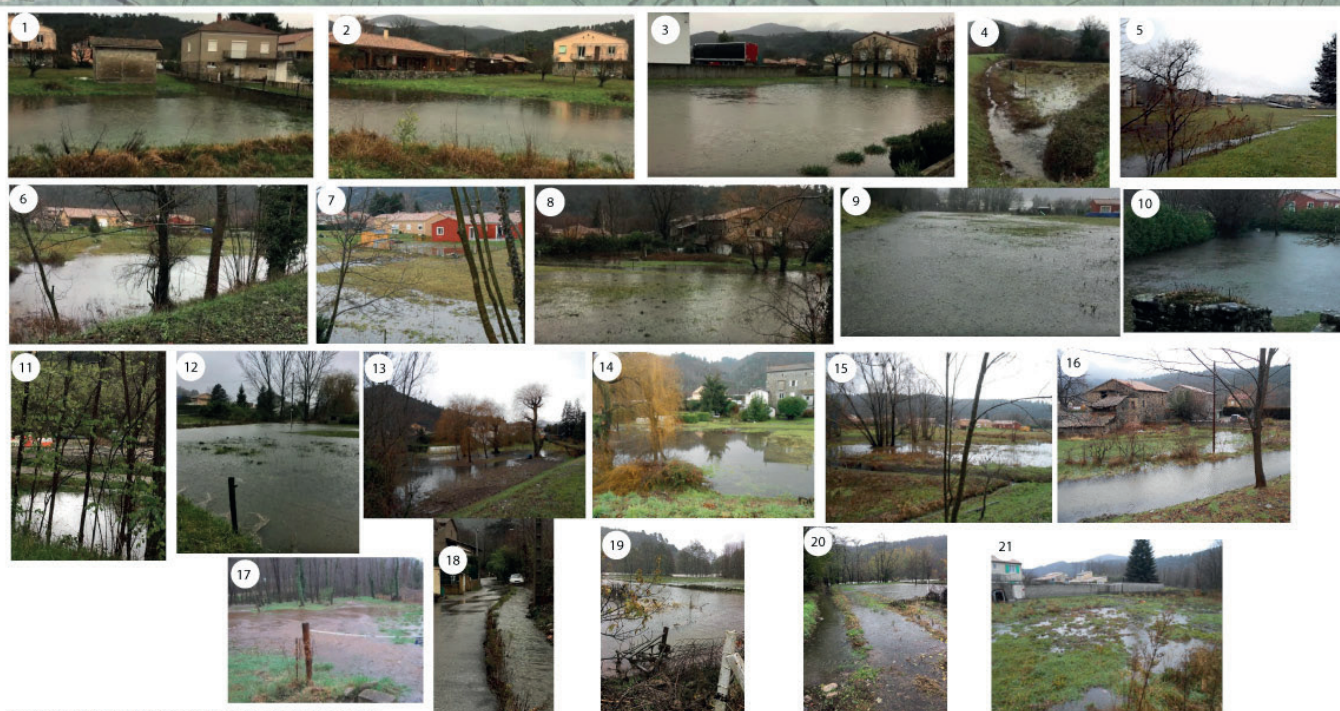
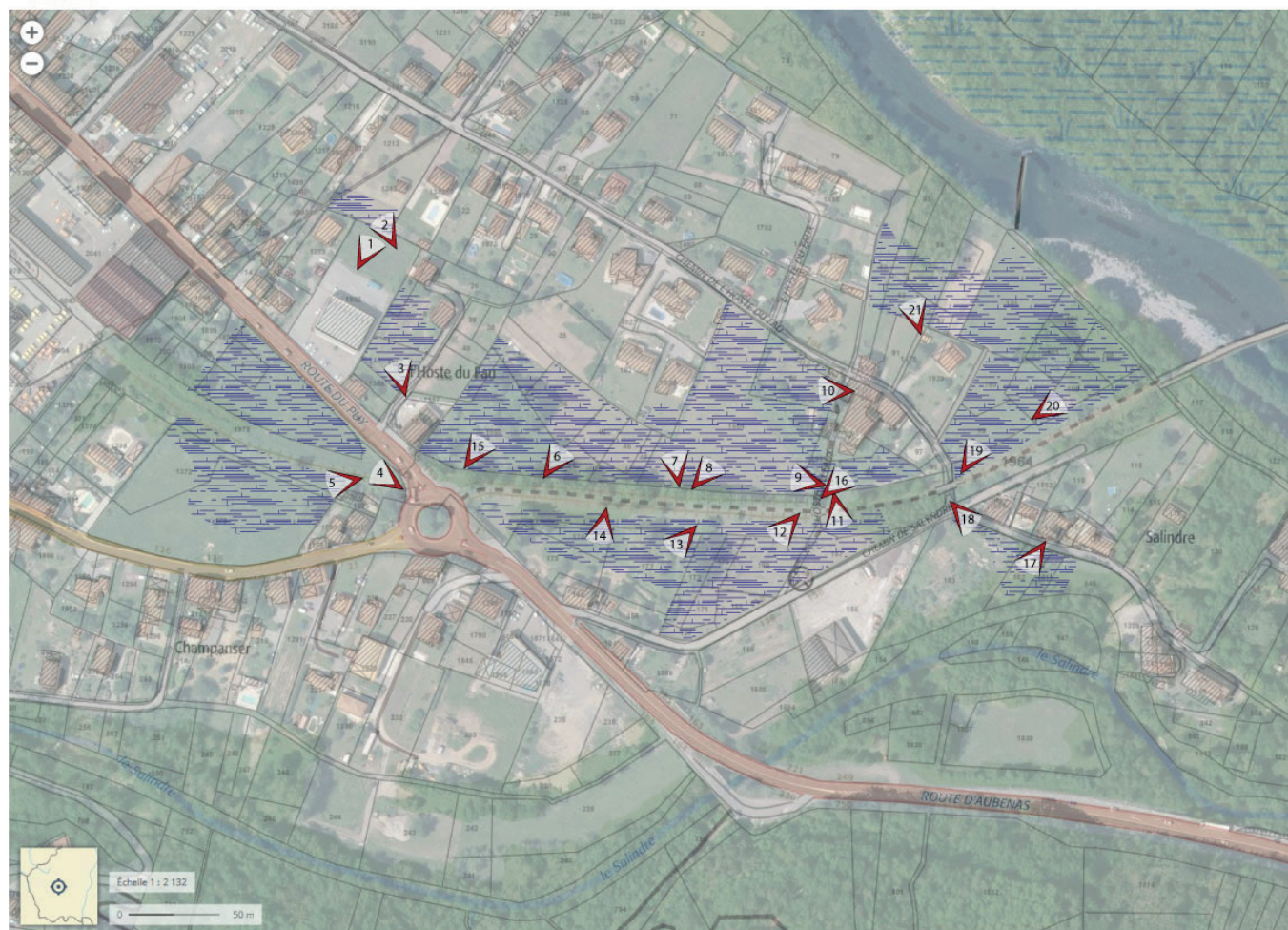
Risque inondation par accumulation des eaux pluviales et remontée de nappes

Le territoire Ardèche des Sources et Volcans est concerné par le risque inondation par accumulation des eaux pluviales, et notamment dans le secteur de l'Hoste du Fau (Lalevade-d'Ardèche et Prades). L'identification de ces secteurs s'appuie sur les éléments de connaissance fournis par le collectif de l'Hoste du Fau.

La cartographie ci-dessous expose les zones concernées par ce risque.

Risque inondation lié à l'accumulation des eaux pluviales et à la remontée de nappe

 > Localisation des données collectées par le collectif de l'Hoste du Fau



photos prises le 20 décembre 2019 ©Collectif de l'Hoste du Fau

Les incidences sur le document d'urbanisme

En application des dispositions de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme, la communauté de communes devra prendre en compte les informations des cartes d'aléas portées à la connaissance des communes pour tout projet d'urbanisme.

Les zones concernées par un PPRi devront se référer au règlement de celui-ci, en tant que servitude d'utilité publique. Les dispositions du PPRi sont cumulatives avec celles du PLUi, les prescriptions les plus restrictives s'appliquant.

Le PLUi doit comporter en annexe les PPRi opposables, en tant que servitude d'utilité publique, conformément à l'article L.126-1 du code de l'urbanisme. Dès leur approbation, les nouveaux PPRi devront être annexés au document d'urbanisme.

Par ailleurs, sur l'ensemble du territoire intercommunal, afin de respecter le principe de précaution, il conviendra de porter une attention toute particulière sur les territoires situés à proximité des talwegs et des ruisseaux. En effet, ces espaces sont susceptibles d'être rapidement submergés lors de l'occurrence d'événements pluvieux exceptionnels.

Doctrine camping :

Une doctrine pour la gestion des campings en zone inondable a été signée en octobre 2015. Ce document de référence pour la prise en compte du risque inondation dans les projets de développement de l'hôtellerie de plein air est à prendre en compte dans le PLUi, dans les secteurs inondables de la communauté de communes non couverts par un PPRi.

Risque inondation par accumulation des eaux pluviales et remontée de nappes :

Les secteurs concernés par le risque inondation par accumulation des eaux pluviales et remontée de nappes devront être identifiés sur le règlement graphique et écrit du PLUi. Sur ces secteurs, toute construction nouvelle devra être interdite afin de ne pas accroître le risque existant et d'augmenter les inondations liées.

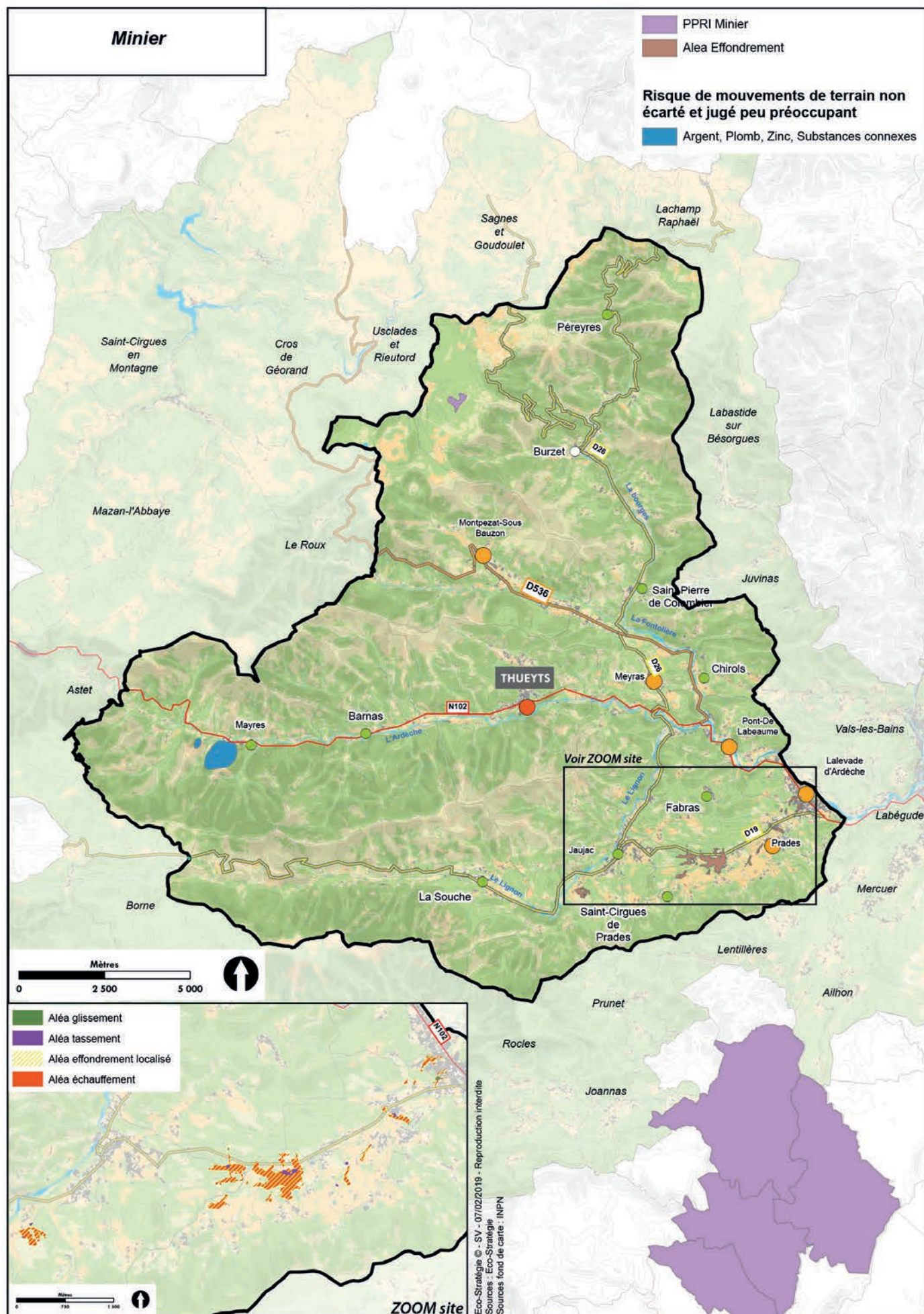
2.4.3.9.5 Risques miniers

Sont concernées 5 communes du sud-est du territoire, autour du bassin houiller de Prades-Lalevade, ainsi que les anciennes mines de plomb de Mayres : de nombreuses galeries représentant un risque important à prendre en compte pour les projets d'urbanisation.

Monsieur le Préfet de l'Ardèche a adressé la nouvelle connaissance du risque minier aux communes de Fabras, Jaujac, Lalevade-d'Ardèche, Prades et Saint-Cirgues-de-Prades.

En application des dispositions de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme, la communauté de communes devra prendre en compte les informations des cartes d'aléas portées à la connaissance de ces communes le 8 février 2012, et modifié le 20 janvier 2016 pour les communes de Lalevade-d'Ardèche et Prades, pour tout projet d'urbanisme. Ainsi, doit notamment être interdites toute nouvelle construction ou modification substantielle du bâti dans tous les secteurs concernés par une zone d'aléas. Les terrassements doivent également être interdits dans les zones répertoriées « échauffement ».

Les règlements graphiques et écrits du document d'urbanisme devront être compatibles avec ce document.



Risques miniers sur le territoire

2.4.3.9.6 Risque d'exposition au plomb

L'intoxication par le plomb des jeunes enfants, appelée saturnisme infantile, est un problème de santé publique. Elle résulte de l'ingestion ou de l'inhalation de poussières ou d'écailles de peinture et entraîne chez l'enfant des troubles réversibles (anémie, troubles digestifs) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, retard intellectuel, retard de croissance, atteinte des reins...).

L'intoxication chez l'adulte touche essentiellement les travailleurs et les habitants lors des chantiers de réhabilitation de logements anciens. Elle peut entraîner anémie, paralysie de certains muscles de l'avant-bras et de la main, hypertension artérielle et diminution des facultés intellectuelles.

Le plomb a été utilisé dans la fabrication des peintures et enduits jusqu'à la moitié du XX^{ème} siècle ; il subsiste aujourd'hui dans certains immeubles construits avant 1949.

La communauté de communes est déclarée zone à risque d'exposition au plomb tout comme l'ensemble du territoire français depuis la loi n°2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique.

2.4.3.9.7 Risques technologiques

Transports de marchandises dangereuses

Toutes les communes situées le long de l'axe de la RN 102 sont exposées au risque lié au transport de marchandises dangereuses : Prades, Lalevade-d'Ardèche, Pont-de-Labeaume, Meyras, Thueyts, Barnas et Mayres. Ce risque est consécutif à un accident lors du transit, il est mobile. Les enjeux les plus exposés sont ceux situés à proximité de cet axe routier.

Installations classées

Les installations classées sont des usines, des ateliers, des dépôts, des chantiers, des carrières et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients, soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la nature et l'environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Ce risque est fixe et concerne les installations suivantes au sein du territoire :

- Commune de Pont-de-Labeaume : SARL Beaume, autorisée par arrêté préfectoral du 13/07/1989 ;
- Commune de Thueyts : carrières ardéchoises de pouzzolane et carrières Dodet, respectivement autorisées par arrêté préfectoral du 18/07/2005 et du 28/01/2009.

En l'état actuel des connaissances, les zones de danger de ces établissements ne sortent pas des limites des propriétés.

Exposition aux champs électromagnétiques : lignes électriques haute et très haute tensions

Le territoire intercommunal est concerné par deux ouvrages de transport d'électricité, pour lesquels une servitude d'utilité publique I4 est établie de 100 m de part et d'autre de l'axe des lignes 400 kV.

Sites et sols pollués

Sources : Base de données BASIAS/CASIAS du BRGM (Inventaire historique de sites industriels et activités de service) ; BASOL du Ministère de l'Ecologie, de Développement Durable et de l'Energie (Inventaire des sites et sols pollués ou potentiellement pollués)

D'après les recensements nationaux des bases de données BASOL, aucun site pollué « BASOL » n'est recensé sur le territoire.

Selon la base de données BASIAS, 63 anciens sites industriels et activités de services sont présents sur le territoire de la CCASV. La base de données CASIAS recense en plus 26 sites dont la localisation n'est pas précisée.

Le détail de ces sites est présenté dans les tableaux suivants.

Enfin, le territoire n'est pas concerné par le risque industriel des entreprises dites SEVESO (en Ardèche, seuls quelques sites concentrés dans la vallée du Rhône sont répertoriés).

Descriptif des sites BASIAS présents sur le territoire de la communauté de communes

NOM	IDENTIFIANT	COMMUNE	LIBELLÉ	ÉTAT D'OCCUPATION
1	RHA0700213	JAUIJAC	Fabrication de coutellerie, Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.), Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	Activité terminée
2	RHA0700209	JAUIJAC	Collecte et stockage des déchets non dangereux dont les ordures ménagères (décharge d'O.M. ; déchetterie). Extraction de pierres ornementales et de construction, de calcaire industriel, de gypse, de craie et d'ardoise (voir aussi C23.7)	Activité terminée
3	RHA0701978	PRADES	Industrie des eaux minérales et autres eaux embouteillées et des boissons rafraîchissantes	-
4	RHA0701469	PRADES	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	-
5	RHA0701748	LA SOUCHE	Collecte et stockage des déchets non dangereux dont les ordures ménagères (décharge d'O.M. ; déchetterie)	Activité terminée
6	RHA0700630	PRADES	Collecte et stockage des déchets non dangereux dont les ordures ménagères (décharge d'O.M. ; déchetterie)	-
7	RHA0701977	PRADES	Extraction mais sans agglomération (Cf. B05.12Z) de la houille. Production et distribution de vapeur (chaleur) et d'air conditionné	-
8	RHA0700208	JAUIJAC	Garages, ateliers, mécanique et soudure	Activité terminée
9	RHA0700868	JAUIJAC	Garages, ateliers, mécanique et soudure. Garages, ateliers, mécanique et soudure. Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	Activité terminée
10	RHA0700211	JAUIJAC	Garages, ateliers, mécanique et soudure. Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	Activité terminée
11	RHA0700182	JAUIJAC	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	Activité terminée

NOM	IDENTIFIANT	COMMUNE	LIBELLÉ	ÉTAT D'OCCUPATION
12	RHA0701938	LALEVADE-D'ARDECHE	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage). Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	-
13	RHA0701940	LALEVADE-D'ARDECHE	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage). Garages, ateliers, mécanique et soudure	-
14	RHA0701379	LALEVADE-D'ARDECHE	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles. Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage). Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin	-
15	RHA0700530	LALEVADE-D'ARDECHE	Industrie des eaux minérales et autres eaux embouteillées et des boissons rafraîchissantes. Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	-
16	RHA0701380	LALEVADE-D'ARDECHE	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	-
17	RHA0701384	LALEVADE-D'ARDECHE	Fabrication, fusion, dépôts de goudron, bitume, asphalte, brai. Fabrication, fusion, dépôts de goudron, bitume, asphalte, brai	-
18	RHA0701383	LALEVADE-D'ARDECHE	Carrosserie, atelier d'application de peinture sur métaux, PVC, résines, plastiques (toutes pièces de carénage, internes ou externes, pour véhicules...). Chaudronnerie, tonnellerie. Démantèlement d'épaves, récupération de matières métalliques	-
19	RHA0701382	LALEVADE-D'ARDECHE	Collecte et stockage des déchets non dangereux dont les ordures ménagères (décharge d'O.M. ; déchetterie). Collecte et stockage des déchets non dangereux dont les ordures ménagères (décharge d'O.M. ; déchetterie)	-
20	RHA0701937	LALEVADE-D'ARDECHE	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	-
21	RHA0701466	LALEVADE-D'ARDECHE	Production et distribution de vapeur (chaleur) et d'air conditionné. Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton. Production et distribution de vapeur (chaleur) et d'air conditionné. Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	Activité terminée
22	RHA0701945	LALEVADE-D'ARDECHE	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	-
23	RHA0701972	PONT-DE-LA-BEAUME	Production et distribution de combustibles gazeux (générateur d'acétylène). Garages, ateliers, mécanique et soudure	-
24	RHA0701468	PONT-DE-LA-BEAUME	Collecte et stockage des déchets non dangereux dont les ordures ménagères (décharge d'O.M. ; déchetterie)	Activité terminée
25	RHA0701467	PONT-DE-LA-BEAUME	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	Activité terminée
26	RHA0700952	MAYRES	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	Activité terminée

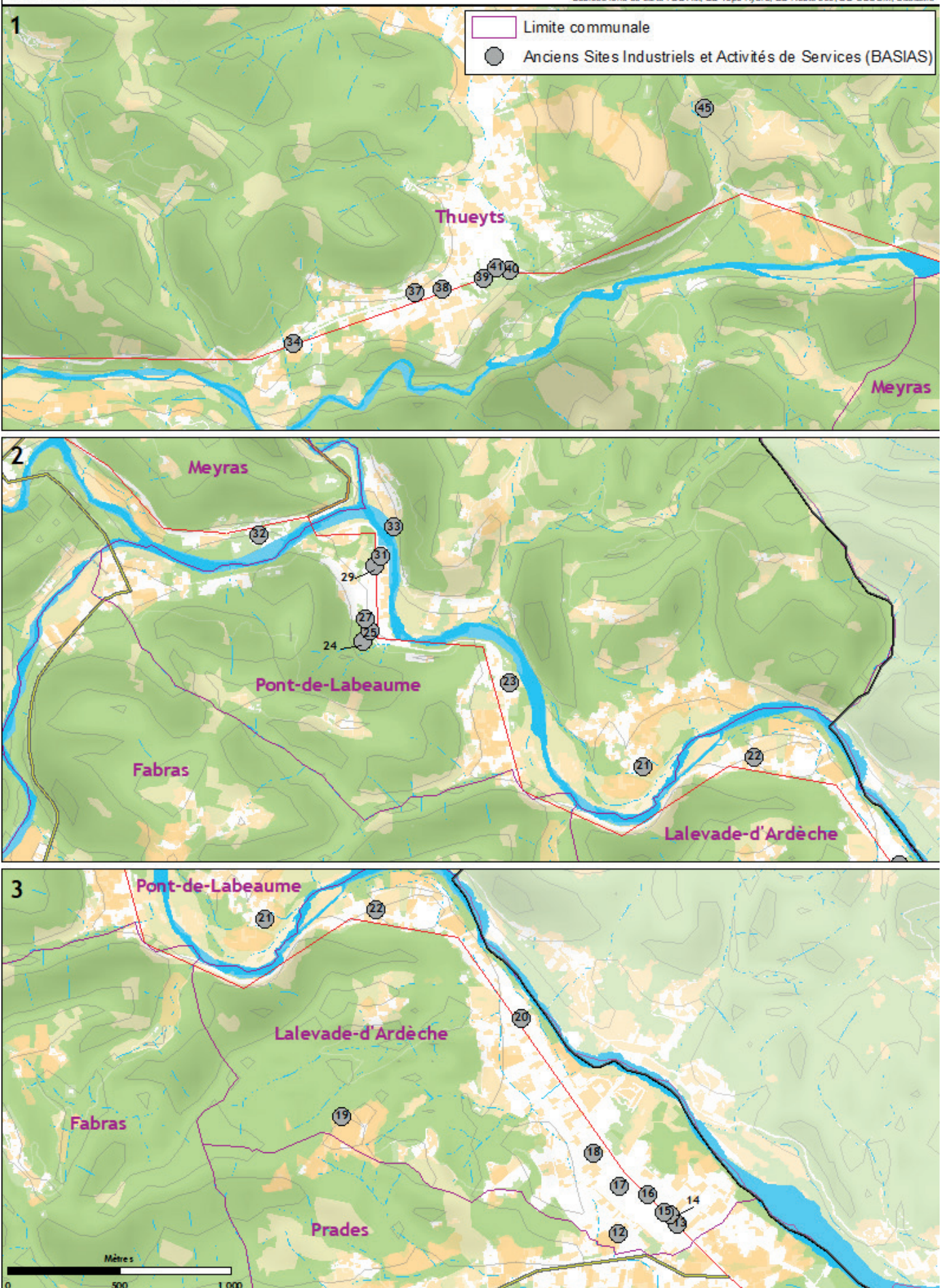
NOM	IDENTIFIANT	COMMUNE	LIBELLÉ	ÉTAT D'OCCUPATION
27	RHA0701973	PONT-DE-LA-BEAUME	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage). Garages, ateliers, mécanique et soudure	Activité terminée
28	RHA0700199	BARNAS	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage). Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	Activité terminée
29	RHA0701976	PONT-DE-LA-BEAUME	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	Activité terminée
30	RHA0700198	BARNAS	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage). Garages, ateliers, mécanique et soudure	Activité terminée
31	RHA0701975	PONT-DE-LA-BEAUME	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	Activité terminée
32	RHA0700960	MEYRAS	Extraction de pierres ornementales et de construction, de calcaire industriel, de gypse, de craie et d'ardoise (voir aussi C23.7). Centrale d'enrobage (graviers enrobés de goudron, pour les routes par exemple)	Activité terminée
33	RHA0701974	PONT-DE-LA-BEAUME	Aprêt et tannage des cuirs ; préparation et teinture des fourrures et cuirs (tannerie, mégisserie, corroierie, peaux vertes ou bleues)	Activité terminée
34	RHA0700745	THUEYTS	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	Activité terminée
35	RHA0700875	MEYRAS	Carrosserie, atelier d'application de peinture sur métaux, PVC, résines, plastiques (toutes pièces de carénage, internes ou externes, pour véhicules...). Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service	En activité
36	RHA0700957	MEYRAS	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.). Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	Activité terminée
37	RHA0702139	THUEYTS	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	Activité terminée
38	RHA0702141	THUEYTS	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	Activité terminée
39	RHA0702140	THUEYTS	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	Activité terminée
40	RHA0701439	THUEYTS	Garages, ateliers, mécanique et soudure. Garages, ateliers, mécanique et soudure. Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage). Commerce de gros, de détail, de dessert	Activité terminée
41	RHA0702142	THUEYTS	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	Activité terminée

NOM	IDENTIFIANT	COMMUNE	LIBELLÉ	ÉTAT D'OCCUPATION
42	RHA0701134	MEYRAS	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage). Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	Activité terminée
43	RHA0700903	BARNAS	Collecte et stockage des déchets non dangereux dont les ordures ménagères (décharge d'O.M. ; déchetterie)	Activité terminée
44	RHA0700956	MEYRAS	Garages, ateliers, mécanique et soudure. Entretien et réparation de véhicules automobiles (ou autres)	En activité
45	RHA0701438	THUEYTS	Collecte et stockage des déchets non dangereux dont les ordures ménagères (décharge d'O.M. ; déchetterie), Collecte et stockage des déchets non dangereux dont les ordures ménagères (décharge d'O.M. ; déchetterie)	Activité terminée
46	RHA0700959	MEYRAS	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	Activité terminée
47	RHA0700958	MEYRAS	Industrie des eaux minérales et autres eaux embouteillées et des boissons rafraîchissantes. Industrie des eaux minérales et autres eaux embouteillées et des boissons rafraîchissantes	En activité
48	RHA0701073	CHIROLS	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.). Tissage, Tissage	Activité terminée
49	RHA0701072	CHIROLS	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage), Garages, ateliers, mécanique et soudure	Activité terminée
50	RHA0700876	MEYRAS	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.). Industrie manufacturière	Activité terminée
51	RHA0700871	MONTPE-ZAT-SOUS-BAUZON	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.). Services auxiliaires des transports	Activité terminée
52	RHA0700872	MONTPE-ZAT-SOUS-BAUZON	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage). Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de st	En activité
53	RHA0701749	MONTPE-ZAT-SOUS-BAUZON	Garages, ateliers, mécanique et soudure, Carrosserie, atelier d'application de peinture sur métaux, PVC, résines, plastiques (toutes pièces de carénage, internes ou externes, pour véhicules...). Garages, ateliers, mécanique et soudure. Carrosserie	Activité terminée
54	RHA0701129	MONTPE-ZAT-SOUS-BAUZON	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage). Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de st	Activité terminée
55	RHA0702011	SAINT-PIERRE-DE-COLOMBIER	Collecte et stockage des déchets non dangereux dont les ordures ménagères (décharge d'O.M. ; déchetterie)	Activité terminée
56	RHA0701130	MONTPE-ZAT-SOUS-BAUZON	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage). Garages, ateliers, mécanique et soudure	Activité terminée



Localisation des secteurs couverts par le risque technologique (sites BASIAS)

Sites BASIAS



Zoom sur des secteurs couverts par le risque technologique (sites BASIAS)

NOM	IDENTIFIANT	COMMUNE	LIBELLÉ	ÉTAT D'OCCUPATION
57	RHA0700478	BURZET	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage)	-
58	RHA0700239	BURZET	Fabrication de coutellerie. Fabrication de coutellerie. Forge, marteaux mécaniques, emboutissage, estampage, matriçage découpage ; métallurgie des poudres. Garages, ateliers, mécanique et soudure	-
59	RHA0700882	BURZET	Dépôt ou stockage de gaz (hors fabrication cf. C20.11Z ou D35.2). Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station service de toute capacité de stockage), Garages, ateliers, mécanique et soudure. Commerce de gros	-
60	RHA0700481	BURZET	Collecte et stockage des déchets non dangereux dont les ordures ménagères (décharge d'O.M. ; déchetterie)	-
61	RHA0700956	MEYRAS	Entretien et réparation de véhicules automobiles (ou autres), Garages, ateliers, mécanique et soudure	En activité
62	RHA0700957	MEYRAS	Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.), Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.)	Activité terminée
63	RHA0700745	THUEYTS	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)	Activité terminée

Descriptif des sites CASIAS présents sur le territoire de la communauté de communes

NOM	IDENTIFIANT	COMMUNE	ETAT D'OCCUPATION	LIBELLE ACTIVITÉ
1	RHA0700210	JAUIJAC	Activité terminée	Collecte et stockage des déchets non dangereux dont les ordures ménagères (décharge d'O.M. ; déchetterie), Collecte et stockage des déchets non dangereux dont les ordures ménagères (décharge d'O.M. ; déchetterie)
2	RHA0700212	JAUIJAC	Activité terminée	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)
3	RHA0700214	JAUIJAC	Ne sait pas	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)
4	RHA0700479	BURZET		Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage), Garages, ateliers, mécanique et soudure
5	RHA0700480	BURZET		Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)
6	RHA0700625	PRADES		Stockage de charbon
7	RHA0700626	PRADES		Agglomération de la houille (utilisation de brai) et/ou lavage de schlams, Agglomération de la houille (utilisation de brai) et/ou lavage de schlams
8	RHA0700631	PRADES	Activité terminée	Collecte et stockage des déchets non dangereux dont les ordures ménagères (décharge d'O.M. ; déchetterie), Collecte et stockage des déchets non dangereux dont les ordures ménagères (décharge d'O.M. ; déchetterie)
9	RHA0700898	BURZET		Collecte et stockage des déchets non dangereux dont les ordures ménagères (décharge d'O.M. ; déchetterie), Collecte et stockage des déchets non dangereux dont les ordures ménagères (décharge d'O.M. ; déchetterie)
10	RHA0700950	MAYRES	Activité terminée	Collecte et stockage des déchets non dangereux dont les ordures ménagères (décharge d'O.M. ; déchetterie)

NOM	IDENTIFIANT	COMMUNE	ETAT D'OCCUPATION	LIBELLE ACTIVITÉ
11	RHA0700951	MAYRES	Activité terminée	Activités de soutien à l'agriculture et traitement primaire des récoltes (coopérative agricole, entrepôt de produits agricoles stockage de phytosanitaires, pesticides, ...)
12	RHA0700955	MEYRAS	Activité terminée	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)
13	RHA0700965	MONTPE-ZAT-SOUS-BAUZON	Activité terminée	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage), Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)
14	RHA0700966	MONTPE-ZAT-SOUS-BAUZON	Activité terminée	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage), Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)
15	RHA0700967	MONTPE-ZAT-SOUS-BAUZON	Activité terminée	Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage), Transformateur (PCB, pyralène, ...)
16	RHA0700968	MONTPE-ZAT-SOUS-BAUZON	Activité terminée	Collecte et stockage des déchets non dangereux dont les ordures ménagères (décharge d'O.M. ; déchetterie)
17	RHA0701128	MAYRES	Activité terminée	Démantèlement d'épaves, récupération de matières métalliques recyclables (ferrailleur, casse auto...), Garages, ateliers, mécanique et soudure, Démantèlement d'épaves, récupération de matières métalliques recyclables (ferrailleur, casse auto...), Garages, ateliers, mécanique et soudure
18	RHA0701381	LALEVADE-D'ARDECHE		Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.), Carrosserie, atelier d'application de peinture sur métaux, PVC, résines, plastiques (toutes pièces de carénage, internes ou externes, pour véhicules...), Dépôt de liquides inflammables (D.L.I.), Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)
19	RHA0701385	LALEVADE-D'ARDECHE		Fabrication, fusion, dépôts de goudron, bitume, asphalte, brai
20	RHA0701934	LALEVADE-D'ARDECHE		Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)
21	RHA0701935	LALEVADE-D'ARDECHE		Apprêt et tannage des cuirs ; préparation et teinture des fourrures et cuirs (tannerie, mégisserie, corroierie, peaux vertes ou bleues)
22	RHA0701939	LALEVADE-D'ARDECHE		Stockage de produits chimiques (minéraux, organiques, notamment ceux qui ne sont pas associés à leur fabrication, ...)
23	RHA0701941	LALEVADE-D'ARDECHE		Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)
24	RHA0701942	LALEVADE-D'ARDECHE		Garages, ateliers, mécanique et soudure, Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)
25	RHA0701943	LALEVADE-D'ARDECHE		Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)
26	RHA0701944	LALEVADE-D'ARDECHE		Commerce de gros, de détail, de desserte de carburants en magasin spécialisé (station-service de toute capacité de stockage)

2.4.3.9.8 Nuisances liées au bruit

Source : DDT de l'Ardèche - Le classement sonore des voies en Ardèche [en ligne] <http://www.ardeche.gouv.fr/le-classement-sonore-des-voies-en-ardeche-a908.html> consulté en février 2019

Conformément aux dispositions du décret du 9 janvier 1995, le classement sonore des infrastructures existantes a été réalisé pour le département de l'Ardèche.

Il a donné lieu à 4 arrêtés préfectoraux portant classement sonore des infrastructures de transports terrestres dans le département de l'Ardèche pour les routes nationales, départementales, communales et les voies SNCF :

- Arrêté du 23 décembre 2011 pour les routes nationales ;
- Arrêté préfectoral du 23 décembre 2011 pour les routes départementales ;
- Arrêté préfectoral du 23 décembre 2011 pour les voies communales ;
- Arrêté préfectoral du 13 mars 2013 pour les voies SNCF.

La recrudescence des contentieux de voisinage avec les activités professionnelles, notamment en matière de bruit, et la récente règle de réciprocité d'implantation, conduit à recommander des distances d'éloignement minimales (recul, secteurs, tampons), ou des prescriptions particulières (murs, merlons, orientation des bâtiments...) entre les zones d'activités industrielles, touristiques et agricoles, et les zones résidentielles, afin d'éviter des risques de nuisances irrémediables pour le voisinage.

Le principe d'implantation d'établissements « sensibles » (crèches, établissements de santé, établissements scolaires) hors des zones de bruit, doit être retenu.

Sur la communauté de communes, la RN 102 a été répertoriée « voirie classée bruyante » par arrêté préfectoral n°2011362-0007 du 23/12/2011 relatif au classement sonore des infrastructures de transport terrestre en Ardèche - routes nationales (communes de Barnas, Fabras, Lalevade, Mayres, Meyras, Pont-de-Labeaume, Prades et Thueyts).

Le périmètre, les prescriptions (isolement acoustique en façade...) et la référence de l'arrêté préfectoral relatif aux voies bruyantes seront annexés au PLUi. La largeur affectée par le bruit est de 100 mètres de part et d'autre de la RN 102 à partir du bord extérieur de la chaussée le plus proche, pour les secteurs cartographiés en catégorie 3. Elle est de 30 mètres pour les secteurs en catégorie 4.



Nuisances sonores au niveau du territoire

2.4.3.9.9 Le Plan Régional Santé Environnement de Rhône-Alpes

Le 3^{ème} Plan régional santé-environnement a été signé par le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur général de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Auvergne-Rhône-Alpes, le 18 avril 2018.

Il se décline en 19 actions dont, notamment, les actions suivantes :

- n°5 « Accompagner les actions locales en éducation à la santé-environnement » ;
- n°7 « Former les élus » ;
- n°12 « Réduire les mésusages des pesticides » ;
- n°15 « Protéger l'alimentation en eau potable » ;
- n°16 « Prendre en compte le changement climatique » ;
- n°17 « Développer un urbanisme et un aménagement favorables à la santé ».

Synthèse des enjeux :

- Prendre en compte les risques naturels présents à travers tout le territoire dans chaque projet d'aménagement, notamment les risques inondation et incendie de forêt très forts et contraignants sur l'ensemble de la communauté de communes.
- Veiller à ce que les risques liés aux industries, technologies histoire minière du territoire, exploitation des carrières soient systématiquement pris en compte lors des aménagements futurs.
- Veiller au recul des constructions le long de l'axe RN 102 : risque lié au transport de matières dangereuses, nuisances liées au bruit, *etc.*

2.4.4 Synthèse des caractéristiques du territoire

	LES CONSTATS ET DYNAMIQUES DU TERRITOIRE	LES ENJEUX
Positionnement territorial	<p>Situé au centre-ouest du département d'Ardèche</p> <p>Intégralement dans le PNR des Monts d'Ardèche, géoparc et patrimoine UNESCO</p> <p>Composé de 16 communes : Barnas, Burzet, Chirols, Fabras, Jaujac, Lalevade-d'Ardèche, La Souche, Mayres, Meyras, Montpezat-sous-Bauzon, Péreyres, Pont-de-Labeaume, Prades, Saint-Cirgues-de-Prades, Saint-Pierre-de-Colombier, et Thueyts, s'étalant sur 268.4 km² et regroupant 9 627 habitants (RP 2016)</p> <p>Un relief et une organisation valléenne : altitude variant de 249 m (confluence du Salindre et de l'Ardèche, Prades) à 1 532 m (crêtes des Valadous, Mayres)</p> <p>Territoire de volcans et en situation de tête de bassin versant de l'Ardèche, très forestier avec un AOP Châtaigneraies</p> <p>Une desserte centralisée sur la RN102 et peu de ramifications</p> <p>Un territoire majoritairement tourné vers Aubenas</p> <p>Loi Montagne</p> <p>SCoT de l'Ardèche méridionale</p> <p>Charte de gestion durable des territoires (2010)</p> <p>Climat sous influence méditerranéenne mais aussi du relief, marqué par la Bure en hiver</p>	<p>Composer avec le relief et les vallées, respecter la loi Montagne (règles d'urbanisme particulières), le SCoT Ardèche méridionale, la charte du PNR des Monts d'Ardèche et les polarité du territoire et de ses abords</p>
Unités paysagères	<p>Trois unités paysagères, dont les vallées de la Haute-Cévenne (crêtes et plateaux, pentes des Cévennes et piémont cévenol), le Plateau ardéchois (dont le Pays des Sucs) et l'agglomération d'Aubenas (plaine)</p>	<p>Attention à la banalisation des paysages par de nouvelles constructions inadaptées au contexte local ou par des entrées de villes ou villages dégradées</p> <p>Le PLUi devra respecter les objectifs de qualité paysagère de chaque unité, notamment celle de la Haute Cévenne</p>

	LES CONSTATS ET DYNAMIQUES DU TERRITOIRE	LES ENJEUX
Sites paysagers remarquables	<p>Les paysages remarquables couvrent 80% du territoire, avec les entités de la Cévenne ardéchoise, de la Haute vallée de l'Ardèche et du Tanargue</p> <p>Sites classés : cascade du Ray-Pic et coulées basaltiques et pont du Diable de Thueyts</p> <p>Sites inscrits : église ND de Prévenchères, ensemble urbain de Montpezat, château de Pourcheyrolles et abords du château de Ventadour</p> <p>Neuf géosites, plusieurs belvédères, sucs, cascades, gour, sources...</p>	
Particularités rurales	<p>Des villages de caractère (Jaujac, Meyras et Thueyts), des faysses (Chirols par exemple), des calades et des ponts</p>	<p>Les points de vigilance sont notamment : la disparition irréversibles des meilleures terres agricoles, l'étalement des réseaux routiers et la fragilisation de la biodiversité</p> <p>À noter la grande influence d'Aubenas côté est qui définit la mutation des paysages des piémonts</p>
Patrimoine	<p>Treize monuments historiques et 13 châteaux</p> <p>Traces du développement industriel du 19^{ème} siècle au bord de l'eau (filature de la soie, bassin houiller de Prades, carreau de Champgontier, béalières)</p>	<p>Enjeux :</p> <p>Maintenir une identité cévenole attractive : valoriser la porte d'entrée du territoire, contenir l'aire d'influence albenassienne aux polarités urbaines secondaires, valoriser les routes belvédère comme vitrine territoriale, préserver les paysages reconnus comme remarquables, préserver le patrimoine de la forêt, préserver les paysages culturels et ruraux et valoriser les sites géologiques d'exception</p> <p>Rendre visible la richesse patrimoniale architecturale et rurale du territoire : optimiser les visibilités du patrimoine réglementé et valoriser le patrimoine vernaculaire et celui lié à l'eau</p> <p>Maintenir une ressource paysagère accessible : maintenir un espace naturel emblématique, valoriser la zone de confluence des vallées, gérer les sites touristiques et sportifs attractifs, valoriser les points de vue spectaculaires notamment depuis les crêtes et valoriser le réseau d'itinéraires du PDIPR et les itinéraires emblématiques</p>
Archéologie	<p>Des éléments sont présents à Pont-de-Labeaume (voie romaine) et à Meyras (camp)</p>	
Tourisme	<p>Paysages et activités de pleine nature qu'ils offrent = double attrait pour le calme, le sport, le charme des espaces naturels et des villages de caractère</p> <p>D'abord tourné vers l'offre « nature/sport », le tourisme s'ouvre aujourd'hui aux aspects culturels du territoire</p> <p>PDIPR, RN102, cheminements majeurs de découverte du territoire</p> <p>Espace thermal de Meyras/Neyrac, écomusée du moulinage et nombreux points de vue emblématiques</p>	

	LES CONSTATS ET DYNAMIQUES DU TERRITOIRE	LES ENJEUX
Qualité de l'air	SRCAE Rhône-Alpes (24/04/2014) Bonne qualité globale de l'air, mais altération par les activités situées en dehors du territoire Présence d'Ambroisie (arrêté préfectoral n°2014 106-0003 du 16/04/2014 pour la lutte)	
Géologie et hydrogéologie	Territoire volcanique entaillé de 4 vallées principales : Ardèche, Lignon, Fontaulière et Bourges Masses d'eau souterraines de bonne qualité chimique et en bon état quantitatif (très sensibles)	
Alimentation en eau potable	Nombreux (+ de 50) captages AEP très sensibles : sources et forages, mais aussi prélèvements en rivières Gestions communale ou par le SEBA (réseau Ossature) Problématique d'alimentation en été, saison touristique par excellence Taux de conformité bactériologique non optimal	Vérifier l'adéquation entre le besoin de la population et la disponibilité de la ressource en eau potable tant en quantité qu'en qualité Préserver l'intégrité physique et la qualité des ressources souterraines identifiées par l'agence de l'eau comme Zone d'Intérêt Actuel et Zone d'Intérêt Futur Prendre en compte les périmètres de protection des captages Schémas des réseaux d'alimentation en eau potable doivent être annexés au PLUi
Assainissement	Les communes de Chirols, Fabras, Péreyres et Saint-Cirgues-de-Prades ne sont pas équipées de STEP. Pour les autres communes, les STEP sont généralement raccordées aux réseaux d'eau usées des villages Quatre communes de la communauté de communes disposent d'un assainissement collectif et non collectif géré par le SEBA : Fabras, Lalevade d'Ardèche, Meyras, Pont-de-Labeaume	Vérifier la capacité du système d'assainissement avec les hypothèses démographiques et économiques et les adapter si nécessaire Favoriser le développement de l'urbanisation dans les secteurs raccordables au réseau public d'assainissement afin de permettre la densité urbaine et une gestion mieux maîtrisée des rejets d'eau usées Limiter l'urbanisation dans les secteurs inaptes à assainissement non collectif et non raccordés au réseau d'assainissement Les capacités des STEP et les possibilités d'assainissement individuel devront être vérifiés et la gestion des eaux pluviales sera intégrée aux aménagements

	LES CONSTATS ET DYNAMIQUES DU TERRITOIRE	LES ENJEUX
Relief et hydrologie	<p>Alternance de montagnes et de vallées encaissées</p> <p>Sols sablo-limoneux majoritairement, quelques roches affleurantes et quelques sols argileux</p> <p>Ardèche circule d'ouest en est, le long de la RN102 (période de plus hautes eaux : novembre-décembre avec des pics de débits journaliers à 180 m³/s en 2018)</p> <p>Fontolière irrigue Montpezat-sous-Bauzon, Meyras, Chirols et rejoint l'Ardèche en rive gauche à Pont-de-Labeaume</p> <p>Lignon conflue avec l'Ardèche à Meyras, en aval de la station thermale. Le cours d'eau n'est jamais à sec</p> <p>Bourges se jette dans la Fontolière en rive gauche à Saint-Pierre-de-Colombier. Le cours d'eau forme la cascade du Ray-Pic à Péreyres</p> <p>Un seul plan d'eau : le lac Ferrand à Montpezat-sous-Bauzon</p> <p>Classement de tous les cours d'eau en liste 1 ou 2 : pas d'autorisation de création des obstacles à l'écoulement ou autorisation sous certaines conditions. Peu de centrales sont présentes</p> <p>Nombreuses frayères recensées sur presque tous les cours d'eau</p>	<p>Concilier développement urbain, maintien de la biodiversité et protection face au risque inondation</p>
Documents cadre de gestion des eaux	<p>SDAGE Rhône-Méditerranée et Loire-Bretagne</p> <p>Ligne de partage des eaux (bassin Atlantique et bassin Méditerranéen)</p> <p>SAGE Loire amont</p> <p>SAGE Ardèche et Contrat de rivière Ardèche</p> <p>Cours d'eau en bonne qualité globalement</p> <p>Zone sensible à l'eutrophisation (bassin Loire-Bretagne)</p>	<p>Se conformer aux exigences du SDAGE et des SAGE</p>

	LES CONSTATS ET DYNAMIQUES DU TERRITOIRE	LES ENJEUX
Zones naturelles remarquables	<p>Trois sites Natura 2000 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ZSC FR 8201670 « Cévennes ardéchoises ». • ZSC FR 8201666 « Loire et ses affluents ». • ZSC FR 8201664 « Secteurs des suc ». <p>16 ZNIEFF de type I. 6 ZNIEFF II. 1 ENS. 2 Réserves Biologiques. 1 PNR sur la totalité du territoire. 1 site du CEN de Rhône-Alpes. 111 Zones humides.</p>	<p>Protéger ce patrimoine naturel : les projets ne devront pas porter atteinte aux zones naturelles remarquables et notamment aux sites Natura 2000, ZNIEFF, Réserves biologiques et zones humides.</p>
Les grands ensembles écologiques du territoire	<p>Les espaces boisés sur de grandes surfaces (1 620 ha, 62% du territoire).</p> <p>Les milieux semi-ouverts à ouverts (34 % du territoire).</p> <p>Les milieux aquatiques et humides (0,46 % du territoire).</p> <p>Les milieux rupicoles et rocheux (<1 % du territoire).</p> <p>Les milieux anthropisés (3,4% du territoire).</p> <p>Autres milieux (murets de pierres sèches et arbres remarquables).</p>	<p>Protéger les espaces boisés et les milieux semi-ouverts à ouverts. Restaurer/Préserver les cours d'eau.</p>
Trame Verte et Bleue	<p>Le territoire représente un espace globalement perméable aux déplacements de la faune et à la dissémination de la flore.</p> <p>La Trame Verte est bien développée en termes de réservoirs et de corridors écologiques.</p> <p>La Trame Bleue est formée par un important réseau fonctionnel de cours d'eau parcourant l'ensemble du territoire, bien que ponctués d'obstacles parfois infranchissables.</p>	<p>Maintenir les continuités écologiques en évitant le mitage des espaces naturels et agricoles. Maintenir la Trame Verte et Bleue. Respecter le DOO du SCoT</p>
Équipements sportifs et sites de loisirs de pleine nature	<p>Nombreux équipements sportifs (piscine, stades, gymnase, boulodrome, sites d'escalade, via ferrata, canyoning...)</p> <p>Un circuit trail est présent ainsi qu'une station de ski</p> <p>Plusieurs sites de baignades</p>	<p>Conserver le maillage et l'accessibilité des équipements sportifs Gérer l'accueil et le stationnement sur les sites de sports de pleine nature</p>
Équipements culturels	<p>Compétence « petite enfance, enfance et jeunesse » depuis 2014</p> <p>Crèche, micro-crèche</p> <p>31 assistantes maternelles et un RAM</p> <p>12 établissements scolaires</p> <p>1 centre de loisirs intercommunal</p>	<p>Maintenir les équipements petite-enfance Conforter les équipements enfance/jeunesse Maintenir et soutenir le maillage d'écoles publiques</p>

	LES CONSTATS ET DYNAMIQUES DU TERRITOIRE	LES ENJEUX
Activités de loisirs	<p>PDPG de l'Ardèche (2001)</p> <p>4 AAPPMA sur le territoire</p> <p>1 réserve de pêche sur la Fontaulière, plusieurs parcours de 1^{ère} catégorie et en limite d'1 parcours no-kill</p> <p>SDGC de l'Ardèche (2008 puis 2015)</p>	
Sylviculture	<p>Le relief, la pente, les accès aux forêts ainsi que le morcellement en forêt privée sont les causes principales du faible développement de l'activité sylvicole</p> <p>Le tissu local des entreprises de première transformation se maintient avec difficultés ces dernières années. La baisse de la demande liée au marché de la construction a affaibli ces scieries et constitue le principal dysfonctionnement de la filière. Quant au bois-énergie (bois d'industrie de manière plus générale), la filière, même si elle n'est pas directement implantée sur les communes de la communauté de communes, est en développement.</p>	<p>Améliorer la desserte pour l'exploitation forestière et mutualiser les aménagements avec ceux prévus pour la défense incendie</p> <p>Développer la sylviculture pour l'enjeu économique de la filière, la production et la valorisation d'une ressource locale : le bois-énergie</p> <p>Attention à la banalisation des boisements et aux risques sanitaires d'une culture intensive</p> <p>Gérer la forêt pour répondre à d'autres enjeux connexes de qualité de vie (lutte contre les incendies, gestion des paysages, cadre de vie et espace de loisirs de la forêt)</p>
Gestion des déchets	<p>PIED Drôme-Ardèche</p> <p>Compétence de l'intercommunalité dans la collecte et le traitement des déchets</p> <p>Plateforme du SIDOMSA (Lavilledieu)</p> <p>Collecte sélective en augmentation, ordures ménagères résiduelles en baisse</p> <p>Variation inter-saison liée au tourisme notamment estival</p>	<p>Poursuivre la réduction des tonnages de déchets ménagers collectés, améliorer la collecte du verre et du papier</p> <p>Organiser les points de collecte pour éviter des tournées très longues et augmenter le taux de remplissage des camions</p> <p>Sécuriser les tournées</p> <p>Maillage du territoire avec des plateformes de dépôt des déchets inertes sur chaque vallée</p> <p>Accessibilité aux artisans du territoire aux plateformes de dépôt des déchets verts et inertes</p>

	LES CONSTATS ET DYNAMIQUES DU TERRITOIRE	LES ENJEUX
Énergie	<p>PCET Rhône-Alpes (2013-2017) et PNR des Monts d'Ardèche (2013-2017)</p> <p>SRCAE Rhône-Alpes (17/04/2014)</p> <p>Charte du PNR des Monts d'Ardèche (2013-2025) : économies d'énergie de 20 à 30% d'ici 2025</p> <p>Étude « bouquet énergétique » en cours</p> <p>SCoT de l'Ardèche Méridionale : PADD intégrant les objectifs de la loi TepCV : consommation énergétique divisée par 2 d'ici 2050</p> <p>Sur le territoire, le bilan est marqué par une forte identité rurale à faible densité de population (36 hab./km²), mais dominé par l'habitat individuel (plus gourmand en énergie) et alimenté par les énergies fossiles en majorité (absence d'alimentation au gaz de ville)</p> <p>Les secteurs résidentiels et transports sont les plus consommateurs et les plus émetteurs de GES</p> <p>31 centrales hydroélectriques pour 120 MW</p> <p>Cours d'eau préservés et peu de production d'hydroélectricité</p> <p>Plusieurs installations solaires en toiture notamment</p> <p>Aucun site éolien, aucune géothermie</p>	<p>Lutter contre le changement climatique (encourager la mobilité douce et les alternatives à l'« auto-solisme », favoriser un habitat dense et performant, orienter les bâtiments pour favoriser les apports solaires gratuits, favoriser un éclairage public économe et performant, etc.) ;</p> <p>Adapter le territoire au changement climatique (limiter l'artificialisation des sols et favoriser la végétalisation afin de restreindre les dégâts des eaux lors des épisodes cévenoles, identifier et préserver les espaces végétalisés et les points d'eau pour limiter les surchauffes d'été, etc.) ;</p> <p>Faire de la transition écologique un axe de développement économique du territoire : encourager le développement des activités économiques en faveur des énergies renouvelables et de la filière de l'écoconstruction sur le territoire ;</p> <p>Prendre en compte la précarité énergétique : l'accès à l'énergie devient un facteur de vulnérabilité socio-économique majeur ;</p> <p>Permettre à travers le document d'urbanisme la production d'énergies renouvelables : de nombreuses ressources énergétiques valorisables (bois, solaire, eau...) pouvant générer des retombées économiques locales (= favoriser la production d'énergies renouvelables)</p>
Ressources des sous-sols	<p>SDC de l'Ardèche et cadrage régional</p> <p>Deux carrières en exploitation sur Thueyts</p> <p>Ressources en roche volcanique (pouzzolane) et sables (le long des cours d'eau)</p>	<p>L'exploitation doit répondre aux exigences réglementaires</p>

	LES CONSTATS ET DYNAMIQUES DU TERRITOIRE	LES ENJEUX
Risques et nuisances	<p>Incendie (4 ces 10 dernières années)</p> <p>Inondation (PPRi Ardèche, 2003-2004-2006-2014)</p> <p>Séisme (2/5)</p> <p>Mouvement de terrain (chute de blocs, glissements, coulées et érosions de berges)</p> <p>Aléas argiles globalement faibles</p> <p>Risque minier (vallée du Salindre notamment)</p> <p>Exposition au plomb (tout le département)</p> <p>Transport de matières dangereuses (RN102)</p> <p>ICPE (9)</p> <p>Deux ouvrages de transport d'énergie électrique</p> <p>PDPFCI de l'Ardèche cadre la défense incendie</p> <p>DFCI : une tour de guet, 2 réserves d'eau en projet</p> <p>Doctrine camping (risque inondation)</p>	<p>L'urbanisation future devra être cohérente au regard des risques d'incendie de forêt identifiés. La constructibilité de nouvelles zones dans une zone boisée ne sera possible que sous certaines conditions : l'aménagement d'une zone d'interface forêt-habitat pour réduire le risque et la puissance d'un incendie, la suppression de l'état boisé de la zone sans pour cela enlever nécessairement tous les arbres (ne pourront toutefois être ainsi conservés qu'un maximum de 50 sujets par hectare),</p> <p>L'existence de dispositifs adaptés de lutte contre les incendies ;</p> <p>Les servitudes de passage et d'aménagement pour les pistes sécurisant l'intervention des forestiers-sapeurs et des pompiers.</p>
Nuisances liées au bruit	<p>La RN 102 a été répertoriée « voirie classée bruyante » par arrêté préfectoral n°2011362-0007 du 23/12/2011 relatif au classement sonore des infrastructures de transport terrestre en Ardèche : catégorie 3 ou 4 selon les secteurs</p>	<p>Veiller à assurer un recul pour toute nouvelle construction (notamment les établissements sensibles)</p>
Santé	<p>PRSE 3 (18/04/2018)</p>	<p>Prendre en compte les orientations de ce plan</p>